

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 08172540 4

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE,

DÉDIÉ AU ROI,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE GENS DE LETTRES;

CONTENANT

Le Journal Politique des principaux évènemens de toutes les Cours; les Pièces Fugitives nouvelles en vers & en prose; l'Annonce & l'Analyse des Ouvrages nouveaux; les Inventions & Découvertes dans les Sciences & les Arts; les Spectacles; les Causes célibres; les Académies de Paris & des Provinces; la Notice des Édits, Arrêts; les Avis particuliers, &c. &c.

SAMEDI 1^er^. AOUT 1789.

A PARIS,

Au Bureau du Mercure, Hôtel de Thou; rue des Poitevins, N°. 18.

Avec Approbation, & Privilége du Roi.

Digitized by Google

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
335343
ASTOR, LENOX AND TILDEN FOUNDATIONS
1905

TABLE

Du mois de Juillet 1789.

PIÈCES FUGITIVES.

Quatrain.	3
Le Myrte.	4
Vers.	49
Le Réveil des Oiseaux.	51
Quatrain.	52
Sonnet	97
Traduction.	93
L'Enfant-Trouvé.	145
Vers.	148
Education.	149
Charades, Enigmes & Logog.	6, 52, 101, 154

NOUVELLES LITTÉR.

Des Loteries.	8
Clovis le Grand.	17
Nouveau Voyage.	23
Le Comte de St-Méran.	27
Mémoires	55
Œuvres.	66
Des Etats-Généraux.	73
Eloge philosophique.	80
Formation.	83
Dictionnaire.	86
Traduction.	104
De la Rédaction.	119
Histoire.	114
Le Fils naturel	127
Remarques.	133
De l'influence des passions.	156
La Marquise de Ben...	160
La vie de l'Homme.	164
Institutions.	166
Pilotorne.	169
Variétés.	31, 89, 176.

SPECTACLES.

Comédie Françoise.	135
Comédie Italienne.	138
Annonces & Notices,	43, 92, 140, 189.

A Paris, de l'Imprimerie de MOUTARD rue des Mathurins, Hôtel de Cluni.

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE.

SAMEDI 1^er^. *AOUT* 1789.

PIÈCES FUGITIVES

EN VERS ET EN PROSE.

IMITATION

De l'Ode d'Horace, Eheu fugaces.

HÉLAS! le temps, le temps précipite son cours,
Et roule à flots pressés le torrent de nos jours,
Sans que la piété puisse effacer nos rides,
Ni fléchir le ciseau des Parques homicides.
Ami, jamais Pluton, de son droit trop jaloux,
Ne diffère un instant de l'exercer sur nous;
Rien ne fléchit le Dieu dont l'austère puissance
Du triple Géryon dompta la résistance.

Digitized by Google

A ce Dieu sans pitié n'offre point de rançon ;
On ne rachète point les droits de l'Achéron.
Vainement un mortel, prodigue d'hécatombe,
Croiroit, à prix d'encens, s'exempter de la tombe ;
Il n'en fera pas moins le célèbre trajet
Qui place le Monarque à côté du Sujet.
Je veux que Mars sanglant daigne épargner nos têtes ;
Que Neptune indulgent nous dérobe aux tempêtes,
Que le vent du Midi, funeste après l'été,
Ne nous moissonne point par son souffle empesté :
Enfin, aux bords fangeux du Cocyte livide,
Il faut de Danaüs voir la race perfide,
Voir Sisyphe accablé de maux & de remords,
Et qui repousse un bloc rebelle à ses efforts.
Ami, tu quitteras, possesseur peu durable,
Ton palais, ton domaine, & ton épouse aimable :
Des arbres dont tes mains ont peuplé ton verger,
Le cyprès suivra seul un maître passager :
Ton nectar, préférable au vin des sacrifices,
Doit couler à grands flots sous de meilleurs auspices,
Et bientôt les cent clés qui gardoient ton cellier,
Obéiront aux mains d'un heureux héritier.

(*Par M. Baudin, Commis de la Marine à Cherbourg.*)

Digitized by Google

IM-PROMPTU,

On dit que chez Zelmis, avec un soin extrême,
Tu te cachas, ami, quand Fierenfat survint....
J'ai regret.—Juge mieux de mon bonheur extrême.

On cache celui que l'on aime ;
On trompe celui que l'on craint.

(*Par un Abonné.*)

Explication de la Charade, de l'Enigme & du Logogriphe du Mercure précédent.

LE mot de la Charade est *Anon* ; celui de l'Enigme est *l'Esprit* ; celui du Logogriphe est *Mari*, où l'on trouve *Mai*, *Mi*, *Ma*, *Ami*.

CHARADE.

MON premier plaît au Chasseur ;
Mon dernier blesse un grand cœur ;
Mon entier plaît au Seigneur.

(*Par M. L... de Moncy.*)

Digitized by Google

ÉNIGME.

JE plais, déplais ; mais où... ? devine.
Vois tel jardin, & telle échine.

(*Par un Abonné.*)

LOGOGRIPHE.

UTILEMENT guidé par une adroite main,
Je suis, si l'on m'en croit, le maître du terrain ;
Ferme sur mes cinq pieds, j'exerce mon office,
Toujours suivi d'un bon ou d'un mauvais service ;
Sans être fanfaron (mais soit dit entre nous),
De me voir débusqué je ne suis point jaloux.
En m'examinant bien, s'il vous prend cette envie,
Vous verrez que je puis vous garantir la vie ;
J'offre ensuite un métal, l'ornement du gousset ;
Et dont, moi qui vous parle, ai souvent le mien net ;
Une conjonction dans le vers qui précède ;
Un Tribunal secret où soi-même on procède ;
Du loyer d'un vaisseau le terme positif ;
Enfin de l'estomac un maudit fugitif.
Ajoutez cependant que mon humeur bachique
Se manifeste aussi dans l'Art de la Musique ;
Qu'un de mes attributs est surtout d'être doux,
Et que, quant à l'Auteur, il se nomme *Le Pord.*

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

ESSAI sur l'Hiſtoire des Comices de Rome, des Etats-Généraux de la France, du Parlement d'Angleterre. 3 *Vol. in-8°. Prix,* 10 *liv.* 10 *ſ. br., & 12 liv. francs de port par la Poſte. A Paris, chez* Maradan, *Lib. Hôtel de Château-Vieux, rue S. André des-Arts.*

CET Ouvrage eſt, ſans contredit, un de ceux qui, dans la criſe préſente des affaires, ait ſu dire avec le plus de modération les plus importantes vérités; qui ait le mieux ſu toucher aux baſes de trois puiſſans Empires ſans les ſouiller, & les comparer ſans en humilier aucun. Son début eſt en même temps une vérité & l'expreſſion d'un ſentiment profond. Eh! oui, » nul homme » ne peut gouverner ſeul. Il y a des temps » où les Conſeils dont les Rois s'entourent, » ne ſuffiſent plus; il faut alors conſulter » la volonté générale de tous les Membres » qui compoſent l'Etat. Ainſi tous les peu- » ples ont eu des Aſſemblées Nationales. » Dans les Sociétés naiſſantes & qui ſont » peu nombreuſes, on convoque tous les

Digitized by Google

» individus, on connoît la volonté générale; on agit d'après ce qu'elle ordonne. » Dès que la Société augmente, les difficultés se multiplient, les intérêts se croisent, les factions se forment, on compte » les voix, le grand nombre n'indique plus » que la volonté d'une partie, & nullement la volonté de tous. Dans chaque » Etat, les Législateurs ont inventé des » formes différentes pour parer à ce grand, » à ce terrible inconvénient qui déchire » l'Assemblée, qui soumet la volonté générale à la volonté du parti le plus nombreux ou le plus puissant.

» Les petits Etats ont eu les plus grands » Législateurs, les seuls du moins qui soient » célèbres. Ce n'est guère, en effet, que » dans les petites Républiques qu'on peut » essayer de mettre en pratique les règles » d'une théorie purement morale. .... Les » grands Etats sont des machines trop compliquées, où les frottemens ont trop de » puissance, pour qu'elles s'accordent avec » la précision du calcul mathématique. Cependant, si elles étoient contraires à tout » principe, elles ne marcheroient point, ou » le mouvement qu'on leur imprimeroit » par force, ne serviroit qu'à briser leurs » ressorts & à les détruire absolument «.

Il n'est aucun de nos Lecteurs qui ne sente la justesse de ces réflexions, & qui ne soit tenté d'accorder sa confiance à l'Auteur qui

Digitized by Google

débute ainsi. Nous voudrions bien pouvoir le suivre de parallèle en parallèle, rapprocher trois Nations célèbres, & conclure avec lui, que » les hommes en général ne » sont rien que ce que leur situation leur » permet ou les oblige d'être «. Le tableau des Républiques de la Grèce, comparées à Rome dans les différens âges, est rempli de vûes profondes sur la meilleure organisation des Etats; on aime à lire ce que l'Auteur dit, p. 35, Tome I, *sur le Tribunat* : » La puissance législative, apanage du Peu- » ple, est presque toujours usurpée par la » puissance exécutive, apanage du Prince » ou du Gouvernement. Toute puissance » s'affoiblit en s'étendant, même la législa- » tive. Quand le Corps politique est com- » posé d'un petit nombre d'hommes, cha- » cun met une grande importance à sa » voix, qui en est la centième ou la mil- » lième partie; mais quand elle n'est plus » qu'un cent-millième, ou une cinq cent » millième partie de ce Corps, elle devient » si foible, si minime, qu'elle est presque » nulle. Chaque individu, annihilé, pour » ainsi dire, comme partie du Législateur, » reste pourtant tout entier exposé, comme » Sujet, au pouvoir exécutif. A Rome, ce » pouvoir étendu dans le Sénat, & par- » tagé entre les deux Consuls, pouvoit être » resserré tout à coup par l'élection d'un » Dictateur. Le Sénat auroit bientôt en- » vahi la souveraineté, si le Peuple n'avoit

Digitized by Google

» pas su la défendre, en la mettant sous la
» garde de deux Magistrats. Les Tribuns
» n'eurent d'abord d'autre autorité que celle
» d'arrêter le mouvement trop rapide du
» pouvoir exécutif. Leur opposition fut
» plus rapide encore : ils n'avoient qu'à
» dire *veto*, & le mouvement s'arrêtoit.
» Par cette institution, les Sujets, Mem-
» bres devenus trop foibles d'un Législa-
» teur trop nombreux, furent défendus
» contre les entreprises du Gouvernement...
» Le Tribunat établi, la Constitution de
» la République eut toutes ses parties ; elle
» fut entière, & aussi parfaite que le peut
» être une institution humaine. Les seuls
» Plébéiens parvenoient au Tribunat. C'est
» en effet au Peuple qu'il importe de
» conserver la Constitution : l'intérêt des
» Grands est de l'envahir. Le reste de l'His-
» toire Romaine n'offre plus que le jeu
» des différentes parties de cette Constitu-
» tion : machine étonnante, qui résista tou-
» jours à toutes les attaques extérieures
» qu'elle éprouva, & qui ne se détruisit
» que par le frottement de ses propres rou-
» ages. L'Empire Romain subsisteroit peut-
» être encore, si la puissance Tribunitienne
» eût modéré la marche trop rapide de la
» puissance impériale : elle eût empêché
» que l'Empire ne tombât dans les mains
» de la soldatesque «.

Le passage de l'Empire Romain à la Mo-

Digitized by Google

narchie Françoise se trouvoit amené naturellement, & l'Auteur suit fidèlement le fil de la Constitution dès sa première origine; il ne nous console point, & nous sommes forcés de souscrire à cet anathème effrayant: » Qu'ont produit les Assemblées de Mars, » dit-il? des crimes, uniquement des crimes. Les Caligula, les Néron, les Domitiens, dont l'esprit étoit aliéné, n'ont » pas commis plus de crimes que les fils, » les petits-fils, les arrière-petits-fils de » Clovis. — Les Comices, dit l'Auteur, » établirent à Rome un Gouvernement municipal, & ne confièrent les grands emplois, le commandement même des Armées, qu'à des Magistrats. Les Assemblées » des Francs n'élurent que des Chefs militaires, & laissèrent ces Chefs s'emparer des fonctions de la Magistrature «.

L'Auteur, après avoir peint les mœurs & l'état des anciens Francs, saisit habilement l'époque de la grande révolution qui se fit en France sous Clotaire II. — A cette époque, avoit dit Montesquieu, les Maires du Roi devinrent ceux de la Nation. —Les Evêques, dit l'Auteur, étoient inamovibles: les Maires voulurent l'être; les Ducs, les Comtes, les Marquis prétendirent aussi à le devenir. — Mais les Francs étoient encore bien éloignés d'être une Nation, car on ne voit pas que ces *Placites* ou *Conciles* eussent quelque influence légale sur les Rois,

Digitized by Google

Le précis des Assemblées tenues sur la fin de la première Race, ne semble que trop confirmer cette assertion. Mais le Lecteur est bientôt consolé par les Réflexions de l'Auteur : p. 160, Tome I, il y verra ce que les Rois ont pu & dû avoir, & ce qu'ils n'ont pu ni dû usurper. La Constitution politique n'étoit pas mieux établie sous Charles Martel ; & quand Pepin assembla le Concile de Leptines, il s'étoit écoulé plus de cinquante ans depuis la dernière Assemblée. L'Auteur relève assez bien l'Abbé de Mably, qui se plaint de la légèreté des François qui refusoient de venir aux Assemblées. — S'ils en eussent retiré de grands avantages, ils n'eussent pas eu cette indifférence. » Plus une Assemblée se rapproche par le nombre de ses Membres, du » nombre des Habitans du territoire, plus » elle est considérée ; plus elle s'en éloigne, » moins elle est attachante. Si le nombre » en diffère excessivement, ce n'est plus » sous un grand nom qu'un simple Conseil, & ce Conseil n'est plus la chose publique ».

Charlemagne trouve sous la plume de l'Auteur des traits flatteurs & qui le font admirer. Ce Roi fit tout ce qu'il put pour éclairer la Nation. Mais le Peuple ne fut point, comme on l'a avancé dans ces derniers temps, assez considéré, ni appelé aux Assemblées Nationales. » Ce n'est pas que le

Digitized by Google

» Peuple, dit l'Auteur, n'eût ſes droits ; » mais il n'en jouiſſoit pas : ils ſont im- » preſcriptibles ; & quand on l'en dépouil- » loit, on employoit des formules qui pro- » voient ſa poſſeſſion «.

Les Aſſemblées de la ſeconde Race ne procuroient pas plus que celles de la première une unité, une Conſtitution ; elles furent célèbres par les attentats qu'elles ſe permirent contre les Rois. Il faut lire attentivement depuis l'époque où Suger s'occupa du bonheur du Peuple, l'état de la France ſous la troiſième Race, juſqu'à Philippe le Bel, époque où les trois Ordres furent diſtinctement appelés aux Etats Généraux, & où le Peuple, en ſe ſoumettant à payer les impôts, déſira des Loix, & demanda d'être garanti de l'oppreſſion des Nobles. Les Etats de 1355 en offrirent bientôt la preuve. » Le Dauphin fit crier, dit l'Auteur, » dans Paris, la défenſe aux Etats de ſe raſ- » ſembler à Pâques. Le Peuple ſe ſouleva ; » le Dauphin leva ſa défenſe, & convoqua » les Etats «.

Les Etats Généraux, qui ſe ſuccédèrent, ne ſervirent qu'à diviſer les Ordres, & à conteſter à la Nation les droits qu'elle réclamoit. Ceux de 1483 furent les ſeuls qu'on puiſſe citer avec quelque ſatisfaction : » mais à force de faire valoir des droits » particuliers, il n'y fut point queſtion de » droits nationaux. Cette grande Aſſemblée

Digitized by Google

» ne fut d'aucune utilité par elle-même, & » ne produisit aucun effet sur le Gouver- » nement. En vain les Etats avoient mani- » festé le vœu de se rassembler dans deux » ans, & n'avoient établi les impôts que » pour un seul : on ne les convoqua point; » on leva des impôts contre leur gré «.

Les Etats qui suivirent n'eurent pas des suites plus heureuses; l'Auteur les analyse avec exactitude & sagesse, & le résumé des Etats de 1588 & de 1615, est fait avec discernement. La récapitulation, p. 158, Tome II, mérite d'être méditée attentivement, & nous pensons comme l'Auteur, qu'il s'en faut bien que les Etats-Généraux de la France puissent être assimilés pour les heureux résultats aux Comices de Rome. Qu'on lise sur-tout, à l'occasion du Tiers-Etat, page 184 & suivantes, Tome II, on en conclura facilement que la Nation n'a jamais été complètement assemblée; les Députés des campagnes admis depuis Charles VIII aux Etats, n'ont point augmenté le nombre des Représentans du Peuple.

Le tableau de la Constitution d'Angleterre suit celui de la France; & il est marqué au même coin que tout ce qui a précédé. On sent à merveille quelles ont été, en Angleterre, les causes qui ont affoibli l'autorité royale, pendant que les mêmes motifs l'augmentoient en France; & comment ces deux Royaumes, partis du même

Digitized by Google

point, si semblables dans leurs Loix, sont si différens l'un de l'autre, & ont fini par n'avoir aucune ressemblance. On voit tous les efforts que les Rois d'Angleterre ont faits pour révoquer la grande Charte, ce bouclier des Communes, défendu même par les Barons ; & rien n'est plus vrai que la réflexion suivante. —Dans l'ancienne Rome, le Peuple forma la Constitution malgré le Sénat & les Patriciens : en France, les Rois la formèrent malgré les Grands ; en Angleterre, les Grands l'établirent malgré les Rois —. Nous invitons nos Lecteurs à lire les pag. 33 & suiv. du Tome III, dans lesquelles l'Auteur développe les motifs qui ont affranchi les Anglois du préjugé qui note d'infamie les familles des criminels ; & qui ont adouci les supplices, aboli les tortures ; l'Histoire du Parlement d'Angleterre, ses variations dans les principes, les injustices, ses complaisances pour les Tyrans & pour le parti dominant, depuis ses troubles de la Maison de Lancastre jusqu'à l'expulsion de Jacques II, sont très-curieux, & nous serions presque tentés d'être entièrement de l'avis de l'Auteur. Le despotisme que Cromwel exerça sur ce Corps, n'est pas la partie la plus honorable de son Histoire ; & ce n'est qu'en 1707 qu'il prend un esprit patriotique, & qu'il n'est plus que le Parlement de la Grande-Bretagne. Le résumé de la Constitution d'Angleterre, & de la composition du Corps po-

Digitized by Google

litique, pag. 252 & suiv. du Tome III, ne nous paroît pas prouver une meilleure Législation possible ; un pays où la fortune a cru du droit de représenter la Nation, est un pays où il reste encore à faire à sa Constitution ; nous n'approuvons point que les Députés n'aient en Angleterre que leur conscience pour guide, & qu'ils votent d'après cette balance trop versatile. Le Parlement d'Angleterre fait des Loix, il est vrai ; mais il est faux que les Etats-Généraux en France ne puissent que présenter leurs doléances. Nous pensons que l'Auteur devient trop le Panégyriste du pouvoir exécutif en Angleterre, & que le droit réservé au Roi de dissoudre le Parlement, a plus d'inconvéniens qu'il ne veut en convenir ; & la vénalité de ce même Parlement n'est que trop bien reconnue : mais une observation à laquelle il est impossible de répondre ; c'est, comme dit l'Auteur, *que la Monarchie anglaise est la seule qui se soutienne sans troupes.* Il est inutile de rien dire de plus en faveur de sa Constitution. Dans toutes les Monarchies, l'*autorité du Gouvernement est supposée illimitée.* En Angleterre, c'est tout l'opposé ; *c'est la liberté du sujet qu'on suppose illimitée.* » Voilà pourquoi, dit l'Auteur, tout ce » qui n'est pas défendu à la lettre, se » trouve permis en Angleterre ; & c'est » aussi pourquoi les Loix y sont établies » selon leur ordre naturel «.

Digitized by Google

Nous le répétons encore une fois, l'Ouvrage que nous venons d'analyser est un de ceux qu'il est essentiel d'avoir médité, afin de pouvoir comparer ensemble trois Nations puissantes, & établir des bases sûres pour pouvoir les atteindre & les surpasser. Tout n'est pas dans cet Ouvrage de la même force, & on distingue les parties que l'Auteur a écrites avec précipitation, & l'époque où les circonstances l'ont déterminé à réduire son plan. Il a sans doute ses raisons; il n'auroit peut-être pas trouvé une occasion aussi favorable pour rendre fructueuses tant d'importantes leçons.

Les Amours d'Anas-Eloujoud & de Ouardi, Conte traduit de l'Arabe par M. SAVARY. *Ouvrage posthume. A Paris, chez* Onfroi, *Lib. rue St-Victor.*

Le succès des *Mille & une Nuits* & de quelques autres Contes Arabes avoit répandu le goût de cette sorte d'Ouvrages; & l'on vit bien-tôt paroître en foule des Contes soi-disant Arabes, où l'on s'efforçoit d'imiter le style & les tours de l'original: mais la partie la plus intéressante, celle des mœurs, y manquoit toujours; on voyoit aisément que l'Europe avoit produit ces

Digitized by Google

fruits prétendus Orientaux ; & que les Auteurs n'avoient appris à connoître Bagdad que dans les boudoirs de Paris.

On ne peut pas faire le même reproche aux Amours d'*Anas-Eloujoud*, & de la belle *Ouardi*. Les évènemens, les caractères, les descriptions, le style, tout y respire les mœurs orientales ; & quand on ne sauroit pas que M. Savary avoit apporté de ses voyages le Manuscrit Arabe de ce Conte intéressant, on ne pourroit se méprendre à la teinte originale, & au goût de terroir qu'on y découvre à chaque page.

Voici quelle est en abrégé l'intrigue de ce petit Roman.

Anas-Eloujoud (1) est un jeune Cachemirien, enlevé dans son enfance par des brigands, vendu au Roi de Perse Chamer, & mis par ce Prince au nombre de ses Mamlouks. Il se distingue bientôt de tous ses camarades ; il devient leur Chef, & ayant sauvé la vie au Sultan dans une bataille, il gagne entièrement sa faveur, est nommé son Grand-Echanson & le Général de ses Armées.

Il paroît dans des jeux publics, célébrés à Ispahan. Il remporte tous les prix, & il efface tous ses rivaux autant par sa beauté & sa magnificence, que par sa valeur & son adresse.

(1) Ce nom signifie en Arabe, *l'homme accompli*.

Digitized by Google

Ouardi, fille du Visir, le voit revenir en triomphe, elle en devient éperdument amoureuse. Elle se confie à sa Gouvernante, & l'envoie porter un billet à celui qu'elle aime. Anas-Eloujoud lui répond. Seconde missive plus pressante que la première. Une troisième alloit partir. Le Visir rencontre la Messagère, Son aspect imprévu la glace d'effroi. Elle laisse échapper la lettre. Le Visir y apprend la passion de sa fille pour un Etranger. Il veut d'abord laver cet affront dans son sang; sa femme parvient à l'appaiser: il se borne à conduire la malheureuse Ouardi dans un château qui lui appartient au milieu de l'Isle Solitaire, située vers l'extrémité du golfe Persique.

Il fait équiper un vaisseau, le charge de richesses, d'Esclaves, & de meubles précieux, & commande à Ouardi de le suivre.

Elle attendoit son Amant vers la fin de cette même nuit. Elle n'a même pas le temps de le faire avertir. En quittant la maison paternelle, elle s'arrête au bas de l'escalier par où Anas-Eloujoud devoit s'introduire, & elle écrit ces mots sur la muraille: » O palais que j'habitai depuis mon » enfance! si mon Amant se rend ici, » au nom de Dieu, apprends lui ma des- » tinée! dis-lui: L'infortunée Ouardi a été » enlevée avant l'aurore. Pour la payer des » pleurs qu'elle a versés, pleure à ton tour, » & lis sur cette pierre les signes de sa dis-

Digitized by Google

» grace. Mes vœux ont été trompés : mon
» père a surpris la lettre que je t'écrivois. Si
» après mon infortune tu ne quittes ton
» palais pour me suivre, je me leverai
» contre toi au jour du Jugement, & je
» t'accuserai à la face de l'Univers ».

Elle part enfin baignée des larmes de sa mère, & même de celles de son père, qui l'aime, qui la plaint, mais qui demeure inflexible. Elle arrive dans l'Isle Solitaire. Son père l'y laisse avec un nombreux cortège de femmes, & revient à Ispahan.

Cependant Anas-Eloujoud se rend au palais de Ouardi ; il monte sur un mur, ne voit personne dans toute cette enceinte, descend dans une cour, & découvre au bas de l'escalier qui lui avoit été indiqué, les mots tracés de la main de sa Maîtresse : il s'en retourne désespéré, se déguise en pauvre, & part pour chercher Ouardi.

Après avoir inutilement couru de ville en ville, il rencontre un vieux Derviche, qui lui indique le lieu où la fille du Visir est détenue. Il se rend sur les bords de l'Euphrate, loue une barque, & engage le Patron à le conduire à l'Isle Solitaire. Ils avoient descendu le fleuve, & commençoient à s'approcher de l'Isle ; une tempête survient ; la barque se brise, le Pilote est submergé ; Anas-Eloujoud se sauve en nageant : il reste évanoui sur le rivage :

Digitized by Google

le soleil le ranime, il gagne le penchant d'une colline, où il s'endort.

Ouardi renfermée depuis trois ans dans cette Isle, ne s'y occupoit que de son Amant. Elle avoit toujours espéré qu'il découvriroit sa retraite, & qu'il viendroit la délivrer; lasse enfin d'une si longue attente, elle forme le projet de s'échapper. Elle trompe ses Gardes, descend par une fenêtre du côté de la mer, apperçoit un Pêcheur dans sa barque, lui fait signe avec son mouchoir, se confie à lui, & le prie de la conduire à la première ville. Après trois jours de navigation, ils arrivent à Bagdad.

Le brave & généreux Diouan y régnoit. Des fenêtres de son palais, il voit Ouardi entrer dans le port. Frappé de sa beauté & de la richesse de sa parure, il lui envoie deux Esclaves pour l'inviter à venir se mettre sous sa protection. Elle se rend en tremblant auprès de lui, & les yeux baignés de larmes, lui raconte ses malheurs. Diouan députe vers le Sultan Chamer, son Visir, avec quatre-vingts chameaux chargés de présens, pour le prier de lui envoyer *Anas-Eloujoud*.

Ce fidèle Amant s'étant réveillé sur les bords de l'isle Solitaire, marche vers le château. Il se donne pour un malheureux Marchand ruiné par la tempête, & à peine échappé seul au naufrage. On le laisse en-

Digitized by Google

trer. Il pénètre dans les jardins intérieurs. Il voit sur l'écorce des orangers le chiffre de son Amante & le sien. Il cherche, il épie, il écoute. Il rencontre les femmes de Ouardi qui s'étoient apperçues de la fuite de leur Maîtresse, & la cherchoient avec inquiétude. *Anas-Eloujoud* plus inquiet encore, se met avec elles à sa poursuite, sans se faire connoître.

L'Ambassadeur de Diouan ayant adressé au Roi de Perse la demande de son Maître, Chamer répond que le Héros qu'on lui demande a disparu depuis trois ans. L'Ambassadeur lui avoue que c'est Ouardi, arrivée depuis peu à la Cour de Bagdad, qui pleure *Anas-Eloujoud* & désire de le revoir. Chamer en conclut qu'elle a causé la fuite de son Favori; il fait appeler son Visir, père de Ouardi, & le menace de le faire périr lui & toute sa race, s'il ne lui ramène *Anas-Eloujoud*. Le Visir part pour l'isle Solitaire. Il y trouve ses Esclaves en larmes, qui lui font prendre l'évasion de sa fille, & lui présentent ce jeune Marchand qui l'a si long-temps & si inutilement cherchée avec elles. Le père & l'Amant se reconnoissent. La scène commence par des reproches, & finit par un attendrissement mutuel. *Anas-Eloujoud* revêtu d'habits somptueux, part avec Ibrahim pour la Cour de Perse.

Leurs ennemis y avoient tramé leur ruine.

Digitized by Google

Craignant de voir le Favori du Prince rentrer en grace, ils l'avoient noirci par les plus affreuses calomnies; ils obtiennent enfin l'ordre de le faire arrêter avec le Visir à son entrée dans Ispahan. Cet ordre est exécuté. Ils sont tous les deux renfermés dans un château.

Le retour de l'Ambassadeur avoit fort inquiété Ouardi, qui avoit appris de lui que son Amant étoit disparu depuis trois ans. Mais elle reçoit une lettre qu'il lui écrit, avant que d'arriver à Ispahan, ayant été instruit en route qu'elle s'étoit refugiée à la Cour de Bagdad. Elle est toute consolée, toute ravie du retour d'*Anas-Eloujoud* & de sa lettre. Elle ne doute pas que réconcilié avec son père, il ne vienne bientôt la chercher. Mais après un mois d'attente, elle apprend la disgrace & la détention de son Amant & de son père. Le généreux Diouan, touché de sa douleur, envoie son Grand-Visir demander au Sultan Chamer la liberté des deux prisonniers. Leurs ennemis dominent dans le Conseil; la demande est refusée; & les illustres captifs sont resserrés dans leurs chaînes.

Diouan lève une armée, marche contre la Perse, & pénètre jusqu'à la Capitale. Chamer ayant rassemblé toutes ses forces, lui présente la bataille; elle est des plus sanglantes; Diouan alloit être vaincu, lorsqu'*Anas-Eloujoud* paroît dans la mêlée à la tête des Mamlouks ses frères d'armes:

Digitized by Google

ils avoient toujours vu avec douleur l'horrible injuſtice qu'on lui avoit faite, & dès le commencement du combat ils s'étoient détachés de l'Armée de Perſe, pour le délivrer de ſa priſon. Cette troupe invincible fait changer la fortune ; Chamer eſt mis en fuite, & ne rentre qu'avec peine à Iſpahan, avec les débris de ſon armée.

Diouan dépêche un Courrier à Ouardi. Il revient lui-même à Bagdad, accompagné d'*Anas-Eloujoud*, & du vieil Ibrahim, qui avoit été ainſi que lui délivré par les Mamlouks. La mère de Ouardi y arrive peu de temps après. Ouardi voit réuni autour d'elle tous les objets qu'elle aime.

Diouan, généreux juſqu'à la fin, la dote richement, nomme *Anas-Eloujoud* Commandant général de ſes Armées ; & les deux Amans, comblés de ſes bienfaits, deviennent enfin d'heureux époux.

On voit que pour peu que l'Auteur & le Traducteur aient mis de formes agréables à ce fonds intéreſſant, ce Conte ne peut manquer de plaire. Nous nous en rapportons au goût de M. Savary pour le mérite de l'original, & à ſa connoiſſance de la Langue Arabe, pour la fidélité de la traduction. Quant au mérite du ſtyle dont nous ſommes plus à portée de juger, nous dirons qu'il y a peu d'Ouvrages de cette eſpèce auſſi agréablement écrits, & qu'on y retrouve par-tout la clarté, l'élégance

&c

Digitized by Google

& la grace qui caractérisent les productions de cet Auteur, trop tôt enlevé aux Lettres. Quelques exemples suffiront pour le prouver, & pour donner en même temps une idée de la manière dont les mœurs & les caractères sont peints dans ce petit Ouvrage.

» Anas-Eloujoud, entouré d'un magnifique cortége, traversa la ville au milieu » des soldats rangés sur son passage, & » se rendit dans la campagne. Il combattit » avec la lance & le javelot. Son adresse » & sa force brillèrent dans ces divers » exercices. Il désarma les plus braves guerriers. A ces luttes succéda la course. Cent » Ecuyers Persans s'élancent de la barrière. » La terre retentit sous les pieds de leurs » chevaux ; ils vont avec la rapidité de » l'éclair ; un nuage de poussière les enveloppe : on les diroit portés sur les ailes » de la tempête. Anas Eloujoud, penché » sur les crins flottans de son courtier, le » flatte de la main, l'excite de la voix : » trois fois il devança ses illustres rivaux : » trois fois il parcourut le premier la carrière. Ayant remporté toutes les palmes, » le soir il rentra dans les murs de la capitale, précédé de Musiciens, & annoncé par les fanfares des trompettes ; il » s'avançoit suivi des acclamations du » peuple & du désespoir de ses envieux. » La Lune jalouse cacha son globe argenté.

Digitized by Google

» La fille du Visir, la belle Ouardi, va » paroître dans mes chants. Elle avoit vu » passer ce jeune Seigneur avec une secrète » émotion; déjà la prompte renommée lui » avoit redit ses succès... &c. «. L'éclat de cette marche triomphale, éclairée par des lumières innombrables, & sur-tout la beauté du Vainqueur, laissent une impression profonde dans le cœur de Ouardi; la nuit, elle ne peut trouver le repos ni le sommeil. » Une flamme intérieure pé- » nétroit tous ses sens. Cette vierge égarée » perdit l'usage de la raison. Elle ne put » résister à la violence de son mal : elle » appela sa Gouvernante; elle pleuroit, » & essuyoit ses larmes avec un tissu de » soie orientale &c., «.

On ne lit point sans attendrissement le départ de cette jeune infortunée pour l'exil où son père se croit obligé de la conduire. » Lorsqu'elle alloit partir, sa mère accourut, » l'embrassa tendrement, & après avoir » mouillé son visage de ses larmes, lui » dit : O ma fille! qui peut lire dans l'a- » venir? peut-être un jour reviendras-tu » rendre la joie à nos cœurs. O faute mal- » heureuse qui nous force à ton exil! faut- » il que par ta perte nous achetions l'hon- » neur de notre famille? tu pars; & le » lieu où j'ai élevé ton enfance va devenir » une solitude. Tu faisois ma gloire & » ma consolation. Hélas! mon bonheur » s'enfuit avec toi. La douleur seule me

Digitized by Google

» reste. Ton absence va couvrir mes jours
» de ténèbres. Ton appartement désert ser-
» vira de retraite aux oiseaux nocturnes.
» Je n'y entrerai plus. Hélas ! la force m'a-
» bandonne. Mes habits sont devenus un
» poids insupportable. Ton départ me fait
» mourir. — La tendre Ouardi, suffoquée
» par les larmes & les sanglots, ne put ré-
» pondre une parole : elle baisoit en gé-
» missant les mains de sa mère ; elle la pres-
» soit contre son sein. Il fallut l'arracher
» de ses bras, pour la faire monter dans
» la litière qu'on lui avoit préparée. Alors
» elle sentit toute l'horreur de sa destinée,
» & parut comme abîmée dans la dou-
» leur. Le Visir la voyant dans cet état,
» oublia son courroux pour ne se souve-
» nir que de sa tendresse. — Ma fille, lui
» dit-il, n'ajoutez pas aux maux que souf-
» frent vos parens. Je suis semblable à
» l'œil qui a perdu ce qu'il aime. Son mal
» s'aigrit, & le Médecin lui manque. Mes
» jours vont se changer en nuits sombres.
» Je serai étranger dans mon propre pa-
» lais. Mais ne renonçons pas à l'espérance.
» Eh ! qui peut pénétrer les décrets du
» Très-Haut « ?

Voilà de ces peintures vraies & naturelles qu'on ne trouve que dans les Anciens & dans les Auteurs Orientaux, qui sont, comme les Anciens l'étoient, plus près que nous de la Nature. Il nous seroit aisé de multiplier ces citations ; mais elles perdent à

Digitized by Google

être détachées du fil de la narration. Nous invitons nos Lecteurs à les lire dans le Conte même; il en eſt peu de ce genre dont la lecture intéreſſe davantage.

On doit regretter avec l'Editeur, que la mort prématurée de M. Savary l'ait empêché de publier en notre Langue un Recueil complet de tous les Romans Arabes dont il s'étoit procuré les originaux pendant ſes voyages. Mais il eſt encore plus à regretter qu'il n'ait pû terminer ſes Lettres ſur la Grèce. Il n'en a paru qu'un Volume, qui juſtifie & augmente ce regret. Diverſes circonſtances nous ont empêchés juſqu'ici d'en rendre compte. Mais l'extrait en paroîtra inceſſamment. La mémoire & les Ouvrages d'un jeune Littérateur, auſſi diſtingué par ſes talens, qu'étranger à tout ce qui rend quelquefois les talens mépriſables ou dangereux, doivent être chers à tous les véritables Amateurs des Lettres.

(Cet Article eſt de M. G....

Digitized by Google

LETTRES de Sterne, nouvellement publiées à Londres, & traduites de l'Anglois, pour servir de Supplément au Voyage Sentimental & aux autres Ouvrages du même Auteur. Prix, 1 liv. 16 sous broc. A Londres; & se trouve à Paris, chez Desray, *Libraire, Quai des Augustins, N°. 57.*

ON a élevé en Angleterre quelques doutes sur l'authenticité de cet Ouvrage, mais non sur son mérite; à cet égard, il a réuni le suffrage de tous les Journalistes : voici ce qu'en dit l'Auteur du *Monthly review*, connu par son impartialité & sa judicieuse critique.

» On donne ces Lettres au Public, sans » qu'une seule ligne indique à qui il doit » un présent si agréable; point de Dédi- » cace qui trahisse le nom de l'Editeur; » point de Préface qui donne l'idée d'une » découverte faite dans le porte-feuille de » quelques amis de Sterne : peut-être ce » joli Ouvrage est-il jeté à l'abandon, pour » exercer la sagacité de MM. les Critiques. » Qu'il en soit ce qu'il voudra, ces Let- » tres sont en elles-mêmes excellentes & » dans le vrai style Shandeen; elles sont » telles que Sterne auroit pu les écrire,

Digitized by Google

» telles qu'il ne les auroit certainement pas
» désavouées. Pour le Lecteur familier avec
» les bons Ouvrages de cet Auteur, nulle
» raison de douter qu'elles soient originales ; cependant elles paroissent si supérieures à celles que Madame Medaille a
» publiées, qu'en les attribuant à Sterne,
» nous sommes forcés de dire qu'il les a
» soignées d'une manière particulière & écrites *con amore*. On observera qu'il
» règne le même goût de style dans toutes
» ces Lettres, quoiqu'adressées à différentes personnes. En un mot, si c'est une
» fraude littéraire, nous y gagnons un Ecrivain de plus, car la *pastiche* seroit au-
» dessus du tableau original. Nous avons
» lu ces Lettres avec le plus grand plaisir,
» & nous osons les recommander comme
» également propres à instruire & à amuser ;
» elles sont pleines de cet esprit de philanthropie & de bienfaisance qui caractérise les Ouvrages de Sterne, sans être gâtées par aucuns des défauts que quelques Lecteurs leur reprochent ".

D'accord avec le Journaliste Anglois sur le fond de l'Ouvrage, il ne nous reste qu'à rendre compte de la Traduction ; elle est d'un homme qui traduit très-bien, parce qu'il ne traduit pas toujours. Le style en est vif & saillant, quoique pur : en un mot, on voit que c'est l'Ouvrage d'un Littérateur qui lui même est en état d'écrire. Nos Lecteurs pourront en juger par quel-

Digitized by Google

ques passages pris au hasard dans ces Lettres vraiment sentimentales.

Nous citerons une de ces peintures d'un bonheur idéal, qui toujours répétée a toujours le droit d'intéresser.

» Avec une compagne chérie, la chaumière que l'humble vertu construit à » côté d'un bosquet de chevre-feuille, » l'emporte infiniment sur toute la magnificence des palais des Monarques. Dans » cette heureuse position, la bruyère odorante a pour nous le parfum de l'Arabie; & Philomèle dût-elle refuser de » venir s'établir sur les branches de l'arbre solitaire qui nous ombrage, pourvu » que j'entende la voix de ma bien-aimée, » elle suffit à mon extase; le son harmonieux des sphères célestes n'y pourroit » rien ajouter ".

Mais ne pouvant goûter le bonheur dans la réalité, Sterne a recours au prestige de l'imagination, pour tâcher du moins de s'en procurer le simulacre. » Je m'assieds, dit-» il, sur le gazon; je m'y place à côté » d'une femme charmante, aussi aimable, » s'il est possible, que Madame V***. Je » cueille des fleurs, & j'en forme un bouquet que j'arrange sur son sein; je lui » raconte ensuite quelque histoire tendre » & intéressante. Si ses yeux se mouillent » à mon récit, je prends le mouchoir » blanc qu'elle tient dans sa main, j'en

Digitized by Google

» eſſuie les larmes qui coulent ſur ſes belles » joues, je m'en ſers également pour eſ» ſuyer les miennes ; c'eſt ainſi que la douce » rêverie donne des ailes à l'heure pareſ» ſeuſe «.

On rencontre de temps en temps des portraits peints avec originalité, tels que celui-ci. » B**** eſt exactement une de » ces innocentes & inoffenſives créatu» res qui ne peſtent ni ne ſe fâchent ja» mais : les différens tours qu'on lui joue, » il les ſupporte avec la patience la plus » évangelique, & il s'eſt arrangé de ma» nière à perdre tout plutôt que cette » diſpoſition bienveillante qui fait le bon» heur de ſa vie : mais comment ſe le pro» poſer entièrement pour modèle ? car vous » ſavez, comme moi, que lorſqu'on a » une fois gagné ſa confiance, on peut le » tromper dix fois le jour, ſi ce n'eſt pas » aſſez de neuf «.

Ces Lettres ſont encore ſemées d'anecdotes & de réflexions ingénieuſes, celle-ci par exemple. » La ruſe n'eſt point une » qualité honorable, c'eſt une eſpèce de » ſageſſe bâtarde que les ſoux même peu» vent quelquefois mettre en pratique, & » qui ſert de baſe aux projets des fri» pons ; mais ! hélas combien de fois ne » trahit-elle pas ſes Sectateurs à leur pro» pre honte, ſi ce n'eſt à leur ruine « ?

Nous finirons par un trait ſentimental

Digitized by Google

qui termine ces Lettres, & qui, s'il n'eſt pas de Sterne, eſt bien du moins dans la manière de cet Auteur.

» Cependant le monde ne ſue abſolument; ſi vous en étiez inſtruit, vous en » ſeriez affligé. Je le ſais, & je déſire ne » pas vous occaſionner une larme inutile. » Il ſuffit à votre pauvre Yorick de ſavoir que vous en verſerez plus d'une » quand il ne ſera plus «.

Nous regrettons que les bornes de ce Journal & la multitude des articles ne nous permettent pas de nous étendre davantage ſur ces Lettres. Quoi qu'il en ſoit, nous croyons pouvoir faire compliment à l'Auteur de cette charmante Traduction, à qui nous devons en outre une excellente Brochure politique ſur les affaires préſentes (1).

(1) Il a paru depuis, une autre Traduction des mêmes Lettres, chez Lagrange, Libr. au Palais-Royal.



Digitized by Google

VARIÉTÉS.

FIN de la Lettre écrite à l'occasion de l'Ouvrage intitulé Examen du Gouvernement d'Angleterre.

L'AUTEUR des Notes continuant de décrier la Constitution Angloise, dit que le Gouvernement du Parlement de la Grande-Bretagne est *arbitraire*, & en donne pour preuve l'*imperfection de la représentation*, & *la liberté que se donnent ses Représentans prétendus, de ne pas se conformer aux instructions que la Nation leur donne.*

L'examen de ces deux articles des Notes me meneroit à faire un Livre, si je voulois le suivre jusqu'au bout. Je ne puis qu'énoncer ici quelques idées, que je développerai en quelque autre occasion.

Quoique les Membres de la Chambre ne soient élus que par une partie de la Nation, tous ceux qui sont élus sont bien les Représentans de cette partie, & si cette partie représentée a bien véritablement & constamment le même intérêt que toute celle qui ne l'est pas, si cette représentation, toute incomplette qu'elle est, peut défendre & défend les intérêts de tous les Citoyens, ne peut-on pas dire que les Anglois ont une bonne représentation ?

Je sais bien tout ce qu'on peut opposer à cette

Digitized by Google

représentation virtuelle ; mais je sais aussi que ces objections, qui prouvent parfaitement que les choses ne sont pas *aussi bien* qu'elles pourroient & devroient être, ne prouvent pas qu'elles soient aussi mal que le disent des Auteurs que je combats.

L'Auteur de l'extrait de l'Examen mis dans le Journal de Paris, fait un bien faux calcul en nous présentant la partie de la Nation qui élit les Députés, comme un millième de la Nation. On va voir combien cette assertion est loin de la vérité.

Selon les estimations données par les Ecrivains Anglois qui se sont plaint le plus fortement de l'insuffisance de la représentation, il n'y a qu'un dixième des Habitans mâles, chefs de famille, qui votent aux élections, de sorte que 9 dixièmes sont privés du droit de suffrage. C'est le calcul de Cartwright dans le Pamphlet intitulé, *Give us our right*, Ouvrage d'un partisan des principes les plus démocratiques.

Mais ce calcul, tout inférieur qu'il est à celui que je réfute, est encore exagéré.

Il y a en effet 214,000 Electeurs, concourant en totalité à l'élection des Membres du Parlement, sur 1500 mille, auxquels on pourroit vouloir attribuer le droit de voter, en supposant six millions d'habitans en Angleterre & en Ecosse seulement, puisqu'on ne peut donner le droit de voter ni aux femmes ni aux enfans qui font les trois quarts d'une Nation.

Mais de ces 1500 mille il faut retrancher, non seulement selon la Loi Angloise, mais selon les principes d'une saine raison, les Mendians, les Journaliers, les Matelots, les Soldats, tous les hommes trop dépendans par leur état & leurs professions, comme les Domestiques, tous ceux

Digitized by Google

qui n'ont pas une propriété de 40 schellings de revenu, tous les serviteurs & gagistes & employés de la Couronne, &c. Ces exclusions ne laisseront assurément pas plus de 7 à 800 mille invidus à qui on puisse raisonnablement donner le droit de voter aux élections. Les 214,000 Electeurs actuels seront donc à ceux qui peuvent prétendre au droit d'élire, environ comme 1 est à 4, & non pas comme 1 est à 10, & encore moins comme 1 est à 1000.

A la vérité, ce droit d'élire se trouve inégalement distribué entre ces 214,000 Electeurs; de sorte qu'on voit un plus grand nombre de Membres nommés par un moindre nombre d'Electeurs, & réciproquement.

130 mille Francs-tenanciers choisissent 92 Membres pour 52 comtés.

43 mille Habitans des villes choisissent 52 Membres pour 23 villes & 2 Universités.

41 mille Electeurs choisissent 369 Membres pour 192 corporations.

Total. Electeurs 214 mille. 513 Membres.

On observe encore que des 214 mille Electeurs, il y en a 340 qui choisissent 50 Membres à eux seuls, & 6000 qui en choisissent 257.

Ces deux derniers résultats s'obtiennent en considérant & prenant un certain nombre de Bourgs, où le droit de nommer un ou plusieurs Membres subsiste, quoique le nombre des votans à l'élection y soit devenu, par laps de temps, extrêmement petit.

Mais il est toujours vrai qu'un quart des habitans choisit pour les 3 autres quarts de ceux qui peuvent réclamer le droit d'élire, & qu'il n'y a par conséquent que ces 3 quarts de privés du droit d'élection, & non, comme le dit l'Auteur de l'extrait de l'Examen envoyé au Journal

Digitized by Google

de Paris, 099. millièmes, ce qui est vraiment dépourvu de raison.

Je sais bien qu'on me dira encore qu'une pareille représentation est incompiette, & j'en conviendrai; mais je dirai toujours qu'il ne faut pas faire le mal plus grand qu'il n'est; & voici quelques observations qui peuvent conduire à apprécier avec plus de justesse cette imperfection de la Constitution Anglaise, & pour éloigner même l'esprit de patriotisme & de liberté de juger le Gouvernement Anglois d'après des principes exagérés, qui ne sont jamais bons à rien.

1°. Dans tous les pays où l'on a établi une représentation, on a cru pouvoir réfuser le droit de concourir aux élections à un nombre plus ou moins grand de Citoyens.

Dans aucune Constitution les femmes qui sont la moitié de l'espèce humaine, les Mendians, les Domestiques, les simples Journaliers, & en Angleterre comme dans la plupart des anciennes Républiques, les Citoyens dont la fortune ou la propriété sont au dessous d'un certain cens, ne concourent point au choix des Représentans.

On a jugé que la classe de Citoyens non appelée à concourir au choix des Représentans, à raison de leur état, de leur ignorance, de leur défaut d'éducation, &c., ne pouvant faire une élection en *véritable connoissance de cause*, il étoit au moins inutile ou même dangereux de les faire concourir.

On a cru que celui qui n'est pas Electeur par quelqu'une des raisons qu'on vient d'indiquer, étoit suffisamment représenté par ceux-là même qu'il n'avoit pas choisis, parce que ceux-ci auroient à défendre pour eux les mêmes droits que lui.

On a pensé enfin que les Loix à maintenir,

Digitized by Google

à faire, à réformer par les Représentans de la Nation, devant être générales, & soumettre & gouverner ceux-là mêmes qui les font en les faisant bonnes pour eux d'après leurs lumières & leur conscience, ils les feroient bonnes pour ceux mêmes par lesquels ils n'auroient pas été choisis.

Si ces motifs sont de quelque poids, ils peuvent, ce semble, justifier la Constitution Angloise sur ce qu'on y voit le droit d'élection confié à un quart seulement des Citoyens qui pourroient y prétendre. Si ceux qui n'y concourent pas peuvent penser que leur exclusion est une violation de leurs droits personnels, ils ne peuvent pas raisonnablement s'en plaindre comme d'une cause d'oppression & de mauvaises Loix, puisque ceux qui exercent le droits d'élection ont le même intérêt à faire de bons choix, & qu'enfin on ne peut pas dire sérieusement que les choix seroient meilleurs s'ils étoient faits par 800,000 citoyens, qu'ils ne le sont, faits par 214,000.

2°. Au travers de l'imperfection des moyens de choisir la représentation Angloise, si le résultat du choix est cependant toujours que la plus grande partie des Représentans a le plus grand intérêt possible à défendre & à conserver les droits & la liberté de la Nation, ces droits & cette liberté seront à couvert. Or je dis que cette condition est remplie en Angleterre.

Il est bien évident que l'intérêt à une bonne administration, au maintien de la liberté, au respect pour la propriété, est nécessairement très-grand dans les Propriétaires, nom sous lequel je comprends principalement les Propriétaires de terres, sans exclure les autres classes de citoyens possédant d'autres genres de propriétés.

Il est encore évident que les Propriétaires sont par là même des hommes indépendans, ou du

Digitized by Google

moins les plus indépendans que la Société puisse fournir à une Assemblée nationale.

Il suit de là, que la représentation aura une tendance nécessaire & forte vers le bien public, si la propriété se trouve réunie à la qualité de Représentant.

Or c'est ce qui arrive en effet en Angleterre.

Je me rappelle d'avoir ouï faire par des personnes instruites, en 1773, le *Court Calendar* à la main, une énumération des Membres du Parlement, d'après laquelle on trouvoit le plus grand nombre des Membres de la Chambre des Communes ayant au delà de 2000 guinées de revenu, plus de 250 dans l'une & dans l'autre Chambre ayant plus de 5000 guinées, plus de 30 jouissant de 10, plus de 20 qui en ont 20,000.

J'ai entendu compter aussi le nombre des Pairs qui ont quelques pensions de la Cour, & n'en trouver alors que cinq ou six. On en parloit comme de gens que le désordre de leurs affaires obligeoit d'avoir recours à cette espèce d'aumône. Un seul qui avoit une fortune raisonnable, étoit taxé de bassesse pour en avoir accepté une. On voit par-là que les Représentans de la Nation dans les Communes, & les Lords dans la Chambre-Haute, sont en général indépendans de la Cour par leur aisance & par leurs grands biens.

Je sais qu'on pourra citer quelques exemples contraires; mais ces exemples seront des exceptions, & mon assertion sera toujours généralement vraie, de la vérité qui suffit au soutien de l'opinion que je défends.

Or je prie maintenant qu'on me dise si un Corps, chargé par quelque sorte d'élection qu'on

Digitized by Google

voudra, des intérêts d'une Nation, mais composé, dans la plus grande partie de ses Membres, de Propriétaires ayant une richesse qui les rend indépendans; n'est pas un bon gardien des libertés & de la propriété de la Nation; je demande si, dans un pareil pays, le citoyen qui n'aura pas donné sa mission expresse à ces Membres de l'Assemblée nationale, ne peut pas raisonnablement s'en reposer sur eux de la défense de ses droits & de sa propriété, que ces hommes ne peuvent trahir sans trahir en même temps leur propre cause & celle de leurs enfans. Je demande si une élection à laquelle il auroit concouru, lui donneroit une plus grande sécurité.

Je sais bien que dans cette même Assemblée nationale il se trouve un certain nombre d'hommes sans propriété, ou n'ayant qu'une propriété fictive, ou n'ayant que celle qui est prescrite par la Loi, & qui est peut-être trop modique pour attacher le Représentant par elle-même & par elle seule aux vrais intérêts de la Nation.

Mais le nombre de ces hommes est petit. Il y en a d'ailleurs constamment dans le parti de l'Opposition comme dans le parti de la Cour, & l'action des uns & des autres s'amortit nécessairement par leur combat, tandis que l'intérêt constant des Propriétaires se confondant avec celui de la liberté & de la propriété nationale, ils sont, généralement parlant, un rempart suffisant contre les progrès de l'autorité qui tendroit à l'oppression de la Nation.

Je sais que cette importance & ces droits que j'attache à la propriété, lui sont contestés par quelques personnes instruites d'ailleurs, qui se croient en cela les Apôtres de la liberté: mais je crois leurs idées sur ce point entièrement opposées aux notions justes qu'on doit se faire de

Digitized by Google

la Société politique, dont la propriété & sur-tout la propriété territoriale est la véritable base ; je ne crois point qu'il suffise de compter les hommes, pour connoître & fixer le nombre des Représentans ou des Electeurs des Représentans d'une Nation composée de 24 millions d'individus. Je penserai toujours qu'il faut, pour jouir de ce droit à l'avantage de la Société, des conditions & des qualifications plus ou moins communes : que dans un grand pays ces conditions ne doivent pas être trop faciles à remplir, si l'on veut avoir des choix raisonnables, motivés, & faits en connoissance de cause, les seuls qui puissent véritablement exercer les droits de ceux qui les font & de tous ceux pour lesquels ils sont faits.

Je conclus de tous ces détails, que le Parlement d'Angleterre, tel qu'il est, est encore une fort bonne sauve-garde pour la liberté de la Nation, ce qui est bien contraire aux assertions du Cultivateur Américain & de son Commentateur.

Et j'ajoute que cette apologie du Gouvernement Anglois je pourrois la justifier par des faits connus ; par exemple, en faisant voir que depuis le règne de George III seulement, la liberté Angloise a gagné du terrein, loin d'en perdre ; témoin l'affaire du General Warrants, perdue par la Couronne contre M. Wilkes, & l'établissement des Milices nationales, regardé par tous les hommes éclairés comme un nouveau boulevart de la liberté, & la forme établie vers 1772, pour juger de la validité des élections par *un Jury* tiré au sort ; & pour citer le fait le plus voisin de nous, témoin tout ce qui s'est dit & sur-tout tout ce qui s'est fait relativement à la Régence *donnée* par le Parlement au Prince de Galles, & où se montre un si grand pouvoir de la Nation.

Digitized by Google

Enfin je répète que si la liberté n'a pas encore recouvré tous ses droits, c'est à l'état des connoissances dans la Nation, aux erreurs dans lesquelles s'égare encore l'esprit public, & surtout à l'esprit mercantille, qu'il faut s'en prendre, & non à la Constitution qui peut opérer ce bien telle qu'elle est, & qui l'opérera avec le temps.

J'ai peu de choses à dire contre la seconde preuve du pouvoir arbitraire du Parlement, apportée par l'Auteur des Notes. Il prétend établir cette imputation sur ce que les Représentans ne suivent *que lorsqu'ils le veulent bien les instructions de leurs Commettans*, & qu'ils tiennent ainsi de la Nation *un pouvoir arbitraire qu'ils n'exercent que conformément à la volonté du Ministre.*

On voit que cette preuve est toute entière fondée sur la doctrine de la limitation des pouvoirs, doctrine que je crois funeste au repos des Nations, & contraire à toute bonne Administration dans un grand pays qui ne sera pas partagé en autant de Républiques confédérées qu'il y aura de Provinces.

On me dira peut-être qu'en faisant l'apologie de la Constitution Angloise, je conviens moi-même qu'elle a de véritables défauts; que la liberté n'y est pas entière, que la représentation y est incomplette, &c., que dès-lors les opinions des Auteurs des notes ne diffèrent pas assez des miennes, pour que ce soit la peine de les combattre, puisqu'en convenant des deux parts que la Constitution Angloise est vicieuse, il n'est pas bien important de déterminer si elle l'est un peu plus ou moins.

Je réponds, M. le M., que dans les questions les plus intéressantes il ne s'agit non plus très-souvent que *du plus* & *du moins*, & que d'après la règle

Digitized by Google

qu'on m'oppose, il faudroit éloigner les plus utiles & les plus nécessaires discussions.

J'ai pour mon usage une maxime que je voudrois bien voir plus généralement reconnue : *le faux ne differe souvent du vrai que par l'exagération qui l'accompagne.* De sorte qu'une assertion la plus fausse en elle-même & la plus funeste dans les conséquences qu'on en tire, n'est souvent qu'une assertion parfaitement vraie, exagérée, dont l'esprit sage qui la conteste ne combat que ce qu'elle a d'outré.

Dans la question présente, la vérité est à dire, *que la liberté Angloise n'est pas entière, ni la représentation aussi parfaite qu'elle pourroit l'être:* la fausseté est à dire qu'il n'y a en Angleterre *ni liberté personnelle, ni liberté de commerce, ni liberté de la presse, & que la liberté Angloise consiste à être gouverné par des résolutions arbitraires d'un Parlement qui n'est libre qu'en apparence, & qui ne peut ni n'ose faire que ce qui plaît au Roi & aux Ministres*, p. 75. Assertions des Auteurs des notes, qui ne sont que les exagérations de celles que je regarde comme vraies, & qui sont fausses par cette même exagération.

Il n'est donc pas inutile de disputer sur le plus ou le moins de défauts qui se trouvent dans la Constitution Angloise, puisqu'il n'est pas inutile de chercher & de connoître la vérité.

Enfin, M. le M., s'il faut que je vous le dise, je n'approuve point qu'on vous dégoûte d'un pain bis nourrissant & sain, lorsque nous ne sommes pas bien assurés de pouvoir nous donner du pain blanc.

Mais je m'apperçois, M. le M*****, que je viens d'écrire un Volume pour répondre à votre billet, qui ne me demandoit que mon avis sur

Digitized by Google

un Livre, & je n'en suis encore qu'à la moitié d'un des articles de cet Ouvrage, la note 111e. Je me vois forcé par l'obligation même de vous répondre, à terminer ici ma réponse.

Je suis avec le plus profond respect, &c.

L. M.

Samedi, 14 Février 1789.

SPECTACLES.

THÉATRE DE MONSIEUR.

L'OPÉRA *del Barbiere di Siviglia*, donné pour la première fois à ce Théatre le Mercredi 22 du mois dernier, n'a pas moins réussi que les précédens, & l'on devoit s'y attendre. Cette musique, extrêmement piquante, faite sur un Poëme beaucoup plus raisonnable que ne le sont ordinairement les Poëmes Italiens, avoit déjà produit le plus grand effet sur tous les Théatres de l'Europe. Elle avoit même réussi parmi nous, parodiée en François : pouvoit-elle moins plaire lorsqu'elle seroit exécutée dans la Langue originale & par la fleur des Virtuoses de l'Italie ?

Nous n'avons donc rien à dire de la Pièce ; nous ne parlerons que des Acteurs. M. Mandini s'est chargé du Comte Almaviva, qu'il rend avec infiniment de noblesse, même dans les scènes où le travestissement lui permet davantage de se livrer à la gaîté. Il est impossible de mettre plus de grace & d'esprit dans la scène du Cavalier

Digitized by Google

& le grand art de M. Mandini eſt d'avoir évité la caricature, & d'avoir toujours laiſſé deviner le grand Seigneur ſous ſes divers déguiſemens. M. Viganoni eſt un véritable Figaro. Il en a toute la gaîté, la vivacité, la grace ; il ſembleroit qu'il a fait toute ſa vie ces ſortes de rôles, & l'on ne croiroit guère, en lui voyant jouer cette Pièce, que ſon emploi ordinaire eſt plutôt noble & ſérieux. Il faut voir ſoi-même M. Raſſanelli dans le rôle de Bartholo, pour ſe faire une idée de l'extrême vérité qu'il ſait mettre, non ſeulement dans le caractère général de ſon rôle, mais même juſque dans les moindres détails. La deſcription en paroîtroit puérile, le ſpectacle en eſt enchanteur. M. Rovedino, qui a bien voulu ſe charger du rôle de Baſile, quoique ce ne ſoit qu'un ſecond rôle, en a ſu tirer le plus grand parti. C'eſt pour la première fois qu'on a pu bien entendre à Paris l'air ſuperbe de la *Calomnie*, qui gagne prodigieuſement à être exécuté par une auſſi belle & une auſſi forte voix. Mlle. Baletti a répandu le plus grand intérêt dans le rôle de Roſine ; on ne peut y mettre plus de nobleſſe, de décence & de naïveté.

Nous n'avons preſque parlé que du jeu des Acteurs, parce que nous croyons inutile de parler de leur chant. A cet égard, leurs talens ſont trop connus, pour avoir beſoin de nouveaux éloges.

Depuis que nous avons parlé de ce Théatre, on y a repréſenté deux Ouvrages qui ont fait plaiſir. Le premier eſt un Mélodrame intitulé *Pandore*, écrit fort agréablement, & accompagné d'une ſymphonie de M. Beck, d'un très-bon effet. Cette Pièce eſt jouée par M. Chevalier avec beaucoup de feu & d'énergie. Mlle. Joſſey met dans le rôle de Pandore infiniment d'intelligence & de

Digitized by Google

sentiment. Le second Ouvrage est une Comédie intitulée le *Procès*. Cette Pièce est écrite avec beaucoup d'esprit, & remplie de situations extrêmement gaies. Il y a sur-tout deux rôles très-plaisans ; celui d'un jeune homme niais, très-bien joué par M. Mongaurrier ; & celui d'un Gascon, présenté d'une maniere très-neuve au Théatre, & que M. Paillardelle a rendu avec sa supériorité ordinaire.

On a essayé aussi de mettre à ce Théatre un Opéra très-connu en Province & dans les Concerts de Paris, intitulé l'*Infante de Zamora* ; l'exécution de la part de quelques Acteurs n'ayant pas plu au Public, on a suspendu les représentations de cet Ouvrage, pour le faire reparoître avec d'autres Sujets. On a cependant rendu justice à ceux qui ont montré un talent supérieur, notamment à Madame Ponteuil, qui a été fort applaudie. Si on remet cette Pièce, nous en parlerons avec plus de détail.

ANNONCES ET NOTICES.

Mémoire pour l'établissement d'une Caisse publique Nationale ou Françoise. Brochure in-8°. de 28 pages. Prix, 18 s. A Paris, chez Lesclapart, Lib. rue du Roule, près le Pont-Neuf, N°. 11.

Collection des Mémoires de l'Histoire de France, ome L. A Paris, rue & hôtel Serpente.

Ce Volume contient les *Mémoires de Philippe Hurault de Cheverny.*

Digitized by Google

Au moins soyez discret. — Comptez sur mes sermens. Deux sujets en demi-figures, dessinés & gravés par Augustin de Saint-Aubin, Graveur du Roi & de sa Bibliotheque; 13 pouces de large, 9 pouces & demi de longueur. Prix les deux, 6 liv. A Paris, chez l'Auteur, rue des Prouvaires, N°. 54.

Ces deux Estampes sont dignes du burin connu de leur Auteur.

Les deux Cailles, ou la plus heureuse; Estampe gravée à la manière noire; par M. de Bret, d'après le Tableau peint à la Gouache par Lavrince, Peintre du Roi de Suède. Prix, 12 liv. A Paris, chez l'Auteur, rue du Croissant, au coin de celle Montmartre; & Jauffret, Marchand d'Estampes, Galerie du Palais-Royal, N°. 146.

Ouverture des Etats-Généraux à Versailles, le 5 Mai 1789. Prix, 4 liv. à Paris, chez Patas, Graveur, porte Saint-Jacques, maison de l'Apothicaire, N°. 166.

Trait d'humanité; Estampe gravée par le même. Prix, 2 liv. chez les mêmes.

Cette Estampe représente un Trait d'humanité de Monseigneur le Duc d'Orléans, qui se jeta à l'eau pour sauver son Jockay. On trouve au bas ces quatre vers devenus prophétiques.

Le Spectateur frémit en voyant son danger,
Qui menace une tête aussi chère qu'auguste.
Peuple, rassure-toi; le Ciel est toujours juste;
Il te rendra celui qui doit te protéger.

Nos. *8 & 9. Sonates chantantes* pour deux Flûtes ou deux Violons, pour Flûtes & Violons *ad libitum*, formées par un très-bon choix d'Airs de les

Digitized by Google

voutes & autres, tirés des meilleurs Opéras Bouffons & sérieux arrangés & choisis par M. Thiéné. Prix, 9 liv. pour les 12 numéros souscrits, & 24 sols, pour chaque N°. pris séparément. A Paris, chez Mercier, à la Musique Royale, rue des Prouvaires, près la rue Saint-Honoré, N°. 33.

3e. *Cahier du Journal de Guitare*, ou Choix d'Airs nouveaux de tous les caractères, avec Préludes, Accompagnemens, Airs variés, &c. par M. Porro, Professeur de Musique & de Guitare. Prix sép., 2 liv. Abonn. pour 12 Cahiers & les Etrennes, 18 liv. Les Etrennes séparément, 7 liv. 4 s.

3e. *Cahier des Délassemens de Polymnie*, ou les Petits Concerts de Paris, contenant des Airs nouveaux de tous les genres, mêlés d'Observations sur l'Art du Chant & l'expression musicale, avec Violon & Basse ou Clavecin; par le même. Séparément, 2 liv. 8 s. Abonnement, 18 liv. A Paris, chez l'Auteur, rue Tiquetonne, N°. 10; & en Province, chez les Directeurs de Poste & Marchands de Musique.

Méthode la plus facile pour accorder les Clavecins & Forté-Piano. Prix, 2 liv. 8 s. A Paris, chez Imbault, au Mont d'or, rue Saint-Honoré, près l'Hôtel d'Aligre, N°. 627.

TABLE.

IMITATION.	5	*Lettres.*	29
Im-prompta.	13	*Variétés.*	34
Charade, Enig. Logog.	ibid.	*Théâtre de* MONSIEUR.	44
Effet.	7	*Annonces & Notices.*	46
Les Amours.	17		

Hurà.

Digitized by Google

JOURNAL POLITIQUE
DE
BRUXELLES.

POLOGNE.

De Varsovie, le 8 juillet 1789.

DANS la nuit de jeudi à vendredi dernier, le Prince *Poninski* arrêté, ainsi que nous le rapportâmes, comme prisonnier d'Etat, et remis au jugement d'une Commission de la Diète, s'est échappé de son hôtel où il étoit gardé. Ses fils ayant pratiqué, dans la maison contigue, une ouverture correspondante à la chambre à coucher du Prince, et cachée par la tapisserie, le Prisonnier a passé au travers, laissant dans son lit un mannequin de paille, affublé d'un bonnet de nuit et d'une robe-de-chambre, qui, pendant quelques heures, a trompé l'Officier de garde. Du moment où cette évasion a été connue, l'on a publié, à son de trompe, une promesse de 1000 ducats à qui ameneroit le Prince dans les

Digitized by Google

mains de la Justice. Ces mesures n'ont pas été infructueuses, et aujourd'hui le Prisonnier, saisi sur les frontières de la Prusse, a été reconduit dans cette capitale.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 15 Juillet.

Jusqu'ici les succès avoient été balancés, en Finlande, entre quelques détachemens Russes et Suédois : les premiers avoient remporté un avantage assez marqué dans le district de Savolax, en s'emparant du poste de Saint-Michel, d'où le Colonel Suédois *de Steding* s'étoit replié vers Fokas, pour conserver ses communications. On s'attendoit cependant à une action prochaine plus décisive ; elle a eu lieu le 28 juin, et la victoire des Suédois, conduits par leur Roi en personne, a été complète. La relation officielle de cet évènement a dû paroître, le 5, à Stockolm, d'où les lettres authentiques, du 3, mandent ce qui suit :

« Nous avons reçu hier l'agréable nouvelle de la défaite d'un Corps Russe de 3600 hom., à Uddemalm, à 2 lieues de Davidstadt. L'aile gauche de notre armée ayant passé la frontière à Varela, l'avant-garde, sous les ordres du Lieutenant-général *de Platen*, a attaqué les Russes qui avoient leur camp à Uddemalm. On s'est très-bien battu de part et d'autre ;

Digitized by Google

mais enfin (quoique nous n'eussions que 2100 hommes) nous avons eu l'avantage de repousser l'ennemi, et nos troupes ont établi leur camp sur le champ de bataille. Le régiment de Westmanie a le plus souffert; il a eu un Officier de tué et deux de blessés. Au reste, notre perte n'est que de 120 hommes, y compris les blessés; mais les ennemis ont perdu au moins le double. Le Roi s'est trouvé comme volontaire à l'action, animant ses troupes par son exemple: aussi l'on assure qu'il n'est pas possible de s'imaginer la bravoure et la hardiesse avec laquelle les ennemis ont été attaqués. La bayonnette a, cette fois-ci, comme à toutes les affaires précédentes, mis l'ennemi en déroute. On reconnoît par là l'ancienne méthode de combattre. Le Major *Paulman*, qui a tourné l'ennemi très-habilement avec un bataillon du régiment de Stromfeldt, a beaucoup contribué à la victoire. Aussi le Roi lui a donné sur-le-champ le brevet de Lieutenant-Colonel. Au départ du courrier, les ordres étoient donnés pour marcher encore à l'ennemi, après 8 heures de repos. On écrit que le Roi se rendra droit à Wilmanstrand. Le Corps de l'armée devoit camper, le même soir du 28 juin, à Uddemalm. L'on ajoute que le Général Comte *de Meyerfeldt* devoit attaquer le lendemain, avec l'aile droite de l'armée, le Corps des Russes à Pyttis, et que le Comte *d'Ehrensward* devoit débarquer de la flotille qu'il commande, un Corps d'armée de cinq mille hommes entre Hogsorp et Frédéricsham, pour attaquer le même jour un Corps Russe près de cette dernière ville. Enfin, les arrangemens sont pris de manière à faire espérer que nous recevrons souvent des nouvelles agréables, vu les différentes attaques

Digitized by Google

que l'on se propose de faire vers le même temps. Tout annonce que cette campagne sera meurtrière, autant que la précédente a été paisible. Dieu veuille conserver les jours de notre grand Roi qui s'expose chaque moment, autant qu'il conviendroit de faire au moindre de ses Officiers ! — Aussitôt après l'affaire du 28 juin, le Roi écrivit à son Fils, en ces termes :

« *J'ai eu deux de vos lettres, mon cher fils, dont je vous remercie ; et je n'ai pas voulu vous répondre, avant que de pouvoir vous dire que nous avions vu l'ennemi. Je vous embrasse, mon cher fils, bien tendrement, pour vous féliciter de ce que vos Compatriotes ont soutenu leur ancienne réputation de valeur. Les troupes de l'ennemi se sont bien battues, mais les nôtres encore mieux. Cela doit vous encourager à travailler, pour vous rendre digne d'être le Chef d'un Peuple aussi généreux que brave. Je me porte fort bien, et je suis toujours votre tendre père.* Signé, *GUSTAVE.* »

Sur le champ d'Uddemalm, ce 28 juin 1789.

Un autre lettre du 4 dit :

« Un Exprès, arrivé hier de la part du Roi, nous a apporté l'agréable nouvelle que l'armée, s'étant mise en mouvement, le 20 juin, et ayant passé la rivière de Kymène, s'étoit partagée en trois Corps qui sont entrés dans la Finlande Russe : le Corps principal, où le Roi se trouve accompagné des Généraux Comte *de Meyerfeldt* et Comte *de Platen*, s'est porté en avant vers Wilmanstrand, et a livré, près de Martila, endroit à peu de distance d'une petite ville nommée Davidstadt, une action à l'ennemi, dont le succès a été si heu-

Digitized by Google

reux, que les Russes ont abandonné le champ de bataille avec la victoire ; deux fois ils ont repris poste, et deux fois ils ont été enfoncés. Sa Majesté se voit ainsi la route ouverte jusqu'à Wilmanstrand, place où les Russes ont leurs principaux magasins, et qui commande l'entrée de leur pays. En même temps, le Général Baron *de Siegroth* s'est avancé avec un autre Corps vers Frédérichsham, pour renfermer cette place forte du côté de terre, tandis que le Général Baron *de Kaulbars* a remonté, avec un troisième Corps, la rivière de Kymène sur la rive Russe. Nous attendons avec impatience le résultat des opérations combinées de ces trois Corps, qui agiront de concert avec la Flotille, aux ordres du Comte d'*Ehrenschwardt*, où il y a quelques milliers de troupes de débarquement. »

La flotte Suédoise, forte de 23 vaisseaux de ligne et de 10 frégates, a mis à la voile de Carlscrona, et se trouve dans la Baltique. Plus de doute sur la neutralité absolue du Danemarck, par mer et par terre ; elle vient d'être solennellement proclamée à Copenhague.

De Vienne, le 15 juillet.

Les Bulletins de Laxembourg, concernant l'état de l'Empereur, sont plus satisfaisans depuis quelques jours. La fièvre diminue, les accès s'éloignent, l'appétit se ranime, le sommeil est plus

Digitized by Google

tranquille, et le Monarque a pu faire d'assez fréquentes promenades.

Nous ignorons encore les suites du siége de Berbir ou Gradiska, formé par M. *de Laudhon.* Quoique les foibles ouvrages de cette place aient été foudroyés, la garnison de 700 hommes nous attend sur la brèche, et n'étoit pas rendue le 4 (1). On a fait jouer sur la place 90 pièces de canons : l'impatience d'apprendre sa reddition a augmenté, depuis que l'on a été instruit que 40,000 Turcs étoient rassemblés près de Bihacz, et menaçoient de pénétrer dans le Lika. Un autre Corps Ottoman de 30,000 hommes est à Banialucca, et se prépare à marcher à la défense de Berbir.

Les avis du Bannat, du 26 au 29 juin, portent que les Turcs ont occupé le district sur le Danube, depuis Schupanek jusqu'à Swiniza. Nos postes avancés se sont repliés sur Méhadie. L'ennemi a aussi pris possession de la Vétéranhole; on fait monter son avant-garde à 8,000 hommes : le Corps principal, composé d'environ 20,000 hommes, est au-dessus d'Orsowa, près de Gernez. — Les Turcs ont occupé aussi la montagne de Rama, vis-à-vis de Vipalanka, et y ont établi une batterie.

(1) Elle a évacué la place le 9, pendant la nuit.

Digitized by Google

Le Baron *de Taugutt*, Ministre Plénipotentiaire de l'Empereur à la Cour de Naples, ayant demandé et obtenu sa démission, Sa Majesté Impériale nomme, au poste vacant, le Comte *de Rewisky*, Ministre Plénipotentiaire à la Cour de Londres, qui sera remplacé par le Comte *de Stadion*, Ministre Plénipotentiaire à la Cour de Stockholm.

FRANCE.

De Versailles, le 27 juillet.

Le jeudi, 16 de ce mois, le Duc *du Châtelet* a remis au Roi sa démission de la charge de Colonel du régiment des Gardes-Françoises.

M. *de Barentin*, Garde-des-Sceaux de France, a remis au Roi sa démission de cette place.

Le Roi a pourvu de la charge de Secrétaire d'Etat de sa Maison, vacante par la démission de M. *de Villedeuil*, le Comte *de Saint-Priest*, Ministre d'Etat.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Supplément à la onzième Semaine.

Il nous reste à donner, de la semaine précédente, les Séances du jeudi, vendredi et samedi. Voici le résumé des opérations et des débats de ces trois jours.

Du 16 Juillet, au matin. M. *Grégoire*,

Digitized by Google

Curé de Lorraine, a lu une Déclaration de la Noblesse du Bailliage de Chartres, qui permet à ses Députés d'opiner par tête.

M. le Président a observé qu'il recevoit tous les jours, et de divers Bailliages, des actes d'adhésion aux Arrêtés de l'Assemblée; que bientôt il n'y en auroit aucun qui ne donnât cette marque d'approbation aux Représentans Nationaux, et qu'on devoit en faire lecture. Cette demande a été généralement approuvée. MM. *Grégoire* et *le Chapelier* ont lu celles de Versailles, d'Orléans, de Troyes et de Beaune. MM. *le Chapelier* et *de Lally* ont lu le Procès-verbal des 14 et 15 de ce mois.

M. l'Archevêque de Paris a fait le rapport de la manière dont la Députation de l'Assemblée a été reçue à Paris. Ce récit, attendu avec impatience depuis la veille, avoit attiré l'affluence dans la Salle.

M. *Bailly* a fait part à l'Assemblée qu'il avoit été élu, par acclamation, Maire ou Prévôt-des-Marchands de la ville de Paris; mais qu'il ne regarderoit son élection comme valable, que lorsqu'il auroit l'agrément de l'Assemblée nationale, à laquelle il vouloit toujours tenir par ses travaux et par son attachement respectueux.

M. *Mounier* a observé que la qualité de Député n'étoit point incompatible avec celle dont M. *Bailly* étoit revêtu. Il a ensuite fait le rapport de la réception faite à MM. les Députés par la ville de Paris, ajoutant que cette Capitale se proposoit d'ériger la statue du Roi sur les ruines de la Bastille.

M. le Président a demandé s'il falloit insérer le récit de M. *Mounier* dans le Procès-verbal. On lui a répondu affirmativement et d'un consentement unanime.

Digitized by Google

Un Membre de la Noblesse a annoncé qu'une grande partie de ce Corps rédigeoit une Déclaration qui seroit agréable à l'Assemblée, et qu'il la supplioit de ne prendre aucune délibération intéressante, avant la rentrée de la Noblesse.

M. *de Mirabeau* a renouvelé sa motion au sujet du renvoi des nouveaux Ministres, ce renvoi devant être le sceau des promesses du Roi. Après avoir développé son avis, il a présenté un projet d'Adresse au Roi, que nous rapportons en substance.

« Sire, nous venons déposer aux pieds du Trône notre reconnoissance et l'hommage que nous rendons à vos intentions. Le renvoi des troupes est un bienfait inestimable. Vous n'avez pas abandonné les rênes du Gouvernement dans le moment le plus difficile; vous avez été obligé de lutter contre les préférences et les habitudes, et il faut une grande et rare vertu. Pourquoi les Ministres nous ont-ils fait acheter le bien que nous aurions tenu de votre bonté? Ils ont trompé Votre Majesté; ils se sont flattés de vous compromettre avec vos fidèles sujets: Sire, où prétendoient-ils vous conduire en portant des mains impies et sacrilèges sur les Représentans de la Nation? Ils auroient violé la foi publique, et déshonoré votre règne. Ils nous ont calomniés; ils ont supposé que les Représentans de la Nation ne s'occupoient pas des travaux dont ils étoient chargés; ils ont voulu nous dissoudre. — Auroient-ils ignoré que la force n'est qu'un brigandage, lorsqu'on l'emploie pour lever les impôts? S'ils avoient pensé à la banqueroute, quel en eût été le résultat? La haine de l'autorité, le désespoir des Ci-

Digitized by Google

toyens, les désastres les plus affreux; jugez, Sire, de l'avenir par le passé : ils ont cherché à détruire le conseil de sagesse qui doit toujours subsister entre vous et le Peuple; mais il suffit qu'ils aient mêlé votre nom aux calamités publiques, pour qu'il soit impossible d'accorder aucune confiance à un chef de justice, qui s'est montré l'ardent ennemi d'une Constitution, à des Ministres qui, contre l'intention connue de Votre Majesté, ont prodigué l'espionage contre les François. Un Prince, ami de ses Peuples, ne doit pas être environné de leurs ennemis; quand vous songerez au siége de la Capitale qu'ils ont voulu affamer. . . . . .

M. le Président a annoncé les démissions de M. le Garde-des-Sceaux et de M. le Maréchal de *Broglie.*

M. *de Clermont-Tonnerre* a proposé une Députation au Roi, pour lui rendre compte de ce qui s'étoit passé à Paris, lui annoncer que le Peuple demandoit le renvoi de ses Ministres, le remercier au nom de la Nation, et lui apprendre que M. le Marquis *de la Fayette* avoit été nommé Commandant-général de la Garde Bourgeoise de Paris, et M. *Bailly*, Maire; enfin, supplier Sa Majesté de vouloir bien sanctionner la nomination de ces deux places.

M. *de Lally-Tolendal* a vivement appuyé cette opinion, ajoutant que les vœux du Peuple ne seroient remplis que lorsque MM. *de Breteuil* et *de Villedeuil* seroient renvoyés, et M. *Necker* rentré en place.

M. *de Mirabeau* a observé que toutes les personnes qui avoient mérité l'improbation publique, n'étoient pas comprises dans cette

Digitized by Google

Motion, et qu'il falloit revenir à celle de M. *Barnave*, discutée précédemment.

M. *de Clermont-Tonnerre* a pensé qu'il falloit suspendre toute délibération sur le renvoi des Ministres, jusqu'à ce que l'on sût s'ils avoient donné leur démission. Il a lu ensuite la délibération que la Noblesse venoit de remettre sur le Bureau. Elle porte que tous les Membres s'unissent à l'Assemblée, et y voteront, en attendant de nouveaux mandats.

Cette Déclaration a été vivement applaudie, ainsi que celle de la Minorité du Clergé, remise par M. le Cardinal *de la Rochefoucauld*, qui s'est réuni également.

A ce sujet, M. l'Abbé *de Montesquiou* a prononcé un Discours applaudi.

M. le Président a demandé que, sous le bon plaisir du Roi, l'Assemblée ordonne à tous ses Membres de porter une marque distinctitive. Cette Motion, approuvée par une partie de l'Assemblée, ne l'a pas été de la pluralité.

Un Préopinant a prié l'Assemblée de déclarer que tous les Députés de 1789 porteroient cette marque, toute leur vie.

Un Membre des Communes s'y est opposé. Le Bureau de Règlement, a-t-il dit, avoit examiné cette proposition, et l'avoit rejetée.

M. *Barnave* a dit : « Les Représentans ont assez prouvé qu'ils étoient des François fermes et courageux : il ne convient donc pas, dans un siècle de lumières, de proposer des décorations qui ne seroient que des sources de division. Il a ajouté que le Peuple s'étoit réuni à l'Assemblée pour demander le renvoi des Ministres ; que pour les dénoncer, il

Digitized by Google

falloit avoir des preuves authentiques de leurs délits, et qu'on ne pouvoit le faire sur de simples bruits. La Nation pouvoit influer sur le choix des Ministres; ceux du moment étoient dans le cas de n'être pas agréés par l'Assemblée, puisque leur avènement datoit du renvoi de Ministres vertueux et de troubles alarmans. L'Assemblée ne peut se dispenser d'acquiescer aux désirs de la Nation, en demandant leur renvoi; cette démarche d'ailleurs est forcée, puisque le respect et la reconnoissance du Peuple pour l'Assemblée en dépendent. Elle ne peut cependant pas demander au Roi le rappel des Ministres, car ce seroit attenter au pouvoir exécutif; mais elle doit mettre sous les yeux du Monarque la demande de la ville de Paris. L'Assemblée doit lui déclarer que les Ministres actuels n'obtiendront jamais la confiance de son Peuple, et que la fidélité de l'Assemblée ne lui permet pas de dissimuler que leur retraite est le plus sûr garant de la tranquillité de l'Etat. Envoyons en conséquence au Roi une Députation de douze Membres. L'Orateur a remis ensuite sa Motion sur le Bureau. »

M. *de Clermont-Tonnerre* a annoncé la démission de M. *de Villedeuil*, et que par conséquent la Motion de M. *Barnave* ne souffriroit pas une longue discussion.

Un Député d'Amiens a déclaré que le choix des Ministres appartenoit au Roi seul; mais si le rappel de M. *Necker* devoit amener la paix publique, il falloit le demander au Roi.

(Nous supprimons plusieurs Avis et Discours plus ou moins conformes à ceux qui précèdent, pour arriver à l'opinion de M. *Mounier*).

Ce Député du Dauphiné a discuté la Mo-

Digitized by Google

tion de M. *Barnave*. Il est des circonstances, a-t-il dit, où il faut s'éloigner de la rigueur des principes, et l'Assemblée est dans ce cas : le meilleur moyen, sans doute, pour ramener le calme, est le renvoi des Ministres; mais il faut faire connoître au Roi qu'on ne demande ce renvoi que dans cet objet. L'Assemblée n'a pas le droit d'exiger le renvoi des Ministres, puisqu'elle attenteroit au pouvoir exécutif. Ce n'est pas au moment où l'on va fixer des bases inébranlables aux deux pouvoirs, qu'on doit les enfreindre. N'appuyons nos démarches que sur les conseils demandés par le Roi à l'Assemblée nationale. Elle ne peut ni ne doit se mêler du choix des Ministres, puisqu'il en résulteroit les plus grands malheurs. La France seroit perdue, si l'Assemblée s'emparoit du pouvoir exécutif. Le droit de la nomination des Ministres ne doit jamais être attaqué; leur responsabilité remédiera aux malversations, ou les préviendra. Un des vices du Parlement d'Angleterre est l'influence qu'il exerce sur la nomination des Ministres, et ce vice devient une des grandes causes de la corruption (1).

(1) Aucune loi n'attribue au Parlement d'Angleterre le droit dont parle ici M. *Mounier*. Lorsque l'opposition, dans l'une ou l'autre des deux Chambres, a ouvert la demande du renvoi de quelques Ministres, cette Motion a toujours été rejetée, ou, comme en 1784, a entraîné la dissolution du Parlement. En 1778, à l'instant de la Déclaration remise au Ministère Anglois par M. le Marquis *de Noailles*, au sujet du Traité de la France avec les Insurgens, il se fit une Motion dans les

Digitized by Google

M. *Barnave* a déclaré qu'il ne s'étoit pas

deux Chambres contre les Ministres ; mais quoiqu'elle fût fondée sur la circonstance, et qu'à l'instant d'accorder des subsides pour la guerre, il parût convenable de solliciter le renvoi des Ministres qui l'avoient si malheureusement conduite jusqu'alors, la question fut perdue à la très-grande pluralité. Tous les Représentans des Comtés, phalange incorruptible et impartiale, votèrent contre l'opposition, sur le principe fondamental et inviolable qu'au Roi seul appartient le choix ou le renvoi de ses Ministres, et au Parlement le droit de les poursuivre. Cette dernière prérogative balance l'autre. Aussi Milord *North* repoussa-t-il constamment toutes ces attaques illégales, en offrant de se mettre en jugement. Une seconde voie constitutionnelle dont le Parlement se sert pour faire renvoyer des Ministres, est de leur ôter la majorité des voix; ainsi *Walpole*, ainsi Lord *North*, en 1782; ainsi Lord *Shelburne*, l'année suivante, furent obligés de résigner leurs places. Le Ministère, en Angleterre, n'est qu'une manivelle dont le Parlement est le Moteur : s'il refuse le concours de son action aux Agens de l'autorité, la machine s'arrête, et le Roi ne peut lui rendre son mouvement qu'en changeant de Ministres. Il n'en est pas moins vrai, comme l'observe judicieusement M. *Mounier*, que l'intervention du Parlement, dans le choix des Ministres, entretient l'esprit de cabale, et nécessite ce qu'on appelle la corruption; mais cette intervention est contraire à l'esprit et à la lettre de la Constitution, qui a donné au Parlement la voie d'*impéachment* pour réprimer, ou pour punir les Ministres coupables.

Digitized by Google

servi de l'expression *exiger le renvoi des Ministres*, mais qu'il falloit le *demander*. L'Assemblée nationale devoit avoir la plus grande influence dans le choix des Ministres, et le droit de s'opposer à ce choix.

M. *de Mirabeau* a réfuté M. *Mounier*; il a déclaré que c'étoit une maxime impie et détestable de dire à l'Assemblée qu'elle ne devoit pas avoir d'influence sur le choix des Ministres. En Angleterre, c'est l'opinion du Peuple qui les élève et les renverse. Si le vœu général, si l'assentiment général ne peuvent rien sur leur choix, la Nation ne seroit pas digne d'être libre. L'autorité du Parlement d'Angleterre sur l'élection des Ministres, loin d'être un vice, étoit un avantage précieux.

M. *Mounier* a repris la parole et dit : Qu'agiter la question des différens pouvoirs étoit une chose prématurée; qu'il falloit entrer dans des discussions plus profondes, avant de rien statuer; que si cette question avoit été cause de la longue querelle du Roi avec les Parlemens, il ne falloit pas calculer l'avenir par le passé. Il faut empêcher la réunion des pouvoirs, il faut que l'Assemblée nationale ne confonde pas la puissance exécutive et la puissance législative; on posera des limites sacrées, quand on fera la Constitution. Jusques-là, la Nation compromettroit sa dignité, si elle influoit sur le choix des Ministres. Il a relevé les faits opposés par M. *de Mirabeau*, et a rappelé la nécessité où avoit été Sa Majesté Britannique, d'appeler au Peuple de la décision portée par le Parlement sur le premier Ministre, M. *Pitt*, qu'on vouloit écarter. La confusion des pouvoirs mène au despotisme ou à l'anarchie Je ne parle pas du moment, mais de l'avenir; et il faut

Digitized by Google

craindre que les Représentans de la Nation ne soient pas toujours animés de l'esprit qui dirige ceux qu'elle a choisis aujourd'hui.

M. *Glézen* a observé que tous les Préopinans étoient d'accord, mais que des ménagemens les empêchoient de s'entendre; qu'il falloit demander le renvoi des Ministres, mais ne pas aller plus loin. De tout temps, la Nation avoit eu ce droit, quoique leur responsabilité n'ait jamais eu lieu. L'Opinant a lu de l'ouvrage de M. *Mounier* sur les *Etats-Généraux*, les passages concernant le renvoi des Ministres et leur punition. La dénonciation des Ministres coupables, a-t-il ajouté, est donc une loi constitutionnelle. Il faut donc les dénoncer au Roi et à la Nation.

M. *Duquesnoi* a dit que l'Assemblée devoit seulement exprimer au Roi le vœu public, et demander le renvoi des Ministres.

M. le Comte *de Lally* a demandé, au nom de la Capitale, le rappel de M. *Necker*, de ce glorieux exilé. On nous a recommandé de le solliciter, on nous en a priés, et la prière de tout un Peuple est un ordre. Ce n'est pas que je trouve que M. *Necker* languisse dans la disgrace; il languissoit, quand on détruisoit les fondemens du bien public, objet de ses travaux. Cette sainte langueur étoit sur son visage; elle honoroit son ame; elle étoit aussi la suite de ses travaux. Mais on ne languit pas dans la disgrace, quand on emporte avec soi le témoignage de sa conscience, les vœux et les regrets de la France entière.

M. le Comte *de Custines* a observé que ceux qui se croyoient en droit de demander le rappel d'un Ministre, s'arrogeroient dans tous les temps le pouvoir de participer au choix des Ministres; que l'Assemblée des

Digitized by Google

Etats-Généraux devoit énoncer au Roi le vœu général, mais ne devoit pas toujours avoir égard au mouvement et aux désirs du Peuple.

M. *de Custines* ayant été interrompu, par un cri général, sur l'expression d'*Etats-Généraux*, il a repris la parole et dit : Que l'usage ancien l'avoit habitué à cette dénomination. L'Assemblée nationale, a-t-il ajouté, n'a pas le droit de demander le renvoi d'un Ministre, lorsqu'on ne lui fait pas son procès. Il falloit attendre le retour de M. *Necker*, de la bonté du Roi.

M. *de Mirabeau* a fait l'apologie de ses principes, en rejetant le projet d'une dénonciation qu'on ne pouvoit étayer par des preuves, tandis que mille indices devoient ôter toute confiance aux agens de l'autorité.

M. le Comte *de Clermont-Tonnerre* a observé que l'Assemblée nationale ne peut faire que ce qu'elle doit. Nous ne parlons pas dans le désert, a-t-il ajouté : le Roi sait tout ; laissons au Roi le droit de renvoyer ses Ministres, et de rappeler les autres ; le regret de l'Assemblée doit suffire. Il a déclaré qu'une Nation législative, exécutrice, dénonciatrice et juge, s'exposeroit à tous les dangers. Il a fini par dire qu'il n'y avoit lieu à délibérer.

M. *Grégoire* a dit que ceux qui voudroient le rappel de M. *Necker*, diroient *rappel ;* ceux qui désireroient le renvoi des Ministres, diroient *renvoi ;* et ceux qui seroient des deux avis, *rappel* et *renvoi*.

M. *Fréteau* a observé qu'on ne pouvoit demander le renvoi des Ministres ; mais qu'en exposant au Roi le vœu de la ville de Paris, c'étoit indiquer le rappel de M. *Necker*.

Grands débats sur la manière de poser la

Digitized by Google

question, pendant plus d'une heure et demie. Enfin, il a été décidé que l'éloignement des Ministres et le rappel de M. *Necker* ne seroient point séparés, et que ces deux demandes seroient insérées dans l'Adresse au Roi. On a rédigé en conséquence une Adresse qui porte que d'après les conseils demandés par le Roi, l'Assemblée prioit Sa Majesté de renvoyer tous les Ministres en place, et demandoit le retour de M. *Necker* et des anciens.

Cette Adresse a passé presque unanimement.

M. le Président a lu ensuite une Lettre de M. le Maréchal *de Broglie*, qui lui annonçoit que les troupes partiroient aujourd'hui des environs de Paris pour se rendre à leurs garnisons respectives; et que celles qui alloient arriver, reprendroient la route de leurs quartiers.

La Séance levée à quatre heures et demie, a été prorogée à huit heures du soir.

Du 16 Juillet, au soir. L'Assemblée s'est formée à huit heures du soir, pour lire le projet d'Adresse au Roi.

On a lu une Lettre de M. *Bochard de Saron*, Premier Président du Parlement de Paris, à M. le Président, à laquelle étoit joint un Arrêté de la Cour, rendu le même jour, dont on a également fait la lecture. Voici l'Arrêté du Parlement.

« La Cour, instruite par la réponse du jour d'hier à l'Assemblée nationale, de l'ordre donné aux troupes de s'éloigner de Paris et de Versailles, a arrêté que M. le Premier Président se retirera à l'instant par-devant

Digitized by Google

ledit Seigneur Roi, à l'effet de le remercier des preuves qu'il vient de donner de son amour pour ses Peuples et de sa confiance dans les Représentans, dont le zéle et le patriotisme ont contribué à ramener la tranquillité publique. »

« A arrêté, que M. le Premier Président fera part de l'Arrêté de ce jour à l'Assemblée nationale. »

La Lettre de M. *de Saron* au Président de l'Assemblée, pour lui communiquer l'Arrêté de sa Compagnie, a donné lieu à quelques débats.

M. le Comte *de Clermont-Tonnerre* a observé que le Parlement de Paris paroissoit, par cette lettre, traiter avec l'Assemblée nationale, de *corps à corps*, et que le Premier Président, se retirant de vers le Roi, auroit pu se retirer de même devers l'Assemblée nationale.

M. le Duc *d'Aiguillon* a dit : « MM., « comme Membre du Parlement, je m'em- « presse de vous exprimer combien je désa- « prouve la manière dont il se conduit en- « vers l'Assemblée nationale. »

MM. les Ducs *de Luynes*, *de la Rochefoucauld* et *de Choiseuil-Traslin* ont adhéré à cette Déclaration.

MM. *Duval d'Esprémesnil*, *Fréteau* et *de Saint-Fargeau* ont aussi témoigné leurs regrets à l'Assemblée. Les deux derniers ont tâché de justifier l'Arrêté du Parlement, en disant que dans un ordre de choses aussi nouveau, on étoit exposé à ne pas connoître toutes les convenances.

M. le Comte *de la Chatre* est entré, et a dit qu'il annonçoit à l'Assemblée, de la part du Roi, que Sa Majesté ayant appris qu'une

Digitized by Google

nombreuse Députation de Paris venoit le prier d'honorer cette ville de sa présence, Elle engageoit l'Assemblée nationale à envoyer une Députation au-devant de celle de Paris, pour l'engager à retourner sur ses pas, et l'assurer que Sa Majesté, sensible aux vœux de leurs Concitoyens, se rendroit demain à Paris.

On a annoncé que M. le Baron *de Breteuil* avoit donné sa démission.

On a fait part à l'Assemblée qu'on venoit d'expédier des courriers pour le rappel des anciens Ministres.

L'Assemblée a nommé une Députation pour aller à Paris; et une seconde, pour se rendre chez le Roi, remercier Sa Majesté, et lui témoigner l'amour et la reconnoissance dont sa justice et sa bonté pénètrent tous les cœurs. On a prié la Députation qui alloit à Paris, de défendre à M. le Marquis *de la Fayette* de se rendre à Versailles, à la tête d'un détachement de la Milice Bourgeoise, pour accompagner le Roi.

M. le Comte *de la Chatre* qui, dans l'intervalle, étoit retourné au Château, est rentré; il a annoncé, de la part du Roi, que Sa Majesté venoit d'écrire à M. *Necker*, pour l'engager à venir reprendre ses fonctions près de lui.

La salle a retenti aussitôt des transports de joie et d'ivresse; et on n'a plus entendu que le cri universel de *Vive le Roi.*

Il a été arrêté que la Députation qui alloit se rendre chez le Roi, lui demanderoit la permission d'envoyer à Paris une nombreuse Députation pour l'y recevoir. Les Députés de cette ville ont demandé la per-

Digitized by Google

mission de s'y rendre, et elle leur a été accordée.

M. le Président a dit : Messieurs, votre Président a été chargé jusqu'à présent de porter au Roi des paroles de douleur, trouvez bon qu'il aille lui en porter de reconnoissance et de joie. Cette demande a été approuvée par acclamation. M. le Président s'est mis aussitôt à la tête de la Députation.

Elle a été reçue sur-le-champ. M. l'Archevêque *de Vienne* a témoigné au Roi la joie de l'Assemblée, sa sensibilité, sa fidélité et son amour. Le Roi lui a répondu qu'il voyoit avec plaisir le contentement de son Peuple, et a permis à l'Assemblée d'envoyer une Députation pour lui servir de cortége.

M. le Président se retiroit, lorsque le Roi l'a rappelé, et lui a dit : « Je veux donner à l'Assemblé Nationale une preuve de « ma confiance ; je vous remets la Lettre « que j'écris à M. *Necker* pour le rappeler, « et je vous charge de la faire partir. »

M. le Président a rendu compte de ces détails à l'Assemblée, qui a arrêté que son Président et ses Secrétaires joindroient sur-le-champ une Lettre à celle du Roi pour M. *Necker*. Elle a chargé M. *Dufrêne de Saint-Léon* d'être le porteur de ces deux Lettres, et de se rendre aussitôt à Bruxelles. M. *Dufrêne* est parti au moment même.

Voici la lettre écrite, le 16, par l'Assemblée, à M. *Necker*.

« L'Assemblée nationale, Monsieur, avoit déja consigné, dans un acte solennel, que vous emportiez son estime et ses regrets ; cet honorable témoignage vous a été adressé de sa part, et vous devez l'avoir reçu. »

Digitized by Google

« Ce matin, elle avoit arrêté que le Roi seroit supplié de vous rappeler au Ministère. C'étoit tout à la fois son vœu qu'elle exprimoit, et celui de la capitale qui vous réclame à grands cris. »

« Le Roi a daigné prévenir notre demande. Votre rappel nous a été annoncé de sa part. La reconnoissance nous a aussitôt conduits vers Sa Majesté, et Elle nous a donné une nouvelle marque de confiance, en nous remettant la lettre qu'elle vous avoit écrite, et en nous chargeant de vous l'adresser. »

« L'Assemblée nationale, Monsieur, vous presse de vous rendre au désir de Sa Majesté. Vos talens et vos vertus ne pouvoient recevoir, ni une récompense plus glorieuse, ni un plus puissant encouragement. Vous justifierez notre confiance; vous ne préférerez pas votre propre tranquillité à la tranquillité publique. Vous ne vous refuserez pas aux intentions bienfaisantes de Sa Majesté pour ses peuples. Tous les momens sont précieux. La Nation, son Roi, et ses Représentans vous attendent. »

Nous avons l'honneur d'être, etc. *Signés*, † J. G. Archevêque de *Vienne*, Président; le Comte *de Lally-Tolendal*, Secrétaire; *Mounier*, Secrétaire.

Du 17 *Juillet.* L'Assemblée s'est formée à dix heures, pour attendre le passage du Roi, et border la haie devant l'hôtel des Menus. Le Roi est parti à onze heures, ayant avec lui MM. le Duc *de Villeroi*, Prince *de Beauvau*, Comte *d'Estaing*, et les Ducs *de Brissac* et *de Villequier*. Sa Majesté étoit accompagnée d'une seule voiture, et de 12 Gardes-du-Corps. Un grand nombre d'Habitans de Versailles, tous

Digitized by Google

armés, l'ont accompagné jusqu'au *Point du Jour*, hameau au delà de Sèvre.

Après le passage du Roi, l'Assemblée a ouvert la Séance par la lecture de plusieurs lettres, adresses et délibérations des Communes de Nancy, des Officiers municipaux de Châtelleraut, de l'Assemblée des Electeurs de la même ville, des Habitans de Saint-Remy en Provence, et de la ville de Lauderne en Bretagne.

M. L'Archevêque de Vienne a communiqué à l'Assemblée la réponse qu'il avoit faite à M. *de Saron*, Premier Président du Parlement de Paris.

M. *Rabaud de Saint-Etienne* a lu un projet de *Règlement*, fait par le Comité chargé de ce travail. M. le Président a proposé d'en faire remettre des copies dans les Bureaux, pour y être examiné et discuté. Cette demande a été adoptée par l'Assemblée.

La Séance a été aussitôt prorogée à huit heures du soir.

Séance du soir. On a lu les délibérations prises par les villes de Besançon et de Romans; elles sont relatives à la réunion des trois Ordres.

Un Membre a prié l'Assemblée d'autoriser les Sieurs *Henri de la Blanchetat*, père et fils, Négocians à l'Orient, de donner à un vaisseau qu'ils doivent armer, le nom de *l'Assemblée nationale*. L'Assemblée y a consenti, et s'est rendue ensuite dans l'avenue de Paris, pour attendre le Roi. Sa Majesté a passé à dix heures moins un quart. Elle est revenue de Paris, escortée par la Milice à laquelle tous les Habitans et ses

Digitized by Google

Gardes s'étoient réunis pour l'accompagner au château.

Le Maire de la ville de Poissy a rendu compte de plusieurs crimes commis, à main armée, par une troupe de vagabonds, à Poissy et à Saint-Germain.

Un des Membres de l'Assemblée a observé que le soin de maintenir le repos public regardoit le pouvoir exécutif et les Tribunaux.

La Séance s'est ajournée au lendemain.

Du 18 *Juillet.* La Séance a commencé par la lecture de plusieurs lettres de M. le Maréchal *de Noailles*, qui annonçoient les désordres affreux de Saint-Germain et de Poissy, et le meurtre prochain d'un fermier des environs.

Un Curé a proposé de nommer des Députés pour aller calmer l'émeute de Saint-Germain.

On a nommé aussitôt une Députation de 12 Membres, dont M. l'Evêque de Chartres étoit le chef. Elle est partie aussitôt pour Saint-Germain.

M. *Martineau* a proposé d'établir, dans toutes les villes, des Milices Bourgeoises, pour arrêter les émeutes et les séditions.

Plusieurs Préopinans ont pensé que les Maréchaussées devoient suffire au maintien de la paix dans les campagnes; d'autres ont pensé qu'il falloit y employer des troupes.

Un autre Préopinant a déclaré que la force militaire étant devenue odieuse dans les circonstances actuelles, on ne pouvoit l'employer.

Rappeler les troupes dans ce moment, a dit M. *de Volney*, c'est rappeler les alarmes; il

Digitized by Google

il faut employer ses propres forces, et intéresser les Peuples à leur propre conservation: chaque Paroisse doit avoir une Milice Bourgeoise.

L'Assemblée s'est formée en Bureaux pour procéder à l'Election d'un Président. Le scrutin fini dans les Bureaux, l'Assemblée a repris sa Séance.

M. Le Marquis *de Gouy d'Arsy* a observé que l'Assemblée devoit s'occuper sans relâche de la Constitution, qui seule pouvoit rétablir le calme dans le Royaume. Si vous perdiez de vue, a-t-il dit, ce travail essentiel, si vous ne faites violence à vos cœurs, vous n'aurez employé que des palliatifs : le mal est dans l'anarchie..... M. *de Gouy* a voté pour la formation d'un Comité de pacification, qui s'occuperoit de calmer les troubles et les agitations du Royaume.

Un Membre a ajouté que le seul moyen de calmer les peuples, étoit de se livrer au travail de la Constitution.

Un Député des Communes a dit que les désordres provenoient de l'anarchie où la France étoit plongée ; que le vrai et unique moyen d'y remédier, étoit de s'occuper de la Constitution; qu'en attendant il falloit créer, dans toutes les villes, une Milice bourgeoise, et qu'alors l'Assemblée n'auroit plus aucune réclamation à écouter.

M. *le Chapelier* a soutenu cette motion avec vigueur, et a demandé que l'Assemblée rendît un décret en conséquence. Il a dit qu'il falloit envoyer des troupes dans les campagnes pour garder les paysans pendant les moissons, et les mettre à l'abri des brigands. Il a lu une motion à ce sujet.

M. *Grégoire*, Curé d'Imbermesnil, a ob-

Digitized by Google

servé que les villes de province suivroient probablement l'exemple de la Capitale. Il a prétendu qu'on devoit établir des Milices dans tous les villages et hameaux.

Un Membre des Communes a observé que cinq des Membres du Comité de la Constitution, étant Secrétaires de l'Assemblée, ne pouvoient s'occuper du travail dont ils étoient chargés ; il a proposé de les remplacer par des suppléans.

Un autre Membre a voté pour que l'on priât le Roi de doubler la Maréchaussée, et d'envoyer des soldats dans les campagnes.

M. le Prince *de Poix* a prié l'Assemblée de prendre une décision, relativement à la levée des Milices bourgeoises, ou du moins de consentir à l'envoi des troupes dans les villes qui en feroient la demande.

M. *Buzot* a soutenu la motion de M. *le Chapelier*. Il a observé que le travail de la Constitution ne pouvoit se faire avant la vérification entière des pouvoirs et la fin du Réglement de police. Il a prétendu qu'on ne pouvoit calmer le peuple que par lui-même.

Un autre Membre a opiné pour que les cinq Secrétaires se retirassent au Comité, afin de s'occuper de la Constitution. Il s'est opposé à l'établissement des Milices bourgeoises.

M. *le Chapelier* a relu sa motion.

M. le Comte *de Custines* a observé que l'Assemblée devoit prendre en considération le grand nombre de brigands que l'on venoit de chasser de Paris. Il s'est opposé à la formation des Milices dans les campagnes. Il a prouvé que les Milices bourgeoises ne pouvoient être créées sans la sanction du Roi, et qu'elles devoient être aux ordres des Magistrats. Il a observé que ces mêmes Milices

Digitized by Google

pourroient aider la Maréchaussée à calmer le peuple. Il a ajouté qu'on devoit permettre aux Troupes de marcher avec la Maréchaussée, sur la réquisition des Magistrats.

M. *Renaud* a dit qu'il falloit organiser les Milices bourgeoises, et leur donner un chef dans chaque ville. Il a soutenu l'opinion de M. *de Custines*.

Un Membre des Communes a soutenu qu'il seroit fort dangereux d'avoir une Milice armée dans tout le Royaume. Il a prié les huit Membres du Comité de la Constitution, de ne point assister aux Séances de l'Assemblée, afin de ne pas être détournés de leur travail.

Il faut, a dit M. *Duquesnoi*, que vous appreniez aux pouvoirs exécutifs, judiciaires et militaires, leurs fonctions et leurs bornes; cette fixation dépend de la Constitution; les fonctions des Magistrats de paix ne sont que partielles et locales; vos Commettans vous demandent un plus grand bienfait, celui de la Constitution.

Un Préopinant a demandé qu'on s'en rapportât à la prudence des villes, pour la formation des Milices bourgeoises.

Un autre Membre a observé qu'on devoit commencer à rédiger le travail de la Constitution par l'article des Milices bourgeoises.

On a lu le résultat du premier scrutin pour l'élection d'un Président. M. le Duc *de la Rochefoucauld* a eu 164 voix, M. *de Clermont-Tonnerre* 163, et M. le Duc *de Liancourt* 108. Comme personne n'avoit réuni la moitié des voix, M. le Président a annoncé qu'on alloit rentrer dans les Bureaux, pour procéder au second scrutin.

M. *Fréteau* a remarqué que les Secrétaires

Digitized by Google

suppléans ne pouvoient se mettre au Bureau, sans le consentement de l'Assemblée.

L'Assemblée l'a ordonné.

On est rentré dans les Bureaux, et M. le Duc *de Liancourt* a été élu Président à la pluralité de 600 voix sur 800.

Douzième semaine de la Session.

Du 20 Juillet. MM. *Fréteau* et *Grégoire* ont lu les adresses des villes de Valence, Mayenne, Paroisse Saint-Enaud près Saint-Brieux, Pontarlier, Accret, Crémieux, Langres, Laon, d'une ville de la Sénéchaussée de Nimes, Villers-Coterets, Grenoble, et le Thimerais.

Les pouvoirs impératifs de M. le Comte *de Castellane* et du Député du Clergé de Villers-Coterets ont été révoqués.

M. l'Archevêque de Vienne a présenté M. le Duc *de Liancourt* à l'Assemblée, en disant: » Messieurs, vos suffrages ont élevé M. le « Duc *de Liancourt* à la dignité de votre Pré« sident; je lui remets la place que vous « m'aviez donnée; c'est ma dernière fonction; « elle est bien propre à faire oublier ou à « réparer toutes celles que j'avois exercées « jusqu'à présent. »

M. le Duc *de Liancourt* a remercié l'Assemblée par une harangue très-applaudie. (Nous avons déja annoncé que, dans ce Journal, exclusivement consacré à recueillir des matériaux pour l'Histoire, nous ne pouvions rapporter que les discussions, et non les discours particuliers de cérémonial.)

Un Membre de la Noblesse a prié l'Assemblée de voter des remercîmens à M. l'Ar-

Digitized by Google

chevêque de Vienne; demande agréée par acclamation.

M. le Président annonçant que M. *Dufrêne de Saint-Léon*, premier Commis des finances, et chargé par l'Assemblée de suivre M. *Necker*, ne l'avoit point trouvé à Bruxelles samedi dernier, a lu la Lettre par laquelle M. *Dufrêne* lui apprenoit le départ de ce Ministre pour Francfort.

Ensuite M. le Président a averti que des Députés de Pontoise s'étoient rendus à Versailles, samedi, pour prier l'Assemblée de faire séjourner dans leur ville le régiment de Salis, afin de mettre la ville à l'abri des incursions de sept à huit cents brigands; qu'il en avoit rendu compte au Roi, et que Sa Majesté avoit ordonné au régiment de Salis de séjourner à Pontoise 48 heures.

Il a dit avoir chargé M. le Marquis *de la Fayette* d'instruire l'Assemblée nationale de ce qui se passeroit toutes les nuits à Paris, et que M. *de Nicolay*, premier Président de la Chambre des Comptes, lui ayant demandé son agrément, pour présenter à l'Assemblée nationale un Arrêté de sa Compagnie, il lui avoit indiqué le jour de jeudi.

Enfin, M. le Président a annoncé que les travaux, nécessaires pour le nouvel arrangement de la Salle, obligeoient de tenir la Séance du lendemain à l'Eglise Saint-Louis: « Nous » avons, a-t-il dit, des travaux qui doivent « aller ensemble et avec promptitude, la « Constitution et les Finances; et nous ne « devons perdre d'autre temps que celui qui « seroit nécessaire pour le sommeil et la « subsistance. » Il a prié le Comité de la Constitution de s'assembler à l'instant même, et celui des finances à cinq heures.

Digitized by Google

M. *Camus*, l'un des Députés envoyés à Saint-Germain et a Poissy pour calmer l'émeute, a fait le rapport de ce voyage, il a vivement attendri l'Assemblée et les spectateurs.

M *Goupil de Préfeln* a prié l'Assemblée de voter des remercîmens à M. l'Evêque de Chartres et à ses Collégues. Cette demande a été applaudie et agréée.

On a repris l'examen des pouvoirs de MM. les Evêques d'Ypres et de Tournai, sur le rapport fait, dans les dernières Séances, par M. *Merlin*. Il s'agisoit de savoir si ces deux Prélats, qui ont leurs siéges dans la Flandre Autrichienne, mais qui possèdent en France des fiefs attachés à leurs Eglises, ont été valablement élus Députés aux Etats-Généraux, et si, en conséquence, ils peuvent prendre place dans l'Assemblée nationale. Ce point de Droit public a été décidé contre eux, à la pluralité de 408 voix contre 288.

M. le Président du Grand-Conseil ayant fait demander la permission d'être admis, M. *Bouche* a exposé que ce Magistrat ne pouvoit paroître que comme le Député de sa Compagnie, et qu'il devoit parler debout et découvert. M. *de Mirabeau* a soutenu cette opinion. M. *Frétcau* a observé que quand un individu se présentoit à l'Assemblée nationale, il paroissoit devant le Législateur, et que son attitude ne pouvoit être assez respectueuse; mais que les Compagnies ayant l'honneur de représenter le Roi, méritoient des égards.

M. le premier Président du Grand-Conseil est entré, et a prononcé debout le discours suivant :

MESSIEURS,

Le Grand-Conseil m'ayant chargé de

Digitized by Google

porter au Roi les témoignages de sa reconnoissance, pour les preuves que Sa Majesté vient de donner à son Peuple, de sa sensibilité, de sa confiance et de son amour, on m'a imposé aussi l'honorable devoir de remettre aux Représentans de la Nation l'Arrêté que la Compagnie a pris à ce sujet. »

« Quel nouvel ordre de choses, de prospérités, Messieurs, ne nous annonce pas la Déclaration vraiment paternelle que le Roi a faite au milieu de vous, qu'il ne peut faire qu'un avec la Nation! Cette prospérité nous est donc assurée, puisque nous l'attendons du concours de cette auguste Assemblée, du zele patriotique qui l'anime; zéle dont l'heureux effet a été de faire succéder, presqu'en un instant, et comme par une espéce de prodige, la confiance et le calme au plus effrayant orage. »

Après ce Discours, M. *de Vaucresson* a déposé sur le Bureau l'Arrêté de sa Compagnie, et M. le Président lui a répondu entre autres: « Que l'Assemblée nationale recevoit avec « plaisir les témoignages de respect du Grand-« Conseil. »

Des Députés des Actionnaires de la Caisse d'Escompte ont présenté à l'Assemblée un hommage de reconnoissance, en offrant des renseignemens sur la caisse et le crédit public. Après la réponse succincte du Président, M. *de Mirabeau* a déclaré que le lendemain il soumettroit à l'Assemblée un travail pressant, sur la situation actuelle de la Caisse d'Escompte : cette lecture a été renvoyée au Comité des Finances.

M. le Comte *de Lally-Tolendal* a fixé ensuite l'attention de l'Assemblée sur un projet

Digitized by Google

de *Proclamation*, dont il a motivé la nécessité.

« La tranquillité, a-t-il dit, paroissoit rétablie, mais la commotion étoit générale dans le royaume; et il ne seroit peut-être pas si facile de l'appaiser : les scènes sanglantes de Saint Germain justifioient ces craintes; les Députés de l'Assemblée nationale avoient pensé être la victime de leur patriotisme; leurs noms ne devoient plus être prononcés qu'avec respect. En Normandie, à Pontoise, les désastres se multiplioient; et il n'étoit pas possible de les regarder comme étrangers à l'Assemblée nationale : loin d'elle le stoïcisme qui la porteroit à dicter tranquillement des lois, quand l'effervescence commande des meurtres, et à s'occuper de la liberté de ceux dont on ne priseroit pas la vie. Seroit-il juste, quand le Roi, éloignant son Ministère, est venu déclarer qu'il se fioit à l'Assemblée, de l'abandonner sur l'objet de ses soins les plus chers, et de ne pas lui suggérer des moyens à la place de ceux qu'il a rejetés? C'étoit de l'Etat en général qu'il s'agissoit; et il falloit rassembler les parties éparses du Gouvernement; on n'empiétoit point sur le pouvoir exécutif en s'occupant de cet objet, parce que, de quelque manière que les pouvoirs se partagent, ils doivent être divisés entre le Roi et l'Assemblée. »

Après ces réflexions, l'Orateur a fait lecture de la *Proclamation* suivante qu'il soumettoit à l'Assemblée.

« L'Assemblée nationale considérant que depuis le premier instant où elle s'est formée, elle a fait tout ce qu'elle a pu et tout ce qu'elle a dû pour mériter la confiance des Peuples; »

Digitized by Google

« Qu'elle a déja etabli les premiers fondemens sur lesquels doivent reposer la félicité publique et la régénération de l'Etat ; »

« Que le Roi a dû pareillement obtenir la confiance de ses fidèles Sujets ; »

« Que non-seulement il les a invités lui-même à réclamer leur liberté et leurs droits, en promettant de les reconnoître ; »

« Mais que, sur le vœu de l'Assemblée, il a encore écarté tous les sujets de méfiance qui pouvoient porter ombrage ; »

« Qu'il a éloigné de sa capitale les troupes dont l'aspect ou l'approche y avoient répandu l'effroi ; »

« Qu'il a éloigné de sa personne les Conseillers qui étoient un objet d'inquiétude pour la Nation ; »

« Qu'il a rappelé ceux dont elle sollicitoit le retour ; »

« Qu'il est venu au milieu de l'Assemblée nationale, avec l'abandon d'un père au milieu de ses enfans, lui demander de l'aider à sauver l'Etat ; »

« Qu'il a été de même dans sa capitale se confondre avec son Peuple, et dissiper par sa présence toutes les alarmes qu'on a pu concevoir ; »

« Que dans ce concert parfait entre le Chef et les Représentans de la Nation, après la réunion consommée de tous les ordres, l'Assemblée va s'occuper sans relâche du grand objet de la Constitution ; »

« Que les troubles qui surviendroient actuellement, ne pourroient plus être justifiés ni excusés par aucune crainte raisonnable ; »

« Qu'ils ralentiroient les travaux de l'Assemblée, qu'ils deviendroient un obstacle aux

Digitized by Google

intentions du Roi, et qu'ils seroient une offense pour l'une et pour l'autre ; »

« Qu'il n'est pas de bons Citoyens qui ne doivent frémir à la seule idée de troubles, qui, en se prolongeant, pourroient entraîner des proscriptions arbitraires, des émigrations nombreuses, la désertion des villes, la dispersion des familles ; pour les riches, la ruine de leur fortune ; pour les pauvres, la cessation des secours ; pour les ouvriers, la cessation du travail ; pour tous, le renversement de l'ordre social ; »

« A invité et invite tous les François à la paix, au maintien de l'ordre, à la confiance qu'ils doivent à leur Roi et à leurs Représentans, à la fidélité qu'ils doivent au Souverain, et à ce respect des lois dont il est plus important que jamais de se pénétrer, quand toutes celles qui vont être établies, doivent être si dignes de l'hommage d'hommes libres et vertueux. »

« Déclare que quiconque se refuseroit à cette invitation, ne pourroit le faire sans enfreindre les devoirs les plus sacrés de Sujet et de Citoyen. »

« Déclare que la peine la plus juste, prononcée contre le délit le plus avéré, deviendroit elle-même une injustice et un délit, si elle n'étoit pas ordonnée par la loi et par le juge qui en est l'organe. »

« Déclare enfin, qu'en attendant l'organisation générale qui sera donnée à toutes les municipalités, elle s'en remet aux Communes de chaque ville et bourg du soin de se créer une Milice Bourgeoise, si elle leur est nécessaire ; leur recommandant seulement de suivre, pour la formation de cette honorable Milice, l'exemple que donne actuellement la

Digitized by Google

Capitale, et de ne confier la sûreté publique qu'à ceux qui sont incapables de la troubler et dignes de la défendre; et sera la présente invitation remise au Roi, qui sera supplié de la faire proclamer dans toutes les villes, bourgs, villages, et lire au prône dans toutes les Paroisses du royaume (1). »

M. *Dupont*, et quelques autres Députés ont défendu ce projet, en le modifiant; il a été fortement attaqué par MM. *Robespierre*, *Buzot* et *Gleizen*. Celui-ci a objecté que cette Motion déja rejetée ne devoit plus être remise en délibération, et que les troubles n'avoient pas encore passé dans les provinces. M. *de Lally* a justifié sa proposition, en observant qu'elle avoit pour objet de rétablir l'autorité de la Loi qui sembloit évanouie, et que la liberté publique ne pouvoit exister sans la liberté individuelle.

(Nous abrégeons ces débats que nous verrons renaître, et que nous développerons dans la Séance du jeudi suivant).

Les opinions prises, il a été arrêté que la question seroit discutée définitivement, et le soir même, dans les bureaux.

Du 21 Juillet. Les changemens à faire dans la distribution de la Salle ordinaire, ont obligé l'Assemblée à siéger dans l'Eglise S. Louis. M. le Président a ouvert la Séance en notifiant que, pour être suffisamment discutée, la proposition de M. *de Lally* seroit au premier jour remise en délibération.

La Cour des Monnoies, suivant l'exemple du Grand-Conseil, a député son Premier Pre-

(1) Cette *Proclamation* a été modifiée, telle que nous la rapporterons dans huit jours.

Digitized by Google

sident vers l'Assemblée à laquelle il a parlé en ces termes :

MESSEIGNEURS,

« La France n'oubliera jamais ce que votre vigilance et votre zèle ont fait pour la tranquillité de la capitale ; la Cour des Monnoies m'a chargé de vous offrir l'expression de sa respectueuse reconnoissance : que ne devons-nous pas attendre, Messeigneurs, de la réunion de tant de lumières et de vertus ! »

M. le premier Président a déposé sur le Bureau l'Arrêté suivant.

Extrait des registres de la Cour des Monnoies du 20 Juillet 1789.

« Ce jour, la Cour assemblée en la manière accoutumée, un de vous, Messieurs, a dit que l'Assemblée nationale ayant obtenu de la bonté et de la justice du Roi l'éloignement des troupes et le rétablissement de la tranquillité publique, il croit qu'il est du devoir de la Cour d'offrir audit Seigneur Roi et à l'Assemblée, l'expression respectueuse de sa reconnoissance particulière ; il prie la Cour d'en délibérer. »

« La matière mise en délibération, la Cour a arrêté que M. le premier Président se retirera incessamment par-devers ledit Seigneur Roi, pour le remercier d'avoir accordé toute sa confiance aux Représentans de la Nation, et d'avoir dissipé les alarmes de la capitale, en y ramenant par sa présence le calme et la sécurité. »

« A pareillement arrêté que le premier Président se retirera par-devers l'Assemblée nationale, à l'effet de lui faire ses remercimens d'avoir interposé ses bons offices auprès

Digitized by Google

du Seigneur Roi, pour le rétablissement de la paix dans la capitale. »

M. le Président a répondu : « L'Assemblée nationale reçoit avec d'autant plus de plaisir les hommages des Cours supérieures, qu'ils lui sont une assurance nouvelle de leur entier dévouement à la chose publique : elle me charge, de témoigner à la Cour des Monnoies sa satisfaction particulière. »

Lecture faite de différentes adresses des Provinces, on a distingué et reçu avec applaudissement, celle, aussi courageuse que patriotique, des trois Ordres réunis de la ville de Lyon.

M *de Castellas*, Comte de Lyon, et Député du Clergé, a lu ensuite à l'Assemblée une déclaration, par laquelle le Clergé, la Noblesse et les Bourgeois de cette ville, qui jouissent de certaines immunités féodales, réitèrent leur renonciation à toute exemption pécuniaire, et demandent qu'elle soit énoncée dans le Procès-verbal.

Une Députation de S. Germain est venue offrir à l'Assemblée le tribut du respect et de la reconnoissance de ses Commettans : « Nous « vous portons, ont dit ces Députés, les pièces « justificatives de l'innocence du malheureux « *Sauvaige*, victime de la dernière emeute : « une foule d'étrangers attroupés avoient « médité la mort de cet infortuné ; au mo- « ment où son innocence alloit être recon- « nue, la populace lui a arraché la vie. » Ils ont fini par demander des secours en bled, et des armes pour se défendre. M. le Président les a renvoyés au Ministre de la Province.

Divers Bureaux ont examiné, de nouveau, dans la soirée, le règlement de police intérieure à donner à l'Assemblée.

Digitized by Google

Du 22 Juillet. Point de Séance d'Assemblée générale, à cause des travaux continués dans la Salle ordinaire. Les Bureaux seuls se sont formés, ainsi que les Comités.

Du 23 Juillet. La Séance a commencé par la lecture d'une adresse des Communes de Bordeaux, revêtue de 4 mille signatures, de celles de Riom, du Havre de Grâce, de Sancoreing, et des Négocians assemblés à la foire de Beaucaire.

Il a été communiqué que la Noblesse du Maine et celle de la Principauté de Dombes, avoient autorisé leurs Représentans à la votation par tête.

M. le Premier Président au Parlement de Paris s'est présenté, et à la suite d'un discours, il a déposé l'arrêté suivant de sa Compagnie, en date du 20.

« La Cour, toutes les Chambres assemblées, vivement touchée des nouveaux témoignages d'amour et de bonté que le Roi est venu donner à sa bonne ville de Paris et à tous ses fidèles Sujets, considérant combien les derniers actes de zèle et de patriotisme de l'Assemblée nationale ont concouru au succès de détermination paternelle du Monarque pour le rétablissement du calme de la capitale ;

« A arrêté, que M. le premier Président se retirera à l'instant par devers ledit Seigneur Roi, à l'effet de lui exposer la vive reconnoissance de la Cour ; et qu'il se retirera par devers l'Assemblée Nationale, et lui exprimera le respect dont la Cour est pénétrée pour les Représentans de la Nation, dont les travaux éclairés vont assurer à jamais le bonheur de la France. »

M. le Président a répondu : « Monsieur,

Digitized by Google

l'Assemblée Nationale voit avec plaisir la justice et le respect que le Parlement de Paris rend à ses décrets. Le chef de l'illustre Compagnie, qui, la première, a eu le bonheur et le courage de prononcer hautement le vœu de la convocation des Etats-Généraux, doit jouir d'une douce satisfaction, en étant introduit dans cette auguste Assemblée. Une des plus essentielles occupations des Représentans de la Nation, sera de faire rendre aux lois le respect, auquel est intéressé le bonheur général et particulier; et ils acquerront par ses succès un titre de plus à la reconnoissance de tous les Citoyens honnêtes et vertueux, et particulièrement à celle des Tribunaux. La réunion sincère de tous les Ordres, l'hommage fait à la chose publique par chacun de nous, des usages jusqu'ici respectés, des opinions anciennes, des prétentions privées, des démarches utiles qui en ont été le résultat, ne doivent laisser aux bons Citoyens aucun doute du zèle pur et infatigable, avec lequel l'Assemblée Nationale s'est dévouée sans réserve au grand œuvre de la régénération de l'Empire, et avec lequel elle s'occupe du bonheur de la Nation la plus généreuse, et du Roi le plus digne de son amour. »

« L'Assemblée Nationale y voit encore l'heureux présage que dans ces circonstances aucune classe de Citoyens ne laissera, par des considérations particulières, étouffer en elle le sentiment pur et généreux du patriotisme. »

Deux scènes sanglantes arrivées la veille à Paris, donnoient une nouvelle importance à la question déja agitée, et reprise, sur les moyens de rendre la paix à la capitale et au royaume. M. *de Mirabeau* a demandé,

Digitized by Google

en son nom et en celui d'un très-grand nombre de Citoyens éclairés, que l'on portât ses efforts vers la constitution de la Municipalité de Paris, que 60 Députés se rendissent dans les Districts de la capitale, afin d'établir entr'eux une Correspondance parfaite, et leur présenter, en forme de conseil, un plan de Municipalité. On devoit soigneusement chercher un moyen doux de procurer au Corps Municipal une autorité légale sur la Commune, consentie par la Commune, moins irrégulière que celle des Electeurs, et qui, établie par la confiance, pût se faire respecter par la confiance.

M. *Demeunier*, ayant rendu compte de l'état de la capitale, a voté pour que la proclamation de M. *de Lally-Tolendal*, rédigée de nouveau, fût envoyée à Paris et à 20 lieues à la ronde. Il a demandé à l'Assemblée et à M *de Lally* la permission de lire cette même proclamation, avec les changemens jugés nécessaires. Cette lecture faite, M. *Demeunier* a supplié l'Assemblée de vouloir bien délibérer à l'instant sur cet objet.

M *de Lally-Tolendal* a rendu compte à l'assemblée que M. *Berthier*, fils, s'étoit rendu hier chez lui, et jeté à ses genoux, en le conjurant de vouloir bien sauver la vie de son père. Les évènemens arrivés hier à Paris étoient malheureusement, une preuve de la nécessité et de la sagesse de sa proclamation. La France, l'Europe et la postérité s'éleveroient contre l'Assemblée, si elle ne remédioit aux calamités auxquelles la capitale étoit livrée. M. *de Lally* ayant ensuite fait lecture de sa Motion, changée et corrigée, a ajouté : « Je laisse à la sagesse de l'Assemblée de « décider si l'on doit y insérer les peines que

Digitized by Google

« mériteront à l'avenir les séditieux et les « meurtriers. »

M. *de Mirabeau* a réfuté M. *de Lally*. Il a prétendu que l'Assemblée compromettroit son autorité, en admettant la proclamation. Le meilleur moyen de contenir et de calmer le Peuple, et d'organiser la Bourgeoisie ; la seule manière d'amener la paix étoit renfermée dans la proposition qu'il venoit de faire. Le bruit d'une proclamation avoit soulevé les esprits, et occasionneroit les plus grands dangers.

Un Membre de la Noblesse a dit qu'on devoit s'occuper de la paix du royaume, aussi bien que de la tranquillité de Paris. Il a fait part des dangers auxquels étoient exposés les villages voisins de Pontoise, qui demandoient des troupes, afin d'être à l'abri de plus de huit cents brigands. Il a fait de grands éloges de la proclamation de M. *de Lally*, à l'exception de l'article des Milices Bourgeoises, institution dangereuse dans les petites villes. Il a proposé une Motion presque semblable à celle de M. *de Lally-Tolendal* ; la fin seule, qui est relative aux troupes, en diffère.

M. *de Sillery* a opiné pour que l'Assemblée s'occupât de rétablir le calme à Paris ; et il a ouvert un avis en conséquence.

M. *Malouet* a défendu la proclamation de M. *de Lally*. Les motifs de cet acte et ses modications levoient toutes les difficultés ; mais il étoit nécessaire d'y ajouter, que le Roi seroit prié de donner aux Municipalités main-forte contre les attroupemens sur la demande des Officiers Municipaux. En s'opposant aux Milices Bourgeoises, on a craint, a-t-il ajouté, un Armement général, et cette crainte est

Digitized by Google

juste. La résistance à l'oppression est légitime, et honore une Nation; la licence l'avilit. Une insurrection nationale contre le despotisme a un caractère supérieur à la puissance des lois, sans en profaner la dignité: mais lorsqu'un grand intérêt a fait un grand soulèvement, alors le plus léger prétexte suffit pour réveiller les inquiétudes du peuple, et le porter à des excès. C'est de tels malheurs qu'il est instant de prévenir, et tel seroit l'objet de la proclamation, avec l'addition que j'ai proposée. Notre silence multiplieroit les abus. Attendre que la constitution les arrête, c'est annoncer que la puissance publique a disparu, jusqu'à ce que la Constitution soit promulguée.....

Quant aux griefs dont le peuple se plaint, et aux coupables qu'il désigne, ils ne doivent point échapper à la sévérité des lois, mais c'est devant les Tribunaux qu'ils doivent être poursuivis; c'est au Procureur-Général du Parlement que les plaintes et dénonciations doivent être adressées.

Un Membre des Communes a observé que la proclamation de M. *de Lally-Tolendal* étoit le vœu unanime des Citoyens de Paris, suivant le rapport qui lui en avoit été fait hier par un des Membres du Comité. Il a voté pour son admission. Il a demandé à l'Assemblée d'envoyer à l'Hôtel-de-Ville des Députés, pour travailler avec les Comités à rétablir le calme. Il a fait un tableau horrible des désastres de Paris. Il a ajouté qu'on blâmoit, dans la Capitale, le silence de l'Assemblée.

Un Membre du Clergé a proposé une Adresse à tous les Curés et Vicaires, qu'on

Digitized by Google

chargeroit de tranquilliser le Peuple par la Religion.

M. *de Nicolay*, premier Président de la Chambre des Comptes, est entré, et a dit :

MESSEIGNEURS,

« Admis à l'honneur de paroître devant les augustes Représentans de la Nation, je me trouve heureux d'avoir à vous offrir l'hommage des sentimens qui animent la Chambre des Comptes, et dont elle m'avoit chargé d'être l'interprète auprès du trône. »

« Rendez le calme à nos tristes foyers ; vous êtes notre espoir ; la Patrie gémissante vous implore comme des divinités tutélaires ; nos cœurs, notre reconnoissance décernent déjà la palme du patriotisme à vos vertus, à votre courage. Couronnez vos travaux, et puisse le bonheur public être bientôt votre ouvrage et votre récompense. »

« La Chambre des Comptes, Messeigneurs, a l'honneur de vous proposer, par ma voix, tous les renseignemens qu'elle pourra vous donner, lorsque vous vous occuperez des finances

Voici la réponse qui lui a été faite par M. le Duc *de Liancourt* :

« Monsieur, l'Assemblée Nationale reçoit avec satisfaction l'hommage de la Chambre des Comptes : le bonheur de la Nation est le seul vœu de ses Représentans ; c'est le seul but de leurs travaux. Elle voit, dans l'offre des renseignemens sur les Finances que lui fait la Compagnie que vous présidez, une nouvelle preuve de son désir de se rendre utile à l'Etat ; l'Assemblée Nationale y aura recours avec confiance, et ne doute pas d'y trouver les moyens de servir le désir impatient, dont

Digitized by Google

elle est animée, de terminer l'ouvrage important du rétablissement des Finances. »

M. *le Chapelier* a lu l'Arrêté de la Chambre des Comptes, conçu en ces termes :

Arrêté de la Chambre des Comptes, du 18 Juillet 1789.

« La Chambre, d'après le récit de ce qui s'est passé hier, a arrêté que M. le premier Président ira, dans le jour, porter au pied du Trône ses respectueuses félicitations sur le rétablissement du calme dans la Capitale, que l'on doit à la loyauté et à la présence du Roi. »

« La Compagnie se repose sur M. le premier Président, pour exprimer dignement les sentimens qui l'animent. Elle le charge de faire part de son Arrêté à l'Assemblée Nationale, et de lui offrir l'hommage de tous les renseignemens qu'elle peut lui donner, lorsqu'elle s'occupera des finances. »

« Arrêté en outre que deux de Messeigneurs les Conseillers Maîtres se transporteront incessamment à l'Hôtel-de-Ville, pour remettre à MM. de la Commune une copie de la présente Délibération. »

Et ensuite le Discours de M. *de Nicolay* au Roi, que nous croyons devoir rapporter.

« SIRE,

La Chambre des Comptes s'empresse de vous offrir ses respectueuses félicitations. Depuis quinze ans, Sire, vous êtes sur le trône, et vous n'êtes heureux que depuis un jour. Votre loyauté, votre présence viennent de rendre le calme à la capitale, et pré-

Digitized by Google

sagent la fin de nos malheurs. Votre Majesté s'unit entièrement à ses Sujets; la vérité, désormais, pourra se faire entendre sans altération et sans effort. Votre cœur ne veut plus d'intermédiaire entre le père et ses enfans; vertueux comme Louis XII, adorable comme Henri IV, il vous étoit réservé, Sire, et aux dignes Représentans de la Nation, de créer le bonheur public; c'est sous votre règne que les François devront proférer le serment de ne servir et de n'aimer que la Patrie et leur Roi.

M. le Président a annoncé qu'on venoit de lui remettre le Procès-verbal des Electeurs de Paris, dont M. *de Tolendal* a fait la lecture.

Un Membre des Communes a dit qu'il adoptoit une partie de la Motion de M. *de Lally-Tolendal*, la partie récitative. Il a proposé l'établissement d'un Tribunal pour juger les personnes qui avoient été arrêtées, et celles que le Peuple jugeroit coupables.

Un autre Député a pensé que l'Assemblée ne devoit s'occuper que de la Constitution, non des dissentions de Paris, ni d'autres événemens de cette espèce. Il a soutenu que les désordres et emportemens du Peuple étoient des orages ordinaires pendant les révolutions: la multitude pouvoit avoir eu raison de se faire justice; peut-être le sang versé n'étoit pas pur.....

Ces sentimens ayant excité un mouvement dans la Salle et dans les travées, l'Opinant a voté ensuite le Reglement des Municipalités, et l'établissement des Milices Bourgeoises, seul remede praticable. Les Tribunaux actuels étoient incompétens pour juger les personnes proscrites par le Peuple. L'avis de M. *de Mirabeau* étoit le seul à adopter. Les Dé-

Digitized by Google

putés de Paris devoient être autorisés à travailler au Réglement d'une bonne Municipalité. L'Opinant a fini par faire un projet d'Arrêté pour lever des Milices Bourgeoises, le jugement des personnes arrêtées et de celles qui le seroient, et l'autorisation des Députés de Paris pour le Réglement de la Municipalité.

Un Député de la Noblesse s'est élevé contre l'érection d'un Tribunal extraordinaire; ces Commissions étant aussi odieuses que dignes de l'être.

M. *de Mirabeau* a exposé des observations sur l'Arrêté de MM. les Electeurs; Arrêté auquel on ne pouvoit déférer, puisque l'autorité de ses Auteurs étoit disputée. La ville de Paris avoit besoin de beaucoup de lumières pour rédiger les lois de sa Municipalité, les secours de l'Assemblée lui étoient nécessaires, et dans la Séance du lendemain, il liroit un projet de Réglement à cet égard.

Un Membre des Communes a fortement repoussé toutes Commissions, juges des personnes déclarées coupables par le Peuple; on devoit se borner à promettre de nommer un Tribunal *ad hoc*, qui seroit chargé de la responsabilité des Ministres, à l'époque où l'Assemblée établiroit la Constitution; suivant lui, il n'y avoit lieu à délibérer dans ce moment.

M. *Antoine* est revenu à l'idée d'une Commission judiciaire; il a prié l'Assemblée de la créer.

Un Noble a objecté qu'on s'éloignoit de la question présentée. Elle consistoit à admettre ou à rejeter la proclamation, à opter entre l'avis de M. *de Lally*, et celui de M. *de Mirabeau* en faveur duquel il se déclaroit.

Digitized by Google

M. le Comte *Mathieu de Montmorenci* a adopté la Motion de M. *de Lally-Tolendal*. Les autres objets proposés ne pouvoient pas être discutés et arrêtés sur-le-champ; il étoit du devoir de l'Assemblée de rendre à un Tribunal quelconque son pouvoir exécutif; mais on devoit commencer par une proclamation.

M. *Camus* a proposé de faire assembler dans un Bureau les Députés de Paris, conjointement avec M. *de Mirabeau*, afin de travailler au Règlement de la Municipalité, et rapporter ensuite leur plan.

M. le Marquis *de Gouy d'Arcy* a rendu compte des scènes affreuses qu'il avoit vues la veille à Paris; il a réfuté le Discours de M. *Barnave*, et annoncé qu'il avoit lu les noms de plusieurs Députés dans la liste des proscriptions faites par le Peuple. Il a opiné à réunir tous les moyens proposés, à rédiger un Arrêté ou une proclamation; envoyer aux Electeurs de Paris les Députés de cette ville, et former la Municipalité. Dans le cas où le Peuple ne se calmeroit pas, il falloit envoyer à Paris une nouvelle Députation.

M. *Mounier* a soutenu avec une force lumineuse la proclamation rédigée de nouveau par M. *de Lally*. Il a fait sentir le danger qui résulteroit du plus long silence de l'Assemblée; silence qui paroîtroit approuver la violence du Peuple.

M. l'Evêque de Laon a applaudi à la proclamation de M *de Tolendal*, en déclarant qu'elle contribueroit beaucoup à la réussite du plan proposé par M. *de Mirabeau*.

M. *de Lally-Tolendal* a soutenu de nouveau sa Motion avec une rare énergie.

Un Député des Electeurs de Paris a paru

Digitized by Google

à la Barre pour demander la création d'un Tribunal. Il a lu ensuite l'Arrêté que les Electeurs ont rendu à ce sujet.

M. *de Volney* a dit : Qu'il existoit à Paris trois pouvoirs, les Electeurs, le Comité-Permanent, et les soixante personnes nommées dans les quartiers pour former le Corps Municipal. Le Comité et les Electeurs ne formoient pas des Corps légaux. La proposition de M. *de Mirabeau* devoit être un des premiers objets de délibération ; l'avis ouvert par un des Préopinans, de promettre au Peuple le jugement des coupables, étoit très-sage, et la ville de Paris ne désiroit pas autre chose; ce moyen étoit le seul efficace. Il s'est récrié sur ce qu'il avoit vu la veille au Palais-Royal, au moment où l'on y trainoit les restes des victimes. On devoit prendre les moyens les plus prompts, faire connoître au Peuple l'improbation de l'Assemblée, et réunir tous les moyens proposés.

M. *Demeunier* a rejeté l'établissement d'une Commission ; les personnes présumées coupables devoient être laissées en prison, jusqu'à ce que l'Assemblée eut creé un Tribunal compétent à l'époque de la Constitution.

Les avis se multiplioient et se croisoient sans fin, lorsque M. le Président a résumé toutes les propositions faites.

On a relu la proclamation, et le débat a recommencé.

Un Député a demandé la création d'un Comité pour la recherche des coupables, et recevoir les dénonciations du Peuple. Cet avis a été combattu. Enfin, M. le Président a renvoyé la proclamation avec les amende-

mens

Digitized by Google

mens et autres Motions, à l'examen des Bureaux, en annonçant qu'ils se formeroient à cinq heures et demie, et l'Assemblée à huit.

M. le Président de la Cour des Aides est entré dans l'enceinte et a prononcé un Discours applaudi universellement. M. l'Abbé *Syeyes* a lu l'Arrêté de cette Compagnie.

M. *Hocquard* s'est retiré après avoir reçu de nouveaux applaudissemens.

La Séance s'est levée à trois heures passées.

Du 23 au soir. Après le compte rendu de l'opinion des Bureaux, divers Membres ont renouvelé les Motions déja traitées : L'un renvoyoit les oppresseurs du Peuple aux Tribunaux ordinaires ; l'autre proposoit un Corps judiciaire composé de Magistrats et de Jurés ; un troisième renvoyoit le jugement aux Jurés seuls ; un quatrième proscrivoit tout Tribunal provisoire, extraordinaire, ou définitif La Motion, relative à l'établissement de la Municipalité de Paris, a aussi reparu, et de nouveau a été repoussée ; enfin, l'on a opiné sur celle de M. *de Lally-Tolendal*, à laquelle ce Député avoit joint un amendement, ou plutôt une addition, par laquelle il sera déclaré au Peuple, qu'on ne peut punir aucuns coupables sans le Ministère des Lois et de la Justice, et que, dans le Code politique dont on s'occupe, il sera institué un Tribunal chargé de punir les oppresseurs.

La Motion et l'amendement ayant été admis, on les a renvoyés au Comité de rédaction, qui en a apporté la minute vers une heure du matin : il a été arrêté que cette proclamation seroit publiée et affichée.

Digitized by Google

Du 24 juillet. M. *de Villers*, Député de la Noblesse de Gien, a remis sur le Bureau de nouveaux pouvoirs, qui lui permettent de voter par tête, & lui donnent toute liberté.

M. le Comte *de Montrevel*, Député de Mâcon, en a reçu de pareils.

On a fait la lecture d'une adresse de la ville d'Arras, & ensuite mention de celles de Saint-Sauveur, Meaux, Lure, Rheims, &c. On a lu aussi l'extrait de différentes lettres & demandes, reçues depuis plusieurs jours.

M. *Grégoire* a fait lecture des Procès-verbaux de la veille.

On a présenté le rapport de la contestation survenue au sujet de la seconde élection de M. le Cardinal *de Rohan*, Evêque de Strasbourg. Ce Prélat étant malade, avoit refusé de se rendre à Versailles, & demandé que M. l'Abbé *Bou*, son Suppléant, s'y rendît, en se réservant le droit de siéger aux Etats-Généraux aussitôt que sa santé le lui permettroit. Il a protesté par-devant Notaire, contre la lettre de M. le Garde des Sceaux, qui déclare qu'au refus de M. le Cardinal, M. l'Abbé *Bou* est le vrai Député du Clergé d'Haguenau. Ce Clergé, par l'organe de son Comité permanent, n'a autorisé M. l'Abbé *Bou* à prendre Séance que jusqu'à l'époque où M. le Cardinal voudroit s'y rendre. La majorité du Comité de vérification a été d'avis d'écrire à M. le Cardinal, pour savoir s'il vouloit se rendre à l'Assemblée.

M. l'Abbé *d'Aymar* a dit qu'on ne pouvoit affoiblir le témoignage flatteur & honorable que le Clergé d'Haguenau avoit rendu deux fois à son Prince Evêque. Il a exposé l'injustice de la lettre de M. le Garde des Sceaux, & fait lecture d'une lettre de M. le Cardinal, par laquelle ce Prélat lui mande qu'il accepte la députation. Il a fait part de la procuration qu'il en avoit reçu.

Digitized by Google

M. l'Abbé *Bou* a plaidé la cause.

M. *Hébrard* a observé que M. le Cardinal avoit été malade du très-exprès commandement des Ministres.

M. *de Saint-Fargeau* a soutenu qu'on devoit admettre M. le Cardinal, puisqu'il n'avoit pas refusé ; & qu'eût-il refusé, son refus n'avoit pas été accepté. D'ailleurs, le Suppléant n'auroit pas dû se présenter. L'Opinant s'est estimé heureux d'avoir pu deux fois donner sa voix, pour soustraire M. le Cardinal au pouvoir arbitraire.

M. le Comte *de Montmorency* a lu l'article de ses Cahiers, qui le charge de demander la révocation de la Lettre d'exil de M. le Cardinal, & a parlé ensuite en sa faveur.

Un Membre de la Noblesse a observé que la Lettre du Garde des Sceaux étoit formellement contraire au Règlement.

La question mise aux voix en ces termes, M. le Cardinal *de Rohan* doit-il être admis ou non? S. E. a été admise par 655 voix contre 37.

M. *Hébrard* a rapporté que les Députations du Clergé & des Communes de Bretagne avoient été attaquées par le Haut-Clergé & la Noblesse. Il a fait le rapport des Protestations, après avoir rendu compte de la formation vicieuse des Etats de cette Province.

L'avis du Comité de vérification a été que les Députations du Clergé & des Communes sont valables & régulières ; que le Clergé de l'Evêché de Léon étoit le Maître de s'assembler pour nommer ses deux Députés, & qu'on devoit laisser à la Noblesse le droit d'envoyer les siens quand elle le jugeroit à propos.

M. *de Baumez* s'est élevé contre les Protestations de la Noblesse de Bretagne.

Digitized by Google

Un Membre des Communes a soutenu la validité des Elections.

M. le Président a demandé de prononcer par *assis* ou *debout*.

Les Députés Bretons sont sortis.

M. le Président a posé la Délibération de cette manière :

L'Opposition du Haut-Clergé & de la Noblesse de Bretagne, sera-t-elle admise ou non ?

Elle a été rejetée à une très-grande majorité.

Les Députés de Bretagne sont rentrés au bruit des applaudissemens.

Sur l'avis de M. *Coroller*, appuyé par M. *Chapelier*, que l'Assemblée invitât le Clergé de Bretagne à compléter sa Députation, & la Noblesse de la même Province, à nommer ses Députés, il a été arrêté que les Députés nommés du Clergé & des Communes de Bretagne étoient admis, sauf au Clergé à compléter sa Députation, & à la Noblesse a former la sienne.

Une Députation de la ville de Rouen a paru à la Barre; l'un des Députés a prononcé un Discours fort applaudi.

M. le Président lui a répondu.

M. *Dubois de Crancé* a lu une Motion tendante à ne permettre l'exercice de la votation qu'aux Députés dont les Pouvoirs auroient été vérifiés, & à arrêter que l'Assemblée n'admettroit aucun Député, dont les Pouvoirs n'auroient pas été vérifiés en commun.

M. le Président a demandé le vœu de l'Assemblée sur la question.

Sur quoi M. le Prince *de Poix* a prié l'Assemblée de rendre un Arrêté pour ordonner à la Noblesse de Bretagne de se réunir à l'Assemblée Nationale.

Un Membre de la Noblesse a dit qu'il étoit

Digitized by Google

expressément chargé de défendre la Cause des Provinces absentes.

M. le Comte *de Crillon* a lu le projet d'Arrêté, rédigé d'après la Motion de M. *Dubois de Crancé*, & il a été pris à l'unanimité.

M. le Comte *de Mirabeau* ayant demandé que sa Motion du Jeudi fût discutée, M. le Président a répondu qu'elle seroit examinée le soir dans les Bureaux, & décidée ensuite par l'Assemblée.

La Séance levée à trois heures, a été ajournée à huit heures du soir.

Séance du soir, même jour. Un Député de Paris a dit, qu'il régnoit une grande union entre les Districts de la capitale & le Comité permanent, & que les Districts s'occupoient de la Rédaction d'un Règlement de Municipalité.

M. le Président a prié l'Assemblée de déclarer s'il y avoit lieu à délibérer sur la Motion de M. *de Mirabeau*.

L'Assemblée a prononcé unanimement qu'il n'y avoit lieu à délibérer.

Un Membre du 29e. Bureau a prié MM. du Comité de la Constitution, de communiquer incessamment à l'Assemblée le commencement de leurs travaux, seul moyen de ramener le calme.

M. *Fréteau* a fait la même demande au nom de son Bureau.

M. le Comte *de Montmorency* a prié M. le Président de presser MM. du Comité.

Inutilement un Membre a voulu proposer un Arrêté, M. le Président a prié le Comité de la Constitution, de faire son rapport Lundi prochain.

A suivi un long rapport d'une Protestation du Conseil de Perpignan, contre l'Election des Députés des Communes. L'avis unanime du Bureau

Digitized by Google

de vérification avoit été contre cet Acte, & l'Assemblée en a confirmé la rejection.

La Séance a été terminée par une Motion de M. *Huart*, pour la Création d'un Comité de Commerce, composé de 60 personnes.

Du 25 juillet. Lecture des Adresses de plusieurs Villes.

Une Députation de la ville de Dieppe est entrée; l'un des Députés a prononcé un long Discours.

On a fait part de la réception de plusieurs Adresses.

M. le Président a annoncé qu'un Courrier envoyé par la ville de *Vesoul* en Franche-Comté, venoit de lui remettre une Lettre, dont il a fait lecture.

Vesoul, ce 22 juillet 1789.

NOSSEIGNEURS,

» La ville de Vesoul ne veut point affliger l'Assemblée nationale par le récit de tous les désordres portés à l'excès dans son Bailliage : les châteaux brûlés, démolis, pillés au moins; toutes les Archives enfoncées, les Registres & Terriers enlevés, les dépôts violés, les plus horribles menaces & des violences extrêmes.

» La ville de Vesoul se borne à conjurer l'Assemblée nationale de rendre un décret qui puisse ramener la tranquillité publique parmi les gens de la campagne, qui semblent douter de la vérité des derniers imprimés qui ont été envoyés aux Commandans des Provinces.

» Un arrêté de l'Assemblée nationale calmera la partie saine du Peuple des campagnes; mais comme il s'est formé, en même-temps, des bandes de gens sans aveu, il seroit essentiel en-

Digitized by Google

core que l'Assemblée nationale, par le même arrêté, autorisât d'employer la force pour les contenir.

» Telle est la demande respectueuse & pressante de la ville de Vesoul, représentée par les membres du Comité soussignés, qu'elle a nommés pour pourvoir à la sûreté publique.

Signés, le Comte de *Scheomberg*, *de Saladin*, *Jacquet de Fleury*, Maire; le Vicomte *de Monts*, *Duval*, Conseiller au Présidial; *Saint-Vergeux*, *Bailly*, Avocat; *le Vert*, Officier Municipal; *Noirot*, Avocat; *Viguenon*, Avocat; *Garnier*, Conseiller au Présidial, & autres.

M. *de Raze*, Lieutenant-Général du Bailliage de Vesoul, & premier Député des Communes d'Amont, a fait le récit du forfait qui avoit donné lieu à ces violences, & lu le Procès-verbal dressé par la Maréchaussée.

Il en résulte qu'un Magistrat, Seigneur de *Quincey*, avoit invité à une fête, dans son Château, plusieurs personnes qui se disposoient à célébrer à Vesoul la réunion des trois Ordres. On dansoit dans son parc, lorsque l'explosion d'une mine fit sauter les convives. Trois Militaires & deux Bourgeois ont péri par cette horrible trahison; plusieurs autres ont été blessés.

M. le Président a rapporté qu'un Electeur de Paris lui avoit remis la veille, à l'issue de la Séance, un paquet contenant plusieurs lettres, tant ouvertes que cachetées, trouvées dans les mains de M. le Baron *de Castelnau*, Président de France à Genève, & envoyées au Comité-Permanent par le Député des Petits-Augustins. M. le Président a remis le paquet à l'Electeur pour le rendre à M. *Bailly*.

Il a ensuite informé l'Assemblée que M. le Comte *de Crillon* lui avoit annoncé, que sa santé le forçoit de se retirer pour se rendre aux eaux.

Digitized by Google

La Motion faite la veille par *M. Huart*, pour la formation d'un Bureau de Commerce, a été proposée à l'Assemblée, qui l'a rejettée sans délibération.

M. *Barrère de Vieusac* a fait le rapport de la vérification de plusieurs pouvoirs.

Il a passé ensuite au rapport des Députés du Clergé de Béarn, qui ont été admis unanimement.

M. *Salomon* a fait le rapport de la double Députation des Communes d'Aunis. Cette Province s'est fondée sur ce qu'en 1614, elle avoit fourni trois Députés des Communes, & quatre dans la Convocation de 1649, ainsi que sur l'augmentation de la Population, de l'Agriculture, des Richesses, & l'avantage du Port de Rochefort. Le Comité de Vérification l'a rejettée, par la raison que, si elle étoit admise, toutes les Provinces seroient en droit de réclamer. l'Assemblée a confirmé cette résolution.

M. le Comte de *Châtenay-Lanti* a demandé que toutes les lettres & paquets arrêtés à Paris & dans les Provinces, fussent remis à un Bureau nommé par l'Assemblée, pour lui être communiqués.

M. *Salomon* a fait le rapport de la double Députation des Communes de Montpellier. Elle a été rejettée unanimement. Cette ville s'étoit fondée sur les mêmes raisons que la Rochelle.

M. le Président, d'après la demande d'un Député, a proposé d'admettre les Membres qui composent les doubles représentations comme Suppléans; & cet avis a passé unanimement.

M. le Comte *de Ségur* a proposé une Motion relative à l'attentat du Château de Quincey: elle porte que M. le Président se retirera devers le Roi, pour supplier Sa Majesté, d'ordonner au Tribunal le plus prochain de poursuivre & punir les auteurs & complices de

Digitized by Google

forfait, & d'enjoindre à ſes Miniſtres dans les Cours étrangères, de les réclamer pour les faire conduire en France.

On a fait le rapport de la réclamation des Communes du Queſnoi, qui ont nommé une double Députation, & chargé les Députés de la première de faire admettre ceux de la ſeconde, ou du moins comme Suppléans.

Cette double Députation a été rejetée unanimement. On a fait la lecture du Procès-verbal de la veille.

M. le Comte *de Sérent* a obſervé, touchant cette lecture, que les trois Ordres étant réunis, on ne devoit plus mettre dans les Procès-verbaux, un Membre du Clergé, de la Nobleſſe ou des Communes, mais un membre de l'Aſſemblée.

Il a lu enſuite un projet d'Arrêté conforme à ſa Motion ſur l'attentat de *Quincey*.

Un membre de la Nobleſſe a réclamé contre l'article qui exprime que le Roi ſera ſupplié de faire punir les coupables.

Un Membre des Communes a dit, qu'on devoit charger les Juges Royaux de Veſoul, d'inſtruire la Procédure, & de décreter.

Un Préopinant du même Ordre a obſervé que l'Aſſemblée ne pouvoit autoriſer un Juge inférieur à décreter un Juge ſupérieur; & qu'on ne devoit pas douter de l'empreſſement du Parlement de Beſançon à inſtruire ce Procès.

M. le Duc *de Villequier* a dit que M. *de Grosbois*, premier Préſident du Parlement de Beſançon, l'avoit aſſuré que ſa Cour avoit nommé des Commiſſaires pour inſtruire cette Procédure, conjointement avec les Juges de Veſoul & les Officiers de la Maréchauſſée.

Un Député des Communes de Franche-Comté a déclaré que la haine contre le Parlement, occaſionnoit la fermentation du Peuple, qui ſe

Digitized by Google

souleveroit si les Commissaires & cette Cour se chargeoient du jugement d'un pareil crime.

Un autre membre des Communes a rappelé que le droit d'être jugé par ses Pairs, devoit être commun à tous les états.

Un membre de la Noblesse a soutenu que tous les Juges du Royaume avoient le droit de décréter toutes personnes quelconques.

Un Député des Communes d'Amont a dit, qu'il falloit promettre au Peuple la punition des coupables, & de les livrer au Tribunal créé par l'Assemblée, & dans la Constitution.

M. *Barnave* a opiné à ce que l'Assemblée supplîât le Roi d'ordonner l'exécution rigoureuse de toutes les Lois du Royaume. La punition ne sauroit être trop prompte. Tous les Juges avoient le droit de décréter, & le cours ordinaire des Procédures ne sauroit être suivi trop exactement. Ce crime, au reste, n'étoit pas un crime *de Lèze-Nation*, comme l'avoit assuré un Préopinant.

M. le Vicomte *de Toulongeon* a exposé que tous les Députés de Franche-Comté venoient de se réunir dans un Bureau; qu'ils avoient pensé qu'on ne devoit pas suivre les moyens ordinaires pour calmer le Peuple; que le Parlement de Besançon s'étant nouvellement récusé dans le jugement de prisonniers, arrêtés pour cause d'émeute relative à la disette, se récuseroit aussi dans une affaire qui intéresse un de ses membres. Il a demandé que les Juges de Vesoul fussent autorisés à instruire & à finir cette Procédure. Il a prié l'Assemblée de rendre un décret qui déclare qu'elle s'occupera de ce jugement, & d'autoriser les 26 Députés de Franche-Comté à écrire une lettre aux Juges de Vesoul.

M. *Tronchet* a demandé qu'on suppliât le Roi d'envoyer des Lettres-Patentes au Prési-

Digitized by Google

dial de Vesoul, afin de juger ce crime; sauf l'appel à un Parlement.

Un Membre vouloit que les Lettres-Patentes ordonnassent au Bailliage de Vesoul de juger en dernier ressort.

M. le Duc *du Châtenay* a adopté l'avis de M. *de Sérent*, et déclaré qu'il regardoit cet attentat comme un crime de lèze-nation.

Suivant M. le Comte *de Virieu*, l'Assemblée ne pouvoit détruire les lois, tout Juge avoit le droit d'informer et de décréter; il opinoit pour l'obtention de Lettres-Patentes qui ordonnent aux Juges de Vesoul d'instruire la procédure et de décréter.

M. *Tronchet* a repris la parole et soutenu de nouveau sa motion.

M. l'Evêque de Langres a demandé que les coupables fussent jugés par des Juges aimés de la Province; il a opiné pour demander au Roi justice du crime, et sûreté de la Province. Il a approuvé la motion de M. *de Sérent*.

Un Membre des Communes a observé qu'il falloit rendre aux Juges des lieux le droit d'informer, de décréter et de juger, sauf l'appel; et que, quant aux Lettres-Patentes, le Parlement de Besançon ne les enregistreroit pas. L'Assemblée nationale avoit le droit de concourir avec le Roi à la rédaction des Lettres-Patentes.

M. *Muguet* a approuvé la motion de M. *de Sérent*. Il a fait part à l'Assemblée de la haine de la Province contre le Parlement de Besançon; il a ajouté que tous les Députés des Communes de cette Province étoient chargés expressément d'en demander la suppression.

Un Prélat a dit qu'on ne pouvoit demander des Lettres-Patentes pour déroger aux

Digitized by Google

Arrêts de Réglement des Parlemens, et que le Roi ne pouvoit les accorder.

M. l'Abbé *de Montesquiou* a remarqué que les Parlemens n'avoient le droit de faire des Arrêts de Réglement que pour la police. Il a opiné au renvoi de la procédure au Bailliage de Vesoul.

M. *Regnauld d'Epercy* a dit que le coupable n'étant point arrêté, le Parlement n'étoit pas en droit de revendiquer le jugement. Suivant lui, les Lettres-Patentes étoient nécessaires pour permettre au Présidial de Vesoul de juger les coupables, attendu l'Arrêté du Parlement. Il a demandé que les Députés de la Province fussent autorisés à solliciter les Lettres-Patentes. Enfin, il a admis l'avis de M. *de Sérent*.

M. le Président a proposé d'aller aux voix sur l'avis proposé par M. *de Raze*, sur la motion de M. *de Sérent*, réunie aux observations de MM. *de Toulongeon* et *d'Epercy*. La motion de M. *de Sérent* a été admise unanimement. L'Assemblée a déclaré qu'il n'y avoit lieu à délibérer sur la demande de l'obtention des Lettres-Patentes. M. *de Raze* a retiré son amendement. L'Assemblée n'a point voulu autoriser les Députés de Franche-Comté à solliciter les Lettres-Patentes.

Un Membre des Communes a rouvert l'opinion de M. *du Châtenay-Lanti*, relative aux lettres et paquets interceptés.

M. le Comte *du Châtenay* a fait une seconde lecture de sa motion. Il a demandé ensuite que la Municipalité de Paris fût autorisée à rassembler les papiers trouvés à la Bastille, et à les faire imprimer.

Digitized by Google

Un Membre des Communes a présenté quelques observations sur le renvoi des papiers fait par M. le Président. A son avis, personne autre que l'Assemblée ne pouvoit connoître de ce qui intéresse la Nation. Il a voté pour la remise de ces papiers.

M. le Président a demandé s'il y avoit lieu à délibérer. L'Assemblée a déclaré qu'il y avoit lieu.

Il a proposé de renvoyer l'examen dans les Bureaux, ou de délibérer sur-le-champ. Il y a eu partage dans les opinions par *assis* ou *levé*; on a demandé alors d'aller aux voix.

M. *Camus* a exposé qu'on ne pouvoit violer la foi publique des lettres, que d'après un décret rendu par l'Assemblée, et qu'on ne pouvoit pas plus violer les lettres envoyées par des courriers ou autres personnes, que celles de la poste. Il a observé que la plupart des papiers saisis sont écrits par des personnes détenues, ou adressés à des personnes arrêtées, et que par conséquent on avoit eu le droit de s'en nantir; mais, qu'arrêter des lettres adressées à des personnes libres, ce seroit violer le droit naturel. Il a ajouté qu'on ne pouvoit admettre la motion dans les termes vagues dont elle étoit conçue.

Un Noble a réclamé le vœu de son cahier, qui le charge de requérir un décret national, par lequel aucune lettre ne soit remise à un Tribunal quelconque, que par la personne qui l'a écrite, ou par celle qui l'a reçue.

M. *de Gouy d'Arcy* a observé que, dans les circonstances présentes, on ne pouvoit intercepter les lettres et courriers avec trop de rigueur. Il a voté pour la remise des paquets suspects à l'Assemblée. Une partie de ce

Digitized by Google

discours a été improuvée de plusieurs Membres.

Un Député des Communes a représenté que, dans toute Société politique, personne n'est censé suspect ni en fuite, lorsqu'il n'a point été dénoncé.

Un Noble a dit qu'on ne pouvoit ni ne devoit violer la foi de la poste, ni arrêter les lettres dont un particulier étoit porteur, puisque c'étoit violer la liberté même.

M. *Fréteau* a soutenu qu'on ne pouvoit supprimer les papiers arrêtés. Il a réfuté une partie du discours de M *de Gouy d'Arcy*., et déclaré que l'Assemblée ne devoit point demander l'apport des papiers. Il a fini par proposer l'ajournement de la motion à huitaine.

Un Noble a demandé le renvoi de cette motion aux Bureaux. M. *Dupont* s'est récrié contre la violation des lettres. Il a fait un discours très-sage à ce sujet, et rendu compte à l'Assemblée, des manœuvres qui avoient perdu M *Turgot*, par le moyen de quelques correspondances simulées et interceptées.

M. le Président a proposé de renvoyer l'examen de la question aux Bureaux; ce qui a été resolu. La Séance a été levée à trois heures passées

De Paris, le 30 juillet.

Ordonnance du Roi, du 14 juillet 1789, portant suppression de la punition des coups de *plat de sabre* dans ses troupes.

Sa Majesté, depuis son Ordonnance du 25 mars 1776, portant Réglement sur l'administration de tous les Corps, la discipline, la subordination, la police intérieure, les

Digitized by Google

punitions, etc. etc., ayant été à portée de juger de l'effet qu'a produit, dans ses troupes, la punition des coups de plat de sabre, établie par sadite Ordonnance, et par son Règlement du premier juillet 1788, Elle a supprimé et supprime, par la présente Ordonnance, ladite punition des coups de plat de sabre; voulant Sa Majesté que la peine des coups de plat de sabre soit, à l'avenir, remplacée par celle de la prison, ou autres punitions réglées pour la discipline militaire, suivant l'exigeance des cas. Mande et ordonne Sa Majesté aux Officiers-généraux ayant commandement sur ses troupes, aux Gouverneurs et aux Lieutenans-généraux dans ses provinces, aux Colonels, et à tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance.

Idem, concernant le Conseil de la Guerre.

Sa Majesté ayant, par son Règlement du 9 octobre 1787, établi un Conseil d'Administration du Département de la Guerre, sous le titre de *Conseil de la Guerre*, et fixé tout ce qui devoit avoir rapport audit Conseil, par un Règlement particulier du 23 du même mois, Elle ne peut que témoigner sa satisfaction du zèle et de l'application des Officiers-généraux, dont ledit Conseil a été composé. Les opérations dont ces Officiers ont eu à s'occuper étant terminées, et Sa Majesté se réservant particulièrement de donner son attention à toutes les parties de ladite Administration, Elle a supprimé et supprime, par la présente Ordonnance, ledit Conseil d'Administration du Département de la Guerre, sous le titre de *Conseil*

Digitized by Google

de la Guerre, ainsi que les Directoires qui ont été formés relativement à ladite Administration; et Sa Majesté fait cesser, en conséquence, à compter de ce jour, tous les traitemens et dépenses concernant lesdits Conseil et Directoires. Mande et ordonne, Sa Majesté, à tous qu'il appartiendra, de se conformer à la présente Ordonnance.

Nous nous sommes renfermés, la semaine dernière, dans le récit très-sommaire des principaux, et à jamais mémorables évènemens, dont cette Capitale fut le théâtre il y a quinze jours. Nous en donnerons une relation plus circonstanciée; mais ce seroit se rendre coupable de légèreté, que d'entreprendre, en ce moment, le détail des particularités. Rarement voit-on juste les objets pendant l'orage; le temps seul, et des informations exactes, font succéder la connoissance des faits à celle des rumeurs. Mille rapports contradictoires, ou dénués d'authenticité, ne sont pas des matériaux d'histoire. Le respect de la vérité et celui de l'intérêt public, doivent précéder toute autre considération; l'un et l'autre nous imposent le devoir de ne rapporter que des évènemens certains.

L'entrée du Roi dans la Capitale, au milieu d'un Peuple immense, rassemblé, sans tumulte, sur tous les lieux de son passage, sa présence à l'Hôtel-de-Ville, la nomination d'un Chef distingué

Digitized by Google

au Commandement de la Milice Parisienne, le zèle sage, et l'activité non interrompue des Assemblées de District, la conduite vigilante de l'Hôtel-de-Ville et la certitude du rappel de M. *Necker*, ainsi que des autres Ministres éloignés, ramenèrent la sécurité.

Le dimanche suivant, S. M. rendit le porte-feuille des Affaires Etrangères à M. le Comte *de Montmorin*, et nomma M. le Comte *de Saint-Priest*, au Ministère de sa Maison. Le Département de la Guerre et les Sceaux restèrent vacans, et le sont encore.

Le Comité-Permanent de l'Hôtel-de-Ville établit une Correspondance intime avec les 60 Assemblées de District; M. le Marquis *de la Fayette* confirmé, par élection, dans son emploi de Général de la Milice Parisienne, lui donna une forme provisoire qui maintenoit la tranquillité. Des désordres déplorables affligeoient quelques cantons voisins de nous, sans qu'on eût à se plaindre d'excès pareils dans la Capitale. Toutes les précautions furent prises et exécutées pour en assurer les subsistances. Jusqu'aux Spectacles publics avoient été rouverts, quoiqu'à-peu-près désertés; la Bourse et les payemens publics reprirent leur activité.

Mais il eût été surnaturel qu'une fermentation, causée par des alarmes si récentes et par des mécontentemens si longs, s'assoupît entièrement dans une

Digitized by Google

ville immense, sans ramener des incidens fâcheux. Elle étoit entretenue par une foule d'imprimés volans et calomnieux, publiés sans noms d'Imprimeur, sagement proscrits, le 24, par le Comité-Provisoire de l'Hôtel-de-Ville, et où les bruits courans étoient transformés en vérités positives, ou en découvertes. De ce nombre fut celui que des travaux exécutés à Montmartre, pour occuper de pauvres ouvriers, avoient été consacrés à la construction d'un chemin, destiné à faire monter du canon sur cette butte, pour y placer des batteries, et foudroyer la ville. MM. les Officiers Municipaux eurent l'attention de détruire cette rumeur, en publiant que la route entreprise, étoit destinée à faciliter le transport des farines, depuis les moulins jusqu'au village de Montmartre.

Au moment de la révolution du Ministère, le 13, on parla de M. *Foulon*, Conseiller d'Etat, comme étant désigné à y prendre place. On assure que ce vieillard, âgé de 74 ans, avoit refusé ce dangereux honneur. Quoi qu'il en soit, retiré dans sa terre de Morangier, à quelques lieues de Paris, il crut nécessaire à sa sûreté de se rendre, le 21, au village de Viry peu éloigné de Morangier. Il y fut arrêté dans la nuit du 22, par un grand nombre d'Habitans, et conduit à l'Hôtel de-Ville, où il arriva vers les

Digitized by Google

trois heures du matin. A cette nouvelle, le Peuple se porta à la place de Grève, et d'heure en heure cette foule grossissoit. Vainement, M. le Maire, beaucoup d'Electeurs, et des Députations successives, s'efforcèrent de calmer la multitude; elle demandoit avec fureur le prisonnier, et força les barrières de l'Hôtel-de-Ville. Dans cette extrémité, et pour gagner du temps, un des Electeurs proposa de former sur-le-champ un Tribunal, et de juger la victime. M. *de la Fayette*, survenant, épuisa, durant une heure et demie, toutes les ressources de la persuasion pour désarmer la vengeance populaire, en sollicitant que, conformément à l'Arrêté des Electeurs, M. *Foulon* fût conduit à la prison de l'Abbaye Saint-Germain, qu'un Député de chaque District y entendît ses dispositions, et que des Juges nommés par l'Assemblée nationale prononçassent le jugement. Toutes ces démarches furent inutiles. On arracha le prisonnier de l'Hôtel-de-Ville, on le traîna sur la place, il y fut pendu à deux reprises; sa tête et son corps, promenés dans les principales rues, firent toute la soirée l'effroi des Citoyens compâtissans.

Pendant cette tragédie, on avoit le jour même, arrêté à Compiègne, M. *Berthier de Sauvigny*, Intendant de Paris, M. *Bailly* et M. le Marquis *de la Fayette* avoient chargé M. *de la Rivière*, un des

Digitized by Google

Electeurs, et 250 hommes, de conduire ici en sûreté, ce prisonnier dont la multitude exigeoit la détention. Afin de prévénir qu'il n'arrivât de nuit, on expédia l'ordre de le faire coucher au Bourget ; mais la foule qui couvroit les rues et le chemin, ne permit pas au Courrier de pénétrer jusqu'à l'escorte de M. *Berthier.* A l'entrée de la ville, on brisa les côtés et l'impériale de sa voiture ; il traversa toute la rue Saint-Martin, à découvert, sans chapeau, ni perruque. A l'Hôtel-de-Ville, il subit un interrogatoire, et M. le Maire lui annonça qu'il alloit être conduit aux prisons de l'Abbaye. Sorti, avec sécurité, de l'Hôtel-de-Ville, et sous une escorte, il fut arraché des mains des Soldats, traîné sur la place encore teinte du sang de son beau-père, périt comme lui, et après sa mort essuya un traitement, dont l'histoire ne conservera que trop le souvenir.

Ces affreux évènemens, et l'annonce de plusieurs listes de proscriptions, semèrent une profonde alarme, et dictèrent aux Assemblées de District une Publication, par laquelle on invita les Citoyens de tout état, à veiller sur la sûreté et l'ordre public, à calmer les esprits, et à se conformer à l'Arrêté de l'Hôtel-de-Ville, qui enjoignoit la translation des Accusés à la prison de l'Abbaye Saint-Germain.

Digitized by Google

Depuis ces démarches, auxquelles on ne sauroit donner trop d'éloges, le calme a régné dans la Capitale.

Les 120 Députés nommés par les Communes des 60 Districts de la Ville de Paris, se sont assemblés, le 25, à l'Hôtel-de-ville. Ils ont proclamé de nouveau, et d'après le vœu manifesté par les délibérations de tous les Districts, M. *Bailly*, Maire de la Ville, et M. le Marquis *de la Fayette*, Général de la Milice Nationale de Paris. Ces deux Chefs civil et militaire, ont prêté le serment, et MM. les Députés de la Commune leur ont juré, au nom des Districts, de leur obéir dans tout ce qu'ils leur commanderoient pour le service public.

Cette Assemblée a arrêté ensuite que le Comité provisoire, celui des subsistances, celui des rapports, seroient composés des Députés des Districts et des Electeurs qui avoient géré jusques là les affaires de la Municipalité; que ces Electeurs, au patriotisme desquels la Commune a de si grandes obligations, seroient priés de donner leurs soins dans ces différens Comités, jusqu'à ce que la Constitution municipale ait été établie.

Seize Députés ont été adjoints à ces Comités, et seize Commissaires chargés de s'occuper d'un plan de Municipalité.

M. *Berthier de Sauvigny*, veuf depuis quelque temps, laisse 9 enfans. Dans le nombre des personnes qui furent arrêtées au milieu de ces jours effrayans, se trouvèrent M. le Marquis *de Lambert*, ci-devant Membre du Conseil de la Guerre : reconnu sous un déguise-

Digitized by Google

ment, on le conduisit à l'Hôtel-de-Ville, où après une journée de détention, il dut sa délivrance aux efforts de M. *de la Fayette*. M. le Baron *de Castelnau*, Ministre de France auprès de la République de Genève, et ayant une charge chez M. le Comte *d'Artois*, fut aussi arrêté dans une voiture de place, au bas du Pont-Royal, et conduit, heureusement pour lui, à l'Assemblée du District des Petits-Augustins, qui le fit relâcher pendant la nuit, après un interrogatoire. Les papiers trouvés sur lui furent envoyés à l'Hôtel-de-Ville, comme on l'a vu à l'article de l'Assemblée nationale. — Les scènes du mercredi inspirèrent un nouvel effroi, lorsqu'on apprit le lendemain que M. *Bailly* et M. *de la Fayette* insistoient sur leurs démissions. Les instances des bons Citoyens et le vœu de la Commune, prévinrent l'effet de cette résolution, et l'on fut tranquillisé le vendredi, en apprenant que la retraite de ces deux Chefs n'auroit pas lieu.

On travaille sans relâche à la démolition de la Bastille. Les registres, livres, papiers qui y étoient renfermés, ayant été pris et dispersés à l'instant de la conquête de ce lieu d'horreur, le Comité-Provisoire a exhorté les possesseurs de ces dépouilles curieuses, à les rapporter au dépôt qui en a été fait à l'Hôtel-de-Ville. Nous en avons vu quelques fragmens.

Digitized by Google

On connoissoit déja le seul document qui existât à la Bastille, touchant le fameux *Masque de fer*, ainsi il n'apprend absolument que ce qu'avoient publié le P. *Griffet*, *Voltaire* etc. On ne tirera à cet égard aucune lumière du dépôt de la Bastille; ce secret est, depuis quelques années, entre les mains d'une personne, qui le publiera avec les preuves justificatives.

De Bruxelles, M. *Necker* étoit passé à Francfort-sur-le-Mein, d'où il avoit pris la route des bords du Rhin, pour se rendre à Basle, et de là à sa terre de Copet, à deux lieues de Genève. C'est à Basle où il apprit l'évènement de son rappel; une indisposition et le besoin de repos l'ont obligé de suspendre son retour, qu'on attend dans le courant de la semaine (1).

LETTRE AU RÉDACTEUR.

» MONSIEUR,

» On lit, dans un Ouvrage qui se distribue par feuilles, sous le titre d'*Assemblée Nationale*, que lorsque les Députés de la Noblesse de Bordeaux ont demandé une extension de pouvoirs, une partie de cette Noblesse a saisi cette occasion pour nommer de nouveaux députés. Rien n'est moins exacte. Voici les faits: La Noblesse de Bordeaux ayant arrêté de donner des pouvoirs Impératifs, plusieurs Gentilshommes protestèrent contre un pareil mandat, & s'assemblèrent sous la Présidence du Sénéchal. Chaque Parti nomma des Députés. C'est entre ces deux Députations que l'Assemblée

(1) Il est arrivé le 28 à Versailles.

Digitized by Google

Nationale a prononcé en faveur de la première ; mais la seconde réclame encore. Elle soutient que le droit de représentation ne peut pas être ôté à des Citoyens qui ont défendu les principes constitutifs de l'Assemblée Nationale, & qui ne pouvoient pas concourir à la première Election, sans trahir ces principes & leur serment, & elle oppose aux nouveaux pouvoirs, que l'Assemblée qui les a donnés, a été convoquée d'une manière irrégulière, partielle & contraire au Réglement de S. M. »

» Je vous prie, Monsieur, de vouloir bien insérer ma Lettre dans votre Journal. Il est essentiel, dans un moment aussi intéressant pour la Nation, que les faits soient exactement consignés dans les dépôts que l'Histoire consultera un jour. »

J'ai l'honneur d'être, &c.

DE LADEBAT,

Commissaire de la Noblesse de Guienne, qui a protesté contre les Pouvoirs Impératifs.

Paris, 23 *Juillet* 1789.

Autre Lettre au Rédacteur.

Versailles le 22 *Juillet* 1789.

» Vous avez, Messieurs, par erreur, annoncé dans le N°. 30 du Mercure qui a paru le 11 Juillet dernier, à la page 63, que « le Baron *de Cernon*, » Député de la Noblesse de Châlons-sur-Marne, » a protesté contre les Délibérations qui seroient » prises par l'Assemblée Nationale, jusqu'à ce » qu'il ait reçu de nouveaux Pouvoirs : » le fait est que je n'ai jamais protesté, ni eu intention de le faire ; & que ne croyant pas avoir besoin de nouveaux Pouvoirs, j'ai, dès le jour de la réunion, pris voix délibérative à l'Assemblée Nationale. »

« J'ai l'honneur d'être, &c.

le Baron DE CERNON,

Député de la Noblesse du Bailliage de Chaalons-sur-Marne.

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE.

SAMEDI 8 AOUT 1789.

AVERTISSEMENT.

UN nouvel ordre de choses nécessite pour nous une innovation dont nous devons prévenir le Public. Dorénavant les Morceaux insérés dans ce Journal ne seront plus censurés, & par-là nous espérons qu'il acquerra un nouveau degré d'intérêt & d'utilité ; mais chacun dès-lors étant devenu son propre Censeur, ou les noms signés au bas feront connoître les Auteurs de chaque Morceau, ou M. IMBERT, en qualité de Rédacteur, répondra des Articles anonymes, étant censé l'Auteur de ces Articles, ou pouvant en déclarer les Auteurs (1).

Les circonstances actuelles nous prescrivent encore un autre changement. La partie Politique ayant pris aujourd'hui un intérêt prédominant, nous avons cru devoir l'augmenter, au besoin, d'une feuille, quelquefois d'une feuille & demie, & même deux feuilles. La première feuille sera prise sur la partie Littéraire.

Cette augmentation de la partie Politique n'aura lieu que pendant la tenue de l'Assemblée Natio-

(1) Les Articles, quand les Auteurs le désireront, seront imprimés anonymes ; mais on n'en intéressera aucun que l'Auteur n'ait signé son Manuscrit.

Digitized by Google

nale, & commence avec cet Ordinaire du Mercure.

Cet arrangement devenoit nécessaire pour ne pas augmenter le prix de ce Journal ; il nous étoit aussi prescrit par l'étendue que nous donnons au Journal de l'Assemblée Nationale, dont nous embrassons, à la fois, les débats & les résolutions, les discours & les documens fondamentaux. Tous les autres Articles du Journal Politique participeront aux avantages de la liberté qui nous est rendue. L'Article de France en particulier prendra un tout autre caractère, & nous ne serons plus obligés d'en puiser les nouvelles dans les Gazettes Etrangères pour les imprimer séparément : il fera nourri de tous les faits qui pourront intéresser les Souscripteurs.

M. Mallet du Pan, Citoyen de Genève, est seul Auteur de toute la partie Politique ; M. Framery, des Articles du Concert Spirituel, de l'Opéra, & du Spectacle de MONSIEUR, *Frère du* ROI ; *M. de Charnois, de la partie des Comédies Françoise & Italienne.*

PIÈCES FUGITIVES
EN VERS ET EN PROSE.

LE LAURIER REMPLACÉ PAR LE LIS.

Parodie du Myrte remplacé par la Rose, Pièce de Vers qui a paru cette année dans le N°. 27.

PLEUREZ, Héros ; pleurez, Phébus ;
Hélas ! vôtre Arbrisseau n'est plus !

Digitized by Google

Les bosquets de Délos ont perdu leur parure.
L'Hiver nous a ravi le Laurier d'Apollon (1) ;
Dans les champs des Fra. çois il reste sans verdure.
Quand du sage Necker il couronnoit le front,
On crut que des frimas il braveroit l'injure ;
Vain espoir ! il flétrit à côté des Vertus !...
Quel prix, quelle couronne au Guerrier magnanime
Offrira désormais la Gloire qui l'anime !...,
Pleurez, Héros ; pleurez, Phébus ;
Hélas ! votre Arbrisseau n'est plus !

Dans la lice éclatante où le jeune Poëte,
D'un Luth harmonieux fait retentir les sons,
Vainement il attend le prix de ses chansons ;
Il n'est plus de Laurier pour couronner sa tête...
Pleurez, Héros ; pleurez, Phébus ;
Hélas ! votre Arbrisseau n'est plus !

Les palmes de l'honneur, symboles de la gloire,
D'un louable désir n'enflamment plus nos cœurs :
Apollon a brisé ses pipeaux enchanteurs,
Et Mars même aux combats dédaigne une victoire.
Théatre des Vertus, école des Beaux-Arts,
O France, quelle nuit aujourd'hui t'environne !
Ton Idole n'est plus ; & sous ses étendards
J'entends rugir en vain la sanglante Bellone...
Pleurez, Héros ; pleurez, Phébus ;
Hélas ! votre Arbrisseau n'est plus !

(1) Très-peu de Lauriers ont résisté à la rigueur des froids qu'il a fait cette année.

Digitized by Google

MAIS quel beau jour renaît !... Quelle Déité sage
Frappe de ses rayons nos regards éblouis !...
Le règne de Bourbon est la gloire du Lis :
Sur sa tête chérie il étend son feuillage...,
Chantez, Héros ; chantez, Phébus ;
Le Lis a remplacé le Laurier qui n'est plus.

(*Par un Abonné.*)

Explication de la Charade, de l'Enigme & du Logogriphe du Mercure précédent.

LE mot de la Charade est *Cordon* ; celui de l'Enigme est *Fleur de Lis* ; celui du Logogriphe est *Forêt*, où l'on trouve *Fer*, *Or*, *Et*, *For*, *Fret*, *Rot*, *Ré*, *Fort*.

CHARADE.

LOUIS, pour ses Sujets, veut toujours mon premier,
Qui n'est cher à son cœur que joint à mon dernier,
Pour répandre sur eux sans cesse mon entier,

(*Par M. le Mqs. de la Parterie.*)

ÉNIGME.

JE ne suis pas un être d'importance,
Chacun aussi se sert de moi ;

Digitized by Google

De très-près j'approche le Roi,
Ainsi que gens de grande conséquence;
L'homme de robe, l'Avocat,
Le Financier, le Magistrat,
La Prude, ainsi que la Coquette,
Le Valet, comme la Soubrette,
Me mettent tous au même emploi;
Et tel qui me mépriſe
Et fait très-peu de cas de moi,
Ne me quitte pourtant pas plus que ſa chemiſe,
Et s'il ne m'avoit pas, ſeroit très-malheureux,
Seroit même, en ce cas, regardé comme un gueux.
Je repoſe la nuit ſur le ſein d'Iſabelle,
Par-tout j'accompagne ſes pas.
Tu vas, pour me trouver, démonter ta cervelle;
Ne cherche pas ſi loin, je ſuis entre tes bras.

(*Par M. l'Ab. Duboy, Etudiant.*)

LOGOGRIPHE.

Quoiqu'ayant quatre pieds, Lecteur, je ſuis bipède,
Et de tout temps je fus du genre féminin;
Retranches-tu mon chef, je ſuis un quadrupède,
Et je me trouve alors du sèxe maſculin.

(*Par M. J. S. C. H. R.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

SERMONS de feu M. DE GÉRY, *Chanoine regulier, ancien Abbé de Sainte Geneviève, & Supérieur Général de son Ordre en France. 6 Vol. in* 12. *A Paris, chez* Maquignon l'aîné, *Libraire, rue des Cordeliers.*

LEs Hommes de génie éprouvent souvent dans leur jeunesse une impulsion qui détermine la carrière où ils doivent entrer, & qu'ils sont destinés à parcourir avec gloire. M. de Géry, né avec les vrais talens qui constituent l'Orateur, ne put résister au penchant qui le portoit à annoncer la parole de Dieu. Avant d'être élevé au Sacerdoce, il monta plusieurs fois en chaire, & les fruits qu'il obtint de ses premiers travaux préfageoient la moisson abondante qu'il devoit recueillir. Bien différent de ces hommes qui, éblouis de leurs premiers succès, s'enivrent des applaudissemens du Public sans faire de nouveaux efforts pour s'en rendre dignes, & en qui la confiance prévient le mérite au lieu d'en être l'effet, M. de Géry se déroba pendant quelque temps aux louanges & aux acclamations, pour apprendre à les mieux mériter.

Digitized by Google

Voyant que la Providence l'appeloit au Miniſtère Evangélique, il ſe livra à l'étude la plus ſérieuſe & la plus approfondie de l'Ecriture Sainte, de l'Hiſtoire Eccléſiaſtique, & des Pères. C'étoit dans ces ſources pures & fécondes, peut-être trop négligées de nos jours, qu'il puiſoit les ſublimes vérités dont ſes Diſcours étincellent.

L'Ecriture Sainte lui étoit ſi familière, que les penſées qu'elle renferme ſe préſentoient en foule à ſon eſprit dans la compoſition; auſſi peut-on regarder ſes Sermons comme une expoſition de la Doctrine Chrétienne, revêtue des preuves les plus ſolides & les plus convaincantes.

Avant de compoſer un Sermon, M. de Géry méditoit long-temps la matière qu'il devoit traiter. Intrépide Défenſeur de la vérité, il préféra toujours la force du raiſonnement, la ſolidité des preuves, aux déhors brillans & affectés de l'éloquence, qui, ſelon lui, n'étoient propres qu'à dégrader la majeſté & affoiblir la force de la parole divine. Le plan de ſes Diſcours eſt admirable par l'ordre, la clarté & la netteté qui y règnent; ſes diviſions découlent naturellement de ſon texte; une diction pure & une noble ſimplicité toujours ſoutenue, caractériſent ſon ſtyle. Les ſujets que traitoit l'Orateur exigeoient-ils plus d'élévation? alors les mouvemens d'une éloquence vive & animée ſembloient ſe préſenter d'eux-mêmes ſous ſa plume.

Digitized by Google

Les bornes que nous nous sommes prescrites, ne nous permettant pas un grand nombre de citations, nous nous bornons au morceau suivant. Dans le Panégyrique de Saint-Louis, voyez avec quelle rapidité le pinceau de l'Orateur trace les troubles qui agiterent la minorité de ce Prince.

» Louis étoit à peine monté sur le trône » de ses pères, lorsqu'un orage furieux » vint fondre sur lui. Les grands vassaux de la » Couronne..... A ces mots, vous vous » rappelez, Messieurs, l'état où la France » étoit alors; vous vous souvenez que ce » Royaume dont toutes les parties sont aujourd'hui si unies sous l'autorité d'un » seul Monarque, & qui trouve dans cette » Constitution le principe de sa tranquillité au dedans, & de sa puissance au » dehors, étoit alors divisé en autant d'Etats » différens, qu'il avoit de Provinces; que » les Comtes & les Ducs, autrefois Ministres du Souverain, en étoient devenus » les dangereux rivaux; qu'ils ne reconnoissoient plus son autorité suprême que » par la vaine cérémonie de l'hommage, » & par des sermens autant de fois violés, » que l'intérêt cessoit de les déterminer » à les observer, ou la force de les y contraindre. Ces vassaux donc, trop puissans pour être long-temps fidèles, portoient impatiemment ce qui leur restoit » de joug & de dépendance. Quelle occasion de le secouer entièrement, que

Digitized by Google

» le règne d'un Prince de douze ans, &
» la régence d'une femme étrangère! C'en
» eſt fait, le feu de la diſcorde & de la ré-
» volte s'allume dans tout le Royaume;
» une ligue formidable ſe forme en ap-
» parence contre Blanche de Caſtille, &
» en effet contre Louis lui-même. Fac-
» tieux par inclination, plus encore que
» par intérêt, auſſi redoutable par ſa va-
» leur & ſes artifices, que par ſes richeſſes
» & ſa puiſſance, le Comte de Bretagne
» ſe déclare le Chef de ce parti: le fier
» Luſignan, l'ambitieux Couci, y joignent
» toutes les forces de leurs vaſtes domai-
» nes. Profane adorateur des charmes de
» la Reine, le Comte de Champagne tourne
» en haine & en fureur l'amour inſenſé
» qu'il a eu la hardieſſe de déclarer, &
» le chagrin de ſe voir mépriſer. Tout eſt
» dans le trouble, tout eſt en armes; la
» Régente eſt prête de ſe voir arracher
» les rênes du Gouvernement; la couronne
» même ſemble chanceler ſur la tête de
» ſon fils. Mais c'eſt en vain, Meſſieurs,
» que les Princes & les Peuples conſpirent
» contre le Seigneur & contre le Chriſt:
» celui qui habite au plus haut des Cieux,
» ſe rit de leur fureur impuiſſante; il diſ-
» ſipe leurs complots, il fait évanouir leurs
» projets. Et de quel moyen ſe ſert-il pour
» ce grand ouvrage? Il donne au jeune
» Louis & à ſa pieuſe mère, l'eſprit de
» conſeil & de force. A peine les factieux

Digitized by Google

» ont ils formé les nœuds criminels qui » les unissent ; & déjà Louis est à la tête » d'une puissante armée dans le cœur de » la Champagne : ni la foiblesse de son » âge, ni les rigueurs de l'hiver ne sont » capables de l'arrêter ; se montrer & » vaincre c'est pour lui la même chose. » Déjà il marche à de nouvelles conquê- » tes, & le Comte de Bretagne le voit » voler avec la rapidité d'un éclair aux » portes de ses fortereſſes, dans le centre » de ses Etats. Tout plie, tout cède à ce » jeune Héros, que le Ciel protège d'une » manière si sensible, & ses ennemis épou- » vantés se croient trop heureux de rece- » voir le pardon qu'il leur accorde. Tels » furent les premiers triomphes de Louis, » tels furent, pour ainsi dire, les jeux de » son enfance «.

M. de Géry nommé à la Priorature & à la Cure de Saint-Léger de Soissons, seconda le zèle & s'acquit l'estime de M. de Fitz-James, qui savoit apprécier le mérite ; il fut aimé & respecté de ses Paroissiens, à qui il distribuoit avec soin le pain de la parole. Après la mort de cet illustre Prélat, M. de Géry quitta Soissons pour aller prendre possession de la Cure de Saint-Irénée de Lyon. M. de Montazet lui donna plusieurs fois des marques de la plus grande confiance. Il vouloit l'attacher pour toujours à son Diocèse par des liens honorables ; mais M. de Géry, fidèle à sa Com-

Digitized by Google

grégation, refusa des dignités qui auroient pu l'en détacher, & fut obligé de se rendre aux vœux de ses Confrères, qui le désignoient déjà pour remplir les premières places de son Corps. Nommé à l'Abbaye de Sainte-Geneviève, son zèle pour la gloire de Dieu, et son amour pour les pauvres, qu'il a fait éclater si souvent en prêchant dans des assemblées de charité, lui faisoient trouver, malgré les soins qu'exigeoit la place qu'il occupoit, le temps nécessaire pour vaquer à la prédication. Il a paru avec le plus grand éclat dans les chaires de la Capitale, qu'il avoit fait retentir autrefois des saintes vérités qu'il ne cessa d'annoncer. L'auditoire nombreux & éclairé qui accouroit à ses Sermons, ne cessoit de bénir M. de Beaumont & son digne Successeur, qui avoient sollicité cet Orateur vraiment apostolique de rentrer dans une carrière dont ses affaires & ses occupations sembloient l'éloigner.

Un extérieur noble & imposant, tempéré par un air de douceur, méritoit à M. de Géry, dès le premier abord, l'estime & la confiance de ceux qui l'approchoient. Il a fait pendant sa vie, la gloire, l'ornement & le bonheur de sa Congrégation. Sa mort y a excité les regrets les plus vifs; rien n'étoit au dessus de la bonté de son esprit, que celle de son cœur.

Digitized by Google

PLAN d'une Reſtauration générale dans les Finances ; de l'Impôt Territorial combiné avec les principes de l'Adminiſtration de Sully & de Colbert, adaptés à la ſituation actuelle de la France ; par M. le Comte DE LAMERVILLE. 1 *Vol. in-4°. A Strasbourg, de l'Imprimerie de* Volland & Jacob ; *& ſe trouve à Paris, chez les Marchands de Nouveautés.*

QUELS ſont les motifs de l'Auteur ? Il ſuffit de lire ſon Epître dédicatoire au Roi. » Il s'agit, Sire, de la plus grande proſ» périté de votre Royaume : il s'agit d'im» mortaliſer votre règne *en rendant vos » peuples heureux* «. — C'eſt donc le bonheur du peuple qui inſpire M. de Lamerville ! Ce motif mérite toute la bienveillance poſſible, & l'eſtime des François.

Comment veut-il procurer ce bonheur ? Ecoutons-le lui-même. — » L'adminiſtra» tion des Finances, dit-il, abandonnée » depuis un ſiècle aux variations de ſes » différens ſyſtêmes, n'a éprouvé que des » changemens continuels qui ont porté le » plus grand préjudice aux affaires publi» ques. On n'a embraſſé aucun plan fixe. » On a négligé les vraies reſſources qui ap» partiennent à tous les peuples agrico» les, & qui ſont de tous les temps, *le » territoire* «.

M. de Lamerville a été déterminé à entreprendre ſon travail, par feu le Maréchal

Digitized by Google

du Muy, qui lui avoit remis les Mémoires secrets de Mgr. le Dauphin; on sait que ce Prince s'étoit occupé de l'administration des Finances. Ces Mémoires, sortis d'une main aussi respectable, ont dirigé M. le Comte de Lamerville. Quand on saura qu'un Autographe aussi digne de croyance a attiré des désagrémens à l'Auteur, on en sera un peu étonné: — » Sous l'Adminis-» tration qui a suivi, dit l'Auteur, on a » déployé un système si opposé à l'ordre » & à l'économie, qu'on a cru devoir at-» tendre l'épuisement des moyens qu'on » employoit, & la nécessité qui commande » à tout, pour pouvoir mettre au jour ce » plan d'administration.

» Dans l'état actuel des choses, c'est à » un Ministère éclairé & pénétré du bien » public, à discerner les bonnes opérations, » pour les adopter & les appliquer au ré-» tablissement des Finances. Mais c'est à » ceux qui les ont méditées pendant vingt » ans, qu'il appartient de s'en conserver » l'honneur, en les présentant aux diffé-» rens Ordres de l'Etat, pour prononcer » sur leurs principes & sur leurs effets «.

Après avoir exposé les motifs de l'Auteur, il seroit nécessaire de développer ses projets de réforme avec une sorte d'étendue; mais les bornes de ce Journal nous forcent de renvoyer à l'Ouvrage même.

M. de Lamerville s'exprime avec précision, clarté, & avec une certaine franchise qui fait honneur à son cœur. Ses

Digitized by Google

expressions sont généralement modérées, & ses vûes sages & douces.

MÉMOIRES du Comte de Hordt, Gentilhomme Suédois, Lieutenant-Général des Armées de Sa Majesté Prussienne, écrits par lui-même. 2 *vol. in-12. Prix,* 3 *l. br. Le même in-8°. papier fin,* 6 *liv. A Paris, chez* Briand, *Lib. hôtel de Villiers, rue Pavée-St-André des-Arts.*

Le Public, trop souvent trompé sur ces sortes d'Ouvrages, mettroit sans doute, s'il n'étoit prévenu, au nombre des Mémoires romanesques, ceux du Comte de Hordt: cette méfiance paroît d'autant plus légitime, que sous le nom de Mémoires, on lui a plus d'une fois présenté des fables, que l'esprit de l'Auteur avoit cru, pour ainsi dire, réaliser par l'orgueilleuse confiance où il étoit de tromper les Lecteurs. Mais la vérité perce toujours pour se faire place à travers le mensonge, de sorte que les prétendus Mémoires qu'on offre d'abord avec tant d'emphase & d'ostentation, sont classés au nombre des Romans, & perdent ainsi tout leur intérêt & leur plus grand mérite: ceux du Comte de Hordt portent avec eux l'empreinte de la vérité; il y raconte avec toute la simplicité & la naïveté qui caractérisoit son ame, les divers évènemens de sa vie.

Le Comte de Hordt rapporte des Anec-

Digitized by Google

dotes piquantes & inconnues sur les guerres de 1744 & 1757, sur la révolution de Russie en 1762 ; & ces traits sont d'autant plus intéressans, qu'ils jettent le plus grand jour sur une partie de l'Histoire de France, de Prusse, de Russie, & de Suède.

Les amis de l'humanité verront avec plaisir ce Guerrier philanthrope réparer, autant qu'il étoit en lui, les désastres de la guerre, essuyer les pleurs du malheureux Cultivateur, consoler les familles ruinées par le ravage des troupes, les protéger, les soulager, & éviter les horreurs de la dévastation ; ils le verront entrer jeune & presque enfant dans le service, pour s'accoutumer de bonne heure à la subordination, & sentir plus vivement cette importante vérité, que la naissance n'est jamais un titre suffisant pour suppléer le mérite. Enfin on le verra parvenir à un grade militaire des plus distingués, & par conséquent en butte à la jalousie & à la haine. Ils verront enfin un grand homme & un grand homme vertueux dans une horrible prison, plongé dans la plus grande misère, privé de toute consolation après avoir lui-même nourri les malheureux, consolé les affligés, & après avoir rendu les plus grands services à l'Etat & à ses tyrans. Un pareil spectacle laisseroit le Lecteur dans des sentimens d'indignation, s'il ne voyoit le Comte rentrer dans le sein de sa famille & de ses amis.

Digitized by Google

VARIÉTÉS.

LETTRE *au Rédacteur du Mercure.*

MONSIEUR,

J'AI lu dans le Journal de Paris, du 5 Décembre 1788, des Observations sur l'*ancien Paris*, extraites de la vie de Clovis le Grand, par M. Viallon, Chanoine Régulier, & Bibliothécaire de Sainte-Geneviève; je ne puis qu'applaudir aux éloges mérités qu'on y donne à cet Ouvrage, dont j'ai l'honneur de connoître l'Auteur; mais les sentimens d'estime que m'inspire son mérite littéraire, ne m'ôtent pas le droit de relever quelques légères erreurs qui lui sont échappées.

1°. Il assure positivement que l'Empereur Julien II a fait bâtir le *Palais des Thermes*; cette assertion n'est appuyée que par la tradition populaire, & on peut lui opposer l'autorité d'un Savant Antiquaire, M. le Comte de Caylus, qui pense que cet édifice est antérieur à l'arrivée de Julien à Paris, quoiqu'il ait pu être occupé par cet Empereur, pendant son séjour dans cette ville (1). — J'ai cru y remarquer le goût d'Architecture du siècle de Gallien, & beaucoup de rapport avec la construction de l'Amphithéâtre de Bordeaux, ce qui pourroit faire soupçonner qu'il a été bâti du temps de Postume, Tyran qui régna sept ans dans les Gaules, & qui choisit Paris pour le lieu de sa résidence. 2°. Il pense, avec

(1) Antiquités Gauloises. Tom. 2, planche 9.

Digitized by Google

plusieurs autres Etymologistes, que les *Parisiens* & la ville de *Paris* ont pris le nom de *Parisii*, parce qu'ils avoient été long-temps sous la domination des Prêtres du Temple d'Isis, situé, à ce que l'on croit communément, à *Issy* près Vaugirard. — Ce n'est point par la seule inspection du nom de *Paris*, ou par sa décomposition arbitraire, qu'on peut parvenir à découvrir sa vraie origine; il faut y joindre ses rapports avec la situation de cette ville, avec ses armoiries, avec la Divinité Païenne qui en étoit regardée comme la Patronne; tous ces objets étant ordinairement réunis chez les Anciens. Comme elle étoit située dans une isle (1), lieu favorable à la navigation, elle prit pour symbole un vaisseau, & pour Déesse tutélaire, *Isis*, Déesse de la navigation, & ce vaisseau, fut le vaisseau même d'Isis, symbole de cette Divinité (2): le nom de ce vaisseau devint également le nom de la ville; il s'appeloit BARIS, & avec la prononciation forte du nord des Gaules, PARIS, tout comme TOURS, vient de DOUR, tout comme on a dit indifféremment *Parisate* & *Barisate*: on pourroit citer mille exemples de changemens pareils d'intonations fortes & foibles, mises sans cesse les unes pour les autres. C'est en faveur de cette même Isis que les

(1) Appelée encore aujourd'hui l'isle du Palais, ou la Cité.

(2) Les Germains adoroient Isis sous la forme d'un vaisseau: *Signum ipsum Isidi in modum liburnæ figuratum* (*Tacit. de Morib. Germanor.*) Les Egyptiens célébroient au mois de Mars, une fête annuelle en l'honneur du vaisseau d'Isis; cette fête passa chez les Grecs; les Corinthiens lui consacrèrent un temple sous le nom d'*Isis Pélasgienne*; le vaisseau sacré de Minerve qu'on faisoit paroître aux grandes Panathénées, n'étoit qu'une représentation de celui d'Isis: Les Romains célébrèrent aussi cette fête. *Peregrinaque sacra, natalem Herculeum vel paris Isiacæ* (Ausonius). Les Anciens faisoient voyager le Soleil dans un vaisseau, & cet emblême convenoit très-bien à Isis, sœur & femme d'Osiris qui étoit le Soleil.

Digitized by Google

Druïdes s'étoient placés dans ce lieu. Les îles furent toujours choisies dans l'Antiquité, pour être le sanctuaire des grandes Divinités Nationales. Dans celle-ci étoit peut-être le Temple d'Isis, sur les ruines duquel fut élevée l'église de Notre-Dame (la Cathédrale), quoique Dom Martin (1) & plusieurs autres Historiens aient pensé que ce Temple avoit été situé à Issy. Là, se célébroit, dans le mois de Janvier, sa fête appelée, chez les anciens Peuples, l'arrivée d'Isis (2). 3°. Il pense que le nom de *Lutetia*, ou, par corruption, *Luckoretia*, vient du grec *Lukos*, bois sacré, mot adopté par les Poëtes Grecs & Latins. — Le nom Gaulois de Lutèce, *Lutetia*, ville située dans un isle, ne doit pas se tirer du grec, langue bien moins ancienne que celle des Celtes qui ont été les premiers habitans de l'Europe, & n'a point de rapport avec le mot *Lukos*, bois; il faut en chercher l'étymologie dans la Langue Celtique, qui a été le berceau du grec & du latin. *Lo* & *lu*, dans cette Langue, ont signifié les eaux & les rivières; de là, le nom de la lumière, matière fluide, & les mots latins *Lustrare* & *Luere*. Le mot *tec* a signifié dans le même idiome, comme en grec, *Abri*, *couvert*, d'où le *tectum* des Latins. *Lutetia* signifie donc mot à mot, un lieu défendu par les eaux; pouvoit-on mieux désigner une ville bâtie dans une isle qu'on avoit choisie pour le sanctuaire d'Isis, & qui ne résista aux efforts de Labienus, Lieutenant de César, que par l'avantage de sa situa-

(1) Religion des Gaulois.

(2) M. Viallon n'a point parlé d'une statue d'Isis qui étoit placée autrefois dans l'église Saint Germain-des Prés, à Paris, que M. Briçonnet, Evêque de Meaux, fit ôter en 1514. Il ne dit point aussi que la ville de Melun s'étant consacrée au culte de cette Déesse, changea son nom *Melodunum* en celui d'*Isia*.

Digitized by Google

tion ? Le nom de *Lachoetia* ne doit point être regardé comme corrompu, puisqu'il se trouve non seulement dans Strabon Λευκοτοκία, (Geogr. Lib. 4 & dans Ptolémée Λευκοτεκία, (Geograph. Lib. 2), mais même sur des médailles gauloises autonomes, publiées par Bruteroue, sur lesquelles on lit LEVCOT, & sur d'autres LVCOT. Le *Lucus Locoticius* où, selon un ancien titre Childebert fonda l'église de Saint-Vincent, & le *Collis Leucatitius*, sur laquelle fut bâtie l'ancienne Basilique de Saint-Pierre & de Saint-Paul (aujourd'hui Sainte-Geneviève), ont un rapport de dénomination avec le nom de *Leucothetia*, & il est étonnant que M. Viallon n'en ait pas parlé, 4°. Il dit que les Gaulois alloient sacrifier dans ce bois sacré à Esus ou Isis. — C'est une erreur bien grande. Esus & Isis sont deux Divinités absolument différentes. Esus étoit le Dieu qui présidoit dans la Théogonie des Gaulois, à la coupe du gui de chêne; il est représenté avec une serpette à la main devant un marbre, sur un bas-relief trouvé dans les fondemens de la Cathédrale de Paris en 1711; on y lit le nom d'*Esus*. M. Eccard pense que c'est un Prêtre d'Esus ou Druide qui coupe le gui, auquel il donne le nom même d'Esus. Quelques Auteurs ont pensé que ce Dieu étoit le *Mars* Gaulois; mais l'Abbé Banier & Dom Martin croient avec plus de fondement, qu'Esus signifie le *Dieu par excellence*, le *Dieu inconnu*, 5°. Tout ce que dit M. Viallon des embellissemens ajoutés à Paris & de sa réédification par César, qui, selon lui, y fit bâtir un Palais pour le Proconsul, ne se trouve point dans les Commentaires de cet Empereur, ni dans aucun Auteur ancien. 6°. On peut ajouter à ce qu'il dit des armes de cette ville, qu'elle avoit, du temps de Tibère, une Magistrature de Navigateurs de la

Digitized by Google

Seine (1), certainement bien plus ancienne que cet Empereur, & d'ou dérivèrent les beaux droits du premier des Echevins, & son titre d'Amiral: car M. le Roi & Dom Félibien pensent qu'on doit entendre par le *Nautæ Parisiaci* de l'inscription antique trouvée en 1711, le *Corps des Négocians*, & non la Communauté des Matelots de Paris (comme l'a dit M. Viallon). J'ai dans ma Collection une petite pièce de métal circulaire, qui porte l'empreinte d'un navire, emblême de la ville de Paris; cette pièce intéressante a été trouvée, en ma présence, sous le pavé d'un bassin antique en mortier des Romains, déterré dans le jardin du Palais Royal en 1781.

J'ai l'honneur, &c.

BOURIGNON, Membre de plus. Acad. Nationales & Etrangères, & Rédac. du Journal de Saintonge.

Le prix de l'abonnement pour ce Journal, qui paroît toutes les semaines, est de 8 liv. par an; le Bureau est rue de la Souche, à Saintes. Il faut affranchir le port des Lettres & de l'argent.

ANNONCES ET NOTICES.

ABRÉGÉ de l'Histoire Sainte & Ecclésiastique, à l'usage des Elèves de l'Ecole Royale Militaire, faisant partie du Cours d'Etude, rédigé & imprimé par ordre du Roi; 2e. Partie. Abrégé de l'Hist-

(1) La *Seine* dont les eaux coulent avec tant de lenteur & font tant de détours, qu'on diroit qu'elles ont peine à quitter l'isle de France, fut bien nommée par les Gaulois, *Sehan* & *Sehan*, prononcés par les Latins *Sequana*, mot qui signifioit *lent*, *paresseux*; les Latins en ont fait *segnis*, paresseux; & les Gaulois, *sen*, lent.

Digitized by Google

toire Ecclésiastique, in-12. Prix, 1 liv. 15 s. rel. A Paris, chez Nyon l'aîné, Lib. rue du Jardinet St-André-des-Arts.

Sainte Bible, traduite en françois, Tome 8e. & dernier du Nouveau-Testament. A Nismes, de l'Imprimerie de Pierre Beaume.

Cette entreprise est enfin terminée; & elle atteste autant le courage que le désintéressement de l'Editeur. M. Beaume, connu par d'autres Editions justement accueillies du Public, annonce qu'il vendra séparément le *Nouveau-Testament* aux personnes qui ont les anciennes Editions, où il ne se trouve point.

Causes célèbres & intéressantes, avec les Jugemens qui les ont décidées, rédigées de nouveau par M. Richer, ancien Avocat au Parlement. Tomes XXI & XXII. Prix rel. 6 livres. A Paris, chez Leclerc, Libraire, quai des Augustins; veuve Desaint, rue du Foin; Durand fils, rue Galande; Moutard, rue des Mathurins; Bailly, rue Saint-Honoré; & Belin, rue St-Jacques.

Considérations sur la Procédure Criminelle, par M. Pagano, Professeur Royal de Droit Criminel en l'Université de Naples; Ouvrage traduit de l'Italien, & dédié à MONSIEUR, Frère du ROI, par M. de Hillerin, Ecuyer, Avocat en Parlement, Commis du Département de la Guerre, Associé-Correspondant du Musée de Paris. A Strasbourg, de l'Imprimerie ordinaire du Roi; & se trouve à Versailles, rue St. Honoré, N°. 14; & à Paris, chez Th. Brunet, Libr. place de la Comédie Italienne.

Nous reviendrons sur cet Ouvrage, qui nous a paru, comme à son élégant & judicieux Traducteur, propre à être accueilli dans les circonstances actuelles, de tous ceux qui ont quelque influence sur le sort de la chose publique.

Digitized by Google

Manuel du Chrétien, contenant les Pseaumes, le Nouveau-Testament, & l'imitation de Jésus-Christ : nouvelle édition, augmentée de l'ordinaire de la Messe, des Prières du matin & du soir, des Litanies du Saint-Nom de Jésus, de la Sainte Vierge, des Saints, & autres Prières, de Cantiques tirés de l'Ecriture Sainte, & de la distribution du Pseautier pour la semaine, selon le Bréviaire Romain & le nouveau Bréviaire de Paris. 1 Vol. in-12. Prix relié, 3 liv. A Paris, chez la veuve Desaint, Lib. rue du Foin ; & Nyon l'aîné & fils, rue du Jardinet.

Recherches & Considérations nouvelles sur les Finances, ou Mémoire sur leur situation actuelle, causes du déficit ; moyens de l'anéantir en pourvoyant aux dépenses de l'Etat, sans accroissement d'impôts ; en délivrant la Nation de ceux qui sont les plus onéreux, tel que les Gabelles, les Traites & Douanes intérieures, Droits de Péage, Minage, Marque des Cuirs, Papiers, Cartons, Poudres & Amidons, & autres : par M. de Cormeré. 2 Vol. in-8°. Prix br. 12 liv. A Paris, chez les Marchands de Nouveautés.

Cet Ouvrage, fondé sur des élémens positifs, est le fruit de vingt années de travail. Il a été rédigé pour servir de documens & pour être présenté aux Etats-Généraux, afin de leur servir de base, tant pour les améliorations à faire dans les Finances, que pour la suppression des impôts les plus désastreux, & l'abolition de toutes les Barrières intérieures, vivement sollicitée par les Etats-Généraux de 1614. L'on trouve en tête du 1er. Volume la copie d'une Lettre de l'Auteur à M. Necker. Cet Ouvrage est divisé en deux Volumes in-8°. ; le 1er. de 666 pages & 2 Tableaux. Le second, contenant les Pièces justificatives, est de 320 pages, & 24 Tableaux, tant imprimés que gravés ; plus, une Carte enluminée, indicative des Barrières locales, des Traites, Gabelles & Tabac.

Digitized by Google

L'Esprit des Impôts & de leur Régime, par F. J. Chaubray de la Roche ; in-8°. A Londres ; & se trouve à Paris, chez Pichard, Libr. quai des Théatins ; Desenne, au Palais-Royal ; & Méquignon, au Palais.

Cet Ouvrage est divisé en trois Livres ; le premier traite de la nécessité des Impôts, des Contribuables, & de l'emploi des Impôts : dans le second, l'Auteur donne ses idées sur la nature des Impôts ; il prétend que la Justice distributive, l'humanité, la politique & l'ordre dans les Finances improuvent le projet d'un seul Impôt sur les terres ; il parle de l'origine des Impositions & des Perceptions actuelles, fait connoître le vice de chacun d'eux, & prononce sur le sort qu'ils doivent avoir : dans le 3e., il prouve qu'il est de la plus grande importance d'avoir un régime bien ordonné, qu'il n'appartient qu'aux Etats Provinciaux de faire la répartition & la levée des Impositions ; mais il soutient que les perceptions doivent être régies par le Gouvernement : enfin l'Auteur termine par un Chapitre sur l'Or, comme ayant un rapport politique & direct avec son sujet. On voit que M. Chaubry de la Roche regarde l'opération du Cadastre comme indispensable ; qu'en suivant ses principes & ses vûes, les Impôts porteroient particulièrement sur les gens riches, & qu'ils ne pourroient s'en plaindre ; que les recouvremens se feroient avec beaucoup d'exactitude, sans discussions & sans frais ; que la Régie seroit peu dispendieuse, & qu'elle n'occuperoit qu'un petit nombre d'Employés.

Quel fut l'état des personnes en France sous la première & la seconde Races de nos Rois ? Ouvrage couronné par l'Académie Royale des Inscriptions & Belles-Lettres, en 1768. 1 Vol. in-8°. par M. l'Abbé de Gourcy, de la Société Royale des Inscriptions & Belles-Lettres de Nanci, Vicaire-Gén.

Digitized by Google

de Bordeaux. Nouvelle édition, revue & corrigée. A Paris, chez Nyon l'aîné, Lib. rue du Jardinet.

Recueil des Romances d'Eſtelle, par M. Vidal. Prix, 6 liv.

Huit petits Airs mis en variation pour le Galoubet, par M. Châtauminois. Œuvre 5e. Prix, 3 liv. A Paris, chez l'Auteur, rue du Mail, hôtel des Indes.

Six Duos concertans pour deux Violons, par M. Viotti. Prix 7 liv. 4 ſ. A Paris, chez Boyer, rue de Richelieu, à la Clef d'or, paſſage du Café de Foi, & chez Madame le Menu, rue du Roule, à la Clef d'or.

Trois Quatuors concertans pour Flûte, Violon, Alto & Violoncelle, par Ignace Pleyel. Prix, 6 liv. mêmes adreſſes.

Nouvelle ſuite de Pièces d'Harmonie, contenant des Ouvertures avec Ariettes d'Opéras ſérieux & comiques, pour deux Clarinettes, deux Cors & deux Baſſons, par M. Ozi. Prix, 6 liv. mêmes adreſſes.

Faute à corriger dans le N°. précédent.

Page 33, à la Note. Il a paru depuis, *liſez*, Il avoit paru avant une autre Traduction du même Ouvrage, qui ſe vend chez Lagrange, &c.

TABLE.

AVERTISSEMENT.	49	*Plan.*	60
Le Laurier.	50	*Mémoires.*	62
Charade, Enig. & Logog.	52	*Variétés.*	64
Sermons.	54	*Annonces & Notices.*	68

Digitized by Google

JOURNAL POLITIQUE

DE

BRUXELLES.

POLOGNE.

De Varsovie, le 12 juillet 1789.

C'EST le Lieutenant d'Artillerie *Rubnicki* qui a arrêté le Prince *Poninski* sur les frontières de la Prusse. Ce prisonnier, ramené dans la capitale, est maintenant logé aux casernes de l'Artillerie, où il sera désormais détenu.

Le nouveau Ministre de la République, auprès de la Porte Ottomane, a reçu ses instructions, dont on cite les principaux articles suivans :

1°. Demander l'exécution des anciens traités, et nommément de celui de Carlowitz ; 2°. déterminer la Porte à faire cause commune avec les Cours de Londres et de Berlin, dans leurs vues concernant la République ; 3°. Renouveler les propositions faites en 1786, au sujet du commerce Polonois sur le Niester et la mer Noire ; 4°. déterminer la Porte à ad-

Digitized by Google

mettre un Ministre de la République, qui résidera toujours auprès d'elle; 5°. assurer la Porte qu'à sa considération la République fait évacuer son territoire par les troupes Russes, et l'engager à agir de concert avec les Puissances alliées, pour que ces troupes ne puissent entrer en Pologne, sous aucun prétexte quelconque; 6°. demander l'accession de la Porte à la garantie qui sera faite à la République par les Cours de Londres et de Berlin.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 25 juillet.

Le Danemarck, revenant sur sa conduite politique de l'année dernière, s'est, à la fin, invariablement fixé au rôle qu'on lui proposoit au commencement de la guerre du Nord. Il s'est soumis à une neutralité parfaite. Captivé par les démarches infiniment pressantes de plusieurs Puissances, il a rendu publiques, pour la sécurité du Nord, les deux lettres Ministérielles que voici.

Lettre écrite de la part des trois Ambassadeurs Plénipotentiaires d'Angleterre, de Prusse et des Etats-Généraux des Provinces-Unies, à Son Excellence M. le Comte de Bernstorff, *en date du 6 juillet* 1789.

» Par la lettre, qu'au nom de nos Souverains respectifs nous avons eu l'honneur de

Digitized by Google

remettre à Votre Excellence, dans le mois d'avril dernier, nous l'avons priée de vouloir bien, par des voix amicales, engager S. M. le Roi de Danemarck à observer une neutralité parfaite et illimitée pendant les troubles actuels du Nord, afin de prévenir l'extension des hostilités, qui ne pourroient que retarder et rendre plus difficile le rétablissement d'une paix durable. La réponse que Votre Excellence nous fit alors au nom du Roi, portoit, que S. M. ne pouvant rien décider à cet égard, avant de s'être assurée des intentions de S. M. l'Impératrice de Russie, son alliée, Elle avoit fait expédier aussitôt un Courrier à Pétersbourg. Comme ce Courrier est aujourd'hui de retour, nous prenons la liberté de nous adresser de nouveau à Votre Excellence, pour la prier de vouloir bien nous communiquer la résolution de sa Cour : nous nous flattons d'avance de l'espérance que cette résolution remplira pleinement les vœux de nos Souverains respectifs, en leur annonçant, de la part de S. M. le Roi de Danemarck, cette neutralité désirée. »

Nous avons l'honneur d'être, etc.

Signés, ELLIOT, ARNIM, VANDER GOES.

Réponse du Comte DE BERNSTORFF.

« Le Roi, mon maître, aussi fidèle aux engagemens qu'il a contractés, qu'à son amour pour la paix, ainsi qu'au bien être général pour lequel il s'intéresse consciencieusement, n'a pu se permettre de contrevenir aux stipulations sacrées d'un traité défensif, sans le consentement exprès de la Puissance même qui avoit le droit incontestable de

Digitized by Google

les réclamer. Le Roi a donc dû prévenir la Russie, et se concerter avec elle sur le désir que les Ministres Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, de Prusse et des Etats-Généraux des Provinces-Unies lui ont fait connoître au nom de leurs Souverains, concernant une neutralité parfaite et illimitée qu'ils exigeoient de sa part, tant par terre que par mer, durant la présente guerre qui trouble malheureusement le repos du Nord. Quoique cette neutralité ne soit pas, dans le fond, incompatible avec la concession des secours stipulés dans un traité qui n'a pour objet qu'une défense commune, le Roi qui a trouvé, dans l'amitié et la modération de S. M. l'Impératrice de toutes les Russies, un parfait rapport avec les mêmes sentimens dont il se sent animé, convaincu d'ailleurs, avec cette auguste Princesse, que les trois Cours unies ne sont guidées, dans leurs démarches, que par l'amour pour la paix générale, consent d'observer, durant les présens troubles du Nord, une neutralité telle que les trois susdites Cours l'ont proposée. En revanche, S. M. espère et exige de son côté, que, par un heureux retour des mêmes principes et sentimens de leur part, les trois hautes Cours conserveront et maintiendront également, pendant toute cette époque, la même neutralité, relativement aux affaires du Nord, afin d'accélérer, par leurs soins et leurs efforts réunis, le rétablissement de la paix générale qui seule forme l'objet des vœux de S. M. »

« Le soussigné a l'honneur de communiquer cette résolution du Roi, son maître, aux trois Ministres des Cours unies, en réponse

Digitized by Google

de leur note commune qu'ils lui ont remise le 6 de ce mois, afin de faire parvenir ladite déclaration à leurs Souverains respectifs. ».

Copenhague, le 9 juillet 1789.

Signé, BERNSTORFF.

On attend d'un jour à l'autre la relation détaillée de la victoire du Roi de Suède à Davistadt, le 28 juin, et on l'attend avec d'autant plus de curiosité, que ce Monarque ayant pénétré dans la Finlande Russe, a de nouveau battu ses ennemis, le 3 juillet, et emporté d'assaut le défilé de Likala sur la route de Frédéricsham. Au départ des courriers, le Vainqueur se trouvoit à un mille et demi de cette place, l'un des boulevards de la province. De son côté, l'escadre de galères, sortie de Sweaborg, a fait une descente à peu de distance de Frédéricsham, et enlevé aux Russes vingt barques de transport, chargées de provisions, et évaluées à 25 mille thalers.

L'escadre Russe de Cronstadt et Revel est à la hauteur de Galland : celle de Suède forme une ligne depuis Falsterba jusqu'à Rugen. Cette dernière est forte de 40 voiles, dont 23 vaisseaux de ligne. Le Duc *de Sudermanie* qui la commande, monte le *Gustave III*, et a sous lui le Contre-Amiral *Nordenstiold*.

De Vienne, le 24 juillet.

La convalescence de l'Empereur prend,

Digitized by Google

depuis quinze jours, les apparences du rétablissement. La fièvre opiniâtre, dont le Prince étoit attaqué depuis son funeste séjour dans le Bannat, paroît avoir cédé à la nature, aux remèdes et à la saison : les douleurs de reins et la foiblesse ont cessé ; on découvre un symptôme encore plus favorable dans l'amélioration du teint, dans le calme d'esprit et la gaieté, qui sont revenus. Chaque jour, S. M. se promène dans les jardins ; Elle augmente cet exercice graduellement. La lecture des dépêches et un travail modéré occupent une partie de ses journées. La semaine dernière, on introduisit auprès d'Elle un Courrier des États de Brabant, porteur de dépêches qu'il devoit remettre à la personne même de l'Empereur. Ce Prince, en prenant le paquet, dit au messager : *Le Comte* de Trautmansdorf *fera réponse ; en attendant, dites à vos Etats que je ne suis ni mort, ni mourant.*

Nos troupes sont entrées, le 9, dans le Vieux-Gradisca, soit Berbir, évacué par les Ottomans. Le Gouvernement a rendu compte des opérations de ce siége, dans la Gazette du 15, dont le rapport finit en ces mots.

« Depuis le 3 de ce mois jusqu'au 5, les ouvrages furent avancés, avec la plus grande vigueur, devant la forteresse ; et le 5, au soir, on entendit trois coups de canon dans le camp ennemi ; les espions firent rapport qu'un

Digitized by Google

Pacha à trois queues y étoit arrivé avec un Corps d'Arnautes.

Depuis le 5 jusqu'au 7, on continua les ouvrages, et l'on érigea plusieurs batteries et redoutes; la ligne, commencée sur l'aile droite de la Verbasca jusqu'au chemin de Banjaluka, fut achevée, et fortifiée par des redoutes.

Le 9 au soir, le Feld-Maréchal-Baron *de Laudhon*, s'étant rendu dans la tranchée pour régler les ouvrages à faire pendant la nuit, il s'aperçut que non-seulement les ennemis, campés dans la forêt, avoient levé leur camp, mais que la garnison de Berbir commençoit à se retirer avec ses bagages, par le chemin qui lui restoit encore ouvert; qu'ayant aussitôt dirigé nos canons sur l'ennemi, il se jeta si précipitamment dans la forêt, et continua sa marche avec tant de précipitation, accompagné du corps de troupes arrivé à son secours, que nos patrouilles, envoyées tant vers la forteresse que dans la forêt, trouvèrent la forteresse évacuée entièrement, et n'aperçurent aucun Turc dans la forêt. On ignoroit encore le chemin que ces fugitifs avoient pris.

On a trouvé dans Berbir 35 canons de fonte, 4 de fer et 4 mortiers. Ce siége, suivant le rapport du Feld-Maréchal *Laudhon*, nous a coûté 38 Soldats et 3 Ouvriers, outre 118 Soldats et 15 Ouvriers tués.

Le Prince *Poniatowski*, Lieutenant Colonel au service de l'Empereur, dans le Régiment des Chevaux-Légers de Sa

Digitized by Google

Maj., est parti pour Varsovie. Il a demandé la permission de quitter sa place, pour aller servir sa Patrie. En lui accordant son congé, l'Empereur lui a marqué, par un billet de sa main, *qu'il se souviendroit toujours avec plaisir du zèle et du courage avec lesquels il avoit servi dans ses armées.* L'exemple du Prince *Poniatowsky* a été suivi par quelques gentilshommes Polonois qui étoient également au service de la maison d'Autriche.

PAYS-BAS.

De Bruxelles, le 6 août 1789.

Le Gouvernement a publié, ces jours derniers, une Déclaration qui décerne dix mille florins de récompense aux Dénonciateurs des Auteurs ou Imprimeurs des Ecrits séditieux, en fournissant les preuves nécessaires de culpabilité. Les transgresseurs seront poursuivis comme pertubateurs du repos public, et coupables de haute trahison, sans espoir de pardon.

Un Brasseur, accusé d'avoir participé aux derniers troubles du pays, ayant été emprissonné à Tirlemont, 400 Paysans, conduits par un homme masqué, et dé-

Digitized by Google

guisé en Arlequin, brisa, le 22, les portes de la prison. De-là, les Insurgens se portèrent à l'Hôtel du Mayeur de la Ville, qui fut saccagé, et dont on arracha les portes, les croissés et le toit. Vingt-six maisons de Négocians ou autres ont été également pillées, avant que le Magistrat et la Bourgeoisie aient rétabli l'ordre. Le 27, le Gouvernement a rendu une Ordonnance, qui porte peine de mort contre tout pillard, et contre les auteurs et fauteurs du brigandage.

Nous avons vu, depuis 15 jours, arriver, ou passer dans cette Capitale, un très-grand nombre d'émigrans François. Au même temps, on a vu réunis ici, sept Princes de la maison de Bourbon, M. Comte *d'Artois* et ses deux Fils, MM. les Princes *de Condé*, *de Bourbon*, *d'Enghien* et *de Conti*. Madame la Princesse *Louise de Condé*, Abbesse de Remiremont, a aussi séjourné dans cette ville.

On assure que la plupart de ces Princes se sont rendus à Bonn, chez l'Electeur de Cologne, auprès duquel se trouvent, en ce moment, Madame l'Archiduchesse *Marie-Christine* et le Duc *de Saxe Teschen* son époux.

Digitized by Google

FRANCE.

De Versailles, le 4 août.

Le 21, en présence de Leurs Majestés le Cardinal *de Montmorency* reçut la barrette des mains de l'Abbé *de Montmorency*, son neveu, *Ab Legat* de Sa Sainteté. Cette cérémonie eut lieu avec toutes les formalités d'usage.

Le 25, M. le Comte *de St. Priest* prêta serment entre les mains du Roi, pour la charge de Secrétaire d'Etat de la Maison de S. M.

La charge de Gouvernante des Enfans de France, vacante par la retraite de Madame la Duchesse *de Polignac*, le 16 de juillet, a été donnée par le Roi à Madame la Marquise *de Tourzel*, veuve du Seigneur de ce nom, qui fut si malheureusement tué à la chasse, il y a deux ans, dans la forêt de Fontainebleau. Ce choix qui récompense la vertu, en l'approchant du trône, a été universellement applaudi.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Avant de passer au rapport des opé-

Digitized by Google

rations et des débats de l'Assemblée, pendant la semaine dernière, nous devons à nos Lecteurs la Proclamation, originairement demandée par M. *de Lally-Tolendal*, et modifiée d'après l'avis de divers Députés.

« L'Assemblée nationale considérant :

« Que depuis le premier instant où elle s'est formée, elle n'a pris aucune résolution qui n'ait dû lui obtenir la confiance des Peuples ; »

« Qu'elle a déja établi les premières bases sur lesquelles doivent se reposer la félicité publique ; »

« Que le Roi vient d'acquérir plus de droit que jamais à la confiance de ses fidèles Sujets ; »

« Que non-seulement il les a invités lui-même à réclamer leur liberté et leurs droits ;

« Mais que, sur le vœu de l'Assemblée, il a encore écarté tous les sujets de méfiance qui pouvoient porter l'alarme dans les esprits ; »

« Qu'il a éloigné de sa capitale les troupes dont l'aspect ou l'approche y avoient répandu l'effroi ; »

« Qu'il a éloigné de sa personne les conseillers qui étoient un objet d'inquiétude pour la Nation ; »

« Qu'il a rappelé ceux dont elle désiroit le retour ; »

« Qu'il est venu dans l'Assemblée nationale, avec l'abandon d'un père au milieu de ses enfans, lui demander de l'aider à sauver l'Etat ; »

« Que, conduit par les mêmes sentimens, il a été dans sa capitale se confondre avec son

Digitized by Google

Peuple, et dissiper, par sa présence, toutes les craintes qu'on avoit pu concevoir ; »

« Que, dans ce concert parfait entre le Chef et les Représentans de la Nation, après la réunion consommée de tous les Ordres, l'Assemblée s'occupe, et ne cessera de s'occuper du grand objet de la Constitution ; »

« Que toute méfiance qui viendroit actuellement altérer une si précieuse harmonie, ralentiroit les travaux de l'Assemblée, seroit un obstacle aux intentions du Roi, et porteroit en même temps une funeste atteinte à l'intérêt général de la Nation, et aux intérêts particuliers de tous ceux qui la composent ; »

« Qu'enfin, il n'est pas de Citoyen qui ne doive frémir à la seule idée de troubles, dont les suites déplorables seroient la dispersion des familles, l'interruption du commerce ; pour les pauvres, la privation des secours ; pour les ouvriers, la cessation du travail ; pour tous, le renversement de l'ordre social ; »

« Invite tous les François à la paix, au maintien de l'ordre et de la tranquillité publique, à la confiance qu'ils doivent à leur Roi et à leurs Représentans, et au respect pour les lois, sans lequel il n'est pas de véritable liberté. »

« Déclare, quant aux dépositaires du pouvoir qui auroient causé ou causeroient, par leurs crimes, les malheurs du Peuple, qu'ils doivent être accusés, convaincus et punis, mais qu'ils ne doivent l'être que par la loi, et qu'elle doit les tenir sous sa sauve-garde jusqu'à ce qu'elle ait prononcé sur leur sort ; que la poursuite des crimes de Lèse-Nation appartient aux Représentans de la Nation ; que l'As-

Digitized by Google

semblée, dans la Constitution dont elle s'occupe sans relâche, indiquera le Tribunal devant lequel sera traduite toute personne accusée de ces sortes de crimes, pour être jugée suivant la loi, et après une instruction publique. »

« Et sera la présente déclaration imprimée et envoyée par tous les Députés à leurs Commettans respectifs. »

« Fait dans l'Assemblée nationale, ce 23 juillet 1789. »

Treizième Semaine de la Session (1).

Du Lundi 27 *Juillet* 1789. Après la lecture d'un grand nombre de lettres et d'adresses, on a ouvert la dépêche d'un Directeur des Aides de Rheims, qui informe l'Assemblée de l'impuissance où sont les Employés des Fermes de faire leur service, et qui demande s'il doit continuer la perception des droits.

Sur quoi, un Député des Communes a observé que la dignité de l'Assemblée ne lui permettoit pas de correspondre avec un subalterne.

Un Député d'Alençon a communiqué une lettre, par laquelle on lui annonce, que dans

---

(1) Pour éviter des répétitions fastidieuses dans l'énoncé des différens avis de chaque débat, nous nous bornerons quelquefois à nommer l'opinant, sans employer la formule, un *tel a dit*, un *tel a pensé*, un *tel a observé*, etc.

Digitized by Google

cette ville, et celles voisines, le Peuple avoit brûlé les registres des Aides, et prenoit le sel dans les magasins à moitié prix. Il a prié l'Assemblée de rendre un décret, qui ordonne au Peuple de payer tous les impôts établis.

Un Député de Mortagne, province du Perche, a annoncé le même évènement dans son Bailliage, et a fait la même demande au nom de ses Commettans.

Un Député de Valenciennes a rendu compte des émeutes affligeantes qui venoient de troubler cette ville, et il a lu le Procès-verbal que les Officiers municipaux lui ont adressé.

M. le Président a communiqué une lettre de M. le Comte *de Montmorin*, relative à l'affaire de Vesoul, et par laquelle ce Ministre l'informe qu'il sera écrit aux Ministres du Roi, de réclamer le coupable dans les Cours étrangères.

Cette lecture a été suivie de celle de la lettre de remercîment, écrite en ces termes par *M. Necker* à l'Assemblée.

MESSIEURS,

« Sensiblement ému par de longues agitations, et considérant déja de près le moment où il est temps de songer à la retraite du monde et des affaires, je me préparois à ne suivre plus que de mes vœux ardens le destin de la France et le bonheur d'une Nation à laquelle je suis attaché par tant de liens, lorsque j'ai reçu la lettre dont vous m'avez honoré. Il est trop hors de mon pouvoir, il est au-dessus de mes foibles moyens de ré-

Digitized by Google

pondre dignement à cette marque si précieuse de votre estime et de votre bienveillance ; mais je dois au moins, Messieurs, vous aller porter l'hommage de ma respectueuse reconnoissance. Mon dévouement ne vous est pas nécessaire, mais il importe à mon bonheur de prouver au Roi et à la Nation Françoise que rien ne peut rallentir un zèle qui fait depuis si long-temps l'intérêt de ma vie. »

Bâle, le 23 Juillet 1789.

Revenant à l'épineuse question de la saisie et de l'ouverture des lettres, M. le Président a déclaré que l'avis général des Bureaux avoit été de faire revenir les lettres renvoyées à l'Hôtel-de-Ville Après avoir donné lecture de celle qu'il avoit écrite au *Comité-Permanent* de Paris, il a proposé de délibérer sur l'envoi d'un Courrier qui rapporteroit ces Missives sur-le-champ, Séance tenante jusqu'au retour du messager.

M. *Guillotin* a déclaré avoir remis ce paquet de lettres au Comité-Permanent, qui le gardoit à la disposition de l'Assemblée.

Suivant le rapport d'un autre Député, M. *Bailly* lui avoit appris hier, que la seule lettre de ce paquet qui pût intéresser l'Assemblée, étoit celle déchirée par M. *de Castelnau*, et dont on avoit rapproché les fragmens.

M. le Président a prié l'Assemblée de décider s'il redemanderoit les papiers au Comité-Permanent.

Il seroit peut-être imprudent de faire voyager ces paquets, a dit un Député ; on devoit ordonner au Comité-Permanent d'en envoyer des copies.

M. *Reubell*, Député de Colmar, a renou-

Digitized by Google

velé la Motion qu'il avoit présentée la veille, et motivée, en disant :

« Le Maire de Paris étant Membre de l'Assemblée nationale, n'auroit pas envoyé des papiers à son Président, s'il ne les avoit cru très-intéressans pour l'honneur de la Nation : ces papiers ont été renvoyés, mais l'Assemblée nationale est la maîtresse de les réclamer; elle ne doit pas demeurer indécise sur la teneur de ces lettres. Je n'ai pas besoin de vous dire que cette auguste Assemblée, composée de Clergé, de Nobles et d'hommes libres, est l'image de celle des Francs qui s'occupoient des crimes d'Etat. Ces principes sont exprimés dans l'arrêté du 23 juillet : personne ne doit connoître des crimes qui intéressent la Nation, si ce n'est l'Assemblée nationale. L'univers a les yeux ouverts sur nous; mais la calomnie veille pour tâcher de nous accabler. Je demande que l'Assemblée ordonne que tous les papiers relatifs aux circonstances actuelles, concernant la sureté de la Nation, seront remis et déposés à l'Hôtel-de-Ville de Paris; qu'il sera dressé Procès-verbal détaillé de leurs dépôts; que ces papiers seront communiqués aux Commissaires qui seront par vous choisis, pour en être fait par eux le rapport et l'examen quand il appartiendra. »

Un Noble a supplié l'Assemblée de ne pas violer d'avance la loi qu'elle alloit faire incessamment, sur le respect des lettres. Toutes celles, a t-il déclaré, adressées aux personnes en place, avoient été décachetées.

M. *de Lally* a lu une lettre de M. le Baron *de Castelnau*, à M. le Président, au sujet du paquet qu'on lui avoit pris; lettre où il mande qu'en prenant les ordres du Ministre des affaires étrangères, pour se rendre à Genève,

Digitized by Google

il avoit demandé quinze jours de délai, afin de porter son hommage à M. Comte *d'Artois*, auquel il étoit attaché, en passant par le Hainaut. Dans cette lettre de M. *de Castelnau* étoit incluse une copie de celle dont M. le Duc *de Dorset* l'avoit chargé pour M. Comte *d'Artois*, et de laquelle M. le Président a donné lecture.

Un Député des Communes a observé que M. le Baron *de Castelnau* étoit suspect, puisqu'il avoit lacéré une lettre. L'Etat est en péril, a-t il ajouté; car les Anglois, de concert avec les ennemis du bien public, ont formé le projet d'incendier le port de Brest. Les complots sont portés au plus grand degré de violence; nous avons besoin de toutes les lumières.

M. *de Roberspierre* a dit : On ne peut délibérer, puisque le fond de la question n'est pas jugé; elle se réduit à ceci : l'Assemblée peut-elle, doit-elle rejeter ou admettre les papiers arrêtés, et qui peuvent être relatifs à la conspiration?

M. le Comte *de Lally* ayant lu la lettre adressée par le Comité à M. le Duc *de Liancourt*, le dernier Opinant, M. *de Roberspierre*, a repris la parole, malgré la rumeur de l'Assemblée, pour répéter que la question n'étoit pas difficile à résoudre. La première de toutes les lois est le salut du Peuple. Obligé par le plus impérieux des devoirs, de venger l'attentat projeté contre les Représentans de la Nation, on doit se servir de tous les moyens possibles. Le secret des lettres est *inviolable*, mais il est des circonstances où *l'on doit le violer*. Qu'on ne cite pas l'exemple de *Pompée* qui brûla les lettres adressées à *Sertorius*. *Pompée* étoit un *tyran*, un *oppresseur* de la

Digitized by Google

liberté publique, et nous en sommes les restaurateurs. L'Assemblée et le Peuple seroient exposés *aux plus grands périls*, si l'on rejetoit ou si l'on brûloit ces papiers.

Un autre Membre des Communes a observé que l'Assemblée avoit décidé de ne recevoir aucune Motion étrangère avant la Constitution.

Enfin, M. le Comte *de Clermont-Tonnerre* résumant les questions proposées, a instruit l'Assemblée qu'il avoit assisté, samedi, à l'ouverture des lettres surprises à M. *de Castelnau*, et lues par le Comité-Permanent. Ces lettres ne contenoient que des complimens; la lettre déchirée ne renfermant que des affaires particulières, il n'y avoit lieu à délibérer, et chacun devoit souhaiter de voir finir le silence des lois.

M. le Président ayant demandé s'il y avoit lieu à délibérer, la très-grande pluralité de l'Assemblée a répondu négativement.

M. le Président a rapporté qu'il avoit été réveillé hier par un Courrier de Nogent-sur-Seine, porteur d'une lettre de M. l'Abbé *de Calonne*, et du Procès-verbal de l'Hôtel-de-Ville. M. l'Abbé voyageant avoit été arrêté par la Milice bourgeoise, et la Municipalité de Nogent attendoit les ordres de l'Assemblée pour le relâcher.

M. l'Abbé *Maury* se plaignant également d'avoir été arrêté à Péronne, où il se rendoit pour faire révoquer ses pouvoirs impératifs, les Officiers municipaux de Péronne ont envoyé le Procès-verbal de cette détention, et demandé les ordres de l'Assemblée.

Suivant le Procès-verbal de Nogent-sur-Seine, M. l'Abbé *de Calonne*, Député Suppléant du Clergé de Melun, s'étoit travesti

Digitized by Google

en habit séculier, et sous le nom de M. *d'Héraut*, pour rejoindre, à Spa, Madame la Duchesse *de Devonshire*. Le soin de sa sureté lui avoit inspiré ce déguisement. On s'étoit saisi de son porte-feuille contenant des lettres en Anglois, d'autres en François, et des chansons.

D'après l'avis de M. *de Clermont-Tonnerre*, M. l'Abbé *de Calonne* avoit été arrêté de *la manière la plus légale;* l'Assemblée ne devoit pas délibérer à ce sujet, et M. le Président répondroit aux Officiers municipaux, *qu'ils étoient les maîtres* du sort de M. l'Abbé *de Calonne*.

M. *de Volney :* L'Assemblée venoit de perdre quinze jours à s'occuper des détails du royaume, dont elle ne devoit pas être le Lieutenant de Police. Il falloit créer un Comité de rapport, chargé de l'examen de ces particularités, à l'imitation de celui qui existe au Parlement d'Angleterre. L'opinant a lu ensuite une Motion à ce sujet, qu'il a remise sur le Bureau, et a fini par attester qu'on n'avoit à craindre aucune hostilité de la part des Anglois, un voyageur arrivé de Londres, la veille, l'ayant rassuré à cet égard.

M. *Garat* l'aîné a approuvé la Motion de M. *de Volney*. Je désirerois, a-t-il ajouté, que le sentiment qui me porte à réclamer M. l'Abbé *de Calonne* et M. l'Abbé *Maury*, fût un sentiment d'affection. M. l'Abbé *de Calonne* est un Suppléant, qui peut devenir Député; M. l'Abbé *Maury* est un Député; il auroit dû rester ici. L'Assemblée doit les mander l'un et l'autre, pour leur faire rendre compte des motifs de leur éloignement.

Un Préopinant a prié l'Assemblée de rendre un décret qui interdise aux Municipalités,

Digitized by Google

de recourir à elle pour des objets qui regardent le pouvoir exécutif, ou qui sont indignes de son attention.

M. *de Lally* a relu la Motion de M. *de Volney*. Elle a été approuvée par M. *Pison du Galand*, et combattue par un autre Membre, qui a soutenu que le Comité de rapport ne pourroit prendre aucun parti sans le consentement de l'Assemblée, ce qui feroit perdre beaucoup de temps.

M. *Fréteau* a prié l'Assemblée de prendre un parti, relativement à M. l'Abbé *Maury*.

Un Membre des Communes a observé que l'Assemblée ne pouvoit réclamer trop tôt la liberté de M. l'Abbé *Maury*, puisque par un décret solennel elle avoit déclaré ses Membres inviolables.

M. l'Archevêque de Vienne a soutenu cet avis, en priant l'Assemblée d'ordonner à M. l'Abbé *Maury* de se rendre à Versailles.

Un autre Membre des Communes vouloit au contraire qu'on fît exception au décret d'inviolabilité, et que les deux Abbés, *sujets aux lois de police*, fussent livrés aux Tribunaux des lieux, pour être interrogés.

Un Membre de la Noblesse a prouvé contre le Préopinant, que les pouvoirs d'un Député devoient lui servir de passe-port et de sureté dans l'intérieur du royaume.

M. *Duport* a proposé un projet de réponse aux Municipaux de Péronne, et qu'on laissât à M. l'Abbé *Maury* toute liberté de se rendre à l'Assemblée.

M. *Mounier*, en adoptant l'avis de M. *de Volney*, a proposé d'autoriser M. le Président à écrire aux Officiers municipaux des deux villes, que l'Assemblée ne peut ni ne

Digitized by Google

doit s'occuper des objets de Police, et à leur ordonner de relâcher les deux Abbés.

Cette discussion fort simple ne finissant point, M. le Président a prié l'Assemblée de l'autoriser à faire remettre M. l'Abbé *de Calonne* en liberté. Sur cette demande, le débat s'est renouvelé avec encore plus d'acrimonie.

Suivant M. *de Clermont-Lodève*, la détention des deux Abbés étoit injuste, et leurs personnes inviolables, d'après l'arrêté du 23 juin.

Un Préopinant votoit pour renvoyer M. l'Abbé *de Calonne* aux Juges du lieu.

Un Membre des Communes s'est récrié, avec raison, sur la perte de temps qu'occasionnoit cette discussion

De nouveau, M. le Président a prié l'Assemblée de l'autoriser à écrire aux Magistrats des deux villes, pour faire relâcher M.M. les Abbés *de Calonne* et *Maury*.

Nouveau tumulte.

Un certain nombre de Membres ont crié qu'il n'y avoit lieu à délibérer.

M. *Fréteau* a fait sentir les dangers auxquels pourroient être exposés les deux Abbés, si on les laissoit au pouvoir du Peuple. Cette observation n'a point rallenti l'animosité de quelques personnes.

Un Membre de la Noblesse a déclaré que l'Assemblée se déshonoreroit, si elle ne faisoit pas relâcher les Prisonniers.

M. le Marquis *de Montesquiou* : « L'Assemblée ne peut s'écarter des principes qu'elle « a adoptés. Elle doit réclamer M. l'Abbé « *Maury*, dont la personne est inviolable. Elle « doit ordonner à la Municipalité de Nogent « de rendre la liberté à M. l'Abbé *de Calonne*. »

Digitized by Google

M. *de Lally* a réclamé avec fermeté les deux Prisonniers, et il a lu un projet de réponse de M. le Président aux deux Municipalités.

Enfin, M. le Président a prié ceux qui approuvoient le projet de lettre pour M. l'Abbé *de Calonne*, de se lever.

Ce projet a été admis presque universellement.

Il a dit ensuite: Les personnes qui seront d'avis que j'écrive la même lettre à Péronne pour M. l'Abbé *Maury*, sont priées de se lever.

M *de Volney* a parlé assez long-temps, pour finir par proposer de délibérer sur la liberté des Citoyens.

Ce discours a été suivi d'une grande rumeur.

M. *de Clermont-Tonnerre* a lu deux fois un projet de lettre pour M. l'Abbé *Maury*.

Le tumulte a recommencé.

M. le Président a prié ceux qui opinoient pour cette lettre, de se lever.

Nouveau bruit.

M. le Président s'est écrié : « *Messieurs*, « il est contraire à la liberté de l'Assemblée de « ne pas vouloir délibérer. »

Enfin, ce projet de lettre a été reçu.

Une Députation du Châtelet a paru à la Barre. On a fait entrer dans l'enceinte M. le Prévôt de Paris et M. le Lieutenant Civil, qui ont prononcé chacun un Discours.

Un des Secrétaires a lu l'Arrêté du Châtelet: M. le Président a répondu à la Députation.

Elle a été suivie d'une Députation de Pontoise, qui, à son tour, a harangué l'Assemblée.

M. le Duc *d'Aumont*, Grand Bailli d'Epée du Bailliage de Chauni, a présenté une récla-

Digitized by Google

mation de ce ressort, qui demande une représentation directe à l'Assemblée nationale.

Toutes ces délibérations épisodiques terminées, M. l'Archevêque de Bordeaux a lu le préambule de la Constitution.

M. le Comte *de Clermont-Tonnerre*, un projet de Constitution extrait des cahiers des Bailliages.

M. *Mounier*, le plan du premier chapitre de la Constitution.

M. l'Abbé *Sieyes* a fait imprimer, de son côté, des *Préliminaires de Constitution*, ouvrage métaphysique, dont nous présenterons un jour les résultats, en les confrontant avec ceux de M. *Mounier*.

Sur un bruit, propagé et commenté avec une rapidité conforme aux circonstances, on parloit, en tous lieux, d'un complot concerté entre des traîtres et les Anglois, pour livrer à ces derniers le port de Brest. A ce sujet, M. le Président a lu la lettre suivante de M. le Comte *de Montmorin*, ainsi que celle adressée à ce Ministre par son Excellence M. le Duc *de Dorset*, Ambassadeur d'Angleterre.

Lettre de M. le Comte DE MONTMORIN *à M. le Président de l'Asssemblée Nationale.*

Versailles, le 27 juillet 1789.

M. LE PRÉSIDENT,

« M. l'Ambassadeur d'Angleterre m'a prié instamment d'avoir l'honneur de vous communiquer la lettre ci-jointe ; j'ai cru d'autant moins pouvoir me refuser à ses instances, qu'il me prévint, en effet verbalement, dans les premiers jours du mois de juin, d'un complot contre le port de Brest. Ceux qui le méditoient, demandoient quelques secours pour

Digitized by Google

cette expédition, et un asyle en Angleterre. M. l'Ambassadeur ne me donna aucune indication relative aux auteurs de ce projet, et m'assura qu'ils lui étoient absolument inconnus. Les recherches que j'ai pu faire, d'après des données aussi incertaines, ont été infructueuses, comme elles devoient l'être; et j'ai été, dans le temps, obligé de me borner à engager M. le Comte *de la Luzerne* à prescrire au Commandant de Brest les précautions les plus multipliées et la vigilance la plus exacte. »

« J'ai l'honneur d'être, etc. »

Lettre de M. le Duc DE DORSET, *Ambassadeur d'Angleterre en France, à M. le Comte* DE MONTMORIN.

Paris, ce 26 juillet 1789.

MONSIEUR,

« Il m'est revenu, de plusieurs côtés, qu'on cherchoit à insinuer que ma Cour avoit fomenté, en partie, les troubles qui ont affligé la capitale depuis quelque temps; qu'elle profitoit de ce moment pour armer contre la France, et que même une flotte étoit sur les côtes, pour coopérer hostilement avec un parti de mécontens : tout dénués de fondement que soient ces bruits, ils me paroissent avoir gagné l'Assemblée nationale; et le Courrier national, qui rend compte des Séances des 23 et 24 de ce mois, laisse des soupçons qui me peinent d'autant plus, que vous savez, Monsieur, combien ma Cour est éloignée de les mériter. »

« Votre Excellence se rappellera plusieurs conversations que j'eus avec vous au commencement de juin dernier, le complot affreux qui avoit été proposé relativement au port de Brest,

Digitized by Google

Brest, l'empressement que j'ai eu à mettre le Roi et ses Ministres sur leurs gardes, la réponse de ma Cour, qui correspondoit si fort à mes sentimens, et qui repoussoit avec horreur la proposition qu'on lui faisoit; enfin, les assurances d'attachement qu'elle répétoit au Roi et à la Nation: vous me fites part alors de la sensibilité de Sa Majesté à cette occasion. »

« Comme ma Cour a infiniment à cœur de conserver la bonne harmonie qui subsiste entre les deux Nations, et d'éloigner tout soupçon contraire, je vous prie, Monsieur, de donner connoissance de cette lettre, sans aucun délai, à M. le Président de l'Assemblée nationale; vous sentez combien il est essentiel pour moi qu'on rende justice à ma conduite et à celle de ma Cour, et de chercher à détruire l'effet des insinuations insidieuses qu'on a cherché à répandre. »

« Il importe infiniment que l'Assemblée nationale connoisse mes sentimens; qu'elle rende justice à ceux de ma Nation et à la conduite franche qu'elle a toujours eue envers la France depuis que j'ai eu l'honneur d'en être l'organe. »

« J'ai d'autant plus à cœur que vous ne perdiez pas un instant à faire ces démarches, que je les dois à mon caractère personnel, à ma Patrie, et aux Anglois qui sont ici, afin de leur éviter toutes reflexions ultérieures à cet égard. »

« J'ai l'honneur d'être, etc. »

Du mardi 28 JUILLET M. le Président a annoncé que M. le Baron *d'Andlau*, l'un des Députés de la Noblesse d'Alsace, étoit obligé de partir pour se rendre aux eaux, à

Digitized by Google

cause de sa mauvaise santé, mais qu'il reviendroit après son retablissement.

Il a lu ensuite une lettre de la Municipalité de Soissons, qui annonce des ravages commis dans les campagnes par une troupe de près de quatre mille brigands ; ils ont moissonné les blés à Crépi, à Villers-Coterets, et elle supplie l'Assemblée de vouloir bien lui envoyer des troupes (1).

M. *de Clermont-Tonnerre* a lu les nouveaux pouvoirs de la Noblesse des Bailliages de Châlons-sur-Saone et de Cottentin, qui donnent toute liberté à leurs Députés : lecture suivie de la communication, par extrait d'un grand nombre d'adresses et lettres congratulatoires.

Un Député de la Noblesse du pays de Caux a lu une déclaration de ses Commettans, qui adhèrent aux décrets de l'Assemblée, et renouvellent la renonciation à tous les privileges pécuniaires.

M. le Président a prié l'Assemblée de déliberer de nouveau sur l'offre faite par M. le Prince *de Poix*, d'une garde d'honneur de la Milice de Versailles.

L'Assemblée a agréé cette garde d'honneur, à condition qu'elle feroit le service concurremment avec les gardes de la Prévôté.

M. *de Volney* a repris sa motion de la veille, sur la formation d'un Comité de *Rapport*, composé de 30 personnes.

(1) Ce rapport, *comme tant d'autres*, est grossi d'exagerations. Il a été démenti *comme tant d'autres*, et l'on sent que 4000 brigands réunis pour faucher les blés verts, sont plus dignes d'un conte Mogol, que d'une relation réfléchie.

Digitized by Google

M. *Dupont* a observé que ce Comité étoit proposé dans le Réglement, et qu'il nuiroit aux discussions ordinaires, si l'on ne fixoit un jour dans la semaine pour entendre ces rapports.

Un Membre des Communes s'est opposé à la formation du Comité, et a proposé à l'Assemblée de s'occuper de ces objets d'administration, de surveillance, ou de police, une demi-heure avant la Séance.

Un Membre de la Noblesse a appuyé le fond de la motion de M. *de Volney*, en la déclarant mal rédigée, puisqu'elle attentoit au pouvoir exécutif. Il a demandé la suppression des mots *administration* et *police*.

Un Membre des Communes a proposé un amendement, pour renvoyer aux Ministres les objets qui les regardent.

Un autre a soutenu l'avis de l'avant dernier préopinant, mais en disant que c'étoit à l'Assemblée à faire le renvoi aux Ministres.

M. le Comte *de Custines* a été de ce sentiment. Il a prié l'Assemblée de tenir une Séance après midi, chaque semaine, pour entendre ce rapport.

D'autres Membres ont parlé, mais sans être entendus.

Un Député des Communes a proposé de décréter une proclamation aux Provinces pour leur défendre d'envoyer des adresses, lettres, etc. à l'Assemblée. C'est le seul moyen, a-t-il dit, de ne plus perdre de temps, et l'Assemblée en perdra beaucoup à entendre ces rapports successifs.

Diverses opinions ont succédé aux précédentes; après quoi M. *de Volney* ayant corrigé sa motion, en a fait la lecture suivante:

Digitized by Google

« Attendu les distractions et les retards qu'apportent les travaux de l'Assemblée, et à l'ouvrage important de la Constitution, les affaires de l'État, qui se multiplient chaque jour, il sera établi un Comité de rapport, composé de 30 Membres, auquel seront renvoyés tous les mémoires, plaintes et adresses, pour y être examinés; et s'il y a lieu, le rapport en être fait à l'Assemblée générale ».

Un Membre de la Noblesse vouloit les choisir par Généralités.

La discussion a recommencé sur la manière d'élire les Commissaires de ce Bureau de rapport. M. *Bouche* a demandé que le Comité de vérification fût changé en Comité de rapport.

M. le Président a proposé à l'Assemblée d'admettre la motion de M. *de Volney*, avec la formation par Bureaux, ou de la rejeter. Elle a été admise.

Il a dit ensuite : Le Comité rendra-t-il compte, tous les jours, après la lecture des adresses.

Un Député noble a observé qu'il falloit s'en rapporter à la sagesse du Comité. Il a prié l'Assemblée d'autoriser le Comité à faire part sur-le-champ aux Ministres de tous les objets qui pourroient regarder le pouvoir exécutif.

M. le Président a prié l'Assemblée de déclarer si le Comité feroit son rapport, le soir, dans des Assemblées extraordinaires, à la sortie des Bureaux. Unanimement agréé.

Il a demandé si les Membres de ce Comité seroient changés tous les mois ? Même opinion.

M. le Président ayant ensuite remis en délibération les motions de MM. *de Châtenay*-

Digitized by Google

Lanti et *Reubell*, relatives à l'ouverture des lettres.

M. *Duport* a lu un avis, tendant à s'occuper d'une surveillance générale et active; à former une commission de quatre personnes, pour prendre connoissance du complot de Brest, des désastres du Soissonnois, et de tous les crimes de *lèse-Nation*, et à en rendre compte à l'Assemblée. Cette motion a été vivement soutenue par M. le Vicomte *de Noailles*.

Selon un Député des Communes, le nombre de quatre Commissaires étoit insuffisant; il en falloit douze. M. *Pison du Galand* a voté pour prendre l'agrément du Roi.

M. *Reubell* a défendu sa motion de samedi dernier, touchant les papiers gardés à l'Hôtel-de-Ville, papiers qui devoient être remis à des Commissaires pour en faire le rapport à qui de droit. Il étoit pressant de dénoncer les auteurs du complot de Brest, des ravages des brigands, et les Ministres qui avoient été renvoyés d'après la demande de l'Assemblée.

M. le Duc *de la Rochefoucault* a pressé l'acceptation du plan de M. *Duport*, la formation d'un *Comité de recherches*, composé de quatre Membres choisis avec soin et sur-le-champ.

M. *Dandré* a demandé douze Membres, mais sans nommer de Tribunal judiciaire.

M. *le Grand*, Député de Berry, a dit: « On ne peut, ni on ne doit nommer de Tribunal dans l'Assemblée. La motion de M. *Duport* présente de grands inconvéniens. Cette commission pourra-t-elle recevoir toutes les dépositions, et informations? » Elle ne peut in-

Digitized by Google

former, elle ne doit prendre que des renseignemens. Quatre personnes n'obtiendroient pas assez de confiance. Malgré les nombreux inconvéniens de ce Comité, on pouvoit en former un *d'instruction*, et de 12 personnes.

M. le Marquis *de Gouy d'Arcy* s'est fort récrié contre le complot de Brest, et les brigands qui, à l'entendre, ont détruit les récoltes. Il a voté pour quatre Inquisiteurs, *qui doivent rester inconnus.* Il falloit ce soir assembler les Bureaux, pour nommer un Membre par Bureau. Ces trente personnes se réduiroient entre elles à quinze; ces quinze nommeroient six personnes, dans l'Assemblée, pour faire toutes les perquisitions possibles. Les quinze Membres donneroient leur parole d'honneur *de garder le secret le plus inviolable sur leur nomination.* Cette commission ne doit être connue que de MM. *de la Fayette* et *Bailly*, qui lui remettront tous les paquets et lettres déposés à l'hôtel-de-ville, ou *interceptés à la poste.* Deux des six se transporteront par-tout où ils le jugeront nécessaire.

M. le Chevalier *de Boufflers* a témoigné sa défiance des alarmes dont on menaçoit l'Assemblée; il adoptoit la Motion de M. *Duport*, mais en réclamant le respect dû aux lettres. Le procédé commis envers M. *de Castelnau*, l'un des Ministres du Roi dans l'Etranger, donnoit une nouvelle force à ce principe. Rien au monde ne pouvoit justifier une surprise à la foi publique. Le seul danger de l'Etat est la violation des droits des Citoyens.

Ce discours, quoiqu'improuvé de quelques Membres, a été applaudi d'un grand nombre d'autres.

Suivant un Préopinant, l'Arrêté du 13, et la

Digitized by Google

Proclamation, forçoient l'Assemblée de se procurer tous les moyens de conviction des crimes actuels : on ne connoit pas les coupables du complot de Brest, et des brigandages commis dans les provinces ; mais on a soupçonné un grand nombre de personnes à qui il importe que les vrais criminels soient connus.

M. le Comte *de Virieu* : Le despotisme d'une société étoit plus dangereux que le despotisme d'un seul. La République de Venise s'est deshonorée par la création du Tribunal des Inquisiteurs d'État ; on n'auroit pas dû proposer cette Motion dans un Royaume appelé le pays des Francs, et qui étoit la sauve-garde ou l'asyle de tous les Peuples de l'Europe. Cette proposition est inadmissible. La Commission doit être publique, si elle est créée. L'Assemblée n'a pas le pouvoir d'ériger une Commission secrète. On ne peut nommer un Tribunal que lorsque la Constitution sera faite. Dans le cas où l'on adopteroit ce Comité, il demandoit qu'il consistât en une simple Commission d'informations secrètes, qui ne pût rien instruire.

Un Membre des Communes s'est indigné de ce qu'on osoit proposer à cette auguste Assemblée, composée d'hommes d'honneur, de manquer au secret des lettres. Pour découvrir les criminels et les connoître, il faut un Comité de 12 personnes. Quant à l'interception des lettres, déclarons qu'il n'y a lieu à délibérer ; car il seroit indigne de l'Assemblée nationale de prévariquer aux mandats de ses Commettans. On ne peut intercepter que les lettres des personnes jugées coupables. On ne doit nommer un Tribunal que lorsque la Constitution sera faite. La

Digitized by Google

nomination des 12 personnes du Comité d'information doit être publique.

M. *Chapelier* a remarqué qu'on s'éloignoit de la Motion. Il a resumé le pro et de M. *Duport*, en l'approuvant, et s'est opposé à l'ouverture des lettres : l'Assemblée nationale ne devant violer, ni la morale, ni les droits de la nature et ceux des gens, ne peut attenter d'avance à la Constitution qu'elle doit établir.

Délibération prise sur la Motion de M. *Duport*, elle a eu la presque universalité des suffrages, et le nombre de 12 Commissaires a passé à une grande majorité. Ils seront nommés par Listes, dans les Bureaux, sans proportion d'ordre.

M. le Président a demandé ensuite à l'Assemblée si elle admettoit la Motion de M. *Reubell* sur l'interception des Lettres à remettre à l'Hôtel-de-ville, et ensuite au Comité *d'instruction*. Nombre de voix se sont élevées avec murmure, et ont demandé s'il y avoit même lieu à délibérer.

M. *Reubell* a retiré sa Motion aux applaudissemens de la grande pluralité.

M. le Président du Bureau des Finances de Paris est entré dans l'enceinte, et a prononcé un Discours, en laissant sur le Bureau l'Arrêté de sa Compagnie.

M. le Président a demandé si le *Comité d'instruction* devoit être Permanent, ou établi pour un mois, sauf a être continué.

M. *Grégoire*, Curé d'Imbermesnil a voté pour qu'il soit renouvelé tous les mois : opinion admise presqu'universellement.

M. *Dupont* a fait lecture d'une lettre écrite à M. le Duc *de Liancourt* par le Capitaine de la Milice Bourgeoise d'Houdan, qui an-

Digitized by Google

nonce que le blé manque dans son marché, et qui supplie l'Assemblée de l'autoriser à faire délivrer le sel au Peuple, à moitié du prix courant.

M. le Comte *de Clermont-Tonnerre* a lu une Motion de M. le Comte *de Puissaye*, Député du Perche, relative aux impôts, dont le Peuple refuse de payer une grande partie.

Un Député *de Langres* a annoncé que le Peuple de cette ville avoit refusé de payer les impôts, et brûlé toutes les maisons des Collecteurs. Des brigands s'étoient répandus dans les campagnes voisines, et il prioit l'Assemblée de rendre un décret, pour ordonner la perception de tous les impôts. M. l'Evêque *de Langres* a soutenu cette Motion, et l'Arrêté correlatif proposé par le Préopinant.

Sur quoi un Noble a observé qu'on ne devoit pas insérer dans l'Arrêté ces mots-ci, *le soulagement du Peuple*, attendu que le déficit et l'énorme dette de l'Etat ne permettoient pas de prévoir quel seroit ce soulagement.

Un Député des Communes a ajouté que le Peuple de sa province refusoit de payer les droits de champart, etc. etc.

M. *Duport :* L'Arrêté du 16 devoit être envoyé dans tous les villages. L'intempérie, et les ravages commis par les brigands, ne permettoient pas d'ordonner au Peuple de payer tous les impôts établis, puisque ce seroit exposer l'Assemblée à perdre le respect et la confiance du Peuple; évènement qui entraîneroit les plus grands malheurs.

M. *Fréteau* a appuyé cet avis avec force. La crainte de la disette étoit encore une raison d'empêchement. L'Assemblée agiroit sagement de remettre cette délibération à de

Digitized by Google

autre jour. Il est indispensable a-t-il ajouté, que le pouvoir exécutif prenne des précautions contre la dévastation des campagnes. Peut-être les Communes seront obligées de marcher contre les brigands; on ne peut donc leur envoyer un Arrêté pour les astreindre à payer des impôts.

M. *Duport* a demandé et obtenu le renvoi de sa Motion à un autre jour.

Du mercredi 29 JUILLET. Rapport de l'extrait des Adresses et Lettres de différentes villes. Parmi les Lettres lues, il s'en trouve une du Chef des incendiaires de Londres en 1780, de Lord *George Gordon*, écrivant de Londres (1) à l'*Assemblée nationale de France*, et en anglois.

M. le Président a communiqué un paquet de la Commission intermédiaire de Soissons, qui dément les crimes prétendus commis auprès de Crépy, la fable des quatre mille brigands, celle des blés fauchés en vert, et autres sur lesquelles plusieurs Opinans avoient formé la veille les plus sinistres conjectures.

M. *de Grosbois*, Député de la Noblesse de Besançon, et premier Président du Parlement de Franche-Comté, a rendu compte de la conduite de sa Compagnie, relativement à la malheureuse affaire du château de Quincey, et a remis sur le Bureau l'Arrêté du Parlement du 23 Juillet. Un de MM. les Secrétaires en a fait lecture.

---

(1) Ou plutôt de la prison de Newgate, où ce Maniaque est renfermé depuis l'année dernière.

Digitized by Google

Extrait du registre des Délibérations du Parlement, à la Séance du 23 Juillet 1789.

Ce jour, la Cour, les Chambres assemblées, après lecture faite de l'Arrêté de la précédente Séance, qui a été approuvé, M. le Président *de Camus* a fait lecture du Procès-verbal dressé par MM. les Commissaires, à l'exécution de l'Arrêt rendu à la précédente Séance, contenant les raisons qui les ont empêchés de donner suite à l'exécution dudit Arrêt, et a proposé à Messieurs de délibérer.

La matière mise en délibération, il a été arrêté que copies en forme dudit Procès-verbal seront envoyées à M. le premier Président, en le priant et le chargeant de les faire parvenir au Roi et à l'Assemblée nationale.

Arrêté en outre que M. le premier Président demeureroit chargé expressément de supplier le Roi et l'Assemblée nationale, de pourvoir le plus promptement possible aux moyens de faire cesser les désordres qui affligent la Province, tels que des démolitions de châteaux, incendies de dépôts publics et d'archives particulières; attroupemens et excès commis contre différentes personnes, soit dans leurs domiciles, soit sur les chemins publics, malgré tous les soins que l'autorité civile et militaire et les communes des villes y ont apporté jusqu'à présent.

La Cour a arrêté de plus que mondit sieur le premier Président demeure chargé d'assurer le Roi et l'Assemblée nationale, de sa confiance la plus entière dans les mesures et les moyens qu'ils croiront devoir employer pour le bonheur de la Nation, et pour assurer à tous les Citoyens la liberté et la sureté de

Digitized by Google

leurs personnes, ainsi que la propriété de leurs biens, déclarant qu'elle attend et qu'elle désire l'établissement de toutes lois et décrets que leur sagesse leur dictera, auxquels la Cour déclare qu'elle sera aussi inviolablement attachée qu'elle l'a été jusqu'à présent à celles dont l'exécution lui a été confiée. *Signé* SEGUIN. En marge est écrit, Collationne, *signé* CUPILLARD, avec paraphe.

M. *de Puzi*, l'un des Députés de la Noblesse d'Amont, a représenté que, sans avoir l'intention de porter atteinte à la confiance que le Parlement témoignoit à l'Assemblée, il ne voyoit d'autre moyen à cette Cour de calmer la fermentation de la Province, que celui de l'abandon des principes d'un de ses Arrêtés, où elle a soutenu 1°. que les Députés doivent être choisis dans les Etats de la Province; 2°. l'observation de la forme de 1614; 3°. la convocation par Ordre; 4°. la délibération en Chambre séparée, et jamais en commun; 5°. que les Députés ne peuvent innover dans la forme des Etats, si ce n'est en vertu d'un mandat exprès de la Nation entière, donné individuellement; 6°. que les Etats-Généraux ne peuvent déroger aux immunités de la Province, ni atténuer ses capitulations; 7°. que les impôts doivent être consentis par les Etats de la Province, et enregistrés au Parlement.

M. le Marquis *de Toulongeon* a ajouté que les troubles augmentoient journellement dans la Franche-Comté : Vesoul étoit forcé, trois abbayes détruites, onze châteaux renversés. Le Parlement avoit envoyé une Commission qui n'a pas été reçue, parce qu'il ne jouit pas de ce grand caractère nécessaire à toute Justice, la confiance.

Digitized by Google

Un Arrêt a évoqué l'affaire de Quincey ; cet Arrêt est illégal : le coupable n'étant pas connu, on ne pouvoit informer que du fait, dont la connoissance appartenoit aux Juges naturels ; il est vrai qu'un nouvel Arrêt a rétracté le premier, et leur a laissé l'instruction de l'affaire. J'invoque sur ce point le témoignage de M. le premier Président.

Ce Magistrat a déclaré n'avoir connoissance que de l'Arrêté dont il vient d'être fait lecture.

Les détails de ce mystère et des désastres survenus depuis à Luxeuil ont été renvoyés au Comité de rapport.

Un Membre ayant proposé que les pouvoirs de tous les Députés fussent remis aux Archives, cette Motion a passé après une légère discussion.

On attendoit depuis plusieurs jours le Réglement de police intérieure, sans lequel les délibérations de l'Assemblée resteroient privées de cet ordre si nécessaire à l'économie du temps, à celle des paroles, et à la dignité d'un Corps législatif.

M. *Rabaud de Saint-Etienne* a fait la lecture de ce Réglement, avec une partie des changemens demandés par les Bureaux.

M. le Président a proposé de lire séparément chaque chapitre, et d'approuver article par article.

M. *Bouche* renvoyoit cette discussion aux Bureaux, en les priant de nommer chacun un Membre, qui se rendroit au Comité de rédaction pour rédiger définitivement ce Réglement.

Un Curé a combattu l'article XX du chapitre IV, qui fixe la Majorité des suffrages à la moitié plus un. Il a ensuite exposé des

Digitized by Google

réflexions sur l'article de la discussion et sur la réduction des avis.

M. *Bouche* a prié l'Assemblée d'admettre provisoirement le Règlement, opinion à laquelle a accédé M. *Fréteau*.

M. le Marquis *d'Avaray* ayant voulu prendre la parole, un Membre des Communes a observé qu'il falloit auparavant délibérer sur la Motion de M. *Bouche*.

M. le Président a prié l'Assemblée d'admettre la Motion de M. *Bouche*, ou de discuter le fond du Règlement.

M. *de Mirabeau* a entamé une argumentation en faveur de la Majorité simple, mais il a été interrompu, sans pouvoir reprendre la parole, quoiqu'il ait insisté à différentes reprises.

M. le Marquis *d'Avaray* a observé que, suivant le Règlement, les paquets et lettres devoient être ouverts à l'Assemblée, tandis qu'on avoit décidé de les renvoyer au Comité de rapport.

Un Curé a proposé d'admettre provisoirement le Règlement, à l'exception de l'article de la Majorité des suffrages, et de celui de la durée des Bureaux. Il a lu quelques observations relatives à la discussion, et au nombre des voix nécessaires pour obtenir la Majorité.

M. *Renaud* a observé qu'il voyoit avec douleur l'Assemblée perdre beaucoup de temps, et il a demandé que M. le Président fût prié d'imposer silence à ceux qui s'éloigneroient de la question.

M. le Maire *de Grasse* a observé que le Règlement ayant déja été examiné dans les Bureaux, il étoit inutile de l'y renvoyer de nouveau; que former un Comité pour en faire la critique, ce travail éprouveroit des contra-

Digitized by Google

dictions et des longueurs; que si on discutoit dans l'Assemblée les articles, ce seroit faire naître des débats qui emporteroient l'usage d'un temps précieux, qui ne devoit être consacré qu'au travail de la Constitution; qu'il paroîtroit plus sage d'adopter le Réglement, tel qu'il étoit proposé, provisoirement ou définitivement, sauf d'y faire les changemens que les circonstances et le temps feroient juger nécessaires. Par ce moyen, l'on paroit aux vices que le délai et les longueurs entraîneroient, et l'on se réservoit le droit de restreindre, ou de supprimer certains articles; car la meilleure critique, la plus sage, est celle de l'expérience.

M. *de Mirabeau* a manifesté le même sentiment, et a réfuté, avec véhémence, le Préopinant du Clergé, qui désiroit qu'on fixât la Majorité des suffrages à 700 voix sur l'Assemblée complète.

M *Demeunier* a opiné pour l'admission du Règlement, à l'exception de l'article relatif à l'impression des Motions. Il a rejeté la Majorité graduée: à son avis, on devoit imprimer seulement les Motions intéressantes, supprimer l'article du recensement des voix par sections, et délibérer dans la forme adoptée jusqu'à présent.

M. *Target* a demandé la Majorité à 601 voix, l'Assemblée étant entièrement complète.

Suivant M. l'Evêque de Chartres, on ne pourroit prendre aucune délibération, si le Réglement n'étoit admis que provisoirement, parce que les résolutions paroîtroient aussi précaires que les formes d'après lesquelles on les auroit prises.

M. *Target* a relevé cet avis en soutenant

Digitized by Google

que l'expérience seule instruiroit l'Assemblée des changemens à faire au Règlement.

M. *le Chapelier* a présenté des observations sur l'article d'un Comité de quatre personnes pour la révision du Procès-verbal, ce qui retarderoit sa rédaction définitive de 24 heures. Il désapprouvoit l'impression des Motions et le recensement des voix, et concluoit à l'admission provisoire du Règlement, à l'exception de ces trois articles.

M. *Lanjuinais* a demandé l'admission du Règlement, sauf à changer dans la suite les articles que l'expérience indiqueroit, à l'exception de celui de la Majorité des suffrages, qui doit être discuté et délibéré séparément, et des articles contestés par M. *le Chapelier*.

D'après ces débats, M. le Président a proposé les quatre questions suivantes :

1°. L'Assemblée désire-t-elle prendre les voix par assis et levé, et, en cas de doute, par l'appel, ou bien par la voix des recenseurs ?

La voie des recenseurs a été rejetée unanimement.

2°. L'Assemblée veut-elle créer un Comité de quatre personnes pour la révision du Procès-verbal ?

Ce Comité a été rejeté unanimement.

3°. L'Assemblée est-elle d'avis de faire imprimer les Motions qui traiteront de la Constitution, de la Législation et des finances ?

Adopté unanimement

4°. L'Assemblée veut-elle adopter la Majorité établie par le Règlement, c'est-à-dire, la moitié, plus un, du nombre des votans ?

Sur cette question, souverainement importante, les débats ont recommencé, et d'abord par M. le Comte *de Custines*, qui

Digitized by Google

a demandé que tous les articles de la Constitution n'eussent force de loi, que par la votation générale des Députés.

M. *de Bousmard* : « Je ne prétends point réveiller les idées d'Ordres ; il n'en existe plus qu'un dans cette Assemblée, celui du bien public. Pour décider la volonté générale, les articles de la Constitution ne doivent passer en loi, que lorsque la Majorité des Membres auront donné leurs voix. »

M. le Chevalier *de Boufflers* : « Pour prévenir l'inconvénient d'une Assemblée peu nombreuse, il falloit déclarer qu'on ne pourroit délibérer, que lorsque la Majorité de l'Assemblée seroit présente ; de sorte que la Majorité de la Majorité rendroit le décret. »

M. L'Evêque *de Chartres* a pressé la convenance d'une plus nombreuse pluralité, pour détruire les lois anciennes, que pour en créer de nouvelles. Par conséquent, il falloit les deux tiers des voix pour révoquer une loi ancienne, et trois, en sus de la moitié, pour en établir une nouvelle.

M. *Péthion de Villeneuve*, adoptant l'avis de M. *de Boufflers*, en fixant à 500 le nombre de Membres suffisant à une délibération, a combattu toute Majorité graduée, qui porteroit obstacle à la réforme des abus, et frapperoit de nullité une foule de délibérations utiles.

M. *Target* a discouru également en faveur de la Majorité simple : telle étoit, suivant cet Orateur, la règle de toute Assemblée délibérative. Sans cela, on ne se détermineroit jamais, et la prépondérance d'une seule voix accélère les décisions.

Un Membre des Communes a exposé que, l'Assemblée étant essentiellement active, rien

Digitized by Google

ne pouvoit suspendre ses délibérations: à quoi bon fixer le nombre des Membres, puisque l'Assemblée pouvoit être regardée comme complète, lorsque M. le President ouvroit la Séance? L'article du Réglement qui porte à 200 ce nombre compétent, doit être effacé du Réglement.

M. *de Mirabeau* a repris contradictoirement quelques-unes des opinions discutées, et d'abord celle de M. l'Évêque de Chartres, dont les doutes méritoient un examen.

Le principe de la majorité graduée, a dit l'Opinant, donneroit à la Minorité la puissance de la Majorité; la Minorité seule auroit de la force et de l'action; elle paralyseroit le plus grand nombre, dont l'activité deviendroit inutile; effet contraire aux lois de toute Assemblée délibérante. — On a voulu placer la Majorité dans la totalité des Représentans de la Nation; mais ce seroit nous jeter dans tous les inconvéniens du *veto* de l'absence. Un petit nombre peut s'entendre, et l'on n'auroit pas même l'espoir de les convertir.

Il est de principe que toute l'Assemblée doit au moins, pour agir, être composée d'un certain nombre. Toutes les Assemblées politiques de l'Europe ont consacré cet usage, et le réglement l'a conservé, en fixant ce nombre à deux cents personnes.

Les Anglois, dont nous sommes les imitateurs, ont composé leur Parlement de cinq cents personnes (1), et il ne peut être pris aucune délibération, que le nombre des votans ne soit de cinquante. Si cinquante suffisent sur

(1) 545.

Digitized by Google

cinq cents, à plus forte raison deux cents suffisent pour douze cents.

M. le Président a invité ceux qui adoptoient *l'Amendement* de M. *de Boufflers*, à se lever. *L'Amendement* a été rejeté, et l'article du Réglement confirmé.

Ensuite, M. le Président a prié l'Assemblée de déclarer si la Majorité, pour la Constitution et la Législation générale, seroit la même que pour les autres objets de délibération.

Un Membre de la Noblesse a observé qu'on ne présenteroit jamais à l'Assemblée une délibération aussi intéressante, et que par conséquent elle méritoit la plus grande attention. La Majorité pure et simple seroit fort dangéreuse pour les impôts et les intérêts des provinces. Il a supplié l'Assemblée de réserver exclusivement ce mode pour la Constitution et la législation.

M. L'Archevêque d'Aix a terminé les débats, en disant : « Mes observations sont un « hommage que je rends à la sagesse du Ré« glement; dans toute Assemblée nationale, « la volonte générale est connue par la plu« ralité. Nous ne sommes pas de simples Dé« libérans; nous cherchons, nous portons le « vœu général : Citoyens de toute la France, « réunis de toutes les provinces, nous venons « dire, dans cette Assemblée, que telle est l'o« pinion de la province ou de la Nation. Il « est dans la nature d'une Assemblée de Re« présentans, d'opiner à la pluralité simple; « une autre loi auroit une foule d'inconvé« niens, dont l'arbitraire seroit le moindre. »

M. le Président a demandé : *L'article du Réglement qui fixe la majorité à une voix*

Digitized by Google

au-dessus de la moitié, sera-t-il adopté dans tous les cas?

Cet avis a été adopté généralement, puisqu'on n'a remarqué que quatre à cinq opposans.

M. le Président a dit ensuite : Le Réglement sera-t-il adopté dès-à-present, sauf les changemens que l'expérience fera trouver nécessaires?

Admis unanimement.

Une députation de l'Université de Paris est entrée; M. *Dumouchet*, Recteur, a prononcé un discours, et remis l'extrait des Registres de l'Université, dont M. *Grégoire* a fait lecture. M. le Président a répondu au Recteur.

La députation des Commissaires-Généraux des Députés des bureaux des Finances du Royaume est entrée, a harangué l'Assemblée, et a reçu une réponse de la bouche de M. le Président.

La députation de l'Election de Paris a paru ensuite, a parlé, et a reçu une réponse.

La Séance a pris un degré d'intérêt bien supérieur à celui de ces protocoles d'étiquette, lorsque M. le Président a annoncé que M. *Necker* lui faisoit demander l'agrément de venir porter à l'Assemblée l'hommage de son respect et de sa reconnoissance. Un instant après, M. *Necker* est entré, conduit par M. l'Archevêque de Bordeaux; et passé dans l'enceinte, l'Assemblée et les spectateurs lui ont à peine donné temps de prononcer la phrase suivante, au milieu des plus vifs applaudissemens :

MESSIEURS,

» Je m'empresse de témoigner à cette au-

Digitized by Google

« guste Assemblée mes sentimens de recon-
» noissance pour les marques d'intérêt et de
» bonté dont elle m'a honoré. Elle m'a im-
» posé de grands devoirs ; mais c'est en me
» pénétrant de ses sentimens et de ses lumières,
» que je puis conserver un peu de courage. »

M. le Duc *de Liancourt* a répondu par un discours, aux sentimens duquel l'Assemblée a applaudi avec éclat, et dans lequel on distingue cette phrase ingénieuse.

« Quelle époque plus heureuse pour établir la responsabilité des Ministres, cette précieuse sauve-garde de la liberté, ce rempart certain contre le despotisme, que celle où le premier qui s'y soumettra, n'aura de compte à rendre à la Nation que celui de ses talens et de ses vertus ! »

L'arrivée d'une Députation de la ville de la Flèche, sa harangue, et la réponse de M. le Président ont terminé la Séance à trois heures.

Du jeudi 30 JUILLET. Les Bureaux seuls ont siégé dans la matinée. Le soir, Assemblée générale où l'on a reçu quelques informations du Comité de Rapport. La plus importante rouloit sur le Placet et le Procès-verbal des Officiers Municipaux de Dun en Clermontois : la Police de cette ville a fait arrêter un équipage de voitures, de chevaux et de domestiques, suspects d'appartenir à M. le Prince *de Lambesc*. Leur restitution ayant été réclamée par M. le Baron *d'Hanteville*, Colonel-Commandant du Régiment de Royal-Al-

Digitized by Google

lemand, le sort de ces effets restoit suspendu, jusqu'à la décision de l'Assemblée. Elle a renvoyé cette affaire au Ministre de la Guerre.

Le Règlement de Police, adopté hier, avoit limité les Assemblées générales à deux par semaines, les autres jours devant être laissés aux discussions plus froides par Bureaux. Cependant, M. *Bouche* s'est élevé contre cet article de Police, contre les inconvéniens des Bureaux, où les opinions s'atténuent et se subordonnent davantage à la déférence des noms ou des qualités. Cette Motion a été renvoyée au lendemain, conformément au Statut du Réglement qui exige deux jours pour l'exposé d'une Motion et pour sa décision.

On a lu le résultat du recensement des voix pour la formation du Comité de Rapport et de celui d'Information. Le premier est composé des Députés suivans : chaque Bureau a fourni un de ses Membres.

MM. le Comte *de Tessé*, *Grangier*, *Salomon*, Secrétaire; *Alquier*, le Baron *de Marguerite*, le Marquis *de Fumel*, le Comte *de Crillon*, l'Evêque de Saint-Flour, Vice Président ; le Chevalier *de Boufflers*, *Regnier*, *Prugnon*, l'Abbé *d'Eymar*, le Comte *d'Entraigues*, le Duc *de Villequier*, *Laire*, *Gros*, *Beaumé*, le Duc *de Praslin*, Président ; le Prince *de Broglie*, *Camus*, remplacé par *Yvernault*, *Bévière*, *Chaillon*, *Babey*, *Regnaud de Saintonge*, Secrétaire ; *du Cellier*, *Dinochau*, *le Noir de la Roche*, *de Tracy*, *Arnoult*, l'Abbé *de Montesquiou*.

COMITÉ D'INFORMATION.

MM. *Duport*, l'Evêque de *Chartres*, Duc *de la Rochefoucault*, *du Glézen*, *Fréteau*,

Digitized by Google

Tronchet, Reubell, Dandré, Comte *de Virieu, Camus, Bouche, Péthion de Villeneuve.*

Lecture faite des Procès-verbaux des Séances des 29 & 30 juillet. Les Députés du Périgord ont remis sur le bureau la Renonciation de la ville de Sarlat, à l'abonnement de la taille, qui leur avoit été accordé par *Charles VII.*

M. le Président a fait lire des lettres qu'il avoit reçues, dans la nuit, de l'Hôtel-de-Ville de Paris, & différens arrêtés de ce Corps, à l'occasion de M. *de Besenval*, appréhendé à Villenaux, & détenu.

M. le Comte *de Lally* a lu le discours de M. *Necker*, à l'Hôtel-de-Ville; & M. *Target* a proposé un Arrêté, par lequel l'Assemblée déclare qu'elle persiste dans ses Arrêtés, relatifs au procès des criminels de Lèse-Nation.

Une députation du district des *Blancs-Manteaux* a paru à la barre. M. *Godard*, portant la parole, a prononcé un discours sage & nerveux qu'il a terminé par la lecture des Arrêtés de l'Hôtel-de-Ville & du district des Blancs-Manteaux.

M. *Camus* : Pour calmer Paris, il falloit donner une communication officielle de l'Arrêté à prendre, à l'Hôtel-de-Ville, & au peuple. La conduite de l'Hôtel-de-Ville étant blâmée, ce Corps n'excédera plus ses pouvoirs, & le peuple sera content. Envoyer une députation à Paris pour notifier l'Arrêté, & s'assurer de la personne comme des papiers de M. *de Besenval.*

Je ne m'oppose pas, a dit M. *Mounier*, à ce qu'on envoie aux districts l'arrêté du 28, par lequel on a établi le Comité des recherches, au sujet des délits qui intéressent la sureté de l'état; mais vous ne devez pas, pour rétablir le calme dans Paris, abandonner les principes sacrés qui

Digitized by Google

protègent la liberté perſonnelle. La pourſuite des crimes contre la Nation ne concerne aucune ville, aucune province particulière du Royaume; elle appartient à ceux qui la repréſentent: aucun empriſonnement ne peut être fait que ſur votre réquiſition; & quand cette pourſuite ne vous appartiendroit pas, je demande s'il peut être permis d'empriſonner un citoyen, à moins qu'il ne ſoit pris en flagrant délit, ou qu'étant accuſé légalement, il n'y ait contre lui des preuves ſuffiſantes pour le faire préſumer coupable. Vainement parle-t-on de clameur publique; ces mots ſont mal entendus: la clameur publique qui peut autoriſer un empriſonnement, eſt celle qui pourſuit un criminel, pour l'arrêter lorſqu'on vient de le voir commettre le crime. Si l'on appelle clameur publique un bruit populaire, un ſoupçon, quel citoyen comptera ſur la liberté que nous ſommes chargés de défendre?

M. *de Mirabeau* a penſé qu'on ne pouvoit amener un calme parfait dans Paris, avant que les Comités des Diſtricts, & celui des Electeurs ne fuſſent d'accord; encore moins prononcer le mot d'amniſtie, & donner la liberté à aucun priſonnier avant leur jugement. La clémence appartient au Roi ſeul; l'Aſſemblée ni perſonne n'a le droit d'innocenter. Pour rendre le calme à la capitale, il faut ſeconder ceux qui propoſent des plans de Municipalité. A la Motion de M. *Target*, on devoit joindre une Déclaration pour fixer les droits du Comité des 120 Repréſentans de la Commune, & ceux des Electeurs.

M. *de Volney*: L'Aſſemblée doit blâmer le pardon accordé par les Electeurs; l'Hôtel-de-Ville, qui repréſente légalement la Commune de Paris, n'avoit pas le droit d'envoyer un courrier pour faire relâcher M. de *Béſenval*. L'Aſſemblée Nationale eſt

Digitized by Google

est liée depuis l'Arrêté qui a créé le Comité d'*Instruction*. La démarche de la Municipalité mérite une censure, pour calmer le peuple. On ne peut suivre les formes ordinaires de dénonciation. La clameur publique est donc une dénonciation suffisante. L'Assemblée doit déclarer que la Municipalité de Paris n'avoit pas eu le droit d'enfreindre un Arrêté de l'Assemble Nationale, & lui enjoindre ainsi qu'aux Electeurs, d'annuller leurs Arrêtés. Il faut établir dans la Capitale une unité de pouvoirs.

M. le Comte de *Lally-Tolendal* a parlé éloquemment en faveur de la clémence. Son projet avoit été de proposer un Arrêté pour confirmer celui des Electeurs; mais comme cet Arrêté est révoqué, l'Assemblée doit déclarer qu'elle regrette beaucoup qu'il n'ait pu être mis à exécution. L'Orateur s'est fort récrié contre les opinions de M. *de Mirabeau*, & de quelques autres, en priant l'Assemblée d'approuver l'Arrêté de l'Hôtel-de-Ville. Il a voté pour la Motion de M. *Target*, & l'amendement de M. *Mounier*.

M. *de Clermont-Tonnerre* a manifesté les mêmes sentimens.

Une députation des Communes de Paris a paru à la barre. On a voulu faire entrer M. *Bailly* dans l'intérieur, mais un grand nombre de Membres de l'Assemblée s'y sont opposés. M. *Bailly* a dit « C'est vous, Messieurs, qui » m'avez désigné à mes concitoyens; ce sont » mes concitoyens qui me ramènent aujou d'hui » dans votre sein: heureux d'être dépositaire de » vos sentimens réciproques, & de me voir au » milieu de vous. »

M. *Joly* a rendu compte de tous les faits qui s'étoient passés à Paris, dans la journée du jeudi, & dans la nuit suivante.

Digitized by Google

On a fait l'appel des voix pour la Motion proposée la veille par M. *Bouche*, tendante à fixer une Assemblée générale tous les jours : elle a eu 588 voix, contre 296.

On a repris la discussion de l'Arrêté de M. *Target* au sujet de la détention de M. *de Besenval*. Cet Arrêté, corrigé par son Auteur, & modifié par M. *le Chapelier*, est devenu celui de l'Assemblée. En voici la teneur :

« Après avoir entendu le rapport des Députés des Représentans de la Commune, & des Députés du District de Blancs-Manteaux, l'Assemblée nationale déclare qu'elle approuve l'explication donnée par les Electeurs de Paris à leur Arrêté pris le matin du 30 Juillet ; que si un Peuple généreux & humain doit s'interdire pour toujours les proscriptions, les Représentans de la Nation sont strictement obligés de faire juger & punir ceux qui seroient accusés, & convaincus d'avoir attenté au salut de l'Etat, à la liberté & au repos public : en conséquence, l'Assemblée nationale persiste dans ses précédens Arrêtés relatifs à la responsabilité des Ministres & Agens du pouvoir exécutif, à l'établissement d'un Tribunal qui prononcera, & d'un Comité destiné à recueillir les indications, les instructions & renseignemens qui pourroient lui être envoyés. »

« L'Assemblée nationale déclare en outre, que la personne du Baron *de Besenval*, si elle est encore détenue, doit être remise en lieu sûr & sous une garde suffisante, dans la ville la plus prochaine du lieu où il aura été arrêté, & que qui que ce soit ne peut attenter à la personne dudit Baron *de Besenval*, qui est sous la garde de la Loi. »

Du samedi premier Aout. Cette Séance a principalement été remplie par l'examen de la ques-

Digitized by Google

tion: *Si l'on mettroit, ou non, une Déclaration des droits de l'homme & du Citoyen en tête de la Constitution.* Un assez grand nombre de Membres ont agité la question en différens sens: plus de 40 Députés avoient demandé la parole sur le même sujet, dont l'ultérieure discussion a été renvoyée à lundi prochain.

(Nous reviendrons sur les détails de cette Séance).

Au sortir de l'Assemblée, on a procédé, dans les Bureaux, à la nomination d'un Président, M. le Duc *de Liancourt*, étant au terme de ses fonctions. Par le recensement des voix l'après-dînée, la Majorité des suffrages paroît fixée en faveur de M. *Thouret*, Député de Rouen.

Supplément au Rapport des Séances de l'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Pour ne pas interrompre le Journal des délibérations, nous avons préféré de donner, séparément, quelques morceaux trop longs pour y être incorporés. De ce nombre, sont les premiers Rapports relatifs à la Constitution projetée. M. *Mounier*, dont le travail est empreint du caractère de sagesse qui accompagne les véritables connoissances, et de cette pénétration qui sait discerner les limites où les vérités ne sont plus que des paradoxes philosophiques et des jeux d'esprit; M. *Mounier*, disons-nous, donna, il y a trois semaines, une esquisse générale des lois à faire. Cette préface intéressante devant se retrouver, proba-

Digitized by Google

blement, dans le travail subséquent de l'Auteur, nous l'omettrons aujourd'hui, pour éviter de doubles emplois.

M. l'Abbé *Sieyes*, aussi Membre du Comité de Rédaction, a publié, depuis, des *Préliminaires de Constitution ;* c'est un Traité abstrait des principes primitifs de la Société civile, exposés par plusieurs philosophes du premier mérite.

Nous redescendrons de ces hauteurs pour exposer les vérités plus positives, plus voisines de nous, plus applicables à nos temps, qu'ont développé M. l'Archevêque de Bordeaux, et M. *de Clermont-Tonnerre* et M. *Mounier*, dans les rapports lus aux Séances d'Assemblée générale, les 27 et 28 juillet.

A la suite d'un préambule oratoire, qu'on pourroit aussi considérer comme une introduction, M. l'Archevêque de Bordeaux présente à l'attention de l'Assemblée et du Public, les deux grandes questions suivantes :

On demande d'abord si le corps législatif sera périodique ou permanent.

Le grand nombre des cahiers, il faut l'avouer, ne parle que de la périodicité, et nous ne vous dissimulerons cependant pas, que l'opinion unanime du Comité est pour la permanence.

Nous avons pensé que le pouvoir législatif ne pouvoit être, sans danger, condamné au

Digitized by Google

silence et à l'inaction pendant aucun intervalle de temps; que lui seul a le droit d'interpréter ou de suppléer les lois qu'il a portées; que se reposer sur le pouvoir exécutif de cette double fonction, ce seroit compliquer ensemble deux forces que l'intérêt public exige que l'on sépare; que commettre cette autorité à des Corps, ce seroit, par un plus grand malheur encore, exposer, tout à-la-fois, et le pouvoir exécutif, et le pouvoir législatif à une invasion redoutable de leur part; qu'enfin, ce pouvoir ne pouvant s'exercer par délégation d'aucun genre, et devant néanmoins être actif, il restoit uniquement à rendre permanente l'Assemblée à laquelle il appartient de le faire agir.

Ce n'est pas qu'aucun de nous ait pensé que cette Assemblée dût être perpétuelle, mais seulement toujours en mesure de se former, toujours continuant ses séances, et ne se renouvelant que dans ses membres, que dans une proportion de nombre et de temps qu'il paroîtra convenable de fixer.

Notre opinion n'est pas également arrêtée sur la composition même du Corps législatif: sera-t-il constitué en une seule Chambre, ou en plusieurs?

Les personnes qui sont attachées au système d'une Chambre unique, peuvent s'appuyer, avec une juste confiance, sur l'exemple de celle dans laquelle nous sommes réunis, et dont les heureux effets sont déja si sensibles. Elles allèguent encore que c'est la volonté commune qui doit faire la loi, et qu'elle ne se montre jamais mieux que dans une seule Chambre; que tout partage du Corps législatif, en rompant son unité, rendroit souvent impossibles les meilleures institutions,

Digitized by Google

les réformes les plus salutaires; qu'il introduiroit, dans le sein de la Nation, un état de lutte et de combat, dont l'inertie politique, ou de funestes divisions pourroient résulter; qu'il exposeroit aux dangers d'une nouvelle aristocratie que le vœu, comme l'intérêt national, est d'écarter.

D'autres, au contraire, soutiennent que le partage du Corps législatif en deux Chambres est nécessaire. Qu'à la vérité, dans le moment d'une régénération, on a dû préférer l'existence d'une seule Chambre; qu'il falloit se prémunir contre les obstacles de tout genre dont nous étions environnés; mais que deux Chambres seront indispensables pour la conservation et la stabilité de la Constitution que vous aurez déterminée; qu'il faut deux Chambres pour prévenir toute surprise et toute précipitation, pour assurer la maturité des Délibéra * ns; que l'intervention du Roi, dans la législation, seroit vaine, illusoire et sans force contre la masse irrésistible des volontés nationales portées par une seule Chambre; que devant tendre sur-tout à fonder une Constitution solide et durable, nous devons nous garder de tout système qui, en réservant toute la réalité de l'influence au Corps législatif, intéresseroit le Monarque à saisir les occasions de la modifier, et exposeroit l'Empire à de nouvelles convulsions.

Que l'activité du Corps législatif, en accélérant sa marche sans utilité, l'expose à des résolutions trop subites, inspirées par une éloquence entraînante, ou par la chaleur des opinions, ou enfin par des intrigues étrangères, excitées par les Ministres, ou dirigées contre eux; que ces résolutions précipitées conduiroient bientôt au despotisme ou à l'a-

Digitized by Google

narchie; que l'exemple de l'Angleterre, et même celui de l'Amérique, démontrent l'utilité de deux Chambres, et répondent suffisamment aux objections fondées sur la crainte de leurs inconvéniens. Ils ajoutent néanmoins qu'en partageant le Corps législatif en deux Chambres, ce doit être sans égards aux distinctions d'Ordre, qui pourroient ramener les dangers d'autant plus redoutables de l'aristocratie, qu'ils auroient le sceau de la légalité, mais faisant ressortir leur différence de l'influence que l'on attribueroit à chacune d'elle, et de la nature même de leur Constitution.

Le rapport de M. *de Clermont-Tonnerre* contient, en ces termes, le résumé des cahiers relatifs à la Constitution.

Nos Commettans, Messieurs, sont tous d'accord sur un point : ils veulent la régénération de l'Etat; mais les uns l'ont attendue de la simple réforme des abus et du rétablissement d'une Constitution existant depuis quatorze siècles, et qui leur a paru pouvoir revivre encore, si l'on réparoit les outrages que lui ont fait le temps et les nombreuses insurrections de l'intérêt personnel contre l'intérêt public.

D'autres ont regardé le régime social existant comme tellement vicié, qu'ils ont demandé une Constitution nouvelle, et qu'à l'exception du Gouvernement et des formes monarchiques, qu'il est dans le cœur de tout François de chérir et de respecter, et qu'ils vous ont ordonné de maintenir, ils vous ont donné tous les pouvoirs nécessaires pour créer une Constitution, et asseoir sur des principes

Digitized by Google

certains, et sur la distinction et constitution régulière de tous les pouvoirs, la prospérité de l'Empire François. Ceux-là, Messieurs, ont cru que le premier chapitre de la Constitution devoit contenir la Déclaration des droits de l'homme; de ces droits imprescriptibles, pour le maintien desquels la Société fut établie.

La demande de cette Déclaration des droits de l'homme, si constamment méconnus, est, pour ainsi dire, la seule différence qui existe entre les cahiers qui désirent une Constitution nouvelle, et ceux qui ne demandent que le rétablissement de ce qu'ils regardent comme la Constitution existante.

Les uns et les autres ont également fixé leurs idées sur les principes du Gouvernement Monarchique, sur l'existence du pouvoir et sur l'organisation du Corps législatif, sur la nécessité du consentement national à l'impôt, sur l'organisation des Corps administratifs, et sur les droits des Citoyens.

Nous allons, Messieurs, parcourir ces divers objets, et vous offrir sur chacun d'eux, comme décisions, les résultats uniformes; et comme questions à examiner, les résultats différens ou contradictoires, que nous ont présenté ceux de vos cahiers dont il nous a été possible de faire ou de nous procurer le dépouillement.

1°. Le Gouvernement Monarchique, l'inviolabilité de la personne sacrée du Roi, et l'hérédité de la Couronne de mâle en mâle, sont également reconnus et consacrés par le plus grand nombre des cahiers, et ne sont mis en question dans aucun.

2°. Le Roi est également reconnu comme

Digitized by Google

dépositaire de toute la plénitude du pouvoir exécutif.

3°. La responsabilité de tous les Agens de l'autorité est demandée généralement.

4°. Quelques cahiers reconnoissent au Roi le pouvoir législatif, limité par les Lois constitutionnelles et fondamentales du Royaume; d'autres reconnoissent que le Roi, dans l'intervalle d'une l'Assemblée des Etats-Généraux à l'autre, peut faire seul les Lois de police et d'administration, qui ne seront que provisoires, et pour lesquelles ils exigent l'enregistrement libre dans les Cours Souveraines. Un Bailliage a même exigé que l'enregistrement ne pût avoir lieu qu'avec le consentement des deux tiers des Commissions intermédiaires des Assemblées de District.

Le plus grand nombre des cahiers reconnoît la nécessité de la sanction Royale pour la promulgation des Lois.

Quant au pouvoir législatif, la pluralité des cahiers le reconnoit comme résident dans la la Représentation nationale, sous la clause de sanction Royale; et il paroît que cette maxime ancienne des Capitulaires, *lex fit consensu Populi et constitutione Regis*, est presque généralement consacrée par vos Commettans.

Quant à l'organisation de la Représentation nationale, les questions sur lesquelles vous avez à prononcer, se rapportent à la convocation, ou à la durée, ou à la composition de la Représentatton nationale, ou au mode de délibération que lui proposoient vos Commettans.

Quant à la convocation, les uns ont déclaré que les Etats-Généraux ne pouvoient être dissous que par eux-mêmes; les autres, que

Digitized by Google

le droit de convoquer, proroger et dissoudre, appartenoit au Roi, sous la seule condition, en cas de dissolution, de faire sur-le-champ une nouvelle convocation.

Quant à la durée, les uns ont demandé la périodicité des Etats-Généraux, et ils ont voulu que le retour périodique ne dépendît ni des volontés, ni de l'intérêt des dépositaires de l'autorité; d'autres, mais en plus petit nombre, ont demandé la permanence des Etats-Généraux, de manière que la séparation des Membres n'entraînât pas la dissolution des Etats.

Le système de la périodicité a fait naître une seconde question : y aura-t-il, ou n'y aura-t-il pas de Commission intermédiaire pendant l'intervalle des Séances? La Majorité de vos Commettans a regardé l'établissement d'une Commission intermédiaire comme un établissement dangereux.

Quant à la composition, les uns ont tenu à la séparation des trois Ordres; mais, à cet égard, l'extension des pouvoirs qu'ont déja obtenue plusieurs Représentans, laisse sans doute une plus grande latitude pour la solution de cette question

Quelques Bailliages ont demandé la réunion des deux premiers Ordres dans une même Chambre; d'autres, la suppression du Clergé et la division de ses Membres dans les deux autres Ordres; d'autres, que la Représentation de la Noblesse fût double de celle du Clergé, et que toutes deux réunies fussent égales à celle des Communes.

Un Bailliage, en demandant la réunion des deux premiers Ordres, a demandé l'établissement d'un troisième, sous le titre d'Ordre de Campagnes: il a été également demandé

Digitized by Google

que toute personne exerçant charge, emploi ou place à la Cour, ne pût pas être députée aux Etats-Généraux; enfin, l'inviolabilité de la personne des Députés est reconnue par le plus grand nombre des Bailliages, et n'est contestée par aucun. Quant au mode de délibération, la question de l'opinion par tête et de l'opinion par Ordre est résolue; quelques Bailliages demandent les deux tiers des opinions pour former une résolution.

La nécessité du consentement national à l'Impôt est généralement reconnue par vos Commettans, établie par tous vos cahiers: tous bornent la durée de l'impôt au terme que vous lui aurez fixé, terme qui ne pourra jamais s'étendre au-delà d'une tenue à l'autre; et cette clause impérative a paru à tous vos Commettans le garant le plus sûr de la perpétuité de vos Assemblées Nationales.

L'Emprunt n'étant qu'un impôt indirect, leur a paru devoir être assujetti aux mêmes principes.

Quelques Bailliages ont excepté des impôts à terme, ceux qui auroient pour objet la liquidation de la dette Nationale, et ont cru qu'ils devoient être perçus jusqu'à son entière extinction.

Quant aux Corps administratifs, ou Etats Provinciaux, tous les Cahiers vous demandent leur établissement, et la plupart s'en rapportent à votre sagesse sur leur organisation.

Enfin, les droits des Citoyens, la liberté, la propriété sont réclamées avec force par toute la Nation Françoise. Elle réclame, pour chacun de ses Membres, l'inviolabilité des propriétés particulières, comme elle réclam pour elle-même l'inviolabilité de la propriété

Digitized by Google

publique ; elle réclame, dans toute son étendue, la liberté individuelle, comme elle vient d'établir à jamais la liberté Nationale ; elle réclame la liberté de la Presse, ou la libre communication des pensées ; elle s'élève avec indignation contre les lettres-de-cachet qui disposoient arbitrairement des personnes, et contre la violation du secret de la Poste, l'une des plus absurdes et des plus infâmes inventions du despotisme.

Au milieu de ce concours de réclamations, nous avons remarqué, Messieurs, quelques modifications particulières, relatives et aux Lettres-de-cachet et à la liberté de la Presse. Vous les peserez dans votre sagesse, vous rassurerez sans doute ce sentiment de l'honneur François, qui, par son horreur pour la honte, a quelquefois méconnu la justice, et qui mettra sans doute autant d'empressement à se soumettre à la Loi, lorsqu'elle commandera aux forts, qu'il en mettoit à s'y soustraire, lorsqu'elle ne pesoit que sur le foible. Vous calmerez les inquiétudes de la religion, si souvent outragée par des libelles dans le temps du régime prohibitif ; et le Clergé se rappelant que la licence fut longtemps la compagne de l'esclavage, reconnoîtra lui-même que le premier et le naturel effet de la liberté, est le retour de l'ordre, de la décence et du respect pour les objets de la vénération publique.

Tel est, Messieurs, le compte que votre Comité a cru devoir vous rendre de la partie de vos cahiers qui traite de la Constitution ; vous y trouverez sans doute toutes les pierres fondamentales de l'édifice que vous êtes chargés d'élever à toute sa hauteur, mais vous y désirerez peut-être cet ordre, cet ensem-

Digitized by Google

ble de combinaisons politiques, sans lesquelles le régime social présentera toujours de nombreuses défectuosités. Les pouvoirs y sont indiqués, mais ne sont pas encore distingués avec la précision nécessaire. L'organisation de la Représentation Nationale n'y est pas suffisamment établie; les principes de l'eligibilité n'y sont point posés : c'est de votre travail que naîtront ces résultats. La Nation a voulu être libre, et c'est vous qu'elle a chargés de son affranchissement : le Génie de la France a précipité, pour ainsi dire, la marche de l'esprit public; il a accumulé pour vous, en peu d'heures, l'expérience que l'on pouvoit à peine attendre de plusieurs siècles. Vous pouvez, Messieurs, donner une Constitution à la France; le Roi et le Peuple la demandent : l'un et l'autre l'ont méritée.

Résultat du dépouillement des Cahiers.

PRINCIPES AVOUÉS.

ART. I. Le Gouvernement François est un Gouvernement Monarchique.

II. La personne du Roi est inviolable et sacrée.

III. Sa Couronne est héréditaire de mâle en mâle.

IV. Le Roi est dépositaire du pouvoir exécutif.

V. Les Agens de l'autorité sont responsables.

Digitized by Google

VI. La sanction Royale est nécessaire pour la promulgation des Lois.

VII. La Nation fait la Loi avec la sanction Royale.

VIII. Le consentement national est nécessaire à l'emprunt et à l'impôt.

IX. L'impôt ne peut être accordé que d'une tenue d'Etats-Généraux à l'autre.

X. La propriété sera sacrée.

XI. La liberté individuelle sera sacrée.

Questions sur lesquelles l'universalité des Cahiers ne s'est point expliquée d'une manière uniforme.

ART. I. Le Roi a-t-il le pouvoir législatif, limité par les Lois constitutionnelles du Royaume?

II. Le Roi peut-il faire seul des Lois provisoires de Police et d'Administration, dans l'intervalle des tenues des Etats-Généraux?

III. Ces Lois seront-elles soumises à l'enregistrement libre des Cours Souveraines?

IV. Les Etats-Généraux ne peuvent-ils être dissous que par eux-mêmes?

V. Le Roi peut-il seul convoquer, proroger et dissoudre les Etats-Généraux?

VI. En cas de dissolution, le Roi est-il obligé de faire sur-le-champ une nouvelle convocation?

VII. Les Etats-Généraux seront-ils permanens ou périodiques?

VIII. S'ils sont périodiques, y aura-t-il,

Digitized by Google

ou n'y aura-t-il pas une Commission intermédiaire ?

IX. Les deux premiers Ordres seront-ils réunis dans une même Chambre ?

X. Les deux Chambres seront-elles formées sans distinction d'Ordre ?

XI. Les Membres de l'Ordre du Clergé seront-ils répartis dans les deux autres Ordres ?

XII. La Représentation du Clergé, de la Noblesse et des Communes sera-t-elle dans la proportion d'une, deux et trois ?

XIII. Sera-t-il établi un troisième Ordre, sous le titre d'Ordre des Campagnes ?

XIV. Les personnes possédant charges, emplois ou places à la Cour, peuvent-elles être députées aux Etats-Généraux ?

XV. Les deux tiers des voix seront-ils nécessaires pour former une résolution ?

XVI. Les impôts ayant pour objet la liquidation de la dette nationale, seront-ils perçus jusqu'à son entière extinction ?

XVII. Les Lettres de cachet seront-elles abolies ou modifiées ?

XVIII. La liberté de la Presse sera-t-elle indéfinie ou modifiée ?

Suite du Supplément aux Etats-Généraux.

Le projet des premiers articles de la Constitution, lu dans la Séance du 28 juillet, par M. *Mounier*, a des rapports frappans, quoiqu'incomplets, avec la Constitution Britannique. — Voici ce

Digitized by Google

morceau, rédigé avec autant de précision que de clarté :

Nous, les Représentans de la Nation Françoise, convoqués par le Roi, réunis en Assemblée Nationale, en vertu des pouvoirs qui nous ont été confiés par les Citoyens de toutes les Classes, chargés par eux spécialement de fixer la Constitution de la France, et d'assurer la prospérité publique; déclarons et établissons, par l'autorité de nos Commettans, comme *Constitution de l'Empire François*, les maximes et règles fondamentales et la forme du Gouvernement, telles qu'elles seront ci-après exprimées : et lorsqu'elles auront été reconnues et ratifiées par le Roi, on ne pourra changer aucun des articles qu'elles renferment, si ce n'est par les moyens qu'elles auront déterminés.

CHAPITRE PREMIER.

Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen.

ART. I. Tous les hommes ont un penchant invincible vers la recherche du bonheur; c'est pour y parvenir par la réunion de leurs efforts, qu'ils ont formé des sociétés et établi des gouvernemens. Tout Gouvernement doit donc avoir pour but la félicité générale.

II. Les conséquences qui résultent de cette vérité incontestable sont, que le gouvernement existe pour l'intérêt de ceux qui sont gouvernés, & non de ceux qui gouvernent; qu'aucune fonction publique ne peut être considérée comme la propriété de ceux qui l'exercent; que le principe de toute souveraineté réside dans la Nation, et

Digitized by Google

que nul corps, nul individu ne peut avoir une autorité qui n'en émane expreſſément.

III. La nature a fait les hommes libres et égaux en droits; les diſtinctions ſociales doivent donc être fondées ſur l'utilité commune.

IV. Les hommes, pour être heureux, doivent avoir le libre et entier exercice de toutes leurs facultés phyſiques et morales.

V. Pour s'aſſurer le libre et entier exercice de ſes facultés, chaque homme doit reconnoître, et faciliter, dans ſes ſemblables, le libre exercice des leurs.

VI. De cet accord exprès ou tacite réſulte entre les hommes la double relation des droits & des devoirs.

VII. Le droit de chacun conſiſte dans l'exercice de ſes facultés, limité uniquement par le droit ſemblable dont jouiſſent les autres individus.

VIII. Le devoir de chacun conſiſte à reſpecter le droit d'autrui.

IX. Le Gouvernement, pour procurer la félicité générale, doit donc protéger les droits & preſcrire les devoirs. Il ne doit mettre au libre exercice des facultés humaines, d'autres limites que celles qui ſont évidemment néceſſaires pour en aſſurer la jouiſſance à tous les Citoyens, & empêcher les actions nuiſibles à la Société. Il doit ſur-tout garantir les droits impreſcriptibles qui appartiennent à tous les hommes, tels que la liberté perſonnelle, la propriété, la ſûreté, le ſoin de ſon honneur & de ſa vie, la libre communication de ſes penſées, & la réſiſtance à l'oppreſſion.

X. C'eſt par des Lois claires, préciſes & uniformes pour tous les Citoyens, que les droits doivent être protégés, les devoirs tracés, & les actions nuiſibles punies.

Digitized by Google

XI. Les citoyens ne peuvent être soumis à d'autres Lois qu'à celles qu'ils ont librement consenties par eux ou par leurs Représentans ; & c'est dans ce sens que la Loi est l'expression de la volonté générale.

XII. Tout ce qui n'est pas défendu par la Loi est permis, & nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

XIII. Jamais la Loi ne peut être invoquée pour des faits antérieurs à sa publication ; & si elle étoit rendue pour déterminer le jugement de ces faits antérieurs, elle seroit oppressive & tyrannique.

XIV. Pour prévenir le despotisme & assurer l'empire de la Loi, les pouvoirs législatif, exécutif & judiciaire, doivent être distincts. Leur réunion dans les mêmes mains mettroit ceux qui en seroient les dépositaires au-dessus de toutes les Lois, & leur permettroit d'y substituer leurs volontés.

XV. Tous les individus doivent pouvoir recourir aux Lois, & y trouver de prompts secours pour tous les torts ou injures qu'ils auroient soufferts dans leurs biens ou dans leurs personnes, ou pour les obstacles qu'ils éprouveroient dans l'exercice de leur liberté.

XVI. Il est permis à tout homme de repousser la force par la force, à moins qu'elle ne soit employée en vertu de la Loi.

XVII. Nul ne peut être arrêté ou emprisonné qu'en vertu de la Loi, avec les formes qu'elle a prescrites, & dans les cas qu'elle a prévus.

XVIII. Aucun homme ne peut être jugé que dans le ressort qui lui a été assigné par la Loi.

XIX. Les peines ne doivent point être arbitraires, mais déterminées par les Lois, & elles doivent être absolument semblables pour tous

Digitized by Google

les Citoyens, quels que soient leur rang & leur fortune.

XX. Chaque Membre de la Société ayant droit à la protection de l'Etat, doit concourir à sa prospérité, & contribuer aux frais nécessaires, dans la proportion de ses biens, sans que nul puisse prétendre aucune faveur ou exemption, quelque soit son rang ou son emploi.

XXI. Aucun homme ne peut être inquiété pour ses opinions religieuses, pourvu qu'il se conforme aux Lois, & ne trouble pas le culte public.

XXII. Tous les hommes ont le droit de quitter l'État dans lequel ils sont nés, & de se choisir une autre patrie, en renonçant aux droits attachés dans la première à leur qualité de citoyen.

XXIII. La liberté de la Presse est le plus ferme appui de la liberté publique. Les Lois doivent la maintenir, en la conciliant avec les moyens propres à assurer la punition de ceux qui pourroient en abuser pour répandre des discours séditieux, ou des calomnies contre des particuliers.

CHAPITRE II.

Principes du Gouvernement François.

ART. Ier. Le Gouvernement François est Monarchique; il est essentiellement dirigé par la Loi; il n'y a point d'autorité supérieure à la Loi. Le Roi ne règne que par elle, & quand il ne commande pas au nom de la Loi, il ne peut exiger l'obéissance.

II. Le pouvoir législatif doit être exercé par l'Assemblée des Représentans de la Nation, conjointement avec le Monarque dont la sanction est nécessaire pour l'établissement des Lois.

III. Le pouvoir exécutif suprême réside exclusivement dans les mains du Roi.

Digitized by Google

IV. Le pouvoir judiciaire ne doit jamais être exercé par le Roi, & les juges auxquels il eſt confié ne peuvent être dépoſſédés de leur Office, pendant le temps fixé par la Loi, autrement que par les voies légales.

V. Aucune taxe, impôt, charge, droit ou ſubſide, ne peuvent être établis ſans le conſentement libre & volontaire des Repréſentans de la Nation.

VI. Les Repréſentans de la Nation doivent ſurveiller l'emploi des ſubſides, & en conſéquence les Adminiſtrateurs des deniers publics doivent leur en rendre un compte exact.

VII. Les Miniſtres, les autres Agens de l'Autorité Royale ſont reſponſables de toutes les infractions qu'ils commettent envers les Lois, quels que ſoient les ordres qu'ils aient reçus; & ils doivent en être punis ſur les pourſuites des Repréſentans de la Nation.

VIII. La France étant une terre libre, l'eſclavage ne peut y être toléré, & tout eſclave eſt affranchi de plein droit dès le moment où il eſt entré en France. Les formalités introduites pour éluder cette règle ſeront inutiles à l'avenir, & aucun prétexte ne pourra déſormais s'oppoſer à la liberté de l'eſclave.

IX. Les Citoyens de toutes les claſſes peuvent être admis à toutes les charges & emplois, & ils auront la faculté d'acquérir toute eſpèce de propriétés territoriales, ſans être tenus de payer à l'avenir aucun droit d'incapacité ou de franc-fief.

X. Aucune profeſſion ne ſera conſidérée comme emportant dérogeance.

XI. Les empriſonnemens, exils, contraintes, enlèvemens, actes de violence en vertu de lettres-de-cachet, ou ordres arbitraires, ſeront à jamais proſcrits; tous ceux qui auront conſeillé,

Digitized by Google

ſollicité, exécuté de pareils ordres, ſeront pourſuivis comme criminels, & punis par une détention qui durera trois fois autant que celle qu'ils auront occaſionnée, & de plus par des dommages-intérêts.

XII. Le Roi pourra néanmoins, quand il le jugera convenable, donner l'ordre d'empriſonner, en faiſant remettre les perſonnes arrêtées, dans les priſons ordinaires, & au pouvoir des Tribunaux compétens, avant l'expiration du délai de vingt-quatre heures, ſauf au détenu, ſi l'empriſonnement eſt reconnu injuſte, à pourſuivre les Miniſtres, ou autres Agens qui auroient conſeillé l'empriſonnement, ou qui auroient pu y contribuer par les ordres qu'ils auroient tranſmis.

XIII. Pour aſſurer dans les mains du Roi la conſervation & l'indépendance du pouvoir exécutif, il doit jouir de diverſes prérogatives qui ſeront ci-après détaillées.

XIV. Le Roi eſt le Chef de la Nation; il eſt une portion intégrante du Corps légiſlatif. Il a le pouvoir exécutif ſouverain; il eſt chargé de maintenir la ſûreté du Royaume au dehors & dans l'intérieur; de veiller à ſa défenſe; de faire rendre la juſtice, en ſon nom, dans les Tribunaux; de faire punir les délits; de procurer le ſecours des Lois à tous ceux qui le réclament; de protéger les droits de tous les Citoyens, & les prérogatives de la Couronne, ſuivant les Lois & la préſente Conſtitution.

XV. La perſonne du Roi eſt inviolable & ſacrée. Elle ne peut être actionnée directement devant aucun Tribunal.

XVI. Les offenſes commiſes envers le Roi, la Reine & l'héritier préſomptif de la Couronne, doivent être plus ſévèrement punies par les Lois, que celles qui concernent ſes Sujets.

Digitized by Google

XVII. Le Roi eſt le dépoſitaire de la force publique ; il eſt le Chef ſuprême de toutes les forces de terre & de mer. Il a le droit excluſif de lever des Troupes, de régler leur marche & leur diſcipline, d'ordonner les fortifications néceſſaires pour la ſûreté des Frontières, de faire conſtruire des arſenaux, des ports & havres, de recevoir & d'envoyer des ambaſſadeurs, de contracter des alliances, de faire la paix & la guerre.

XVIII. Le Roi peut paſſer, pour l'avantage de ſes Sujets, des Traités de Commerce ; mais ils doivent être ratifiés par le Corps Légiſlatif, toutes les fois que ſon exécution néceſſite de nouveaux droits, de nouveaux règlemens, ou de nouvelles obligations pour les Sujets François.

XIX. Le Roi a le droit excluſif de battre monnoie ; mais il ne peut faire aucun changement à ſa valeur ſans le conſentement du Corps légiſlatif.

XX. A lui ſeul appartient le droit de donner des lettres de grace dans les cas où les Lois permettent d'en accorder.

XXI. Il a l'adminiſtration de tous les biens de la couronne ; mais il ne peut aliéner aucune partie de ſes Domaines, ni céder à une Puiſſance étrangère aucune portion du territoire ſoumis à ſon autorité, ni acquérir une domination nouvelle, ſans le conſentement du Corps légiſlatif.

XXII. Le Roi peut arrêter, quand il le juge néceſſaire, l'exportation des armes & des munitions de guerre.

XXIII. Le Roi peut ordonner des proclamations, pourvu qu'elles ſoient conformes aux Lois, qu'elles en ordonnent l'exécution, & qu'elles ne renferment aucune diſpoſition nouvelle ; mais il ne peut, ſans le conſentement du Corps légiſ-

Digitized by Google

latif, prononcer la surséance d'aucune disposition des Lois.

XXIV. Le Roi est le maître absolu du choix de ses Ministres & des Membres de son Conseil.

XXV. Le Roi est le dépositaire du trésor public; il ordonne & règle les dépenses conformément aux conditions prescrites par les Lois qui établissent les subsides.

XXVI. Le Roi a le droit de convoquer le Corps législatif dans l'intervalle des Sessions ou des termes fixés par les ajournemens.

XXVII. Il a droit de régler dans son Conseil, avec le concours des assemblées Provinciales, ce qui concerne l'Administration du Royaume, en se conformant aux Lois générales qui seront rendues sur cette matière.

XXVIII. Le Roi est la source des honneurs: il a la distribution des graces, des récompenses, la nomination des Dignités & emplois Ecclésiastiques, Civils & Militaires.

XXIX. L'indivisibilité & l'hérédité du Trône sont les plus sûrs appuis de la paix & de la félicité publique, & sont inhérentes à la véritable Monarchie. La Couronne est héréditaire de branche en branche, par ordre & primogéniture, & dans la ligne masculine seulement. Les femmes & leurs descendans en sont exclus.

XXX. Suivant la Loi, le Roi ne meurt jamais, c'est-à-dire que par la seule force de la Loi, toute l'autorité royale est transmise, incontinent après la mort du Monarque, à celui qui a le droit de lui succéder.

XXXI. A l'avenir les Rois de France ne pourront être considérés comme majeurs qu'à l'âge de vingt-un ans accomplis.

XXXII. Pendant la minorité des Rois, ou en cas de démence constatée, l'autorité royale sera exercée par un Régent.

Digitized by Google

XXXIII. La Régence sera déférée d'après les mêmes règles qui fixent la succession à la Couronne, c'est-à-dire qu'elle appartiendra de plein droit à l'héritier présomptif du Trône, pourvu qu'il soit majeur ; & dans le cas où il seroit mineur, elle passera à celui qui, immédiatement après, auroit le plus de droit à la succession. Il exercera la Régence jusqu'au terme où elle devra expirer, quand même le plus proche héritier seroit devenu majeur dans l'intervalle.

XXXIV. Le Régent ne pourra jamais avoir la garde du Roi ; elle sera donnée à ceux qui auront été indiqués par le testament de son prédécesseur. A défaut de cette indication, la garde d'un Roi mineur appartiendra à la Reine-Mère ; celle d'un Roi en démence appartiendroit à son épouse ; & à leur défaut, les Représentans de la Nation choisiroient la personne à qui cette garde seroit confiée. Le Régent seroit choisi de la même manière, dans le cas où il n'existeroit aucun proche parent du Roi ayant droit de lui succéder.

XXXV. Les Régens qui seront nommés dans les cas de démence, ne pourront faire aucune nomination ou concession, ni donner aucun consentement qui ne puissent être révoqués par le Roi revenu en état de santé, ou par son successeur.

De Paris, le 6 août.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, du 2 juillet 1789, qui casse et annulle une Ordonnance du Gouverneur-général de Saint-Domingue, du 9 mai dernier, laquelle accordoit aux Etrangers la liberté du Commerce pour la partie du Sud de Saint-Domingue.

De

Digitized by Google

C'est à Basle où M. *Necker* reçut la lettre suivante de S. M.

« J'ai été trompé sur votre compte. On a fait violence à mon caractère. Me voilà enfin éclairé. Venez, venez, Monsieur, sans délai, reprendre vos droits à ma confiance, qui vous est acquise à jamais. Mon cœur vous est connu. Je vous attends avec toute ma nation, & je partage bien sincèrement son impatience. Sur ce, je prie Dieu, Monsieur, jusqu'à votre retour, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde. ».

Signé LOUIS.

La réponse de M. *Necker*, datée du 23, parvint le 26 au Roi; elle portoit :

SIRE,

» Je reçois à l'instant la lettre dont il a plu à VOTRE MAJESTÉ de m'honorer ; les expressions me manquent, pour lui témoigner tout ce que me fait éprouver d'attendrissement le retour de ses bontés ; il me pénètre de plus en plus de l'obligation que je me suis imposée depuis long-temps de distinguer toujours dans votre Majesté le Prince juste, honnête homme, qui ne peut que faire le bien de la Nation, lorsqu'il agit par lui-même, du Monarque puissant qui la gouverne, & qui est exposé à faire souvent ce qui répugne à son cœur. »

» Je ne prends, Sire, que le temps d'essuyer les larmes que votre lettre me fait répandre, & je vole à vos ordres. Je ne vous porterai point mon cœur, c'est une propriété qui vous est acquise à mille titres, & à laquelle je n'ai plus de droit. »

» Je compte avec impatience, & je cherche

Digitized by Google

à accélérer les momens qui me sont nécessaires pour aller vous offrir la dernière goutte de mon sang, mes foibles lumières, mon devouement entier à votre Personne sacrée, & le profond respect avec lequel je suis, »

SIRE, &c.

NECKER.

M. le Baron *de Staël*, Ambassadeur de Suède, et gendre de M. *Necker*, fut le porteur de cette lettre, et son arrivée ici précéda de trois jours celle de son Beau-Père. M. *Necker* se rendit directement à Versailles, où il fut reçu, le 28, comme l'Ange tutélaire de la France. Presque au terme de sa route, sa sensibilité avoit été douloureusement frappée du récit de quelques-uns des incidens qui, les jours précédens, s'étoient mêlés aux traits d'énergie qui caractérisèrent la révolution.

Après avoir rendu ses hommages à Leurs Majestés, et témoigné personnellement à l'Assemblée nationale, sa reconnoissance, son dévouement et son respect, il se rendit, le 30, à l'Hôtel-de-Ville de Paris, accompagné de M. le Comte *de St. Priest*. Une Garde Bourgeoise très-nombreuse le reçut aux barrières ; il entra en Ville aux acclamations d'une multitude innombrable : ces transports se renouvelèrent lorsqu'il parut à la place de l'Hôtel-de-Ville.

L'Assemblée qui y siégeoit, étoit alors

divisée en deux Corps ; l'un des 120 Représentans élus récemment par les Communes de Paris, et ayant à leur tête M. le Maire et M. *de la Fayette*, Commandant-Général de la Milice nationale de la capitale ; l'autre composé des Electeurs, provisoirement constitués pendant les premiers jours de trouble, et remplacés dans leurs fonctions par les Députés, régulièrement élus, des Assemblées de Districts. M. *Necker*, adressa à l'un et à l'autre de ces Corps, le même Discours que voici :

» Je manque d'expreſſions, Meſſieurs, pour vous témoigner, & en votre perſonne, à tous les citoyens de Paris, la reconnoiſſance dont je ſuis pénétré. Les marques d'intérêt & de bonté que j'ai reçues de leur part, ſont un bienfait hors de toute proportion avec mes foibles ſervices, & je ne puis m'acquitter que par un ſentiment ineffaçable. Je vous promets, Meſſieurs, d'être fidèle à cette dernière obligation, & jamais devoir ne ſera plus doux ni plus facile à remplir. »

» Le Roi, Meſſieurs, a daigné me recevoir avec la plus grande bonté, & a daigné m'aſſurer du retour de ſa confiance la plus entière. Mais aujourd'hui, Meſſieurs, c'eſt entre les mains de l'Aſſemblée nationale, c'eſt dans les vôtres que repoſe le ſalut de l'État, car en ce moment il ne reſte preſque plus aucune action au gouvernement. Vous donc, Meſſieurs, qui pouvez tant, & par la grandeur & l'importance de la ville dont vous êtes les notables citoyens, & par l'influence de votre exemple dans tout le royaume, je viens vous conjurer de donner tous vos ſoins à l'établiſſement de l'ordre le plus parfait & le plus durable.

Digitized by Google

Rien ne peut fleurir, rien ne peut prospérer sans cet ordre ; & ce que vous avez déjà fait, Messieurs, en si peu de temps, annonce & devient un garant de ce que vous saurez achever ; mais jusqu'à ce dernier terme la confiance sera incertaine, & une inquiétude générale troublera le bonheur public, éloignera de Paris un grand nombre de riches consommateurs, & détournera les étrangers de venir y verser leurs richesses. Enfin, Paris, cette célèbre cité, Paris, cette première ville de l'Europe, ne reprendra son lustre & sa prospérité qu'à l'époque où l'on y verra régner cette paix & cette subordination qui calment les esprits, & qui donnent à tous les hommes l'assurance de vivre tranquilles, & sans défiance sous l'empire des lois & de leur conscience. Vous jugerez, Messieurs, dans votre sagesse, s'il n'est pas temps bientôt de faire cesser ces perquisitions multipliées auxquelles on est soumis avant d'arriver à Paris, & que l'on commence à éprouver à une très-grande distance de la Capitale ; il est juste de s'en rapporter à cet égard à votre prudence & à vos lumières ; mais les amis de la prospérité publique doivent désirer que les abords de Paris rappellent bientôt au commerce & à tous les voyageurs, que cette ville est comme autrefois le séjour de la paix, & qu'on peut de tous les bouts du monde y venir jouir, avec confiance & liberté, du génie industriel de ses habitans, & du spectacle de tous les monumens que cette superbe ville renferme dans son sein, & que de nouveaux talens augmentent chaque jour. »

« Mais, Messieurs, c'est au nom d'un plus grand intérêt que je dois vous entretenir, un moment, d'un intérêt qui remplit mon cœur & qui l'oppresse. Au nom de Dieu, Messieurs, plus de jugemens de proscription, plus de scènes sanglantes. Généreux Français, qui êtes sur le point

Digitized by Google

de réunir à tous les avantages dont vous jouissez depuis long-temps, le bien inestimable d'une liberté sage, ne permettez pas que de si grands bienfaits puissent être mêlés à la possibilité d'aucun reproche. Ah! que votre bonheur, pour devenir encore plus grand, soit pur & sans tache ; sur-tout conservez, respectez même, dans vos momens de crise & de calamité, ce caractère de bonté, de justice & de douceur, qui distingue la nation Françoise, & faites arriver le plutôt possible le jour de l'indulgence & de l'oubli : croyez, Messieurs, en ne consultant que votre cœur, que la bonté est la première de toutes les vertus. Hélas! nous ne connoissons qu'imparfaitement cette action, cette force invisible qui dirigent & déterminent les actions des hommes ; Dieu seul peut lire au fond des cœurs & juger avec sureté, juger en un moment de ce qu'ils méritent de peine ou de récompense ; mais les hommes ne peuvent rendre un jugement, les hommes sur-tout ne peuvent ordonner la mort de celui à qui le Ciel a donné la vie, sans l'examen le plus attentif & le plus régulier. Je vous présente cette observation, cette demande, cette requête au nom de tous les motifs capables d'agir sur les esprits & sur les ames ; & j'espère de votre bonté que vous me permettrez d'appliquer ces réflexions générales, ou plutôt l'expression de ces sentimens si vifs & si profonds, à une circonstance particulière & du moment. Je dois le faire d'autant plus que si vous aviez une autre opinion que la mienne, j'aurois à m'excuser d'un tort auprès de vous, dont je dois vous rendre compte. Mardi, jour de mon arrivée à Paris, j'appris à Nogent que M. le Baron de Besenval avoit été arrêté à Villenaux, & cette nouvelle me fut confirmée par un gentilhomme, Seigneur du lieu, qui, sans connoître particulièrement M. de

Digitized by Google

Beſenval, mais animé par un ſentiment de bonté, fit arrêter ma voiture pour m'entretenir de ſon inquiétude, & me demander ſi je ne pouvois pas être en ſecours à M. de Beſenval, qui étoit parti pour la Suiſſe avec la permiſſion du Roi. J'avois appris la veille, les malheureux évènemens de Paris, & le ſort infortuné de deux magiſtrats accuſés & exécutés rapidement; mon ame s'émut, & je n'héſitai point à écrire de mon caroſſe ces mots-ci à MM. les Officiers municipaux de Villenaux. »

« Je ſais poſitivement, Meſſieurs, que M. le » Baron de Beſenval, arrêté par la milice de » Villenaux, a eu la permiſſion du Roi de ſe » rendre en Suiſſe, dans ſa patrie; je vous demande » inſtamment, Meſſieurs, de reſpecter cette per- » miſſion dont je vous ſuis garant, & je vous en » aurai une particulière obligation: tous les motifs » qui affectent une ame ſenſible, m'intéreſſent » à cette demande. M. de..... veut bien ſe » charger de ce billet que je vous écris dans ma » voiture, ſur le grand chemin de Nogent à » Verſailles. J'ai l'honneur d'être, &c. »

Ce mardi 28 juillet 1789.

« J'ai appris, Meſſieurs, que ma demande n'a point été accueillie par MM. les Officiers municipaux de Villenaux, parce qu'ils vous avoient écrit pour recevoir vos ordres. Eloigné de Paris, pendant les malheureux évènemens qui ont excité vos plaintes, je n'ai aucune connoiſſance particulière des torts qui peuvent être reprochés à M. *de Beſenval*, je n'ai jamais eu de relation de ſociété avec lui; mais la juſtice m'ordonne de lui rendre, dans une affaire importante, un témoignage favorable. Il étoit Commandant pour le Roi dans la Généralité de Paris, où, depuis deux à trois mois, il a fallu continuellement aſſurer la tranquillité

Digitized by Google

des marchés, & protéger des convois de grains; il étoit donc néceſſaire d'avoir continuellement recours au Commandant détenu maintenant à Villenaux; & quoique dans l'ordre miniſtériel j'aurois dû m'adreſſer au Secrétaire d'Etat de la guerre, qui auroit tranſmis les demandes du Miniſtre des Finances au Commandant des Troupes, M. *de Beſenval* m'écrivit fort honnêtement que cette marche indirecte pouvant occaſionner de la lenteur dans le ſervice public, il m'invitoit à lui donner des inſtructions directes, & qu'il les exécuteroit ponctuellement. J'adoptai cette diſpoſition, & je ne puis rendre trop de juſtice au zèle & à l'activité avec leſquels M. *de Beſenval* a répondu à mes déſirs, & j'ai remarqué conſtamment qu'il réuniſſoit de la modération & de la prudence à l'activité militaire, en ſorte que j'ai eu ſouvent occaſion de le remercier de ſes ſoins & de ſon attention ſoutenue. Voilà, Meſſieurs, ce qui m'eſt connu de ce général, en ma qualité d'homme public. Je dois vous dire enſuite de la part du Roi, que Sa Majeſté honore depuis long-temps cet Officier de ſes bontés. Je ne ſais de quoi il peut être accuſé auprès de vous; mais ſoumis aux lois de la diſcipline militaire, il faudroit peut-être des titres d'accuſation bien formels pour l'empêcher de retourner dans ſa patrie; & comme étranger, comme membre diſtingué d'un pays avec lequel la France a depuis ſi long-temps des relations d'alliance & d'amitié, vous aurez ſurement pour M. *de Beſenval* tous les égards qu'on peut eſpérer d'une nation hoſpitalière & généreuſe; & puiſque ce ſeroit déja une grande punition que d'amener à Paris, comme criminel ou ſuſpect, un Officier-général étranger qui retourne dans ſon pays avec la permiſſion du Roi, j'oſe vous prier de conſidérer ſi vous ne pourriez pas vous borner à lui de-

Digitized by Google

mander à Villenaux les éclairciſſemens dont vous croiriez avoir beſoin, & la communication de ſes papiers s'il en avoit. C'eſt à vous, Meſſieurs, à conſidérer ſi vous devez expoſer ce Général étranger aux effets d'aucun mouvement dont vous ne pourriez pas répondre; car, diſtingués comme vous êtes, Meſſieurs, par le choix de vos concitoyens, vous voulez ſurement être, avant tout, les défenſeurs des lois & de la juſtice; vous ne voulez pas qu'aucun citoyen ſoit condamné, ſoit puni ſans avoir eu le temps de ſe faire entendre, ſans avoir eu le temps d'être examiné par des Juges intègres & impartiaux : c'eſt le premier droit de l'homme; c'eſt le plus ſaint devoir des Puiſſans; c'eſt l'obligation la plus conſtamment reſpectée par toutes les Nations. Ah! Meſſieurs, non pas devant vous qui, diſtingués par une éducation généreuſe, n'avez beſoin que de ſuivre les lumières de votre eſprit & de votre cœur, mais devant le plus inconnu, le plus obſcur des citoyens de Paris, je me proſterne, je me jette à genoux pour demander que l'on n'exerce ni envers M. *de Beſenval*, ni envers perſonne, aucune rigueur ſemblable en aucune manière à celles qu'on ma récitées. La juſtice doit être éclairée, & un ſentiment de bonté doit encore être ſans ceſſe autour d'elle; ces principes, ces mouvemens dominent tellement mon ame, que ſi j'étois témoin d'aucun acte contraire, dans un moment où je ſerois rapproché par ma place des choſes publiques, j'en mourrois de douleur, & toutes mes forces au moins ſeroient épuiſées. J'oſe donc m'appuyer auprès de vous, Meſſieurs, de la bienveillance dont vous m'honorez; vous avez daigné mettre quelque intérêt à mes ſervices, & dans un moment où je vais vous en demander un haut prix, je me permettrai, pour la première, pour la ſeule fois, de dire qu'en effet mon zèle

Digitized by Google

n'a pas été inutile à la France. Ce haut prix que je vous demande, ce sont des égards pour un Général étranger, s'il ne lui faut que cela; c'est de l'indulgence & de la bonté, s'il a besoin de plus; je serai heureux par cette insigne faveur, en ne fixant mon attention que sur M. *de Bonnival*, sur un simple particulier; je le serois bien davantage, si cet exemple devenoit le signal d'une amnistie qui rendroit le calme à la France, & qui permettroit à tous les citoyens, à tous les habitans de ce royaume, de fixer uniquement leur attention sur l'avenir, afin de jouir de tous les biens que peuvent nous promettre l'union du Peuple & du Souverain, & l'accord de toutes les forces propres à fonder le bonheur sur la liberté, & la durée de cette liberté sur le bonheur général. Ah, Messieurs! que tous les citoyens, que tous les habitans de la France rentrent pour toujours sous la garde des lois. Cedez, je vous en supplie, à mes vives instances; & que par votre bienfait, ce jour devienne le plus heureux de ma vie, & l'un des plus glorieux qui puisse vous être réservé. »

Madame *Necker*, Madame la Baronne *de Staël*, sa fille, et Madame la Marquise *de la Fayette* assistoient, dans la Chambre des Electeurs, à cette Séance attendrissante, durant laquelle M. *de Moreau de St. Mery* présenta une Cocarde à M. le Directeur-général des Finances, qui l'attacha à son chapeau. Le Discours qu'il venoit de prononcer, avoit profondément ému les Auditeurs, et le cri d'*Amnistie générale* sortoit de toutes les bouches. Pendant que M. *Necker* se présentoit à l'empressement du peuple, à la fenêtre

Digitized by Google

d'une chambre voisine, M. le Comte *de Clermont-Tonnerre*, qui montre en toute occasion le talent de la parole, la précision qui résulte de la justesse des idées, et le rare alliage de la force et de la sagesse, se livra aux mouvemens de son cœur, et proposa à l'Assemblée de consacrer, par un arrêté, l'oubli général qu'avoit prononcé l'enthousiasme de l'audience. Les Electeurs, entraînés par cette première impulsion, applaudirent à l'avis de M. *de Clermont-Tonnerre*, et rédigèrent sur-le-champ l'arrêté suivant :

» Sur le discours si vrai, si sublime, si intéressant de M. *Necker*, l'assemblée, pénétrée des sentimens de justice & d'humanité que ce discours respire, a arrêté que le jour où ce Ministre si cher, si nécessaire, a été rendu à la France, deviendroit un jour de fête ; en conséquence, elle déclare au nom de tous les citoyens de cette Capitale, bien certaine de n'être point désavouée, qu'elle pardonne à tous ses ennemis ; qu'elle proscrit tout acte de violence contraire au présent arrêté ; qu'elle regarde désormais comme les seuls ennemis de la Nation ceux qui troubleroient par aucun excès la tranquillité publique ; & en outre que le présent arrêté sera lu au Prône dans toutes les Paroisses, publié à son de trompe dans toutes les rues, envoyé à toutes les municipalités, & les applaudissemens qu'il obtiendra distingueront les bons François. »

Lorsque M. *Necker* entendit la lecture de cet arrêté, la parole lui man-

Digitized by Google

qua, pour témoigner son emotion, et sa reconnoissance : il fut reconduit hors de Paris, avec les mêmes honneurs, et aux mêmes acclamations qui avoient accompagné son arrivée.

Quelque honorable que fût à la Nation, le sentiment qui avoit dicté l'arrêté des Electeurs, cet acte étoit par essence absolument irrégulier. L'Assemblée d'où il émanoit, n'ayant légalement ni le pouvoir exécutif, ni le pouvoir judiciaire, et n'étant point représentative de la Commune, il est évident qu'elle ne pouvoit ni rendre des sentences, ni proclamer un pardon. Quelques Districts s'élevèrent formellement contre cette incompétence ; elle fut même universellement reconnue. D'après l'arrêté, on avoit expédié un courrier, avec ordre de relâcher M. *de Besenval*, et de le conduire sur la frontière de la Suisse : l'opposition des Districts, et la fermentation qui renaissoit parmi le Peuple, obligèrent les Electeurs à déclarer la même nuit :

» Qu'en exprimant un sentiment de pardon » & d'indulgence envers ses ennemis, elle n'a » point entendu prononcer la grace de ceux » qui seroient prévenus, accusés ou convaincus » de crimes de lèse-Nation; mais annoncer seu- » lement que les Citoyens ne vouloient désor- » mais agir & punir que par les Lois, & qu'elle » proscrivoit en conséquence, comme le porte » l'Arrêté, *tout acte de violence & d'excès qui*

Digitized by Google

» *troubleroit la tranquillité publique* : & cet Ar-
» rêté peut d'autant moins recevoir une autre
» interprétation, que l'Assemblée dont il est émané
» n'a jamais cru ni pu croire avoir le droit de
» Rémission. «

Les Représentans de la Commune, de leur côté, arrêtèrent ce qui suit :

du 30 Juillet 1789.

Sur la réclamation de plusieurs districts, les Représentans de la Commune ont révoqué les Ordres donnés pour laisser aller en Suisse le sieur de *Besenval* qui avoit une permission de s'y rendre, & elle a cru devoir prendre sur-le-champ les précautions nécessaires & les mesures les plus promptes pour s'assurer de cet Officier, jusqu'à ce que l'Assemblée Nationale ait statué sur sa détention & sur les motifs qui l'ont déterminée.

Signé *de la Vigne*, *Moreau de St-Mery*, &c.

Sur-le-champ, il fut envoyé un contre-ordre pour retenir M. *de Besenval*, prisonnier, sur le lieu de sa détention. Cet Officier général, né d'une Famille Patricienne du Canton de Soleure, étoit Commandant en Chef de la Prévôté et Vicomté de Paris, et Lieutenant-Colonel des Gardes-Suisses.

On a vu, à l'article de l'*Assemblée nationale*, la dernière résolution touchant le sort de M. *de Besenval*.

Cet évènement, et la venue de M. *Necker* ont à-peu-près seuls occupé l'attention publique, durant la semaine der-

Digitized by Google

nière. Le conflit entre les Electeurs et les Représentans des Districts, conflit dont on attendoit la fin avec impatience, s'est terminé par la retraite des Electeurs; un nombre d'entre eux se trouvent, en vertu d'une Election légale, parmi les Députés de la Commune siégeant à l'Hôtel-de-Ville. Rien n'a changé encore dans l'organisation de la Milice Bourgeoise. Divers plans ont été formés à ce sujet; on paroît s'être arrêté à l'un d'entre eux, qu'on dit dressé par M. *de la Fayette*. Plusieurs détachemens considérables ont été employés, la semaine précédente, soit à assurer la conduite des convois de subsistance, soit à poursuivre des vagabonds, dont l'alarme publique grossissoit le nombre, et amplifioit les entreprises : on en a saisi et enfermés des pelotons assez considérables.

Samedi, un détachement de Milice conduisit ici l'Arsenal de Chantilly, où se trouvent, entr'autres, 27 pièces de canon. Quelques-unes, on le sait, furent données au *Grand Condé* après la victoire de Rocroy, et il en est deux que le Prince *de Condé* actuel remporta de la bataille de *Johannesberg*, livrée au Duc régnant *de Brunswick*, alors Prince Héréditaire.

Paris a été inondé, et l'est encore, de relations multipliées par une foule d'imprimés journaliers, touchant les prin-

Digitized by Google

cipaux fugitifs, devenus l'objet du ressentiment public. Plusieurs fois on a annoncé la détention de M. le Prince *de Lambesc ;* on confondoit sa personne avec des équipages qu'on croit lui appartenir, et l'on dit aujourd'hui que ce Grand-Ecuyer est arrivé à Turin.

Quant à M. le Maréchal *de Broglio*, retiré d'abord à Verdun, menacé à Metz, chef-lieu de son commandement, d'où il a cru prudent de s'éloigner, il a gagné l'Abbaye d'Orval dans les Ardennes, et de-là Luxembourg et Francfort. Lorsque ce Général gagna la célèbre bataille de Bergen, à quelques lieues de cette Ville Impériale, il ne soupçonnoit guère que ce théâtre de sa gloire deviendroit un jour pour lui un lieu de refuge.

Un des incidens les plus singuliers de cette scène de déplacemens et d'exils forcés, est sans doute l'entrevue de Madame la Duchesse *de Polignac* avec M. *Necker*. Voici ce qu'on rapporte de cet aventure romanesque, dont nous ne pouvons garantir les détails.

M. *Necker* arrivé à Bâle, le 20, s'étoit logé à l'auberge des Trois-Rois. Le lendemain parut un Abbé qui vouloit retenir tout l'hôtel. On lui dit que le principal appartement étoit occupé ; il chercha si les autres pourroient lui convenir, désigna quelques Chambres, et au moment qu'il alloit reconnoître les autres, il aperçut un cortége, en demanda l'objet, et apprit que c'étoit une députation de la ville à M. *Necker*. Confondu de

Digitized by Google

cette rencontre, il court, il se transporte à l'hôtel du *Sauvage*, où il trouve le logement qu'il désiroit. Sa compagnie arrive; elle étoit composée de Madame la ducheſſe *de Polignac*, de la ducheſſe *de Guiche* ſa fille, de la comteſſe *Diane* ſa belle-ſœur, de Madame *de Polaſtron*, & de M. le duc *de Polignac*. Qu'on juge de leur ſurpriſe, en apprenant que M. *Necker* étoit dans le même lieu. Un François de qualité, qui ſe trouvoit à Bâle, viſite Madame de Polignac, parle de M. *Necker*; & le réſultat de cet entretien, amena ce Miniſtre à l'hôtel du *Sauvage*. Il ignoroit encore ce qui s'étoit paſſé à Paris depuis ſon départ, & apprit des voyageurs le ſoulevement de la Capitale, la priſe de la Baſtille, le renvoi de l'armée & des nouveaux Miniſtres, la fuite de tous les gens accuſés, & ſon rappel.

L'état de la plupart des provinces a correspondu à celui de la Capitale, et même a été beaucoup fâcheux en quelques endroits. L'évènement affreux de Quincey a amené de grands malheurs dans le Bailliage de Vesoul : nous sommes à même de fixer l'opinion à cet égard, en publiant la lettre suivante :

Verſailles, ce 31 juillet 1789.

MONSIEUR,

M. *Bureau de Puzy*, l'un des Députés de la Nobleſſe du Bailliage d'Amont, m'a autoriſé à vous envoyer les détails ſuivans, relatifs à l'évènement du château de Quincey, afin de ſuſpendre le jugement que le public a pu porter d'après la lecture du procès-verbal de la maréchauſſée de Veſoul, qui a été imprimé dans pluſieurs papiers publics. Je vous prie en conſéquence de vouloir bien inſérer la relation ſuivante.

Digitized by Google

» La nuit du 19 au 20 juillet, plusieurs personnes du peuple de la ville de Vesoul en Franche-Comté, & des soldats du régiment des Chasseurs de Franche-Comté, en quartier dans cette ville, se rendirent au château de Quincey, situé à une petite demi-lieue de Vesoul, sur les invitations qu'ils en reçurent des domestiques de ce château, qui avoient été autorisés par M. *de Mesmai*, conseiller au parlement de Besançon, & parti deux jours auparavant. «

» Entre onze heures & minuit, une explosion se fit dans un bosquet des jardins, où se trouvoient réunis plusieurs des conviés qui se divertissoient; les domestiques de la maison venoient de les quitter, en disant qu'ils alloient leur faire apporter du vin. Une autre explosion, presque simultanée, se fit dans un petit bâtiment peu éloigné du bosquet où la première explosion avoit eu lieu. La première fit sauter les malheureux acteurs de cette triste scène, & la seconde les couvrit des débris du bâtiment, au centre duquel elle s'étoit faite. Le résultat de cet évènement a été la mort de sept ou neuf personnes (car on n'est pas d'accord sur ce point), & la mutilation d'un grand nombre d'individus, dont plusieurs sont dangereusement blessés. La maréchaussée de Vesoul, accourue au bruit du tocsin, a verbalisé sur le lieu même du désastre, au milieu des morts, des mourans, des débris. Son procès-verbal atteste les faits ci-dessus; il est revêtu de l'historique vrai ou supposé par les témoins. Ceux-ci ont prétendu qu'ils avoient été attirés dans un piége, ainsi que les victimes; qu'il y avoit deux mines correspondantes, préparées à dessein d'amener cette catastrophe, & que les domestiques, en quittant le bosquet, sous prétexte d'aller chercher du vin, ne s'étoient éloignés que pour mettre le feu à la fusée qui devoit faire jouer ces deux mines.

» On sent combien cette supposition est vague »

Digitized by Google

& combien les renseignemens, pris dans le premier moment de trouble et de désolation, peuvent être faux; il est donc prudent de suspendre son jugement dans cette affaire. Le fait principal est certain : mais les informations du procès commencé, informations qui ne nous sont point encore parvenues, pourront seules fixer l'opinion publique sur les causes véritables de cet accident, et faire connoître s'il n'est que l'effet d'un hasard malheureux, ou le résultat d'une atrocité méditée; supposition qui répugne d'autant plus qu'on n'en sauroit deviner l'objet.

» Ce premier malheur a été l'origine d'une infinité d'autres qui, depuis ce moment, ont affligé le bailliage de Vesoul. Les paysans furieux ont commencé par mettre le feu au château de Quincey, d'après la persuasion où ils étoient, que cet accident résultoit d'une trame odieuse du Maître du château. Cette opinion s'est répandue, les têtes se sont électrisées, & les habitans des campagnes se sont vengés sur les maisons des nobles & des parlementaires. Au moment où je rédige cette relation, il y a plus de vingt-cinq châteaux & abbayes détruits ou pillés; l'on ignore encore quel sera le terme de ces ravages. «

» Les milices bourgeoises et les troupes réglées ont marché conjointement; elles ont empêché quelques désordres, elles en ont puni quelques autres: mais ces moyens correctifs sont bien peu nombreux, et insuffisans pour agir efficacement par-tout.

J'aurai soin, Monsieur, de vous instruire des renseignemens ultérieurs, et de vous envoyer l'extrait des procédures.

J'ai l'honneur d'être, LE CLERC, Capitaiaine au bataillon de Touraine.

Digitized by Google

Dans un grand nombre de Villes de différentes provinces, les greniers à sel ont été ouverts, le sel vendu à moitié prix, les bureaux des fermes incendiés, ou fermés. Par-tout, la Milice Bourgeoise s'est formée, et en plusieurs lieux les troupes réglées s'y sont réunies pour le maintien de la sureté publique. Cette mesure a sauvé le Maine et sa capitale, des désordres dont ils étoient menacés; mais elle n'a pu prévenir plusieurs excès, résultant, soit de la fermentation générale, soit du mêlange des vagabonds avec la saine partie du peuple. M. *de Montesson* et son beau-père, saisis par la multitude, ont été décollés, après avoir essuyé un traitement cruel. M. *de Montesson*, frère de celui dont nous venons de rapporter le triste sort, et Député de la Noblesse du Mans à l'Assemblée nationale, a couru les plus grands dangers, ainsi que M. le Vidame *de Vassé*, aussi Député de la même Noblesse.

On rapporte qu'à Chartres, le 23, le peuple a fait baisser le prix du pain de vingt-quatre sols les neuf livres, à vingt sols les huit livres. Les registres des Commis des recettes ont été brûlés. On a dévasté de fond en comble la maison d'un particulier, et quelques personnes de la multitude ont péri dans cette émeute. Le Perche a été livré à des troubles semblables.

Digitized by Google

Une multitude de relations funestes arrivent de divers endroits, mais tellement invraisemblables, tellement chargées d'évidentes faussetés, que nous devons nous abstenir de les répéter. C'est bien assez de la publicité qu'elles acquièrent par mille imprimés inflammatoires qui mêlent le faux et le vrai, dénaturent les effets, inventent les causes, et affligent chaque jour les habitans de la capitale, malgré les précautions du Comité provisoire, pour arrêter ces écrits.

M. le Duc *de la Vauguyon* passant en Angleterre, sous le nom de *Chevalier*, avec son fils, M. le Prince *de Carency*, a été reconnu au Havre, dont la Municipalité a instruit l'Assemblée nationale de cet évènement. M. le Duc *de la Vauguyon*, sortant du Royaume avec la permission du Roi et un passe-port, avoit cru prudent, dans les conjonctures actuelles, de changer de nom. L'Assemblée nationale a renvoyé cet incident à M. le Comte *de Montmorin*.

Les Provinces Méridionales n'ont pas encore éprouvé les effets de la fermentation générale, du moins nous n'en n'avons aucune connoissance.

P. S. Pour prévenir les faux rapports qui pourroient nous induire en erreur, nous prions ceux de nos Abonnés dans les Provinces, qui nous ont honorés, plus d'une fois, de leurs informations, de

Digitized by Google

nous les continuer en ce moment : jamais elles n'ont été plus nécessaires, en particulier à ce Recueil ; il ne sera jamais, malgré la liberté qui lui est rendue, que le dépôt des faits constatés, appartenant à l'histoire, et propres à lui servir un jour.

P. S. M. *Thouret*, élu Président de l'ASSEMBLÉE NATIONALE, a refusé cet honneur, lundi, par une lettre que nous rapporterons la semaine prochaine. M. le Duc *de Liancourt* a présidé jusqu'à la nomination de M. *le Chapelier* qui a réuni la pluralité des suffrages.

Mardi, il a été décidé qu'on feroit précéder la Constitution d'une *Déclaration des droits de l'homme et du Citoyen*. Nous présenterons l'histoire des débats sur cette question ; ils ont occupé trois Séances : apparemment l'Assemblée va délibérer sur la nature de cette *Déclaration*, M. *Target* et M. *Demeunier* ont présenté chacun un projet à ce sujet : nous avons annoncé ceux de MM. l'Abbé *Sieyes* et *Mounier*.

MM. L'Evêque de Noyon, et *de Clermont-Tonnerre*, Abbé de Luxeuil, ont été arrêtés en Franche-Comté. Cette province, dans la plupart de ses Districts, est livrée aux insurrections les plus violentes. La Municipalité de Saint-Claude s'est vue obligée d'envoyer de-

Digitized by Google

mander au Gouvernement de la République de Genève, un prêt de 600 fusils, qui lui a été refusé, un Etat étranger ne pouvant se prêter à une demande de cette nature. Dans le pays de Gex, on a pillé et brûlé les papiers et titres de plusieurs châteaux ou maisons de Propriétaires-fonciers, ainsi que ceux qui étoient en dépôt chez les Châtelains et Procureurs. Le Peuple a fait signer à divers Seigneurs des renonciations à leurs titres de propriétés seigneuriales. Le Subdélégué de la Province est gardé à vue. Les avis du Mâconnois, de la Bresse, etc. sont aussi affligeans.

Du 6 Aoust. Le Ministère est rempli. S. M. a nommé M. l'Archevêque de Bordeaux, Garde-des-Sceaux; et M. le Comte *de la Tour-du-Pin*, Ministre de la Guerre. M. l'Archevêque de Vienne à la Feuille des Bénéfices, et M. le Maréchal Prince *de Beauveau*, entre au Conseil.

Lettre au Rédacteur.

Alençon, ce 19 Juillet 1789.

» Chacun a arboré ici la Cocarde de la Nation : une foule de Citoyens de tous les rangs s'est rendue aujourd'hui chez M. l'Intendant pour lui en offrire une; ce Magistrat a été harangué par un Avocat, des mains duquel il a reçu la Cocarde qu'il a sur-le-champ mise à son chapeau. Plus de 4000 Personnes étoient entrées dans les cours

Digitized by Google

& le jardin de l'Intendance : on a dit à M. *Jullien* mille choſe flatteuſes & méritées ſur ſon Patriotiſme & ſur ſon zèle pour la cauſe qui a ſi heureuſement triomphé ; il a répondu avec l'affabilité qui le caractériſe, & a invité à ſouper 24 des Citoyens préſens, au choix de leur Orateur. On lui a offert d'établir, dès le jour même, une Garde-Bourgeoiſe, pour prevenir les déſordres que pourroit occaſionner la joie vive & tumultueuſe du Public, & pour aſſurer à chaque porte de la ville la perception des droits du Roi. M. l'Intendant a accueilli cet offre avec éloge & ſatisfaction, & elle a été réaliſée.

Les bonnes Nouvelles reçues ce matin de Paris ont rempli la ville d'alégreſſe. La foule s'eſt rendue à l'Egliſe principale pour faire chanter le *Te Deum* ; mais le Curé s'y eſt refuſé, en diſant qu'il ne pouvoit le faire ſans une autoriſation de ſon Evêque. Les rues ont retenti, le jour & la nuit, des cris de *Vive la Nation*, *Vive le Roi.* Il y a eu enfin illumination générale & volontaire.

S. D. L'un de vos Abonnés.

Les Numéros ſortis au Tirage de la Loterie Royale de France, le 1^er^. août 1789, ſont : 90, 33, 38, 55, 15.

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE,

SAMEDI 15 AOUT 1789.

PIÈCES FUGITIVES
EN VERS ET EN PROSE.

LE PÈRE D'UN SUPPLICIÉ, A SON AMI.

L'OPPROBRE est à mes jours attaché pour jamais.
Il ne m'a rien servi d'abhorrer les forfaits,
D'atteindre, vertueux, le terme de ma vie
Dans un emploi pénible, utile à la Patrie.
Mon fils meurt criminel..... Je vis déshonoré.
Le préjugé flétrit un vieillard vénéré.
Chaque regard m'insulte; on craint de me connoître.....
Où le crime n'est pas, la honte peut-elle être?..
Mon fils a mérité son déplorable sort;
Mais n'a-t-il pas aux Loix satisfait par sa mort?
Dans ce qui lui survit, faut-il qu'on le punisse?
Je suis son père, hélas! mais non pas son complice.
Ah! s'il n'eût pas rendu mes soins infructueux,
Mon fils vivroit encore.... il vivroit vertueux.

Digitized by Google

Mais l'éducation n'a pu changer ſon ame!
Et ſon ſupplice, ô Ciel! rend ſa famille infame!
De cet infortuné le ſpectre qui nous ſuit,
Ses longs gémiſſemens entendus dans la nuit,
Son morne déſeſpoir, les chaînes qu'il agite....,
Et ce peuple inhumain qui ſe preſſe à ſa ſuite....,
N'eſt-ce pas trop déjà de ces affreux tableaux,
Sans ajouter encor l'infamie à nos maux?
Non, les Loix contre nous ne l'ont point décernée;
A me priver d'un fils, leur rigueur s'eſt bornée,
Je ne ſuis pas déchu du rang de Citoyen.....
Mais quel père oſera mêler ſon ſang au mien?
Le préjugé ravit un époux à ma fille,
Nous ferme tous les cœurs, iſole ma famille,
Repouſſe des Autels, des Camps, & du Barreau,
Mes fils & leurs enfans, proſcrits dès le berceau.
A peine ils connoîtront qu'il eſt des Loix, des crimes.....,
Déjà l'ignominie en fera ſes victimes....,
Puiſſe jamais pour eux ne luire la raiſon!
Qu'ils ſoient tous moiſſonnés dans leur jeune ſaiſon!
Le déſeſpoir bientôt en leurs cœurs pourroit naître;
Punis en criminels, ils apprendroient à l'être.
L'eſtime qu'on obtient répond de nos vertus:
C'eſt le frein d'un cœur fier..... Tremblez, s'il ne l'a plus.
Oui, barbares humains, l'opprobre héréditaire
Qui deſcend ſur mes fils de l'échafaud d'un frère,
Cet aviliſſement qu'ils ne méritent pas,
Peut les conduire un jour au ſort des ſcélérats.

Digitized by Google

A la Société que doivent-ils ?..... la haine.
Ils ont tout à venger, & rien qui les retienne.
Craindront-ils le trépas que d'un bras forcené,
Sans les pleurs d'une mère, ils se seroient donné ?...
Loin de les arrêter, moi qui, miné par l'âge,
N'ai plus qu'un jour peut-être à dévorer l'outrage,
(De la Religion la voix parloit en vain)
De ce funeste jour j'allois hâter la fin.
Que n'avez-vous, cruels, consommé l'injustice !
Quand l'honneur est perdu, qu'importe le supplice ?
Sur le même échafaud que n'avez-vous traîné
Ses frères las du jour, son père consterné,
Sa mère gémissant d'avoir été féconde,
Sa sœur que le chagrin va retrancher du monde ?...
Sans doute on nous eût plaints de périr innocens...
De l'indignation les cris retentissans,
Rendant à l'infortune une justice prompte,
Nous eussent, en mourant, affranchis de la honte.
Dans l'intérêt commun peut-être enveloppé,
A l'opprobre avec nous mon fils eût échappé.....
On eût frémi de voir une famille entière
Payant de son supplice une faute étrangère.
Mais ôtez l'appareil, les bourreaux, les témoins ;
Nous souffrons davantage, & ne mourrons pas moins.
Et c'est dans le mépris que notre mort s'achève !...
O mon Ami ! quel sort ! tout mon sang se soulève...
Pardonne-moi ce nom qui ne m'est plus permis....
Je le sais ; mon malheur ne laisse point d'Amis.

(*Par M. Le Gay, Avocat, de la Société Anacréontique des Rosati d'Arras.*)

Digitized by Google

Explication de la Charade, de l'Enigme & du Logogriphe du Mercure précédent.

LE mot de la Charade eſt *Bienfait*; celui de l'Enigme eſt *Chemiſe*; celui du Logogriphe eſt *Cane*, où l'on trouve *Ane*.

CHARADE

PRENDS garde, ami Lecteur, de choir en mon premier;
Tout animal quelconque a ſur lui mon dernier:
Un bon Berger toujours prend ſoin de mon entier.

(*Par M. J. S. C. H. R.*)

ÉNIGME.

SI le tendre Amour me chérit,
Au Dieu du Vin ſi je ſais plaire,
C'eſt qu'à l'un je préſente un lit,
Et qu'à l'autre je donne un verre.

(*Par M. Demont, Chef d'Eſcadron au Rég. de Normandie-Chaſſeurs.*)

LOGOGRIPHE.

JE ſuis, ſur quatre pieds, du genre maſculin;
Rien alors de plus doux que le mot & la choſe,
Rien auſſi de plus dur alors qu'on me tranſpoſe;
Avec les mêmes pieds, je ſuis au féminin.

(*Par M. Domont de St-Brice.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

TABLEAU des progrès de la Société en Europe, traduit de l'Anglois de Gilbert Stuart. Ouvrage contenant des Recherches sur l'origine des Gouvernemens, les variations des Mœurs & du Syſtême Féodal. A Paris, chez Maradan, *Libr. Hôtel de Château-Vieux, rue St-André-des Arts. In-8°.*

IL faut connoître les monumens des antiquités de nos Nations Européennes, ne fût-ce que pour réduire à leur juſte valeur les divers ſyſtêmes qu'ils ont fait naître, & ceux auxquels ils pourront encore donner naiſſance dans la ſuite; car comme il ne s'agit guère que de conjectures, le champ eſt vaſte & la matière inépuiſable. Les ſources antiques de nos Hiſtoires modernes ſont un peu comme les nuages, où l'imagination voit tout ce qu'elle eſt diſpoſée à voir.

Malgré les travaux de tant de Savans qui auroient mieux fait peut-être de fixer une bonne fois les bornes du connu & de l'inconnu, & de tracer entre ces deux objets la ligne de démarcation, que de s'épuiſer en tant de vains ſyſtêmes, l'Auteur croit que les titres primordiaux de nos Hiſtoires

Digitized by Google

modernes n'ont pas encore été envisagés sous toutes leurs diverses faces, ni même saisis dans leur véritable point de vue. C'est donc un nouveau système que nous donne aujourd'hui M. Stuart, & nous lui devons le témoignage qu'il sait l'art de systématiser ses idées, de les faire naître les unes des autres, de leur donner de la force par cette liaison :

Tantùm series junctura pollet!

de les présenter avec l'air du naturel & l'éclat de la vraisemblance :

Tantùm de medio sumptis accedit honoris!

L'Ouvrage que nous annonçons est donc un très-bon Livre dans un genre qui n'a d'ailleurs ni l'agrément de certains Livres réputés frivoles, ni la solidité des Livres véritablement utiles, mais qui a le mérite d'offrir des vûes, de faire penser, & de montrer l'emploi que l'esprit sait faire de l'érudition.

Cet Ouvrage nous paroît pouvoir être comparé avec cette savante Préface que M. Robertson a placée à la tête de son Histoire de Charles-Quint, & où quelques erreurs & beaucoup d'incertitudes que ses recherches laissent subsister, n'ont pas empêché d'admirer qu'un Etranger fût aussi instruit de nos usages, & du peu qu'on sait de notre Droit public.

Pour M. Stuart, il remonte à des temps où les titres de l'Histoire sont communs à

Digitized by Google

presque toutes les Nations qui figurent aujourd'hui dans l'Europe ; & quant aux révolutions postérieures, c'est dans l'Histoire d'Angleterre qu'il puise ses exemples.

Tacite est son premier guide. Le Traité de cet Auteur sur les mœurs des Germains est, dit-il, le plus beau présent que l'Antiquité ait fait aux Royaumes de l'Europe. On voit par l'énumération que l'Historien Romain fait des divers peuples de la Germanie, qu'il y avoit parmi eux divers degrés de civilisation : » Les Chauques, par exem» ple, formoient une Nation célèbre & » perfectionnée, & ils soutenoient leur » grandeur par leur probité ; ils aimoient » la paix ainsi que le repos, & ils mépri» soient la rapine & l'ambition ; ils ne pro» voquoient pas de guerres, ils ne com» mettoient ni pillage ni incursion ; & » ce qu'on doit regarder comme une mar» que certaine de leur puissance & de » leur valeur, ils savoient conserver leur » supériorité, sans avoir recours à l'injus» tice & à l'oppression. Cependant, quand » leur situation exigeoit qu'ils fissent la » guerre, il n'hésitoient pas de prendre les » armes & de lever des troupes..... » Les Fennes étoient au contraire le peuple » le plus grossier ; ils n'avoient ni armes, » ni chevaux, ni religion «.....

Les autres Tribus des Germains tenoient le milieu entre la civilisation des Chauques, & l'état sauvage des Fennes.

Digitized by Google

Il n'y avoit chez les Germains qu'une propriété générale, & point de propriété particulière ou personnelle ; le territoire appartenoit à la Tribu, & nulle portion de terrein n'appartenoit en propre à aucun individu. L'État ou la Tribu faisoit la part à chaque citoyen, & changeoit cette part tous les ans. Les textes de Tacite & de César sont formels sur ce point.

Agri, pro numero cultorum, ab universis per vices occupantur, quos modò inter se secundum dignationem partiuntur.... Arva per annos mutant. Tacit. de morib. German. Cap. 26.

Privati ac separati agri apud eos nihil est..... Neque longiùs anno remanere uno in loco incolendi causâ licet. Cæsar, de bello Gallico. Lib. 4. Cap. 1.

Cet usage enchérissoit beaucoup sur ce qu'Horace observe à la louange des anciens Romains :

Privatus illis census erat brevis,
Commune magnum.

Et il est conforme à ce que le même Horace dit des Scythes qui avoient à peu près les mêmes mœurs, & dont les Romains pouvoient confondre certaines peuplades avec des peuplades ou Tribus Germaines du voisinage.

Campestres melius Scythæ
Quorum plaustra vagas ritè trahunt domos,
Vivunt & rigidi Getæ,
Immetata quibus jugera liberas

Digitized by Google

Fruges & Cererem ferunt,
Nec cultura placet longior annuâ.

M. Stuart, selon sa méthode systématique, déduit de ce défaut de propriété personnelle, les principaux traits du caractère des Germains, leur indépendance, leur amour pour la liberté, leur fierté sauvage, &c. comme de leur tendresse mêlée d'estime pour les femmes, & de leur respect pour la Religion, il déduit tout le système de la Chevalerie; & de la protection généreuse que les puissans accordoient aux foibles, & de la reconnoissance libre de ceux-ci, il déduit tout le système féodal.

Il distingue un temps, qu'il appelle l'âge d'or de la féodalité, où cette protection d'un côté, cette reconnoissance de l'autre, formoient librement cette chaîne qui depuis a lié forcément le Vassal au Seigneur. C'est par-là qu'il explique ce qu'il appelle les incidens féodaux & leur origine. » La bonté » & la puissance du Chef ou du Seigneur, dit-il, » étoient le soutien & l'appui de » ceux qui étoient à son service; un échange » continuel de bons offices entretenoit un » mutuel attachement «. Je deviens votre homme à compter de ce jour, disoit le protégé avec transport. Le Seigneur le recevant dans ses bras, lui donnoit un baiser, pour montrer qu'il lui accordoit son appui & sa faveur. De là la cérémonie *de la foi & hommage.*

Digitized by Google

Dans le château du Seigneur, les Vaſſaux augmentoient ſon cortège, & contribuoient à ſa magnificence. Dans ſon Tribunal, ils l'aidoient à rendre la juſtice. Dans le champ de bataille, ils combattoient à ſes côtés, & le couvroient de leurs boucliers.

A la mort du Vaſſal, le Seigneur prenoit ſoin de ſon fils; il veilloit aux intérêts de cet enfant mineur, le protégeoit lui & ſes biens, & lui remettoit à ſa majorité ces biens améliorés. De là l'incident de *la garde.*

Le Vaſſal, en entrant en poſſeſſion de ſon fief, faiſoit volontairement un préſent à ſon Seigneur, en reconnoiſſance de ſes bienfaits. Delà l'incident *du relief.*

Le Vaſſal, dans les alliances qu'il contractoit, & nommément dans ſes mariages, obſervoit tous les égards que la reconnoiſſance & l'attachement lui preſcrivoient pour ſon Seigneur; il évitoit ſur-tout de s'allier à une famille ennemie de ſon protecteur: Delà, dit l'Auteur, *l'incident du mariage*, c'eſt-à-dire, le droit un peu tyrannique qu'a dans quelques provinces le Seigneur d'accorder, & par conſéquent de refuſer ſon conſentement au mariage du Vaſſal dans de certains cas.

Lorſque le Seigneur étoit fait priſonnier à la guerre, ou qu'il ſe trouvoit de quelque autre manière, & par quelque autre cauſe, dans l'embarras ou dans le beſoin, le Vaſſal s'empreſſoit de partager avec lui ſes richeſſes; contribution volontaire alors; d'où naquit dans la ſuite *le droit d'aide.*

Digitized by Google

Enfin, lorsque le Vassal se rendoit coupable de lâcheté, de trahison, ou de quelque autre délit grave, qui rompoit tous les liens entre son Seigneur & lui, il devenoit quelquefois indispensable de lui ôter son fief. De là ce qu'on appelle ici l'incident *de l'échoite*, plus connu sous le nom de *la commise* ou confiscation & réunion du fief.

Ces exemples suffisent pour faire voir comment l'Auteur sait lier & enchaîner ses idées.

Quant à ses sentimens, ils nous paroissent en quelques endroits excéder la mesure de ceux que l'amour de la liberté est en possession d'inspirer aux Anglois les plus Républicains. » La liberté, dit il, devoit un » jour être scellée du sang *d'un Tyran*, que » la Nation insultée fit couler sur un échafaud, pour expier son injuste ambition » & la violation des Loix «.

Cette déclamation, que Milton lui même ne se fût permise qu'avec peine, nous paroît bien violente, & le nom de Tyran, appliqué au doux & sage & infortuné Charles I, est bien dur & bien injuste. Les vrais Tyrans furent ses oppresseurs; & les Anglois, comme l'observe avec raison le Traducteur, désapprouvent eux-mêmes la scène sanglante que M. Stuart paroît approuver, puisqu'ils font tous les ans une commémoration solennelle du martyre de Charles I.

Le Traducteur est le même auquel nous devons aussi la Traduction de la nouvelle

Digitized by Google

& savante Histoire d'Angleterre, du Docteur Henri, & celle d'une multitude de bons Livres Anglois, relatifs soit à la Politique, soit à la Littérature & à la Philosophie. Son travail, dans cette nouvelle Traduction, mérite notre attention particulière, par le rapport qu'il a presque par-tout avec le seul objet qui soit en possession de nous intéresser dans ce moment, avec les Etats-Généraux.

Dès la Préface il propose vingt questions, qui, comme il le dit lui-même, sont moins des questions que des souhaits. Les voici :

Il demande : 1°. S'il ne seroit pas avantageux qu'on délibérât dans les Assemblées Nationales à voix haute & publiquement, & qu'on y opinât à deux différens jours sur le même objet, afin qu'on pût profiter de la discussion publique.

2°. Si le ministère de la feuille des bénéfices ne devroit pas être confié à un Conseil, dont la moitié des Membres seroit prise dans le Tiers-Etat.

3°. Si les personnes nommées à un bénéfice, même par des Laïcs, ne devroient pas avoir l'agrément des Etats de la Province où le bénéfice est situé, pourvu que ces Etats fussent constitués comme ceux du Dauphiné; & quels seroient les moyens de faire cette réforme en respectant les propriétés.

4°. Si l'on ne devroit pas faire une loi pour

Digitized by Google

qu'un homme ne pût avoir plus de deux mille écus de revenu en bénéfice (à l'exception des Evêques qui n'auroient cependant que leur Evêché), & pour que le surplus fût versé dans la caisse de charité de chaque Province, afin qu'elle vînt, sous l'inspection des Etats, au secours des pauvres, des grêlés, des incendiés, & des autres infortunés.

5°. Si les Canonicats, dans chaque Diocèse, ne devroient pas être donnés aux anciens Curés, Vicaires, Professeurs, & autres Ecclésiastiques ayant vingt ans de service dans des fonctions utiles du Ministère; & s'il ne faudroit pas augmenter le sort des Curés, & sur-tout des Vicaires de campagne & de ville, ainsi que des Prêtres de paroisse qui ont à peine de quoi vivre.

6°. S'il ne faudroit pas réduire chaque Canonicat à trois ou quatre mille livres de revenu.

7°. Si l'argent des Bulles & l'année de déport ne devroient pas être versés dans la caisse de charité de chaque Province, de laquelle caisse les Etats se feroient rendre compte.

8°. S'il ne faudroit pas diminuer l'étendue de quelques Diocèses & Paroisses trop considérables.

9°. S'il n'y auroit pas quelques précautions à prendre par rapport à la nomination des Juges, soit Royaux, soit Seigneuriaux.

10°. S'il ne seroit pas utile à l'Agriculture

Digitized by Google

que les baux faits par les Bénéficiers, ſans anticipation, fuſſent entretenus par leurs ſucceſſeurs.

11°. S'il eſt juſte de faire payer un droit aux gens de main-morte, lorſqu'ils bâtiſſent ſur leur terrein.

12°. Si les gens de main-morte, & même les Evêques, ne devroient pas rendre des comptes de l'emploi de leurs revenus aux Etats Provinciaux.

13°. S'il ne conviendroit pas de faire une Loi qui permît de partager ſes terres, nonobſtant les diſpoſitions des Coutumes, également entre ſes enfans, ou, à défaut d'enfans, entre ſes héritiers collatéraux.

14°. S'il ne conviendroit pas de faire une Loi qui réſervât aux héritiers préſomptifs le droit de prélever, ou la moitié de tous les biens du décédé indiſtinctement, ou les quatre quints des propres, quand il inſtitue les pauvres ſes Légataires univerſels, ou même quand il a fait un teſtament.

15°. Si les projets préſentés aux Etats d'une Province & à ſes Adminiſtrateurs, ne devroient pas être dépoſés dans ſa bibliothèque publique, pour que chaque citoyen pût les y conſulter tous les jours.

16°. Si dans les Cours Souveraines, il ne devroit pas y avoir huit ou dix charges données gratuitement & à vie à des Avocats qui auroient exercé leur profeſſion pendant vingt années, qui ſeroient choiſis par leur Ordre, & à qui il ſeroit accordé un traitement fixe.

Digitized by Google

17°. Si dans les Commissions relatives à la réforme de la Justice & des Loix, il ne seroit pas important qu'il y eût un certain nombre d'Avocats & de Procureurs choisis par leurs Corps.

18°. Si le travail de ces Commissions ne devroit pas être imprimé & rendu public, avant que le Roi & les Etats-Généraux statuassent à cet égard; s'il ne seroit pas utile qu'on fît chaque année, dans les Tribunaux, des Arrêts de Réglement sur les questions nouvelles qui s'y seroient présentées.

19°. Si le Réglement qui exclut le Tiers-Etat du grade d'Officier, ne doit pas être promptement révoqué.

20°. Enfin, s'il seroit utile que la liste des pensions & graces accordées chaque année, fût imprimée & rendue publique l'année suivante avec les noms des Pensionnaires, & une notice de la cause de ces récompenses.

De ces vingt propositions ou questions, quelques-unes ont été faites dans les cahiers des divers Ordres ou Districts, soit avant, soit depuis la publication de cet Ouvrage; quelques-unes paroîtront peut-être un peu sévères, toutes ont un caractère sensible d'utilité; elles n'ont pu se présenter qu'à un homme de bien, qu'à un ami de l'ordre, qu'à un zélateur des mœurs.

Le Traducteur, dans une note où il fait quelques observations sur le plan de formation des Etats du Dauphiné, arrêté le

Digitized by Google

14 Septembre 1788, remarque que par l'article 13, pour être éligible dans l'Ordre de la Noblesse, il faut avoir cent ans de noblesse. » N'est-ce pas, dit-il, une injustice à » l'égard des Anoblis, que souvent on a » voulu récompenser en les anoblissant, » & qui se trouvent, par cet article, privés d'un des plus beaux droits du citoyen, » en ne pouvant être élus ni par la Noblesse ni par le Tiers-Etat « ?

En adoptant cette réflexion du Traducteur, nous ferons une autre observation; c'est que l'anoblissement n'auroit jamais dû être autre chose qu'une récompense, & que c'étoit dénaturer les objets, & aller directement contre l'idée de la Noblesse, que de la conférer à prix d'argent, ou, ce qui est la même chose, de l'attacher à l'acquisition d'une charge vénale. Il résulte de cet abus, que des familles qui, depuis trois cents ans & plus, vivent noblement, qui n'exercent que des emplois honorables, & qu'on peut regarder en quelque sorte comme des familles Patriciennes du Tiers-Etat, dont elles n'ont pas pu ou n'ont pas voulu sortir par l'acquisition d'un office conférant la noblesse, voient en ce moment siéger parmi la Noblesse des gens dont elles ont vu les pères dans l'abjection, & dont les familles ne peuvent en aucune manière entrer en comparaison avec elles, au moins pour l'ancienneté & pour la succession des fonctions nobles & des emplois honorables.

Digitized by Google

Telle est la confusion qui naît de la noblesse vénale. Ces mots de *Noblesse* & de *Vénalité*, mis à côté l'un de l'autre, impliquent contradiction. Aussi cet abus sera-t-il vraisemblablement un des premiers réformés.

SPECTACLES.

COMÉDIE FRANÇOISE (1).

L'AMBITIEUX & L'INDISCRÈTE, Tragi-Comédie de Néricault Destouches, a été jouée pour la première fois en 1737, après avoir été longtemps arrêtée par l'ordre du Garde des Sceaux : enfin on la représenta sans l'avoir affichée ; mais on avoit eu la précaution d'en instruire le Public par des avis particuliers. L'Ouvrage n'eut pas un grand succès.

On observa alors que l'ambition est une de ces passions qui demandent les couleurs de Melpomène ; que le personnage de l'Indiscrète étoit déplacé à côté de celui de l'Ambitieux ; Destouches est convenu lui-même qu'il avoit *une dissonance marquée à côté des autres*. On trouva le rôle de Don Philippe, premier Ministre du Roi de Castille, affectueux & touchant : on convint qu'il contrastoit très-bien avec celui de l'Ambitieux Don Fernand ; qu'il y avoit de l'intérêt dans les combats de ce dernier entre l'amour & l'ambition ; mais on remarqua que ces combats auroient pu être plus animés, plus étendus, mieux placés dans une Tragédie. Une scène du 4me. Acte, entre le Roi

(1) Cet article & celui de la Comédie Italienne sont de M. de Charnois.

Digitized by Google

& ſon premier Miniſtre, où l'on voit le tableau rare d'un honnête homme qui n'abuſe point de ſa place, qui ſacrifie ſes intérêts & ſa vanité à ſon devoir & à ſon Maître, enleva tous les ſuffrages. On loua beaucoup le dénouement ; on regretta pourtant que Don Philippe ne ſollicitât point auprès du Roi la grace de ſon frère.

Ce qu'on obſerva en 1737, on l'a encore obſervé en 1789 : mais cette fois-ci le ſuccès a été complet, parce que le Public, ayant trouvé dans le cours de l'Ouvrage un grand nombre d'heureuſes applications à faire aux circonſtances préſentes, a moins été juge que patriote. Nous penſons comme Voltaire, ſur le mérite de cette Tragi Comédie. Elle eſt remplie de beaux traits, de vers qui méritent d'être retenus ; mais cela n'empêche point que ce ne ſoit une Production aſſez médiocre.

COMÉDIE ITALIENNE.

EN 1736, Parard a fait jouer à la Foire Saint-Germain, un Opéra Comique intitulé *les Epoux réunis*.

Julie, épouſe délaiſſée par Damon ſon mari, le rencontre dans un château où il fait ſa cour à Hortenſe, Dame du lieu. Elle ſe déguiſe en Cavalier, feint d'être l'Amant d'Hortenſe, excite la jalouſie de Damon, qui la provoque, la reconnoit, & tombe à ſes pieds.

En 1738, Guyot de Merville a donné au Théatre François une Pièce en trois Actes & en vers, qui porte le même titre

Dorimon a épouſé Lucile à ſeize ans, il l'a quittée pour être libre. Il arrive à Bordeaux, où ſon ami Liſimon, amant de Floriſe, ne peut dé-

Digitized by Google

terminer sa Maîtresse à lui donner la main. Il y trouve une jeune veuve, nommée Lucrèce, dont il devient amoureux. Florise promet à Lisimon de l'épouser, si Dorimon, qui a pris le nom de Damis, fait la conquête de Lucrèce. Cette Lucrèce est Lucile elle-même : les époux se reconnoissent, se réunissent, & Lisimon est heureux.

Ces deux Pièces n'ont rien de commun que le titre avec celle qu'on a jouée au Théatre Italien le 31 Juillet dernier.

Deux époux, échauffés par les mauvais conseils d'une tante, se décident à se séparer : mais il existe un enfant de leur mariage ; à qui restera-t-il ? On consulte cet enfant. Il dit oui à son père, oui à sa mère ; & au résultat, qu'il veut rester avec tous les deux. Cette scène éclaire les époux, qui s'attendrissent, se jettent dans les bras l'un de l'autre, & se réunissent avec transport.

L'idée de cette Comédie est prise d'un Drame Allemand, qui a pour titre *le Père de famille*, & dont M. le Baron de Gemmingen est l'Auteur. On auroit pu tirer un plus grand parti de l'Ouvrage original. L'imitateur, en n'y prenant qu'une situation, s'est privé de beaucoup d'avantages, & il a été obligé d'étendre la durée de sa Pièce par des développemens un peu froids. La Motte disoit à Alain, Auteur de l'*Epreuve réciproque*, « qu'il n'avoit pas assez alongé la courroie ». On peut reprocher à celui des *Epoux réunis*, de l'avoir trop alongée.

Au reste, il y a de l'esprit, des mœurs, de la délicatesse, de l'honnêteté, & même du talent dans cette petite Pièce, dont le but moral est très-estimable.

Le 1er. Août, on a joué pour la première fois *la Vieillesse d'Annette & Lubin*, Comédie en un Acte & en prose, mêlée d'Ariettes.

Digitized by Google

Le malheur & les persécutions ont fait connoître au Public les personnages intéressans dont M. Marmontel a fait les Héros de son Conte d'Annette & Lubin, si heureusement arrangé pour le Théatre par M. Favart. Il étoit tout simple qu'on saisît cette circonstance, & qu'on la portât aussi sur la Scène.

Après trente ans, le Bailli, qui s'est vu préférer Lubin, hait encore son rival, & il cherche à le perdre. Son filleul Anaclet aime Rosette, fille de Lubin, & Rosette, qui aime Julien, ne veut point d'Anaclet. Comme celui-ci a prêté 1500 liv. à Lubin, le Bailli lui conseille de faire arrêter Lubin, & de faire vendre sa chaumière. Plus bête que méchant, plus foible que vindicatif, Anaclet envoie des Sergens chez le mari d'Annette. A l'instant où on le saisit, un Courrier arrive de Paris, & apporte aux époux 300 louis que leur envoient quelques personnes généreuses qu'on a instruites de leur malheur. Anaclet déchire ses titres de créance, & le Bailli est encore une fois confondu.

L'Auteur de ce très-petit Ouvrage y a jeté de l'intérêt en rappelant avec adresse quelques situations de la Pièce de M. Favart. Tout le reste est peu piquant, peu théatral. On y remarque de la facilité, de l'esprit, peut-être même, trop de ce dernier par rapport à l'état des personnages. Au surplus, c'est une Production de circonstance qu'il seroit mal-honnête de juger trop sévèrement. Le Public a pensé comme nous, & il a applaudi la Pièce.

M. Chapelle, Musicien de l'Orchestre du Théatre Italien, a fort bien arrangé, pour cet Ouvrage, des morceaux de musique déjà connus; ceux de sa composition, qu'il y a semés, ont été entendus avec plaisir, & font honneur à ses talens.

Digitized by Google

THÉATRE DE MONSIEUR.

LE Lundi 3 de ce mois, on a donné à ce Théatre la première représentation de l'*Isle enchantée*, Opéra en trois Actes, de M. Sedaine de Sarcey, parodié sur la Musique de M. Bruni, 1er. Violon de ce Théatre.

Une Fée, qui jusqu'à ce moment a été insensible à l'amour, reçoit des Dieux l'ordre de faire un choix; mais si l'Amant qu'elle aura choisi n'est pas constant, elle doit perdre son bonheur & sa puissance. Quatre Etrangers sont jetés dans son Isle par la tempête; un François fort leger, un Baron Allemand, un jeune Comte Italien, & le Valet de ce dernier. C'est à l'un d'eux qu'elle doit donner sa main. Pour les éprouver, elle donne à sa Suivante sa baguette & sa puissance, & passe à son tour pour la Suivante sous le nom d'Eglé. Le François & l'Allemand lui font la cour, mais en cachette, & la sacrifient à celle qu'ils prennent pour la Fée: le Valet même du Comte, qui a plu à la Fée, étourdi de sa bonne fortune, se permet une incartade pour la prétendue Eglé. Le Vénitien est le seul qui lui montre un attachement véritable; & comme c'est aussi le seul qui ait touché le cœur de la Fée, après quelques épreuves, les deux Amans sont heureux.

Cette Pièce a paru agréablement écrite, quoique dialoguée un peu longuement. La musique a été fort applaudie; on y a trouvé beaucoup d'effet, de chants heureux. Tous les rôles ont été fort bien joués. Nous nous sommes engagés à ne jamais donner d'éloges particuliers aux Acteurs, à moins qu'ils n'aient eu l'occasion de développer des talens extraordinaires. Faire mention des bons

Digitized by Google

ſeroit humilier inutilement les médiocres, & les louer tous indiſtinctement, ſeroit manquer au Public, & ôter à la louange elle-même tout ſon prix. Nous ne parlerons donc que de Madame Ponteuil, qu'on n'avoit fait qu'entrevoir dans un autre Ouvrage, & qui débute véritablement dans celui-ci. A la plus belle figure, elle joint une voix ſuperbe, une très-bonne maniere de chanter, & une extrême facilité d'exécution. Elle paroît deſtinée à faciliter ſur ce Théatre le ſuccès de l'Opéra Italien parodié; ſes moyens s'y prêtent parfaitement, & le Théatre de Monſieur ne pouvoit faire une acquiſition plus précieuſe.

ANNONCES ET NOTICES.

Les Dangers de l'abſence, ou le Souper de famille, Comédie en deux Actes & en proſe, repréſentée pour la premiere fois à Paris par les Comédiens Italiens ordinaires du Roi, le 11 Novembre 1788; & devant Leurs Majeſtés, à Verſailles, le 2 Janvier 1789; par M. Pujoulx, de pluſieurs Sociétés Littéraires. Prix, 1 liv. 10 ſ. A Paris, chez Cailleau & fils, Libraires Impr. rue Gallande.

Cette jolie Pièce ſera jugée digne, à la lecture, du ſuccès qu'elle a obtenu ſur la Scène.

Conſidérations ſur les richeſſes & le luxe, nouvelle Edition, corrigée & augmentée. *In*-8°. Prix, 4 liv. broché. A Amſterdam; & ſe trouve à Paris, chez la veuve Valade, rue des Noyers.

Digitized by Google

Considérations politiques sur le commerce du Royaume, avec des observations sur les impôts qui nuisent à son activité, & dont on propose la suppression, ainsi que le remplacement, d'une manière plus avantageuse pour les Finances & pour les Peuples : précédées de quelques Réflexions particulières sur tout ce qui peut intéresser le commerce de Picardie. Ouvrage destiné pour l'Assemblée des Etats Généraux. Par un Citoyen. *In*-8°. avec des Planches ; 84 pages. A Paris, chez Godefroy, Libraire, quai des Augustins.

Discours historiques sur la Féodalité & l'Allodialité, suivis de Dissertations sur le Franc-aleu des Coutumes d'Auvergne, de Bourbonnois, du Berri, de Champagne, & principalement pour la partie de cette Province, régie par la Coutume de Vitry ; par M. Chapsal, Avocat au Parlement, exerçant au Présidial de Riom ; in-8°. A Paris, chez Gueffier jeune, Lib. rue du Hurepoix, N°. 17.

Précis des succès de l'Etablissement que la Ville de Paris a fait en faveur des personnes noyées. Prix, 1 liv. 4 s. 8e. Partie, pour servir de Supplément aux sept Brochures in-12, publiées successivement chaque année, sous le titre de *Detail des succès obtenus sur les noyés, &c.* par M. Pia, Chevalier de l'Ordre du Roi, & ancien Echevin de la Ville de Paris ; in-12. A Paris, chez Nyon l'aîné & fils, Lib. rue du Jardinet.

On trouve chez les mêmes Libraires les sept premières Parties.

Essai sur la Théorie des Volcans d'Auvergne, par M. le Chevalier de Reynaud de Montlosier ; in-8°. de 134 pages. A Paris, chez Delalain le jeune, Lib. rue St-Jacques, N°. 13. Prix, 1 liv. 16 sous.

Digitized by Google

L'Art de peindre, Traduction libre en vers françois du Poëme latin de Charles-Alphonse Dufresnoy, avec des Remarques ; par M. Renou, Peintre du Roi, Secrétaire-Adjoint de l'Académie Royale de Peinture & Sculpture, &c. ; in-8°. A Paris, de l'Imprimerie de Monsieur ; se trouve chez Didot le jeune, quai des Augustins ; & Firmin Didot, rue Dauphine ; & à l'Académie de Peinture.

Nouvelle suite d'Harmonie à 8 & 9 Parties, pour 2 Clarinettes, 2 Haut-bois, 2 Bassons, 2 Cors & Serpent ou Contre-basse, contenant des Ouvertures, Airs & Ariettes d'Opéras sérieux ou comiques, arrangés par M. Gébeauer. Prix, 7 liv. 4 sous. A Paris, chez Boyer, Md. de Musique, rue de Richelieu, à la Clef d'or ; & chez Mme. Lemenu, rue du Roule, à la Clef d'or.

Trois Quatuors de G. Haydn, arrangés pour le Clavecin, ou Piano-Forté avec accompagnement de Violon & Basse, par M. Lachnitt. Première suite. Prix, 9 liv. pour Paris & la Province, port franc par la Poste. A Paris, chez Leduc, Md. de Musique, rue du Roule, N°. 6.

Numéros 15 à 24, ou 5e. Année des *Feuilles de Terpsychore*, pour la Harpe & le Clavecin. Prix, chaque N°., 1 liv. 4 s. Abonnement pour chaque Journal, 30 liv. franc de port. A Paris, chez Cousineau père & fils, Luthiers de la Reine, rue des Poulies.

TABLE.

LE Père d'un supplicié.	73	*Comédie Italienne.*	90
Charade, Enig. & Log.	76	*Théatre de Monsieur.*	93
Tableau.	77	*Annonces & Notices.*	94
Comédie Françoise.	89		

Digitized by Google

JOURNAL POLITIQUE

DE

BRUXELLES.

POLOGNE.

De Varsovie, le 21 juillet 1789.

APRÈS un ajournement de trois semaines, les Etats s'étant rassemblés, le Prince *Sapieha*, Maréchal de la Confédération de Lithuanie, leur a notifié, le 13, la fuite du Prince *Poninski*, et en même temps qu'il avoit été repris sur la frontière.

M. *Suchodolski*, Nonce de Chelm, a jugé convenable de faire donner à M. *Deboli*, Ministre de la République à Pétersbourg, l'ordre de demander, de la part de sa Cour, la réponse à la dernière note remise par lui au Ministère de Russie. Cette lenteur de la part de la Cour de Russie ne doit pas surprendre, si l'on considère la quantité de demandes épineuses auxquelles elle se voit obligée

Digitized by Google

de répondre dans les circonstances présentes.

On a proposé ensuite d'augmenter l'approvisionnement, en tout genre, de la forteresse de Kaminieck, afin qu'elle puisse balancer celle de Choczim, rétablie par l'Empereur.

M. *Morski*, Nonce de Podolie, a confirmé cette proposition, en ajoutant qu'il lui paroissoit de la plus grande nécessité de prendre toutes les précautions possibles contre la peste, sur les frontières de ce Palatinat.

La Députation des Affaires Etrangères a communiqué à la Diète une Note de la Cour de Suède qui, rapprochant de plus en plus ses intérêts de ceux de la République, la remercie du choix qu'elle a fait en la personne du Comte *Potocki*, pour la représenter à Stockholm.

L'Evêché de Cracovie, du revenu de 700 mille florins, étant vacant, il avoit été mis en question de consacrer une partie de cet immense bénéfice à l'entretien d'un régiment. Après un débat de sept heures, il fut décidé, vendredi 17, à la pluralité de 57 voix contre 23, de réduire le futur Evêque à un revenu de 100 mille florins.

On remarque avec plaisir les progrès frappans de l'esprit public: nous en avons

Digitized by Google

cité plusieurs traits ; en voici de nouveaux.

Le District de Lukow, qui fait partie du Palatinat de Lublin, abonde en Noblesse pauvre, qui cultive elle-même ses terres, et n'a point de paysans : par là elle se trouvoit exempte de l'impôt des deux vingtièmes ; mais blessée de cette exemption, elle a demandé tumultueusement à contribuer à proportion de ses moyens.

Les trois Palatinats de grande Pologne voulant augmenter la masse des contributions, et en même temps le commerce des laines, ont taxé tous les terrains où l'on peut nourrir des troupeaux de moutons ; cette taxe cessera du moment où ces terrains recevront des troupeaux.

M. *Rudnicki*, Lieutenant d'artillerie, qui a pris et ramené le Prince *Poninski*, a refusé toute gratification ; il a demandé seulement, et a obtenu que l'on adoucît les arrêts des Officiers qui avoient laissé échapper le Prisonnier.

SUÈDE.

De Stockholm, le 17 juillet.

Les derniers combats en Finlande, du 28 juin et du 3 de ce mois, n'ont pas encore été publiés officiellement, le Roi poursuivant son invasion dans la Finlande Russe. Ce Prince s'est porté vers Fridéricsham, dont la garnison, suivant le bruit courant, a fait une sortie le 6, et a été repoussée après sept heures

Digitized by Google

d'engagement. D'un autre côté, le Major Général *de Steding* a repris sur les Russes le poste de Saint-Michel, dont il a dispersé les défenseurs.

Les dernières lettres de Finlande ont confirmé la fin du Général *de Sprengporten*, mort, le 5, de ses blessures. Cet Officier, égaré toute sa vie par cette ambition inquiète et hardie qui forme les hommes dangereux, contribua d'abord à la révolution de 1772. Comblé de récompenses, il désira de lever un régiment au service de Leurs Hautes Puissances, obtint l'agrément et les plus vives recommandations de son Souverain. Mécontent ensuite, et oubliant la reconnoissance et le devoir, il offrit ses services à la Russie, en seconda tous les projets, lui en suggéra même, remua la Finlande et l'armée, l'année dernière; enfin, vient de périr en combattant contre sa patrie.

Suivant quelques avis de la Baltique, notre flotte étoit en présence de celle des Russes, et d'un instant à l'autre l'on s'attendoit à une bataille navale. Voici la composition de notre escadre, telle qu'elle est sortie de Carlscrona.

Gustave III, de 70 can., vaisseau Amiral.
Sophie Magdelaine, 70 can., Contre-Amiral, *Liljehorn.*
Hedwige Charlotte, 60 can., Lieutenant-Colonel, *Modée.*
Wladislas, ... 70

Digitized by Google

Adolphe Frédéric..70 canons.
Louise Ulrique, ..70
Gotha Leyon, ...70
Enighet, ...70
Fædernesland, ...60
Œmhet, ...60
Rettwsaw, ...60
Dygden, ...60
Forsigtighet, ...60
Æran, ...60
Drisstighet, ...60
Manlighet, ...60
Taperhet, ... 60
Prince Frédéric Adolphe, 60
Prince Charles, ..60
Riksens Stœnder, .60
Wasa, ...60

Frégates.

Uplande, ...40 canons.
Gripon, ...40
Minerve, ..2.....40
Froya, ...40
Thétis, ...40
Camille, ...40
Galathée, ...40
Euridice, ...40
Zémire, ...40
Illerim, ...32
Jaramas, ...28
Jarislawiz, ...32
Hector, ...26

Shooners.

Diva et *Froya*.

Cutters.

Ern, ...12 canons.

Digitized by Google

Falk, ... 12 canons.
Swala.
Barthélemi, ... 8
Esplendian, ... 8

En tout 41 voiles. Depuis sa première sortie, deux vaisseaux de ligne de plus ont joint l'escadre.

ESPAGNE.

De Madrid, le 6 Août.

Le Ministère Espagnol avoit donné ordre au Lieutenant-général Don *Théodore de la Croix*, ci-devant Vice-Roi du Pérou, et aujourd'hui Colonel du régiment des Gardes-Wallones, d'envoyer un habile Officier reconnoître, au nord de l'Amérique occidentale, les établissemens des Russes et autres Européens. Ce Vice-Roi choisit, pour cette expédition, Don *Stefano-Joseph Martinet*, qui l'exécuta, en huit mois, avec autant de zèle que d'intelligence. Il partit, vers la fin de mars 1788, du port S. Blaise. En 68 jours de navigation, il s'éleva par les 60 degrés de latitude, en suivant exactement les traces du Capitaine *Cook*, à partir du 40°. degré. M. *Martinet* toucha à la baie du *Prince Guillaume*, qui git par les 60°. 11'. Les courans qu'il rencontra dans ce parage, l'obligèrent de revenir sur ses pas, après avoir longé l'isle de *Montagu*. Le 28 mai, temps auquel la saison avoit couvert le sol de sa plus riche parure, il entre dans la baie de cette isle déja connue, et à laquelle il donna le nom

Digitized by Google

nouveau de *Baie des fleurs.* Il n'y trouva aucun établissement, mais les Naturels lui donnèrent beaucoup de détails relatifs aux navigations antérieures, dans ces mers, par les Anglois et par les Russes. La colonie Russe la plus remarquable est établie à 10 lieues au nord de l'isle de la *Trinité.* Elle est peuplée d'un grand nombre de Russes, défendue par un fort et par quelques galères. Son Commandant étend sa jurisdiction sur le vaste territoire d'*Alaska*, et sur les nombreuses isles de cet Archipel. Au sortir de ce port, M. *Martinet* reconnut les isles *Schaumagin* et plusieurs autres inconnues au Capitaine *Cook :* s'étant ensuite arrêté à *Ounalaschka*, il y fut reçu très-cordialement par le Commissaire Russe, M. *Saicost Potap Cusmich*, qui commande la colonie, où se trouvoient 70 Russes et une galiotte. Le Navigateur Espagnol, après avoir séjourné un mois à *Ounalaschka*, remit en mer, et revint au port *Saint-Blaise*, par Montérei et le canal Sainte-Barbe, sans avoir touché à la côte de *Nootka* où les Russes n'ont aucun établissement.

Le fruit de cette expédition a été de dissiper les inquiétudes qu'on avoit au sujet des prétendues hostilités des Russes, dont nous avons éprouvé, au contraire, la plus généreuse hospitalité. Les côtes et les colonies de ce vaste Océan sont mieux connues; on a pris possession de six parages importans, au nom du Roi d'Espagne; on a acquis une juste idée du caractère des Nations Américaines dépendantes des Russes; et enfin, l'on a eu les relations les plus intéressantes pour notre tranquillité. Le Commandant Espagnol a rapporté une quantité de fourrures,

Digitized by Google

de productions naturelles, terrestres et marines, de monnoies Russes d'or et d'argent, ainsi que des papiers-monnoies que les Russes distribuent aux Nations tributaires.

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 4 août.

Forcés depuis un mois, de sacrifier cet article d'Angleterre, nous le sommes aujourd'hui de ne présenter que sommairement les principales délibérations du Parlement, durant cet intervalle.

Les deux Chambres ont passé les Bills d'une taxe additionnelle sur les testamens, et d'une autre sur les Papiers-Nouvelles, toutes deux devant remplacer la taxe sur les boutiques, révoquée.

Le Ministre a soumis à la délibération de la Chambre-Basse, un Bill qui assujettit les Marchands de Tabac à la régie de l'Accise: l'énorme contrebande exercée sur cet article a motivé cette opération. Le Comité en ayant présenté le rapport dans la Séance du 15 juillet, on en discuta les principales clauses, et l'ensemble.

M. *Fox* entra dans un examen général de l'extension inconstitutionnelle des lois de l'Accise. Il renouvela les argumens vigoureux, mais un peu surannés, dont on s'est servi constamment dans ce pays, toutes les fois qu'on

Digitized by Google

à traité de cette forme d'administration fiscale. « Quant au principe qui sert de base à « cette perception, la visite dans les maisons, « dit M. *Fox*, j'en suis tellement ennemi, je « le regarde comme si répugnant aux maximes « de notre Constitution, qu'aucun homme « libre, à mon sens, ne devroit se résoudre à « vivre sous son empire. » Si aujourd'hui il étoit question, pour la première fois, de l'introduire, on le rejeteroit, quelque impérieux que fût le besoin des finances. Ce qui marque les lois de l'Accise du sceau de la réprobation, c'est qu'on ne les a proposées qu'à des époques malheureuses. Le courage du Parlement, l'esprit du Peuple se réunirent autrefois pour rejeter une Accise sur le tabac, et le grand nom de Sir *Robert Walpole* ne put surmonter cette résistance. Néanmoins, je pense favorablement de l'administration de cet Homme d'Etat; mais, comme il est plus aisé de calomnier et de flétrir la mémoire d'un Ministre qui n'existe plus, que d'apprécier celle d'un Ministre vivant, Sir *Robert Walpole* étoit généralement condamné de ceux qui ne jugeoient que superficiellement de sa conduite ministérielle. On pouvoit lui reprocher ce projet d'une Accise sur le tabac. Lorsqu'on essaya de soumettre les cidres aux Commis de l'Accise, les Propriétaires des terres (*Country Gentlemen's*) s'y opposèrent sur-le-champ, comme à l'introduction d'une nouveauté dangereuse et alarmante. Ils déclarèrent que la maison de chacun d'entre eux étoit son château, et que s'ils y souffroient une invasion, elle seroit bientôt suivie de la perte de leur liberté. Cette maxime étoit bonne; mais ils auroient dû en étendre l'application aux Marchands et aux Manufacturiers, et affranchir de l'Accise les vendeurs

Digitized by Google

comme les consommateurs. Ces oppositions à l'Accise avoient eu lieu dans un temps où les finances nationales n'étoient pas si florissantes qu'on nous les représente maintenant. Se flattoit-on qu'à l'époque actuelle, dans un moment où l'influence de la philosophie et de l'expérience étoit plus répandue que jamais, l'odieuse et inconstitutionnelle proposition qu'on soumettoit à la Chambre, pût jamais recevoir l'approbation d'un Parlement Anglois? Non, sans doute; et ce fol espoir étoit victorieusement combattu par l'exemple du passé. Si, cependant, l'intérêt des finances du Royaume exigeoit une augmentation de revenu, personne n'ignore qu'il existe encore des taxes en réserve, que l'on pouvoit imposer de préférence à des règlemens si destructifs. L'Accise, établie comme elle l'est maintenant, étoit certainement une chose fâcheuse, et qui exigeoit la surveillance de tout Anglois. Si la liberté dont nous jouissons a été défendue par notre sang, et acquise au prix de celui de nos ancêtres; si nous sommes encore prêts à la défendre, il devient de plus en plus indispensable d'apporter la plus grande circonspection à l'extension d'un règlement, qui ne manqueroit pas de détruire notre commerce; extension qui ne répond point au but qu'on se propose, et qui, même en le remplissant, devroit être réprouvé par tous ceux qui ne sont pas disposés à sacrifier leur liberté aux intérêts du fisc.

M. *Grenville* admit, avec M. *Fox*, que nous étions à un période où la philosophie marchoit surement à l'appui de l'expérience. Les vrais et heureux principes de la Constitution se trouvoient plus exactement définis et connus que par le passé. De jour en jour cette Cons-

Digitized by Google

titution alloit en s'améliorant. Mais, dans la proportion de ces heureux progrès, devoient aussi tomber ces raisonnemens qui présentoient l'esprit des temps; cette terreur chimérique d'un Peuple ou d'un Gouvernement, disposés à empiéter sur la liberté. — L'attachement du Parlement à la Constitution avoit été démontré de la manière la plus glorieuse dans la délicate affaire de la Régence.

Quant à l'Accise, elle fut d'abord établie sous le règne de *Charles II*. Néanmoins, ce fut aussi sous ce même règne, pour la première fois, que le Peuple commença à peser, à sentir, et à comprendre les principes de la liberté. Je défie de trouver, dans l'Histoire, aucun période où l'on voie se répandre avec plus d'abondance toutes les bénédictions, qui sont le fruit de ce domaine inaliénable de l'homme.

Généralement, les mesures du Chevalier *Robert Walpole* furent sagement adaptées aux intérêts de l'Etat. On n'a reproché à ce Ministre, avec justice, que les moyens de corruption dont il se servit pour fortifier son administration, et qui tendoient à accroître les dépenses publiques. Peut-être encore n'étoit-il pas assez prévoyant à trouver des ressources et des subsides qui pussent faire face aux demandes du trésor, ainsi qu'à la diminution de ses dettes. — Cette dernière accusation n'est pas sans fondement; mais, ce que l'on peut compter au nombre des malheurs de cet Homme d'Etat, c'est qu'au moment qu'il proposa l'Accise sur le tabac, la meilleure et la plus fructueuse des ressources auxquelles il put avoir recours, il existoit, en Angleterre, un parti acharné dont les clameurs anéantirent ce projet: les penseurs jus-

Digitized by Google

tifioient aujourd'hui Sir *Robert Walpole* des injustes inculpations de ses contemporains.

Au reste, l'état actuel des choses étoit tout différent. M. *Pitt*, indépendamment de tous les droits possibles à la reconnoissance et à l'approbation de la postérité, s'étoit acquitté des devoirs difficiles de son poste éminent d'une manière si prudente, qu'aucun effort de parti, aucune calomnie, aucune interprétation défavorable, ne pouvoient ébranler la juste confiance que sa patrie accordoit à sa sagesse et à ses talens.

Il étoit étonnant que M. *Fox*, si habile à saisir les différences, en laissât échapper une bien importante. Si, contradictoirement à la sagesse de nos ancêtres, et à la longue expérience qui nous a appris comment la liberté pouvoit fleurir et fructifier durant l'existence de l'Accise, on pouvoit accorder quelque crédit aux reproches déclamatoires faits si généralement à l'ensemble de ce système, il faudroit aussi considérer qu'on levoit actuellement, à la faveur de cette même Accise, SIX MILLIONS STERLINGS de revenu, sans encourir aucun de ces dangers si gratuitement prédits. Certainement, ces dangers ne résulteroient pas du nouveau règlement, qui soumettroit environ trois cents personnes de plus aux lois déja établies, et augmenteroit le revenu de trois ou quatre cents mille liv. sterl.

M. *Shéridan* avoit prétendu que la recette étoit à présent de deux millions au-dessous de la dépense: si cette assertion, très-éloignée de la vérité, avoit quelque fondement, il devenoit d'autant plus nécessaire d'adopter les mesures sages qui pourroient ramener la recette au niveau de la dépense, ou du moins les rapprocher.

Digitized by Google

La grande objection de M. *Fox* portant moins sur l'extension des règlemens actuels, que sur le principe général de l'Accise, quels inconvéniens ne résulteroient pas de son opposition admise dans son universalité? L'Accise fournissoit annuellement six millions. Supposez donc qu'en cédant aux vues de M. *Fox*, on l'abolit entièrement, quels seroient les suites de cette marche insensée? La banqueroute nationale, la dissolution du Gouvernement, l'anéantissement absolu de tous les avantages commerciaux et constitutionnels, qui font aujourd'hui la gloire de la Nation Britannique. Aucun plan de finance, aucun système de règlement, ne seroient plus nécessaires après la consécration d'un tel principe. En effet, M. *Fox*, en se proposant de renverser la base de l'Accise, se propose aussi, sans le savoir, de renverser la Constitution. S'il n'a d'autres projets que d'empêcher l'addition du règlement actuel aux précédens, son but est extrêmement frivole; car le tabac est un article aussi propre que tout autre à supporter les droits de l'Accise : quel petit nombre de personnes se trouveroit soumis au nouveau règlement, en comparaison de celles sur lesquelles il portoit déjà? — Une autre considération de quelque poids, est le grand accroissement qui en résultera pour le revenu, ainsi que l'encouragement du Commerçant honnête. Dans l'état où est actuellement cette branche de négoce, aucuns bons Citoyens ne vouloient l'embrasser : car, un homme scrupuleux, engagé dans cette profession parce qu'elle étoit celle de ses pères, devoit nécessairement se faire violence à lui-même, et étouffer le cri du remords pour exercer les manœuvres clandestines et illégales actuellement

Digitized by Google

en pratique, ou renoncer à toute concurrence avec ses voisins moins consciencieux

Plusieurs autres Membres parlèrent pour ou contre le Bill qui fut admis à la pluralité de 70 voix contre 20.

Porté à la Chambre-Haute, ce Règlement y a été moins favorablement reçu : on l'a considéré sous d'autres faces, en faisant apercevoir le vice de sa composition, échappé à la pénétration des Communes. Sans ce contrôle de l'une des deux branches de la Législature sur l'autre, l'Angleterre auroit vu sanctionner un acte, dont l'intérêt public exigeoit la réformation. C'est le Lord Chancelier qui lui a porté un coup décisif, le 29, à l'instant où il fut présenté à la Chambre-Haute.

Ce Ministre prenant la parole, fixa toute l'attention de la Chambre; il exposa son opinion en peu de mots, mais avec une fermeté, une persuasion intime de la justesse de ses principes. « Le Bill, dit-il, renferme des vices essentiels, et tels, qu'il seroit le premier à lui retirer son approbation, s'il restoit dans sa forme actuelle : il ne pensoit pas que la Chambre fût le lieu où l'on devoit décider du sort de ce Bill; il falloit le renvoyer à un Comité, dans lequel on verroit probablement s'évanouir une partie des difficultés qui s'opposent à son admission. Il offroit un cahos sans issues, un embarras inextricable : on l'avoit assis sur des considérations qui, d'après des témoignages ir-

Digitized by Google

récusables, paroissoient directement contraires aux intérêts du commerce. Il se réunissoit de tout son cœur à ceux qui condamnoient les atteintes dont ce Réglement menaçoit les propriétés particulières.

Cependant, les Manufacturiers reconoissoient eux-mêmes qu'il existoit des abus criants dans la perception du revenu; abus qui, en même-temps qu'ils fraudoient le Gouvernement d'une partie des secours qu'exigeoient ses besoins, tendoient à ruiner les honnêtes Commerçans. Il n'étoit pas moins de son intérêt, que conforme aux vues d'un Gouvernement sage, de corriger ces abus.

En avouant les défauts et les inexactitudes du Bill, le Chancelier justifia très-habilement M. *Pitt*, et montra qu'on ne devoit rien lui imputer à cet égard. Dans le fait, il n'étoit point l'auteur du Bill. S'il étoit capable de dresser un Bill *de revenu*, il ne seroit pas propre à remplir le poste de premier *Lord de la Trésorerie*. — Dans la réalité, le Ministre étoit obligé de requérir le secours des Employés aux divers départemens; ils l'avoient bien mal servi. Il s'étoit adressé aux Solliciteurs des différens Bureaux, *qui pouvoient écrire*, quoique peut-être *ils ne pussent pas lire*. Ces Messieurs s'étoient permis de rédiger les clauses du Bill, sans s'inquiéter d'établir de l'accord et de l'harmonie entre leurs différens plans. Il espéroit néanmoins qu'ils se résoudroient à corriger cette bigarrure, et qu'ils refondroient leurs différentes clauses en un système uniforme. En conséquence il a conclu à ce que le Bill fût renvoyé à l'examen d'un Comité.

Cet avis du Chancelier devint celui

Digitized by Google

de la Chambre : le Bill a été réexaminé, vendredi dernier. L'une de ses principales clauses a été corrigée par un *amendement* qu'a proposé le Duc *de Leeds*, et la discussion ultérieure doit s'achever demain.

LL. MM. sont toujours à Weymouth, et profitent de tous les beaux jours pour se promener en mer. Elles ont monté, à trois reprises, la frégate le *Southampton*, qui a fait, en leur présence, plusieurs évolutions navales. Une escadre entière, sous les ordres du Contre-Amiral *Bickerton*, donnera en grand ce spectacle à Leurs Majestés qui doivent se rendre à Plymouth au premier jour. Outre le *Magnificent* de 74 can., et la frégate le *Southampton* de 32, cette escadre sera composée des vaisseaux suivans qui, le 28, ont appareillé de Spithéad, sous les ordres du Commodore *Goodall*.

Le *Carnatic*, le *Cumberland*, l'*Orion*, le *Bedfort*, le *Goliath*, la *Bellona*, tous de 74 canons ; le *Director* de 64, l'*Hébé* de 36, le *Termagant* de 18, le *Speedwell* de 16, et le *Brazen* de 14.

Digitized by Google

Nous devons placer ici un document essentiel, arriéré depuis six semaines. C'est la récapitulation sommaire de l'état des Finances Britanniques pour 1789:

SUBSIDES ou DÉPENSES pour l'année 1789.

Marine.

20,000 Matelots...	1,040,000 l. st.	
Dépenses ordinaires.....	713,000	
Dépenses extraordinaires.....	575,000	
		2,328,000.

Armée.

Service ordinaire..	1,517,879	
— extraordinaire..	398,000	
Mais cet *extraordinaire* étant acquitté d'avance, comme on l'a vu dans l'état du *Budget*, rapporté précédemment, reste pour les dépenses de la Guerre en 1789.....		1,517,879
Artillerie		459,444
Etablissement Civil de la Nouvelle Ecosse, Saint-Jean, etc.....		24,937
Remboursement à faire à la Liste Civile, conformé-		

Digitized by Google

ment à différentes avances demandées par la Chambre des Communes	34,000
Pour les Loyalistes d'Amérique.....	355,218
Transport des Malfaiteurs et leur entretien	56,598
Remboursemens aux Secrétaires et Commissaires de différens Bureaux.....	15,000
Musée Britannique, Forts d'Afrique, routes d'Ecosse..	20,000
A livrer au Prince *de Galles* pour achever le Palais Carleton	35,000
Frais du procès de M. *Hastings*, durant la présente Session 1).....	12,000
Déficit sur le produit de la taxe des terres et de la Drêche.....	350,000
Déficit sur d'autres branches de subsides.....	331,000
.....	5,539,076
Prêt à la Hollande, remboursable avec intérêt à échéances annuelles, mais qui	

(1) Cet article monte à 20,000 liv. st. pour cette année.

Digitized by Google

forme une dépense momentanée de..... 191,000
Subsides énoncés ci-dessus....5,539,076

Total des Subsides nécessaires.5,730,076

VOIES ET MOYENS.

Taxe des Terres et de la Dreche....2,760,000
Loterie..... 271,000
Surplus du Fonds consolidé 1,530,900
Emprunt par Tontines 1,002,500
Courtes annuités, remboursables annuellement par équivalent du Prêt à la Hollande, aussi remboursable 187,000

Total des Voies et Moyens....5,740,000

Total des Subsides.....5,730,076

Excédent des Voies et Moyens sur les Subsides..... 9,924 l. st.

Mais il restera à bonifier le déficit du Fonds consolidé, qui, au mois d'avril dernier, se trouvoit de 520,000 l. st.; déficit qui sera rempli par les arrérages dus sur différentes

Digitized by Google

taxes, par la balance non rentrée de divers comptes publics, par le payement que fera cette année la Compagnie des Indes au Gouvernement, et par l'accroissement présumé du produit des droits sur le tabac.

Si l'on veut connoître la *Dépense* et le *Revenu* complets de la Grande Bretagne en 1789, il faut ajouter aux *totaux* de *Subsides* et de *Moyens* énoncés ci-dessus, les Dépenses et Revenus hypothéqués, qui n'entrent jamais dans le compte du *Budget*, savoir :

Dépenses.

Pour l'intérêt de la Dette publique, environ	9,100,000 l. st.	
Liste Civile.....	900,000	
Amortissement annuel de la Dette publique.....	1,000,0000	
		11,000 000

Revenus.

Les branches réunies du revenu public ont produit du premier avril 1788, au premier avril 1789.....	15,578,000
Emprunt par Tontines	1,000,000
—— par courtes Annuités.....	187,000
Total du *Revenu* public en 1789.....	16,765,000

Digitized by Google

M. *Shéridan* attaqua, le 10, l'exposé des Finances présenté par le Chancelier de l'Echiquier, et s'efforça de démontrer, par le calcul et par le raisonnement que, depuis trois ans, la dépense annuelle avoit surpassé la recette de 2,003,960 l. sterl. Il proposa de nommer un Comité pour examiner de nouveau les comptes publics, fut réfuté, et perdit sa Motion, sans qu'elle fût mise aux voix.

La dette de la Compagnie des Indes dans ses possessions Asiatiques, ayant été transportée en Angleterre, il a fallu pourvoir à cette charge par une addition au capital. En conséquence, la Cour des Directeurs a demandé à la Chambre des Communes, et a obtenu d'être autorisée à un emprunt d'un million sterl., ce qui porte le fonds capital de la Compagnie à cinq millions.

FRANCE.

De Versailles, le 14 août.

C'est le 4, que le Roi remplit les places vacantes dans le Ministère, en y appelant les Personnes que nous avons nommées dans le Journal précédent : S. M. informa de ce choix l'ASSEMBLÉE NATIONALE, par une lettre qu'on trouvera plus bas, et qui forme un des

Digitized by Google

précieux monumens des annales de la Monarchie.

Pour mettre encore plus d'accord dans toutes les parties de l'Administration, et prévenir l'influence de la faveur ou des prédilections, le Roi a ordonné que dorénavant toutes les nominations de charges, d'emplois ou de bénéfices dans l'Eglise, la Magistrature, les Affaires Etrangères, la Guerre, la Marine, la Finance et la Maison du Roi seront présentées à la décision dans le Conseil.

Le Roi avoit le dessein de nommer M. *Necker* Ministre principal; mais M. *Necker*, en recevant avec une respectueuse reconnoissance ce témoignage de la confiance de Sa Majesté, l'a priée de permettre qu'il ne fût accompagné d'aucun rang, ni d'aucun titre.

Ce Ministre ayant demandé au Roi d'être soulagé d'une grande partie du Département des Finances, Sa Majesté a rétabli la place de Contrôleur-général, et la confiée à M. *Lambert*, dont l'application et l'intégrité ont été déja éprouvées.

Il travaillera avec le Roi en présence de M. *Necker*, premier Ministre des Finances, lequel, avec la permission du Roi, s'est réservé le Trésor royal et les ordres à prendre de Sa Majesté pour la nomination aux places et aux emplois.

Assemblée Nationale.

L'étendue des matières nous obligea, la semaine dernière, à restreindre le sommaire de la Séance du samedi premier Août: en voici une analyse moins

Digitized by Google

succinte, mais rapide, le principal objet de délibération reparoissant dans les Séances suivantes.

Les contemporains et la postérité doivent sans doute juger une Assemblée législative sur ses actes, et non sur ses discours; ils imitent en cela l'histoire et la loi, qui se bornent à prononcer sur les actions des hommes. Cependant, il entre dans les annales du temps de conserver, avec les résolutions, les motifs qui les ont déterminées, et le combat d'opinions au milieu duquel elles ont flotté. Le caractère d'une Assemblée ne résulte pas de trois ou quatre discours seulement, quoique ces discours principaux entraînent un grand nombre d'avis : c'est par le frottement général de beaucoup d'opinions différemment débattues, que l'Observateur saisit les mouvements de la délibération. Pour en connoître l'esprit, il faut donc en présenter toutes les faces, et un argument vicieux tient sa place dans ce tableau, comme une vérité lumineuse.

Les faits seuls, racontés exactement, placés avec ordre, dégagés des longueurs inséparables de l'éloquence *parlée*, voilà ce que l'histoire consultera un jour, ce qu'attend le Public, et ce que nous lui devons. Nous n'avons pas la présomption de vouloir éclairer ou égarer son jugement, par des réflexions que leur promptitude fait nécessairement rentrer dans

Digitized by Google

le cercle des lieux communs. Chaque Citoyen doit consulter sa raison propre, et non celle d'un Journaliste. Ce verbiage, d'ailleurs, qu'on honore du nom de *réflexions*, interrompt le récit, et substitueroit indiscrètement l'avis de l'Auteur à celui des Membres de l'Assemblée. Lorsqu'il se présentera quelques sujets de discussion, sur lesquels il importeroit de ramener l'attention du Public, nous rejeterons ces remarques dans un Supplément, après avoir laissé mûrir nos idées par le doute et par le temps.

Fidèles en outre au plan d'impartialité que nous nous sommes imposés dès l'origine, nous ne perdrons jamais de vue le précepte de *Tacite : Præcipuum munus Annalium reor, ne virtutes sileantur, utque pravis dictis, factisque ex posteritate et infamiâ metus sit.*

Du Samedi premier Août 1789. Lecture faite des Adresses de différentes villes exprimant à l'Assemblée leur reconnoissance, leurs félicitations et leur adhésion, on a pris connoissance de la lettre des Officiers Municipaux du Havre, au sujet de la détention de M. le Duc *de la Vauguyon* et de M. son fils (Nous avons rendu compte, il y a huit jours, de cet événement).

Sur l'annonce de plusieurs Députations de Paris, d'Orléans, de Sens et de Dieppe, M. *d'Arnaudat* a exposé les distractions qu'occasionnoient ces Députations aux travaux pressans

sans de l'Assemblée, et la nécessité de ne les recevoir que dans les Seances de relevée.

M. *Pison du Galland*, modifiant cette opinion, a proposé un arrêté, en vertu duquel les Députations ne seroient admises que jusqu'au 8 de ce mois; les Villes, Corps et Districts pouvant s'adresser à l'Assemblée, par Mémoires qui seroient discutés au Comité de rapport.

M. *Fréteau*, appuyant cette Motion, a demandé qu'on fît imprimer cet arrêté dans tous les papiers publics, et qu'on donnât dix jours pour recevoir les Députations qui pourroient être en route.

Un Préopinant a distingué les Députations des villes, d'avec celles de Paris, et a voté pour renvoyer ces dernières au Comité de rapport.

M. *de Mirabeau* a prétendu qu'autant valoit déclarer aux Commettans qu'on n'avoit pas le temps de les entendre.

On a fait la lecture de la Motion qui a été interrompue plusieurs fois par la rumeur de l'Assemblée, et qui a passé malgré l'opposition. On a objecté ensuite que le Réglement ne permettoit pas de proposer et de résoudre une Motion dans le même jour.

M. le Comte *de Clermont-Tonnerre* a lu l'article du Réglement qui porte qu'une Motion pourra passer le même jour qu'elle aura été élevée, lorsque l'Assemblée le jugera à propos. M. le Président a proposé une seconde fois la Motion, approuvée de nouveau. L'opposition de la Minorité subsistant toujours, M. *Buzot* a demandé par amendement, qu'on distinguât les Députations d'honneur de celles d'affaires; que deux jours par semaine fussent consacrés aux premières, & que le Comité de rapport reçût

Digitized by Google

les secondes. Cet *amendement* a été rejeté, & la Motion originelle admise en entier.

Cette résolution prise, est entrée une Députation des Représentans de la Commune de Paris. M. *Huguet de Semonville*, Conseiller au Parlement, portant la parole, a présenté l'Arrêté suivant de ses Commettans.

» L'Assemblée des Représentans de la Commune persistant dans son Arrêté d'hier au soir, pour s'assurer de la personne du sieur Besenval, en conséquence duquel Arrêté un Courier est allé aussitôt porter l'ordre de le tenir sous bonne et sûre garde, a cru de sa sagesse de députer sur-le-champ à l'Assemblée nationale, pour la conjurer d'ajouter au choix de plusieurs de ses Membres qu'elle a chargés d'informer sur le crime de *lèze-nation*, l'établissement d'un Tribunal, revêtu de sa sanction et de celle du Roi, qui prononcera sans délai sur ces crimes, afin que le châtiment des coupables donnant un exemple nécessaire, la tranquillité publique se rétablisse, & que les Citoyens assurés que la justice nationale agit, ne se permettent aucun acte capable de détruire des preuves importantes, en troublant l'ordre indispensable pour les obtenir. L'Assemblée ordonne en outre, que le présent Arrêté sera imprimé et affiché. »

M. le Président a répondu que *l'Assemblée prendroit en considération la question que les Représentans de la Commune de Paris venoient de lui soumettre.*

Un système de Gouvernement doit-il être précédé d'une Déclaration des droits génériques? Faut-il dans cette Déclaration, considérer l'homme sous le double rapport d'Etre animé, agissant

Digitized by Google

par les lois de la nature, et d'Etre existant en société, ou de Citoyen? Telles sont les questions sur lesquelles l'Assemblée a porté ses regards; jusqu'ici, elles n'avoient occupé que les philosophes.

Les droits de l'homme naturel lui assurent le libre exercice de ses facultés physiques et morales; d'où résulte, dans le fait, une inégalité de droits proportionnelle à celle de ces facultés. La supériorité de force, d'intelligence, d'agilité, créent l'empire d'un homme sur un autre; et tant que le genre humain reste dans cet état primitif, il reste soumis aux différences que la nature même a mises entre les individus: ainsi les buissons se courbent sous les chênes, et les harengs sont dévorés par les baleines. Voilà le droit de nature.

La société y substitue un droit de convention; elle nivelle les inégalités, par l'établissement de l'égalité politique: celle-ci ne seroit jamais que rationnelle, sans les lois qui en déterminent la sanction et en assurent le maintien. Ces lois seules font les droits de l'homme social et celui de la Communauté dont il est Membre. S'il s'en attribuoit d'autres, cette prétention deviendroit générale, la société seroit dissoute.

Les droits de l'homme sont donc inséparables de ceux du Citoyen, puisque ce n'est qu'à ce dernier titre, qu'il est soustrait à la supériorité naturelle des forces physiques et morales. Les lois positives

Digitized by Google

déterminent sa condition, ses prérogatives et leurs limites : il ne peut lui rester, sous peine d'entrer en guerre avec ses semblables, d'autres droits que ceux qu'a sanctionné la société générale.

Par conséquent, déclarer des droits, c'est déclarer des lois, ou faire une chose inutile ; car la vérité même n'oblige le Citoyen, qu'autant qu'elle se lie à une institution positive : les plus beaux axiomes n'auront jamais dans le système social, la vertu d'une ordonnance de police.

Ce n'est point retenir le peuple dans l'*ignorance de ses droits*, comme l'ont craint divers Opinans, que de promulguer ses véritables droits, dérivant de la loi conventionnelle, et ne pouvant dériver d'une autre source. La connoissance des statuts dont se compose sa liberté, est la seule dont il puisse faire usage, sans danger pour lui-même et pour l'Etat. Toute vérité abstraite, tout principe non obligatoire, manque le but d'assurer aux Nations un rempart de leurs prérogatives : ce rempart est dans la loi positive, car le peuple saura défendre des droits dont l'application est journalière, et dont il sait que l'infraction est aussi criminelle que celle d'un vol de grand chemin.

Lorsqu'en 1688, les Anglois dressèrent leur fameux *Bill des droits*, ils connoissoient parfaitement les droits

Digitized by Google

de l'homme en général ; dix ans de suite on les avoit développés sous le règne de *Charles I ;* cent discours Parlementaires, cent écrits citèrent ces principes métaphysiques : ils se trouvent tous, et illimités, dans le fameux ouvrage de *Marchmont-Needham*, en 1656 (1). Cependant, le Parlement se contenta de déclarer les lois dont il réparoit la violation, et les lois nouvelles qu'il instituoit.

Les Américains Unis ont suivi une autre marche, mais c'est dans leurs Chartes, et non dans leurs déclarations préliminaires, que la génération actuelle ou les suivantes trouveront les principes de leur liberté, et les moyens de la défendre.

Ces foibles observations, peut-être mal fondées, nous ont été suggérées par le débat dont nous allons rendre compte, au sujet de la question préliminaire d'une Déclaration de droits quelconque.

M. *Durand de Maillane*, Député d'Arles, s'est d'abord autorisé de son cahier, pour réclamer la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Elle devoit être affichée par-tout,

(1) Ce livre singulier a pour titre, *The Excellence of Free state, or the Right Constitution of a Commonwealth.* Le contrat social de *Rousseau* semble n'être qu'un extrait timide de cet ouvrage, dont mon célèbre Concitoyen n'avoit cependant aucune connoissance.

Digitized by Google

même dans les Eglises. Il falloit distinguer le principe, de la loi même ; celle-ci étoit subordonnée à des vérités premières et nécessaires, sans la connoissance desquelles le peuple n'obéiroit qu'imparfaitement. L'Opinant s'est étendu en longues réflexions, et a exposé des plans divers, auxquels l'Assemblée a prêté moins d'attention, qu'au discours suivant de M. *Crenière*, dont elle a même demandé l'impression.

M. *Crenière*, Député du Vendômois.

« Les François demandent, les François veulent une Constitution libre ; mais avant de faire une Constitution, il est nécessaire de déterminer le sens qu'il faut donner à ce mot, qui, comme tant d'autres, est devenu presqu'insignifiant, à force d'acceptions dont la plupart sont absolument différentes, et quelques-unes même contradictoires. »

« Il me semble que la Constitution d'un peuple n'est pas une Loi, ni un code de Lois, dites improprement constitutionnelles ; car l'établissement d'une Loi, ou d'un code de Lois, suppose nécessairement quelque chose d'antérieur : il faut qu'un peuple existe avant d'agir, qu'il soit constitué avant de s'organiser, que des hommes soient devenus Citoyens par un pacte, avant de devenir Sujets par l'établissement de la Loi ; il faut enfin qu'une convention permanente, immuable, éternelle, assure à tous les Membres du Corps politique l'exercice de leurs droits essentiels, avant qu'ils puissent, en les exerçant, déterminer, par des institutions, leurs rapports consentis. »

« Il me semble encore que la Constitution d'un peuple ne peut pas avoir pour objet de fixer la manière de faire les Lois, et de les

Digitized by Google

faire exécuter, parce qu'un Peuple peut et doit changer tel ou tel mode de législation, tel ou tel mode d'exécution, quand il le veut, parce que, d'après ce principe du premier, et peut-être du seul publiciste qui nous ait éclairés sur nos droits, que la Constitution donne l'existence au corps politique, et que la législation lui donne le mouvement et la vie, on ne peut changer la Constitution sans dissoudre la Société, tandis que l'on doit toujours choisir, entre les moyens d'agir, ceux qui paroissent les plus propres à atteindre le but de toute Société bien ordonnée, c'est-à-dire, le bonheur de tous et chacun des Membres qui la composent; parce qu'enfin l'objet de la Constitution doit être d'assurer les droits individuels dont la réunion seule forme les droits de tous, tandis que les institutions ne doivent tendre qu'à subordonner les intérêts particuliers à l'intérêt général. »

L'homme, dans l'état de nature, n'est ni libre, ni esclave; il est indépendant, il exerce ses facultés comme il lui plaît, sans autre règle que sa volonté, sans autre Loi que la mesure de ses forces; en un mot, il n'a ni droits à exercer, ni devoirs à remplir. La nature ne donne rien d'inutile; et si l'homme isolé avoit des droits, contre qui et comment les exerceroit-il? Hors de l'état de société, il n'y a ni personnes obligées, ni force publique, ni Gouvernement, ni Tribunaux; mais il faut conclure de ce que je viens d'établir, que l'homme dans l'état de société n'a pu s'imposer des devoirs sans acquérir des droits équivalens; qu'il n'a pu faire le sacrifice de son indépendance naturelle, sans obtenir en échange la liberté

Digitized by Google

politique ; et qu'en consentant à ne plus faire tout ce qu'il veut, il doit pouvoir ce que tous ses associés veulent. Il faut en conclure encore, que les droits qu'il acquiert par le simple acte de son association, sont naturels, parce que son premier soin étant celui de sa conservation ; son premier désir, celui du bien-être ; sa première faculté, celle de vouloir, il est contre la nature, et par conséquent impossible, qu'il ait abandonné ce soin, renoncé à ce désir, et qu'il ait voulu n'avoir plus de volontés. Il faut en conclure enfin que ces droits sont imprescriptibles ; car on ne peut y renoncer volontairement sans dissoudre la société et rentrer dans l'état de nature, et l'on ne peut en être dépouillé, parce que si l'exercice en est interrompu par la force, jamais la force n'a fait acquérir des droits contraires à ceux qu'elle voudroit anéantir.

Ainsi l'homme isolé n'a point de droits ; telle est la loi de la nature.

L'homme en société a des droits naturels et imprescriptibles ; tel est l'axiome de la raison : des Citoyens qui les exercent forment un Peuple libre ; des Sujets qui ne les exercent pas, ne sont qu'une troupe d'hommes enchaînés ou trompés.

C'est l'établissement de ces droits naturels et imprescriptibles, antérieur aux lois qui n'établissent que des droits positifs ou relatifs, que j'appelle la Constitution d'un Peuple ; et je ne crois pas que l'acte de cette Constitution doive en énoncer d'autres.

Il me reste maintenant à chercher quels sont les droits naturels et imprescriptibles dont l'énonciation doit seule, à ce qu'il me semble, faire l'acte de la Constitution d'un

Digitized by Google

Peuple : je n'aurai pas besoin d'employer de grands efforts ; ils sont si connus, si évidens, que leur extrême simplicité est sans doute la seule raison qui ait pu décider à en imaginer d'autres.

Tels sont les principes qui m'ont dicté le projet suivant :

Les François considérant qu'il leur étoit impossible de s'assembler tous dans un même lieu, et de se communiquer leurs intentions, s'ils s'assembloient dans des lieux différens, ont librement choisi dans chaque Province, ou partie de Province, des Mandataires qu'ils ont envoyés à Versailles pour les constituer en Peuple libre.

Fidèles aux ordres de leurs Commettans, dont ils exercent les droits et expriment les volontés, ces Mandataires constitués en Assemblée Nationale, ont déclaré et déclarent à jamais,

1°. Que la volonté du plus grand nombre étant la loi de tous, chaque Citoyen a le droit de concourir à la formation des lois, en exprimant son vœu particulier.

2°. Que chaque Citoyen doit être soumis aux lois, et qu'il ne doit dans aucun cas être contraint d'obéir à des volontés privées.

3°. Que chaque Citoyen a le droit de concourir à l'institution du pouvoir chargé de faire exécuter les lois.

4°. Que chaque Citoyen a le droit de demander la conservation ou l'abrogation des lois et des institutions existantes, et la création de lois et d'institutions nouvelles.

5°. Que le pouvoir législatif et institutif appartenant essentiellement au Peuple, chaque Citoyen a le droit de concourir à l'organisation de tous les pouvoirs.

Digitized by Google

6°. Que l'exercice de ce pouvoir peut être confié à des Mandataires nommés par les habitans de chaque Province, dans un nombre proportionné à celui des Commettans.

7°. Que l'époque de la tenue des Assemblées Nationales, leur durée ou la permanence même de l'une de ces Assemblées, ne peuvent être déterminées que par la volonté des Citoyens, exprimées par eux ou par leurs Mandataires.

8°. Qu'aucuns impôts, sacrifices ni emprunts ne peuvent être faits, exigés, ni perçus sans le consentement du Peuple.

9°. Qu'enfin ces droits étant naturels, imprescriptibles, ils doivent être inviolables et sacrés; qu'on ne peut y porter atteinte sans se rendre coupable du crime irrémissible de lèse-Nation; qu'appartenans indistinctement à tous les Citoyens, ils sont tous libres, tous égaux aux yeux de la loi, et qu'ayant tous les mêmes droits, ils ont aussi les mêmes devoirs et les mêmes obligations.

M. le Comte *Mathieu de Montmorency* a défendu la Déclaration, comme indispensable à la Constitution : celle-ci est l'édifice, la première doit lui servir de fondement. Les droits étant éternels et impreseriptibles, leur déclaration ne sauroit être provisoire. La vérité fera le bonheur du Peuple; il seroit dangereux de ne pas l'éclairer. C'est à la France à présenter à l'Univers un code de sagesse qui devienne celui de toutes les Nations.

M. *de Castellane* a réfuté les objections élevées dans les Bureaux contre une Déclaration des droits. Depuis Charlemagne, l'idée de ces droits avoit disparu; il importoit de les rappeler. Nul n'avoit pu dire à son Souve-

Digitized by Google

rain : « Je te livre un pouvoir arbitraire sur « ma personne ; à ton gré, tu nous plongeras « dans les prisons, et nous y périrons, si c'est « l'intérêt de ta Maîtresse ou de ton Favo- « ri. » Les Parlemens, exposés eux-mêmes aux Lettres-de-cachet, avoient-ils pu y soustraire les Citoyens? Le Peuple seul peut faire respecter les Lois. Une si longue oblitération des principes en exigeoit la reconnoissance formelle. D'ailleurs, l'expérience prouvoit la nécessité de cette Déclaration. *En Angleterre, leshommes étoient encore sous le joug des abus, parce que leurs* droits y étoient encore ignorés.

M. *Target*, après une peinture énergique de l'esclavage, a fait un plaidoyer sur les droits de l'homme. Pour former un Peuple libre, il faut lui apprendre quels sont les droits de la liberté : aucune vérité ne peut lui nuire; il faut le conduire au bonheur par les lumières, et nous ne le pouvons qu'en gravant sur l'airain les lois naturelles.

M. l'Evêque *de Langres.* » La Constitution est un code & un Corps de Lois; tout ce qui n'est pas loi, ne doit pas faire corps avec la Constitution. Les principes parlent à la raison pour la convaincre, & les Lois à la volonté pour la soumettre : beaucoup de personnes ne seroient pas en état d'entendre les maximes que vous leur présenterez; non que je veuille qu'on tienne le peuple dans l'ignorance, mais je voudrois qu'on l'éclairât par des livres, & non par des déclarations abstraites. Celle qu'on propose doit se réduire à un préambule simple & clair, qui ne renferme que des maximes incontestables.

48 Membres devant encore parler sur la même question, on en a remis l'ultérieure discussion au lundi suivant.

Digitized by Google.

Quatorzième semaine de la Session.

Du lundi 3 Aout 1789. M. le Président a annoncé que le scrutin de samedi dernier lui avoit donné pour successeur M. *Thouret*, élu à la pluralité de 406 voix contre 402. Le jour même de sa nomination, ce Député de Rouen, qui, à plusieurs reprises, a manifesté le talent assez rare de la discussion, preuve de l'ordre des idées et de la sureté du jugement, s'étoit excusé d'accepter la place qu'on lui déféroit. Son refus, exprimé samedi dans une lettre qu'il avoit écrite à M. le Duc *de Liancourt*, a été confirmé par lui-même dans le discours suivant qu'il a adressé à l'Assemblée.

MESSIEURS,

» Lorsque vous avez daigné m'élever à l'honneur de vous présider, cette faveur inestimable étoit au-dessus de toutes mes espérances : je ne me serois pas cru permis de porter si haut des vœux dont rien n'auroit pu justifier à mes yeux la présomption ; mon premier, mon plus vif sentiment fut, et est encore, celui de la profonde et respectueuse reconnoissance dont j'ose vous supplier d'agréer l'hommage. «

» Pressé par ce même sentiment, par l'obligation de vous en donner le plus utile et le plus digne témoignage, je cédai avec empressement au devoir que j'ai rempli par la lettre que j'eus l'honneur d'écrire, dès le soir même, à M. le Duc de Liancourt. «

» C'est en sentant tout le prix de l'honneur que vous m'avez déféré, et qui ne pourroit pas m'être ravi, que j'ai le courage de me refuser à sa jouissance, quand sous d'autres rapports il eût été peut-être excusable de penser que le courage étoit de l'accepter. «

Digitized by Google

» J'aurai encore assez de force en cet instant, je prendrai assez sur moi-même pour sacrifier au majestueux intérêt de votre Séance, des détails dont l'objet me seroit personnel : je sens bien que l'Individu doit disparoître où les soins de la cause publique ont seuls le droit de se montrer et de dominer. Qu'il me soit seulement permis de dire que je suis capable et digne de faire à cette grande cause tous les sacrifices à-la-fois ; & que c'est à ce double titre que je viens vous demander de recevoir mes remercîmens et ma démission. «

Sous la présidence de M. le duc *de Liancourt*, continuée ce jour, on a lu par extrait, des adresses, lettres à l'Assemblée, révocations de pouvoirs impératifs.

Ensuite, M. *Bouche* observant que la longueur immodérée des Discours emportoit un temps précieux, a proposé de placer une horloge de sable sur le bureau de M. le président ; que chaque orateur ne pût garder la parole au-delà de cinq minutes, & qu'à leur expiration, il lui fût imposé silence. Cette motion a été fort applaudie, comme favorable également à ceux qui se taisent, et à ceux qui aiment à parler. On l'a prise en délibération. M. *Mounier* a pensé que si elle étoit adoptée, l'Assemblée devoit en même temps déclarer qu'elle délibéreroit sans discuter ; mieux vaudroit, a-t-il ajouté, laisser à M. le président, la liberté de prier l'Orateur de s'asseoir. M. *Target* a demandé, par forme d'amendement, dix minutes au lieu de cinq, et qu'après avoir ouï dix membres sur une question, l'Assemblée pût prononcer que le sujet étoit épuisé.

Un Membre de la Noblesse restreignoit la loi des cinq minutes à la lecture, la parole restant libre indéfiniment. MM. *de la Rochefoucault* et *de Clermont-Tonnerre* ont combattu toutes ces restric-

Digitized by Google

tions ; M. *Rabaut de Saint-Etienne* en a preſſé l'incompatibilité avec l'énoncé clair et précis d'un argument quelconque.

Enfin, la motion de M. *Bouche* & l'amendement de M. *Target* ayant été écartés, on a admis l'avis de M. *Péthion de Villeneuve*, conſiſtant à former deux liſtes concurrentes de tous les opinans qui demanderoient la parole ſur une queſtion quelconque, & qui ſeroient entendus alternativement.

Cette diſcuſſion terminée, M. *de Clermont-Tonnerre* a ſollicité un passe-port pour M. ſon oncle, abbé de Luxeuil, proſcrit en Franche-Comté, réfugié à Porentrui dans l'évêché de Bâle, & demandant de ſe rendre à Verſailles, même comme priſonnnier.

M. le Vicomte *de Noailles* a objecté qu'accorder cette demande, c'étoit déférer d'avance à toutes celles du même genre ; ce qui méritoit un examen ſérieux.

M. *de Lally-Tolendal* a préſenté un tableau effrayant & trop réel de la triſte ſituation du royaume, dont les routes mêmes ceſſoient d'être libres, tandis que tout citoyen avoit le droit de l'être, tant qu'il n'étoit pas frappé du glaive de l'accuſation juridique. M. *de Mirabeau*, repréſentant que les fonctions de l'aſſemblée n'étoient pas de délivrer des paſſe-ports, a rappelé la détention de M. le duc *de la Vauguyon*, ſur laquelle on s'étoit abſtenu de prononcer.

L'affaire a été renvoyée au Comité de Rapport.

La déclaration des droits remiſe en délibération, M. *Demeunier* en a dévelopé l'importance : elle rendra plus populaire & plus exacte la connoiſſance des prérogatives du citoyen ; elle rappellera les François aux principes de leur ancienne liberté. L'opinant a lu enſuite un projet de déclaration des droits de l'homme en ſociété.

M. *de Biauzat* a combattu les formules impri-

Digitized by Google

mées de *déclaration des droits*. Suivant lui, la liberté du citoyen doit émaner de la constitution & des décrets de l'assemblée. On ne peut considérer l'homme que dans l'état civil; le prendre dans l'état de nature, c'est poser des bases chimériques d'institution politique.

M. le comte *d'Entraigues* a soutenu une déclaration des droits de l'homme et du citoyen, & a exposé ses propres vues sur la manière dont elle devoit être composée. Il a célébré *J. J. Rousseau*, dont les idées sur les effets de la propriété sont néanmoins diamétralement opposées à celles de l'Orateur.

M. *Malouet* n'a point envisagé la *déclaration* etc. comme un instrument nécessaire à la destruction de la tyrannie; la Constitution y suffira: toutes maximes métaphysiques sont peu intelligibles pour le commun des hommes, & il est dangereux de leur présenter un système de droits dont leur raison ne pourroit saisir, ni le vrai caractère, ni les limites. L'Amérique étoit dans une toute autre position que la nôtre, lorsqu'elle proclama sa déclaration. Celles qu'on propose doivent être simplifiées, & liées à la constitution même.

M. *de Landine* (1), Député du Forez, a pris la parole, & a dit:

» Le plus beau moment pour la Nation Françoise & pour vous, est sans doute celui-ci. Elle réclame une Constitution; vous allez l'établir: ce bonheur, qui manqua à nos pères, vous en ferez jouir nos descendans, & la France peut reprendre les sentimens de sa gloire & de son ancienne splendeur. »

(1) M. *de Landine* est l'Homme de Lettres de ce nom, auquel on doit plusieurs ouvrages estimables d'érudition, & l'un des meilleurs de ceux qui ont paru sur les États-Généraux.

Digitized by Google

» Mais en parlant de *Constitution*, *de droits naturels*, *de principes imprescriptibles*, ne nous laissons point aller à des idées trop abstraites : gardons-nous du développement même de principes, vrais au fond, ingénieux dans la forme, mais inutiles au moment; & ayons le bon esprit de savoir borner notre carrière, si nous voulons arriver au but. »

» La déclaration des droits naturels de l'homme offre sans doute l'objet d'un travail très-philosophique, mais très-peu à la portée du plus grand nombre des hommes qui doivent être soumis à la loi. Elle renferme des principes qui sont dans tous les esprits, ou doivent y être. Sans doute toute bonne Constitution est fondée sur le droit naturel, & la nôtre reposera aussi sur ces vérités immuables qui le constituent; mais ces verités sont de tous les âges, de tous les lieux, & on ne peut les méconnoître. »

» Ce n'est pas des droits naturels fixés au berceau des peuplades naissantes dont il faut s'occuper; c'est des droits civils, du droit positif propre à un grand peuple réuni depuis quinze siècles, vieilli au milieu de lois discordantes, mais éclairé en ce moment par l'histoire, qui n'est que l'expérience des faits, par la philosophie, & surtout par son intérêt, loi suprême des Etats, comme elle est celle des individus qui les composent. *Loin de remonter donc à l'origine de l'ordre social, améliorons celui où nous sommes placés; abandonnons l'homme naturel, pour nous occuper du sort de l'homme civilisé; & sans chercher ce que nous avons été, ni même ce que nous sommes, fixons ce que nous devons être.*

» Les auteurs des Déclarations des droits naturels ont très-bien établi que l'homme est né libre; qu'il doit l'être encore dans l'exercice de ses facultés, dans la disposition de sa propriété,

Digitized by Google

dans l'emploi de ſon industrie. Je me plais à adopter, à profeſſer les mêmes principes; mais conſervons les principes pour nous qui faſons les lois, & hâtons-nous de donner aux autres les conſéquences, qui ſont les lois elles-mêmes. Locke, Cumberland, Smith, Hume, Rouſſeau & pluſieurs autres, ont développé les mêmes principes; leurs ouvrages les ont fait germer parmi nous. Si nous devions créer une théorie politique, ſans doute nous devrions travailler à l'imitation de ces écrivains fameux; mais il ne s'agit pas de la théorie, c'eſt de la pratique; il ne s'agit pas de l'univerſalité des gouvernemens, mais du nôtre. La plupart de vous, Meſſieurs, n'ignorent pas les idées vaſtes que ces philoſophes ont répandues ſur la légiſlation des Empires, & nous ne les perdrons pas de vue dans la ſeule application que nous devons en faire. Oui, je le répète, c'eſt cette application ſeule qui doit à l'inſtant même nous occuper.

« Sans doute l'homme doit ſavoir qu'il eſt libre; mais il faut faire plus que de le lui déclarer, il faut ordonner qu'il le ſoit. La loi qui empêchera qu'on n'attente à ſa liberté, ſans corps de délit conſtant, prouvera mieux que tous les raiſonnemens, que la liberté de l'homme eſt naturelle & ſacrée. La Loi qui proſcrira ces lettres-de-cachet, monument de la tyrannie, qui ſont pour nous ce qu'eſt pour l'Aſie le cordon fatal; cette loi fera plus pour le bonheur public & notre ſureté individuelle, que tous les préambules & les préliminaires. Inutilement a-t-on dit, quoiqu'avec beaucoup d'éloquence, que ſi, dans l'avenir, un Tyran venoit à déroger à la loi, du moins la déclaration des droits naturels ſubſiſtant toujours, pourroit l'arrêter, & ſerviroit à nos neveux de témoignage de notre ſageſſe. Le tyran, qui mettroit ſous ſes pieds la loi, fouleroit de

Digitized by Google

même une vaine déclaration ; & quant à la race future, *la loi prouvera bien plus en notre faveur que sa préface. En effet, c'est être sage que de gagner du tems, dans un moment où nous en avons assez perdu, & où nous ne devons plus en avoir à perdre ; c'est être sage que de ne pas ouvrir aux esprits François une vaste carrière de contestations, de commentaires & d'opinions :* car si les articles offrent même parmi nous une longue discussion, pense-t-on que l'imagination des autres reste tranquille, & ne se divise pas sur les mêmes objets ? De là les écrits contraires ; & ces débats affoibliront toujours un peu le respect profond qu'on doit avoir pour tout ce qui émane de l'Assemblée éclairée des Représentans de la Nation.

» Dans le grand nombre d'excellens articles produits dans les projets de déclarations, il en est plusieurs qui appartiennent directement, & doivent servir de bases aux droits des peuples & du souverain ; ce sont ces articles dont il faut tout de suite faire des lois, puisque ce sont ces droits qu'il faut fixer. Une division plus simple que toutes celles qui nous ont été offertes, une division adoptée par le plus grand nombre des publicistes, & dont on n'auroit peut-être pas dû s'écarter, faciliteroit le travail, & présenteroit un rapprochement plus aisé dans la discussion & les opinions.

Cette division seroit 1°. l'examen des droits de la Nation antérieurs à tout autre, & dont tout autre émane ; des droits de la nation, c'est-à-dire, des citoyens qui la composent, & qui marchent égaux devant la loi qu'ils ont volontairement & librement consentie. 2°. L'examen des droits du Monarque qui fait exécuter cette loi. 3°. L'examen des droits de ceux qui l'exécutent, & qui tirent leur pouvoir & de la Nation & du Souverain. Tels sont les trois branches de l'arbre

Digitized by Google

social, & tels sont les trois & uniques points de notre travail, & le plan dans lequel il faudroit peut-être nous circonscrire. Dans le peuple assemblé, la puissance législatrice ; dans le roi, le pouvoir exécutif ; dans ceux qu'il emploie, la force militaire & judiciaire, l'une & l'autre déterminées d'après le consentement général. Voilà notre tâche : elle est assez grande, assez importante, pour nous occuper sans distraction à la bien remplir. »

» En me résumant, je répète que nous ne sommes pas venus établir des principes que nous devons connoître, mais en promulguer les résultats ; travailler non à des préliminaires de lois, mais à la formation même des lois. Le dix-huitième siècle a éclairé les sciences & les arts ; il n'a rien fait pour la législation. Le moment est arrivé de la créer. Que la loi soit concise, pour qu'elle puisse se fixer dans le souvenir de tous, même de nos enfans ; qu'elle soit simple, pour qu'elle soit entendue de tous. Gardons pour nous l'étude des principes, les bases du travail, & faisons-en cueillir aux peuples les fruits. Ainsi se cachent au sein de la terre les vastes fondemens d'un palais ; & l'œil du citoyen jouit seulement de l'ensemble & de la majesté de l'édifice. Hâtons-nous de l'élever cet édifice, & puisse-t-il mériter la contemplation des Sages, & les regards de la postérité. »

MM. *de Virieu* & *Custine* ont récapitulé avec précision les motifs qui nécessitoient la Déclaration.

Enfin, M. *Mounier*, en la désirant simple & non raisonnée, applicable à l'homme en société & non à l'homme isolé qui, pour la première fois, s'unit en communauté politique, a observé que la différence des avis portoit peut-être sur les mots. Chacun admettoit une Déclaration de droits

Digitized by Google

quelconque; mais les uns la demandoient comme une Constitution, les autres comme un préalable.

Séance du soir, 3 *Aout*. Au sortir de la Séance du matin, on s'étoit retiré dans les Bureaux pour y nommer un Président. L'Élection a été déclarée dans la Séance du soir: M. *le Chapelier*, qui a montré tant de courage, de lumières & d'application dès l'origine, avoit réuni la grande majorité de 945 suffrages. Il a prononcé un Discours à l'Assemblée, à la suite de celui de M. le Duc de *Liancourt*, ancien Président, & en faveur duquel on a voté des remercîmens.

M. *Salomon*, Secrétaire du Comité de *Rapport*, a fait celui des malheurs qui désolent les provinces; les chartriers pillés, les châteaux brûlés, des ligues de payſans pour refuſer la dixme & le terrage, des gentilshommes égorgés, des Abbayes pillées & renverſées: telle eſt l'affligeante image que le Comité de Rapport a chaque jour ſous les yeux.

M. *Salomon* a propoſé un plan de Déclaration pour tâcher de ramener à l'ordre un peuple égaré, qui a paſſé de la liberté à la licence, & qui penſe que le recouvrement de ſes droits ne peut s'établir que par le renverſement de tous les droits.

Ce projet de Déclaration ayant été lu, pluſieurs Membres l'ont critiqué; les uns en élevant des doutes ſur les faits, les autres en conſidérant le danger de compromettre l'Aſſemblée par des ordres ou par des conſeils.

M. *Mougin de Roquefort* a ſoutenu que l'Aſſemblée nationale étoit la ſauve-garde de la ſociété; que la notoriété de fait, conſtatée par les lettres de Perſonnes publiques, ſervoit de preuves inconteſtables des troubles qui agitoient ces provinces, & que ces preuves ſuffiſoient pour exiger de l'Aſſemblée un acte d'invitation & de prévoyance, tel que l'Arrêté du Comité.

Digitized by Google

M. *Madier* a appuyé avec force cette opinion sage, & que les circonſtances ſembloient rendre néceſſaire.

M. *Grégoire* a annoncé qu'en Alſace on venoit d'exercer envers les Juifs des perſécutions inouies; & que comme miniſtre d'une religion qui regarde tous les hommes comme frères, il devoit réclamer, dans cette circonſtance, l'intervention de l'Aſſemblée en faveur de ce peuple proſcrit & malheureux.

M. *de Raze* a obſervé que la féodalité eſt de toutes les queſtions la plus importante pour les habitans des campagnes, & qu'il ne falloit rien promulguer ſur ce point juſqu'à la Conſtitution.

M. *Regnaud de Saintonge* a fait ſentir que ces malheurs, ces dévaſtations portoient ſur une claſſe utile & reſpectable qu'il étoit particulièrement venu défendre, ſur les cultivateurs. Les terres ſeigneuriales ſont affermées, a-t-il dit; les fermiers n'ont que le produit de leur induſtrie pour ſubſiſter. Les ravages, les incendies, le pillage leur enlève le fruit de leurs travaux. Quand leur Seigneur feroit la remiſe du prix de ſa ferme, ce qui eſt douteux, ils auront à payer les impôts dont l'Aſſemblée a décrété la perception; ils ſeront privés du bénéfice qui doit faire ſubſiſter leur nombreuſe & laborieuſe famille; & des enfans qui faiſoient leur richeſſe, éprouvant bientôt les horreurs du beſoin & de la miſère, augmenteront, leur déſeſpoir.

Le projet d'une Déclaration ayant réuni une grande pluralité, on en a renvoyé la rédaction au Comité, pour en rendre compte le lendemain.

MM. l'Abbé *Grégoire*, *de Clermont-Tonnerre*, & *Mounier*, Co-Secrétaires de l'Aſſemblée, étant renvoyés par le ſort, & la nomination de M. *le Chapelier* à la Préſidence, laiſſant une quatrième

Digitized by Google

place vacante, les quatre nouveaux Secrétaires élus au scrutin, ont été MM. *Fréteau*, l'Abbé *de Monteſquiou*, *Pethion de Villeneuve* & *Emery*.

Un Membre du Comité de Rapport a rendu compte de l'enlèvement d'un dépôt d'armes à Toul & dans les environs de Thionville, par ordre de M. le Maréchal *de Broglie*, l'un du 16, l'autre du 23 juillet, Les habitans réclament ces armes, & l'avis du Comité a été de déférer à cette demande.

Item, de la détention de M. l'Evêque de Noyon à Dole, dont les Officiers Municipaux demandoient les ordres de l'Aſſemblée. Le Comité a été d'avis de renvoyer cette affaire au Miniſtre, & de rappeler aux Municipaux de Dole l'illégalité de leur conduite. Ces deux rapports ont eu l'approbation de l'Aſſemblée.

Dans le cours de la Séance, il a été fait lecture de la lettre ſuivante, communiquée par M. le Comte *de Montmorin*, à M. le Préſident.

Lettre de M. le Duc DE DORSET, *Ambaſſadeur d'Angleterre, à M. le Comte* DE MONTMORIN, *Miniſtre et Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères.*

Paris 3 Août 1786.

MONSIEUR,

« Ma Cour, à qui j'ai rendu compte de la Lettre que j'ai eu l'honneur d'écrire à V. E. le 27 de juillet, & qu'elle a eu la bonté de communiquer à l'Aſſemblée Nationale, vient, par ſa Dépêche du 31, que je reçois à l'inſtant, non-ſeulement d'approuver ma démarche, mais m'a autoriſé ſpécialement de vous renouveler, dans les termes les plus poſitifs, le deſir ardent de Sa Majeſté Britannique & des Miniſtres, de cultiver & d'encourager l'amitié & l'harmonie qui ſubſiſtent ſi heureuſement entre les deux Nations. »

« Il m'eſt d'autant plus flatteur de vous annoncer

Digitized by Google

ces nouvelles assurances d'harmonie & de bonne intelligence, qu'il ne peut que résulter le plus grand bien d'une amitié permanente entre les deux Nation, & qui est d'autant plus à desirer, que rien ne peut contribuer davantage à la tranquilité de l'Europe, que le rapprochement des deux bouts. »

« Je vous serai obligé de communiquer à M. le Président de l'Assemblée Nationale, confirmation des sentimens du Roi et de ses Ministres. »

Du Mardi 4 Aout, Séance du matin. Lecture faite de plusieurs Adresses & Actes d'adhésion aux Arrêtés de l'Assemblée, elle a délibéré une troisième fois sur la Déclaration des droits. L'impatience de finir cette discussion l'a rendue tumultueuse, & ce n'est qu'au travers d'interruptions continuelles que les nouveaux Opinans ont pu se faire écouter.

M. *Dupont*, Député de Bigorre, a considéré la question comme plutôt faite pour exercer les talens des métaphysiciens, que la sagesse d'une Assemblée législative. A qui, a-t-il dit, donnerons-nous des lois, quand l'esprit d'indépendance aura exalté tous les esprits, & rompu les liens du pacte social? Préférons de faire le bien à la vanité de nous faire admirer; que, parmi tous les titres dont les Représentans de la Nation auroient pu s'honorer, ils n'ambitionnent ou ne méritent que celui de Sages.

M. le Marquis *de Sillery*. La Constitution d'un pays est le mode des lois générales qui gouvernent les hommes. Pour établir ces lois, il faut développer les principes, avec lesquels elles ont des rapports intimes. Il est donc nécessaire de les rappeler.

Dans l'ordre moral, toutes les lois devroient s'appliquer à tous les pays & à toutes les nations; mais une longue expérience nous a démontré que les lois d'un pays ne sont pas applicables à tel

Digitized by Google

autre. Les Législateurs d'un Peuple immense doivent prendre en considération la différence des mœurs & des usages, qui varient comme les climats & les productions.

Ne perdons pas de vue l'intérêt des nombreux & utiles habitans de la campagne. Il ne nous demandent pas des lois inintelligibles; il ne faut pas leur présenter des discussions philosophiques, qui les mécontenteroient ou qu'ils interpréteroient mal.

Cependant je regarde la Déclaration de Droits comme très-nécessaire ; mais je la désire plus simple, moins didactique, moins compliquée.

De toutes parts on crioit aux voix, lorsque M. *Camus* a insisté sur une Déclaration des droits & des *Devoirs* du Citoyen. Il a proposé cette forme comme un amendement à la question principale.

Alors, on a analysé, distingué, rapproché les *Droits* & les *Devoirs*. M. l'Evêque *de Chartres* voyoit, dans cette double déclaration, un frein à l'égoïsme & à l'orgueil. L'une serviroit de correctif à l'autre, & il ne seroit pas inutile de les lier à quelques idées religieuses, noblement exprimées. M. *Grégoire*, & la plupart des Membres du Clergé, adhéroient à cette opinion. D'autres ont combattu l'amendement : on est allé aux voix par *assis & levé*, sans pouvoir obtenir un résultat clair; enfin, les suffrages pris par appel, 570 contre 430, ont rejeté l'amendement de M. *Camus* : la question principale, si la Constitution seroit accompagnée d'une Déclaration des Droits, a passé à l'affirmative, à une grande majorité.

Pendant la délibération, l'Assemblée a reçu la lettre suivante du Roi.

Du 4 AOUT 1789.

» Je crois, Messieurs, répondre aux sentimens de

» de confiance qui doivent regner entre nous, en
» vous faisant part directement de la manière dont
» je viens de remplir les places vacantes dans mon
» ministère. Je donne les sceaux à M. l'Archevêque
» de Bordeaux, la feuille des bénéfices à M. l'Ar-
» chevêque de Vienne, le département de la
» guerre à M. de la *Tour-du-Pin-Paulin*, & j'ap-
» pelle dans mon Conseil M. le Maréchal de *Beau-*
» *vau*. Les choix que je fais dans votre Assemblée
» même, vous annoncent le désir que j'ai d'entre-
» tenir avec elle la plus constante & la plus ami-
» cale harmonie. » *Signé* LOUIS.

L'Assemblée a voté une députation & une adresse de remercîmens à Sa Majesté.

Deux députations, l'une des six Corps Marchands de la ville de Paris, l'autre des Officiers de la Table de Marbre, ont été admises.

M. *le Baron de Marguerites* a fait part à l'Assemblée d'une requête envoyée par le Conseil permanent de la ville de Brest, au sujet d'un conflit entre l'autorité de Terre, celle de la Marine, & du Conseil permanent nouvellement établi. Le vœu des habitans de cette ville est d'obtenir un commandant-général des forces de terre & de mer, qui ait la confiance des troupes, & l'amour du Peuple, & ce vœu nomme M. le comte d'*Estaing*.

L'Assemblée Nationale a délibéré que M. le Président se rendroit auprès du Roi, pour mettre sous les yeux de Sa Majesté la demande des habitans de la ville de Brest.

Du Mardi 4 AOUT. Séance du soir. Cette séance, qui fera époque dans l'histoire de l'Europe & dans celle du cœur humain, a duré depuis huit heures jusqu'à deux après minuit. L'Assemblée avoit sous les yeux le tableau des horreurs dont le Royaume est la proie, presque d'un bout à l'autre; elle

Digitized by Google

avoit résolu de tenter une déclaration propre à suspendre le cours de ces dévastations, encouragées par le silence des lois & par la nullité du pouvoir réprimant. A l'ouverture de la séance, M. *Target* lut un projet de Déclaration, arrêté par le Comité de rédaction, où l'on rappeloit les Peuples au respect des propriétés, des redevances Seigneuriales & des impositions, jusqu'à ce que l'Assemblée eût statué sur ces différens objets.

M. le Vicomte *de Noailles*, s'élevant contre l'insuffisance de ce projet, a persuadé l'Assemblée que le calme ne renaîtroit parmi le Peuple, qu'au moment où il recevroit des soulagemens, où il apprendroit des sacrifices faits à son infortune.

Je propose donc, a-t-il ajouté, 1°. qu'il soit dit, avant la déclaration projetée par le Comité, que les représentans de la nation ont décidé que l'impôt seroit payé par tous les individus du Royaume, dans la proportion de leurs revenus. »

» 2°. Que toutes les charges publiques seront à l'avenir supportées également par tous. «

» 3°. Que tous les droits féodaux seront remboursés par les communautés, ou échangés sur le pied d'une juste estimation, c'est-à-dire, d'après le revenu d'une année commune, prise sur dix années de revenu. »

» 4°. Que les rentes Seigneuriales tant en volailles, comestibles, grains, argent, seront remboursables par les propriétaires, ou solidaires des terrains y sujets, suivant l'évaluation des mêmes dix années. «

» 5°. Que les corvées Seigneuriales, les mainmortes & autres servitudes personnelles, seront détruites sans rachat. «

Ce Discours, ces propositions ont été un coup électrique, ressenti par toute l'Assemblée. Une impulsion d'enthousiasme généreux a élevé les ames au-dessus de tout calcul, & même de la

Digitized by Google

réflexion. Dans la Noblesse, dans le Clergé, on s'est disputé à l'envi le mérite du dévouement : les sacrifices se succédoient, se pressoient avec l'impétuosité de la parole, & de cet élan général est résulté l'anéantissement des droits comme celui des usurpations, des prérogatives tyranniques, comme de celles d'honneur. Cinq heures ont suffi pour renverser l'ouvrage de dix siècles.

A la motion de M. *de Noailles*, M. *d'Aiguillon* a ajouté celle-ci.

« L'Assemblée Nationale, considérant que le premier & le plus sacré de ses devoirs est de faire céder des intérêts particuliers & personnels à l'intérêt général ; »

» Que les impôts seroient beaucoup moins onéreux pour les Peuples, s'ils étoient répartis également sur tous les citoyens, en raison de leurs facultés ; »

» Que la justice exige que cette exacte proportion soit observée : «

» Arrête que les Corps, Villes, communautés & individus qui ont joui jusqu'à présent des priviléges particuliers, d'exemptions personnelles, supporteront à l'avenir tous les subsides, toutes les charges publiques, sans aucune distinction, soit pour la quotité des impôts, soit pour la forme de leur perception. «

» L'Assemblée Nationale, considérant en outre que les droits féodaux & Seigneuriaux sont censés une espèce de tribut onéreux, qui nuit à l'agriculture & désole les campagnes, ne pouvant se dissimuler néanmoins que ces droits sont une véritable propriété, & que toute propriété est inviolable ; «

» Arrête que tous les droits féodaux & Seigneuriaux seront à l'avenir rembourſables à la volonté des redevables, au denier trente, ou à tel autre qui, dans chaque Province, sera

Digitized by Google

jugé plus équitable par l'Assemblée Nationale, d'après les tarifs qui lui seront présentés. «

» Ordonne enfin l'Assemblée Nationale, que tous ces droits seront exactement perçus & maintenus comme par le passé, jusqu'à leur parfait remboursement. »

Ces Motions adoptées par acclamation aussitôt que présentées, ont été suivies d'un torrent de renonciations pareilles; elles n'ont pas été interrompues par une réflexion de M. *Dupont*, Député de Nemours, qui jugeant difficile d'établir un ordre politique sans lois ni tribunaux protecteurs de la sureté des personnes & des propriétés, a proposé d'ajouter à la Déclaration, que la Force de la Nation, soit employée au maintien des lois.

M. le Duc *du Châtelet* a regretté d'avoir été prévenu par M. le Vicomte *de Noailles*, & a demandé que les dixmes de tout genre fussent converties en redevances pécuniaires, & rachetables dans une proportion à régler.

M. le Comte *de Foucault-Lardimalie* a porté la hache sur les pensions envahies par des Courtisans, par des Familles en faveur, accumulées sans titres dans les mêmes mains : il a énergiquement requis la réduction de ces tributs usuraires payés par l'Etat à l'inutilité.

M. *Cotin* a demandé l'abolition des Justices Seigneuriales; M. l'Evêque de Chartres, celle du droit exclusif de la chasse; M. l'Abbé *Grégoire*, la suppression des Annates.

» Accoutumés, a dit M. l'Evêque de Nancy, à voir de près la misère & la douleur des peuples, les membres du Clergé ne forment pas des vœux plus ardens que ceux de les voir cesser. Les honorables Membres qui ont déja parlé n'ont demandé le rachat que pour les propriétaires. Je viens exprimer, au nom des Membres du Clergé, un vœu qui honore à-la-fois la jus-

Digitized by Google

tice, la religion & l'humanité. Je demande que si le rachat est accordé, il ne tourne pas au profit du Seigneur ecclésiastique, mais qu'il soit fait des placemens utiles pour les bénéfices mêmes, afin que leurs Administrateurs puissent répandre des Aumônes abondantes sur l'indigence.

M. *de Digoine* a fait le sacrifice de plusieurs droits qu'il possède en divers lieux de la Bourgogne. M. *de Saint-Fargeau* a demandé que l'égalité d'impositions eût lieu pour les 6 mois courans, & que la répartition en fût confiée aux Administrations provinciales.

» Comme *Catulle*, a dit M. le Comte *de Virieu*, » je demande à offrir mon moineau : les colom- » biers nuisent aux campagnes ; je fais le sacrifice » des miens. »

L'abnégation des Provinces privilégiées a suivi celle des Particuliers : liés ou non par des mandats impératifs, leurs Députés, en leur nom, ont renoncé à ces droits, & se sont rendus garans de la ratification de leurs Commettans. La Bourgogne, le Mâconnois, le Languedoc, la Bretagne, la Provence, l'Alsace, la Normandie, la Lorraine, l'Agenois, la Franche-Comté, le Cambresis, les villes de Paris, Lyon, Marseille, Clermont-Ferrand, ont déposé leurs Chartes, & se sont classées au niveau des autres Villes & Provinces.

Un Député d'Amont a requis la suppression de la vénalité des Charges de Magistrature & de l'hérédité des Offices. Un Député du Beaujolois celle des Corporations d'Arts & Métiers, Jurandes & Maîtrises. Un troisième Membre accordoit la plénitude de la liberté religieuse aux non-Catholiques. M. l'Archevêque d'*Aix* a proscrit à jamais le rétablissement des droits féodaux.

M. *Goulard*, Curé de Rouane, & M. *Defvernay*, Curé de Villefranche en Beaujolois, ont

Digitized by Google

demandé l'exécution des lois canoniques contre la pluralité des bénéfices. Ils ont résigné deux bénéfices simples qu'ils possédoient, ne se réservant que les fonctions pénibles de leur Cure. Un troisième Curé a fait annoncer par un des Secrétaires une pareille démission. Il a voulu cacher son nom, & l'Assemblée, en applaudissant à ce sacrifice, a respecté son secret.

M. l'Évêque de Courances a désiré la suppression d'un Droit perçu au profit des Evêques, & connu en Normandie sous le nom de *déport*.

Plusieurs Barons, tels que MM. d'*Aost*, de *Lameth*, d'*Egmont*, Duc d'*Orléans*, *de Villequier*, &c., ont renoncé à leurs Baronnies en Artois, Picardie, Flandre, Languedoc &c. Chaque détail de cette Séance étonnante, offriroit un trait d'enthousiasme ou de grandeur d'ame : une espèce d'inspiration surnaturelle sembloit commander aux préjugés; & sur les débris de tant d'intérêts immolés, on ne distinguoit que la passion d'offrir des holocaustes. Une révolution si inattendue exigeoit un *Te Deum*; M. l'Archevêque de Paris l'a proposé aux acclamations de l'Assemblée. Cette journée sera consacrée par une médaille dont M. le Duc *de Liancourt* a indiqué le projet; elle fut dignement terminée par le vœu de M. *de Lally-Tolendal*, de décerner à Louis XVI le titre de *Restaurateur de la Liberté de la France*.

On suppose, & on ne peut rendre l'ivresse générale, & les acclamations au bruit desquelles tant de Motions extraordinaires & patriotiques ont été converties en Résolutions. L'Arrêté qui doit les contenir a été envoyé au Comité de Rédaction.

Du Mercredi 5 *Aout* 1789. M. le Comte *d'Antraigues*, au nom du Comité *de Rapport*, a rendu compte de l'attaque d'un bateau de grains, des-

Digitized by Google

tinés pour Paris, & escorté par la Milice Bourgeoise *d'Elbeuf*. Le Peuple de Louviers, a arrêté ce transport.

Cette violence & tant d'autres dont le récit déplorable frappe les oreilles de l'Assemblée depuis quinze jours, ont fait naître un projet d'Arrêté sur lequel les opinions se sont partagées. Les uns demandoient que la Milice Bourgeoise *seule*, & les Tribunaux s'opposassent aux excès & voies de fait, d'autres, qu'en outre, on autorisât les Juges s Baillis, Sénéchaux, &c. à requérir le secours de Troupes réglées. Ce dernier avis à prévalu.

M. *Fréteau* a fait la lecture du Procès-Verbal de la Mémorable Séance de la nuit précédente; elle a donné lieu à quelques observations, d'après lesquelles ce Procès-Verbal a été rectifié. M. le Président a ensuite communiqué la lettre suivante des trois nouveaux Ministres à l'Assemblée Nationale.

» MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» Appelés par le ROI dans ses Conseils, nous nous empressons de déposer nos sentimens dans le sein de l'ASSEMBLÉE NATIONALE. «

» Les marques de bienveillance dont nous avons été comblés depuis l'instant heureux de notre réunion, & sur-tout notre fidélité aux principes de l'ASSEMBLÉE NATIONALE, & notre respectueuse confiance en Elle, sont les motifs les plus capables de soutenir notre courage. «

» Nous ne perdrons jamais de vue que, pour bien répondre aux intentions du ROI, nous devons toujours avoir présente à la pensée cette grande vérité, que l'ASSEMBLÉE NATIONALE a ramenée, & qui ne retentira plus en vain, que la puissance & la félicité des Rois ne peuvent dignement s'asseoir & durablement s'affermir que

Digitized by Google

sur les fondemens du bonheur & de la liberté des Peuples. «

» Daignez, Monsieur le Président, être notre interprète auprès de l'Assemblée, & lui offrir, en notre nom, la protestation sincère de ne vouloir exer aucune fonction publique, qu'autant que nous pourrons nous honorer de son suffrage, & conserver notre dévouement à ses maximes.

† J. G. Arch. de *Vienne*,
† J. M. Arch. de *Bordeaux*,
LA TOUR DU PIN.

Du Jeudi 6 Août. Lecture faite de nouvelles Adresses à l'Assemblée, M. le Président a proposé de lire l'Arrêté du 4, tel qu'il venoit d'être rédigé par le Comité. En voici le dispositif, dont la forme a subi & subira quelques modifications.

L'Assemblée nationale considérant, 1°. que dans un état libre, les propriétés doivent être aussi libres que les personnes; 2°. que la force de l'empire ne peut résulter que de la réunion parfaite de toutes les parties & de l'égalité des droits & des charges; 3°. que tous les Membres privilégiés & les Représentans des provinces & des villes se sont empressés, comme à l'envi, de faire, au nom de leurs commettans, entre les mains de la Nation, la renonciation solennelle à leurs droits particuliers & à tous leurs privilèges.

Arrête & décrète ce qui suit :

ART. I. Les main-mortes, morte-tailles, corvées, droits de feu, guet & garde, & toutes autres servitudes féodales, sous quelque dénomination que ce soit, même les redevances, les prestations pécuniaires établies en remplacement de même droits, sont abolies à jamais, sans aucune indemnité.

Digitized by Google

II. Les droits de banalité, quels qu'ils soient, & de tous les droits seigneuriaux, tels que cens, rentes, redevances, droits de mutation, champarts, terrages, droits de minage, mesurage & autres, sous quelque dénomination que ce soit, seront rachetables à la volonté des redevables, au prix qui sera fixé, soit de gré à gré, soit selon les proportions qui seront réglées par l'Assemblée Nationale.

III. Les fuies & colombiers sont supprimés.

IV. Le droit exclusif de la chasse & de la pêche est pareillement aboli, & tout propriétaire est autorisé à pêcher & faire pêcher dans les rivières & ruisseaux qui coulent le long de sa terre, à détruire & faire détruire, seulement sur son héritage, toute espèce de gibier.

V. Le droit de garenne est également aboli.

VI. Les Justices seigneuriales sont supprimées sans indemnité; & néanmoins les officiers de ces Justices continueront leurs fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par l'Assemblée au moyen de rapprocher la Justice royale des justiciables.

VII. Les dîmes en nature ecclésiastiques, laïques & inféodées, pourront être converties en redevances pécuniaires, & rachetables à la volonté des redevables, selon la proportion qui sera réglée, soit de gré à gré, soit par la loi, sauf le remploi à faire par les décimateurs, s'il y a lieu.

VIII. Toutes les rentes foncières soit en nature, soit en argent, de quelque espèce qu'elles soient, seront rachetables.

IX. Il sera pourvu incessamment à l'établissement de la Justice gratuite, & à la suppression de la vénalité des offices de judicature.

X. Les droits casuels des Curés de campagne sont supprimés. Il sera pourvu à l'augmentation des portions congrues, à la dotation des vicaires, &

Digitized by Google

il sera fait un règlement pour fixer le sort des curés des villes.

XI. Tous privilèges pécuniaires, personnels ou réels, en matière de subsides, sont abolis à jamais; la perception se fera sur tous les citoyens & sur tous les biens, de la même manière & dans la même forme. Il va être avisé au moyen d'effectuer le payement proportionnel de toutes les contributions, même pour les six derniers mois de l'année de l'imposition courante.

XII. Une constitution nationale & la liberté publique, étant plus avantageuses aux provinces que les privilèges dont quelques-unes jouissent, & dont le sacrifice est nécessaire à l'union intime de toutes les parties de l'empire, il est déclaré que tous les privilèges particuliers des provinces, des principautés, des villes, corps & communautés, soit pécuniaires, soit de toute autre nature, sont abolis sans retour, & demeureront confondus dans les droits communs de tous les François.

XIII. Tous les citoyens, sans distinction de naissance, pourront être admis à tous les emplois & dignités ecclésiastiques, civiles & militaires.

XIV. Les annates & déports seront supprimés.

XV. La pluralité des bénéfices n'aura plus lieu pour l'avenir.

XVI. Sur le compte qui sera rendu à l'Assemblée Nationale de l'état des pensions & des graces, elle s'occupera avec le Roi de la suppression de celles qui n'auroient pas été nécessaires, & de la réduction de celles qui seroient excessives, sauf à déterminer pour l'avenir une somme ou emploi, dont le Roi pourra disposer à ce sujet.

XVII. L'Assemblée Nationale décrète qu'en mémoire des grandes délibérations qui viennent

Digitized by Google

d'être prises pour le bonheur de la France, une médaille sera frappée, & qu'il sera chanté un *Te Deum* dans toutes les églises & paroisses du royaume.

XVIII. L'Assemblée Nationale proclame solennellement le Roi Louis XVI, *Restaurateur de la liberté publique.*

XIX. L'Assemblée Nationale se rendra en corps auprès du Roi, pour présenter à Sa Majesté l'Arrêté qu'elle vient de prendre, pour lui porter l'hommage de sa respectueuse reconnoissance, & la féliciter du bonheur qu'elle a de commander à une Nation généreuse.

Sa Majesté sera suppliée de permettre que le *Te Deum* soit chanté dans sa Chapelle, & d'y assister Elle-même.

Plusieurs Députés ont débattu contradictoirement les deux premiers articles de l'Arrêté, concernant les droits féodaux réels & personnels. Enfin, sur l'avis de M. *Duport*, la presque unanimité des suffrages a adopté l'article suivant.

« L'Assemblée Nationale détruit entièrement le Régime Féodal, & déclare que dans les Droits & Devoirs, tant féodeaux que Censuels, ceux qui tiennent à la main-morte réelle ou personnelle, & à la servitude personnelle, & ceux qui les représentent, sont abolis sans indemnité, & tous les autres déclarés rachetables; et le prix & le mode du rachat seront fixés par l'Assemblée Nationale; ordonne que ceux desdits droits qui ne sont pas supprimés par le décret ci-dessus, continueront néanmoins à être perçus jusqu'au remboursement. »

Séance du soir, Jeudi 6 Aout. M. le Président a instruit l'Assemblée que son Chef avoit

Digitized by Google

obtenu de Sa Majesté les entrées de la Chambre.

M. le premier Président du Parlement de Bordeaux, & M. le Comte *de Neulourg*, ont renoncé à un péage considérable sur une rivière.

Rapport fait de la détention de M. le Duc *de la Vauguyon*, & de l'avis du Comité de renvoyer cette affaire au pouvoir exécutif, sauf les raisons qu'auroit le Comité *d'informations* de s'y opposer;

M. *de Mirabeau* a prétendu que si l'Assemblée regardoit ce fait comme affaire de Police, la décision devoit être renvoyée au Roi; mais que si la chose intéressoit le droit Public, on devoit faire garder au Havre M. *de la Vauguyon*, comme *présumé* d'être entré dans une conspiration.

M. l'Abbé *Sieyes* avoit opiné à renvoyer au pouvoir exécutif. Suivant un autre Député, on devoit ne pas se lâcher M. *de la Vauguyon*, mais s'en servir à découvrir ses complices.

Cet avis ayant causé assez de rumeur, a été combattu & rejeté, & celui du Comité *de Rapport* a prévalu. On a également renvoyé au pouvoir exécutif l'affaire d'un Magistrat *d'Haguenau*, arrêté près d'Huningue, par des vagabonds, & mis au cachot.

Discussion de l'Art. III, de l'Arrêté du 4, relatif aux Colombiers: il a été rédigé comme il suit, sur l'avis de M. *Rabaud de Saint-Etienne*.

» Le droit exclusif des *fuies* & *colombiers* est » aboli. Les pigeons seront renfermés aux époques fixées par les Communautés, & durant » ce temps ils seront regardés comme gibier, & » chacun pourra les tuer sur son héritage. «

Du vendredi 7 Août. On a repris la délibération sur les articles 4 et 5 de l'Arrêté

Digitized by Google

du 4, abolissant les droits de chasse, pêche et garenne.

Plusieurs Membres ont disserté sur le premier de ces privilèges, et sur la forme dans laquelle on devoit l'anéantir. M. *Buzot* accordoit les armes de tout genre aux habitans de la campagne, se fondant sur l'expérience innocente de plusieurs pays. M. *de Custines*, au contraire, ne voyoit pas qu'un Etat grevé de quatre ou cinq milliards de dettes, dût être peuplé de chasseurs, et prohiboit les armes à feu. M. le Comte *de Dorétans* a représenté que la chasse une fois ouverte, en ce moment, les ouvriers, les artisans, les vagabonds, fondroient sur les campagnes, fouleroient les récoltes, et fourniroient de nouveaux sujets de trouble et de querelle. (Cette prévoyance vient d'être justifiée par ce qui se passe en plusieurs lieux, notamment aux environs de Paris, dont les Cultivateurs ont rendu plainte).

M. *Malouet* vouloit un Réglement sur la destruction du gibier, et M. *d'Ambly* a cité l'exemple de l'Angleterre, où nul ne peut porter un fusil de chasse sans un revenu de cent guinées. De ces débats, suivis de beaucoup d'autres, tant sur le droit de chasse même, que sur les Capitaineries Royales et autres, est résulté l'article suivant :

« Le droit exclusif de la chasse et celui des garennes ouvertes sont pareillement abolis, et tout propriétaire a le droit de détruire et faire détruire, seulement sur ses héritages, toute espece de gibier, sauf à se conformer aux lois de police qui seront faites, relativement à la sureté publique, par l'Assemblée Nationale. »

« Toutes Capitaineries, même Royales, et

Digitized by Google

toutes *réserves des plaisirs*, sous quelques dénominations que ce soit, sont dès ce moment abolies; il sera pourvu, par des moyens compatibles avec le respect dû aux propriétés et à la liberté, *à la conservation des plaisirs personnels du Roi.* »

« M. le Président est chargé de demander au Roi la grace des galériens, et le retour des bannis, pour simple fait de chasse, l'élargissement des prisonniers actuellement détenus, et l'abolition des procédures à cet égard. »

On alloit délibérer sur les Justices Seigneuriales, lorsque tous les Ministres de S. M. sont entrés; M. l'Archevêque de Bordeaux a pris la parole, et dit :

Discours de M. le Garde-des-Sceaux à l'Assemblée Nationale, le 7 Août 1789.

MESSIEURS,

Nous sommes envoyés vers vous par le Roi, pour déposer dans votre sein les inquiétudes dont le cœur paternel de Sa Majesté est agité.

Les circonstances sont tellement impérieuses et pressantes, qu'elles ne nous ont pas permis de concerter avec vous les formes avec lesquelles doivent être reçus les Envoyés du Roi, formes auxquelles nous n'attachons personnellement aucune importance, mais que vous jugerez sans doute nécessaire de régler pour l'avenir, par un juste égard pour la dignité et la majesté du Trône.

Pendant que les Représentans de la Nation, heureux de leur confiance dans le Monarque et de son abandon paternel à leur amour, préparent le bonheur de la Patrie et en posent les inébranlables fondemens, une secrète et

Digitized by Google

douloureuse inquiétude l'agite, la soulève et répand par-tout la consternation.

Soit que le ressentiment des abus divers dont le Roi veut la réforme, et que vous désirez de proscrire pour toujours, ait égaré les Peuples; soit que l'annonce d'une régénération universelle ait fait chanceler les pouvoirs divers sur lesquels repose l'ordre social; soit que des passions ennemies de notre bonheur aient répandu leur maligne influence sur cet Empire: quelle qu'en soit la cause, Messieurs, la vérité est que l'ordre et la tranquillité publics sont troublés dans presque toutes les parties du Royaume.

Vous ne l'ignorez pas, Messieurs, les propriétés sont violées dans les Provinces; des mains incendiaires ont ravagé les habitations des Citoyens; les formes de la Justice sont méconnues, et remplacées par des voies de fait et par des proscriptions. On a vu en quelques lieux menacer les moissons et poursuivre les Peuples jusque dans leurs espérances.

On envoie la terreur et les alarmes partout où l'on ne peut envoyer des dépositaires; la licence est sans frein, les Lois sans force, les Tribunaux sans activité. la désolation couvre une partie de la France, et l'effroi l'a saisie toute entière; le commerce et l'industrie sont suspendus, et les asyles de la piété même, ne sont plus à l'abri de ces emportemens meurtriers.

Et cependant, Messieurs, ce n'est pas l'indigence seule qui a produit tous ces troubles. On sait que la saison ménage des travaux à tous, que la bienfaisance du Roi s'est exercée de toutes les manières, que les riches ont plus que jamais partagé leur fortune avec les

Digitized by Google

malheureux. Se pourroit-il donc qu'à cette époque, où la Représentation nationale est plus nombreuse, plus éclairée, plus imposante qu'elle n'a jamais été, où la reunion de tous les Membres de l'Assemblée dans un seul et même Corps, et son union intime de principes et de confiance avec le Roi, ne laissent aucune ressource aux ennemis de la prospérité publique; se pourroit-il que tant et de si grands moyens fussent impuissans pour remedier aux maux qui nous pressent de toutes parts ?

Vous l'avez justement pensé, Messieurs; une belle et sage Constitution est et doit être le principe le plus sûr et le plus fécond du bonheur de cet Empire. Sa Majesté attend, avec la plus vive impatience, le résultat de vos travaux, et Elle nous a expressément chargés de vous presser de les accélérer; mais les circonstances exigent des précautions et des soins, dont l'effet soit plus instant et plus actif. Elles exigent que vous preniez les plus promptes mesures pour réprimer l'amour effréné du pillage et la confiance dans l'impunité; que vous rendiez à la force publique l'influence qu'elle a perdue. Ce n'est point celle que vous autoriserez, qui sera jamais dangereuse; c'est le désordre armé qui le deviendra chaque jour davantage. Considérez, Messieurs, que le mépris des Lois existantes menaceroit bientôt celles qui vont leur succéder; c'est aux Lois que la licence aime à se soustraire, non point parce qu'elles sont mauvaises, mais parce qu'elles sont des Lois. Vous réformerez les abus qu'elles présentent; vous perfectionnerez l'ordre judiciaire dans toutes ses parties. Le pouvoir militaire deviendra, comme il doit être, de plus en plus redoutable à l'en-

Digitized by Google

nemi, utile au maintien de l'ordre, sans qu'il puisse être jamais dangereux pour le Citoyen.

Mais jusqu'à ce que votre sagesse ait produit ces grands biens, la nécessité réclame le concours de vos efforts et de ceux de Sa Majesté pour le rétablissement de l'ordre et l'exécution des Lois.

Sa Majesté compte assez sur la sagesse des résolutions que vous prendrez à ce sujet, pour vous annoncer d'avance qu'Elle s'empressera de les sanctionner et de les faire exécuter dans tout son Royaume.

Il étoit juste, Messieurs, de vous entretenir d'abord de la subversion générale de la police publique. Il étoit juste de vous demander l'emploi de tous vos moyens pour son rétablissement. Le Ministre vertueux que le Roi vous a rendu, qu'il a rendu à vos regrets et à votre estime, va vous montrer, sous une nouvelle face, les funestes effets de ces mêmes désordres; il va mettre sous vos yeux l'état actuel des finances.

Vous reconnoîtrez ce que les lenteurs, et en beaucoup d'endroits la nullité des perceptions, forment de vide dans le Trésor Royal, ou plutôt dans celui de l'Etat; car le Roi ne distingue pas son trésor de celui de la Nation, et quand ses besoins vous sont connus, vous ne pouvez vous dispenser d'y subvenir, sans ébranler, dans une proportion quelconque, toutes les fortunes et l'organisation même du Corps politique.

Vos Commettans, il est vrai, se sont flattés que la Constitution pourroit avoir reçu sa sanction, avant qu'il fût nécessaire de vous occuper d'aucun impôt, ni même d'aucun emprunt; mais ils ont également voulu que vous consolidiez la dette publique, et que

Digitized by Google

vous rejetiez, avec une juste indignation, toute mesure qui seroit capable d'altérer la confiance.

Le temps est venu, Messieurs, où une impérieuse nécessité semble vous commander, et vous avez déjà fait connoître l'esprit qui vous anime, en prorogeant les impôts établis, et en plaçant les créanciers de l'Etat sous la sauve-garde de l'honneur et de la loyauté Françoise.

Le Roi, Messieurs, vous demande de prendre en considération cet important objet, dans lequel il ne veut jamais avoir d'intérêt séparé des vôtres. Il a voulu que sa franchise égalant le sentiment de sa confiance, on ne vous dissimulât rien. Il désire enfin que vous associant à ses sollicitudes, vous réunissiez vos efforts aux siens, pour rendre à la force publique, son énergie; au pouvoir judiciaire, son activité; aux deniers publics, leur cours nécessaire et légitime.

« Et nous, Messieurs, que vous avez si sensiblement honorés de votre bienveillance, nous Ministres d'un Roi *qui ne veut faire qu'un avec sa Nation*, et qui sommes responsables envers elle, comme envers lui, de nos conseils et de nôtre administration, nous qui sommes intimement unis par notre amour pour le meilleur des Rois, par notre confiance réciproque et mutuelle, par notre zèle pour le bonheur de la France, et par notre fidèle attachement à vos maximes, nous venons réclamer vos lumières et votre appui, pour préserver la Nation des maux qui l'affligent, ou qui la menacent. »

M. *Necker* a présenté ensuite, et en ces termes, le tableau du Royaume, et la né-

Digitized by Google

cessité d'un secours immediat pour les Finances.

* « Je viens, Messieurs, vous instruire de l'état présent des Finances, et de la nécessité devenue indispensable de trouver sur-le-champ des ressources. »

A mon retour dans le Ministère, au mois d'août dernier, il n'y avoit que quatre cents mille francs en écus ou billets de la Caisse d'Escompte au Trésor royal; le déficit entre les revenus et les dépenses ordinaires étoit énorme, et les opérations antérieures à cette époque avoient détruit le crédit entièrement.

Il a fallu, avec ces difficultés, conduire les affaires sans trouble et sans convulsion, et arriver à l'époque où l'Assemblée nationale, après avoir pris connoissance des affaires, pourroit remettre le calme et fonder un ordre durable.

Cette époque s'est éloignée au-delà du terme qu'il étoit naturel de supposer; et en même temps des dépenses extraordinaires et des diminutions inattendues dans le produit des revenus, ont augmenté l'embarras des finances.

Les secours immenses en blés que le Roi a été obligé de procurer à son royaume, ont donné lieu non-seulement à des avances considérables, mais ont encore occasionné une perte d'une grande importance, parce que le Roi n'auroit pu revendre ces blés au prix coûtant, sans excéder les facultés du Peuple, et sans occasionner le plus grand trouble dans son royaume. Il y a eu de plus, et il y a journellement des pillages que la force publique ne peut arrêter. Enfin, la misère générale et le défaut de travail ont

Digitized by Google

obligé Sa Majesté à répandre des secours considérables.

On a établi des travaux extraordinaires autour de Paris, uniquement dans la vue de donner une occupation à beaucoup de gens qui ne trouvoient point d'ouvrage: et le nombre s'en est tellement augmenté, qu'il se monte maintenant à plus de douze mille hommes. Le Roi leur paie vingt sous par jour, dépense indépendante de l'achat des outils et des salaires des surveillans.

Je ne ferai pas le recensement de plusieurs autres dépenses extraordinaires amenées par la nécessité; mais je n'omettrai point de vous rendre compte d'une circonstance de la plus grande gravité: c'est de la diminution sensible des revenus, et du progrès journalier de ce malheur.

Le prix du sel a été réduit à moitié par contrainte dans les généralités de Caen et d'Alençon, et ce désordre commence à s'introduire dans le Maine. La vente du faux sel et du tabac se fait par convois et à force ouverte dans une partie de la Lorraine, des Trois-Evêchés et de la Picardie; le Soissonnois et la généralité de Paris commencent à s'en ressentir.

Toutes les barrières de la Capitale ne sont pas encore rétablies, et il suffit d'une seule qui soit ouverte, pour occasionner une grande perte dans les revenus du Roi. Le recouvrement des droits d'Aides est soumis aux mêmes contrariétés. Les bureaux ont été pillés, les registres dispersés, les perceptions arrêtées ou suspendues dans une infinité de lieux dont l'énumération prendroit trop de place, et chaque jour on apprend quelque autre nouvelle affligeante.

Digitized by Google

L'on éprouve aussi des retards dans le payement de la taille, des vingtièmes et de la capitation; en sorte que les Receveurs généraux et les Receveurs des tailles sont aux abois, et plusieurs d'entre eux ne peuvent tenir leurs traités.

La force de l'exemple doit empirer journellement ce malheureux état des affaires; et les conséquences peuvent en être telles, qu'il devienne au-dessus de votre zèle et de vos moyens de prévenir le plus grand désordre et dans les finances et dans toutes les fortunes, et d'empêcher, au moins pendant long-temps, la dégradation des forces de ce beau Royaume.

Je crois donc, Messieurs, que vous sentirez la nécessité d'examiner, sans un seul moment de retard, l'état que je vous présente des secours indispensables pour empêcher une suspension de payemens; et le Roi ne doute point que vous ne sanctionniez ensuite l'emprunt qu'exigent la sureté des engagemens, et des dépenses inévitables pendant deux mois; terme qui vous suffira sans doute pour achever ou pour avancer les grands travaux dont vous êtes occupés, et pour établir un ordre permanent, et tel que la France a droit de l'attendre de votre zèle éclairé, et des dispositions justes et bienfaisantes de Sa Majesté.

Il est vraisemblable qu'avec trente millions, il sera possible de pourvoir aux besoins indispensables pendant l'intervalle que je viens d'indiquer; mais il n'y a pas un instant à perdre pour rassembler cette somme. Je crois qu'il ne faut point chercher à décider la confiance par de hauts intérêts; ce n'est point de la spéculation qu'il faut attendre des secours dans les circonstances présentes, mais d'un sentiment généreux et

Digitized by Google

patriotique, et ce sentiment répugneroit à accepter aucun intérêt au dessus de l'usage.

Je proposerois donc, Messieurs, que l'emprunt fût simplement à cinq pour cent par an, remboursable à telle époque qui seroit demandée par chaque prêteur à la suivante tenue des Etats-Généraux.

Que ce remboursement fût placé en première ligne dans les arrangemens que vous prendrez pour l'établissement d'une Caisse d'amortissement.

Mais comme il est très-possible que, par le résultat de vos soins et de vos travaux, les affaires générales du royaume et de la finance acquièrent un grand degré de prospérité, et qu'un intérêt de cinq pour cent devienne en peu de temps un intérêt précieux, je voudrois que le remboursement de l'Emprunt proposé, n'eût lieu qu'avec le consentement des prêteurs.

Je proposerois que cet Emprunt fût en billets au porteur ou en contrats, au choix des prêteurs; et qu'il fût stipulé que dans le cas où le Roi, de concert avec l'Assemblée nationale, ordonneroit la conversion en contrats des effets au porteur actuellement existans, ceux de l'Emprunt proposé ne pourroient jamais être soumis à cette conversion sans le consentement des prêteurs.

Je proposerois encore que l'on dressât une liste de tous les prêteurs et de tous les souscripteurs qui, par eux-mêmes ou par la confiance de leurs Correspondans et de leurs Clients, auroient rempli cet Emprunt patriotique, et que cette liste fût communiquée à votre Assemblée, et conservée, si vous le jugiez à propos, dans vos registres.

Vous ne vous refuserez pas, Messieurs, à

Digitized by Google

la sanction de cet Emprunt. Plusieurs cahiers, sans doute, ont exigé que la Constitution fût reglée avant le consentement à aucun impôt, à aucun emprunt; mais pouvoit-on prévoir les difficultés qui ont retardé vos travaux? pouvoit-on prévoir la révolution inouie arrivée depuis trois semaines? Vos Commettans vous crieroient, s'ils pouvoient se faire entendre: Sauvez l'Etat, sauvez la Patrie; c'est de notre repos, c'est de notre bonheur dont vous êtes comptables. Et combien ne l'êtes-vous pas aujourd'hui, Messieurs, que le Gouvernement ne peut plus rien, et que vous seuls avez encore quelque moyen pour résister à l'orage! Pour moi, j'ai rempli ma tâche; je dépose entre vos mains la connoissance des affaires; et de quelque moyen dont vous fassiez le choix, mon devoir se borne à respecter vos opinions, et à donner, jusqu'au dernier moment, des témoignages de zèle et de dévouement.

On ne doit pas se dissimuler qu'au milieu des troubles dont nous sommes environnés, le succès de cet Emprunt n'est pas démontré. Cependant, un premier Emprunt, garanti par les Représentans de la Nation la plus attachée aux lois de l'honneur, et la plus riche de l'Europe, présente un emploi à l'abri de toute inquiétude réelle. On appercevra, sans doute aussi, qu'indépendamment des sentimens généreux et patriotiques qui doivent favoriser le succès de cet Emprunt, il y a bien des motifs de politique propres à déterminer les Capitalistes. Il est manifeste que chacun a un intérêt majeur à prévenir une confusion générale, et à vous laisser le temps d'arriver à votre terme. Ah! Messieurs, que ce terme est nécessaire! qu'il est pressant! vous voyez

Digitized by Google

les désordres qui régnent de toutes parts dans le royaume ; ces désordres s'accroîtront, si vous n'y portez pas, sans délai, une main salutaire et conservatrice : il ne faut pas que les matériaux du bâtiment soient dispersés ou anéantis, pendant que les plus habiles Architectes en composent le dessin.

Vous considérerez, Messieurs, s'il n'est pas devenu indispensable d'inviter ceux qui disposent aujourd'hui de quelque manière d'une puissance exécutrice, à maintenir le recouvrement des droits et des impôts établis tant qu'ils font partie des revenus de l'État. On ne peut payer sans recevoir, on ne peut recevoir sans l'action des lois ; et cette action s'affoiblit, lorsqu'aucun pouvoir ne la rassure et ne la soutient. L'habitude de se soustraire aux charges publiques, déjà si attrayante par elle-même, acquiert de nouvelles forces par l'exemple ; et lorsqu'elle n'est pas combattue de bonne heure, il n'est souvent plus possible de la dominer sans les moyens les plus violens. Vous ne pouvez donc, Messieurs, vous dispenser de jeter un regard d'inquiétude sur l'état de la France, afin de prévenir que des précautions trop tardives n'empêchent ce beau royaume de profiter des bienfaits que vous lui préparez. Le Roi, Messieurs, est disposé à concourir à vos vues, et les Ministres auxquels il a donné sa confiance, s'en serviront selon ses intentions, pour contribuer avec vous au bonheur de la Nation. Réunissons-nous donc pour sauver l'Etat, et que tous les gens de bien entrent dans cette coalition : il ne faut pas moins que l'efficacité d'une pareille alliance, pour surmonter les difficultés dont nous sommes entourés. Le mal est si grand que chacun est malheureusement à portée

Digitized by Google

portée de l'apprécier; mais au centre où les Ministres du Roi sont placés, il présente un tableau véritablement effrayant. Tout est relâché, tout est en proie aux passions individuelles, et d'un bout du royaume à l'autre on soupire ardemment après un plan raisonnable de Constitution et d'ordre public, qui rétablisse le calme et présente l'espoir du bonheur et de la paix.

Malgré nos maux, le royaume est entier, et la réunion de vos lumières peut féconder tous les germes de prospérité. Que personne donc, ni dans cette Assemblée, ni dans la Nation ne perde courage : le Roi voit la vérité; le Roi veut le bien; ses Sujets ont conservé pour sa personne un penchant que le retour de la tranquillité de son royaume fortifiera et augmentera. Livrons-nous donc, Messieurs, à l'heureuse perspective que nous pouvons découvrir; un jour, peut-être au milieu des douceurs d'une sage liberté et d'une confiance sans nuages, la Nation Françoise effacera de son souvenir ces temps de calamité, et en jouissant des biens dont elle sera redevable à vos généreux efforts, elle ne séparera jamais de sa reconnoissance, le nom du Monarque à qui dans votre amour vous venez d'accorder un si beau titre.

Les Ministres retirés, M. *de Clermont-Lodève* s'est écrié qu'à l'instant, & par acclamation, on devoit consentir l'Emprunt demandé; mais ce mouvement d'enthousiasme n'a pas été contagieux.

Un Député des Communes a commencé par réclamer ses cahiers, qui lui interdisent l'octroi de tout Emprunt ou Impôt, avant la confection des Lois politiques; mais s'il étoit néces-

Digitized by Google

faire, il engageroit sa fortune de six cents mille livres au nom de sa Province.

M. *Camus*. Une Nation assemblée ne peut obéir à un premier élan de générosité. Que le Comité des Finances constate notre situation, & qu'ensuite, si besoin est, on délibère sur l'Emprunt avec maturité. Plusieurs Articles du projet des Ministres demandent un examen plus réfléchi; il faut le renvoyer au Comité des Finances, & sur son rapport, en délibérer le lendemain.

M. *de Lally-Tolendal*. Par l'un de ses Arrêtés, l'Assemblée a pris sous sa sauve-garde les Créanciers de l'Etat. Par un second Arrêté, elle a porté l'anathême contre le mot de banqueroute. Comment donc, sans manquer à ses propres décrets, se refusera-t-elle à un Emprunt nécessaire à la chose publique? Le vertueux Etranger qui a repris le Ministère des Finances, n'avoit-il pas droit de compter sur des secours auxquels nos propres Délibérations nous ont engagés? Nuls Cahiers n'ont pu prévoir la crise où nous sommes parvenus. Le mien même s'oppose à tout octroi de subsides avant la Constitution; mais il s'oppose également à la violation des propriétés. Concilions le salut public avec la prudence; que la nécessité de l'Emprunt soit reconnue, par le Comité des Finances, & qu'il nous soumette demain à son examen.

M. *de la Cote* a proposé le renvoi au Comité, & d'hypothéquer l'Emprunt sur les biens Ecclésiastiques, comme appartenans à la Nation.

M. *de Mirabeau*. Si vos Commettans ne partageoient pas votre vœu sur l'Emprunt, il seroit inutile; la confiance manqueroit, & l'Emprunt ne se rempliroit pas. *Des lieux communs* ne vous éblouiront pas plus qu'ils ne sauveront l'Etat. Trente millions ne suffiront pas à tous les besoins qu'on expose emphatiquement. Toutes les an-

Digitized by Google

tiennes baſes du crédit ſont vermoulues, & ſes formes uſées. Le reſpect des Mandats eſt inviolable. Pour obtenir des Contributions patriotiques, ceux qui les demandent doivent en donner l'exemple, à commencer par le Chef de la Nation, qui doit vivre de peu. Il ſeroit bon de ne pourvoir qu'aux beſoins du moment, d'accorder des ſecours pour un mois ſeulement, de nommer des Commiſſaires chargés de ſigner des Reconnoiſſances rembourſables dans un an. Que le Peuple ou les Adminiſtrations provinciales nous autoriſent à un Emprunt, & le reſpect de nos mandats ne ſera pas violé.

Les voix priſes ſur la queſtion de délibérer à l'inſtant, ou de renvoyer l'objet au Comité des Finances, ce dernier avis a été adopté.

Du Samedi 8 Août. Le Rapport du Comité des Finances ſur l'Emprunt, n'étant pas encore arrivé, on a délibéré ſur l'Article VI de l'Arrêté du 4, Article qui concerne les Juſtices Seigneuriales. Quelques Députés y ont oppoſé des reſtrictions, ont demandé des changemens; enfin, l'Article a été arrêté & dreſſé en ces termes:

» Toutes les Juſtices Seigneuriales ſont ſupprimées ſans indemnité; & cependant les Officiers continueront leurs fonctions, juſqu'à ce que l'Aſſemblée Nationale ait pourvu à un nouvel ordre judiciaire. »

C'eſt M. le Duc *d'Aiguillon* qui a fait le Rapport du Comité de Finances, ſur le projet d'Emprunt. L'état du Tréſor-Royal a été conſtaté:

Recette du mois d'Août 1789... 27,960,000 l
— Du mois de Septembre..... 9,269,000

37,226,000

Dépenses..... ..68,000,000

La diminution du revenu eſt averée, ainſi que

Digitized by Google

la nécessité d'y suppléer ; mais le Comité propose des corrections dans le préambule & le projet d'emprunt.

M. le Président a posé trois questions.

Votera-t-on un Emprunt ?

De quelles somme sera l'Emprunt ?

Quel sera le mode de l'Emprunt ?

Sur la première, d'abord traitée, M. le Duc *de Lévis* a rappelé l'obligation des mandats & le serment des mandataires. Ainsi liés, ceux-ci ne pouvoient que proposer en garantie leurs fortunes particulières.

M. *Buzot*. Point d'emprunt avant la Constitution. Mes mandats sont impératifs à cet égard : la demande des Ministres doit être renvoyée à nos Constituans. Avant tout, il faut vérifier la dette. Quels reproches ne nous feroient pas nos Commettans, en apprenant que depuis septembre 1788, les Emprunts, Anticipations, payemens arriérés, montent à 365 millions.

M. *d'Antraigues* a vu dans l'économie, des moyens qui devoient précéder tout emprunt.

M. *de Lally*. Le rapport du Comité est décisif. De grands dangers, de grands devoirs, l'honneur François en dictent l'adoption. L'Assemblée est responsable des suites pernicieuses d'un refus. On ne pouvoit objecter des Mandats impératifs, puisqu'ils étoient révoqués, & que les seuls mandataires libres constituoient l'Assemblée, avec faculté de concourir à ses décrets. M. *Barnave* s'est récrié contre l'enthousiasme. De tous les devoirs, les plus sacrés étoient ceux des Représentans envers les Représentés : déjà le Peuple repoussoit les impôts onéreux dont il est chargé. L'emprunt engendre l'impôt, & la chose publique doit être secourue par tous autres moyens. Votez l'Emprunt, s'il le faut, mais sans accroître, pour en acquitter l'intérêt, les charges du Peuple.

Digitized by Google

M. de *Mirabeau*. Nul travail approfondi sur les finances ne peut avoir lieu en ce moment. Il est un moyen d'accorder les besoins du Gouvernement avec la confiance de nos Commettans ; c'est de former l'Emprunt, sous l'engagement des Membres de l'Assemblée, chacun à proportion de sa fortune. Une aussi noble souscription, ouverte chez le Président, concilie nos devoirs envers nos constituans & envers l'Etat ; elle animera l'esprit public, & deviendra un glorieux exemple de sacrifices.

M. *de la Cote*, Député Noble du Charollois, a renouvelé sa proposition d'assurer la créance des Prêteurs sur les biens Ecclésiastiques. A la suite d'un préambule raisonné, il a présenté la Motion suivante.

L'Assemblée Nationale déclare :

1°. Que tous les biens dits Ecclésiastiques, de quelque nature qu'ils soient, appartiennent à la Nation.

2°. Qu'à dater de l'année 1790, toutes dixmes Ecclésiastiques seront & demeureront supprimées.

3°. Tous les Titulaires quelconques garderont pendant leur vie un revenu égal au produit actuel de leur bénéfice ; & cette somme leur sera payée par les Assemblées Provinciales, en observant de plus que la dotation des Curés doit être sensiblement augmentée.

4°. Les Assemblées Provinciales régleront pour l'avenir le taux des honoraires des évêques, qui sont, avec les Curés, les seuls Ministres essentiels du culte divin. Elles fixeront également les fonds destinés au service des Cathédrales & aux retraites des anciens Pasteurs.

5°. Elles pourvoiront aussi à pensionner d'une manière équitable les personnes de l'un & l'autre

Digitized by Google

sexe engagées dans les Ordres Monastiques, lesques Ordres seront supprimés. »

M. *Alexandre de Lameth*, a parlé dans le même esprit, sans convaincre une partie de l'Assemblée, d'où il est échappé de grands murmures.

M. le Vicomte *de Mirabeau*, Député de la Noblesse du Haut-Limousin, a fait la Motion suivante, aux applaudissemens universels.

Je n'ai pu refuser un tribut légitime d'admiration à la force d'ame de l'honorable Membre qui le premier a donné l'idée & l'exemple du sacrifice des intérêts de ses Commettans & des siens, à l'aperçu du bien général dont il a cru voir le germe dans la disposition de l'arrêté qu'il a proposé le 4.

Je suis si profondément pénétré de ce même sentiment d'admiration, que je ne doute point que l'auteur de la motion, & ceux qui l'ont appuyé, n'attendent une occasion favorable, pour faire l'abnégation glorieuse de quelques jouissances plus personnelles & plus directement utiles aux besoins urgens de l'État : je crois devoir leur rappeler que la voici, cette occasion ; & je mets autant d'empressement à la leur offrir, que je suis convaincu qu'ils en mettront à la saisir.

Je crois qu'il est nécessaire d'établir, d'abord qu'il est de devoir pour moi d'insister sur cet objet important, & que j'ai un titre pour faire accueillir ma proposition.

Je me contenterai, pour le premier objet, de lire un article du cahier qui renferme les vœux de mes Commettans, & par conséquent l'énoncé de mes devoirs. L'article 12 du chapitre 6 dit que parmi les moyens d'économie, » nécessaires à placer à côté des projets de dépense ou d'augmentation, les États-Généraux » prendront en considération l'abus de l'énorme » quantité de graces & de charges accumulées

Digitized by Google

« sur un même tête, qui ne pourroient être bien » remplies, si elles étoient actives, & qui ne » sont qu'augmenter la dépense, si elles ne le sont » pas.

Quant à mon titre, le voici : je fais sur le bureau la remise d'une pension de deux mille livres, seul bienfait que je tienne des bontés du Roi. Je l'ai obtenu après la guerre d'Amérique. Personne ne prise plus que moi les graces de son Souverain : mon amour pour sa personne sacrée en est un sûr garant; mais si j'ai été assez heureux pour les mériter par mes services, j'en suis assez récompensé par l'honneur de les avoir rendus, & par la position où ce Monarque bienfaisant m'a mis, en me confiant le commandement d'un de ses Corps, de le servir plus efficacement. Je remets donc sur le bureau la renonciation à la seule pension que ma famille possède; je voudrois avoir un sacrifice plus important à faire; mais, toute proportion gardée, cela pourroit en être un pour moi.

Je crois avoir suffisamment établi que j'ai droit & devoir de parler, en cette occasion importante. Je propose donc à l'Assemblée d'énoncer qu'elle va nommer un Comité chargé de recevoir avec reconnoissance l'abandon volontaire que les Membres de cette respectable Assemblée pourront faire des graces exagérées dont eux & leur famille sont comblés, & d'examiner toutes celles dont la proportion n'est point équivalente aux services qui les ont mérités.

Si l'Assemblée se détermine à mettre à profit cet élan de patriotisme, qui sans doute ne s'affoiblira jamais, mais dont il est quelquefois essentiel de saisir le mouvement instantané, je suis persuadé qu'on verra cesser les abus multipliés qui ont nécessité les plaintes de mes Commettans.

Digitized by Google

Que telle personne qui a obtenu des secours énormes & perpétuels pour soutenir un grand nom, croira que sa façon de penser & son énergie doivent seules en maintenir la gloire, & fera le sacrifice de ce qu'elle tient du Souverain.

Que ceux qui, après avoir réuni sur leur tête toutes les graces réservées aux courtisans, ont encore obtenu celles dues aux guerriers actifs & utiles, feront à l'État & à eux-mêmes la justice de se dépouiller librement des unes ou des autres.

Que celui qui, chargé d'un gouvernement aux portes de Paris, en possède un autre aux frontières les plus éloignées du Royaume, s'empressera de ne garder que celui des deux auquel il peut donner une surveillance active.

Que si quelqu'un a trouvé le moyen de faire payer à la Nation ses dettes personnelles, il lui offrira le remboursement des avances qu'elle lui a faites, dans un moment où elle a besoin de toutes ses ressources.

Que d'autres demanderont qu'on annulle les échanges onéreux au Roi & à l'État, qu'ils ont sollicités.

Que les personnes qui ont bâti, presque sous nos yeux, un palais sur un terrain domanial, se trouveront, par la prompte restitution d'un dépôt amélioré, être les bienfaiteurs de la Patrie.

Que ceux qui réunissent sur leur tête des places municipales, domestiques & militaires à la Cour, & tiennent encore le premier rang dans nos armées, s'empresseront, par un choix éclairé, de prouver que loin de vouloir tout envahir, ils ont la générosité de sacrifier leur intérêt personnel à l'intérêt public.

Qu'une seule famille enfin, qui est dénoncée par la clameur publique, pour posséder deux millions de revenus en graces & en bienfaits, se fera un devoir

Digitized by Google

de renoncer aux uns, & de justifier au public les services qui ont mérité les autres.

Je conviendrai facilement à cet égard de la vérité de l'axiome qui établit qu'il ne faut croire que la moitié des ouï-dires ; mais cette moitié est encore beaucoup ; car je crois que nous en sommes au point où l'on peut calculer la valeur d'un million de revenu.

J'imagine qu'on ne s'arrêtera point au sacrifice des pensions & des graces connues, & qu'on renoncera généreusement aussi à ces traitemens obscurs sur les Régies, les Fermes, les postes, les Provinces d'Etats, &c. à ces concessions de domaine sans nombre ; car l'insatiabilité est un protée qui s'enveloppe sous toutes les formes ; & il paroîtra bien doux à la Nation de la voir entièrement démasquée, en ce jour, par un dévouement généreux & patriotique.

Toutes ces considérations me font insister sur la demande que je viens de faire à l'Assemblée, sur laquelle je la supplie de délibérer ; & je vais relire la rédaction d'arrêté que je propose.

» Il sera nommé sur-le-champ un Comité, chargé de recevoir avec reconnoissance l'abandon volontaire qu'on lui fera des graces qui sont accumulées sur les mêmes têtes, ou dans les mêmes familles, & de faire un examen scrupuleux de toutes les pensions, & traitemens sur les différentes Régies & branches d'administration quelconque, qui ne seront pas proportionnés aux services qui les ont mérités. »

» L'Assemblée Nationale espère de l'esprit de patriotisme qui semble animer tous ses membres, qu'elle trouvera dans cette ressource une hypothèque certaine pour l'emprunt proposé, & qu'elle recueillera dans son propre sein les moyens d'en payer les intérêts. «

Cette motion, a excité une réclamation de

Digitized by Google

M. le vicomte *de Noailles*. Il a regretté de n'avoir aucune pension à sacrifier ; mais il avoit fait l'abandon de la survivance d'une charge de bailli d'épée.

M. *de Clermont-Tonnerre* ayant résumé les opinions, & exposé des réflexions judicieuses, en faveur de l'emprunt de 30 millions, cette ressource a été admise presque unanimement. La dernière question sur la forme de l'emprunt a été renvoyée à la Séance extraordinaire du lendemain. Celle d'aujourd'hui a été terminée par la réception des députations de Nemours & de la Guadeloupe, qui, au nom de seize mille habitans, demande une représentation provisoire.

Du samedi 8 Août. Séance du soir. On s'y est occupé exclusivement du rapport douloureux des désastres de plusieurs provinces. M. l'abbé *d'Eymar* a annoncé que M. le cardinal *de Rohan*, arrêté dans sa route, & mis en danger, n'avoit pu se rendre à l'Assemblée. Toute la haute & basse-Alsace sont en armes : le peuple pille les châteaux, & en enlève les chartres. Une abbesse, plus que sexagénaire, a été assassinée. Les insurgens portent un faux édit du Roi, qui accorde au peuple tous les droits des seigneurs, & lui attribue des pouvoirs de tout genre.

Suivant le rapport du Comité, toutes les lettres annoncent des ravages commis par des brigands, porteurs de lettres, qui indiquent que ces horreurs dureront trois mois. M. le marquis *de Falconet* mande à M. le président, dans une lettre datée d'auprès Argentan, qu'on a brûlé tous ses contrats, ses titres, ses quittances ; lui-même a été condamné au feu, ainsi que Madame la marquise *de Saint-Aubin*. Il n'a dû la vie qu'à une dispute survenue entre ses bourreaux. On l'a retiré du bûcher, après avoir eu un pied & les deux mains brûlées. Le lendemain on l'a forcé, dans cet état, de se rendre chez un notaire, pour renoncer à tous ses droits, à ses

Digitized by Google

lettres de marquisat, &c. en lui disant qu'il n'étoit pas plus grand seigneur que le Roi qui s'étoit déclaré du Tiers-Etat.

M. le baron de *Wimpfen* a demandé avec chaleur qu'on s'occupât sérieusement, & sans délai, de rétablir le calme, l'ordre, la justice, le respect des propriétés & des personnes. Si l'on tarde, a-t-il dit, l'empire françois va se dissoudre. Au nom de la patrie, il a conjuré l'assemblée de remettre en vigueur le pouvoir exécutif & judiciaire, de prier le Roi d'ordonner aux débris de nos régimens de prêter main-forte aux municipalités & aux assemblées provinciales, de faire prêter aux troupes serment à la Nation & au Roi, & de renvoyer aux Tribunaux le procès des coupables.

M. *Target* a rapporté que dans la France méridionale, un courrier avoit semé l'alarme, en annonçant que des brigands & des Anglois venoient saccager les campagnes. Arrêté & conduit aux prisons de Bordeaux, cet imposteur devoit être conduit ici, & interrogé par le Comité d'information.

M. *Milouet* a supplié qu'on ne laissât pas plus long-temps attenter sur les vies, sur les propriétés, sur la liberté des citoyens; il a proposé une forme d'arrêté, & une prière au Roi, d'exercer son pouvoir dans une circonstance aussi déplorable.

Trois particuliers, chefs de brigands, a dit un autre membre, arrêtés à Rouen, ont été relâchés & repris; l'un est le nommé *Bordier*, acteur des *Variétés amusantes*; l'autre, un chirurgien de Rouen; le troisième, un officier volontaire: il seroit utile de les faire soigneusement interroger.

M. *de Virieu* a insisté sur la motion de M. *de Wimpfen*.

Un autre Député du Dauphiné a fait un récit lamentable des excès commis dans cette province.

Les châteaux d'Amon, de Puligneu, de Mérieu, de Janeyria, du Jarc, appartenant à M. le Comte *de*

Digitized by Google

Saint-Prieſt, & vingt-deux autres ont été incendiés. Pluſieurs gentilshommes ont été tués. On eſt venu arracher les laboureurs de leurs travaux, pour les forcer, le piſtolet à la main, à ces dévaſtations. A Vienne, on avoit mis en priſon 37 brigands; cette ville, quoique conſidérable, menacée d'être incendiée & pillée, a été obligée, pour ſa ſureté, de les relâcher.

La commiſſion des Etats du Dauphiné confirme ces malheurs, & implore du ſecours.

Le Mâconnois offre de pires horreurs encore.

Pluſieurs des incendiaires ont été trouvés chargés de pancartes, qui portoient : » Le Roi ordonne de brûler tous les châteaux ; il ne veut que le ſien. «

M. *de Cuſtines* a opiné à terminer ſans délai le bel arrêté du 4, à le joindre à celui de la veille, & à l'envoyer dans les provinces.

M. *de Clermont Tonnerre* : Au même inſtant on a armé le peuple dans tout le royaume. Ce concert indique un complot. Le remède eſt ſimple : ſanctionner d'abord les ſacrifices, afin que la France ſache qu'il n'exiſte plus qu'un intérêt, l'intérêt national. Il a enſuite propoſé un arrêté, relatif aux brigands détenus ; mais un autre membre a obſervé qu'il ne falloit pas multiplier les décrets.

M. le Duc *de Liancourt* a appuyé l'avis de ne pas déſemparer juſqu'à la rédaction parachevée de l'arrêté du 4.

M. le Duc *du Châtelet* a vu, comme M. *de Clermont-Tonnerre*, un concert dans les attentats commis par-tout, au même inſtant. Il a propoſé de faire démentir le prétendu Arrêt du Roi, & de prier Sa Majeſté de promettre une récompenſe aux Révélateurs des Inſtigateurs ou Complices de cet incendie.

Les cinq principaux projets d'Arrêté ont été renvoyés au Comité de Rédaction, auquel ſe réuniront les Auteurs de ces projets.

Digitized by Google

La Ville de Saint-Denis a envoyé une Députation, chargée de témoigner à l'Assemblée sa douleur de l'assassinat du Lieutenant de Maire de cette Municipalité.

Des Cultivateurs des environs de Paris ont porté des plaintes amères, des dégats qu'occasionnoient dans les campagnes des bandes de gens armés qui, sous prétexe de faire des patrouilles, font des battues de gibier & foulent aux pieds les récoltes. Le désordre sera proscrit dans l'Arrêté à prendre.

M. l'Evêque de Chartres a observé que plusieurs Membres de l'Assemblée, peu favorisés de la fortune, & ne recevant pas les honoraires promis par leurs Commettans, ne pouvoient demeurer ici plus long tems. Il a proposé en conséquence de faire une extension à l'Emprunt, pour subvenir aux besoins des Députés.

Un autre Membre a observé qu'on ne devoit point interrompre les Discussions des Affaires de l'Etat, pour s'occuper de l'intérêt personnel.

Un Membre des Communes a ajouté qu'il étoit indigne de l'Assemblée de faire un Emprunt pour elle.

Un Préopinant a proposé de former un Emprunt particulier, pour les Députés. Cette proposition a été fort mal reçue.

Un grand nombre de Membres vouloient attendre la rédaction de l'Arrêté; d'autres ont voulu partir. M. le Président a proposé, par *assis* ou *levé*, de lever la Séance.

Cet avis a passé à une grande majorité.

Du Dimanche 9 AOUT, Séance extraordinaire. Elle a été tout entière consacrée à la Discussion de la forme & des conditions de l'Emprunt. Le Préambule du Décret a été dressé en ces termes :

» L'Assemblée Nationale, informée des be-

Digitized by Google

» ſ ins urgens de l'État, decrète un Emprunt de » trente millions »

Sur l'avis de M. le Vicomte de *Noailles* l'intérêt de cet emprunt a été fixé *à quatre & demi pour cent, ſans retenue.*

Nous développerons cette Diſcuſſion dans le Journal ſuivant.

P. S. C'eſt par mépriſe que, dans le N°. 31 nous avons annoncé le départ de M. le Comte *de Crillon* pour les eaux. Ce Député n'a jamais eu l'idée de s'éloigner un moment de l'Aſſemblée Nationale, & n'a pas été abſent une ſeule Séance. On l'a confondu avec M. le Comte *d'Andlau* qui a demandé à ſe retirer pour raiſon de ſanté.

De Paris, le 12 août.

L'importance et la variété des détails qu'on vient de lire dans le Journal de l'Assemblée nationale, restreint à peu de lignes, pour aujourd'hui, le précis des faits que nous aurions à rapporter, soit de la Capitale, soit des Provinces. Des bords du Rhône à ceux du Rhin, et de la Moselle à la Loire, elles ont offert, presque au même instant, un tableau digne de réflexion et de pitié. Le Dauphiné, le Mâconnois, le Beaujolois, le Bugey, le Pays de Gex, la Franche-Comté, le Sundgaw, l'Alsace, une partie de la Lorraine, de la Normandie, du Perche, du Maine, du Nivernois, de la Tourraine, de l'Anjou, etc. ont offert, en 15 jours, le pillage des

Digitized by Google

titres seigneuriaux, l'incendie des Châteaux, celle de plusieurs Abbayes; des meurtres et des dévastations qui accableront pour plusieurs années les Fermiers et les Seigneurs, le revenu public et celui des particuliers. Nous croyons prudent, même nécessaire, de garder le silence sur cette pluralité funeste de désastres: de toutes parts, nous sommes accablés de leurs récits; il nous faut le temps de la réflexion avant de les mettre au jour.

Une Abbaye célèbre dans le Mâconnois (*Cluny*), attaquée par une foule de brigands, leur a opposé, dit-on, une résistance efficace, et en a tué cent. En Franche-Comté, un nombre de personnes se sont également réunies pour la défense de leurs foyers, et l'on cite une Dame d'un nom très-connu, qui, habillée en homme, et armée, a étendu de sa main trois incendiaires morts à ses pieds. Les Milices Bourgeoises et les Maréchaussées ont sauvé plusieurs héritages, et quoiqu'un grand nombre d'ouvriers ait par-tout déserté les moissons, pour suivre un torrent dont l'Assemblée nationale cherchera la source, on espère que ce fléau, aussi rapide que la peste, sera arrêté dans ses progrès

La pluralité des Districts de Paris a adopté, à ce que nous croyons, au moins la première partie du plan de M. *de la Fayette*, pour la formation de la Milice

Digitized by Google

Parisienne: un grand nombre de Gardes-Françoises s'y sont incorporés, et l'on a proposé dans quelques Districts, de reconnoître leurs services, entr'autres, par le don d'une Médaille d'or, qu'ils porteront à leurs boutonnières. Depuis 15 jours, les Compagnies qui étoient restées à Versailles, ont abandonné cette ville, pour se réunir à leurs camarades.

Quant aux évènemens de détail, ils se réduisent à quelques particularités. Les canons de M. le Prince de Conti à l'Isle-Adam, ont été conduits ici, au nombre de dix-sept, le 4 de ce mois. » Il est assez « plaisant, dit une feuille de la Capitale, « qui rend compte de cette capture, « d'avoir vu des Grenadiers couchés sur « des lits superbes, et des étoffes magni- « fiques souillées par tous les genres de « malpropretés. » La moralité de cette expédition, dit l'Auteur que nous citons, est *que la force fait tout.*

Le sieur *Duchartel*, Lieutenant de Maire de Saint-Denis, accusé par le cri populaire, d'accaparemens, et d'avoir fait vendre du pain mêlé de blé et de seigle, a été proscrit, et massacré dans la nuit du dimanche au lundi 10; sa tête a été promenée dans la ville par ses meurtriers, dont quelques-uns, dit-on, sont arrêtés.

Un autre incident a alarmé la Capitale, la semaine dernière. Voici ce qu'on en raconte. Les Régisseurs des poudres

Digitized by Google

envoyoient à Essonne un bâteau de poudre de *traite* pour y être rafinée ; le bâteau étoit muni d'un passe-port, signé le Marquis *de la Salle*, en l'absence de M. *de la Fayette*. Le bâteau saisi et fouillé, jette l'alarme parmi le Peuple ; il demande la tête de M. *de la Salle*. On a soustrait cet Officier, Commandant en second de la Milice Parisienne, aux soupçons et au ressentiment publics, par des mesures vigoureuses prises à l'Hôtel-de-Ville. Deux des Régisseurs des poudres MM. *Lavoisier* et *le Faucheux* ont failli être enveloppés dans cette anathème, et se sont retirés hors de Paris.

Nous ne pourrions mieux faire connoître la situation actuelle de cette Capitale, qu'en rapportant la Délibération suivante du District de *Sainte-Opportune*, le 5 Aoust.

L'Assemblée considérant que les Arrêtés de divers Districts peuvent présenter l'idée d'une autorité locale, & quelquefois même celle d'un pouvoir isolé & indépendant de leurs co-Districts, a envisagé avec effroi les funestes conséquences qui pourroient résulter de semblables idées, qui, si elles n'étoient détruites, diviseroient la Capitale en soixante Républiques ; & pourroient, dans un moment où tous les pouvoirs sont brisés & la force publique absente, produire des maux innombrables.

Elle pense donc :

1°. Que les Districts n'étant qu'une soixantième partie de la Capitale, leurs vœux ne peu-

Digitized by Google

vent acquérir force de loi, qu'autant qu'ils sont adoptés par la pluralité des autres Districts.

2°. Que ce principe une fois posé, les Districts doivent s'abstenir de porter leur vœu particulier à l'Assemblée Nationale, parce que cette Auguste Assemblée ne peut s'occuper que des vœux de la ville de Paris, & non de ceux de chacune de ses divisions.

3°. Que du même principe il résulte que les Districts doivent également s'abstenir de faire publier & afficher leurs Arrêtés; & que s'ils le font, ils doivent au moins se circonscrire dans leurs limites respectives, parce que ces Affiches multipliées mettent de la confusion dans les idées du Peuple, & que l'impossibilité de les lire toutes, le conduit à n'en lire aucune, même celles les plus nécessaires,

4°. Que dans ce moment où le châtiment des ennemis publics, & la conquête de la Liberté ont porté les esprits à la plus grande exaltation, il est bien important de conserver les vrais principes de la Liberté, de crainte que la licence n'arrive à sa suite, & n'enfante des maux pires que ceux que nous avons détruits.

5°. Que tous les bons Citoyens, que tous les Citoyens éclairés doivent concevoir que la sureté commune repose sur leur seule vigilance, & le salut de la Patrie sur leur union; & que si la discorde pouvoit les égarer un jour, il en résulteroit une Anarchie, cent fois plus à redouter que tous les forfaits du Despotisme.

6°. Que tous les efforts des amis de la Liberté se ont sans effet, s'ils n'annoncent autant d'union pour la conserver, que nos ennemis en ont déployé & peuvent en déployer encore, pour nous en priver à jamais.

7°. Qu'en attendant l'organisation des Lois municipales, & de la force Militaire qui doit en

Digitized by Google

être l'appui, le seul moyen d'assurer la tranquillité publique, de rendre à leurs travaux des hommes utiles, de voir revenir parmi nous ceux qui nous enrichissent, de ranimer le commerce & l'industrie, d'arrêter pour toujours les proscriptions arbitraires, de fonder enfin la liberté publique sur des bases inébranlables, est de réunir en un même centre nos forces & nos volontés, afin d'en former une masse active & imposante, capable de réprimer la licence par-tout où elle voudroit paroître,

8°. Que l'Assemblée générale des Représentans de la Commune, présentement chargée de cette organisation & de l'Administration provisoire de la Cité, doit être ce centre de pouvoir & d'activité, sans lequel rien de grand, rien d'unanime ne peut s'opérer.

9°. Que cette Assemblée resteroit sans fonctions & sans utilité, si chacun des Districts retenoit l'exercice du pouvoir qu'ils lui ont confié.

10°. Que cette Assemblée, composée de Membres choisis par toute la Commune, doit réunir la confiance de tous les Citoyens, & la réunir d'autant plus parfaitement, qu'ils se sont réservé la faculté de les remplacer toutes les fois qu'ils le jugeront convenable.

11°. Que les Districts ne doivent point craindre de voir méconnoître par cette Assemblée le pouvoir qui réside incontestablement en eux, parce que c'est le constater que de le confier à des Représentans, chargés privativement de le faire fructifier.

12°. Que d'ailleurs les Membres actuels de cette Assemblée viennent de donner une preuve certaine de leur patriotisme, en demandant une augmentation de 60 nouveaux Représentans.

Cette demande, qui place la confiance publique sur une base plus étendue, prouve qu'ils sont ca-

Digitized by Google

pables de sacrifier à l'intérêt public les conseils secrets de l'amour-propre, & qu'ils méritent la confiance de leurs Concitoyens.

L'Assemblée du District a arrêté que cette Déclaration de ses sentimens seroit portée par son Président & son Secrétaire à celle générale des Représentans de la Commune, & communiquée à tous les Districts, avec prière d'y adhérer.

J. J. ROUSSEAU, Président.
DESMOUSSEAUX, Vice-Président & Secrét.

Nota. Plusieurs Districts ont déja manifesté les mêmes principes.

Avertissement demandé.

» Huit cents Citoyens, réunis sous le Commandement de M. le Comte d'Aubigny, veillent » au maintien du bon ordre, dans la Ville de » Falaise. Depuis cette heureuse association, la » tranquillité publique, troublée un instant, est » parfaitement rétablie. «

» Le Comité National de cette Ville invita » toutes les personnes qui ont le désir de venir à » la Foire de Guibray, à être sans inquiétude & » à s'y rendre avec sécurité. «

(Au Journal suivant la lettre de MM. les Volontaires d'Elbeuf, et d'autres dont on a requis la publicité).

Digitized by Google

AVERTISSEMENT.

Un nouvel ordre de choſes néceſſite pour nous une innovation dont nous devons prévenir le Public. Dorénavant les Morceaux inſérés dans ce Journal ne ſeront plus cenſurés, & par-là nous eſpérons qu'il acquerra un nouveau degré d'intérêt & d'utilité ; mais chacun dès-lors étant devenu ſon propre Cenſeur, ou les noms ſignés au bas feront connoître les Auteurs de chaque Morceau, ou M. IMBERT, en qualité de Rédacteur, répondra des Articles anonymes, étant cenſé l'Auteur de ces Articles, ou pouvant en déclarer les Auteurs (1).

Les circonſtances actuelles nous preſcrivent encore un autre changement. La partie Politique ayant pris aujourd'hui un intérêt prédominant ; nous avons cru devoir l'augmenter, au beſoin, d'une feuille, quelquefois d'une feuille & demie, & même deux feuilles. La première feuille ſera priſe ſur la partie Littéraire.

Cette augmentation de la partie Politique n'aura lieu que pendant la tenue de l'Aſſemblée Nationale, & commence avec cet Ordinaire du Mercure.

Cet arrangement devenoit néceſſaire pour ne pas augmenter le prix de ce Journal ; il nous étoit auſſi preſcrit par l'étendue que nous donnons au Journal de l'Aſſemblée Nationale, dont nous embraſſons, à la fois, les débats &

(1) Les Articles, quand les Auteurs le déſireront, ſeront imprimés anonymes ; mais on n'en inférera aucun, que l'Auteur n'ait ſigné ſon Manuſcrit.

Digitized by Google

les résolutions, les discours & les documens fondamentaux. Tous les autres Articles du Journal Politique participeront aux avantages de la liberté qui nous est rendue. L'Article de France en particulier prendra un tout autre caractère, & nous ne serons plus obligés d'en puiser les nouvelles dans les Gazettes Etrangères, pour les imprimer séparément : il sera nourri de tous les faits qui pourront intéresser les Souscripteurs.

M. MALLET DU PAN, Citoyen de Genève, est seul Auteur de toute la partie Politique ; M. FRAMERY, des Articles du Concert Spirituel, de l'Opéra, & du Spectacle de MONSIEUR Frère du ROI ; M. DE CHARNOIS, de la partie des Comédies Françoise & Italienne.

P. S. Dans la Séance de lundi soir, L'Assemblée nationale a aboli toutes les Dîmes Ecclésiastiques, lesquelles nonobstant seront perçues jusqu'à leur remplacement.

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE.

SAMEDI 22 AOUT 1789.

PIÈCES FUGITIVES
EN VERS ET EN PROSE.

INSCRIPTION
Pour le Portrait de ROUSSEAU le Lyrique.

EXEMPLE douloureux de gloire & de disgrace,
Combien il dut jouir, & combien il souffrit!
Il régnoit sur notre Parnasse,
Et loin de nous mourut proscrit.

*(Par M. D*** T*****.)*

Digitized by Google

COUPLETS

A Mlle. VARESCOT, *sur l'Air* : Philis demande son Portrait.

IRIS, l'Amour se plaint de vous,
Je dois vous en instruire :
Lorsqu'il rendit vos yeux si doux,
C'étoit pour tout séduire ;
Mais vous aimez fidèlement,
Malgré ce Dieu volage,
Vous donnez tout au sentiment,
Sans consulter l'usage.

Nos Belles savent mieux jouir
D'une heureuse jeunesse :
Leur idole, c'est le plaisir ;
La vôtre est la tendresse.
Vous ne voulez qu'un cœur constant,
Quel ennuyeux partage !
C'est le charme du sentiment,
Mais il n'est plus d'usage.

Nos Belles trouvent le bonheur
Au Temple de la Mode :
Un ton simple, un air de candeur,
Vous paroît plus commode ;

Digitized by Google

Changer de parure & d'Amant,
N'a point votre suffrage :
C'est trop donner au sentiment,
Il faut suivre l'usage.

Nos Belles parlent joliment
De la Philosophie :
Un Professeur d'appartement
L'a bientôt définie.
Près de vous un jeune Savant
N'obtient nul avantage ;
Votre esprit a du jugement,
C'est trop blesser l'usage.

Iris, enfin corrigez-vous
De tout ce que je blâme :
Dans vos traits comme dans vos goûts,
Laissez moins voir votre ame ;
C'est nous critiquer fortement,
Tâchez d'être moins sage ;
Voulez-vous voir le sentiment
Triompher de l'usage.

(*Par Mme. de Montenclos.*)

Digitized by Google

Explication de la Charade, de l'Enigme & du Logogriphe du Mercure précédent.

LE mot de la Charade eſt *Troupeau*; celui de l'Enigme eſt *Fougère*; celui du Logogriphe eſt *Miel*, où l'on trouve *Lime*.

CHARADE.

CHACUN reçoit ſa nourriture
De mon premier;
L'imitateur de la Nature
Eſt mon dernier:
O Laboureurs, plus vos champs ſont ſuperbes,
Plus vous devez ſacrifier de gerbes
Qu'on exige pour mon entier.

(*Par M. N. D. de Neuville aux Loges, près Orléans.*)

ÉNIGME.

LECTEUR, je m'annonce avec bruit,
Et ſans jamais cauſer d'alarmes;
Pourtant l'effet qui me produit
Fait bien ſouvent verſer des larmes.

Digitized by Google

Je me répète quelquefois,
Mais toujours dé ourvu de graces,
Et le plus ſéduſant minois
Fait par moi d'horribles grimaces.
Je fais goûter quelque plaiſir ;
Un rien comme lui me fait naître ;
Et l'inſtant qui me donne l'être,
Tout auſſi-tôt me voit mourir.
Mais il eſt temps que je finiſſe ;
Mon récit t'a rendu rêveur.
Courage, allons, mon cher Lecteur !
Bon... t'y voilà... Dieu te bénisſe.

(*Par M. de Beaucheſne, Off. de M.*)

LOGOGRIPHE.

JE t'offre, ami Lecteur, un léger vêtement
Que l'uſage rend néceſſaire :
Mon nom n'a que trois pieds ; mais le plus étonnant,
Lecteur, c'eſt qu'en les retournant,
De Plante que j'étois, je devienne Rivière.

(*Par M. Pillet, Lyonnois.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

LA Jurisprudence du Parlement de Bordeaux, avec un Recueil de Questions agitées en cette Cour, & les Arrêts qui les ont décidées; par M. SALVIAT, *Conseiller au Présidial de Brive, Secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture de la même Ville, & Membre honoraire de l'Académie d'Arras. 1 Vol. in-4°. A Paris, chez* Buisson, *Libraire, Hôtel de Coëtlosquet, rue Haute-feuille, N°. 20. Prix, 10 liv. br., 12 liv. rel., & 11 liv. franc de port par la Poste.*

CHAQUE Parlement a une Jurisprudence qui lui est propre sur plusieurs objets. C'est l'effet de la diversité d'opinions naturelle à chaque individu, à chaque famille, à chaque Compagnie qui ne fait plus alors qu'un seul individu, quant à la façon de penser. On aura beau multiplier les Loix & les Ordonnances, il est impossible qu'elles prévoient tout, & même les cas prévus seront toujours interprétés d'une manière différente par les Tribunaux. Il seroit donc à souhaiter

Digitized by Google

qu'il se trouvât dans le ressort de tous les Parlemens quelque Jurisconsulte aussi zélé & aussi éclairé que M. Salviat, pour publier leur Jurisprudence particulière. Ce recueil formeroit un code précieux de Législation Nationale. M. Salviat a imaginé le premier d'ouvrir une carrière que personne avant lui n'avoit découverte, ou au moins n'avoit parcourue. Il fournit un exemple bon à imiter. On a assez de Collections d'Arrêts; mais des Arrêts presque toujours isolés n'établissent pas une Jurisprudence fixe.

Si M. Salviat a le mérite de l'invention, il a aussi celui de l'exécution. Son Ouvrage est écrit avec méthode & clarté. Il épargnera beaucoup de peine & de travail aux jeunes gens qui se destinent au Barreau; il sera d'un grand secours aux Juges & Avocats les plus instruits & les plus consommés & doit occuper un des premiers rangs dans leur bibliothèque. Il est d'ailleurs mis à la portée de tout le monde, même des personnes qui ne s'attachent pas à l'étude des Loix.

Son utilité n'est pas resserrée dans les limites du Parlement de Bordeaux. Elle est universelle pour tout le royaume, en ce que l'Auteur commence par exposer les principes généraux sur chaque matière, avant de rapporter les usages de cette Cour; ce qui facilite par-tout l'instruction : mais sur-tout par le recueil d'Arrêts qui termine

Digitized by Google

le volume, où on trouve des questions intéressantes, discutées avec beaucoup de sagacité & de jugement.

L'Auteur ne se montre pas seulement Magistrat savant, mais encore Citoyen vertueux. Il se récrie contre la multiplicité des vices dont notre Législation criminelle est infectée; contre la permission accordée à un Juge de prononcer seul des décrets de prise de corps, & de disposer seul de la liberté d'un accusé; contre la confiscation, dont il rapporte en abrégé l'origine. Il félicite les habitans du ressort du Parlement de Bordeaux, de n'être pas assujettis à cette barbarie qui punit l'innocent & non le coupable. » Ce n'est pas le malheureux » qu'on a mis à mort, qui souffre de la perte » de ses biens: ce sont les enfans inno» cens «. Ses réclamations paroissent dans un temps favorable, où le Gouvernement est disposé à les écouter.

Il se récrie aussi contre plusieurs défauts de nos Loix Civiles; contre l'abus d'autorité que font souvent les Officiers de Police, en emprisonnant des gens domiciliés, sous le frivole prétexte qu'ils leur ont manqué de respect; » contre cette Loi ridicule » qu'on appelle ban de vendanges, « & sur-tout contre les Justices Seigneuriales. Il désire qu'elles soient supprimées, & qu'on prohibe les revendications. Il doit être flatté de voir ces vœux là exaucés.

Digitized by Google

Parmi les questions, nous allons en extraire une qui pourra paroître curieuse à nos Lecteurs. *Les Juifs mineurs peuvent-ils se marier en France sans le consentement de leurs parens?*

Abraham Robbes, mineur de 16 ou 18 ans, fut fiancé avec Sara Rodrigues Janic. La cérémonie se fit dans la maison de ladite Sara, en présence de sa mère, de ses frères & sœurs, & de trois témoins étrangers. Moïse Rodrigues, frère de la fiancée, fit la fonction de Rabbin, & donna les bénédictions d'usage parmi les Juifs. Le mariage fut ensuite célébré. Sur la plainte portée à la Nation Hébraïque par Moïse Robbes, père d'Abraham, toutes les Parties, mêmes le Rabbin & les témoins, furent cités à la Synagogue, & excommuniés; mais l'excommunication fut bientôt levée, & Sara Rodrigues fut admise aux bains réservés aux femmes légitimes.

Moïse, mécontent du jugement de sa Nation, se pourvut en Justice. Abraham Robbes, la veuve Rodrigues & sa fille soutenoient que les Ordonnances de nos Rois, qui prohibent les mariages des enfans sans le consentement de leur père, ne regardoient pas les Juifs. La Loi de Moïse & leurs usages sont la seule règle qu'on puisse consulter sur la validité de leurs mariages. Les Juifs, par un ordre particulier de la Providence, dispersés dans tous les endroits de l'Univers, ont conservé au milieu des

Digitized by Google

Nations la Religion & les Coutumes de leurs pères. Par-tout où la main de Dieu les a conduits, on voit un peuple qui ne s'associe avec aucun autre, qui n'adopte aucunes mœurs, qui vit dans ses maximes & dans ses pratiques propres. Chez les anciens Romains .... dans la Rome moderne au centre de la Catholicité, dans la France, dans tous les lieux & tous les temps, on trouve les Juifs régis par la Loi de Moïse, & séparés de mœurs & de police comme de créance, d'avec le reste du genre humain.

Il faut donc examiner cette Loi. Contient-elle quelque disposition qui fasse du concours des pères une condition nécessaire du mariage des enfans? Non; au contraire, on trouve des exemples d'enfans mariés sans le consentement des parens. Tel est celui de Tobie marié par l'Ange son conducteur, & fait à l'insçu de son père: tel est celui de Samson, qui, sans égard pour les remontrances de ses parens, sur le mariage qu'il vouloit contracter avec une Philistine, leur répondit qu'il la vouloit, parce qu'elle lui avoit plu, & l'épousa. Les usages ne sont pas plus sévères que la Loi. Tout Juif est majeur à quatorze ans, & peut si bien se marier, qu'il est sans exemple qu'aucun père ait signé l'acte Kerouba, qui est parmi eux l'acte irrévocable qui les lie l'un à l'autre.

Moïse Robbes répondoit que les Ordonnances de nos Rois sur les mariages lioient,

Digitized by Google

tous leurs sujets, de quelque Religion qu'ils fussent; le consentement des parens au mariage de leurs enfans, est une Loi de Police générale pour tous les habitans du Royaume, sans distinction de culte. Les Loix des Juifs & leurs usages ne sont pas moins précis. Dieu dit dans l'Ancien Testament: Tu ne donneras pas ta fille aux Gentils, & ne prendras pas leur fille pour ton fils. Abraham choisit Rebecca pour son fils, & les parens de celle-ci répondirent: Recevez-la de nos mains. Isaac défendit à son fils Jacob de prendre une fille de la terre de Canaan. Hémor, père de Sichem, demanda Dina à Jacob pour son fils. Esaü ayant épousé une Cananéenne sans consulter son père, Dieu prononça lui-même sa condamnation.

Arrêt du 16 Mars 1744, qui confirma le mariage.

NOUVELLE Correspondance, ou *Choix de Lettres intéressantes sur divers sujets, recueillies en 1789. A Spa; & se trouve à Paris, chez* Buisson, *Libr. rue Hautefeuille, N°. 20.*

On lit avec intérêt les Observations qui peignent les mœurs d'une Nation, lors même que les formes qu'elles nous retracent sont passées de mode, ou qu'elles nous sont étrangères. Nous en avons une preuve incontestable dans *le Spectateur*

Digitized by Google

Anglois, Ouvrage devenu classique, même pour la France ; & le tableau des ridicules qui régnoient à Londres du temps de Steele & d'Addisson, nous intéresse encore aujourd'hui. Ce principe une fois posé, quel succès ne doit point avoir un Recueil de Lettres intéressantes, qui est le fidele miroir de nos mœurs ? » Celui des travers, comme » l'observe très-judicieusement l'Auteur, » est, à la vérité, si mobile, qu'il change » à Paris plus d'une fois chaque année ; » mais le ridicule ne s'en fait que mieux » appercevoir, quand on commence à n'y » être plus si accoutumé. Du reste, ce genre » a la même utilité que la Comédie «.

La plupart des morceaux qui composent ce Recueil, & qui ont été puisés dans différens Journaux, sont d'un style ingénieux & léger. Dans d'autres morceaux, traités plus sérieusement, on trouve des objets d'utilité, ce qui jette une agréable variété dans ces Ecrits. Pour en donner une idée, nous allons rapporter ici en son entier une Lettre d'une jolie Femme sur son vieux Mari. » Monsieur, je n'y tiens » plus, il faut que j'éclate à mon tour. » J'ai beaucoup à me plaindre du sort. — » Pourquoi cela ? —— Le voici en trois » mots : Je suis mariée, je suis jeune ; on » me trouve jolie ; mon Mari est riche ; » & si cela continue, il faut m'enterrer » dans six mois. Cela vous étonne ? Je vais » m'expliquer mieux ; vous faire l'histoire

Digitized by Google

» de mon Mari, c'eſt vous offrir le tableau
» de mes douleurs.

» Mon Mari eſt riche, mais il eſt vieux;
» ce n'eſt pas là ſon plus grand tort. Etant
» jeune, il avoit pris une vieille femme;
» & etant vieux, il m'a épouſée, moi qui
» n'ai pas encore dix ſept ans. Voila qui
» peut paroître plaiſant, & j'en rirois peut-
» être la première, ſi je n'y étois pour
» rien; mais par malheur, je fais les frais
» du dénouement, & cela gâte l'aventure.
» Sa première femme, dont il avoit épouſé
» la fortune, & qui croyoit que ſon or
» devoit lui tenir lieu de jeuneſſe & de
» beauté, étoit pour lui une compagne auſſi
» exigeante qu'importune. Sa jalouſie en fai-
» ſoit un argus auſſi ennuyeux qu'incorrup-
» tible. Enfin le bonheur du jeune époux
» ne commença que le premier jour de
» ſon veuvage. Il trouvoit les procédés de
» la Dame très-ridicules; il les regardé
» comme tels encore aujourd'hui. Eh bien!
» Monſieur, la conduite dont il fut la
» victime comme jeune époux, il la tient
» envers moi comme vieux mari. Mon air,
» mes manières, mes habits, mon ſtyle
» même, tout excite ſon humeur, &
» même ſa jalouſie. Il ſe plaint tous les
» jours à mes parens de mon indiſcrétion
» & de ma légèreté, & mes parens pré-
» tendent qu'il a raiſon. Quand je me
» plains de ſon humeur, on me dit que
» je ſavois bien qu'il étoit vieux en l'é-

Digitized by Google

» pousant ; & je réponds qu'il savoit fort
» bien aussi que j'étois jeune quand il me
» prit.

» Lorsque je consentis à le prendre pour
» époux, malgré son âge avancé, je savois
» l'histoire de son premier mariage ; lui-
» même me l'avoit racontée plus d'une
» fois. Je crus au moins qu'en l'épousant,
» je le trouverois tout corrigé par sa pro-
» pre expérience. Je me figurai qu'il n'a-
» dopteroit pas des ridicules dont il s'é-
» toit moqué tant de fois & dont il avoit
» été le martyr. Point du tout ; on diroit
» que c'est une revanche qu'il veut pren-
» dre. Il voudroit toujours me voir louer
» le temps passé, que je n'ai pas connu,
» & blâmer le présent qui me plaît beau-
» coup. Il trouve tous nos Acteurs déte-
» stables, toutes nos Pièces mauvaises, tous
» nos Livres bêtes, nos modes extrava-
» gantes, & sur tout nos jeunes gens ri-
» dicules ; c'est-à-dire qu'il faudroit, selon
» lui, n'aller jamais aux Spectacles, ne
» plus lire aucuns Romans, renoncer aux
» modes, & ne fréquenter que des vieil-
» lards. Vous conviendrez, tout riche qu'il
» est, que c'est exiger un peu trop ; que
» ses procédés sont usuraires, & que c'est
» vendre trop cher son argent. Il me dit
» à tout moment de prendre un air plus
» rassis ; mais que me répondroit-il, M.,
» si je le priois de devenir plus jeune ?

» Je voudrois qu'on fît quelque bonne

Digitized by Google

» Dissertation sur les disproportions d'âge » entre deux époux, & qu'on prît la peine » de tracer une espèce de code marital qui » marquât les sacrifices que doit faire le » plus jeune, & l'indulgence qui convient » au plus âgé. Vous voyez, Monsieur, que » malgré la légèreté dont on m'accuse, je » viens d'indiquer une nouvelle branche » de Législation; j'attends de votre amour » pour le bien public, tous les efforts né- » cessaires pour la réaliser «.

Il paroîtra chaque année un Recueil à peu près tel que celui-ci; on n'y fera jamais entrer que des Pièces irréprochables, pour qu'on puisse les mettre dans les mains des jeunes gens des deux sèxes, ce qui aura l'avantage de contribuer à les former au genre épistolaire, dont l'habitude est le plus nécessaire dans le cours de la vie.

On prévient dans un Avertissement mis en tête de l'Ouvrage, que les personnes qui désireront insérer des Pièces dans les Recueils suivans, auront droit à la reconnoissance de l'Auteur, & pourront les adresser, francs de port, au Sieur Buisson, Libraire, rue Haute-feuille.

TABLEAU du Palais-Royal. 2 Volumes in-12. Prix, 3 liv. br., & 3 liv. 10 s. francs de port par la Poste, avec deux Gravures représentant l'ancien & le nou-

Digitized by Google

veau Palais-Royal. A Paris, chez Maradan, *Libr. rue Saint-André-des-Arts.*

L'EXACTITUDE de cet Ouvrage n'échappera point à ceux qui l'auront lu : le Palais-Royal y eſt figuré, tant par les Planches que par les Diſcours, dans une parfaite reſſemblance. Si ce Livre parvient en province, à des perſonnes qui n'aient point vu le Palais Royal, elles ſeront tentées de croire que cet eſpace eſt une ville, dans laquelle on trouve l'agréable, l'utile, le luxe, & le mouvement d'une population active, induſtrieuſe, galante, & riche. L'Auteur n'a rien omis, il a tout dit, & tout repréſenté ſous la couleur propre; ſans prétention, ſans morgue, il eſt toujours en meſure. On trouvera plaiſante la comparaiſon des Evènemens d'une jeune Fille entretenue, avec les Evènemens d'un jeune & joli Cheval. Nous allons tranſcrire le Chapitre XXIX, qui a pour titre *les Libraires* : ce Chapitre eſt de la plus grande vérité. — » Les Brochures de ci-conſtance, » dit-il, les Romans nouveaux, les Pam» phlets venimeux de quelques Auteurs » affamés, ſont les principaux objets qui » font le véritable bénéfice des Libraires » du Palais-Royal. Le grand art du Libraire, » dont la boutique eſt fournie d'Ouvrages » ſcandaleux & proſcrits, eſt de lire dans » les yeux du Libertin, le déſir qu'il a » d'acheter une de ces Brochures. L'homme

Digitized by Google

» s'approche de la boutique avec timidité, » n'osant clairement expliquer ce qu'il désire ; il parcourt des yeux toutes les Brochures qui se trouvent en étalage, rencontre ceux du Libraire ; ils se fixent, & » bientôt ils s'entendent ". . . . . Les plus plates méchancetés, les diatribes les plus sanglantes, les Ecrits les plus scandaleux circulent par tout, &c. &c. &c. Tous les Chapitres nous ont paru écrits avec la même vérité, & plusieurs sont assez piquans.

VARIÉTÉS.

FIN DES PENSÉES DIVERSES.

POUR l'ordinaire nous appelons fou celui qui n'a pas nos opinions, & sauvage celui qui n'a pas nos mœurs.

LES hommes s'occupent plus à soutenir ce qu'ils croient, qu'à examiner pourquoi ils le croient.

LA vérité n'a qu'un moment brillant en France, celui où elle est devenue mode.

QUAND une erreur & une mode nous quittent, presque toujours on peut leur dire, au revoir.

L'HOMME de génie ne sçauroit résider avec tous les autres, il les passe ; l'homme à paradoxe n'y veut point résider, il se jette à l'écart.

Digitized by Google

L'ESPRIT de paradoxe est à l'esprit original ce que l'affectation est à la grace.

LES mêmes effets viennent souvent de causes opposées ; un homme de beaucoup d'esprit peut mépriser les connoissances humaines, parce qu'il voit trop où elles finissent ; un sot peut les mépriser aussi, mais parce qu'il ne voit pas seulement où elles commencent.

UN homme d'esprit passe sa vie entre des sots qui ne peuvent l'entendre, & des gens d'esprit qui ne veulent pas l'écouter.

L'HOMME qui a le plus de force & d'activité dans l'esprit, est celui-là même qui sent le mieux sa foiblesse : cette force le pousse sans cesse contre des barrières où il se froisse ; si je puis ainsi dire ; une expérience continuelle & pénible l'avertit de ce qu'il ne peut pas ; l'homme ordinaire ne soupçonne pas même des barrières ; & il les nie, parce qu'il n'a jamais eu la force d'aller jusqu'où elles sont.

C'est ainsi que de plusieurs oiseaux renfermés dans une grande volière, l'aigle gémiroit modestement de sa prison, & le serin pourroit se croire libre dans un espace immense : ainsi la modestie prouve le talent, en même temps qu'elle le fait pardonner.

DE toutes les économies, la plus rare est celle des paroles ; & par une fatalité commune, les pauvres sont prodigues & les riches avares ; plus d'idées, moins de paroles, & réciproquement.

UN homme qui se tait peut se comparer à un cabinet fermé ; personne n'oseroit gager qu'il n'y a pas là une bibliothèque.

QUE d'idées douces & consolantes éveille une

Digitized by Google

forêt ! Voulez-vous méditer ; voilà le recueillement & le silence : êtes-vous persécuté ? une forêt semble un asile : voulez-vous éviter la chaleur ? vous trouverez la fraîcheur & l'ombre : avez-vous besoin de repos ? que de gazons ombragés par des feuillages ! avez-vous soif ? une forêt donne la fraîcheur & promet de l'eau : avez-vous faim ? parmi tant d'arbres, n'y auroit-il point quelque fruit nourrissant ? Enfin voulez-vous de la société ? ne faites point de bruit ; taisez-vous, & dans un moment mille oiseaux vont voltiger & gazouiller autour de vous.

Un champ couvert de la plus riche moisson, que vous dit il au contraire ? une vérité bien dure : c'est que tout cela sera le prix de l'argent, parce qu'il en est le produit : & dussiez-vous mourir de faim, pas un de ces grains-là ne vous conserve ; & puis, que faire des grains de blés ? il vous faudroit plus de vingt hommes avec leurs machines pour faire avec ce grain un aliment agréable & nourrissant.

LA sensibilité & l'imagination sont deux qualités de l'ame qui s'entr'aident merveilleusement & se fortifient l'une par l'autre.

La sensibilité considérée dans sa cause n'est, à mon avis, que l'habitude de lier toutes ou presque toutes ses idées à quelque idée de peine ou de plaisir, mais l'imagination consiste à lier à chaque idée l'image complette d'un ou plusieurs objets.

Analisez attentivement les morceaux de Racine où règne la sensibilité la plus touchante, & vous trouverez, si je ne me trompe, que chaque idée entraîne doucement avec elle l'idée de peine ou de plaisir ; vous sentirez que l'émotion aimable causée par un écrit touchant, consiste dans cette espèce d'ondulation de l'ame, qui, pour ainsi dire,

Digitized by Google

se balance mollement entre les diverses craintes & les diverses espérances, entre les idées de peine & de plaisir : espèce de situation douce & pourtant mobile, & qui par là réunit deux choses nécessaires à l'homme ; le bien-être, & le changement ou la variété.

La sensibilité considérée dans le moral de l'homme, dérive très-vraisemblablement de cette sensibilité qu'on appelle *physique*, & j'entends par-là, une disposition dans les organes qui rend capable de sentir distinctement, de la part des objets extérieurs, des impressions insensibles pour les autres.

Cette propriété pourroit être regardée comme une espèce de maladie, ou du moins comme un excès opposé à celui de la stupidité.

Quoi qu'il en soit, ceux que la Nature a doués de cette faculté heureuse ou malheureuse, ont un autre univers, une autre mémoire, un autre tour de penser, un autre génie que les hommes indifférens.

Les personnes sensibles ont un autre univers, car notre univers n'est, après tout, que l'assemblage des choses dont nous prenons possession pour nos sens, & quiconque a des sens nouveaux, ou ce qui revient au même, des sens plus étendus, parce qu'ils sont plus mobiles, plus irritables, étend son univers ; comme l'aveugle de *Cheselden* étendit le sien en dépouillant sa cataracte.

Les personnes sensibles ont aussi une mémoire différente ; le phénomène de la mémoire n'est que celui de la liaison des idées, & les hommes indifférens ne lient leurs idées que par des circonstances de temps, de lieu, de figure, de couleur, & autres idées abstraites qui ne les affectent point ou ne les affectent que peu : au lieu que les personnes sensibles enchaînent étroitement leurs idées par celles de plaisir ou de peine ; & ces

Digitized by Google

idées ne sont point, dans leurs têtes, des idées abstraites, elles rappellent toujours avec elles l'idée totale & réelle de l'objet qui les a causées.

J'ai dit que les personnes sensibles avoient un tour particulier de penser & de parler : en effet, elles ne jugent guère les objets que dans les rapports qui sont entre eux & elles, tandis que les hommes indifférens s'appliquent à considérer les rapports que ces objets ont simplement entre eux; & ces hommes sont précisément ceux qui deviennent ou qu'on appelle *Savans*.

Aussi les personnes sensibles ne parlent-elles d'ordinaire qu'avec l'émotion du plaisir ou de la peine; c'est ce qui rend la sensibilité si persuasive & si éloquente pour tous ceux qui sont sensibles eux-mêmes : un Ecrivain tel que Racine, Fénélon, Rousseau, doués d'une exquise sensibilité, peuvent se comparer à des cordes dont les ondulations très-vives font résonner & onduler vivement autour d'eux toutes les cordes qui leur sont harmoniques.

Mais si les personnes sensibles sont éloquentes pour ceux qui leur ressemblent à quelque degré, elles paroissent bien chimériques à tous les autres qui ne leur ressemblent point. Ceux-ci s'étonnent & se moquent de tous ces mouvemens dont il ne peuvent saisir la cause, puisqu'elle est vraisemblablement dans la différence de leurs plus intimes organes.

Enfin, pour exprimer le caractère de la sensibilité, de l'imagination & de la raison, ne pourroit-on pas dire que l'objet de la sensibilité s'étend depuis l'*agréable* jusqu'au *délicieux*, que celui de l'imagination embrasse le nouveau & le merveilleux, & que l'objet de la raison commence au vraisemblable & se termine à l'évidence ?

Je suppose qu'on montre une belle main, dont le corps est voilé, à trois Peintres, dont le pre-

Digitized by Google

mier a l'ame ſenſible le ſecond eſt doué d'une imagination vive, & le troiſième n'a qu'une raiſon froide ; je préſume que le Peintre raiſonnable deſſinera très-exactement la main, & la mettra dans ſon porte-feuille pour l'employer au beſoin : l'homme d'imagination ajoutera à cette belle main le plus beau corps qu'il pourra ſe figurer, & le Peintre ſenſible, deſſinant la femme qu'il a le plus aimée, l'unira à cette main que ſa ſenſibilité y attache par un invincible lien.

Dans les Ouvrages d'un homme ſenſible, on trouve ſouvent plus d'intérêt que de nouveauté ; mais dans ceux d'un homme doué d'une belle imagination, on peut trouver plus de nouveauté que d'intérêt ; car une nouvelle combinaiſon d'objets qu'on appele *image*, vous amuſe ſouvent comme nouvelle, ſans vous intéreſſer comme utile à votre bonheur.

Ceci me ramène à ce que j'ai dit, que l'imagination & la ſenſibilité s'entr'aident merveilleuſement & ſe fortifient l'une par l'autre ; il eſt aiſé de concevoir comment cette ſenſibilité, en nous attachant plus vivement à nos idées, nous donne par-là plus de temps & de force pour les combiner en images : d'un autre côté, l'imagination qui raſſemble ces objets & les réduit en tableaux, excite ſouvent, par cet aſſemblage, des émotions que chaque objet ſéparé n'eût point cauſées ; ainſi il eſt très-vrai de dire que la ſenſibilité s'accroît par l'imagination, comme l'imagination par la ſenſibilité ; plus on ſent, plus on imagine, & réciproquement, plus on imagine, & plus on ſent : mais où conduiſent enfin ces deux facultés enivrantes ? quelquefois à la gloire, & plus ſouvent au malheur.

(*Par M. le Marq. de C***. d'Avignon.*)

Digitized by Google

ANNONCES ET NOTICES.

MÉTHODE pour traiter toutes les Maladies, très-utile aux jeunes Médecins, aux Chirurgiens, & aux gens charitables qui exercent la Médecine dans les campagnes; dédiée au ROI, par M. Vachier, Ecuyer, Docteur-Régent de la Faculté de Médecine, &c. Tomes VIIIe, IXe, Xe. & XIe. In-12. A Paris, chez Méquignon l'aîné, Libr., rue des Cordeliers; & Croullebois, rue des Mathurins.

Mémoires d'Agriculture, d'Economie rurale & domestique, publiés par la Société Royale d'Agriculture de Paris. Année 1788. 2 Vol. in-8°.; Trimestre d'Hiver & Trimestre de Printemps. A Paris, chez Cuchet, Libr. rue & hôtel Serpente.

La Guirlande de Julie, offerte à Mademoiselle de Rambouillet, Julie-Lucine d'Angènes; par M. le Marquis de Montausier; in-8°. de 82 pages. Prix, 6 liv. De l'Imprimerie de MONSIEUR. A Paris, chez Didot le jeune, Libr. quai des Augustins.

Cette Guirlande est un Ouvrage très-célèbre; & l'Edition que nous annonçons mérite beaucoup d'éloges; elle n'a été tirée qu'à 150 Exemplaires.

Histoire critique & apologétique de l'Ordre des Chevaliers du Temple de Jérusalem, dits *Templiers*;

Digitized by Google

par feu le R. P. M. J..., Chanoine Régulier de l'Ordre de Prémontré, Docteur en Théologie, Prieur de l'Abbaye d'Etival. 2 Volum. in-4°. A Paris, chez Guillot, Lib. rue des Bernardins, la première porte cochère en face de St-Nicolas du Chardonnet.

L'Esprit des Impôts & de leur Régime, par F. J. Chaubray de la Roche; in-8°. A Londres: & se trouve à Paris, chez Pichard, Libr. quai des Théatins; Desenne, au Palais-Royal; & Méquignon, au Palais.

Nos. 3 à 7 *du Journal de Clavecin*, par les meilleurs Maîtres. Séparément, 3 liv. Abonnement, 15 liv. pour 12 Numéros.

= Numéros 17 à 30 du Journal de Harpe, par les meilleurs Maîtres.

==Nos. 27 à 40 du Journal Hebdomadaire, composés de différens Airs, avec accompagnement de Clavecin, par les meilleurs Maîtres. Il paroît un Numéro de chacun de ces deux Journaux tous les Dimanches. Prix séparément, 12 s. Abonn. 15 l. A Paris, chez Le Duc, au Magasin de Musique & d'Instrumens, rue du Roule, N°. 6.

TABLE.

Inscription.	97	*Nouvelle.*	107
Comptes.	98	*Tableau.*	111
Charades, Enig. & Logog.	100	*Variétés.*	113
La Jurisprudence.	102	*Annonces & Nouvelles.*	119

Digitized by Google

JOURNAL POLITIQUE
DE
BRUXELLES.

SUÈDE.

De Stockholm, le 1er. août 1789.

De jour en jour, les évènemens de la campagne augmentent d'intérêt, et répondent à nos espérances. La semaine dernière, un courrier de Finlande a apporté à la Reine et au Prince Royal, des nouvelles importantes. La supériorité de nos armes s'affermit par de nouveaux avantages. Après une longue et vive canonnade, le Lieutenant-général *de Meyerfeld* s'est rendu maître du poste important de Hogfors dans la Finlande Russe, et au bout de douze heures, a forcé les défilés de Pyttis, Kuppis, Broby et Sartola. Le Roi s'est trouvé à l'attaque de Hogfors, et a lui-même poursuivi l'ennemi, qui a brûlé ses ponts de retraite, après nous avoir laissé un Officier et dix

Digitized by Google

Soldats prisonniers. La flottille de Sweaborg couvre le flanc droit de notre armée, et l'avant-garde a investi Fridéricsham : la garnison de cette place manque de vivres, et n'a pas fait de sortie, comme on l'avoit débité.

A l'aide du renfort qu'il a reçu, le Colonel *Steding* a chassé devant lui le Général Russe *Michelson*, et pénétré de nouveau dans le Savolax : les trois premières actions qu'il a soutenues, lui ont coûté cinq cents hommes, morts ou blessés.

On savoit que notre grande flotte étoit en présence de celle des Russes, à la hauteur de Bornholm : l'attente d'une bataille s'est réalisée, et hier on a appris, par divers bâtimens, qu'elle avoit eu lieu dimanche 26, entre les isles de Bornholm et de Gothland. L'engagement, aussi long que sanglant, a duré depuis 2 heures jusqu'à 9 de l'après-midi. La flotte Russe, au rapport unanime des Patrons, faisoit voile à l'Est, et la nôtre étoit à sa poursuite. D'un instant à l'autre, on attend les détails de cette action.

POLOGNE.

De Varsovie, le 27 juillet.

Quoique l'Archevêque de Carthage, Nonce du Pape, ait adressé aux Etats une Représentation sur la réduction des

Digitized by Google

revenus de l'Evêché de Cracovie, cette mesure a été consommée dans la Séance du 24 ; et, conformément au premier projet, l'excédent de cent mille florins dans ce revenu épiscopal, qui étoit de 700,000, est consacré à l'entretien de l'armée. Par un Décret subséquent du 24, la Diète a fixé à cent mille florins les revenus de chaque Evêché, ce qui, à l'avenir, améliorera le sort de la pluralité des Evêques; mais les Etats, sachant allier la justice avec l'utilité publique, ont fixé l'exécution de cette Loi, seulement après le décès des Possesseurs actuels.

Une autre résolution encore plus importante a distingué la Séance de vendredi dernier. Sur la proposition faite antérieurement par M. *Matuszewicz*, Nonce de Brzesc, la Diète a été rendue permanente, et le Roi ne pourra la proroger qu'avec le consentement unanime des Etats, demandé par leur Maréchal.

Les Lettres d'Ukraine, du 15 de ce mois, ont confirmé l'apparition d'une flotte Turque de seize vaisseaux de ligne et de quinze frégates dans les eaux d'Oczakof. Derrière la ligne de ces vaisseaux, occupant une étendue de trois quarts de lieue, se trouvent d'autres bâtimens de moindre grandeur. Le Vice-Amiral Russe, qui commande dans ces parages sept vaisseaux de ligne et quelques petits bâtimens, avoit fait ses disposi-

Digitized by Google

tions pour recevoir l'ennemi, qui, sans doute, va tenter le siége d'Oczakof. Une bataille navale décisive peut adjuger à l'un ou à l'autre des combattans la souveraineté de la mer Noire pour cette année.

Nous avons été inondés ici, comme le reste de l'Europe, de relations fictives sur des victoires Russes à Galacz, à Bender, etc. etc. Ces rapports méritent peu de créance; nous opposerons à toutes ces victoires de Gazettes, la lettre suivante, très-authentique, écrite de Podolie, le 13 de ce mois, par une personne éminente.

« Vous avez lu sans doute la relation que « la Cour de Pétersbourg a donnée de l'af« faire de Galacz, relation dans laquelle « les Russes disent avoir tué 600 Turcs; « mais vous ignorez peut-être ce qui s'est « passé à cette occasion, et que l'on a eu « soin de tenir secret jusqu'à ce moment: « voici le fait. Les Russes proposèrent une « armistice; on avoit déja arrêté de part « et d'autre la cessation des hostilités, lorsque « le Commandant Russe fit inviter le Séras« kier qui commandoit à Galacz, à venir au « camp Russe pour conclure plus promptement « les articles. Le Séraskier ne balança pas. A « peine fut-il entré avec sa suite, qu'on le retint « prisonnier; ses gens eurent le même sort, « et ceux qui osèrent se défendre furent « massacrés. Un Corps Turc qui étoit dans « le voisinage, ayant été informé de cette « trahison, fondit sur les Russes, en tua « plus de 2500, au nombre desquels se trouve

Digitized by Google

« le Général *Wormitelow*, et fit prisonniers « 3 bataillons de Chasseurs, 4 Compagnies de « Grenadiers du régiment *Duschkow*, et 3 « Compagnies du régiment *Milaszowicz*. Vous « pouvez compter sur la vérité de ces dé- « tails. Le Séraskier, prisonnier, a été envoyé « à la grande armée; il reçoit deux roubles par « jour. — J'apprends dans ce moment que les « Russes qui s'approchoient de Bender, ont été « repoussés, et leur armée est en assez mauvais « état. On parle d'une révolte des Paysans « Russes dans le Gouvernement de Kiovie; mais « je n'ose rien avancer de positif là-dessus. »

ALLEMAGNE.

De Vienne, le 3 Août.

La santé de l'Empereur se fortifie de jour en jour. Un léger accès de fièvre, le 22 juillet, à la suite d'une promenade par un temps humide, est le seul que Sa Majesté ait ressenti depuis un mois: quoique nous ayons eu des jours froids la semaine dernière, S. M. I. les a supportés sans le moindre retour de fièvre, de toux, ou de douleurs. Les Médecins ont été renvoyés, et l'un deux, le célèbre Baron *de Storck* a reçu un présent de 600 souverains d'or. Comme l'on prépare ici les appartemens du Château Impérial et de l'Augarten, il est apparent que l'Empereur reviendra ici incessamment.

Depuis la prise de Berbir, nous n'avons reçu aucun avis important de nos

Digitized by Google

différens Corps d'armées : celui de Transylvanie reste sur la défensive; M. le Maréchal *de Haddick*, toujours convalescent, n'a pas encore fait de mouvement, et ceux du Maréchal *de Laudhon* présagent un changement d'opérations. Le bruit général, il y a quelques jours, annonçoit le projet du siége de Belgrade; des transports d'Artillerie de différentes places de Hongrie à Semlin, et quelques dispositions du Corps d'Esclavonie accréditoient cette supposition. Cependant, celle du départ de M. *de Laudhon* pour Semlin ne s'est pas encore réalisée, et notre paix particulière pourra être faite avant qu'on ait acquis la certitude du projet de Belgrade. Il est sûr que les négociations ont repris leur activité, et que les termes de rapprochement sont moins éloignés qu'ils ne l'étoient il y a deux mois.

Ce changement n'est pas l'effet, comme on pourroit le présumer, de celui survenu dans le Ministère de Constantinople. C'est le premier de Juin que Sa Hautesse expédia au Grand-Visir *Joussuf-Pacha*, le Hatti-Chérif de sa révocation. Il a remis le Commandement de la grande Armée au Pacha *de Widdin* qui le remplace dans le Visirat. Ce Pacha est un Officier intelligent et brave; il se distingua dans la guerre dernière, et on lui doit le projet de l'invasion du Bannat, pendant la campagne précédente.

Digitized by Google

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 11 *août.*

Le Parlement s'est borné, la semaine dernière, à ratifier le Bill pour la nouvelle Régie du Tabac, et celui de l'Emprunt demandé par la Compagnie des Indes. Malgré les observations du Lord Chancelier, admises d'abord dans la Chambre Haute, le premier de ces deux Actes a passé sans *amendement*. Le même Ministre a fait retrancher du second, la clause qui permettoit de placer les fonds des mineurs dans l'Emprunt de la Compagnie des Indes.

En général, peu de Sessions ont été moins intéressantes par le genre des objets qu'on y a traités. Les efforts de l'opposition et de l'éloquence s'étoient épuisés sur l'affaire de la Régence : les deux partis se sont donnés, depuis, quelque repos, et l'on ne s'est attaché à aucune grande discussion. Celle qu'annonçoit le projet d'abolir la Traite des Nègres, a été amortie, peut-être à jamais, par l'instruction testimoniale dont nous avons rendu compte : plus de 20 Séances ont été consacrées à recevoir ces dépositions, et une fois reçues, ceux qui avoient désiré le plus vivement une prompte décision, ont été les premiers à désirer qu'on

Digitized by Google

la différât. L'enthousiasme s'est éteint; mais il peut se ranimer, quoique la grande information ait donné de puissantes armes aux intérêts privés. Comme l'intérêt public n'est, en dernière analyse, que le résumé de ces intérêts privés, les Représentans de la Nation ne se croiront pas en pouvoir de disposer des fortunes, et des établissemens de leurs Commettans.

Quelques personnes attribuent le refroidissement des Communes, sur cette question si digne de l'éloquence, aux dispositions manifestées par quelques Colonies Etrangères, menacées encore plus que les nôtres, non-seulement de l'abolition de la Traite, mais encore de l'affranchissement des Nègres. Cette révolution, disent les mêmes Politiques, en amèneroit bientôt une seconde, sur laquelle il nous importe d'avoir les yeux ouverts.

La Famille Royale séjourne encore à Weymouth, ou plutôt sur la Manche: le 6, pendant qu'Elle observoit les évolutions du *Magnificent* de 74 can. et du *Southampton* de 32, à bord de cette frégate, un bâtiment Américain s'approcha, sans baisser les voiles supérieures devant le Pavillon Royal. Le *Magnificent* le ramena à l'étiquette par un boulet de 18 l. b. Jeudi, LL. MM. se rendent à Exeter, où Elles passeront huit jours au milieu des fêtes: d'Exeter on ira

Digitized by Google

à Plymouth, puis dans le Comté de Cornouailles, d'où les Augustes Voyageurs reviendront à Windsor à la fin de septembre. Le Roi n'a pas le moindre reste de foiblesse, et jouit d'une santé parfaite.

Samedi dernier, la plupart des Ministres s'étant rendus à Weymouth, on tint Conseil en présence du Roi. Quant à l'Escadre sortie de Portsmouth sous les ordres du Commodore *Goodall*, elle a fait voile à l'ouest, et a dépassé Torbay. L'on ne pénètre pas encore sa destination.

Les Commissaires pour la réduction de la dette nationale, ont terminé, le 31 du mois dernier, le rachat de la troisième année d'amortissement. Le rachat total, à ce jour, est de quatre millions et demi sterling, principalement dans les trois pour cent consolidés. Pendant l'année qui s'ouvre, ils comptent racheter près de deux millions sterling de plus; accroissement qui résulte de l'accumulation des intérêts des fonds déja rachetés, et de l'extinction des annuités qu'on réunit au million annuel d'amortissement.

Parmi les risibles amphigouris, et les commentaires de nos Papiers publics sur la situation actuelle de la France, il se trouve des paragraphes judicieux, et qui caractérisent un peuple exercé à la liberté. Nous rapporterons quelquefois certains de ces articles; quelques-uns ne sont pas sans utilité. Il n'y a qu'une voix sur celle de la révolution

Digitized by Google

politique de la France, qui peut rapprocher les deux Peuples par une plus grande conformité de Gouvernement. On a ri de lire dans quelques imprimés ou Papiers publics du Continent, que nous avions arboré la Cocarde, démoli la Tour de Londres, cassé notre Chambre Haute, et livré M. *de Calonne* à ses compatriotes. Ce n'est pas là le caractère national, trop égoïste et trop réfléchi, pour se livrer à un pareil enthousiasme. Quant aux Anglois qui enleveroient un Etranger de cette terre hospitalière, ils s'en banniroient eux-mêmes pour jamais, car personne ici n'a le droit d'exercer la justice pour autrui; et l'autorité publique ne laisseroit pas impunie une pareille atteinte à la liberté et aux lois nationales.

Le numéraire n'a jamais été aussi abondant qu'il l'est aujourd'hui : on peut emprunter telle somme que ce soit à quatre pour cent, et il a été prêté de l'argent à trois et trois et demi pour cent. On compte que la Banque se déterminera dans peu à escompter les Billets à quatre pour cent. Ce sera le préliminaire de la réduction de l'intérêt légal au même taux. — Les Fonds ont haussé progressivement depuis un mois. Les actions de la Banque sont à 186, et les trois pour cent consolidés à 79 et demi. Ces derniers étoient à 56, lorsque M. *Pitt* rentra dans le Ministère. La nouvelle Tontine gagne trois pour cent.

Digitized by Google

Mathieu Tait, âgé de 120 ans, existe actuellement dans le village d'Aughton-hake dans Ayrshire en Ecosse. Il est enrôlé dans l'armée depuis 104 ans, et il jouit d'une bonne santé. Il a loué depuis peu une pièce de terre sur laquelle il se propose de construire une maison, pour fixer sa résidence pendant le reste de sa vie.

P. S. Le Duc *de Dorset* est arrivé ici hier, et a été en conférence avec le Duc *de Leeds*, Ministre des Affaires Etrangères.

PAYS-BAS.

De Bruxelles, le 18 *août* 1789.

Les émeutes de Tirlemont et Louvain n'ont pas eu de suites : des détachemens de troupes ont mis fin au pillage, et jusqu'ici la sévère Ordonnance du Gouvernement n'a pas éprouvé de contradiction active.

Il n'est pas certain que M. le Maréchal *de Broglie* ait quitté Luxembourg pour passer à Francfort : ce qui l'est, c'est que de Verdun il a été constamment sous l'escorte du Régiment Suisse de Castella, et d'un détachement des Hussards de Lausun : après s'être reposé à Etain, M. *de Broglie* se rendit à Arlon, où il trouva le Gouverneur de Luxembourg qui l'attendoit à la tête d'un Régiment Impérial, et qui le conduisit à Luxembourg avec tous les honneurs militaires.

Nos avis de Vienne, en date du 3, annoncent la prolongation d'armistice,

Digitized by Google

entre le Maréchal *de Haddick* et le Pacha de Belgrade. Cette trève locale, paroît même sur le point de devenir générale. Le Maréchal *de Laudhon* ne quittera point la Bosnie; les Régimens qui s'étoient mis en marche, de Hermanstadt, ont repris leur première station; toutes les dispositions paroissent contremandées, même du côté des Ottomans, qui portent leurs principales forces contre les Russes.

FRANCE.

De Versailles, le 21 août.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

La forme de l'Emprunt de 30 millions fut réglée, ainsi que nous l'annonçames la semaine dernière, le Dimanche 9 de ce mois. On a cru devoir modifier le projet de M. *Necker*, en particulier, sur l'intérêt : nous devons un sommaire de cette Séance, susceptible d'être extraite en fort peu d'espace.

M. le Duc *de Liancourt* adhéra le premier au projet du Gouvernement, en rejetant l'idée d'hypothéquer les Biens Ecclésiastiques, et celle d'une retenue quelconque sur l'intérêt de l'Emprunt, intérêt dont il valoit mieux fixer le taux plus bas.

Après lui, M. *Péthion de Villeneuve* remarqua que c'étoit à l'Assemblée, et non au Roi, à décréter l'Emprunt. Son emploi

Digitized by Google

devoit être surveillé par une Commission de dix Députés, dont deux au moins signeroient les Dépenses. Quant à l'intérêt, on ne pouvoit le fixer à cinq pour cent, sans retenue. Fait sous la solidarité des Membres de l'Assemblée, cet Emprunt eût pris un grand et noble caractère.

M. *d'André* s'opposa également à l'intérêt de cinq pour cent sans retenue, ainsi qu'à la conversion des quittances en contrats, qui favoriseroit l'agiotage. Quant à l'emploi, ajouta-t-il, pourquoi sommes nous chargés d'une dépense de cent mille livres de rente viagère par mois, payables à un Prince du Sang? Pourquoi deux cent mille livres par mois à la Ville de Paris, pour la clôture odieuse de Paris; et cent mille livres pour le nouveau Pont de *Louis XVI*? Il étoit donc nécessaire de joindre au Décret une clause qui réduise les dépenses à celles qui concernent la dette de l'Etat, les Départemens, et la Maison du Roi, sous l'inspection du Comité, proposé par le Préopinant.

M. *de Landine* est revenu à l'idée d'hypothéquer l'Emprunt sur les biens du Clergé. Trente millions portent 15 cent mille livres d'intérêt; ajoutez cinq cent mille livres pour un amortissement graduel; puis, versez le produit des Annates, des grands bénéfices, des pensions inutiles, dans le Trésor public, vous aurez bientôt payé votre Emprunt, sans surcharger la Nation.

A ces mots, M l'Archevêque d'Aix applaudissant à cette idée, a proposé que le Clergé se retirât pour en délibérer. Un Curé s'est opposé à toute retraite; les opinions se choquoient sans s'éclairer (ce qui arrive presque toujours), lorsque M. *Mounier* a pris la pa-

Digitized by Google

role. « On ne doit, a-t-il dit, promettre qu'un intérêt légal, mais il importe d'achever la Constitution, avant de s'occuper des moyens d'améliorer les Finances. Un Comité de surveillance sur l'Emprunt seroit dangereux, superflu même, car les Ministres sont comptables de l'emploi des deniers. Il ne faut point parler, dans un Décret d'Emprunt, de l'établissement d'une Caisse Nationale; cet article mérite une longue et postérieure réflexion. »

M. *d'Antraigues* s'est récrié contre l'agiotage. Il a pensé que les spéculations des prêteurs ne devoient pas suivre un Emprunt national; qu'il étoit aisé d'en écarter les agioteurs, en imprimant les noms des prêteurs, etc.

M. *de Mirabeau* a fait sentir qu'un moment de détresse n'étoit pas celui qu'il falloit choisir pour inspirer des soupçons contre les prêteurs. M. *de Clermont-Tonnerre* a rejeté Caisse Nationale, Hypothèque des biens du Clergé, et Comité d'inspection, en votant pour le plan de M. *Necker*.

On demandoit d'aller aux voix, lorsque M. *Guinebaud* de Nantes, et M. *Begouin* de Caux, ont offert chacun trente mille livres sans intérêt.

Lecture faite du projet, le préambule a excité des réclamations; on l'a recorrigé, relu et adopté dans cette nouvelle rédaction.

Le taux de l'intérêt a excité de nouveaux débats: les uns le vouloient à cinq pour cent sans retenue; d'autres ont proscrit les retenues, et fixé l'intérêt à quatre et demi pour cent, en affirmant que l'Emprunt seroit aussitôt rempli que décrété. Nouvelle, longue et bruyante discussion, au travers de laquelle M. *Guillotin* a interjeté que c'étoit décider

Digitized by Google

d'avance la grande question de l'intérêt de l'argent ; il a tenté d'appuyer ses remarques, mais inutilement : l'impatience d'aller aux voix l'a emporté, et de leur pluralité est émané le Décret suivant (*Voyez l'art. Paris.*).

Quinzième Semaine de la Session.

Les premières Séances de cette semaine ont été consacrées à achever la ratification du fameux Arrêté du 4. Quelques articles ont passé sans débat ; d'autres, sans débats proportionnels avec leur nature : un seul enfin, celui de l'abolition des Dîmes Ecclésiastiques, a produit cette vivacité d'opinions contraires, d'où il résulte encore plus d'intérêt que d'instruction. L'analyse de ces discussions ne peut correspondre à la longueur des Séances qu'elles ont animées ; nous y donnerions la plus grande étendue, que l'examen des questions resteroit insuffisant aux yeux d'une infinité de Lecteurs : nous nous renfermerons dans l'essentiel.

Du Lundi 10 *Août, Séance du matin.* Les Motions du Samedi précédent, relatives à la tranquillité publique, ont produit un Arrêté du Comité de rédaction, dont M. *Target* a fait lecture. Ses dispositions emportoient l'emploi des Maréchaus ées et Troupes réglées à se joindre aux Milices bourgeoises ; le jugement des perturbateurs par les Tribu-

Digitized by Google

naux du lieu ; l'envoi des Procès-verbaux à l'Assemblée Nationale ; le désarmement des personnes sans état et sans aveu, et un serment des Troupes à la Nation et au Roi.

M. *Dupont* a demandé l'adoption de l'acte de *Mutinerie*, en vertu duquel le Magistrat civil en Angleterre, proclame la loi contre les émeutes, en cas d'offense à la paix publique, et est autorisé à se faire donner main-forte (1).

Un Membre de la Noblesse a objecté qu'en Angleterre, souvent le Juge qui lisoit la Loi étoit assommé avant la fin de la lecture, et que, pour prévenir cet inconvénient, la lecture de la Proclamation devoit être censée faite, du moment où elle étoit commencée.

Une question aussi capitale, par ses rapports avec l'ordre public et la liberté particulière, présentoit une foule de considérations.

M. *Mounier* contredit la partie de l'Arrêté de M. *Target*, qui enjoint aux Troupes de ne prendre les armes qu'à la requisition de

---

(1) On confond ici le *Bill* de *Mutinerie*, qui assujettit les Troupes de terre et de mer à la discipline, et à l'obéissance à leurs Officiers, avec *l'Act of riots, on routs ;* Acte des tumultes et des séditions, par lequel les Schérifs, les Municipaux, les Juges de paix, sont autorisés à proclamer la Loi martiale, avant de faire agir la force. Ces deux Actes sont absolument distincts. La Loi Angloise ne permet pas que des Officiers de Justice se mêlent de cette fonction ; car, dit *Blackstone*, le Juge du délit, ne doit pas être l'exécuteur du jugement.

Digitized by Google

l'Assemblée Nationale. Celle-ci doit faire des lois, et non commander des Troupes. Ce seroit réunir deux pouvoirs dont l'union deviendroit dangereuse ; ce seroit usurper une prérogative qui n'appartient qu'à la puissance exécutive. Le serment des Troupes proposé entraînoit des inconvéniens, et devoit être conçu en d'autres termes.

M. *Frêteau* voulut lire les formules de serment pour les Troupes, et pour les Chefs des Corps ; mais les réclamations des Membres qui proposoient des amendemens, des modifications, l'interrompirent plusieurs fois.

M. *de Castellane* ne voyoit que la Constitution propre à ramener le calme.

M. *de Mirabeau* faisoit également marcher la Constitution avant le serment militaire, et craignoit le danger d'étendre en ce moment le pouvoir des Municipalités, la plupart organisées encore sur de mauvais principes.

Au travers de ce débat, M. *d'Esprémesnil*, absent depuis quelque temps, et que la voix publique avoit fait faussement voyager à Londres, a déclaré qu'il venoit vivre et mourir pour la patrie; que les papiers publics en avoient imposé à son sujet; que la Constitution militaire devoit être liée aux Lois politiques, etc. etc.

Déja l'on demandoit les voix, lorsque M. *Barnave* perça la rumeur, pour répéter que les Municipalités n'étoient point encore partout établies, qu'il falloit attendre leur institution; laisser ensuite aux Officiers municipaux le soin de ramener la paix, de rétablir la discipline militaire ; confier enfin l'autorité aux Tribunaux et aux Officiers qui ont le plus de confiance.

M. le Président proposa d'aller aux voix,

Digitized by Google

mais il fut interrompu par des réclamations et des débats très-tumultueux... Enfin il fut décidé à la majorité, que l'Arrêté qu'on venoit de discuter, seroit mis en délibération. MM. *Péthion de Villeneuve* et *Fréteau* en firent différentes lectures, interrompues par des projets de correction.

Ces contestations tumultueuses ont enfin cédé à l'adoption unanime du Décret & de la formule de serment, que nous rapporterons plus bas. Il a de même été décidé de joindre à l'envoi de l'un & de l'autre, l'Arrêté du 4, dont on a repris sur-le-champ la discussion, à commencer par l'article VII, qui stipule le rachat des Dîmes Ecclésiastiques, Laïques & inféodées.

Peu de Délibérations ont été plus orageuses & plus désordonnées. La question pure & simple offroit déja la matière d'une épineuse discussion : celle-ci a acquis une nouvelle gravité, lorsqu'elle a embrassé le caractère même de la propriété des biens du Clergé, en les considérant comme des *Fidéi-Commis* de la Nation à l'un des Ordres de l'État

M. *Merlin*, examinant d'abord la question du rachat, a recommandé la distinction des dîmes appartenantes à la Noblesse, des dîmes des Prélats, & de celles des Curés de campagne. Il pourroit être dangereux, a-t-il dit, de remettre aux usufruitiers actuels le capital des rachats : les Curés seroient peut-être trop, ou trop peu payés; mais les Administrations Provinciales devroient être chargées du Règlement de rachat, comme parfaitement propres à juger des proportions.

M. *Arnoux* a trouvé l'article insuffisant. La dîme est la plus onéreuse des charges publiques. Convertissez-la en redevances pécuniaires, vous la conservez en réalité, & le bienfait du rachat devient illusoire. Ce tribut n'est point un

Digitized by Google

droit foncier; jamais les terres qui le supportent, n'appartiennent au Clergé ; il fut plutôt un don gratuit, une Contribution permise par la Nation pour la subsistance du Clergé pastoral. La Nation est donc maîtresse de pourvoir de toute autre manière à l'entretien des Ecclésiastiques.

Un Curé a réclamé les termes de l'arrêté du 4, qui porte la conversion, & non l'anéantissement des dîmes Ecclésiastiques. A quel titre les distinguer des dîmes inféodées? Toutes sont des propriétés également sacrées. Un autre Curé, M. *François*, a objecté le tort que feroient aux pauvres la suppression des dîmes en nature, le découragement de ceux qui se destinent au Ministère sacré, &c.

M. l'Evêque de *Dijon* a présenté de nouvelles considérations, ainsi que M. l'Evêque de Langres. Malgré les clameurs d'une partie de l'Assemblée, ce dernier Prélat a gardé la Tribune jusqu'au développement complet de son avis. Il a traité de l'origine, des titres primitifs, des propriétés Ecclésiastiques, de leur parfaite conformité avec toutes autres possessions légitimes; mais c'est sans succès qu'il a allié l'érudition au raisonnement. Les opinions contraires étoient trop affermies, & M. *Chasset*, Député du Beaujolois, leur a prêté une nouvelle force. Ce Membre prenoit la parole pour la première fois, & a fait regretter qu'on ne l'eût pas entendu plutôt. Il a réfuté M. l'Evêque de Langres; & sans discuter l'origine des propriétés Ecclésiastiques, il les a définies. Les dîmes laïques, a-t-il dit, sont distinguées des dîmes du Clergé, par un caractère spécifique: les premières sont transmissibles, aliénables, commutables, & tels sont les droits de propriété; mais aucune de ces prérogatives n'appartient à des usufruitiers, n'appartient au Clergé, dont les dîmes ne peuvent changer de possesseurs

Digitized by Google

ni de nature. Je propose donc, a-t-il ajouté, que la dime Ecclésiastique soit perçue comme ci-devant, jusqu'à une époque déterminée, après laquelle l'Assemblée Nationale décrétera sa suppression & son remplacement.

M. *de Mirabeau* a ajouté à l'avis du Préopinant, que les fonctions des Curés comme celles des autres personnes publiques, devroient être *salariées* par l'Etat. Cette expression de *salariés* ayant révolté les Intéressés, l'Opinant les a consolés, en apprenant à l'Assemblée qu'il n'existoit que *trois manières d'exister dans le monde*, *mendiant*, *voleur* ou *salarié*. Quelques-uns ont trouvé ce trait lancé d'une voix forte, vraiment énergique, & sur-tout précise; d'autres l'ont jugé un modèle d'excellente plaisanterie; de troisièmes, apparemment propriétaires, réclamoient une place dans ce dénombrement : c'est au Public à concilier toutes ces opinions.

M. l'Evêque de *Perpignan* proposoit de suspendre la suppression, jusqu'à ce que les Provinces eussent fixé les secours à donner au Clergé, dont l'extrême pauvreté, dans plusieurs Diocèses, & dans le sien en particulier, alloit devenir l'indigence même. D'autres Députés se disputoient ensuite la parole, lorsque la discussion a été remise à l'après-dinée.

Du Lundi 10 *Aoust*, *Séance du soir.*

A l'ouverture, M. le Président a fait part à l'Assemblée d'une observation qui lui avoit été faite au sujet de ces mots : *Les quittances seront délivrées au Prêteur.*

Les Prêteurs pouvant se trouver dans les Provinces & dans l'Etranger, il est indispensable de livrer les quittances au *Porteur*.

Ce changement a été aussitôt admis.

Le débat sur le rachat des dimes, déjà si vif dans la matinée, a recommencé avec plus de cha-

Digitized by Google

leur & d'opiniâtreté. Comme il n'étoit question ici que de l'intérêt d'une Classe particulière de l'Etat, cette Classe devoit se défendre & être attaquée avec un égal échauffement.

Un Membre de la Noblesse a essayé d'abord de procurer du calme, en condamnant les applaudissemens quelconques, & plus encore les huées, outrageantes à ceux qui en sont l'objet, & indignes du caractère de l'Assemblée. L'approbation qu'on a donnée à cet avis, n'a pas empêché que cette Séance ne fût plus tumultueuse, peut-être, qu'on ne pourroit le concevoir d'un Congrès aussi auguste.

M. *Duport* a commencé par réfuter la maxime, que les biens du Clergé appartiennent à la Nation, & par s'opposer au rachat des dîmes, dont le mode entraîneroit une infinité de procès & d'injustices. Les dîmes, a-t-il dit, tirent leur origine des volontés de la Nation; il me paroît impossible de les racheter. On ne rachette point un impôt. D'ailleurs les difficultés locales & de détail s'y opposent. Il faut donc abolir la dîme, & la remplacer par des fonds consacrés à l'entretien du Clergé.

M. l'Evêque de *Rhodès*. » Je demande, comme indispensable, la conservation des biens Ecclésiastiques, & la conversion des dîmes en prestations pécuniaires. . . . . Votre Arrêté attaque, & tendroit à détruire la Religion même. La dîme est destinée à la subsistance du Prêtre. Elle existe depuis les premiers temps du Christianisme; elle a été confirmée par *Pepin* & *Charlemagne*. Il faut un culte divin; il faut des Prêtres; il faut aussi des fonds ou des rentes nécessaires à leur subsistance, à leurs retraites, à leur soulagement. Sans cela, les Paroisses se trouveront bientôt sans Pasteurs, les confessionaux sans Confesseurs, les

Digitized by Google

malades sans secours, les pauvres sans soulagement, les affligés sans consolations, &c. »

« L'énumération des dépenses du Clergé prouveroit l'énormité de la charge dont on grèveroit l'Etat, en supprimant les propriétés Ecclésiastiques. Le rachat des dîmes entraîneroit des inconvéniens sans nombre, & si l'on persistoit à le vouloir, il falloit, du moins, en remettre les fonds aux Communautés. »

M. l'Evêque de Rhodès ne put conserver la parole jusqu'à la fin, qu'au travers d'une opposition tumultueuse, qui le privoit de la liberté de se faire entendre. Le même sort, les mêmes clameurs, le même tapage, interrompirent, à plusieurs reprises, M. l'Abbé *Sieyes*, qui prit ensuite la parole, & qui, sans s'effrayer de cette violente manière de se donner raison, demanda plusieurs fois aux Opposans *s'il n'étoit permis de leur dire que des vérités agréables.* Voici le précis des argumens dont il fit usage, avec le sang-froid de la fermeté.

« Si la dîme est abolie sans indemnités, elle » reste à ceux qui la doivent, elle est enlevée à » ceux à qui elle est due. Une pareille spoliation » détruira-t-elle le droit de ces derniers ? Est-ce » au bien de l'Etat, au service public qu'on fait » ce sacrifice ? Non, c'est au Propriétaire, au » Débiteur qui refuse de payer sa dette. Ce refus » est un véritable vol, & le prétendu patriotisme » qui le consacre, est l'avarice déguisée. Dire que » la dîme n'est pas une propriété, c'est une plaisanterie *LÉONINE*. D'ailleurs, Messieurs, dans » la soirée du 4, vous avez déclaré la dîme *rachetable* : vous l'avez donc reconnue propriété » du Clergé ; si aujourd'hui vous en prononcez » l'abolition, vous faites un acte contradictoire, » vous commettez un faux. Observez, de plus, » que les Propriétaires actuels, payant la dîme,

Digitized by Google

» ont ache é leurs biens fonds au taux d'un re-
» venu, dont la dîme eſt néceſſairement déduite,
» & qu'ainſi vous leur faites un ſacrifice injuſte
» autant que gratuit, puiſqu'ils n'en ont jamais
» payé le prix. De pareils débats, & le tu-
» multe qui trouble les Séances depuis quelques
» jours, ſont un ſcandale prémédité. »

M. l'Abbé *de Monteſquiou* défendit de même les intérêts du Clergé. Les dîmes lui appartiennent, & la Nation ne peut les lui ravir; ce n'eſt pas d'elle qu'il les tient. Quand elle les auroit données, elle ne pourroit les reprendre, & ne le devroit pas. L'Orateur remonta à l'origine des dîmes, à leur conſécration depuis Charlemagne, à leur emploi juſqu'à nos temps; & de leur ancienneté comme de leurs confirmations par les Rois de France, il en induiſit leur légitimité.

Un Député de la Nobleſſe ramena les idées contraires. Le payement des Eccléſiaſtiques eſt levé, dit-il, ſur le quart du rapport des terres, diminution faite des dépenſes de culture. Cette coutume eſt barbare; elle doit ſon origine aux temps barbares; elle fait partie des vexations de la féodalité. C'eſt une ſource de haines, de diviſions, d'injuſtices. Elle ſe lève également ſur l'abondance & ſur la ſtérilité. Son abolition eſt donc une loi des plus ſages que vous puiſſiez décréter.

M. *Garat* cadet réfuta enſuite les Avocats du Clergé, par une longue diſſertation, qu'on ne voulut pas entendre, qui fut repouſſée comme diſcuſſion philoſophique, & qui n'étoit pas achevée, lorſque ce Député quitta la tribune. Il paroît qu'il s'étudia à prouver que la Société avoit préexiſté au Clergé & à tous les Corps; que ceux-ci étoient, dans l'État, maîtres de les détruire comme il les avoit créés: il répéta les argumens de M.

Digitized by Google

Chaſſet ſur la différence des propriétés Laïques & des propriétés Eccléſiaſtiques, &c.

La tribune n'étoit plus abordable, ſans encourir l'aſſaut des clameurs redoublées. On a paſſé aux voix par *aſſis* & *levé* ſur l'Arrêté du Comité. La majorité reſtant douteuſe, on a voulu recourir à l'appel, lire les divers Arrêtés propoſés par divers Opinans : mais le déſordre, les interruptions, le tumulte croiſſoient de minute en minute ; on quittoit ſes places pour ſe confondre au milieu de la ſalle, & l'Aſſemblée s'eſt diſperſée ſans prendre de réſolution.

Du Mardi 11 *Aout*. Un des Secrétaires s'eſt plaint de la Scène tumultueuſe de la veille ; après quoi, un Membre des Communes a fait une ſortie furieuſe contre le Clergé, à l'occaſion des dîmes ; & a traité toute récamation à ce Sujet, comme un attentat ſur les droits de la Nation. M. *Ricard de Seault*, Député de Toulon, a défendu les mêmes principes avec moins de colère, en diſant :

» On nous offre la liberté de racheter des dîmes, & on nous l'offre comme un ſacrifice ! Mais réfléchit-on ſur le ſiècle dans lequel nous vivons ? Comment entend-on que nous rachetions les dîmes ... en entier ? nous groſſiſſons les revenus du Clergé, & nous les mettons à l'abri des haſards des ſaiſons... En détail nous mettons le Clergé dans la néceſſité de tenir des regiſtres, qui, dans les ſiècles à venir, lui ſerviront d'armes contre nos deſcendans... Et que ſera devenue cette liberté après laquelle vous ſoupirez depuis tant de ſiècles ? Mais les droits de l'Égliſe ſont-ils plus ſacrés, doivent-ils être plus reſpectés que ceux de la Nobleſſe ? Et lorſque les repréſentans de cet Ordre ſe levoient la nuit du 4 avec tant d'enthouſiaſme, pour vous donner l'exemple d'une généroſité patriotique, lorſqu'il

Digitized by Google

orſqu'il concouroit avec vous à détruire l'hydre de la Féodalité, penſiez-vous qu'au lieu de ſacrifier à ſon tour, il cherchoit *à augmenter* ſa richeſſe & ſa puiſſance ſur les débris de votre Patrimoine ?

» *Vous ne tomberez pas dans ce piège.* La ſuppreſſion de la dîme eſt le ſeul moyen qui puiſſe remplir vos vues ; & cette ſuppreſſion, vous vous hâterez de la prononcer ; oui, vous abolirez cet impôt déſaſtreux ; vous délivrerez l'agriculture de ce fléau deſtructeur ; & en le remplaçant par un équivalent équitable & juſtement réparti, vous ferez ceſſer cette énorme diſproportion qui exiſte entre les revenus des Miniſtres des Autels...

» La Nobleſſe & *les Communes* ont fait des ſacrifices... Quel eſt donc celui du Clergé ? Compteroit-il l'abolition des Annates ? compteroit-il la défenſe de cumuler à l'avenir pluſieurs bénéfices ſur une même tête ? compteroit-il la renonciation que ces généreux Curés Congruiſtes de campagne, ont fait de leur caſuel ?...

» C'eſt trop héſiter : empreſſez-vous à proſcrire les dîmes, conformément au projet de M. *Châsset* ; ſinon, déclarez qu'il n'y a pas lieu de délibérer ; rejetez au loin cet article de l'Arrêté qu'il vous eſt ſi preſſant d'envoyer dans les Provinces ; ne ſouffrez pas qu'il ſouille la nuit du Patriotiſme François : annoncez au peuple ce que vous vouliez faire pour lui ; demandez-lui de nouveaux pouvoirs, ſi vous n'avez pas le courage de franchir les difficultés dont on veut vous environner, & attendez le Haut Clergé à la Conſtitution... Tout autre parti, je ne crains pas de le dire, eſt indigne de vous, & vous déshonoreroit, je ne dis pas ſeulement aux yeux de vos commettans, *mais de toute l'Europe qui vous contemple.*

Digitized by Google

Cependant, en prenant ce parti, n'oubliez pas les hommages que vous devez à ces Ecclésiastiques généreux qui viennent, par un arrêté digne d'eux, de remettre leurs dîmes entre les mains de la Nation : permettez moi de vous en faire lecture ; je m'applaudis trop d'être l'organe de ces vertueux pasteurs, qui sont MM. *Brousse*, de Thionville ; *Massieu*, de Sergé ; *Lesse*, de Saint-Aubin ; *Dillon*, Curé de Pouzanges ; *David*, Curé de Lormaison ; *Gassendi*, Curé de Barras, & plusieurs autres.

A ces mots, on a vu se renouveler la scène du 4, les Curés courant au Bureau signer leurs renonciations. M. l'Abbé *du Plaquet*, Député des Communes de Saint-Quentin, s'est démis d'un Prieuré, en disant que, malgré l'éloquence énumérative de M. *de Mirabeau*, il étoit trop âgé pour gagner son salaire, trop honnête homme pour voler, & que ses services passés devoient le mettre à l'abri de la mendicité.

Les applaudissemens fendoient les voûtes de la salle, & privoient de la parole M. l'Archevêque de Paris, qui attendoit dans la tribune l'instant de pouvoir se faire entendre.

Nos Collègues, s'est-il écrié, n'ont fait que devancer le sacrifice que nous offrions tous à la patrie : nous remettons dans les mains de la Nation toutes les dîmes Ecclésiastiques, & nous nous confions entièrement en sa sagesse. Que l'Evangile soit annoncé, que le culte divin ne perde rien de sa décence, que les pauvres soient soulagés. Voilà l'objet de nos vœux, le but & la fin de notre ministère ; & nous espérons trouver dans vos lumières des secours nécessaires pour des objets aussi importans.

A peine les battemens de mains ont-ils permis à M. le Cardinal *de la Rochefoucault* de dire que la déclaration unanime du Clergé effaçoit toutes

Digitized by Google

les signatures, & en tenoit lieu. M. l'Evêque de Perpignan a exprimé les mêmes sentimens, en écartant les signatures particulières : le Clergé en Corps s'offroit en sacrifice ; sacrifice dont l'absence, la maladie, ou des mandats impératifs pouvoient priver quelques-uns des Ecclésiastiques Députés.

Un des Opinans vouloit déchirer les signatures ; M. le Président se rendoit également à une déclaration commune, tandis que M. *Barnave* péroroit pour une Délibération, pour un Arrêté. M. *Camus* insistoit sur le même avis : dix voix s'élevoient & étoient étouffées par le bruit général ; enfin M. l'Evêque d'*Autun* a demandé l'Arrêté de M. *Chasset*, avec adoption unanime. Chacun proposoit une clause additionnelle ou explicative ; M. *Lanjuinais* rappeloit toutes les dîmes quelconques appartenantes aux Gens de main-morte ; M. *Camus*, celles abandonnées aux Décimateurs inféodés, dans le cas d'option de la portion congrue ; M. l'Evêque de *Clermont* supplioit qu'on se souvînt de laisser subsister les dîmes jusqu'au nouveau régime qui en tiendroit lieu. M. *de Grosbois*, qu'on fît attention aux Hôpitaux, possesseurs de dîmes Ecclésiastiques : celles de l'Ordre de Malte ont eu leur tour, & ont participé à la suppression commune, après des débats irréguliers & peu écoutés.

M. *Fréteau* a commencé la lecture d'une nouvelle rédaction de l'Article ; lecture interrompue par de nouvelles observations. Un Prélat a averti l'Assemblée que plusieurs maisons Religieuses ne subsistoient que des dîmes, & que leur sort méritoit une considération. Un autre Evêque a prévu qu'à la première connoissance de l'Arrêté, les Paysans refuseroient de payer les dîmes cette année. Ce n'est qu'à la suite de nombre d'objections pareilles, que le Secrétaire-Lecteur a obtenu si-

Digitized by Google

lence, qu'on a été aux voix, & que l'article a passé à leur unanimité, sauf celle de M. l'Abbé *Sieyes* qui a eu le courage de persister, & d'un Député de la Noblesse. (On le trouvera plus bas.)

L'Article VIII de l'Arrêté du 4, concernant le *rachat des rentes foncières*, &c. a été remis en Délibération. Un Membre des Communes vouloit une exception en faveur des rentes *Convenancières*, d'usage en Bretagne & dans quelques autres Coutumes: MM. *Lanjuinais*, *Coroller* & *Bouche*, ont rejeté ces égards aux *us* barbares de différentes Provinces, & réclamé une redemption générale. Plusieurs avis décousus ou épisodiques ont retardé la résolution presque unanime, qu'on a enfin arrêtée te le qu'on la lira plus bas.

Dans le cours de la discussion, M. le Prince *de Broglie* a informé l'Assemblée, qu'en Alsace les Bas-Officiers & Soldats avoient refusé d'obéir à leurs Supérieurs, insulté leurs Commandans, enfoncé les prisons. Il importe, a-t-il ajouté, d'envoyer sans délai dans les Provinces l'Arrêté de hier, & de supplier le Roi d'accorder une Amnistie aux Soldats qui, dans un délai fixé, rejoindroient leurs drapeaux.

On a ensuite discuté la rédaction de l'Article qui porte suppression de la vénalité des Charges, & la justice gratuitement rendue. Quelques Magistrats ou Officiers de Justices, entr'autres M. *Boeri* & *Salé de Choux*, ont renoncé aux droits de leurs Charges, & invité leurs Confrères à les imiter.

M. le Vicomte *de Mirabeau*, Député Noble du Limousin, a étendu le but de l'Arrêté, en disant:

» Depuis long-temps nous sommes persuadés » que la justice est impayable. Mais ce n'est pas » le tout de la rendre gratuite; il faut envelop- » per encore les frais ruineux, les vexations de

Digitized by Google

» tout genre qu'entraîne la chicane. Vous manqueriez ce but, si vous ne vous occupiez de réprimer ou d'anéantir tous ces Agens subalternes de la Justice, ces Vampires des Villes & des Campagnes, ce cortège dévorant d'Avocats, de Procureurs, d'Huissiers, de Sergens, de Greffiers, dont les manœuvres ont fait imaginer le tableau d'un homme nu parce qu'il a perdu son procès, & d'un homme en chemise parce qu'il a gagné le sien. »

» Permettez à tout homme de plaider sa cause, » sans être obligé de recourir à ces intermédiaires » dévorans. Défendez à ces brigands de s'établir » dans les campagnes; ils en sont l'impôt le plus » destructeur. »

M. *Target* a adouci l'âpre vérité de cette peinture, sans disconvenir de sa justesse : Mais les réformes demandées, a-t-il dit, doivent être remises à un autre temps. Aujourd'hui, il faut rendre aux Tribunaux leurs pouvoirs, & ne pas s'occuper d'en changer la nature; le zèle a ses bornes.

M. le Duc *de la Rochefoucault* a exposé qu'on ne pouvoit en ce moment s'occuper du remboursement des Charges, ni d'un nouveau Code. On se borneroit à déclarer la suppression de la vénalité, l'appointement des Juges payés comme les Officiers Militaires, & leur élection par les Justiciables.

M. *d'André*, persuadé d'ailleurs que son Parlement, celui d'Aix, rendroit gratuitement la justice, a objecté que les Justices inférieures pourroient difficilement faire le sacrifice de leurs Charges. *Il est fait*, a crié un Député. Ce cri n'a pas prévenu de nouvelles objections de l'Opinant Provençal, qui a cité le Lieutenant de l'Amirauté de Marseille, dont la Charge coûtoit cent mille écus, & n'en rapportoit pas mille. Il a fini

Digitized by Google

par solliciter le rembourſement, avant la ſuppreſſion des épices.

Après nombre de fluctuations ſur la forme dans laquelle ſeroit rédigé l'Arrêté, il a paſſé, comme on le verra dans l'inſtant.

La ſuppreſſion du caſuel des Curés de campagne a paſſé enſuite en revue. Occaſionnellement, M. l'Evêque d'Agen a propoſé de porter à 1,500 l. le revenu des Curés de campagne, à 2,400 l. celui des Curés des Villes, & à 800 liv. les honoraires des Vicaires. On n'a point délibéré ſur cet avis; mais l'article du Règlement ſur le caſuel n'a pas ſouffert d'oppoſitions.

Du Mardi 13 *Août. Séance du ſoir.* Elle a terminé la rédaction de l'Arrêté du 4, & la conſommation des ſacrifices. Lorſqu'il a été queſtion des Annates, M. *Camus* a prononcé un ſavant diſcours ſur cette matière, épuiſée depuis long-temps. Un Député a objecté, cependant, les conſidérations commerciales, les priviléges, dont le trafic national jouiſſoit dans les Etats du Pape; l'importance de ce commerce pour le Languedoc, Marſeille & Lyon; la rivalité des Anglois qui nous ſupplanteront. « Ce ſont-là des vues mercantiles & fauſſes, » a prétendu M. *Camus*; & l'avis de ce Juriſconſulte a paſſé en loi.

Le chapitre des penſions, graces, appointemens, étoit d'une toute autre importance que les Annates; on s'eſt contenté de l'effleurer, en propoſant quelques additions, ſur leſquelles il n'a rien été ſtatué, l'article du Règlement ayant été admis dans ſa forme primitive.

Voici maintenant cet Arrêté qui décide du ſort de tant de familles, & qu'en d'autres temps, dix ans de délibérations euſſent à peine effectué, même avec l'intention ſincère d'opérer de ſi grandes réformes.

Digitized by Google

Articles arrêtés, rédigés et décrétés dans les Séances des 4, 6, 7, 8 et 11 Août 1789.

ART. I. L'Assemblée Nationale détruit entièrement le régime féodal. Elle décrète que, dans les droits et devoirs tant féodaux que censuels, ceux qui tiennent à la main-morte réelle ou personnelle, et à la servitude personnelle, et ceux qui les représentent, sont abolis sans indemnité; tous les autres sont déclarés rachetables; et le prix et le mode du rachat seront fixés par l'Assemblée Nationale. Ceux desdits droits qui ne sont point supprimés par ce Décret, continueront néanmoins à être perçus jusqu'au remboursement.

II. Le droit exclusif des fuies et colombiers est aboli.

Les pigeons seront enfermés aux époques fixées par les Communautés; durant ce temps, ils seront regardés comme gibier, et chacun aura le droit de les tuer sur son terrain.

III. Le droit exclusif de la chasse et des garennes ouvertes est pareillement aboli, et tout Propriétaire a le droit de détruire et faire détruire, seulement sur ses possessions, toute espéce de gibier, sauf à se conformer aux Lois de Police qui pourront être faites relativement à la sûreté publique.

Toute Capitainerie, même royale, et toute réserve de chasse, sous quelque dénomination que ce soit, sont pareillement abolies; et il sera pourvu, par des moyens compatibles avec le respect dû aux propriétés et à la liberté, à la conservation des plaisirs personnels du Roi.

M. le Président sera chargé de demander

Digitized by Google

au Roi le rappel des Galériens et des Bannis pour simple fait de chasse, l'élargissement des Prisonniers actuellement détenus, et l'abolition des procédures existantes à cet égard.

IV. Toutes les Justices Seigneuriales sont supprimées sans aucune indemnité, et néanmoins les Officiers de ces Justices continueront leurs fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par l'Assemblée Nationale à l'établissement d'un nouvel ordre judiciaire.

V. Les Dîmes de toute nature, et les redevances qui en tiennent lieu, sous quelque dénomination qu'elles soient connues et perçues, même par abonnement, *possédées par les Corps séculiers et réguliers*, par les Bénéficiers, les Fabriques, et tous gens de mainmorte, même par l'Ordre de Malthe, et autres Ordres Religieux et Militaires, même celles qui auroient été abandonnées à des laïques, en remplacement et pour option de portions congrues, sont abolies, sauf à aviser aux moyens de subvenir d'une autre manière, à la dépense du Culte Divin, à l'entretien des Ministres des Autels, au soulagement des Pauvres, aux réparations et reconstructions des Eglises et Presbytères, et à tous les Etablissemens, Séminaires, Ecoles, Colléges, Hôpitaux, Communautés, et autres; à l'entretien desquels elles sont actuellement affectées.

Et cependant, jusqu'à ce qu'il y ait été pourvu, et que les anciens Possesseurs soient entrés en jouissance de leur remplacement, l'Assemblée Nationale *ordonne* que lesdites Dîmes continueront d'être perçues suivant les Lois et en la manière accoutumée.

Quant aux autres Dîmes, de quelque nature qu'elles soient, elles seront rachetables

Digitized by Google

de la manière qui sera réglée par l'Assemblée; et jusqu'au Règlement à faire à ce sujet, l'Assemblée Nationale ordonne que la perception en sera aussi continuée.

VI. Toutes les rentes foncières perpétuelles, soit en nature, soit en argent, de quelque espèce qu'elles soient, quelle que soit leur origine, à quelques personnes qu'elles soient dues, Gens de main-morte, Domaines, Apanagistes, Ordre de Malthe, seront rachetables; les champarts de toute espèce, et sous toutes dénominations, le seront pareillement, au taux qui sera fixé par l'Assemblée. Defenses seront faites de plus à l'avenir créer aucune redevance non-remboursable.

VII. La vénalité des Offices de Judicature et de Municipalité est supprimée dès cet instant. La justice sera rendue gratuitement; et néanmoins les Officiers pourvus de ces Offices, continueront d'exercer leurs fonctions, et d'en percevoir les émolumens; jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par l'Assemblée, aux moyens de leur procurer leur remboursement.

VIII. Les droits casuels des Curés de campagnes sont supprimés, et cesseront d'être payés aussitôt qu'il aura été pourvu à l'augmentation des portions congrues, et à la pension des Vicaires; et il sera fait un Règlement pour fixer le sort des Curés des villes.

IX. Les Privileges pécuniaires, personnels ou réels, en matière de subsides, sont abolis à jamais. La perception se fera sur tous les Citoyens et sur tous les biens, de la même maniere et dans la même forme; et il va être avisé aux moyens d'effectuer le paiement proportionnel de toutes les contributions, même

Digitized by Google

pour les six derniers mois de l'année d'imposition courante.

X. Une Constitution Nationale et la liberté publique étant plus avantageuses aux provinces que les priviléges dont quelques-unes jouissoient, et dont le sacrifice est nécessaire à l'union intime de toutes les parties de l'Empire, il est déclaré que tous les priviléges particuliers des Provinces, Principautés, Pays, Cantons, Villes et Communautés d'Habitans, soit pécuniaires, soit de toute autre nature, sont abolis sans retour, et demeureront confondus dans le droit commun de tous les François.

XI. Tous les Citoyens, sans distinction de naissance, pourront être admis à tous les emplois et dignités Ecclésiastiques, Civils et Militaires, et nulle profession utile n'emportera dérogeance.

XII A l'avenir il ne sera envoyé en Cour de Rome, en la Vice-Légation d'Avignon, en la Nonciature de Lucerne, aucuns deniers pour Annates, ou pour quelque autre cause que ce soit; mais les Diocésains s'adresseront à leurs Evêques pour toutes les provisions de bénéfices et dispenses, lesquelles seront accordées gratuitement, nonobstant toutes réserves, expectatives et partages de mois, toutes les Eglises de France devant jouir de la même liberté.

XIII. Les déports, droits de cote-morte, dépouilles, *vacat*, droits censaux, deniers de S. Pierre, et autres de même genre, établis en faveur des Evêques, Archidiacres, Archiprêtres, Chapitres, Curés primitifs, et tous autres, sous quelque nom que ce soit, sont abolis; sauf à pourvoir, ainsi qu'il appartiendra, à la dotation des Archidiaconés et des

Digitized by Google

Archiprêtrés qui ne seroient pas suffisamment dotés.

XIV. La pluralité des bénéfices n'aura plus lieu à l'avenir, lorsque les revenus du bénéfice ou des bénéfices dont on sera titulaire, excéderont la somme de trois mille liv. Il ne sera pas permis non plus de posséder plusieurs pensions sur bénéfices, ou une pension et un bénéfice, si le produit des objets de ce genre que l'on possède déja, excède la même somme de trois mille liv.

XV. Sur le compte qui sera rendu à l'Assemblée Nationale de l'état des pensions, graces et traitemens, elle s'occupera, de concert avec le Roi, de la suppression de celles qui n'auroient pas été méritées, et de la réduction de celles qui seroient excessives; sauf à déterminer pour l'avenir une somme dont le Roi pourra disposer pour cet objet.

XVI. L'Assemblée Nationale décrète qu'en mémoire des grandes et importantes Délibérations qui viennent d'être prises pour le bonheur de la France, une médaille sera frappée, et qu'il sera chanté en action de graces un *Te Deum* dans toutes les Paroisses et Eglises du Royaume.

XVII. L'Assemblée Nationale proclame solennellement le Roi Louis XVI *Restaurateur de la Liberté Françoise.*

XVIII. L'Assemblée Nationale se rendra en corps auprès du Roi, pour présenter à Sa Majesté l'Arrêté qu'elle vient de prendre, lui porter l'hommage de sa plus respectueuse reconnoissance, et la supplier de permettre que le *Te Deum* soit chanté dans sa Chapelle, et d'y assister elle-même.

XIX. L'Assemblée Nationale s'occupera, immédiatement après la Constitution, de la

Digitized by Google

rédaction des Lois nécessaires pour le développement des principes qu'elle a fixés par le présent Arrêté ; qui sera incessamment envoyé par MM. les Députés dans toutes les Provinces, avec le Décret du 10 de ce mois, pour y être imprimé, publié, même au Prône des Paroisses, et affiché par-tout où besoin sera.

Signé LE CHAPELIER, *Président ;* l'Abbé SYEYES, le Comte DE LALLY-TOLENDAL, FRETEAU, PÉTHION DE VILLENEUVE, l'Abbé DE MONTESQUIOU, EMMERY, *Secrétaires.*

Le même jour, l'Assemblée a finalement rendu la proclamation suivante, sauve-garde dernière des propriétés & des personnes.

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Nationale, du 10 août 1789.

L'Assemblée Nationale, considérant que les ennemis de la Nation ayant perdu l'espoir d'empêcher, par la violence du Despotisme, la régénération publique et l'établissement de la liberté, paroissent avoir conçu le projet criminel de ramener au même but par la voie du désordre et de l'anarchie ; qu'entre autres moyens, ils ont, à la même époque, et presque le même jour, fait semer de fausses alarmes dans les différentes Provinces du Royaume, et qu'en annonçant des incursions et des brigandages qui n'existoient pas, ils ont donné lieu à des excès et des crimes qui attaquent également les biens et les personnes, et qui, troublant l'ordre universel de la Société, méritent les peines les plus sévères ; que ces hommes ont porté l'audace jusqu'à répandre de faux ordres, et même

Digitized by Google

de faux Edits du Roi, qui ont armé une portion de la Nation contre l'autre, dans le moment même où l'Assemblée Nationale portoit les Décrets les plus favorables à l'intérêt du Peuple ; »

« Considérant que, dans l'effervescence générale, les propriétés les plus sacrées, et les moissons mêmes, seul espoir du Peuple dans ces temps de disette, n'ont pas été respectées ; »

« Considérant enfin que l'union de toutes les forces, l'influence de tous les pouvoirs, l'action de tous les moyens, et le zèle de tous bons Citoyens, doivent concourir à réprimer de pareils désordres : »

« Arrête et décrète, »

« Que toutes les Municipalités du royaume, tant dans les villes que dans les campagnes, veilleront au maintien de la tranquillité publique ; et que sur leur simple requisition, les Milices Nationales, ainsi que les Marechaussees, seront assistées des troupes, à l'effet de poursuivre et d'arrêter les perturbateurs du repos public, de quelqu'état qu'ils puissent être ; »

« Que les personnes arrêtées seront remises aux Tribunaux de justice, et interrogées incontinent ; et que le procès leur sera fait, mais qu'il sera sursis au jugement et à l'exécution à l'égard de ceux qui seront prévenus d'être les auteurs de fausses alarmes et les instigateurs des pillages et violences, soit sur les biens, soit sur les personnes ; et que cependant copies des informations, des interrogatoires et autres procédures, seront successivement adressées à l'Assemblée Nationale, afin que, sur l'examen et la comparaison des preuves rassemblées des différens lieux du Royaume, elle puisse remonter à

Digitized by Google

la source des désordres, et pourvoir à ce que les chefs de ces complots soient soumis à des peines exemplaires qui répriment efficacement de pareils attentats; »

« Que tous attroupemens séditieux, soit dans les villes, soit dans les campagnes, même sous prétexte de chasse, seront incontinent dissipés par les Milices Nationales, les Maréchaussées et les Troupes, sur la simple requisition des Municipalités: »

« Que dans les villes, et Municipalités des campagnes, ainsi que dans chaque District des grandes villes, il sera dressé un rôle des hommes sans aveu, sans métier ni profession, et sans domicile constant, lesquels seront désarmés, et que les Milices Nationales, les Maréchaussées et les Troupes veilleront particulièrement sur leur conduite; »

« Que toutes ces Milices Nationales prêteront serment entre les mains de leur Commandant, de bien et fidèlement servir pour le maintien de la paix, pour la défense des Citoyens, et contre les perturbateurs du repos public; et que toutes les Troupes, savoir, les Officiers de tout grade, et Soldats, prêteront serment à la Nation, et au Roi, chef de la Nation, avec la solennité la plus auguste; »

« Que les Soldats jureront, en présence du Régiment entier sous les armes, de ne jamais abandonner leurs Drapeaux, d'être fidèles à la Nation, au Roi et à la Loi, et de se conformer aux règles de la discipline militaire; »

« Que les Officiers jureront, ès mains des Officiers Municipaux, en présence de leurs Troupes, de rester fidèles à la Nation, au Roi et à la Loi, et de ne jamais employer ceux qui seront sous leurs ordres, contre

Digitized by Google

les Citoyens, si ce n'est sur la requisition des Officiers Civils et Municipaux, laquelle requisition sera toujours lue aux Troupes assemblées ; »

« Que les Curés des villes et des campagnes feront lecture du présent Arrêté à leurs Paroissiens réunis dans l'Eglise, et qu'ils emploieront, avec tout le zèle dont ils ont constamment donné des preuves, l'influence de leur Ministère, pour rétablir la paix et la tranquillité publiques, et pour ramener tous les Citoyens à l'ordre et à l'obéissance qu'ils doivent aux autorités légitimes. »

« SA MAJESTÉ sera suppliée de donner les ordres nécessaires pour la pleine et entière exécution de ce Décret, lequel sera adressé à toutes les Villes, Municipalités et Paroisses du royaume, ainsi qu'à tous les Tribunaux, pour y être lu, publié, affiché, et inscrit dans les registres. »

Du Mercredi 12 *Aout.* M. le Président avertit l'Assemblée qu'il seroit admis vers les deux heures et demie, à l'audience de Sa Majesté, & convoqua le Comité de rédaction, pour s'occuper d'une adresse au Roi, qui seroit remise à l'Assemblée avant qu'elle se séparât.

On décida à la pluralité, que la Députation prendroit le grand costume. Lecture & correction du Procès-verbal du 4.

M. *de Custine*, Député de Metz, dit, que lié par des Mandats impératifs, il ne pouvoit acquiescer à une renonciation totale des droits de sa Province sur le reculement des barrières; mais qu'il demanderoit l'autorisation de ses Commettans.

M. *de Gaillon*, Député de Mantes, proposa la suppression du droit d'aîneſſe, source continuelle de divisions & de jalousies dans les familles.... Les

Digitized by Google

applaudissemens n'empêchèrent pas qu'on ne regardât la question comme trop prématurée ; aussi fut-elle renvoyée à un autre temps.

» Messieurs, s'écria alors M. *de Mirabeau*, nous devons regarder comme un retard à la Constitution, toute excursion étrangère à ce grand objet. Je demande que toute épisode soit interdite, & que nous nous occupions incessamment de ce travail, dont l'exécution devient de jour en jour plus instante.

M. le Duc *de Liancourt* demanda la permission de représenter un avis essentiel, que le Comité des finances le chargeoit de communiquer à l'Assemblée. Un grand nombre de Députés demandoient qu'il fût pourvu à leur traitement pécuniaire. Les Commettans devoient le fournir, & l'Assemblée en déterminer la valeur. Mais comme ces payemens nécessitoient des avances ou des emprunts, il proposoit un Comité pour y parvenir.

M. *Chasset* revint à l'exécution de l'arrêté du 4, qui, sans des lois de détail, devient droit inutile.

Il proposa premièrement, un Comité pour préparer le travail des affaires concernant le Clergé, lequel Comité donneroit à l'Assemblée tous les éclaircissemens nécessaires, & l'instruiroit du rapport exact des Dîmes, du nombre des Pasteurs, Communautés, &c.

Deuxièmement, un Comité qui s'assureroit du nombre des Charges de judicature, de leurs valeurs anciennes & actuelles, pour effectuer leur rachat & remboursement, qui prépareroit aussi les Règlemens sur les Cens, les rentes foncières & la liquidation de Droits féodaux.

Un troisième Comité, pour les Règlemens des Chasses & des Colombiers ; & un quatrième détaché du Comité des finances, pour la vérification des pensions graces & traitemens.

Enfin un Comité des finances, qui s'occupât

Digitized by Google

des moyens généraux d'une répartition égale des Impôts pour les six derniers mois de l'Année.

M. *Duplessis*, Député de Nantes, a ajouté à cette Motion, un article sur la nécessité de répondre aux engagemens de la Nation, synallagmatiques envers le Clergé. En prenant les biens du Clergé, dit-il, on doit aussi se charger de ses dettes. Il seroit donc convenable de former un Comité pour les vérifier, & prendre un état exact des revenus des Bénéfices, des biens des Communautés, sur-tout de celles dont la suppression pouvoit être utile à l'Etat.

Un Député de la Noblesse ramena l'Assemblée à l'objet de la Constitution.

M. *Demeunier* proposa de ne point discuter séparément chaque article, mais de nommer un Comité de six personnes pour rédiger une Déclaration des Droits de l'homme, d'après les différens projets qui avoient été proposés, & de soumettre cette Rédaction, lundi prochain, à la discussion de l'Assemblée Nationale... Les Membres qui composeroient ce Comité, ne pourroient être choisis parmi ceux qui ont été chargés du travail de la Constitution, non plus que parmi ceux qui ont présenté des projets.

Un Député de la Noblesse proposa, au contraire, de rassembler tous ceux qui avoient donné des projets. Leurs propositions, dit-il, étant presque toutes conformes, elles seroient rédigées sans difficultés; s'ils différoient entre eux, l'Assemblée jugeroit.

Cet avis fut rejeté, & la motion précédente admise à l'unanimité.

On assure qu'à ces mots, *porter aux pieds de S. M.* il s'éleva un cri de *point de pieds, point de pieds*; & que l'expression, l'*Assemblée enivrée de joie*, arracha à un Député de Provence l'observation que, l'*Assemblée n'étoit ni ivre ni enivrée.* Le Rédacteur

Digitized by Google

n'étoit pas témoin de ces corrections, & n'en garantit pas la certitude.

M *Target* fit ensuite la lecture de l'Adresse au Roi ; après quoi un Membre des Communes proposa de mettre sous les yeux de l'Assemblée la liste des pouvoirs vérifiés.

A cette occasion, M. *Lawye*, Député de Belfort, représenta les troubles qui agitoient la Province d'Alsace ; fit sentir combien il étoit dangereux que M. l'Evêque de Lyda y retournât, au cas que son élection fût déclarée illégale, & pria l'Assemblée de différer ce jugement.

M. de *Lyda* lui en témoigna sa reconnoissance, & après avoir fait quelques réflexions sur la validité de son élection, témoigna à l'Assemblée la droiture de ses intentions, jusqu'ici contrariées par des mandats impératifs.

M. le Président mit alors aux voix l'Arrêté proposé par M. *Chasset*, portant l'établissement de quatre Comités. Il fut admis unanimement ; ainsi que l'élection d'un nouveau Comité de rédaction.

Un Curé proposa de faire témoigner aux nouveaux Ministres, par l'organe du Président, la satisfaction de l'Assemblée sur le choix de Sa Majesté.

Cette démarche ne parut point convenir à la dignité de l'Assemblée

Du Jeudi 13 *AOUT*, *Séance du matin.*

M. le Président a instruit l'Assemblée qu'il avoit eu l'honneur de présenter hier au soir à Sa Majesté, les deux Arrêtés, savoir, celui de l'Emprunt, & celui portant suppression des priviléges des Corps & Provinces. Sa Majesté avoit fixé l'heure de midi pour recevoir l'Assemblée Nationale, & ensuite assister à la célébration d'un *Te Deum*.

Il a ensuite rapporté qu'une Compagnie de

Digitized by Google

Milice Bourgeoise de Sèvres avoit arrêté & escorté jusqu'à Versailles, deux voitures de foin, dans une desquelles on avoit trouvé un paquet de lettres couvertes de toile cirée; & qu'il l'avoit ouvert, en présence de M. *de Villequier* & d'un autre Député. Ce paquet contenoit des imprimés relatifs à une maison de Charité, instituée par M. l'Evêque de Beauvais; une lettre à ce Prélat, & trois autres pour son Grand-Vicaire, son Secrétaire & son Valet-de-Chambre; que ces lettres avoient été mises à l'abri de la pluie dans ce foin, envoyé aux écuries de M. *de Beauvais*; qu'enfin ne pouvant paroître suspectes, il les lui avoit remises.

Cette capture inquisitoriale de la Milice de Sèves, ayant sur-le-champ donné lieu à cent rumeurs extravagantes, M. l'Evêque de *Saintes* témoigna les craintes que lui inspiroient les soupçons qui s'étoient aussi répandus dans Versailles à cet égard. Il pria l'Assemblée d'autoriser le Président à faire publier le Procès-verbal qu'il avoit dressé à l'ouverture du paquet. L'Assemblée n'hésita pas à déférer à la justice de cette demande.

M. *Fréteau* indiqua les Membres dont les pouvoirs avoient été jugés légitimes, & annonça de nouvelles Villes & Communautés, qui avoient adressé à l'Assemblée leur tribut de respect & de reconnoissance, & leur adhésion à ses Arrêtés.

Un Membre du Comité de Rapport détailla les motifs de Réclamation d'un Procureur du Roi du Bailliage de Falaise, contre le Parlement de Rouen. Ce Citoyen, élu Commissaire aux Elections de son Bailliage, inséra dans les cahiers, des principes contraires à ceux du Parlement de sa Province. Cette Cour étendant son autorité jusque sur les opinions, déposa le Procureur, le fit décréter & poursuivre à rigueur.

Digitized by Google

Le Rapporteur de cette plainte proposa que les poursuites du Parlement de Rouen fussent déclarées attentatoires à la Liberté nationale; qu'on lui fit sentir qu'il n'avoit point le droit de restreindre la liberté des opinions; & qu'on le condamnât à une indemnité envers le Procureur.

Divers avis furent présentés à ce sujet. Un Membre de la Noblesse vouloit que l'Assemblée fît rendre compte aux Tribunaux qui auroient abusé de leur autorité, & qu'elle se nantît du jugement de cette affaire.

M. le Duc *de Mortemart* s'y opposa, par la raison que l'Assemblée étoit un Corps législatif, & non judiciaire: elle ne pouvoit, sans le plus grand danger, s'ingérer à rendre ou à réformer des jugemens.

M. *Target* réclamoit un Mémoire expositif des motifs de la conduite de l'Accusé, avec toutes les pièces de la Procédure.

M. *Garat* l'aîné soutint que, en cas de reproches contre un Tribunal, c'étoit à la Nation à en juger. J'ajouterai, dit-il, qu'il est essentiel à l'Assemblée d'ordonner que tous les Membres qui auroient des plaintes contre les Tribunaux, expriment les délits qui les ont occasionnés. En cette occasion, l'on doit nommer un Comité informateur, & créer au plus tôt le Tribunal qui juge les crimes de cette nature.

L'avis du Comité de *rapport*, étoit de faire écrire par le Président, à M. le Garde-des-Sceaux, pour le prier de fournir à l'Assemblée toutes les pièces de la procédure; ce qui fut agréé unanimement.

M. *Grellet de Beauregard* lut à l'Assemblée les réclamations du Bailliage de Chauni, qui demandoit à députer immédiatement à l'Assemblée Nationale, comme formant une population de 69,400 ames, de 140 Ecclésiastiques, & 80 Gen-

Digitized by Google

tilshommes poſſédan. fiefs. On adopta l'avis du Comité, de refuſer cette demande.

M. le Comte *de Virieux* releva une erreur dans la formule du ſerment pour les Chefs des Troupes; ſerment qui ne devoit pas être fait *ès mains* des Officiers municipaux, ce qui indiqueroit une ſubordination. Il falloit ſubſtituer à ce mot, celui *en préſence* des Officiers municipaux.

M. *de Mirabeau* ſoutint cette obſervation. Cette formule, dit-il, n'eſt pas plus pure en principes, qu'heureuſe en rédaction. Les *rites* de la conduite militaire ne doivent jamais paſſer à l'entière ſubordination du Civil.... Les Municipalités ſont un Corps monſtrueux. Je connois l'ariſtocratie miniſtérielle, l'ariſtocratie parlementaire, l'ariſtocratie eccléſiaſtique; mais je n'en connois pas de plus cruelle que l'ariſtocratie municipale. J'appartiens à une province, dont le Chef de la Municipalité a le premier fait verſer le ſang des Citoyens, & eſt peut-être le ſeul auteur des troubles qui l'agitent.

La direction des forces militaires appartient néceſſairement au pouvoir exécutif.... Mais il eſt des rapports eſſentiels à fixer entre la Conſtitution militaire & la Conſtitution nationale. Ils ſont indiſpenſablement de notre Juriſdiction. La queſtion ſeroit prématurée en ce moment-ci; mais j'adhère à la correction propoſée par le Préopinant.

Telle fut auſſi l'opinion de l'Aſſemblée.

M. le Préſident mit aux voix, ſi l'on feroit une nouvelle édition de l'Arrêté, ou ſi l'on y joindroit ſeulement une feuille corrective. Après quelques débats, ce dernier avis fut adopté.

Il étoit midi. On leva la Séance pour aller préſenter au Roi les Arrêtés de l'Aſſemblée, & aſſiſter à un *Te Deum* dans la Chapelle de Sa Majeſté.

Digitized by Google

DISCOURS de M. le Président au Roi.

» SIRE, »

» L'Assemblée Nationale apporte à Votre Majesté une offrande vraiment digne de votre cœur : c'est un Monument élevé par le patriotisme & la générosité de tous les Citoyens. Les priviléges, les droits particuliers, les distinctions nuisibles au bien public ont disparu. Provinces, Villes, Ecclésiastiques, Nobles, Citoyens des Communes, tous ont fait éclater, comme à l'envi, le dévouement le plus mémorable ; tous ont abandonné leurs antiques usages avec plus de joie que la vanité n'avoit jamais mis d'ardeur à les réclamer. Vous ne voyez devant vous, Sire, que des François soumis aux mêmes Lois, gouvernés par les mêmes principes, pénétrés des mêmes sentimens, & prêts à donner leur vie pour les intérêts de la Nation & de son Roi. Comment cet esprit si noble & si pur n'auroit-il pas été ranimé encore par l'expression de votre confiance, par la touchante promesse de cette constante & amicale harmonie, dont jusqu'à présent peu de Rois avoient assuré leurs Sujets, & dont Votre Majesté a senti que les François étoient dignes. »

» Votre choix, Sire, offre à la Nation des Ministres qu'elle vous eût présentés elle-même. C'est parmi les Dépositaires des intérêts publics, que vous choisissez les Dépositaires de votre autorité. Vous voulez que l'Assemblée Nationale se réunisse à Votre Majesté pour le rétablissement de l'ordre public & de la tranquilité générale. Vous sacrifiez au bonheur du Peuple vos plaisirs personnels. »

» Agréez donc, Sire, notre respectueuse reconnoissance & l'hommage de notre amour ; & portez, dans tous les âges, le seul titre qui puisse

Digitized by Google

ajouter de l'éclat à la Majesté Royale, le titre que nos acclamations unanimes vous ont déféré, le titre de *Restaurateur de la Liberté Françoise.* »

RÉPONSE du Roi.

» J'accepte avec reconnoissance le titre que vous me donnez ; il répond aux motifs qui m'ont guidé, lorsque j'ai rassemblé autour de moi les Représentans de ma Nation. Mon vœu maintenant est d'assurer avec vous la liberté publique par le retour si nécessaire de l'ordre & de la tranquillité. Vos lumières & vos intentions m'inspirent une grande confiance dans le résultat de vos Délibérations. »

» Allons prier le Ciel de nous accorder son assistance, & rendons lui des actions de graces des sentimens généreux qui règnent dans votre Assemblée.

Du Jeudi 13 *AOUT*, *Séance du soir.* Une discussion sur la formation des Comités décretés hier, d'après l'avis de M. *Chasset*, a été terminée par le choix de trois Personnes de chaque Bureau, dans le nombre desquelles l'Assemblée retiendra les Membres nécessaires aux Comités.

La définition d'un mot essentiel a absorbé le reste de la Séance. M. *de Clermont-Tonnerre* éleva quelques doutes sur l'exactitude du mot *remplacement*, imprimé dans l'article de l'Arrêté relatif aux dîmes Ecclésiastiques. Vérification faite, on constata la conformité de l'imprimé avec la rédaction, & la difficulté ne roula plus que sur le sens du mot *remplacement.*

MM. *Target* & *Camus* établirent qu'on ne pouvoit entendre par-là qu'un revenu quelconque accordé aux Pasteurs, en remplacement de la dîme, & ils opposèrent à toute autre interprétation, l'abandon illimité que le Clergé venoit de faire de ses biens.

Digitized by Google

Cet avis entraîna quelques débats, qui rendirent la discussion plus tumultueuse qu'instructive. M. l'Archevêque de Paris & plusieurs Curés y mirent fin, par leur accession à la Motion de M. *Camus*, & l'on admit le mot *remplacement*, dans la signification donnée par ce Député.

Du Vendredi 14 *Aout*. Lecture du Procès-verbal, & mention des Adresses de plusieurs Villes, ainsi que de l'envoi d'ouvrages, dont leurs Auteurs font hommage à l'Assemblée.

M. *Duquesnoy*, Député de Bar-le-Duc, prend la parole, & dit en substance:

» Vous avez arrêté, Messieurs, que vous éloigneriez en ce moment toute Motion étrangère à la Constitution. Occupons-nous donc sans délai de cet important ouvrage. Vous avez formé un Comité pour le préparer. Il n'étoit point alors dans vos vues de recevoir un projet particulier de chaque Commissaire; vous demandiez un seul plan formé de la réunion de leurs avis.... Vous avez perdu le fruit de ce Comité, puisque vous avez été obligés d'en créer un nouveau. Que seroit-ce si vous éprouviez encore les mêmes inconvéniens de celui-ci?

» Qu'il ne soit donc plus permis aux Membres du Comité de présenter leurs idées individuelles, & qu'ils ne forment de leurs différens avis qu'un résultat unique, capable d'être soumis à la discussion de l'Assemblée. »

» Les principales questions me semblent se diviser en deux Classes; savoir, celles qu'il sera nécessaire d'établir les premières, & celles dont la discussion doit être subséquente. »

» La première de toutes, offre assez d'accord dans les opinions: *L'Assemblée sera-t-elle permanente ou périodique*?

2°. Quelles qualités sont nécessaires pour être Electeur

Digitized by Google

Electeur ou Eligible aux Assemblées, tant Nationales que secondaires? »

» Vous déciderez si l'Assemblée Nationale sera composée des Représentans de la Nation, ou des Corporations; si elle doit n'avoir qu'un intérêt, ou plusieurs intérêts croisés & combinés, &c. En décidant le mode des Elections, vous hâterez l'établissement des Assemblées Provinciales. »

» Une autre Question importante se présente. «

» Quelle sera l'influence de l'autorité Royale sur la Législation?

» Le Roi aura-t-il le *Veto*? Son pouvoir pourra-t-il être suspendu, &c.?

3°. Y aura-t-il deux Chambres? quels seront leurs rapports, leur influence respective?

Il me semble que si les deux Questions préliminaires étoient décidées, le Comité chargé de ce travail auroit deux bases solides, sur lesquelles il éleveroit les autres, & vous éviteriez par là de grandes discussions.

M. *de Volney*. » Avant de délibérer, il seroit à propos de savoir si le travail du Comité est achevé, & où il en est. M. *Bergasse* a un travail complet sur la Constitution; il faut connoître quelle en est la forme, quels en sont les développemens, les détails. «

» Quant à la Motion actuelle, j'observerai que l'opinion commence à se former sur la nécessité de créer un pouvoir exécutif. Nous réunissons presque toute la puissance; mais ce n'est qu'une puissance morale. Vous ne pouvez faire effectuer vos lois sans le pouvoir exécutif: il faut donc le déterminer. »

» 2. Tous les autres pouvoirs subalternes sont dissous dans le Royaume. Occupons-nous donc incessamment de la formation des Assemblées provinciales, & de toutes les Assemblées secondaires. Profitons du temps où les Peuples sont oc-

Digitized by Google

cupés aux travaux de l'Agriculture, & n'attendons point l'époque où, délivrés de leurs occupations, ils se livreroient plus amplement aux affaires d'Etat, & refuseroient peut-être les pouvoirs auxquels nous voudrions les soumettre. »

Occupons-nous encore de déterminer la Liberté individuelle & politique, le droit des propriétés, la perception des impôts, & autres questions de cette nature, de la décision desquelles dépendent le sort & le salut de l'Etat.

M. *de Montmorenci* remarqua que la Motion de M. *Duquenoy* étoit contraire aux vues dans lesquelles l'Assemblée avoit créé le Comité de Constitution, pour faire précéder d'une Déclaration de droit toutes les autres questions.

M. *Regnault* soutint la Motion de M. *Duquesnoy*. » Il est certain, dit-il, que tous les jours l'Assemblée Nationale se trouve obligée de confier ses décrets aux Municipalités, & se voit souvent embarrassée d'effectuer leur exécution ; elle ne peut non plus parvenir à ce but par l'intermédiaire des Assemblées provinciales actuelles, puisque ce ne sont point des Assemblées provinciales & *nationales*. Il est donc de nécessité indispensable de les créer le plus tôt possible, & de charger à cet effet le Comité de Constitution de préparer le travail de leur organisation. »

» Il n'est pas moins essentiel de pourvoir à la réforme du pouvoir judiciaire. D'après votre Arrêté, portant suppression de la vénalité des Charges, tous Officiers civils ne se regardant plus que comme Membres momentanés des Tribunaux abolis, ne peuvent être susceptibles de l'énergie nécessaire à leurs fonctions. »

M. *de Clermont-Tonnerre* rappela la décision de l'Assemblée, au sujet de la Déclaration des Droits qui devoit précéder la Constitution. Les questions qu'on avoit proposées étoient subsidiai-

Digitized by Google

res d'autres articles fondamentaux ; les agiter maintenant, ce seroit établir les conséquences avant le principe. L'Opinant promit pour lundi le rapport du travail du Comité de Constitution, & pria l'Assemblée de ne point délibérer, avant ce tems, la Motion proposée.

Cet avis fut adopté & admis unanimement. On se retira en Bureaux pour procéder à l'élection des Membres de plusieurs Comités, de deux Secrétaires, & d'un nouveau Président.

Du Samedi 15 Août. La veille, l'Assemblée s'étant ajournée à lundi, il n'y a point eu de Séance.

De Paris, le 20 août.

Déclaration du Roi, concernant un Emprunt de trente millions ; donnée à Versailles, le 12 Août 1789.

« Le Roi ayant fait connoître à l'Assemblée Nationale le besoin pressant d'un « emprunt de trente millions, l'Assemblée « Nationale a délibéré cet emprunt par le « Décret suivant :

L'Assemblée Nationale, informée des besoins urgens de l'Etat, décrète un Emprunt de 30 millions, aux conditions suivantes :

ART. I. L'intérêt sera à quatre et demi pour cent, sans aucune retenue.

ART. II. La jouissance de l'intérêt appartiendra aux Prêteurs, à commencer du jour auquel ils auront porté leurs deniers.

ART. III. Le premier payement des intérêts se fera le premier janvier 1790, et les autres payemens se feront ensuite, tous les six mois, par l'Administrateur du Trésor-Public.

ART. IV. Il sera délivré à chaque Prêteur, des quittances de Finances, sous son nom,

Digitized by Google

avec promesse de passer contrat, conformément au modèle ci-après.

ART. V. Aucune quittance ne pourra être passée au-dessous de mille livres.

En conséquence, Sa Majesté autorise le sieur Duruey, Administrateur du Trésor Royal, chargé de la recette et des caisses, à recevoir les fonds des personnes de tout pays et de tout état qui voudront s'intéresser dans cet emprunt, aux clauses et conditions énoncées dans le Décret ci-dessus transcrit; et seront, sur la présente Déclaration, toutes Lettres-Patentes nécessaires expédiées. FAIT à Versailles, le douze Août mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le Roi, *Signé* LE COMTE DE SAINT-PRIEST.

Ordonnance du Roi, du 10 *août* 1789, *concernant la Chasse.*

DE PAR LE ROI.

Sa Majesté, toujours disposée à tous les sacrifices personnels que l'intérêt de ses Sujets peut demander, veut et entend que toutes les Capitaineries soient supprimées. Mais en même temps Sa Majesté doit, pour le maintien de l'ordre et la conservation des propriétés, prendre des mesures efficaces, afin que, sous prétexte de chasse, personne ne puisse porter atteinte au droit d'autrui. A ces causes, le Roi fait inhibitions et défenses à tous et chacun de s'introduire dans les plaines non moissonnées, et autres territoires dont les récoltes ne seroient pas enlevées, sous

Digitized by Google

prétexte de chasser, et d'y commettre aucun dégât, sous peine d'être punis suivant la rigueur des Ordonnances. Mande et ordonne Sa Majesté à tous les Officiers et Gardes de ses Capitaineries de continuer leurs fonctions pour le fait seulement de la conservation des moissons et récoltes. Enjoint aux Maréchaussées de s'y réunir, aux Milices bourgeoises d'y veiller, et aux Troupes réglées de prêter main-forte, sur la requisition des Officiers de Police : Et sera la présente Ordonnance imprimée et affichée par-tout où besoin sera, à ce qu'aucune personne n'en ignoré. Fait à Versailles, le dix août mil sept cent quatre-vingt-neuf.

Signé LOUIS, *et plus bas*, le Comte DE SAINT-PRIEST.

DE PAR LE ROI.

Sa Majesté est informée que des troupes de brigands, répandues dans le Royaume, s'attachent à tromper les habitans de plusieurs Communautés, en leur persuadant qu'ils peuvent, sans s'écarter des intentions de Sa Majesté, attaquer les châteaux, en enlever les archives, et commettre d'autres excès envers les habitations et les propriétés des Seigneurs. Sa Majesté se trouve donc dans la nécessité de faire connoître que de semblables violences excitent toute son indignation : Elle enjoint expressément à tous ceux qui sont chargés de l'exécution de ses ordres, de prévenir ces délits par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, et d'en poursuivre sévèrement la punition. Sa Majesté ne peut voir, sans la plus grande affliction, le trouble qui régne dans son Royaume ; trouble excité depuis quelque temps par des gens mal intentionnés, et qui commencent par semer

Digitized by Google

de faux bruits dans les campagnes, afin d'y répandre l'alarme, et d'engager les habitans des villages à prendre les armes. Sa Majesté ordonne aux Commandans de ses provinces, de veiller de près sur des manœuvres si condamnables. Elle avertit ses fidèles Sujets de se tenir en garde contre ces mauvais desseins et ces suggestions artificieuses; et Elle invite tous les bons Citoyens à s'opposer de tout leur pouvoir à la continuation d'un désordre qui fait le scandale et la honte de la France, et qui contrarie essentiellement les vues bienfaisantes dont le Roi et les Représentans de la Nation sont animés pour l'avancement du bonheur et de la prospérité du Royaume. Veut Sa Majesté que la présente Ordonnance soit imprimée et affichée par-tout où besoin sera, et même publiée aux prônes des Messes paroissiales. Fait à Versailles le neuf août mil sept cent quatre-vingt-neuf.

Signé LOUIS; *et plus bas*, le Comte DE SAINT-PRIEST.

Règlement fait par le Roi, du 9 Août 1789, pour la réunion de ses Conseils; extrait des Registres du Conseil d'Etat.

Le Roi ayant reconnu la nécessité de faire régner entre toutes les parties de l'Administration, cet accord et cette unité si désirables dans tous les temps, et plus nécessaires encore dans les temps difficiles, Sa Majesté a jugé à propos de réunir au Conseil d'Etat, le Conseil des Dépêches et le Conseil Royal des Finances et du Commerce; et pour que les affaires contentieuses, qui étoient portées par les Secrétaires d'Etat au Conseil des Dé-

Digitized by Google

pêches, soient à l'avenir vues et discutées dans une forme capable de préserver des variations et des surprises; Sa Majesté a en même temps jugé convenable de former, pour ces sortes d'affaires, un Comité semblable à celui qui existe pour les affaires contentieuses du Département des Finances: Elle espère trouver, dans cet établissement, les mêmes avantages et la même utilité que le Comité contentieux des Finances a constamment procurés depuis son institution.

ART. I. Le Conseil des Dépêches et le Conseil Royal des Finances et du Commerce, seront et demeureront réunis au Conseil d'Etat, pour ne former à l'avenir qu'un seul et même Conseil, lequel sera composé des personnes que le Roi jugera à propos d'y appeler.

II. Pour mettre d'autant plus d'accord dans toutes les parties d'Administration, et prévenir l'influence de la faveur ou des prédilections, le Roi a ordonné que toutes les nominations aux charges, emplois ou bénéfices dans l'Eglise, la Magistrature, les Affaires étrangères, la Guerre, la Marine, la Finance et la Maison du Roi, seront présentées dorénavant à la décision de Sa Majesté, dans son Conseil.

III. Toutes les demandes et affaires contentieuses qui étoient rapportées au Conseil des Dépêches par les Secrétaires d'Etat, seront renvoyées de chaque Département, à un Comité que Sa Majesté établit sous le titre de *Comité contentieux des Départemens.*

IV. Le Comité sera composé de quatre Conseillers d'Etat, et il y sera attaché quatre Maîtres des Requêtes, en qualité de Rapporteurs.

V. Les avis du Comité seront remis au

Digitized by Google

Secrétaire d'Etat du Département ; et dans le cas où une affaire aura paru d'une nature et d'une importance telle qu'il doive en être rendu un compte particulier au Roi, Sa Majesté appelera à son Conseil, les Conseillers d'Etat composant ledit Comité, et le Maître des Requêtes Rapporteur, pour, sur son rapport, être statué par Sa Majesté.

VI. Il en sera usé de même à l'égard du Comité contentieux des Finances ; et Sa Majesté se réserve en outre d'appeler particulièrement à sondit Conseil, le Contrôleur-général de ses finances, toutes les fois que les circonstances pourront l'exiger.

Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles, le neuf Août mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé*, le Comte DE SAINT-PRIEST.

Le plan de la Municipalité à former, fut remis le 12, par ses Rédacteurs, à l'Assemblée générale des Représentans de la Commune : il seroit superflu de le rapporter avant son adoption, car il est possible qu'il subisse beaucoup de changement. La base de ce Projet consiste à créer des Assemblées et des Comités des soixante Districts existans, une Assemblée générale de 300 Représentans, soit de ces Districts, soit de la Commune; un Corps d'exécution, sous le nom de *Conseil de Ville*, et composé de 60 Membres de l'Assemblée des Représentans ; enfin, un *Bureau de Ville*, consistant en 21 Officiers du Conseil de Ville : c'est le dernier terme de l'échelle municipale. Le Conseil de Ville en pa-

Digitized by Google

roît le point central : ce Corps éliroit ses propres Membres au scrutin, parmi les Représentans de la Commune, amovibles eux-mêmes par rotation; en sorte qu'en cinq ans, leur Assemblée générale soit entièrement renouvelée.

Ce Projet, à ce que nous croyons, n'est pas encore sorti de l'Hôtel-de-Ville, pour être soumis aux délibérations des Districts, toujours assemblés depuis le milieu du mois dernier, soit en Comités, soit en Assemblées générales. Il seroit contre nature que ces soixante divisions Citadines fussent en harmonie : un accord aussi parfait seroit incompatible avec une liberté récente, et en indiqueroit le sommeil. Quelques-uns de ces Districts ont éprouvé assez de fermentation, sur-tout à l'instant de la nomination des Officiers de la Milice. Plusieurs de ces Officiers ont été cassés après leur Election, et le conflit des prétentions à ces nouveaux Grades militaires n'a pas encore permis, si le bruit public ne nous trompe pas, de consommer en entier cette promotion. Quant au plan général de la Milice Nationale Parisienne, il semble adopté en très-grande partie. Les Gardes-Françoises, au nombre de 2000, se sont, dit-on, incorporés dans la division de cette Milice, qui sera soldée, et qui fera un service permanent. Toute la semaine dernière a été employée à des bénédictions de dra-

Digitized by Google

peaux dans les divers Districts. M. le Marquis *de la Fayette* a nommé au grade de son Major-Général, M. *de Gouvion*, qui s'est distingué dans la guerre d'Amérique, et dont le choix a été approuvé par l'Hôtel-de-Ville et par les Districts.

Nous élaguons l'histoire de tous les petits dissentimens, contrariétés, incidens minutieux, qui alimentent les Feuilles journalières, et qu'on oublie le lendemain de leur récit. Il est d'ailleurs fort difficile d'en constater la certitude: témoin *les* 17 *Canons* pris à l'Isle-Adam, chez M. le Prince *de Conti*, et qui se réduisent à *six*, suivant l'attestation signée de M. le Chevalier *de Saint-Léger*, Commandant de cette expédition. Il n'est pas moins faux qu'on eût trouvé un magasin de bleds et de farines dans le Château. L'Histoire du moment est presque toujours négative, et condamnée à détruire des rapports, encore plus qu'à en faire.

Un très-grand nombre de Gardes-Suisses ont suivi l'exemple des Gardes-Françoises, quoique liés par des devoirs différens : ils ont abandonné leurs Casernes, et beaucoup d'entr'eux montent journellement la garde dans les différens Districts. Dans l'origine, la plupart l'avoient fait avec la permission de leurs Chefs; délivrés de la discipline de leur Corps, qui, comme on le sait, est une discipline Nationale, ils se sont présentés à l'Hôtel-de-Ville, pour y être incorporés dans la Milice soldée. M. de *la Fayette* n'a voulu

Digitized by Google

recevoir que ceux qui s'étoient rendus à la Ville, avant la Lettre du Roi à ce Général: les autres ont reçu leurs congés, & des passeports pour sortir du royaume. Le soir s'éleva une querelle entre la Caserne des Suisses de Chaillot; et quelques-uns de leurs Camades, attachés au District du Roule, au sujet d'un esponton pris par ces derniers, sur la Caserne de Chaillot. M. *du Rocher*, Commandant la Maréchaussée de Passy, et qui jouissoit de l'estime publique, engagea le District du Roule à restituer l'esponton, et il en porta la promesse à la Caserne de Chaillot, accompagné de M. *Deschamps*, Commandant du Roule. Les Habitans de ce District s'imaginant que M. *du Rocher* alloit livrer leur Chef aux Suisses de Chaillot, le suivirent, blessérent M. *du Rocher*; l'instant d'après, cet Officier reçut un coup de feu qui le tua.

Versailles, comme Paris, est gardé par la Milice Bourgeoise; on y visite ceux qui entrent et ceux qui sortent. Des Députés à l'Assemblée Nationale, et l'une des Princesses, n'ont pas été exempts de cette formalité, poussée quelquefois un peu trop loin. Cette même ville de Versailles, dont l'aspect étonneroit étrangement *Louis XIV*, s'il revenoit au monde, a vu la semaine dernière un spectacle digne de quelque réflexion. Un garçon serrurier avoit tué son père d'un coup de couteau, qu'il assura être destiné à une servante, concubine de l'auteur de ses jours. Condamné, aux termes de la loi, à être rompu, puis

Digitized by Google

jeté dans les flammes, on le conduit au lieu du supplice. Cette roue, ce bucher, cet appareil effrayant enflamment la multitude; elle proclame la grace du patient, et l'exécute. L'officier de justice, et son cortège se retirent; on conduit le parricide en lieu de sureté, et par une espèce de compensation, digne des Acteurs, on accroche à un reverbère une femme du peuple, à laquelle on attribue des propos de circonstance. La corde casse, et la malheureuse renaît pour deux jours, au bout desquels elle est expirée.

Deux procès-verbaux du 10, publiés par l'Hôtel-de-Ville, nous ont appris que, de l'Hôtel-de-Ville de Brie-Comte-Robert, M. le Baron *de Besenval* avoit été transféré au Château de la même ville. Un, deux, et même trois Officiers de l'État-Major, ne quittent point sa chambre pendant le jour. A sa porte, sont en sentinelle, un Garde-Francoise et un Volontaire de la Basoche. Le château, très-gardé, est entouré d'un fossé plein d'eau, et large de 20 pieds. On assure que ce Général Suisse a conservé la plus grande sérénité, et qu'il sera jugé par un *Grand-Juré*, Tribunal encore inconnu dans le royaume. Cette détention occupe le Corps Helvétique.

L'état des provinces semble moins agité, graces à la récolte qui occupe les

Digitized by Google

Journaliers, et à l'activité des détachemens de troupes, ainsi que des Milices Bourgeoises. Mais toutes nos lettres attestent une fermentation alarmante, et l'effroi des Habitans paisibles. L'Alsace et la Franche-Comté ont le plus souffert de ces dévastations, combinées et exécutées par la même classe d'hommes sur les Châteaux, les Abbayes, les Monastères, et même sur diverses Manufactures. Voici ce qu'on nous mande de Colmar, le 9 de ce mois.

» Nous avons eu une insurrection de la part de notre Bourgeoisie ; mais le Magistrat a prévenu les accidens, en déférant aux vœux du Peuple. On a armé les Citoyens, et le calme règne dans cette Ville. Il n'en est pas de même aux environs. Les Paysans des Vallées ont commis les excès les plus affreux. On a brûlé, dans la Haute-Alsace, nombre de Châteaux ; l'Abbaye de *Guebwiller* est dévastée ; plusieurs Baillis ont été attaqués et chassés de leurs demeures ; on a expulsé les Juifs du Sundgau, et brûlé leurs Maisons. La plus grande fermentation régnoit aussi à *Ribeauvillers*, Chef-lieu des terres que possède, dans la Haute-Alsace, le Prince *Maximilien de Deux-Ponts*. On assure que ce Prince a été obligé de quitter Strasbourg ; on a calmé ses vassaux par des sacrifices. C'est le Bureau de la Commission intermédiaire de Colmar qui a appaisé ces troubles. «

» Notre Bourgeoisie vient de changer son ancienne Constitution ; elle s'est réduite à quatre Tribus, au lieu de dix ; l'Administration sera entre les mains de quarante-huit

Digitized by Google

Echevins, dont huit formeront un Bureau d'administration. »

« Vous savez ce qui s'est passé à Strasbourg: on a pillé l'Hôtel-de-Ville, et les Maisons de deux Principaux Magistrats. Des Bourgeois, secondés des Troupes, avoient ramené le calme; mais il n'a pas été de durée. Le six de ce mois, il y a eu de nouvelles Scènes. La Bourgeoisie avoit accordé une gratification aux Militaires; on se livra d'abord à la gaieté; mais à la fin, le vin ayant échauffé les têtes, les Soldats mêlés de Bourgeois, se débandèrent dans les rues, et firent boire tous les passans, sans distinction d'âge, de rang, et de sexe on força les prisons, on délivra les prisonniers faits le jour de la première insurrection. On se rendit ensuite à la Maison-de-Force, d'où l'on fit sortir les personnes des deux Sexes, qui y étoient renfermées. Les prostituées mises en liberté, se livrèrent à toutes sortes d'excès. Le désordre étoit à son comble, et les efforts des Officiers Supérieurs, et autres, furent inutiles pour ramener les Soldats à la subordination.

Du 12, même lieu. La tranquillité est rétablie à Strasbourg.

Plus de 1200 Juifs pillés, et expulsés du Sundgau, de l'Alsace et de la Lorraine, se sont réfugiés à Basle, dont le Gouvernement leur a fait délivrer des logemens et des subsistances. On a débité que les Suisses avoient fermé leurs frontières à tous les fugitifs; une défense générale de cette nature, deshonoreroit une Nation, et les Suisses ne peuvent avoir encouru un pareil reproche, quoique

Digitized by Google

la prudence leur eût dicté des précautions. L'incendie des Châteaux et le pillage des Archives avoient gagné la Principauté de Montbelliard et celle de Porentrui; mais ces ravages ont été arrêtés à temps. On assure que le Roi de Sardaigne a fait marcher des troupes en Savoie pour garder ses frontières.

Une lettre authentique de Vesoul, et très-récente, puisqu'elle date du 13, nous instruit des détails suivans, sur la fidélité desquels on peut compter.

» Je ne tenterai pas de vous rendre la situation de ce Bailliage. Vous voulez des faits; je ne vous parlerai que de ceux de notoriété publique. Les Abbayes de Clairfontaine, de Lure, de Bithaine, & plusieurs autres de différens Ordres, ont été investies par des bandes de paysans, auxquels elles ont été forcées de remettre tous leurs titres, leurs provisions de vins & de farines, & pis que cela en divers lieux. Les Châteaux ont été encore plus maltraités. Ce n'est point l'affaire *de Quincey* qui a occasionné les premiers désastres, puisqu'elle a eu lieu le dimanche 19, à onze heures du soir; & le 16, le Château *de Saucy*, appartenant à Madame la Princesse de *Beaufremont*, avoit été attaqué, dévasté, & la Princesse obligée de monter à cheval, déguisée, & de passer la rivière à gué. Le 18, dévastations de Lure, Bithaine, & du Château de Molans; le 3 au matin, celle du Château de Châtenoy.

« Je suis à même de satisfaire votre curiosité sur l'affaire de Quincey. Il est aujourd'hui constaté, 1°. Qu'il n'y a point eu d'invitation faite par M. *de Mesmay*, ni aux Chasseurs de notre Garnison, ni aux Bourgeois, ni à personne;

Digitized by Google

2°. que depuis le mercredi 15, ce Seigneur étoit absent de son Château : l'accident est arrivé le 19 au soir. 3°. On a reconnu qu'il n'y avoit, & qu'il n'y a jamais eu aucune trace de mine dans l'endroit où étoit la poudre, & où l'explosion s'est faite. 4°. Qu'il n'y a point eu de table dressée pour les convives dans cet endroit, éloigné du château de 50 pas. 5°. Que trois Dragons & un adolescent de 16 ans ont péri seuls. Deux des Dragons étoient occupés d'un besoin ; le troisième causoit avec le jeune homme. 6°. Six habitans seuls de Vesoul étoient réunis au Château avec 50 Dragons ou Chasseurs; ceux-ci n'étoient arrivés qu'à 9 heures du soir, & plusieurs se trouvoient déja ivres. Quant à M. *de Mesmay*, il n'y a, jusqu'ici, aucune déposition contre lui. »

» Nous savons tous, il est connu de chacun dans le Bailliage, que ce Gentilhomme fort riche & agromane, forçoit les pierres à produire, & que toute l'année il faisoit jouer la poudre dans les rochers de Quincey. Avoit-il obtenu une petite surface plane? il y faisoit porter de la terre; au moyen de deux grues, & recueilloit du vin excellent. Au moment de son départ, il s'en trouvoit 700 muids dans sa cave. Je ne suis ni son apologiste ni son accusateur; je vous rends des faits avérés: je me demande de plus, ce que signifie un complot contre quatre Dragons & un enfant? je me demande, pourquoi le conspirateur n'a pas empoisonné les mets & les vins servis à 56 convives réunis au Château, plutôt que de faire périr ces quatre Dragons & cet enfant? Je me demande qu'elle espèce de vengeance M. *de Mesmay* avoit à exercer sur ces Dragons?

» Quoi qu'il en soit, cet évènement a été suivi de désastres bien plus déplorables. Le château de Vauxvilers est abymé de la cave jusqu'au toît. Madame la Duchesse *de Clermont-Tonnerre* a été

Digitized by Google

enlevée par ſes domeſtiques, qui ont abattu un pan de mur de ſon parc, pour la faire ſauver. Réfugiée dans le faux grenier d'une maiſon particulière, elle y eſt reſtée cachée ſous des fagots, juſqu'à l'inſtant où Madame la Princeſſe *de Broglie* lui a envoyé, de Saint-Remi, un détachement de Chaſſeurs pour la conduire en lieu de ſureté. Ces Chaſſeurs ont inſpiré du courage à la Milice, qui a pris les armes avec eux : douze des pillards ont été tués, & 27 faits priſonniers. »

» Le Comité de Veſoul a envoyé, dans toutes les paroiſſes, le ſignalement d'un homme qui a remis dans pluſieurs Communautés des ordres faux, ſignés LOUIS, par leſquels ils étoient autoriſés à ſaccager les Châteaux & les Monaſtères »

» Cette frénéſie a paſſé en Alſace & en Lorraine. Pluſieurs gentilshommes s'étoient raſſemblés à Chauvirey contre les brigands; quelques-uns ont été bleſſés; 24 des ſcélérats agreſſeurs ſont reſtés ſur le carreau. Mademoiſelle d'A***, en habit d'homme, paſſe pour en avoir tué trois de ſa main.

» La moiſſon ouverte nous a procuré une trêve : je ſouhaite qu'elle amène une tranquillité conſtante. »

Le 12 Juillet, il y avoit eu un pillage de grains à Rouen : la maiſon du Procureur Général fut enfoncée et dévaſtée ; les ſéditieux commirent enſuite cent déſordres dans la ville, forcèrent des magaſins de commerce, des moulins, etc. Quelques-uns de ces malheureux furent ſaiſis; il y en eut même d'exécutés. La Milice Bourgeoiſe et les troupes ramenèrent la tranquillité, et aſſurèrent la libre circulation des bleds : le prix du

Digitized by Google

pain baissa à un taux fort modéré, et cet état de calme se prolongea jusqu'aux premiers jours de ce mois.

Un sieur J***, venu de Paris, s'introduisit, à cette époque, parmi la jeunesse de Rouen, qui formoit une troupe de Volontaires ; il parvint à se faire nommer Capitaine d'une Compagnie : dès-lors une fermentation sourde se fit sentir ; la désunion éclata bientôt entre les Volontaires & la Milice Bourgeoise.

La fermentation augmentoit au point que le Corps municipal & électoral se vit dans l'impossibilité de donner des Ordres, sans risquer de compromettre son autorité, & de mettre aux prises les Citoyens contre les Citoyens.

Plusieurs mauvais sujets d'une des Compagnies du Régiment de Navarre furent gagnés, & semèrent parmi quelques-uns de leurs camarades, des idées d'insubordination qui gagnèrent de proche en proche, & inquiétèrent vivement le Corps des Officiers.

Dans ces conjonctures, le sieur B***, Acteur des Variétés de Paris, arrive le Lundi 3 du courant, avec quelques-uns de ses agens, qui répandirent parmi le peuple qu'il étoit *Député* de Paris. Vers minuit une troupe de bandits, ayant à leur tête le sieur B*** qu'ils appeloient leur *Général*, se porte chez M. l'Intendant (Magistrat qui jouit de la plus juste considération), brise les portes de son Hôtel, fait la recherche de sa personne, avec les plus horribles imprécations, & demandé sa tête. M. *de Maussion* s'étant soustrait à leur fureur, ils commirent toutes sortes d'excès dans ses appartemens, se répandirent dans ses caves, & s'y enivrèrent.

Le lendemain matin, dès que ces misérables, dont le mot de ralliement étoit *Caraba*, eurent cuvé

Digitized by Google

leur vin, ils se réunirent sous les ordres de leur *Général*, & se portèrent à incendier tous les Bureaux des Fermes.

Cependant les Chefs & Officiers du Régiment de Navarre, qui avoient détruit la veille le complot formé dans son sein, furent prévenus que plusieurs de leurs Soldats, mêlés parmi la populace, se répandoient dans les rues de Rouen, en criant qu'ils alloient délivrer les prisonniers, s'emparer de l'Intendant, & lui couper la tête. Aussitôt on battit la générale, & les Officiers coururent à leurs compagnies. Le Régiment fit bientôt entendre un murmure d'indignation, & demanda la punition des coupables.

Pendant cet intervalle, le sieur B*** avoit été arrêté par une patrouille bourgeoise, & mis dans les prisons du Palais. Le sieur J***, à la tête d'une partie de sa Compagnie, vient le réclamer au nom du Corps des Volontaires-Patriotes, auxquels on le remit, pour ne point donner lieu à une scission dangereuse. Le sieur B** se mit dans la diligence pour retourner à Paris. Mais le Corps des Volontaires ayant acquis des lumières sur le compte du sieur J*** & du sieur B***, s'emparèrent du premier, & firent courir après le second. Un détachement le rattrapa à *Magny*, & le ramena à Rouen le lendemain matin. L'un & l'autre ont été constitués prisonniers; & d'après les informations & dépositions faites contre eux, tous deux ont été décrétés, & on instruit leur procès.

Le lendemain, deux des incendiaires ont été pendus. Les malfaiteurs, arrêtés par la prise de leurs Chefs & de quantité d'entre eux, plus encore par l'harmonie rétablie entre tous les Corps Militaires, les Citoyens & la Municipalité, se sont dissipés, & ont rendu le calme à la Ville.

Digitized by Google

On a vu la semaine dernière, à l'art. de l'*Assemblée Nationale*, l'attaque d'un bateau de grains, faite par le Peuple de Louviers, et sauvé par les Volontaires d'Elbeuf. Deux de ceux-ci, MM. *Waast-Robert Dupont*, et *Quesné Dumoulins*, Députés à Versailles, nous ont remis la relation suivante de cette affaire, en en requérant la publication.

« Le 27 juillet passé, les Volontaires-patriotes d'Elbeuf ont délivré du pillage un bateau chargé de blé destiné pour Paris, attaqué par trois à quatre mille personnes, près du village de Poser; ils ont dû leur succès à la nuit qui cachoit leur petit nombre, et à l'heureux stratagême qu'ils ont employé à leur arrivée sur les pillards, en appelant à grands cris autour d'eux divers Régimens qui n'existoient pas, et dont les noms seuls les défendoient. Deux jours après, ils ont eu le même bonheur, et au même endroit. »

« Le 30 du même mois, un des leurs, le sieur *Guilbert*, étant allé à Louviers, il fut insulté par le peuple, qui, le reconnoissant à son uniforme, pour un des Volontaires qui deux fois avoient écarté les pillards, se prépara à s'en venger; on ne put le dérober à cette fureur, qu'en l'enfermant dans un cachot de la prison. La ville d'Elbeuf instruite de sa cruelle détention, et invitée par un Député de la Municipalité de Louviers, à se joindre à sa Milice pour la délivrance de l'innocent, informa du fait M. le Marquis *d'Harcourt*, Commandant de la province, qui sensiblement touché du sort du malheureux Volontaire d'Elbeuf, joignit aux Concitoyens du sieur *Guilbert*, deux détachemens de Cavelerie et

Digitized by Google

Dragons, fortifiés encore de quelques braves Volontaires de Rouen. Cette petite troupe d'environ soixante hommes, s'étant présentée à Louviers, où elle espéroit trouver la Garde bourgeoise dans son parti, en fut reçue à coups de fusils et de bayonnettes. Forcée par son Commandant de se retirer dans un faubourg, pour y attendre les Officiers municipaux de Louviers, elle en reçut la douloureuse réponse, que la fureur du peuple étant à son comble, on ne pouvoit rendre le prisonnier. »

« Frémissant sur son sort, elle invite l'Hôtel-de-Ville de Rouen à députer vers Louvier, pour réclamer le sieur *Guilbert*. La députation de Rouen, loin d'y réussir, fut à son retour visitée par le peuple, qui vouloit s'assurer si elle ne lui enlevoit pas sa victime. Aussitôt l'Assemblée municipale et électorale d'Elbeuf a envoyé à l'Hôtel-de-Ville de Paris et à M. le Marquis *de la Fayette* deux Députés, pour implorer leur médiation auprès de la ville de Louviers. »

« Deux Membres du Conseil des 120 les ont accompagnés et présentés à l'Assemblée Nationale, qui a arrêté d'écrire aux habitans de Louviers, qu'elle avoit appris avec peine la détention du sieur *Guilbert*, et qu'elle espéroit qu'elle ne seroit pas prolongée. »

« Déja l'Hôtel-de-Ville de Rouen avoit envoyé à Louviers une seconde députation plus nombreuse, laquelle ayant communiqué aux habitans le danger auquel les exposoit l'indignation des Troupes et des Citoyens de Rouen, eut le bonheur de tirer l'innocent de son cachot : il a été reçu avec affection par

Digitized by Google

M. le Marquis *d'Harcourt*, et par tous les habitans de Rouen. Ses compatriotes d'Elbeuf ont été au-devant de lui, et l'ont rendu à son père, à sa mère, à sa famille éperdue. »

« Les éloges flatteurs que l'Assemblée Nationale, l'Hôtel-de-Ville de Paris et de Rouen, et M. le Marquis *de la Fayette*, ont donné aux Volontaires d'Elbeuf, dans les lettres de félicitation qu'ils leur ont adressées, et l'accueil honorable qu'ils ont fait à leurs Députés, sont pour eux la plus douce récompense de leur service, et l'aiguillon le plus pressant pour les engager à continuer leurs travaux au péril de leur vie. »

Suivant le rapport fait lundi à l'Assemblée Nationale, et confirmé par les lettres particulières, la nouvelle du complot contre le port de Brest, et revélé par l'Ambassadeur d'Angleterre, a ranimé le ressentiment public contre la Noblesse de cette province. Plusieurs Gentilshommes, entr'autres M. *de Botherel*, Procureur-Syndic des Etats, M. *de Tremergat*, etc. ont été arrêtés et enfermés aux Châteaux de Nantes et de Saint-Malo, par les Milices Bourgeoises. Ils ont fait parvenir leurs plaintes à l'ASSEMBLÉE NATIONALE, qui a renvoyé l'affaire au Ministre, et arrêté d'écrire aux Bretons de libérer les Gentilshommes détenus.

« On a vu se renouveler à Caen, la semaine dernière, une de ces scènes d'exécution sans forme de Procès, sans jugement, & dont l'effet est d'entretenir l'effervescence & d'empêcher le retour si nécessaire du bon ordre & de la tranquillité, M. de Belzunce,

Digitized by Google

Major du Régiment de Bourbon, accusé de s'être permis des propos contre la Ville, avoit, à la requisition du Comité, reçu de ses Supérieurs l'ordre de s'éloigner. On sut qu'il n'avoit pas obéi, & qu'il s'étoit retiré, le 11, aux casernes; des sentinelles Bourgeoises furent postées de tous côtés. A onze heures du soir, un de ses amis s'approcha du Bourgeois en faction, à la descente du Vaucelles; celui-ci lui cria trois fois, *qui vive*, sans recevoir d'autres réponse qu'un coup de pistolet à bout portant, qui pourtant le manqua. Le factionnaire lui cassa la tête d'un coup de fusil, & resta ferme à son poste; on lui tira cinq coups des casernes sans le toucher. Le bruit attira du monde; en un quart-d'heure il se trouva un nombre considérable d'hommes armés sur la place des casernes, où l'on braqua trois canons. A deux heures du matin, 3 ou 400 Bourgeois y pénétrèrent, s'emparèrent de M. de Belzunce, le conduisirent au Comité, & de-là au château; dans la matinée ils retournèrent le chercher pour le conduire, disoient-ils, au Comité. Arrivé sur la place de Saint-Pierre, on lui déchargea sur la tête un coup de crosse de fusil, qui ne l'abattit point; on voulut le dépouiller de son uniforme, il résista, & fut massacré; sa tête coupée fut portée dans les rues. Peut-être auroit-on épargné sa vie, sans quelques femmes qui suivoient & qui animoient les hommes par leurs cris. »

C'est le 5 de ce mois que M. le Comte D'ARTOIS arriva à Bonn, avec le Prince *d'Henin*, son Capitaine des Gardes, le Marquis *de Polignac*, le Comte *de Vaudreuil*, le Vicomte *de Fleury*, etc. etc. S. A. R. fut reçue au Château par l'Electeur, et y est logée, ainsi qu'une partie des Seigneurs de sa

Digitized by Google

suite. On présumoit qu'après quelque séjour à Bonn, ce Prince se rendroit à Turin.

Le 8, MM. le Prince *de Condé*, Duc *de Bourbon*, Duc *d'Enghien*, et Madame la Princesse *Louise de Condé* ont passé également à Bonn, sans s'arrêter, et ont pris la route de Coblentz, avec une suite nombreuse, dans laquelle se trouvoient, entr'autres, Madame la Princesse *de Monaco*, le Marquis et la Marquise *d'Autichamp*, le Comte *d'Espinchal*, etc.

P.S. « Nous avons été priés d'annoncer que MM. *d'Alibert* et *Lucot*, tous deux Officiers des troupes du Roi, et se trouvant à Paris à la suite d'un Procès, se sont distingués en militaires patriotes, à la prise de la Bastille. »

Les Numéros sortis au Tirage de la Loterie Royale de France, le 17 août 1789, sont : 26, 7, 62, 82, 33.

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE.

SAMEDI 29 AOUT 1789.

PIÈCES FUGITIVES EN VERS ET EN PROSE.

VERS

*A M. D*** de St-M***, qui, à l'occasion de mon Epître à un Philanthrope, me disoit Filleul de l'Abbé de Chaulieu.*

Non nostrum est. VIRG.

DU chatmant Prieur d'Oléron
Si je n'ai pas le bénéfice,
Tu me décores de son nom!
C'est me faire un plus riche don:
Pourvu que l'humaine malice
Ne me prête point l'artifice
Du Geai, qui voulut (nous dit-on)
Passer pour l'oiseau de Junon.

Digitized by Google

Si doucement l'orgueil se glisse,
Qu'à peine est-il un cœur qui puisse
Se garantir de ce poison ;
Mais je sçais me rendre justice.....
Loin de prétendre entrer en lice
Avec ce Prêtre d'Apollon,
(Quoique l'amitié m'applaudisse)
Dans l'art des Vers encor novice,
Tu me verras en cette esquisse
Devant lui baisser pavillon.
Oui, long-temps je fis mes délices
De ce Chaulieu, qui, Nourrisson
Des Muses ses institutrices,
Pour célébrer ses Bienfaitrices
Bégaya plus d'une chanson :
Lui qui, né sous l'Astre propice
De Tibulle & d'Anacréon,
Fut choisi par la Pythonisse
Pour remplacer sur l'Hélicon
La Nymphe qui chanta Phaon,
Et le Peintre heureux de Narcisse.
Epris de ses Vers enchanteurs,
Dès les beaux jours de mon jeune âge,
A ce faveri des neuf Sœurs
Je m'empressai de rendre hommage.
Tantot a l'ombre d'un bocage,
Tantôt dans le calme des nuits,
J'étois heureux avec ce Sage
Qui se peignoit dans ses Ecrits ;
Et quand, pour de nouveaux pays,

Digitized by Google

J'aimois à changer de rivage,
Il étoit toujours du voyage
Dont il me sauvoit les ennuis.....
Vois, d'après ce tableau fidèle,
Digne d'un plus brillant pinceau,
Si je suis loin de mon modèle!
Je le compare à Philomèle;
Je m'assimile au Tourtereau.
Combien donc je serois crédule
De m'en tenir à tes accens!
Quelle vanité ridicule,
Si je jugeois mon Opuscule
Digne d'un si flatteur encens!
L'Aigle altier, en son vol rapide,
S'élance jusque dans les cieux;
Tandis que, modeste & timide,
Au fond des bois silencieux,
La douce Colombe réside.
Dans son essor audacieux,
Icare, à son guide rebelle,
Veut de l'Olympe radieux
Atteindre la cime immortelle;
Mais de ce jeune ambitieux,
La chute (leçon bien cruelle)
Fut toujours présente à mes yeux.
Le Paon qui demandoit aux Dieux
Du Rossignol le doux ramage,
A mon avis fut trop heureux
De ne pas perdre son plumage.

(*Par M. l'Abbé Dourneau.*)

Digitized by Google

Explication de la Charade, de l'Enigme & du Logogriphe du Mercure précédent.

LE mot de la Charade est *Champart*; celui de l'Enigme est *Eternuement*; celui du Logogriphe est *Lin*, où l'on trouve *Nil*.

CHARADE.

MON cher Lecteur, de mon dernier
Le Soleil est le père;
On voit toujours dans mon premier
Du méchant le contraire:
Moi j'ose te remercier
De lire cet ouvrage;
Que le souhait de mon entier
T'en soit le témoignage.

(*Par M. Demont, Chef d'Escadron au Rég. de Normandie-Chasseurs.*)

ÉNIGME.

JE suis certain défaut que l'on reproche aux Belles;
Les Amans se plaignent de moi,

Digitized by Google

Je ne sais pourtant pas pourquoi.
Ils disent, ces Messieurs, que je fais des cruelles;
Il est vrai que souvent je fais enrager l'un,
Mais c'est pour servir l'autre avec un soin extrême;
Et tel en soupirant seroit fort importun,
Qui me doit le bonheur suprême.

(*Par M. Lefevre.*)

LOGOGRIPHE.

LE gros animal que je suis!
Je veux offrir un doute à la raison humaine;
Et je dis bêtement qu'un de mes pieds démis,
Chacun peut m'avaler sans peine.

(*Par un Abonné.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

SUR quelques Contrées de l'Europe, ou *Lettres du Ch. de ***, à Madame la Comtesse de ***. 2 Vol. in-8°., avec cette Épigraphe :*

Quiconque ne voit guère,
N'a guère à dire aussi.
La Font. Fabl. des deux Pigeons.

Se trouve à Paris, chez Lejay, *Libr., rue de l'Echelle.*

PREMIER EXTRAIT.

LES François ont mérité long-temps le reproche de ne pas aimer les Voyages. Ils ont enfin senti qu'on a beau être aimable, l'ignorance est souvent à charge & toujours honteuse ; que tout ce qu'on peut apprendre n'est pas dans les Livres ; que le grand Livre de la Société humaine, qui pourroit seul tenir lieu de tous les autres, & dont les autres ne peuvent tenir lieu, est composé d'une infinité de parties éparses dans tout le monde ; & que celui-là peut le plus intéresser ses semblables & se plaire avec lui-même, qui a le plus consulté dans leurs formes

Digitized by Google

originales, & comparé les unes avec les autres les diverses parties de ce grand Livre.

Tout homme instruit, qui voyage pour s'instruire encore, se sent porté à fixer sur le papier les connoissances qu'il acquiert, les observations qu'il fait, les réflexions & les sentimens que lui inspire le spectacle des Nations étrangères. A son retour, il soumet à ses amis ce recueil qu'il n'a cru d'abord former que pour son usage : ses amis l'engagent à les communiquer au Public, & le voilà devenu Auteur sans en avoir eu le projet.

De là cette multitude de *Voyages*, qui, depuis quelques années, ont paru successivement en France, & qui nous ont fait connoître les régions Orientales, l'Egypte, la Grèce, & les nouveaux Etats Américains, & les anciennes Constitutions Européennes ; les parties de l'Europe encore infectées des restes de la barbarie, celles où la Politique domine, & celles où règnent les Arts.

Parmi ces Voyageurs, les uns disent seulement ce qu'ils ont vu, ce qu'ils ont entendu, ce que tout autre à leur place pourroit voir & entendre : les autres, exercés à penser, ou doués d'une imagination active, réfléchissent sur tous les objets qui les frappent, jugent, comparent, laissent aller leur esprit & leur ame, & parlent en même temps à l'ame & à l'esprit de leurs Lecteurs.

Digitized by Google

C'eſt dans cette dernière claſſe qu'il faut ranger l'Auteur de ce nouveau *Voyage*, qui paroît ſous un titre modeſte, mais où l'on trouve des obſervations fines, des ſentimens nobles, des idées juſtes, un ſtyle pur, une proſe vraiment françoiſe, ce qui n'eſt pas aujourd'hui très-commun, & qui plus eſt, de fort jolis vers, quelquefois même de très-beaux vers.

Chapelle & Bachaumont nous ont donné le premier Eſſai de cette manière d'écrire un Voyage, moitié vers & moitié proſe. Leur badinage eſt plein de graces & de cette aimable facilité qui vaut mieux que le bel-eſprit; mais ce n'eſt qu'un badinage. Ils ont eu quelques imitateurs plus ou moins heureux; perſonne n'avoit encore employé cette méthode dans un Ouvrage de quelque étendue, & ſur des matières ſouvent graves & élevées. Nous verrons bientôt avec quel ſuccès M. le Chevalier de *** en a fait uſage.

Il part de France pour l'Italie, & revient par la Suiſſe. De là quelques obſervations ſur la France d'abord, enſuite des réflexions ſur la Patrie des Arts, & enfin ſur celle de la Liberté & des Mœurs. Tout ſembloit dit ſur l'Italie: en liſant ces Lettres, on voit que tout ne l'étoit pas. Ce qui regarde la Suiſſe paroiſſoit épuiſé: ſous la plume du nouveau Voyageur, c'eſt une matière toute nouvelle.

J'ai dit *le nouveau Voyageur*, & cepen-

Digitized by Google

dant ce Voyage n'eſt pas nouveau. Il exiſtoit depuis plus de vingt ans dans le portefeuille de l'Auteur. En le publiant, il paroît l'avoir retravaillé d'un bout à l'autre, & y avoir inſéré des choſes relatives aux évènemens actuels, quand la matière l'y invitoit. En écrivant ſon Ouvrage, comme en le retouchant, on voit qu'il s'eſt livré avec un abandon également heureux à la facilité de ſon talent & à la franchiſe de ſon ame.

Le commencement de la Lettre VIII nous apprend ce qu'eſt M. le Ch. de ***. » Des eſclaves Chrétiens s'étoient emparés » d'une caravelle du Grand Seigneur, l'a» voient conduite à Malte, & vendue à » l'Ordre; le Roi de France ne l'avoit pas » encore rachetée pour la renvoyer à » Conſtantinople. On armoit dans tous les » ports de l'Empire Othoman; l'Iſle étoit » menacée, & le Grand Maître nous avoit » appelés à ſa défenſe. Le devoir & l'hon» neur m'ordonnoient de partir pour Mal» te, &c. «

On voit que l'Auteur aime ſon Ordre; il combat quelques préjugés qui lui ſont contraires: il loue l'Adminiſtration de Malte, & donne ſans emphaſe des preuves inconteſtables de ſa ſageſſe. » Quand l'Or» dre prit poſſeſſion de cette Iſle, que la » politique & la fierté de Charles-Quint » lui firent tant acheter, il n'y trouva que » quelques hameaux, diſperſés çà & là, »

Digitized by Google

» ſur des rochers ſtériles. Aujourd'hui deux
» grandes Cités la décorent : elle eſt cou-
» verte de jolis villages, de belles maiſons
» de campagne, & d'une population éton-
» nante, ſigne le moins équivoque, ſur
» un rocher tel que Malte, du bonheur
» des hommes & de la douceur du Gou-
» vernement. Vingt-cinq mille habitans y
» ſont toujours prêts à prendre les armes
» au premier ſignal. Cette petite Iſle eſt
» une preuve frappante de ce que peuvent
» l'induſtrie & l'activité, quand elles ne
» ſont ni gênées par des Loix prohibitives,
» ni tourmentées par d'abſurdes Adminiſ-
» trateurs. Ces deux agens des Peuples heu-
» reux ſont parvenus à féconder le rocher
» de Malte : broyé à deux & trois pieds de
» profondeur, il produit des légumes ex-
» cellens, des arbres fruitiers de toute eſ-
» pèce, des orangers, dont on fait un
» commerce conſidérable ; du raiſin, de
» l'orge, & le coton le plus eſtimé de la
» Terre. N'oublions pas d'obſerver que ſi
» la Nature, forcée à Malte par d'infati-
» gables Cultivateurs, les dédommage de
» leurs travaux, le Gouvernement n'en
» partage point le fruit avec eux ; l'exemp-
» tion de toute eſpèce d'impôts achève
» d'embellir ces rochers aux yeux de leurs
» poſſeſſeurs. Ce que le Maltois cueille eſt
» à lui, à ſa femme, à ſes enfans, &
» n'eſt point dévoré d'avance par l'impi-
» toyable Publicain : enfin cette colonie

Digitized by Google

» d'Arabes forme peut-être un des tableaux » politiques les plus curieux de la Terre ; » tableau que Lycurgue eût admiré, & » qui n'eſt pas aſſez connu «.

Après cette énumération rapide des avantages de ce petit Gouvernement, le cœur de M. le Ch. de *** s'échauffe, & il exprime ſes ſentimens dans un langage plus favorable que la proſe aux élans de l'imagination & de la ſenſibilité.

O mes Confrères généreux !
Nobles Membres d'un Corps illuſtre,
Vous rendez les Maltois heureux ;
Et c'eſt-là votre plus beau luſtre.
Oui, je veux offrir quelque jour,
Aux yeux de l'Europe étonnée,
Cette Peuplade fortunée
Que la bienfaiſance & l'amour
A vos Loix avoient deſtinée.
Je veux qu'au bout de l'Univers
On reſpecte ce coin de terre
Où le Sujet marche ſans fers,
Et le Souverain ſans tonnerre.
On verra la ſimplicité
De ce Chef-d'œuvre politique,
Dont la baſe eſt l'égalité,
Dont la juſtice & la bonté
Font mouvoir le reſſort unique.
Dans ſon ſtyle un peu trop diffus,
Vertot, ſur nos remparts en cendre,

Digitized by Google

A célébré les Alexandre ;
Et moi je peindrai les Titus.

Ceci conduit l'Auteur à une discussion critique au sujet d'une certaine Lettre, écrite de Malte il y a quelques années par un de nos meilleurs Poëtes à une jolie femme de Paris : cette jolie femme eut, comme on sait, l'imprudence de la faire circuler dans le monde, elle fut même imprimée ; & M. le Ch. de *** a cru qu'il étoit de son devoir d'y répondre. Il le fait sur tous les points d'une manière aussi décente que victorieuse. On peut juger par ce qu'il dit en finissant cette réponse ; des justes égards qu'il y a mis. » M. l'Abbé, » il ne peut m'être agréable de me mesu- » rer avec vous. Vos vertus me sont con- » nues, & je sais vos vers par cœur ; mais » plus j'attache de prix à votre estime, » moins j'ai dû vous passer des sarcasmes » que trop d'esprits superficiels pourroient » prendre pour règles de leurs jugemens. » L'erreur des hommes tels que vous, est » toujours plus ou moins contagieuse ; c'est, » entre mille autres, un des inconvéniens » attachés à la célébrité «.

Il seroit à désirer que la critique parlât toujours ainsi : on n'en auroit pas moins raison ; & l'on rendroit la raison aimable, même à ceux à qui elle seroit contraire.

Il y a peu d'Ouvrages où la philosophie

& les connoissances historiques soient aussi nécessaires & puissent être aussi heureusement employées, que les *Voyages*. Un esprit cultivé, une mémoire fidelle, éclairent, pour ainsi dire, l'œil de l'Observateur. Par des rapprochemens ingénieux, il enrichit les scènes présentes du souvenir des scènes passées. Un monument lui rappelle des Peuples entiers; une pierre lui retrace tout un Empire. C'est une vérité dont on trouve de fréquens exemples dans ces deux Volumes; en voici un pris au hasard.

» On demandoit à un Philosophe ce qu'il » avoit vu en Grèce: *Le Temps*, répondit-il, » *qui démolissoit en silence*. Ce mot n'a pas » besoin de commentaire: toutes les idées » qu'il fait naître vous assaillent dans les » environs de Naples. La terre y est jonchée de monumens antiques. On y marche sur des ruines. De la colonne brisée, sur laquelle on se repose, on s'enfonce dans le passé, on s'élance dans » l'avenir. Le voile du Temps se déroule. » Je voyois passer devant moi & ces Empires détruits les uns par les autres, & » ces grands personnages devant lesquels se » taisoit la Terre étonnée; & cette suite de » Césars, qui ont tous fini par une mort » violente; car on sait que le premier fut » assassiné par Brutus, & que Livie fut » fortement soupçonnée d'avoir avancé les » jours d'Auguste. Tibère mourut étouffé par » l'ordre de Caligula, lequel, à son tour,

Digitized by Google

» fut poignardé par Chéréas. Le poison » termina la vie de Claude; & Néron fut » contraint de se tuer lui-même, &c. «.

L'Histoire & la Philosophie Orientale viennent alors joindre dans l'imagination du Voyageur, un de ses tableaux à celui de l'Histoire Romaine. » A cette étrange » destinée de tous les Césars, dit-il dans » une Note, on pourroit joindre cette » réflexion d'un Vieillard Arabe. On ap- » portoit à un Calife de Syrie la tête de » son concurrent au Califat. Tous les » Courtisans, suivant l'usage, le félici- » toient sur son bonheur. Le Vieillard » seul gardoit un profond silence. A quoi » penses-tu donc, bon homme, lui dit le » Calife? Je pensois, répondit le Vieil- » lard, que dans cette même place où je » suis, j'ai vu présenter la tête de Hosein » à Obéid; celle d'Obéid, à Moktar; celle » de Moktar, à Musab; & que voilà celle » de Musab qu'on te présente. Je pensois » encore que mon père avoit cent ans, » lorsque sa vie s'éteignit tout doucement » dans mes bras; que j'en ai quatre-vingts, » & que je vis dans l'espérance, quand je » rendrai mon corps aux élémens, de ren- » dre aussi mon dernier soupir dans le sein » de mon fils «.

De Naples, notre Voyageur se rend à Rome. Il ne décrit point ce que tant d'autres ont décrit avant lui; il ne s'égare point, par exemple, dans les détails de l'église de

Digitized by Google

S. Pierre ; mais il rassemble en peu de mots tout ce qui en peut donner une idée immense ; & il termine ce tableau par une comparaison d'un genre nouveau entre ce Temple & celui des Dieux du Paganisme.

» Quand il n'y auroit que Rome dans » toute l'Italie, il faudroit se rendre à » Rome de toutes les parties du Monde ; » & quand il n'y auroit à Rome que le » seul Temple de S. Pierre, il faudroit y » venir encore ; il faudroit voir ce monu- » ment que Montesquieu compare aux » Pyrénées, *où l'œil, qui d'abord croyoit* » *les mesurer, découvre des montagnes &* » *se perd toujours davantage*.....

» Deux Etrangers étoient à Rome du » temps de Léon X ; ils visitoient le Pan- » théon, & ne se lassoient point d'admirer » ce chef-d'œuvre de l'architecture anti- » que. Le Bramante aura beau faire, disoit » l'un d'eux ; il n'imaginera rien au delà » de cette coupole. Il fera mieux, répli- » qua le Bramante qui étoit là, & que les » deux Etrangers ne connoissoient pas ; il » saura se donner un point d'appui dans » les airs, & y porter cette coupole » énorme. Ne croit-on pas entendre, ne » croit-on pas voir un de ces fiers Titans » qui entassoient Ossa sur Pélion ?

» Epuisons cet article giganteſque. Il » fallut plus d'un siècle, le règne de qua- » torze Papes, & 150 millions de notre » monnoie, pour achever cette Basilique. Le

Digitized by Google

» baldaquin du grand autel n'a pas moins
» de 122 pieds de hauteur, & surpasse de
» plus de 20 pieds le fronton du Louvre;
» il est formé de 200 mille liv. de bronze
» qu'on a arraché du péristile & de la voûte
» du Panthéon : les quatre colonnes torses
» qui soutiennent le grand autel, ont été
» faites des seuls clous qui attachoient,
» dans le Panthéon, la couverture du por-
» tique. Genseric, Roi des Vandales, l'a-
» voit dépouillé d'une porte de même mé-
» tal, & les Vandales qui régnèrent depuis
» à Rome, n'ont pas rougi d'imiter ce Bar-
» bare. Au reste, ils l'ont dégradé, sans
» pouvoir le détruire, ce monument si
» noble du beau génie des Anciens; & ils
» ont décoré l'église de S. Pierre, sans pou-
» voir lui rendre la solidité qui lui man-
» que. Lésardé, même avant que d'être
» fini, & fortifié tous les ans par des mil-
» liers de livres de fer, dont on le lie dans
» tous les sens, on tremble à Rome qu'il
» ne soit menacé d'une ruine prochaine.
» L'ancien Temple des Dieux est là pour
» braver son fastueux vainqueur, auquel il
» semble dire dans sa beauté mâle & ro-
» buste « :

Quoi! deux siècles, à peine écoulés sur ta tête,
Ont ébranlé déjà tes foibles fondemens!
Les miens sont affermis du poids de deux mille ans
Sur ces bords désolés ton Dieu fit ma conquête.

Digitized by Google

Je devins le tombeau de ſes Martyrs ſanglans :
Je reçus dans mon ſein leurs triſtes oſſemens :
J'en vis pâlir mes Dieux. Bientôt mon front ſuperbe
Fut dépouillé pour toi de tous ſes ornemens.
Le Temps amènera de nouveaux changemens ;
Mais tu ſeras alors enſeveli ſous l'herbe ;
Et j'aurai fatigué les Deſtins & le Temps.

Je ne ſais ſi je me trompe ; mais cette proſopopée du Panthéon me paroît auſſi ſublime qu'elle eſt neuve ; elle ſaiſit l'imagination ; elle y imprime une grande image, elle invite à des réflexions profondes. On a beaucoup parlé du Panthéon ; il étoit réſervé à M. le Ch. de *** de le faire parler, & de lui donner un langage qu'on eût appelé celui des Dieux dans les temps où ce monument leur étoit conſacré.

Oppoſons à ces grands coups de pinceau le joli portrait des Payſannes de l'Etat de Florence : rien ne peut mieux prouver la ſouplеſſe du talent de l'Auteur.

» On admire la plupart des villes d'Ita-
» lie, & l'on ſeroit tenté de s'établir à
» Florence. Cette ville, ſurnommée *la*
» *Belle*, eſt traverſée par l'Arno, & dans
» une ſituation charmante. L'Arioſte en
» trouvoit le ſéjour préférable à celui de
» Rome, & l'Arioſte étoit connoiſſeur.
» J'aime à penſer qu'Iſabelle, Angélique,
» & quelques autres Héroïnes du Roland
» furieux, ſont les portraits des Maîtreſſes

Digitized by Google

» que le galant Arioſte eut à Florence, &
» dont les ſatires & les éloges reviennent
» tour à tour & ſi ſouvent dans ſon Poëme
» immortel. Ce que les femmes de Flo-
» rence étoient au ſiècle de l'Arioſte.....
» elles le ſont encore aujourd'hui. Si Fon-
» tenelle avoit voyagé en Toſcane, je di-
» rois que c'eſt-là qu'il écrivit ſes Eglogues.
» Je dirois qu'il a modelé ſes Bergères ſur
» les Payſannes des environs de Florence.
» Le ſang y eſt d'une beauté, d'une pu-
» reté dont je n'ai vu d'exemple que dans
» quelques cantons de la Suiſſe. L'ajuſte-
» ment de ces Payſannes eſt plein de grace
» & de coquetterie. C'eſt un juſte ſans
» manches; ce ſont des rubans de diverſes
» couleurs, qui, de l'épaulette à laquelle
» ils ſont attachés, pendent & voltigent
» au gré du vent: c'eſt un jupon court,
» ordinairement de couleur écarlate: c'eſt
» un chapeau de paille, mis ſur l'oreille,
» & garni de fleurs comme les cheveux.
» Encore une fois, ceux qui reprochent à
» Fontenelle la gentilleſſe de ſes Bergères,
» n'ont pas vu celles des environs de Flo-
» rence «.

Le Poëte, le Peintre, & l'amant, & l'époux,
Trouvent dans ces belles campagnes
Des ſites raviſſans, un air pur, un ciel doux,
Tous les biens en un mot; & ce qui les vaut tous,
L'Amour & ſes Sœurs pour compagnes.

Digitized by Google

Pensées sur différens sujets de Morale & de Piété, choisies dans les Sermons de M. Bossuet, Evêque de Meaux; précédées de quelques Réflexions sur le caractère de cet Orateur & des autres grands Prédicateurs de son siècle. In-12. A Paris, chez le Clerc, *Lib. rue S. Martin, N°.* 254; Baillard, *rue Neuve St. Roch.*

M. l'Abbé Barret, Editeur de ce Recueil, a fait preuve en même temps de bon goût & de ses bons principes. Son esprit & son cœur se montrent également d'une manière recommandable. Son Discours préliminaire est estimable par le fond des choses, & par la manière avec laquelle elles sont présentées. On a beaucoup parlé du genre des Sermons de Bossuet, & on n'a pas mieux dit que M. l'Abbé Barret, qui ne copie personne. Dieu, dit-il, est dans les Sermons de Bossuet, comme dans le Discours sur l'Histoire universelle, le seul principe, le seul agent, l'ame qui vivifie tout; tout y émane de lui, tout y ramène à lui, tout y dévoile une Providence vigilante, à qui rien n'échappe, qui dispose, qui crée les évènemens pour sa gloire, & les dirige avec une sagesse aussi douce que majestueuse. Mais pour les bien apprécier, il faut les lire plusieurs fois. — Nous n'adopterons cependant point son opinion, quand il met pour le sublime des idées ces Ser-

Digitized by Google

mons au dessus de ceux de Massillon & de Bourdaloue; nous n'en trouverons pas moins bon pour cela le reste du parallèle entre Massillon, Bossuet & Bourdaloue. Ce paparallèle, à la conclusion près, donne la mesure des connoissances de M. l'Abbé Barret, qui parle trop bien de l'éloquence, pour n'être pas Orateur à son tour. » J'ai cru faire plaisir au Public, en rapprochant quelques-uns des beaux morceaux qui m'ont le plus frappé dans la lecture des Sermons de Bossuet, & en les présentant au Public dans une espèce de Manuel «. Tel est en peu de mots le plan de M. l'Abbé Barret. Le choix bon ou mauvais pouvoit seul faire le mérite de son Recueil; mais a-t-on à craindre un mauvais choix, quand il s'agit de réduire Bossuet ? Nous rassurons sur ce point volontiers nos Lecteurs, & M. l'Abbé Barret est très-propre à inspirer la plus grande confiance.

SPECTACLES.

THÉATRE DE MONSIEUR.

DEPUIS le dernier compte que nous avons rendu de ce Spectacle, on y a représenté trois nouveautés; un Opéra Italien, une Comédie, & un Drame héroïque. Ce Drame est intitulé: *Camille, Dictateur pour la troisième fois.* Elle est de M. le Chevalier Aude. Elle a paru écrite avec élégance &

Digitized by Google

noblesse. Des allusions délicates & bien appliquées aux circonstances présentes, en ont augmenté le succès. L'autre est une Comédie intitulée : *La Confiance trahie.* Elle est d'un homme de beaucoup de mérite, & remplie de détails infiniment agréables. Mais quelques longueurs dans les développemens, le caractere principal qui a paru exagéré, & un autre peut-être un peu odieux, ont excité des murmures. Il est à présumer qu'avec quelques changemens cet Ouvrage réussiroit plus complettement.

La troisieme nouveauté est *l'Isola abitata*, Drame Italien de Métastasio, mis en musique par M. Mengozzi. Cet Ouvrage est une sorte de tentative d'Opéra sérieux. Le Compositeur, qui a désiré y donner une certaine étendue, a prolongé en deux Actes une action qui ne comportoit peut-être pas cette durée. La situation des personnages ne pouvant changer qu'au dénouement, il n'a pu y introduire assez de variété. Il gagneroit peut-être à faire le sacrifice de quelques beautés, car chacun des morceaux a paru réunir tous les suffrages. On a sur-tout distingué l'ouverture, le trio qui termine le premier Acte, & les deux morceaux de femme du second. L'Ouvrage néanmoins a fait beaucoup de plaisir, & doit faire le plus grand honneur aux talens de M. Mengozzi.

Il a été en général parfaitement exécuté. Mais nous ne ferons de mention particuliere que de Mlle. Simonet, jeune Françoise, qui débute sur la scène Italienne de la maniere la plus brillante. Dans un âge où l'on donne à peine des espérances, elle montre déjà un talent très-perfectionné. Sa voix, qui doit prendre de la force avec les années, est très-sonore, très-juste, extrêmement flexible, & d'un timbre très-flateur. Elle joue avec beaucoup de grace & d'intelligence, & annonce infiniment d'esprit. Mlle. Simonet est élève de M. Mengozzi.

Digitized by Google

ANNONCES ET NOTICES.

ON mettra en vente, Lundi prochain, 31 du courant, Hôtel de Thou, rue des Poitevins, la 33e. Livraison de l'ENCYCLOPÉDIE.

Cette Livraison est composée du Tome III, 1re. Partie de la *Logique & Morale*; du Tome III, 2me. Partie de l'*Histoire*; & de la 2me. Livraison des Planches de l'*Histoire Naturelle*, par M. l'Abbé Bonnaterre, dédiée & présentée à M. Necker, Ministre d'Etat, & Directeur Général des Finances.

Le prix de ces deux demi-Volumes de Discours est de 6 liv. en feuilles, ou de 7 liv. chacun pour les Souscripteurs, ci..... 6 liv.

La Livraison de l'*Histoire Naturelle*, composée de 80 Planches, à 4 s., ci..... 16 liv.

Brochure & Discours, ... 1 liv.

Brochure des deux demi-Volumes, ... 1 liv.

Total, ... 24 liv.

Le port de chaque Livraison est au compte des Souscripteurs.

Histoire Naturelle des Serpens, par Mr. le Comte de la Cépède, Garde du Cabinet du Roi; in-4°. Prix, 15 liv. en blanc; 15 liv. 10 s. broché, & 17 liv. relié.

Le choix que M. de Buffon a fait de M. de la Cépède pour exécuter les parties de l'*Histoire Naturelle*, est une des meilleures preuves de la bonté de l'Ouvrage que nous annonçons. L'Auteur a fait connoître depuis long-temps, par des Productions considérables, l'étendue de ses connoissances.

Digitized by Google

Collection d'Auteurs Anglois, en anglois, 24e. Livraison, contenant *Humes History of England*. Tomes I & II, in-8°. broc. Prix, 6 liv. A Paris, chez Piſſot, Lib. quai des Auguſtins.

Il y a déjà vingt-ſept Volumes de cette Collection intéreſſante des meilleurs Ecrivains Anglois. On en publie tous les mois des Volumes.

Recherches ſur les Finances, par M. de Cormeré, (2 Volum. in-8°. Prix, 12 liv.) annoncées dans ce Journal le 8 du courant. Se trouvent à Paris, chez Deſray, Libraire, quai des Auguſtins, N°. 37.

La veuve Edme, Libraire, rue Saint-Jean-de-Beauvais, N°. 36, connue depuis plus de vingt ans pour la Collection de Journaux en tous genres, & autres Ouvrages par Collection, complette auſſi à un prix très avantageux les perſonnes qui n'ont point les Collections entières.

Note des principales Collections.

Le Journal des Savans, in-4°., depuis ſon origine en 1665 juſqu'à préſent. — Le même, in-12; Tables dudit, ſéparément, 10 Vol. in-4°. — Journal de Trévoux, depuis ſon origine en 1701. — Journal Economique; — d'Agriculture, Commerce & Finance; — de Médecine; — de Phyſique, par M. l'Abbé Roſier; — d'Hiſtoire Naturelle; — Etranger; — Encyclopédique; — de Verdun; — de Bouillon; — de Genève; — Eccléſiaſtique; — Chrétien; — de Monſieur, par M. l'Abbé Royou; — d'Education; — Littéraire; — de Littérature; — Général de France; — de Paris; — de Nancy; — de Librairie; — Britannique; — Anglois, &c. Le Mercure François; — le Mercure Galant, depuis ſon origine en 1672, continué ſous le titre de Mercure de France. — L'Année Littéraire, par Fréron. — Les Cauſes célèbres. — L'Eſprit des Journaux. — Gazettes des Tribunaux; —

Digitized by Google

de France ; — d'Utrecht ; — d'Amsterdam ; — de Hollande ; — Salutaire, &c. Le Courrier de l'Europe. — L'Avant-Coureur. — Le Censeur Universel. — Choix de Mercures, 108 Volum. — Ephémérides du Citoyen. — Annales de Linguet. — Annonces & Affiches. — Affiches de Paris. — Affaires de l'Inde ; — d'Angleterre & d'Amérique. — Collection des Arrêts de M. Simon ; — des Mémoires particuliers sur l'Histoire de France ; — des Annales poétiques ; — de l'Almanach Royal ; — des Muses ; — des Etrennes du Parnasse ; — de l'Etat Militaire, &c. Le Conservateur, ou Choix de Morceaux rares. — Le Pour & le Contre, par l'Abbé Prévost. — Ouvrages des Savans. — Lettres sur quelques Ecrits de ce temps. — Observations sur la Littérature ; — sur les Ecrits modernes. — Réflexions sur les Ouvrages de Littérature. — République des Lettres de Bayle, &c. — Bibliothèque ancienne & moderne de Le Clerc ; — Choisie, du même ; — Universelle ; — Britannique ; — Germanique ; — Françoise ; — Angloise ; — Raisonnée des Ouvrages des Savans de l'Europe, 52 Volumes ; — des Romans ; — Petite Bibliothèque des Théatres ; des Dames. — Mélanges tirés d'une grande Bibliothèque. — Histoire des Hommes, par M. Delisle. — Hommes illustres ; du P. Niceron. — Collection des Arts & Métiers, in-folio. — Académie des Sciences & des Inscriptions, in-4°. & in-12. — Encyclopédie, in-folio & in-4°. — Histoire Universelle, in-4°. & in-8°. — Le Plutarque François, par Turpin, in-4°. — Dictionnaire de Morery ; — Trévoux ; — de la Martinière ; — de Bayle ; — de Médecine, le tout in-folio & de la dernière édition, &c. &c.

TABLE.

Vers.	121	*Pensées.*	139
Charade, Enig. & Log.	124	*Théatre de Monsieur.*	140
Sur quelques Contrées.	126	*Annonces & Nouvelles.*	142

Digitized by Google

JOURNAL POLITIQUE
DE
BRUXELLES.

SUÈDE.

De Stockholm, le 4 Août 1789.

Les opérations de l'armée en Finlande, deviennent de jour en jour si importantes, elles nous préparent à des évènemens si décisifs, qu'il devient nécessaire d'en recueillir le Journal exact, depuis l'instant où Sa Majesté a passé le fleuve Kymène, et pénétré sur le territoire de l'Ennemi.

Dès qu'une partie de l'armée sous les ordres du Lieutenant-Général *de Platen* fut rassemblée à Elimæ, et le reste sous les ordres du Lieutenant-Général Baron *de Siegroth*, parvenu à Kasala, l'armée entière se mit en marche, le 23 Juin, vers les frontieres, par les villages Wilikala, Anjala et Verche, où l'on jeta un pont pour passer le fleuve de Kymène. Plusieurs batteries sur les hauteurs assuroient notre passage. L'ennemi, posté de l'autre côté de la rivière, tira sur nos batte-

Digitized by Google

ries; mais leur feu ayant bientôt démonté ses canons, il fut contraint à se retirer. Le 25, quelques-uns de nos Chasseurs passèrent le fleuve, et se rendirent maîtres du village de Mækikovala; et le 26, toute l'armée passa le pont, et campa de l'autre côté de la riviere. Les Russes se retirèrent jusqu'à Uttismalm, pour se joindre aux troupes postées à Kaipias près de Davidsstad : là, ils furent renforcés par 2 bataillons du régiment Welikalulski, 2 Escadrons des Cuirassiers du Grand-Duc, et par plusieurs Corps de Cosaques et de Tartares. Instruit que les Russes étoient dans l'intention de nous attaquer pendant la nuit du 22 au 29, et qu'ils devoient être soutenus par plusieurs Corps, du côté de Wiala, le Roi marcha, le 28, à trois heures du matin, avec trois bataillons des régimens de Westmannie et de Weskerbottnie, 100 Chasseurs, un escadron des Dragons des Gardes, et 50 Dragons de Carelier. Pour soutenir ce Corps, le Lieutenant-Général *de Platen* fut commandé, avec 2 bataillons des régimens de Kronoberg et d'Ostrogothie, un escadron de Dragons et 2 canons, pour rester à la distance d'une werste. L'avant-garde, composée de Chasseurs et de Cavalerie légère, fut commandée par le Colonel *de Pauli*. Le Lieutenant-Général *de Siegroth* resta au camp, avec les autres troupes pour défendre le pont et pour observer les mouvemens des Ennemis, rassemblés près de Friderischam. Les Russes se mirent en ordre de bataille, à 3 werstes de leur camp. Leurs forces consistoient en 2 bataillons de Chasseurs : tout le régiment de Welikaluski, un bataillon des Grenadiers des Gardes, quelques escadrons de Cuirassiers et plusieurs

Digitized by Google

compagnies de Cosaques, de Tartares et de Baschires; 5 à 6 canons étoient rangés sur le grand chemin, qui, dans cet endroit, traverse une forêt. Le premier bataillon du régiment de Westmannie se mit à l'instant en mouvement pour seconder l'avant-garde.

L'attaque de l'Ennemi fut très-opiniâtre, et repoussée avec la même vigueur par le régiment de Westmannie. Pour secourir d'autant plus efficacement l'aile droite, Sa Maj. envoya sa propre Garde-du-Corps, qui consistoit en 24 Dragons. Le Général *de Platen* étant arrivé, il fit placer quelques canons de 6 livres en avant, marcha lui-même avec le régiment de Kroneberg pour tourner l'aile gauche des Russes, pendant qu'un bataillon d'Ostrogothie alloit rejoindre le régiment de Westerbottnie, qui devoit tourner l'aile droite. Cette manœuvre contraignit l'ennemi à la retraite, jusqu'à son camp de Uttismalni, où il se forma de nouveau en ordre de bataille. Les nôtres le poursuivirent avec célérité, et le régiment de Kroneberg, ayant passé un marais, le prit en flanc, en même temps que le reste des troupes l'attaquoit de l'autre côté: l'Ennemi perdant son ordre de bataille, prit la fuite, laissant nombre de morts et de blessés, plusieurs drapeaux, chariots de munitions, et approvisionnemens qu'il n'eut pas le temps d'emmener. Une marche forcée pendant une pluie continuelle, un combat sanglant de 5 heures, avoient trop affoibli les forces de nos troupes, pour qu'il fût possible de poursuivre l'ennemi, qui se retira jusqu'à Kaipias. Le Roi retourna au camp, laissant un bataillon à Korsmalmon. Notre perte fut d'un Officier, le Lieutenant *de Rosen*, tué, et deux blessés. Quatorze Soldats tués et 86 blessés;

Digitized by Google

on a trouvé 40 Russes morts sur le champ de bataille; plusieurs ont été tués dans les bois. Les déserteurs ont assuré que presque tous les Canonniers de l'ennemi ont péri.

Le 30 juin, les Russes furent entièrement chassés du village de Wiala, où le Général *Siégroth* rejoignit le reste de l'armée, commandée par le Roi, et sous lui, par le Général *de Platen*.

Le 2 juillet, à 4 heures du matin, l'armée se mit en marche sur trois colonnes : l'une conduite par le Roi, la seconde par le Baron *de Siégroth*, et la troisième, avec le bagage, par le Lieutenant-Colonel Baron *de Frisendorff*. Ces trois colonnes suivirent le grand chemin vers Fridericsham, à 3 verstes de distance l'une de l'autre, jusqu'à ce que la colonne sous les ordres du Roi prit le chemin de Memela par un pays très-montagneux, et que l'ennemi croyoit impénétrable aux bagages. Le Baron *de Siégroth* fit halte, pour donner au Roi le temps de gagner la hauteur; après quoi, il marcha vers Likala. La troisième colonne suivit cette même route, et toutes furent continuellement inquiétées par les Chasseurs de l'ennemi. Le Roi prit lui-même soin de tenir la colonne en ordre, et marcha à la tête du premier bataillon des Gardes-Infanterie. On envoya des Chasseurs au village de Memela, qu'on trouva entièrement évacué par l'ennemi, et le pont sur le fleuve presque achevé par le régiment de Sudermannie. Le 3 Juillet, à 6 heures du matin, les deux colonnes se mirent en marche vers Likala; à deux verstes delà, on rencontra des piquets de l'ennemi, qui furent repoussés jusqu'à un pont qu'on avoit rasé, près de Likala. L'attaque commença alors à 8 heures, et dura jusqu'à dix La position avantageuse de l'en-

Digitized by Google

nemi et la difficulté qu'avoient nos troupes à manœuvrer, à cause du terrain, nous présageoit un combat sanglant; mais notre bonne artillerie et le courage de nos troupes nous donnèrent bientôt l'avantage. Aussitôt que notre feu eut fait taire celui de l'ennemi, les deux bataillons des Gardes, sous les ordres du Baron *Cedorstrom* et *de Nummers*, attaquèrent les hauteurs et s'en rendirent maîtres, après avoir chassé les Russes jusqu'à un pont qu'ils rasèrent après l'avoir passé; ce qui les déroba à notre poursuite. Notre armée campa à Likala, à 18 verstes de Fredricsham. Nous avons eu en cette occasion 3 hommes de tués et 18 blessés, dont le Major des Gardes de Nummers, le Baron *de Rappe*, et un Officier de l'Artillerie.

Le Roi a nommé Commandeur de l'Ordre de l'Epée, le Colonel *de Pauli*; plusieurs autres Officiers ont été créés Chevaliers du même Ordre. Le Roi a aussi témoigné à toute l'armée son contentement de la bravoure qu'elle a montrée dans ces deux affaires.

On a vu, la semaine dernière, que ces premiers progrès en ont amené de nouveaux, et que les postes Russes de Hogfors, jusqu'à Suttala, avoient été emportés, en présence du Roi, par le Général *de Meyerfeld*. Depuis, l'on a appris que le Corps resté à Likala, ayant été menacé par l'ennemi en force supérieure, s'étoit replié, à peu de distance, sur Warcela, en attendant du renfort. Les dispositions de notre armée sont dirigées contre Fridericsham, d'où elle se trouve peu éloignée, et les premiers rapports

Digitized by Google

nous informeront des suites de cette entreprise.

Celle du Colonel de *Steding*, sur le canton Russe de Savolax, a complétement réussi, et il vient d'être publié officiellement que, le 21 de ce mois, M. *de Steding* a attaqué, près de Parkumaki, à peu de distance de Nyslot, le Corps du Lieutenant-Général Russe *de Schultz*, et l'a entièrement défait. Le Major *de Toll*, Commandant de Nyslot, 24 autres Officiers, 5 canons, 10 obusiers, 2 drapeaux, 650 Soldats, 15 chariots de munitions; le camp et les bagages sont tombés entre nos mains. Cette victoire nous a coûté 4 Officiers, 6 Bas-Officiers et 173 Soldats, dont 131 blessés. Le Roi, sur-le-champ, a élevé le Colonel *de Steding* au grade de Général-Major.

Notre armée recevra dans peu de jours les renforts qui sont partis de cette capitale : 21 galères, portant 6,000 hommes, dont entre autres le beau régiment Allemand de Philanderhielm, venu de Stralsund, et plus de 100 transports chargés de munitions et d'approvisionnemens de tout genre, ont mis à la voile, il y a quelques jours, de notre port; se sont rendus et réunis à Furusand, vis-à-vis l'entrée du golfe de Finlande, et doivent avoir gagné Sweaborg.

Aujourd'hui est arrivé un courrier du Duc *de Sudermanie*, avec la nouvelle que, le 26, la flotte de ce Prince avoit

Digitized by Google

engagé une action avec celle de Cronstadt, forte de 36 voiles, et s'étoit retirée la dernière du combat. Le vaisseau de Son Altesse Royale, appuyée de trois autres, a soutenu le feu de 7 vaisseaux Russes, dont deux à trois ponts. Cette affaire, qui paroît n'avoir pas été meurtrière, nous a enlevé seulement 50 hommes.

Nous devons une place à la Déclaration suivante du Roi, en date du 2 juin 1789, et qu'il nous a été impossible de placer plus tôt.

« Au commencement de la guerre injuste que la Russie suscita au Roi de Suède, S. M. eut soin de faire déclarer par ses Ministres, dans les Cours Etrangères, qu'Elle ne s'écarteroit jamais des principes établis par la convention maritime de 1780, en faveur du Commerce et de la Navigation des neutres, et Sa Majesté ayant eu la satisfaction de voir que dans un temps où leur concours dans la Baltique lui étoit d'une grande utilité, leur confiance n'a point diminuée. Elle pourroit regarder toute assurance ultérieure à cet égard, comme proprement superficielle; mais le Roi n'a pas moins voulu la réitérer par la présente Déclaration, d'une manière encore plus formelle, pour prévenir à temps l'effet de toutes les interprétations contraires qui pourroient être données sur les principes de S. M. A ce sujet, et afin que les Nations neutres dans le cours de cette guerre, dont la Russie se plaît à prolonger la durée, continuent à se livrer sans inquiétude à toutes leurs entreprises de commerce dans les parages

Digitized by Google

de la Suède. Pour cet effet, Sa Majesté le Roi de Suède fait savoir à tous ceux à qui il appartiendra, que par une suite des ordres, qui dès le commencement des hostilités ont été donnés aux Commandans de ses forces navales, la protection la plus entière sera accordée à tous les vaisseaux marchands neutres que les intérêts de Commerce conduiront pendant la guerre dans la Baltique, et les mers qui en sont le théâtre, leur navigation restant parfaitement libre et sûre, de la part de la Suède, pour quelque port de ces mers qu'elle puisse être dirigée. Ils recevront aussi des Commandans du Roi toute l'assistance et toute la protection qui dépendront d'eux, et auxquelles tout Sujet d'une Puissance neutre a droit de s'attendre. Mais ces avantages, réservés aux vaisseaux marchands neutres, ne sauroient s'étendre à ceux qui viendroient porter aux Ennemis de la Suède des munitions de guerre, universellement rangées dans la classe des marchandises de contrebande, et comme telles, sujettes à confiscation. »

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 14 août.

Le combat naval du 26 juillet, entre les flottes Russes et Suédoises, à la hauteur de Bornholm, ne leur a coûté que de la poudre et des boulets. L'action a été partielle et indécise. On en connoît aujourd'hui les véritables circonstances, par la lettre suivante, datée de

Digitized by Google

Carlscrona, le 30 juillet; elle est de l'Amiral *Wrangel*, et adressée au Baron *de Sprengporten*, Ambassadeur de Suède à Copenhague.

« Les relations des navires Anglois viennent d'être entièrement constatées par les rapports qu'un Officier, arrivé de la flotte, et chargé de dépêches pour Sa Majesté, en Finlande, vient de me remettre; en voici la substance:

« A juger de la position des flottes, lors du départ de l'Officier, tout l'avantage étoit du côté du Duc *de Sudermanie*, qui continua pour lors à poursuivre l'Ennemi, et auroit encore rengagé le combat de nouveau, après avoir, par l'action continuelle de la bataille de la veille, qui avoit duré depuis une heure trois quarts jusqu'à huit heures trois quarts du soir, forcé l'Ennemi d'abandonner le champ de bataille, quoique notre avant-garde, qui étoit engagée avec l'arrière de l'Ennemi, n'eût pas lâché un seul coup; cette négligence attira au Contre-Amiral *Lillehorn* la perte du commandement, et une des moindres frégates, à ce que dit l'Officier, doit être en route pour le conduire prisonnier ici. Notre arrière-garde, engagée avec l'avant-garde ennemie, faisoit un feu continuel; deux des grandes frégates qui la composoient, la *Zémire* et la *Thétis*, poursuivirent chacune un vaisseau de 70 canons. — Notre vaisseau la *Hardiesse*, de 60, fit un feu si formidable, qu'une pièce, du calibre de 18 creva par la chaleur, et fit périr trois hommes. — Le Prince m'informe ensuite, de sa propre main, qu'il est absolument satisfait de son entreprise, et qu'il espère de me donner dans peu des nouvelles en notre faveur touchant l'ennemi. Il

Digitized by Google

donne des éloges au Chef de l'arrière-garde, le Colonel *Modée*, qui s'est distingué par la plus grande valeur. — La ligne de bataille des Suédois étoit de 21 vaisseaux, et celle de l'ennemi de 22, parmi lesquels il y avoit 3 vaisseaux à trois ponts et 2 de 80; toute la force Russe étoit de 33 voiles. »

Cette relation paroît confirmée par tous les avis particuliers, dignes de quelque confiance. Les Russes mêmes y donnent un nouveau poids par le récit qu'ils ont fait insérer dans les Gazettes, entre autres dans celles de Leyde et d'Amsterdam, où ils assurent qu'*étant sous le vent, ils n'ont pu approcher l'Ennemi, et que, vu l'éloignement, les* BOULETS N'ATTEIGNOIENT POINT ; mais que cependant ces mêmes boulets, restés en chemin, ont *démâté deux vaisseaux Suédois.*

L'escadre Russe, forte de 9 vaisseaux de ligne, qui mouilloit dans la baie de Kioge, sous les ordres du Vice-Amiral *Koslainoff*, ayant mis à la voile le 30 juillet, se réunit le surlendemain à la grande flotte, aujourd'hui de 31 vaisseaux de ligne. Cette supériorité de nombre et de la force des bâtimens ennemis, a obligé le Duc *de Sudermanie* de rentrer à Carlscrona, pour y prendre les trois vaisseaux de ligne dont on pressoit l'armement. Ces vaisseaux, qui sont le Prince *Charles Frédéric* de 70 canons, le Prince *Ferdinand* de 60, et la *Finlande*, aussi

Digitized by Google

de 60, se joindront à la grande escadre avec 4 brûlots. C'est l'Amiral *Tschitschagoff* qui commande en Chef la flotte Russe.

Il continue de nous arriver des relations de la Gazette de Pétersbourg, copiées ensuite par d'autres Gazettes. C'est aujourd'hui une victoire près de Bender, sur quelques milliers de Turcs qui ont perdu des centaines d'hommes, tandis que les Russes n'ont laissé que DEUX COSAQUES sur le champ de bataille. Dans le récit Russe de l'affaire de Galacz, que nous avons rectifié la semaine dernière, c'étoit TROIS COSAQUES qui, seuls, de toute l'armée, n'avoient pas été invulnérables. Ces rapports, vraiment dérisoires, paroissent l'ouvrage de Secrétaires bien mal-habiles.

De Francfort sur le Mein, le 17 août.

Tous les avis de Vienne constatent les progrès journaliers de la convalescence de l'Empereur : il soutient aujourd'hui de longues promenades, et se trouve sans fièvre. Tant que durera la belle saison, il est apparent qu'il ne quittera pas Laxembourg, et quoiqu'il soit attendu à Vienne, ce séjour, nécessité par des affaires de la plus haute importance, ne sera, dit-on, que passager.

Le Maréchal *de Haddick*, entière-

Digitized by Google

ment rétabli, a reparu, le 19 juillet, au quartier général. Son armée, répartie en six divisions, et composée de 66 bataillons, n'a fait encore aucun mouvement. Le Prince *de Cobourg* reste également sur la défensive en Buchowine. Le Maréchal *de Laudhon* n'a fait aucune entreprise ultérieure, depuis l'occupation de Gradiska qu'il fait réparer. Cette inaction, au milieu de la campagne, fait présumer, ou des projets nouveaux dont les dispositions ne sont pas encore arrêtées, ou l'approche d'une pacification séparée. L'opinion flotte entre ces deux idées; et quoiqu'on parle de nouveau, dans les Cercles de Vienne, du siége prochain de Belgrade, ce projet s'accrédite peu. Les mouvemens des Ottomans fortifient les apparences de la paix, car le nouveau Grand-Visir a changé son plan, et s'approche des Russes. Différens Corps marchent en Bessarabie; il ne reste à-peu-près que 30,000 hommes dans la Valachie, pour inquiéter les défilés de la Transylvanie; un autre Corps rassemblé à Nissa, doit observer les mouvemens des Autrichiens.

Ceux-ci paroissent fort peu disposés à se sacrifier pour leurs Alliés, comme ils l'ont fait la campagne précédente. L'armée Russe est en mauvais état, mal pourvue, chargée de nouvelles recrues, et

Digitized by Google

ne seconderoit jamais que foiblement les mouvemens des Autrichiens.

D'ailleurs, ces mêmes Russes vont devenir le principal objet de la guerre qu'ils ont occasionnée. Le nouveau Grand-Seigneur, d'un caractère violent, veut, à tout prix, se venger des affronts, et réparer les pertes qu'essuya son Prédécesseur. Il est certain, quoi qu'en disent des Papiers publics mal informés, que ces dispositions de *Selim III* ont amené la disgrace du Grand-Visir. Soit foiblesse, soit politique, soit corruption, ce Ministre s'étoit hasardé à proposer et à conseiller la paix avec les Ennemis de l'Empire. Ces remontrances ont été regardées comme un indice de lâcheté ou de trahison, et le Ministre a été sacrifié. La Porte, d'ailleurs, attend l'effet d'une diversion qu'elle a tentée dans le Couban, où 40,000 hommes devoient débarquer au mois de juillet. Il est si vrai qu'elle ne pense en aucune manière à accorder la paix aux Russes, que, malgré les efforts employés pour empêcher le Grand-Seigneur de renouveler le traité de l'Empire avec la Suède, M. *de Heidenstam*, Ministre de cette Puissance à Constantinople, a obtenu, à la fin de juin, la promesse positive d'une conclusion instante.

Le Roi de Prusse partira, le 16 de ce mois, pour la Silésie, où il fera la revue de ses troupes. — La Prin-

Digitized by Google

cesse d'Orange doit retourner en Hollande le 10. — Il circule à Berlin, et dans quelques Cours d'Allemagne, un plan très-intéressant de Capitulation provisoire, pour l'Election du Roi des Romains : ce projet est attribué à un Ministre célèbre dans la carrière politique et littéraire.

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 17 août.

Le 11 de ce mois, la Chambre-Haute étant assemblée, le Lord Chancelier, le Duc *de Leeds* et Lord *Sydney*, autorisés par une Commission du Roi, consentirent et sanctionnèrent, au nom de S. M., les Bills suivans :

Acte pour abolir les droits sur le tabac à fumer et en poudre, et pour les remplacer par d'autres.

Acte qui continue pour un temps limité, et modifie un acte fait dans la dernière Session du Parlement, intitulé : *Acte qui règle pour un temps limité, l'embarquement et le transport des Nègres chargés à la côte d'Afrique sur des vaisseaux Anglois.*

Acte pour faire exécuter plus exactement les lois concernant les prisons.

Acte pour autoriser la Compagnie des Indes orientales à augmenter son capital destiné au commerce, et plusieurs autres Bills publics ou particuliers.

Digitized by Google

Après cela, le Chancelier prononça le Discours suivant :

Milords et Messieurs,

« Il nous est ordonné, par Sa Majesté, de vous témoigner avec quelle satisfaction Elle a vu les preuves continuelles que vous avez données, durant la présente Session, de votre application soutenue aux affaires publiques, ainsi que de votre zèle pour l'honneur, les intérêts de sa Couronne, le bien-être et la prospérité de son Peuple. »

Messieurs de la Chambre des Communes,

« Sa Majesté nous a particulièrement chargés de vous remercier de l'empressement avec lequel vous avez accordé les subsides nécessaires pour les différentes branches du service public. »

Milords et Messieurs,

« Quoique les bons offices de Sa Majesté et de ses Alliés, n'aient pas été jusqu'ici assez efficaces pour rétablir la tranquillité générale de l'Europe, le Roi a la satisfaction de voir qu'on a prévenu du moins toute extension ultérieure des hostilités, et que la situation des affaires continue de promettre à ce pays, la jouissance non interrompue des bénédictions de la paix. »

Le Lord Chancelier dit ensuite, par Commandement de Sa Majesté :

Milords et Messieurs,

« C'est la volonté royale de Sa Majesté, et son plaisir, que ce Parlement soit prorogé jusqu'au jeudi 29 du mois d'octobre prochain, pour être après tenu ici; et, en conséquence, ce parlement est prorogé jusqu'au jeudi 29 d'octobre prochain. »

Digitized by Google

FRANCE.

De Versailles, le 25 août.

S. M. voulant témoigner à M. *Dufresne*, la satisfaction qu'Elle ressent des services que lui a rendus cet Intendant du Trésor Royal, dans les différentes places auxquelles il a été appelé, l'a nommé Directeur-Général du Trésor Royal.

Le Marquis *de Rossel*, ancien Capitaine de vaisseau, a eu l'honneur de présenter au Roi, le 12 du mois dernier, le tableau qu'il a peint, par ordre de Sa Majesté, représentant le combat rendu à la hauteur de la Dominique, le 17 Avril 1780, par l'armée navale du Roi, composée de vingt-deux vaisseaux, quatre frégates et trois corvettes, sous le commandement du Comte de Guichen, Lieutenant-général, contre l'armée Angloise, de vingt-un vaisseaux, dont deux à trois ponts, trois frégates et un bricq, aux ordres de l'Amiral Rodney. Ce tableau fait partie de la Collection qui se grave, et que le Roi et la Famille Royale ont honoré de leur souscription.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

SEIZIÈME SEMAINE DE LA SESSION.

L'Evangile a donné la plus simple, la plus courte, et la plus complète *Déclaration des droits de l'homme*, lorsqu'il a dit : *Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrois pas qui te fût fait.* Toute la politique naturelle porte sur ce point

Digitized by Google

d'appui, et rien de plus fécond que cette maxime, d'où dérivent le terme des droits de l'homme et celui de ses devoirs.

Elle frappe tous les âges et tous les esprits : un Porte-faix en pénètre le sens et l'application aussi bien qu'un Métaphysicien : toute loi de liberté s'y rapporte; elle est imparfaite, si elle s'en écarte.

Sans doute, les droits sont fondés sur des principes; mais tous les jours, et par-tout, on confond les principes avec les opinions : les avis d'un siècle, d'un pays, d'une classe d'individus, ne sont pas des vérités, et toute idée sur laquelle les hommes ne s'accordent point, ne peut servir de fondement à la Politique naturelle. Un Député de la Noblesse, qui montre autant d'élévation dans ses discours que dans ses sentimens, a observé, que si, au milieu d'une Assemblée de mille personnes, il se trouvoit cent opinions différentes sur une *Déclaration des droits*, il y en auroit cent mille dans une Nation de vingt-quatre millions d'ames : ce dissentiment seroit progressif et incalculable, si l'on soumettoit ce problême aux autres Peuples. Est-ce à ce caractère qu'on reconnoît des principes fondamentaux ?

Quel est, par exemple, l'homme du Peuple ou de Cabinet qui sera jamais intérieurement convaincu que les hommes *naissent* libres et égaux ? Le premier ne voit dans la société, même au sein

Digitized by Google

des Démocraties Helvétiques, seules Démocraties de l'Univers, que des inégalités physiques et morales. Le second ne découvre également qu'inégalités dans l'état de nature. Chez les Insulaires de la mer du Sud, chez les Tribus des Sauvages occidentaux, chez les hordes d'Arabes et de Tartares, seuls Peuples encore voisins du berceau de la création, il retrouve une échelle de subordination, et nulle part une égalité absolue.

La loi seule corrige la nature, et la supplée, en abaissant devant elle toute les Aristocraties de naissance, de force, de richesse, d'autorité, et en rendant parfaitement égale la distribution du bien et du mal politique. La Constitution est la clef de cet édifice d'égalité et de liberté factices : elle doit lui servir de garantie ; mais ce grand ouvrage de l'esprit humain, perfectionné, n'a pas un élément dans l'état primitif de l'espèce humaine.

On cite la conservation et la défense de soi-même, comme des droits innés et indépendans de tout pacte social ; mais on ne considère pas que ces droits étant réciproques, ils emportent celui de se nuire mutuellement, toutes les fois que le salut ou l'intérêt de l'un est attaché aux privations ou à la mort de l'autre. Telle est l'origine des guerres fréquentes des Sauvages.

La consécration de la propriété est

Digitized by Google

le renversement du droit de nature. *Rousseau* l'a démontré : Du moment où l'homme a usurpé le droit d'enclore un champ, il a autorisé ses pareils à usurper la terre entière. Les Nations à demi-civilisées, vivent sous ce régime; les conventions sociales peuvent seules l'en tirer.

Tout se réduit donc à ces conventions, et non à des principes, encore moins à un usage illimité de nos facultés. Une doctrine n'est pas une loi, à moins que la loi ne consacre la doctrine, qui devient alors un statut positif.

Ces idées, qui ne sont autre chose que des opinions, et que nous nous permettons de répandre, parce qu'elles n'ont rien de dangereux, peuvent servir d'introduction aux débats importans qui, la semaine dernière, ont occupé de nouveau L'ASSEMBLÉE NATIONALE. *La Déclaration des droits* a absorbé encore plusieurs Séances, remarquables par la variété des sentimens, et par l'application que plusieurs Députés ont portée à l'examen de cet Acte préliminaire.

Sur la demande réitérée de plusieurs de nos Abonnés des provinces, qui ont paru ne pas goûter des détails ultérieurs trop étendus, sur les divers plans de *Déclaration des droits*, nous nous renfermerons dans l'abrégé concis des nouvelles discussions qui ont eu ces plans pour objet.

Digitized by Google

Du Lundi 17 Août. M. *de Clermont-Tonnerre* ayant réuni 473 voix sur 812, fut proclamé Président à l'ouverture de la Séance. M. *le Chapelier*, son prédécesseur, lit ses remercimens à l'Assemblée par un Discours applaudi, ainsi que celui du nouveau Président.

MM. *Fréteau* et *Emmery*, Secrétaires, firent la lecture des Procès-verbaux du 4 au matin, du 10 et du 11.

M. *de Clermont-Tonnerre* communiqua à l'Assemblée une lettre de M. le Garde-des-Sceaux, par laquelle ce Ministre envoie à l'Assemblée, 1°. une Déclaration du Roi pour le rétablissement de la paix.

2°. Une Ordonnance qui enjoint aux troupes de prêter main-forte aux Milices Bourgeoises, à la requisition des Municipalités, et de prêter serment, d'après la formule arrêtée par l'Assemblée; avec une Lettre aux Soldats de l'armée.

3°. Une Ordonnance de Sa Majesté, qui accorde une amnistie générale aux Soldats qui ont quitté leurs Corps depuis le 1 Juin, et qui auront rejoint leurs drapeaux au 1 Octobre (1).

4°. La liste de treize galériens pour braconnage, auxquels le Roi a rendu la liberté.

5°. La procédure du Parlement de Rouen contre le Procureur du Roi de Falaise. Cette lecture excita de vifs applaudissemens et des cris de *vive le Roi.*

Plusieurs des galériens indiqués étant coupables de délits capitaux, divers Membres observèrent que l'intention de l'Assemblée ne pouvoit être de leur donner la liberté; et qu'Elle

(1) Voyez l'article Paris.

Digitized by Google

n'avoit demandé au Roi, que l'élargissement des galériens condamnés pour braconnage. Cette réflexion fut renvoyée au Comité de rapports.

M. *le Chapelier* sortant de charge, reçut les remercimens de l'Assemblée.

M. *de Mirabeau* rendit compte à l'Assemblée du travail du Comité des Cinq, chargé de l'examen des Déclarations de droits; travail dont il avoit été le Rédacteur.

« La Déclaration des droits de l'homme, dit-il, est un développement de principes applicables à toutes les formes de Gouvernement. Le Comité que l'Assemblée a honoré de sa confiance, a bien aperçu les difficultés du travail, et reconnu qu'il n'étoit susceptible que d'une perfection relative. Il est en effet peu aisé de présenter un plan perfectionné, lorsqu'il faut le faire pour un Gouvernement déja vieux, lorsqu'il faut le faire en trois jours, et au milieu de vingt projets différens; cependant il a fallu obéir. Heureusement nous étions éclairés par l'esprit de l'Assemblée; nous avons adopté une forme simple et populaire, afin qu'elle fût à la portée de tout le monde: cette forme est précieuse pour un ouvrage de ce genre, dans lequel il ne faut pas s'occuper de déductions philosophiques. S'il a fallu quelquefois employer des mots abstraits, nous les avons joints à des idées précises. C'est ainsi qu'ont fait les Américains: nous avons tâché de suivre leur méthode, en écartant les défauts qu'elle offroit. La difficulté a été de distinguer ce qui appartient à l'homme naturel, de ce qui est de l'apanage de l'homme en société. Peut-être les hommes ne sont-ils pas assez

Digitized by Google

mûrs pour la liberté, et nous n'offrons ici qu'un faible essai.

Une lecture rapide ne permettant pas de saisir l'ensemble, les idées et les rapports des diverses parties de ce projet, on en ordonna l'impression, et l'examen dans les Bureaux. Le voici dans sa forme originelle.

» Les Représentans du Peuple François constitués en Assemblée Nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme, sont l'unique cause des malheurs publics et de la corruption du Gouvernement, ont résolu de rétablir, dans une Déclaration solemnelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme, afin que cette déclaration, constamment présente à tous les Membres du Corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs; afin que les actes du pouvoir législatif et exécutif, pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique, en soient plus respectés; afin que les réclamations des Citoyens, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la Constitution et au bonheur de tous. »

« En conséquence, l'Assemblée Nationale reconnoit et déclare les articles suivans : »

1°. Tous les hommes naissent égaux et libres; aucun d'eux n'a plus de droit que les autres de faire usage de ses facultés naturelles ou acquises; ce droit, commun à tous, n'a d'autre limite que la conscience même de celui qui l'exerce, laquelle lui interdit d'en faire usage au détriment de ses semblables.

2°. Tout Corps politique reçoit l'existence d'un contrat social, exprès ou tacite, par

Digitized by Google

lequel chaque individu met en commun sa personne et ses facultés, sous la suprême direction de la volonté générale, et en même temps le Corps reçoit chaque individu comme portion.

3°. Tous les pouvoirs auxquels une Nation se soumet, émanant d'elle-même, nul Corps, nul individu ne peut avoir d'autorité qui n'en dérive expressément. Toute association politique a le droit inaliénable d'établir, de modifier ou de changer la Constitution, c'est-à-dire, la forme de son Gouvernement, la distribution et les bornes des différens pouvoirs qui le composent.

4°. Le bien commun de tous, et non l'intérêt particulier d'un homme ou d'une classe d'hommes quelconque, est le principe et le but de toutes les associations politiques. Une Nation ne doit donc reconnoître d'autres Lois que celles qui ont été expressément approuvées et consenties par elle-même ou par ses Représentans souvent renouvelés, légalement élus, toujours existans, fréquemment assemblés, agissant librement selon les formes prescrites par la Constitution.

5°. La Loi, étant l'expression de la volonté générale, doit être générale dans son objet, et tendre toujours à assurer à tous les Citoyens la liberté, la propriété et l'égalité civile.

6°. La liberté du Citoyen consiste à n'être soumis qu'à la Loi, à n'être tenu d'obéir qu'à l'autorité établie par la Loi, à pouvoir faire, sans crainte de punition, tout usage de ses facultés qui n'est pas défendu par la Loi, et par conséquent à résister à l'oppression.

7°. Ainsi, libre dans sa personne, le Ci-

Digitized by Google

toyen ne peut être accusé que devant les Tribunaux établis par la Loi; il ne peut être arrêté, détenu, emprissonné que dans les cas où ces précautions sont nécessaires pour assurer la réparation ou la punition d'un délit, et selon les formes prescrites par la Loi: il doit être publiquement poursuivi, publiquement confronté, publiquement jugé. On ne peut lui infliger que des peines déterminées par la Loi avant l'accusation: ces peines doivent toujours être graduées suivant la nature des délits, et enfin égales pour tous les Citoyens.

8°. Ainsi, libre dans ses pensées, et même dans leur manifestation, le Citoyen a le droit de les repandre par la parole, par l'écriture, par l'impression, sous la réserve expresse de ne pas donner atteinte aux droits d'autrui; les lettres en particulier doivent être sacrées.

9°. Ainsi, libre dans ses actions, le Citoyen peut voyager, transporter son domicile où il lui plait, sortir même de l'enceinte de l'Etat, à la réserve des cas désignés par la Loi.

10°. On ne sauroit, sans attenter aux droits des Citoyens, les priver de la faculté de s'assembler dans la forme légale, pour consulter sur la chose publique, pour donner des instructions à leurs mandataires, ou pour demander le redressement de leurs griefs.

11°. Tout Citoyen a le droit d'acquérir, de posséder, de fabriquer, de faire le commerce, d'employer ses facultés et son industrie, et de disposer à son gré de ses propriétés. La Loi seule peut apporter des modifications à cette liberté pour l'intérêt général.

12°. Nul ne peut être forcé de céder sa propriété

Digitized by Google

propriété à quelque personne que ce soit : le sacrifice n'en est dû qu'à la société entière, mais seulement dans le cas d'une nécessité publique; et alors la société doit au propriétaire une indemnité équivalente.

13°. Tout Citoyen sans distinction doit contribuer aux dépenses publiques, dans la proportion de ses biens.

14°. Toute contribution blesse les droits des hommes, si elle décourage le travail et l'industrie, si elle tend à exciter la cupidité, à corrompre les mœurs, et à ravir au Peuple ses moyens de subsistance.

15°. La perception des revenus publics doit être assujettie à une comptabilité rigoureuse, à des régles fixes, faciles à connoître; en sorte que les contribuables obtiennent prompte justice, et que les salaires des Collecteurs des revenus soient strictement déterminés.

16°. L'économie dans l'administration des dépenses publiques est d'un devoir rigoureux; le salaire des Officiers de l'Etat doit être modéré, et il ne faut accorder de récompense que pour de véritables services.

17°. L'égalité civile n'est pas l'égalité des propriétés ou des distinctions; elle consiste en ce que tous les Citoyens sont également obligés de se soumettre à la Loi, et ont un droit égal à la protection de la Loi.

18°. Ainsi tous les Citoyens sont également admissibles à tous les Emplois Civils, Ecclésiastiques, Militaires, selon la mesure de leurs talens et de leur capacité.

19°. L'établissement de l'Armée n'appartient qu'à la Législature; le nombre des troupes doit être fixé par elle; leur destination est la défense de l'Etat; elles doivent toujours être subordonnées à l'autorité civile; elles ne peu-

Digitized by Google

vent faire aucun mouvement relatif à la tranquillité intérieure, que sous l'inspection des Magistrats désignés par la Loi, connus du Peuple, et responsables des ordres qu'ils leur donneront.

Depuis long-temps M. *Bergasse* avoit promis le travail du Comité de Constitution, sur celle du Pouvoir judiciaire : le plan qu'il remit à l'Assemblée ne fit pas regretter le temps consacré à cette Rédaction. L'Auteur commença par exposer les principes, dans un Discours clair et concis, qu'il fit suivre de l'exposé des résultats, c'est-à-dire, d'un Code d'Ordre judiciaire, divisé en cinq Titres, subdivisés eux-mêmes par articles. On s'est réuni à louer la clarté, l'ordre d'idées, l'enchaînement de rapports, et le caractère sain et vigoureux de ce travail. Nous n'en hasarderons l'analyse qu'après son impression, ordonnée par l'Assemblée pour être soumise aux Bureaux.

Le Comité de *Rapport* rendit compte à l'Assemblée de la détention d'un Gentilhomme Breton, arrêté à S. Malo, pour soupçon d'émigration ; de celle d'un voyageur arrêté par la Milice de Nantes ; de celle de M. *de Tremergat*, *de Botherel*, et de plusieurs autres, appréhendés au bord de la mer. L'avis du Comité étoit de renvoyer l'affaire au Ministre, et d'écrire aux détempteurs de Nantes et S. Malo, qu'on devoit relâcher des Gentilshommes contre lesquels il n'y avoit ni accusation, ni motif de suspicion.

Un Membre des Communes demanda qu'ils fussent jugés par l'Assemblée, et craignoit que leur élargissement ne les rejetât dans de nouveaux dangers.

Deux autres Membres représentèrent qu'une

Digitized by Google

Assemblée aussi auguste devoit être toujours conforme à ses principes. « Lorsqu'on vous rapporta la détention de M. le Duc *de la Vauguyon*, dit l'un d'eux, vous avez jugé qu'il devoit être remis en liberté. Puisque, donc, vous n'avez de même aucune preuve d'accusation contre les Citoyens dont il s'agit, ils doivent être rendus à la Société.

M. le Président mit la question aux voix, en ces termes : *Adoptera-t-on l'avis du Comité, ou suspendra-t-on le jugement ?* La décision du Comité fut adoptée unanimement.

On fit ensuite la lecture d'une plainte des Officiers, et des Gentilshommes de Bretagne, rassemblés à Brest, qui réclament contre l'injustice des soupçons calomnieux dont ils sont l'objet, relativement au complot vaguement dénoncé par M. le Duc *de Dorset*, et qui prient l'Assemblée d'en rechercher les Auteurs, et d'en presser la révélation auprès de M. l'Ambassadeur d'Angleterre. Une lettre de la Commission des Etats de Bretagne exprime les mêmes sentimens.

L'avis du Comité étoit de faire demander à l'Ambassadeur d'Angleterre, par M. le Comte *de Montmorin*, toutes les instructions nécessaires, et d'ordonner en même temps, dans la Province, des perquisitions pour remonter à la source de cette trahison.

Un Membre des Communes s'y opposa, en disant que M. le Duc *de Dorset* ne pouvoit déclarer les personnes; qu'il devoit ce secret à lui et à sa Cour; que d'ailleurs il avoit déjà donné à M. le Comte *de Montmorin* toutes les communications qu'il étoit en pouvoir de faire. Cette question, ajouta-t-il, est trop difficultueuse, et même insoluble; il n'y a donc point lieu à délibérer.

Digitized by Google

Un Gentilhomme ajouta qu'une pareille déclaration pourroit troubler la France entière.

Un second rappela que M. le Comte *de Montmorin* avoit déja fait les informations et les recherches les plus exactes, sans avoir rien pu découvrir. Les renseignemens de M. le Duc *de Dorset*, avoient été aussi infructueux. Il est donc démontré que la Noblesse de Bretagne ne peut être soupçonnée, et qu'il n'y a lieu à délibérer.

M. *de Montmorency* prétendit que, par son caractère même, un Ambassadeur ne sauroit toujours être véridique. Ses déclarations ne sont pas des témoignages authentiques. L'Anglois, jaloux de la France, ne pourroit-il pas être soupçonné plutôt que la Noblesse de Bretagne?

D'autres Membres insistoient sur une information.

M. le Duc *du Châtelet* releva les soupçons qu'on essayoit de jeter sur les Anglois, que la conduite de leur Ambassadeur avoit pleinement disculpés « Nous devons, ajouta-t-il, nous en tenir à l'assurance authentique que nous avons reçue de la Cour de Londres. Gardons-nous d'une délibération qui pourroit nous faire accuser d'injustice envers cette Cour, dont nous devons ménager les sentimens et estimer la modération. Les complots pareils à celui de Brest, sont presque toujours formés par des fous ou des scélérats obscurs, incapables même de les exécuter: mettre une importance publique à ces projets, c'est courir le risque de commettre entre elles des Nations qui vivent en harmonie. Lorsque j'étois Ambassadeur en Angleterre, on me proposa plusieurs plans pour incendier Portsmouth, Chatham, Plymouth, et en les

Digitized by Google

repoussant, je montrai l'horreur que ces attentats inspirent aux Nations qui respectent la justice. »

La sagesse de cet avis détermina l'Assemblée à prononcer unanimement qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer (1).

Du Mardi 18 Aout. Trois des Secrétaires sortant de charge, M. le Président a déclaré leurs successeurs : ce sont, MM. l'Abbé *de Barmont*, par 186 voix; M. l'Evêque d'*Autun*, par 122; et M. *de Montmorency*, par 116.

On présenta ensuite les Adresses et Délibérations de différentes Villes et Communautés, ainsi que le don de la finance de son Office, fait à l'Etat par M. *Chalan*, Procureur du Roi de Meulan.

Le projet de *Déclaration des Droits*, présenté la veille par M. *de Mirabeau*, étant remis en délibération, M. *Crenière* a soutenu le premier, qu'une véritable Déclaration de droits n'étoit pas une suite de principes, et

(1) Ces réflexions judicieuses de M. le Duc *du Châtelet*, ont été faites par plusieurs personnes, à l'instant où il a été question du complot sur le port de Brest; mais on eût été mal venu de rappeler des vérités si simples. Il est de fait, qu'il ne s'est peut-être pas écoulé d'année, ou du moins qu'il n'est pas d'Ambassadeur de France à Londres, et d'Ambassadeur d'Angleterre à Paris, qui n'ait reçu de pareilles propositions. Presque toutes sont l'ouvrage de gens perdus de jugement ou d'affaires, qui, pour escroquer 50 louis, s'offrent ainsi à brûler des Ports, ou à livrer des Citadelles.

Digitized by Google

qu'il y avoit une différence essentielle entre les simples facultés de l'Homme et les droits du Citoyen (1).

M. le Vicomte *de Mirabeau* releva, comme impropre, l'épithète *imprescriptibles*, employée dans le Projet. Un honorable Membre, continua-t-il, en parlant de son frere, dont vous êtes accoutumés à admirer l'éloquence, vous a dit que l'autorité la plus dangereuse est celle des Municipalités. Il doit être surprenant de le voir poser maintenant un principe contraire, et subordonner le Militaire au Civil.... Il est vrai que le nombre des troupes doit être fixé par le pouvoir législatif; mais ce n'est qu'au pouvoir exécutif qu'il appartient de les gouverner.

M. le Comte *de Mirabeau* voulut répondre à cette interprétation de ses idées; mais l'ordre des Membres qui avoient demandé la parole, l'emporta pour le moment.

M. *de Gessé* proposa à l'Assemblée de corriger l'article 6, qui comptoit parmi les droits du Citoyen, celui de résister à l'oppression. Ce n'est pas, dit-il, dans des temps de fermentation, lorsque tout le royaume est en feu, qu'il faut publier de pareilles vérités. Le peuple n'abuse déja que trop de ses droits. Pourquoi lui en rappeler un dont il lui est

---

(1) Le Discours de ce Député mériteroit une mention étendue; mais nous ne nous hasarderons à en rendre compte que sur un imprimé authentique. Faute d'espace, nous n'avons présenté, dans le N°. 33, qu'une partie des observations de M. *Crenière* sur la Constitution d'un Peuple, dans la Séance du premier août.

Digitized by Google

si facile de faire une dangereuse application?

M. le Marquis *de Bonnay* représenta que, de tous les projets proposés, aucun n'avoit parfaitement rempli l'attente de l'Assemblée; que cependant il étoit urgent d'adopter une Déclaration de droits; que le plus court moyen étoit de se séparer en Bureaux pour choisir, au scrutin, celle qui paroîtroit la plus convenable. Le plan ainsi tracé, il ne s'agiroit plus que de la discuter article par article, pour y faire les changemens qu'on jugeroit nécessaires.

Cette Motion fut bientôt écartée par d'autres opinions.

M. *Vernier* regarda une mention de l'Etre Suprême, comme inséparable de la Déclaration agitée. C'est au principe qu'il faut remonter; c'est à l'auteur de nos facultés et de nos droits, qu'il faut les rapporter. Les Lois civiles et politiques sont souvent impuissantes sans la Religion; l'idée d'un Dieu leur sert de lien. Enfin, nous devons prévoir qu'il sera parlé dans la Constitution d'un culte public. Il faut donc commencer par rappeler ici le souvenir de la Divinité. M. l'Abbé *Grégoire* soutint le même sentiment, et avec lui tout le Clergé.

M. *Rabaud de Saint-Etienne:* L'état actuel de la France pouvoit être comparé à celui de l'Amérique-Unie, au moment de sa révolution. La Déclaration des droits de cette République étoit insuffisante, ainsi que toutes celles proposées par l'Assemblée. Si les idées qu'elles présentent sont vraies, leur ensemble est impossible à saisir.... De plus, je souhaiterois de l'ordre, de l'enchaînement, plus de netteté dans les principes et les conséquences. Une Déclaration de droits doit poser

Digitized by Google

sur un plan raisonné, simple, court, afin que dans le moment même de la promulgation, elle devienne la leçon des pères, l'alphabet des enfans, l'instruction de la jeunesse, etc. C'est avec une belle éducation que se formeroit une race d'hommes vraiment libres, qui, armés de la raison et de la connoissance de leurs droits, sauroient toujours les maintenir contre les efforts du despotisme.

« Une Déclaration pure et simple est encore insuffisante; elle ne renferme pas tous les préliminaires de la Constitution. La Déclaration des droits ne doit que faire partie de ce préliminaire. Il faut y joindre encore des principes qui veillent à la conservation de ces droits. Aussi j'adopte, de préférence, la Déclaration de M. l'Abbé *Syeyes*. Elle seule contient ces sentimens, ces maximes préservatrices qui peuvent maintenir l'observance des droits. Je demande que ces principes soient insérés dans la Déclaration rédigée par le Comité des Cinq, et que l'on suive les observations que j'ai indiquées. »

M. *de Biauzat* dit qu'une Déclaration de droits devoit être une chaîne non interrompue de points fondamentaux. Un droit doit être constant, et si naturel, que tout le monde puisse le concevoir. Jamais il ne doit s'éloigner des vues générales.

Il développa ensuite l'origine du contrat social, qu'il dit être de droit naturel, comme étant une suite nécessaire de la nature et des besoins de l'homme.

Il distingua la liberté en naturelle, civile et politique, et finit par quelques réflexions sur le pouvoir paternel, qui parurent sages, mais peu relatives au sujet.

Digitized by Google

M. *de Mirabeau* prit ensuite la parole :

« Je crois pouvoir déclarer, dit-il en substance, au nom du Comité des Cinq, que nous avons rempli l'objet de notre commission. Les débats antérieurs et actuels sur cette matière semblent tous inculper notre conduite. Nous avons agi de trop bonne foi, pour entreprendre la défense de notre projet. Nous avons été chargés d'extraire des plans, et non d'en faire. Ce n'est point un parallèle que vous demandiez de nous... Aussi n'est-il, dans le précis que nous avons eu l'honneur de vous proposer, aucun principe que nous n'ayons puisé dans d'autres Projets. Nous avons donc été fidèles à vos Lois, et nous n'avons pas cru devoir sacrifier l'amour-propre de rédacteur au zèle de novateur...

« Cependant, s'il m'est permis de présenter mon avis personnel, je dirai que nous ne devons pas introduire ici un travail philosophique et abstrait. Le grand principe est que nous sommes en société, non-seulement pour maintenir, mais pour acquérir des droits. C'est celui que mon père professoit il y a vingt ans; c'est celui que je professerai avec le même courage; c'est ce principe qu'a si fortement démontré M. l'Abbé *Syeyes*, et qui me fait préférer son Projet à tous ceux qui vous ont été proposés. Vous n'avez qu'un moyen de sortir du cercle inextricable où vous êtes renfermés; choisissez une Déclaration que vous discuterez ensuite article par article. »

« Quant à l'observation personnelle que j'ai à faire, elle porte sur l'erreur d'un des Préopinans, qui, sans doute n'a pas entendu les termes du Projet. Nous n'avons pas dit que l'armée étoit au pouvoir législatif; mais que l'établissement, le traitement de l'armée ap-

Digitized by Google

partenoit à la législation : nous démontrons qu'il n'y aura jamais de liberté pour une Nation, chez laquelle l'établissement des forces militaires échapperoit au ressort législatif.

« A l'égard du Projet même, j'avoue qu'il est imparfait, et que son plus grand vice dépend de la rédaction : celle de cinq personnes différentes offre souvent un concours d'idées liées par des mots, *qui hurlent de se voir ainsi accouplés ;* et s'il devoit exister un despotisme tolérable, ce seroit celui d'un rédacteur unique.

M. *Demeunier* prétendit au contraire qu'une Déclaration de droits n'étoit qu'un expose des principes généraux et du but du gouvernement ; il falloit, non des vérités métaphysiques, mais pratiques ; et la liaison des idées n'étoit qu'un mérite subalterne, etc. La Déclaration des Américains étoit, à divers titres, l'*acte le plus inepte, l'attentat le plus médité contre la liberté* .... Au surplus, ne confondons pas l'homme civil avec l'homme religieux ; et, si l'on doit s'arrêter à quelque avis, c'est à celui d'adopter un canevas de Projet quelconque, sauf à le corriger, à l'augmenter, à le réformer, à le supprimer tout entier, s'il le faut.

M. *de Lévis* proposa un nouvel avis ; MM. *Duquesnoy* et *de Custines*, se rangeant à celui de M. *de Mirabeau*, M. le Président interrogea alors le vœu de l'Assemblée sur le parti à prendre .... On fit la lecture de la Motion suivante de M. *de Bonnay* :

« L'Assemblée Nationale, séparée en Bureaux, procédera par la voie du scrutin ; au choix d'un projet de Déclaration. Chacun écrira sur un billet le nom de l'auteur ou le titre de la Déclaration ; les billets seront véri-

Digitized by Google

fiés selon la forme ordinaire, et le Projet qui aura réuni le plus de suffrages, sera soumis à la discussion de l'Assemblée, article par article. »

Un Membre des Communes objecta que cette Motion étoit contraire au Réglement, qui ne permet pas de déterminer de résultat dans les Bureaux.

Un seul plan, reprit un autre Membre, n'est pas assez sensible. Il ne faut pas se livrer au despotisme d'un seul rédacteur. Un Comité même de rédaction sera toujours hué.

Un Député de la Noblesse revendiquoit le projet de Déclaration dressé par M. *de la Fayette.*

On crioit aux voix de toutes parts, lorsque M. *de Mirabeau* proposa de remettre la Déclaration apres la Constitution faite, vu la nécessité de connoître préalablement tous les plans de celles-ci.

Cette Motion excita une grande rumeur, le désordre s'empara quelque temps de l'Assemblée, par les différens cris d'applaudissemens et d'improbation qui la partagèrent.

M. *Péthion de Villeneuve* s'éleva le premier contre cet avis, contraire au Décret de l'Assemblée, qui, après trois jours de discussions, avoit arrêté que la Déclaration des Droits précéderoit la Constitution. En cas de besoin, on pouvoit modifier les conséquences, selon les principes; d'ailleurs, ces principes étant uniformes, invariables, ils devoient être nécessairement les mêmes, avant ou après la Constitution.

Plusieurs autres Membres pensoient de même.

M. *Redon :* Les droits dérivent de la con-

Digitized by Google

vention; la société est un droit; point d'homme qui n'existe nécessairement en société. Une Déclaration de droits doit être l'exposition des vérités éternelles, qui servent à tout ordre social légitime. C'est un préambule préparatoire; c'est la lumière qui marche avant la loi. Un discours simple, clair, intelligible à tout le monde. Ce préambule n'est que le vestibule de l'édifice, qu'on décorera après que l'édifice sera terminé; ce n'est qu'un frontispice qu'il n'est pas nécessaire d'achever avant le bâtiment, etc.

M. *Reubell*, ainsi que M. *Gleizen*, combattirent fortement l'avis de M. *de Mirabeau*. « J'ai souvent applaudi aux talens de l'auteur, « dit le second de ces Députés; mais j'ai « regret de le voir souvent nous entraîner « contre nos opinions. Il a toujours le talent « suprême de nous jeter dans des partis op- « posés. »

« Je méprise, répliqua M. *de Mirabeau*, ces traits artificieusement décochés; mais je respecte trop l'Assemblée, pour croire qu'elle veuille établir parmi les hommes le dogme de l'*infaillibilité*. On a cru, avec erreur, que je voulois contrevenir à ses Décrets, en rejetant la Déclaration des droits après la Constitution. Le seul Membre qui m'ait rendu justice, c'est celui qui a combattu mon opinion avec fidélité, en disant qu'elle ne porte que sur la rédaction. J'ai dit que cette rédaction pouvoit être remise après la Constitution; et j'ai pu me tromper. »

« Je répète cependant, que si vous rédigez la Déclaration dans ce moment d'anarchie; si vous y apportez ces principes éphémères et circonstanciés, qui paroissent maintenant vous agiter; si vous n'attendez jusqu'à ce que

Digitized by Google

vous ayez déterminé les principes de la Constitution, vous ne ferez qu'une Déclaration tronquée, ambigüe, incomplète. »

« Vous êtes d'accord sur les principes; vous ne craignez que de fatales conséquences. Attendez donc, avant que d'arrêter votre rédaction irrévocablement; attendez à quelques semaines, jusqu'à ce que le temps ait donné plus de maturité à vos réflexions. »

M. *le Chapelier*, rapelant combien cette Motion étoit contraire aux Décrets de l'Assemblée, ajouta que renvoyer la rédaction à un autre temps, c'étoit remettre la Déclaration même. Lorsque le principe est fixé, n'est-on pas maître des conséquences? A la fin, notre embarras ne seroit-il pas le même?... Je propose de lire, et de mettre aux voix successivement les différens Projets.

Aprés ce choc d'opinions, M. le Président proposa la question suivante: Adoptera-t-on le Projet du Comité, ou le renverra-t-on à l'examen des Bureaux? Ce second avis fut adopté unanimement.

M. *Regnaut*, du Comité des *Rapports*, rapporta une lettre de M. *de Cazalès*, Député Noble de Rivière-Verdun, et arrêté par la Milice Bourgeoise de Caussade, M. *de Cazalès* n'étant parti que pour obtenir la révocation de ses pouvoirs impératifs, et n'étant point accusé, on ne pouvoit prolonger sa détention, sans violer la liberté et la justice; aussi l'Assemblée autorisa-t-elle M. le Président à réclamer l'élargissement du Prisonnier.

Du Mercredi 19 Aout. Lecture d'Adresses, Mémoires, Félicitations, et spécialement d'un Arrêté des Juges du Bailliage de Troyes, qui désormais rendront la Justice gratuitement,

Digitized by Google

et qui invite les Jurisdictions inférieures du ressort au même dévouement.

On a ensuite communiqué à l'Assemblée la résignation qu'a fait, de son Evêché de Beauvais, M. le Cardinal *de la Rochefaucault*, entre les mains de M. l'Archevêque *de Vienne*, charge de la Feuille des Benéfices. M. l'Evêque de *St. Dié* a pareillement renoncé à son Evêché, ne conservant qu'un Bénéfice dont il est pourvu.

L'ordre du jour, a dit M. le Président, nous ramène à discuter la Déclaration des droits. Et d'abord, M. l'Abbé *de Bonnefoi* a donné la préférence à celle de M. *de la Fayette*, en y ajoutant que *l'Etre Suprême a fait les hommes égaux et libres en droits.*

M. *Pellerin* éloignoit les expressions abstraites et vagues, comme susceptibles d'interprétations dangereuses : les devoirs, suivant lui, étoient corrélatifs des droits ; il proposoit la lecture en deux colonnes d'un projet conforme à cette idée, par M. *de Sinetti*. Sur quoi M. *de Volney* a observé qu'il ne s'agissoit plus de projets à faire, mais de prononcer la Sanction d'un projet rédigé.

M. le Vicomte *de Mirabeau*, simplifiant toutes les Dissertations, réduisoit tout préambule de la Constitution à ces mots : *Pour le bien de chacun et de tous, nous avons arrêté ce qui suit*, etc.

Les préjugés et les obscurités métaphysiques, a dit M. *Guiot de St. Florent*, sont les deux écueils à éviter. Le principe générateur de nos droits et de nos devoirs, est celui qui attache l'homme à sa propre conservation.

A ce degré de discussion, M. le Président ayant rappelé la question du jour, savoir si l'on admettroit ou si l'on rejetteroit le projet

Digitized by Google

du Comité des Cinq, article par article, toutes les voix, à l'exception de sept, ont décidé la négative, et demandé une autre rédaction.

Alors, M. le Marquis *de Bonnay* revenant à sa Motion de la veille, a de nouveau opiné à faire par Bureaux le choix d'un projet, non au scrutin, mais à voix haute, en indiquant le titre du projet et le nom de son Auteur. La Déclaration qui réuniroit le plus de suffrages seroit alors deliberée et discutée dans l'Assemblée.

M. *Pérès de Lagesse* a observé que dans l'embarras du choix où se trouvoit l'Assemblée, elle devoit reprendre les *Déclarations* présentées par le Comité Constitutif; retour d'autant plus juste, qu'elles avoient servi de modèle aux projets postérieurs, et qu'on leur devoit la même deference qu'à celle du Comité des Cinq, c'est-à-dire, de deliberer si elles seroient discutées, ou non, avant de passer à aucune autre.

MM. *Demeunier*, *de Castellane*, *Péthion*, opposoient le Règlement à l'opinion de M. *de Bonnay*, lorsque M. *de Lally* a pris la parole :

« L'Assemblée Nationale a décrété qu'une Déclaration des droits de l'homme précéderoit la Constitution: les difficultés que nous éprouvons sont véritablement inquiétantes; car si l'accord sur un objet de cette nature ne peut se trouver entre douze cents hommes qui composent cette Assemblée; comment espérer que vingt-quatre millions d'hommes pourront s'entendre? Ecartez toutes ces questions métaphysiques, substituez-leur des vérités de fait : il faut sur la déclaration que vous aurez adoptée, ne pouvoir ni raisonner, ni discu-

Digitized by Google

ter; il faut juger et saisir dès le premier aperçu. Choisissez donc la Déclaration la plus simple, la plus claire, et la plus courte. Si vous considérez l'homme dans les forêts, hâtez-vous de l'en arracher, et de le placer au milieu de la France. Les Anglois, à qui la politique doit de si grandes lumières, et la société un Gouvernement si sage, ont toujours banni de leurs lois la métaphysique. La Déclaration des droits de l'homme, présentée par M. le Marquis *de la Fayette*, et perfectionnée par M. *Mounier*, m'a paru la plus digne d'être promptement discutée; et cette célérité est importante. Votre choix une fois fait, ne craignez point de peser les rapports entre Dieu et l'homme: l'idée de la religion a toujours une influence très-salutaire; et qu'on ne croie pas cet article de la Déclaration indifférent à son objet. J'insiste donc sur ce que ce choix soit fait le plus tôt possible, non dans les Bureaux, comme on l'a proposé, mais dans l'Assemblée générale. »

Dix autres Membres ont présenté des observations qui, plus ou moins, rentroient dans les précédentes, et après lesquelles on a passé aux voix par *appel*, sur le choix d'une Déclaration : celle proposée par le sixième Bureau, et dont on attribuoit la rédaction à M. l'Evêque de Nancy, a obtenu 620 suffrages; celle de M. l'Abbé *Syeyes*, 240; et celle de M. *de la Fayette*, 40.

Nous ne transcrirons pas ce projet du sixième Bureau, parce que, ainsi qu'on le verra dans les Séances suivantes, la discussion ne lui a pas été plus favorable qu'aux premières.

Séance du Soir, Mercredi 19 Août. Presqu'entièrement occupée par divers rapports,

Digitized by Google

entre autres par celui d'un différend entre la Députation du Couserans et celle des Quatre-Vallées. Le Suppléant de la première prétendant représenter la seconde, cette demande a été combattue, et l'Assemblée a décidé qu'il *n'y avoit lieu à délibérer.*

Autre rapport d'un démêlé entre les Communes de Givet et Charlemont, et les Officiers Municipaux de ces deux villes, desquels on exige une reddition de compte. Cette contestation a été renvoyée au Gouvernement.

Troisième rapport d'une plainte de la Commission intermédiaire d'Alsace, contre la publication d'une lettre d'un Député de Belfort, au sujet de l'Arrêté du 4, auquel, selon les Réclamans, l'Ecrivain avoit donné, d'enthousiasme, une extension contre laquelle il s'élevoit. Plusieurs Membres pressoient la lecture de la plainte et de la lettre, lorsque M. *Lawy* a justifié ses intentions, et déterminé l'Assemblée à *un non délibéré.*

A la fin de ces détails, M. *de Mirabeau* a représenté un objet d'attention plus général; savoir, l'état de l'emprunt de 30 millions, qui ne se remplit pas, et celui du crédit national qui paroît en souffrance. L'Orateur a répété ce qu'avoit observé M. *Necker*, que le royaume encore entier, non dévasté par l'ennemi, riche, plein de ressources, offroit mille motifs de confiance. La liberté et l'harmonie feroient reparoître le numéraire enseveli. *Il ne s'agissoit pas de déclamer contre les Capitalistes et les Agioteurs;* mais on s'étoit trompé en réformant le taux de l'emprunt; on s'étoit trompé en comptant sur le crédit public et sur le zèle patriotique. Il falloit sauver la foi publique, et pour cela autoriser le Roi à prendre les mesures qu'il jugeroit nécessaires à la destinée de l'emprunt.

Digitized by Google

Sur cette proposition inattendue, M. *La-ville-le-Roux* a opiné à attendre les nouvelles des provinces, à désigner les époques de remboursement, et à créer dans chaque province une Caisse d'Escompte.

Les deux Motions ont été renvoyées à la discussion des Bureaux.

Du Jeudi 20 AOUT. M. *de Montesson*, Député de la Noblesse du Maine, et dont le frère a été victime des fureurs populaires de cette province, ayant résigné sa Commission, M. le Comte *de Praslin*, son Suppléant, a été agréé par l'Assemblée.

Ici commence l'examen du Projet de Déclaration des droits, rédigé par le sixième Bureau, et d'abord celui du préambule.

M. *Anson*, Député de Paris, et Receveur-Général des Finances a, le premier, attaqué ce Projet, comme un canevas sans énergie et sans dignité. Cet Opinant a terminé ses remarques par l'aveu que, « quoique en-» rôlé dans la Milice Financière, Milice qui « n'est point Nationale, il en attendoit la « réforme avec impatience. »

M. *Target* a également relevé, dans ce Projet, un manque d'énergie, de fermeté et d'expression. C'est une table des matières qui a besoin de changemens, d'additions et de développemens essentiels au maintien de la liberté.

M. *Demeunier* retranchoit les dix premiers articles du Projet, sauf à y ajouter ensuite les détails nécessaires.

M. *de la Borde* établissant que le principe fondamental de tout ordre politique résidoit dans l'emploi de la force et des pouvoirs de tous, au maintien et à l'extension

Digitized by Google

des droits de chacun, a offert un Projet de préambule conforme à ces maximes.

M. *Duquesnoy*, à l'exemple du Préopinant, a considéré l'homme en société comme fait pour acquerir, et non pour perdre des droits, dont la Déclaration etoit independante des circonstances et des temps.

M. *de Virieux* a jugé le Projet incomplet, et a fait lecture d'un preambule qu'il avoit rédigé conjointement avec M. *de Marguerittes*.

M. le Vicomte *de Mirabeau* regrettant le temps perdu par l'Assemblée, au choix d'une Déclaration, a proposé d'adopter le décalogue. Tous les droits de l'homme, à son avis, sont renfermés dans ces trois mots : *Propriété, sûreté, liberté*. Les subtilités métaphysiques seront admirées de tous ceux qui ne les entendront pas, et comprises par fort peu de personnes.

M. *de Volney* placoit au préambule la date, l'époque du présent règne, un exposé succinct des faits qui nécessitent une Déclaration, et les causes du désordre, suite de l'oubli des devoirs dans le Gouvernement, et de l'oubli des droits dans le Peuple.

M. *Mounier* a réclamé le préambule du Comité des Cinq, ainsi qu'une invocation à l'Etre Suprême. Plusieurs Membres ont adhéré à cette addition. M l'Evêque de Nimes l'a appuyée avec onction.

M. *Mongins de Roquefort* a cité l'exemple des Romains, qui invoquoient leurs Dieux à la tête de toutes leurs Lois.

M. *Pellerin*, passant du Paganisme à la Loi de Jésus-Christ, a rappelé que les Empereurs Romains ayant adopté le vrai Dieu, mirent leurs Codes sous sa protection. La Suède, la

Digitized by Google

Russie, l'Amérique, etc. ont imité cette sagesse. Serions-nous les seuls à nous en écarter ?

« Que pensera-t-on, s'est écrié M. l'Abbé *Grégoire*, quand on saura que nous avons discuté long-temps pour, savoir si nous invoquerions à la tête de nos lois, cet Etre-Suprême, de qui seul elles émanent, et qui seul peut nous donner les lumières nécessaires pour les bien déterminer ?

Un Membre des Communes rejetoit ces termes : *En présence de Dieu*, parce qu'ils pourroient faire croire qu'il y a quelque chose hors de sa présence.

Un Curé dit qu'on ne pouvoit juger les projets d'articles par une lecture rapide ; qu'il falloit, suivant les termes du Réglement, en différer de trois jours la discussion.

M. le Président lui fit observer que, ni ces articles, ni les amendemens n'étoient des motions, et que 24 articles exigeroient 72 jours de discussion.

L'appel des voix, l'impatience et le bruit, ont amené la délibération à son issue. Une grande majorité a rejeté le préambule du sixième Bureau, et a fini par reprendre celui du Comité des Cinq, tel qu'on va le lire dans l'instant.

L'Assemblée passant à la discussion des articles mêmes de la Déclaration, M. *d'André* a proposé de réduire les cinq premiers en un seul, dont il a donné le modèle : M. *Target* a aussi présenté le sien. Plusieurs Membres demandoient des limitations, d'autres plus d'étendue à la rédaction. Enfin, l'on a consenti à trois articles proposés par M. *Mounier*, à la place des six premiers du projet.

Digitized by Google

En voici la teneur, ainsi que celle du préambule :

« Les Représentans du Peuple François, constitués en Assemblée Nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli, ou le mépris des droits de l'homme, sont les seules causes des malheurs publics, et de la corruption des Gouvernemens, ont résolu d'exposer dans une Déclaration solennelle les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme, afin que cette Déclaration constamment présente à tous les Membres du Corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs ; afin que les actes du pouvoir législatif et ceux du pouvoir exécutif, pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique, en soient plus respectés ; afin que les réclamations des Citoyens, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la Constitution et au bonheur de tous. »

« En conséquence, l'Assemblée Nationale reconnoît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Etre-Suprême, les droits suivans de l'Homme et du Citoyen. »

ART. I. Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

II. Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

III. Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul

Digitized by Google

corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

Du Vendredi 21 AOUT. On nous pardonnera d'élaguer le rapport des Discussions de cette Séance. Nous n'avons pas la tête assez forte pour en saisir les détails ; ils accableroient le Lecteur le plus avide de ces contentions philosophiques & grammaticales.

La Séance a commencé par la lecture de l'Adresse d'un grand nombre de Gentilshommes de Quimper, qui adhèrent à tous les Arrêtés passés, présens & futurs de l'Assemblée.

Discussion rouverte sur les articles de la Déclaration de droits projetés par le sixième Bureau, M. le Chevalier *Alexandre de Lameth* a proposé deux Articles sur la *Définition de la Liberté*, à substituer aux articles 7, 8, 9 & 10 du projet. M. *d'André* a aussi présenté son offrande, & l'a retirée. Cinq Députés ont parlé pour ou contre le mot *évidemment* ; six autres sur la préférance du mot *peut* sur le mot *veut* : Un Membre du Clergé rejetoit le terme *de Liberté*, comme trop général, & demandoit celui de *Liberté civile* : la Liberté sans adjectif a prévalu, & les deux Articles de M. *Lameth* ont été décretés en ces termes :

» ART. IV. La liberté consiste à pouvoir faire » tout ce qui ne nuit pas à autrui. Ainsi l'exer- » cice des droits naturels de chaque homme n'a » de bornes que celles qui assurent aux autres » Membres de la Société la jouissance des mêmes » droits : ces bornes ne peuvent être déterminées » que par la Loi. »

» V. La Loi ne doit défendre que les actions » nuisibles à la Société. Tout ce qui n'est pas » défendu par la Loi ne peut être empêché.

Digitized by Google

» Nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle » n'ordonne pas. »

Passant à l'article XI du Projet, *concernant le droit de tout Citoyen à tous emplois publics*, l'Assemblée, d'accord sur le principe, s'est divisée sur les expressions du Décret à prendre. M. *Barrère de Vieuzac* ne trouvoit point l'Article d'un ton assez élevé, & a proposé d'en rehausser l'énergie. M. *de Beauharnais* unissoit l'Article XII à celui en discussion; MM. *de Volney* & *Pison du Galand* demandoient la priorité de cet Article XII sur le onzième. Chaque mot amenoit une foule d'opinions diverses, & de débats métaphysiques.

M. le Marquis *de Gouy-d'Arcy* a dit: » J'ai toujours pensé, Messieurs, que dans une Déclaration de droits, le premier mérite étoit la clarté, & le second la précision. C'est dans cette opinion que je soumets aux vôtres une rédaction des cinq Articles XI, XII, XIII, XIV & XV, que j'ai réduits en un seul. »

» La Loi étant l'expression de la volonté gé- » nérale, sera le résultat du vœu médiat ou im- » médiat de tous, égale pour tous; dans les » mêmes délits, elle prononcera toujours les » mêmes peines, & elle n'écartera jamais des » Emplois publics aucun sujet capable. »

MM. *Camus*, *le Chapelier*, *Target*, & presque tous les Opinans, ont offert des Rédactions différentes. Celle de M. l'Evêque *d'Autun* ayant pris faveur, elle a été arrêtée sur le mot SUSCEPTIBLES *d'admission aux places, selon les vertus & les talens*. Le terme *d'admissibles* a paru plus exact, & a prévalu. Celui de *vertus & talens* a entraîné une autre controverse; M. *Mounier* trouvoit le mot *capacité* moins vague; enfin, pour tout concilier, on a déclaré admissibles la capacité, les vertus & les talens. La teneur de l'article décrété, est:

« La Loi est l'expression de la volonté géné-

Digitized by Google

» rale. Tous les Citoyens ont le droit de re-
» courir perſonnellement ou par leurs Repréſen-
» tans à ſa formation. Elle doit être la même
» pour tous, ſoit qu'elle protège ou qu'elle pu-
» niſſe. Tous les Citoyens étant égaux à ſes yeux,
» ſont également admiſſibles à toutes Dignités,
» Places & Emplois publics, ſelon leur capacité,
» & ſans autre diſtinction que celle de leurs
» vertus & de leurs talens. «

Séance du ſoir. Vendredi 21 *Aout.* En Hainaut, à la Requête des Officiers municipaux, & de l'Intendant, M. le Comte d'*Eſterhazy*, Commandant de la Province, a fait arrêter quatre habitans de Marienbourg, & les a fait mettre en priſon le 13 de ce mois. Ces quatre hommes ont porté plainte à l'Aſſemblée nationale; & ſur le rapport de cette affaire, pluſieurs membres ſe ſont élevés avec rigueur contre M. d'*Eſterhazy*: l'un d'eux alloit même juſqu'à requérir qu'on le *blamât*. M. le Marquis de *Gouy d'Arſy*, député de Saint-Domingue, s'eſt levé:

» Je penſe, a-t-il dit, que l'Aſſemblée na-
» tionale ne peut agir, dans cette circonſtance,
» que conformément aux décrets qu'elle a pro-
» noncés ſur des détentions ſemblables. »

» Quant à M. d'*Eſterhazy*, que je ne connois
» point, je n'entreprendrai point ſa défenſe;
» mais c'eſt avec douleur que j'ai entendu un
» membre de cette auguſte Aſſemblée, conclure
» à ce que ce Commandant fût blâmé: le blâme
» de l'Aſſemblée nationale me paroît le plus
» grand, le plus ſévère de tous les châtimens
» qu'un François puiſſe ſubir, & je ne pourrois
» concevoir que des Juges intègres prononçaſſent
» l'Arrêt le plus redoutable contre un citoyen qui
» n'a pas été entendu, qui n'a pas même été ap-
» pelé. Vous, Meſſieurs, qui élevez le grand

« édifice

Digitized by Google

» édifice de la liberté ; vous qui venez d'abattre » le colosse monstrueux du despotisme, vou- » driez-vous exercer la plus cruelle des magistra- » tures ? Voudriez-vous être le Ministre de la plus » dangereuse des Aristocraties, celle de disposer » souverainement, sans appel, de l'honneur d'un » citoyen qui est peut-être innocent ?

» Si le Commandant du Hainaut étoit coupa- » ble, d'avoir, contre le droit naturel, & contre » les lois que nous allons faire, attenté à la liberté » des Citoyens ; serions-nous moins coupables que » lui, de le condamner sans l'entendre ? D'ail- » leurs, Messieurs, sur quelles lois le jugerez- » vous ? les vœux que votre humanité a exprimés » jusqu'ici, ne sont point encore des lois pro- » mulguées. Penseriez-vous que, dans ce cas même, » vos Décrets pussent avoir un effet rétroactif ? » S'il en étoit ainsi, ils deviendroient la terreur » de la France, au lieu d'en être les consola- » teurs bienfaisans.

» Je conclus donc, 1°. à ce que les quatre » Citoyens arrêtés soient élargis, s'ils ont été dé- » tenus sans décret préalable ; 2°. à ce que toute » opinion soit suspendue sur le compte de l'Agent » du pouvoir exécutif, jusqu'à ce qu'il ait été » prouvé qu'il est prévenu d'un délit. »

Cet avis, développé ensuite par M. *Emery*, a été adopté.

Du Samedi 22 *Aout*. Après l'indication ordinaire des adresses à l'Assemblée, M. *Tréteau* lui a fait part d'une Requête de M. *Meunier* de *l'Erable*, Auditeur des Comptes, qui fait hommage à l'Assemblée d'un Tableau alphabétique, qu'il a dressé, de toutes les Pensions & des noms des Pensionnaires, & qui demande que son travail soit joint à celui du Comité des Finances, auquel il offre les renseignemens nécessaires. Cette

Digitized by Google

propoſition a été acceptée avec des remercîemens à l'Auteur.

On a mis en diſcuſſion l'Article XIV du Projet de Déclaration du 6^e. Bureau, relatif à la liberté individuelle.

M. *Target* a propoſé une forme de Rédaction moins générale, & l'addition d'une clauſe contre tous Ordonnateurs, ou Exécuteurs d'Ordres arbitraires. M. le Marquis *de Bonnay* réuniſſoit pluſieurs autres Articles du projet dans la Rédaction qu'il a préſentée à ſon tour, en inſiſtant ſur ce qu'on ôtât formellement à la Loi tout pouvoir rétroactif.

M. *Duport* : Rien n'honore plus un Peuple que la douceur de ſa légiſlation. Celle des Anglois eſt le principe des Sentimens généreux de cette Nation. L'exil étoit, chez les Romains, la plus grande peine pour un Citoyen, & vous devez créer des Lois qui conviennent à des hommes libres. Détruiſez donc ces Cachots de nos Priſons criminelles, cent fois plus cruels que ceux de la Baſtille. On ne peut ſans effroi penſer aux horreurs de ces cavernes infernales; la Déclaration des Droits ſera le remède à ces excès, & ſervira de frein au légiſlateur.

» La Loi ne peut établir de peines que celles indiſpenſablement néceſſaires au bien commun, & proportionnées au délit. «

» Et nul homme ne peut être maltraité avant que d'avoir été condamné. «

Quelques Membres regardèrent ces Articles comme prématurés, & comme faiſant partie de la légiſlation.

M. *de Lally-Tollendal* exprima la néceſſité de faire entrer ces principes dans la Déclaration des Droits. Ce ne ſont pas des Lois, dit-il, mais des devoirs de la Loi.

» La ſociété a beſoin de ſe faire pardonner

Digitized by Google

le droit terrible de donner la mort à un être vivant. S'il étoit un Pays où le Despotisme judiciaire exerçât ses ravages ; s'il étoit un Pays où de malheureuses rivalités d'Etat excitassent les Passions, où la mort d'un homme pouvoit être la jouissance de la vanité d'un autre ; s'il étoit un Pays, où l'on eût rassasié d'opprobre un malheureux, accusé par le despotisme d'un seul homme, ne seroit-il pas nécessaire d'y rappeler les Juges à l'humanité & à la justice? .... Sachons supporter la vérité : ce Pays est celui que nous habitons, mais aussi celui que nous régénérons. »

M. le Président, pour ramener la question, mit aux voix l'Article 14 du Projet. Il fut rejeté unanimement.

Alors, MM. *Target*, *Duport* & *de Bonnay*, adoptant mutuellement leurs Articles respectifs, M. le Président les réunit en une seule rédaction, & M. *Fréteau* en fit la lecture, qui donna naissance à une infinité d'amendemens. Le plus essentiel regardoit la responsabilité de tous les Instrumens quelconques de l'exécution des Lois.

Tous Ordres Arbitraires, dit M. Rabaud de Saint-Etienne, *sont punissables. Tous ceux qui les auront sollicités, expédiés, exécutés ou fait exécuter, sont responsables envers l'Accusé & la Société.* Les Subalternes doivent être punis, s'ils exécutent des Ordres contre les dispositions de la Loi.

» Il n'est pas de Peuple, ajouta M. *de Mirabeau*, chez lequel on ait nié qu'un Citoyen ne doit être arrêté qu'en vertu des Lois. »

Ce principe existe toujours dans notre législation. Il n'a pas prévenu cependant le monceau de Lettres-de-Cachet dont on accabloit les Citoyens souvent les plus innocens. La responsabilité des Agens de l'autorité est le seul moyen de réprimer ce despotisme. Déja plusieurs de vos dé-

Digitized by Google

crets ont déclaré responsables tous les Exécuteurs d'Ordres. N'omettez donc point, dans votre Déclaration, ce Droit essentiel de faire rendre compte de leur Administration, aux dépositaires de leur autorité..... Souvenez-vous que vous ne serez jamais que des esclaves, si du premier Ministre jusqu'au dernier Sbirre, tous ne sont responsables de leur conduite.

M. *Malouet* trouvoit les articles 19, 20 & 21 de la Déclaration de M. l'Abbé *Sieyes*, plus propres à exprimer la liberté civile & individuelle.

M. le Duc *du Châtelet* cita l'usage de l'Angleterre, où l'on ne peut arrêter un particulier, que par un ordre signé *Warrant*. Si l'ordre est injuste, celui qui l'a signé est attaquable.

M. l'Archevêque *d'Aix* : Il faut déterminer la personne qui doit donner l'ordre ; car il est absurde qu'un Agent subalterne soit responsable de l'infraction de la Loi. Il ne peut connoître que quelques formes, & les personnes autorisées à commander. Tout ce qui regarde les ordres arbitraires, doit être rejeté dans la Législation même.

Un autre membre proposa d'ajouter à ces mots ; *arrêté*, *ni détenu*, *ni puni*, ceux-ci : *ni troublé dans l'usage de sa propriété*. Cet amendement, dit-il, ne peut faire tort à personne, mais peut faire du bien à beaucoup de monde.

M. le Président mit alors en délibération les divers amendemens proposés... Le premier consistoit à retrancher le mot *accusé*. Le mot fut conservé.

Le second, à renvoyer à la Législation qui regarde les ordres arbitraires.

» Je vois un grand danger, dit ensuite M. *de Gouy d'Arcy*, à laisser à tous les Subalternes le droit de discuter la loi ; & ce droit leur appartiendroit, sans doute, s'ils devoient répondre de son exécution. »

« Seroit-il juste ensuite que, pour une seule faute commise par un Ministre, vous eussiez peut-être cent coupables à punir ; & si l'on admet-

Digitized by Google

toit cette doctrine, quelle seroit la composition de tous les Agens du pouvoir exécutif? »

» Toujours placés entre la peine due à l'insubordination, lorsqu'ils se refuseroient à un Ordre Légal, & le châtiment infligé par la responsabilité absolue, lorsqu'ils auroient mal interprêté la Loi, la liberté n'auroit pour Ministres, d'autres individus que ceux qui n'auroient rien à perdre; & bientôt le désordre succéderoit à cet Ordre admirable que la Constitution doit établir. »

» On confond, reprit M. de *Mirabeau*, le *Dogme* de la responsabilité avec le *Mode*. Le Chef de la Société, seul excepté par l'inviolabilité de sa personne, toute la hiérarchie sociale doit être responsable. Le Dogme de cette responsabilité est un Droit de la Nation. C'est un principe dont les détails seront exprimés dans la législation, mais qui doit faire partie de la Déclaration des Droits. C'est une de ces maximes imprescriptibles, auxquelles sont subordonnés les Législateurs eux-mêmes.

Les Agens subalternes ont des formes strictement prescrites. C'est de ces formes, de cette régularité dans l'exécution de la Loi qu'ils doivent être responsables.

M. *Demeunier* fut du même sentiment, & l'amendement sur la responsabilité rejeté presque à l'unanimité.

On fit une troisième lecture des Articles corrigés d'après les observations précédentes. Ils furent adoptés dans la forme que voici.

ART. VII. « Nul homme ne peut être accusé, arrêté, ni détenu, que dans les cas déterminés par la Loi, & selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter *des ordres arbitraires*, doivent être punis. Tout Citoyen appelé ou saisi en

Digitized by Google

vertu de la Loi, doit obéir à l'instant ; il se rend coupable par la résistance.

VIII. » La Loi ne doit établir que des peines strictement & évidemment nécessaires ; & nul ne peut être puni qu'en vertu d'une Loi établie, promulguée antérieurement au délit, & légalement appliquée.

IX. » Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été condamné, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur, qui ne sera pas nécessaire pour s'assurer de sa personne, doit être sévèrement réprimée par la Loi. »

Plusieurs Opinans entamèrent ensuite la discussion des Art. XVI, XVII, XVIII du projet sur la liberté des Opinions religieuses & le respect du Culte Public ; mais, d'après la Motion de M. l'Abbé *d'Aymar*, on renvoya au lendemain Dimanche l'examen ultérieur de ces Articles, dont il demanda la séparation.

On termina la Séance par la lecture d'une lettre de M. *Necker*, où ce Ministre annonce qu'il viendra, mercredi prochain, rendre compte de l'état de l'Emprunt, et prie qu'on suspende jusqu'alors toute délibération sur cet objet.

M. *de Mirabeau* se leva pour déclarer qu'une Lettre Ministérielle ne devoit pas influer sur les délibérations de l'Assemblée, et M. *d'André* observoit que le Ministre auroit dû se rendre en personne à l'Assemblée, et ne point attendre à mercredi. On renvoya cette discussion à la Séance du soir, où il n'en a pas été question.

Du Dimanche 23 Aout. Cette Séance, caractérisée, comme plusieurs autres, par le tumulte des opinions et par un acharnement à les défendre, peu compatible avec la régularité d'une Assemblée législative, a eu

Digitized by Google

pour objet la question la plus sérieuse. Il s'agissoit non-seulement du respect inviolable dû aux *opinions religieuses;* mais encore de la liberté générale à accorder à chacun *dans l'exercice de sa Religion.* D'un coup-d'œil on embrasse les conséquences de ces deux principes jusqu'ici séparés dans les Etats qui se piquent de tolérance, et qui, en consacrant une Religion dominante, lui ont plus ou moins subordonné l'exercice des Cultes dissidens. Les articles XVI et XVII du projet de *Déclaration* ne contenant que des devoirs, M. *Péthion de Villeneuve* fit observer qu'ils appartenoient à la Constitution, et qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer. Cette opinion fut plutôt discutée que contredite; mais appuyée par M. l'Evêque *d'Autun,* elle devint unanime.

L'article XVIII amena l'orage. M. *de Mirabeau* présenta avec feu les maximes philosophiques de quelques Ecrivains modernes, contre toute police religieuse, contre la prohibition des Assemblées de Sectaires, contre tout culte dominant qu'il appella une *opinion.* Par une suite de ces principes, il adopta la Motion faite la veille par M. *de Castellane*, et qui portoit : « Nul ne doit être inquiété pour ses « opinions religieuses, ni troublé dans l'exer- « cice de sa Religion. »

La première partie de cette double proposition n'excita pas de grands débats. La seconde les absorba tous, et d'abord M. *de Castellane* lui-même la défendit. Des signes d'improbation se manifestèrent : M. le Président réclama l'ordre et la tranquillité. Divers Opinans, entre autres M. l'Archevêque de Paris, jugèrent qu'il n'y avoit lieu à délibérer; d'autres renvoyoient à la Constitution : alors M. *de Castellane* retira la seconde partie

Digitized by Google

de sa Motion. On proposa aux voix l'article 18 de la Déclaration ; il fut rejeté, et le premier point de l'avis de M. *de Castellane* resta seul en discussion. Bientôt il fut atténué par divers amendemens, dont le plus complet, soutenu avec sagesse et modération par M. *de Virieux*, soumettoit la liberté des opinions religieuses à la restriction suivante, *pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public.*

M *Rabaud de Saint-Etienne* parla très-long-temps; son discours éloquent et persuasif, mais contraire aux idées du Préopinant, exigera, ainsi que plusieurs autres, une mention particulière. M. *Rabaud* demandoit pour chaque homme la liberté de professer son propre culte.

MM. les Evêques de Clermont et de Lydda développèrent, en le justifiant, l'amendement de M. *de Virieux*. Les modifications s'entassoient, lorsque, sur la demande de M. le Président, il fut décidé qu'il y avoit lieu à délibérer encore. Un nouvel amendement, qui spécifie l'*ordre public*, *ÉTABLI PAR LA LOI*, succéda aux précédens. M. *de Mirabeau* reprit la parole pour le combattre, et eut à combattre, avec l'amendement, l'Assemblée elle-même, à laquelle il demanda acte de son refus : il se rendit au Bureau, revint à sa place ; les clameurs redoubloient ; elles augmentèrent encore de la part de l'Opposition, lorsque les deux principaux amendemens furent admis. Présentés aux suffrages, conjointement avec la Motion originelle, ils furent repoussés par un nouveau tumulte. Vingt fois M. *de Clermont-Tonnerre* voulut calmer la tempête : les esprits ne reconnoissoient plus de Pilote; et ce Président, qui réunit tant de noblesse à tant de prudence, modèle lui-même

Digitized by Google

de toutes les qualités d'un Opinant ; se vit forcé d'offrir deux fois sa démission. Le vœu public a prévenu cette perte, et enfin, à quatre heures et un quart, la Motion et les amendemens ont été décrétés en ces termes :

« Nul homme ne doit être inquiété dans « ses opinions, même religieuses, pourvu que « leur manifestation ne trouble pas l'ordre « public, établi par la loi. »

Nous compléterons par la suite le rapport des détails de cette délibération.

Supplément à l'Assemblée Nationale

Nous avons été priés de revenir sur une Motion faite en ces termes, le 23 juillet, par M. *Broüillet*, Curé d'Avize.

MESSIEURS,

» Les mouvemens tumultueux d'un Peuple égaré vous affligent ; votre cœur frissonne au triste récit des excès qu'il se permet ; vous avez cherché, de sang-froid, dans vos justes & tendres inquiétudes, le remède à tant de maux : parmi ceux que votre éloquente sagesse a indiqués, l'établissement d'une Garde-Bourgeoise, consacré, sanctionné par le pouvoir exécutif, vous a paru efficace. J'oserois me permettre de vous observer que, dans les hameaux où l'impérieuse nécessité force au travail, où les individus n'ont du pain que trempé dans la sueur, où le jour suffit à peine à la journée pour leur en fournir pour alimenter leurs familles, ce remède n'en peut être un, à moins que les amis bienfaisantes, les citoyens aisés ne viennent à leur secours. »

» Mais un moyen qui produiroit par-tout des effets salutaires, qui existe dans tous les lieux,

Digitized by Google

si souvent éprouvé avec avantage, qui tout moral qu'il est, influe souverainement sur l'ordre Civil & Politique, c'est l'intervention, l'exercice de la sollicitude de ces zélés & vertueux Pasteurs dont mille circonstances périlleuses justifient mon opinion; ils peuvent tout sur l'esprit, sur les mœurs de leurs ouailles; ils sont plus humains, plus citoyens, plus patriotes, plus François que jamais : leur religion & leur piété épurent, perfectionnent ces nobles, ces glorieuses qualités; ils ne cessent de les proposer aux Peuples comme le précieux objet de leur admiration & de leur convoitise; ils n'attendent pas, sans doute, vos ordres pour déployer leur courage, contenir & ramener au calme ceux que l'effervescence du moment séduit ou entraîne. Mais, Messieurs, un mot de votre bouche, une Adresse de votre part, dictés par cet amour de la patrie qui vous enflamme; la plus foible marque de confiance leur communiqueroit une impulsion trop puissante, pour ne pas amener les succès qui sont dans vos cœurs. »

» Que mes Confrères disent si ma Motion est juste, si elle n'exprime pas leur sincère vœu, s'ils ne voudroient pas se trouver, dans ces momens de crise, au milieu de leurs Peuples, pour les désarmer au nom de la religion qui les console, de la patrie qui les plaint? Qu'ils disent s'ils n'ont pas déja recommandé à leurs fidèles Suppléans le sort de tant d'infortunés, & si à cet égard ils n'ont pas épanché, dans leur ame, les justes inquiétudes, le désespoir paternel dont la leur est agitée? »

» Je vous prierois, Messieurs, de vous rappeler la fatale époque du brigandage des grains; de ne pas séparer de cette triste idée la conduite courageuse & consolante des Curés; combien leur utilité les combla de bénédictions! com-

Digitized by Google

bien enfin ils se firent gloire d'être victimes de leur devoir, & de justifier la haute confiance dont le Gouvernement, dans sa sagesse, honora leur zèle ! »

» Je soumets au reste, Messieurs, avec autant de déférence que de sécurité, mon avis sur ce point, à votre amour ardent & éclairé pour la patrie. »

M. l'Abbé *Sieyes* a publié, ces jours derniers, des *Observations sommaires sur les Biens Ecclésiastiques*, que nous voudrions pouvoir transcrire en entier. Chaque ligne est un argument, et il est difficile de porter plus loin la force de tête et celle de style. C'est un modèle de véritable énergie, de celle qui résulte de la précision d'idées frappantes, et non de déclamations, où le ton furieux couvre la nullité du raisonnement. Nous placerons dans huit jours quelques fragmens de cet Ecrit, à l'art. *Paris*.

Mais on nous saura gré de rapporter aujourd'hui, sans l'abréger, un morceau détaché de ces Observations, sous le titre suivant (1) :

Opinion de M. l'Abbé Sieyes *sur l'Arrêté du 4, relatif aux dîmes, pro-*

(1) Il comprend le Discours de M. l'Abbé *Sieyes*, dans la Séance du 19 août, et dont nous n'avions pu donner qu'un extrait imparfait.

Digitized by Google

noncée, le 10 *août, à la Séance du soir.*

Du 12 *Août* 1789.

Mes principes sur la dîme Ecclésiastique n'ont pas pu être exposés dans cette Séance. Il ne s'agissoit pas de juger l'affaire au fond, mais seulement de recevoir ou rejeter la rédaction de l'article VII de l'Arrêté du 4, que le Comité de rédaction avoit présenté à l'Assemblée dans les termes suivans.

» Les Dîmes en nature, ecclésiastiques, laïques » inféodées, pourront être converties en redevances pécuniaires, & rachetables à la volonté » des contribuables, selon la proportion qui » sera réglée, soit de gré à gré, soit par la loi, » sauf le remploi à faire par les décimateurs, » s'il y a lieu. »

Je connois aussi bien qu'un autre tous les inconvéniens de la dîme, & j'aurois pu à cet égard enchérir sur tout ce qui a été dit. Mais parce que la dîme est un véritable fléau pour l'agriculture, parce qu'il est plus nécessaire d'affranchir les terres de cette charge, que de toute autre redevance, & parce qu'il est certain encore que le rachat de la dîme peut être employé plus utilement & plus également que la dîme elle-même, je n'en conclus pas qu'il faille faire présent d'environ soixante-dix millions de rente aux Propriétaires fonciers. Quand le législateur exige ou reçoit des sacrifices, dans une circonstance comme celle-ci, ils ne doivent pas tourner au profit des riches, soixante-dix millions de rente étoient une ressource immense; elle est perdue aujourd'hui. Je dois croire que j'ai tort, puisque l'Assemblée en a jugé autrement; mais peut-être ce tort ne paroîtra-t-il pas si grave à ceux qui voudront bien m'entendre.

Digitized by Google

On a comparé la dîme à un impôt; elle a très-certainement les inconvéniens du plus détestable de tous les impôts; mais on se trompe, sinon sur ses effets, au moins sur son origine. Lorsque la Nation, ou plutôt la loi a parlé, pour la première fois, de la dîme, elle s'étoit déja établie depuis plus de trois siècles; elle étoit différente, suivant les lieux, soit dans sa quotité, soit relativement aux espèces de produit. Ces différences subsistent encore aujourd'hui; elles sont la suite naturelle de la manière dont la dîme s'étoit établie. Elle a été d'abord un don libre & volontaire de la part de quelques Propriétaires. Peu-à-peu l'ascendant des idées religieuses l'a étendue presque par-tout; elle a fini par être une véritable cession, sur-tout par ceux qui transmettoient leurs biens: les héritiers ou les donataires les acquéroient à cette condition, & ils n'entroient dans le commerce, que chargés de cette redevance. Ainsi, il faut regarder la dîme comme une charge ou une redevance imposée à la terre, non par la Nation, comme on le prétend sans aucune espèce de preuve, mais par le Propriétaire lui-même, libre assurément de donner son bien à telles conditions qu'il lui plaisoit. Il y a plus: c'est qu'il est impossible d'imaginer comment, ni quand la Nation auroit pu imposer cette prétendue taxe publique. On voit seulement que beaucoup de redevables, tantôt dans un lieu, tantôt dans un autre, refusoient quelquefois de l'acquitter: alors ces contestations se terminoient, comme tous les procès, par les Juges. Les premières lois connues à cet égard n'ont été que la rédaction d'usages en vigueur. Toutes nos coutumes sont dans ce cas. Elles n'ont pas même dit: La dîme sera établie; elles ont dit: C'est à tort que quelques-uns refuseroient de payer la dîme. La loi doit garantir toutes les propriétés; elle garantissoit celle-

Digitized by Google

là comme toutes les autres; & en vérité celle-là ne valoit pas moins qu'une autre. Quand on considère, avec impartialité, à quelle origine on peut faire remonter toutes les propriétés, on a bien tort assurément de se montrer difficile sur l'origine des dîmes....

Quoi qu'il en soit, il suit, 1°. que la dîme ne doit point être comparée à un impôt, ou une taxe mise sur les terres, tels que les vingtièmes, par exemple, mais à une véritable redevance, mise sur ses biens par le propriétaire lui-même. L'impôt n'est consenti que pour un tems: il est révocable à la volonté des Représentans de la Nation; au lieu que la dîme a été cédée à perpétuité par ceux mêmes qui pouvoient s'en dessaisir. 2°. Par conséquent, elle ne doit pas être supprimée au profit des propriétaires actuels, qui d'ailleurs savent très-bien qu'ils n'ont jamais acheté la dîme, & qu'elle ne sauroit leur appartenir. 3°. Néanmoins la dîme, étant à juste raison placée dans la classe des propriétés, légitimes à la vérité, mais nuisibles à la chose publique, il faut l'éteindre comme on éteint ces sortes de propriétés, c'est-à-dire, en offrant une indemnité. 4°. Le rachat doit être convenu de gré à gré entre les communautés & les décimateurs, ou réglé au taux le plus modique par l'Assemblée Nationale. 5°. Enfin, les sommes provenantes de ce rachat peuvent être placées de manière à ne pas manquer à l'objet primitif des dîmes, & cependant elles peuvent fournir à l'état des ressources infiniment précieuses dans la circonstance.

C'est ainsi que j'avois conçu l'affaire des dîmes, & je conviens que je n'ai pu être de l'avis de tout le monde. Mais, pour n'en être point confus, j'ai considéré que j'étois chargé de dire

Digitized by Google

mon avis, & non celui des amis ou des ennemis du Clergé.

Au moment encore où j'écris, je suis étonné, & affligé plus que je ne voudrois l'être, d'avoir entendu décider : » Que les dîmes de toute nature, » les redevances qui en tiennent lieu, sont abolies, » sauf à aviser aux moyens de subvenir, &c., »

J'aurois désiré qu'on eût avisé aux moyens de subvenir, &c. avant d'abolir : on ne détruit pas une ville, sauf à aviser aux moyens de la rebâtir.

J'aurois désiré qu'on n'eût pas fait un présent gratuit de plus de soixante-dix millions de rente aux propriétaires actuels, mais qu'on les eût laissés racheter cette redevance comme toutes les autres, & avant les autres, s'ils la trouvent la plus onéreuse.

J'aurois désiré que par un emploi bien administré de ces rachats, on eût secouru la chose publique, en lui prêtant à trois & demi ou quatre pour cent, & l'on eût fait un fonds suffisant pour nourrir les Curés, les Vicaires, & tant d'autres Ecclésiastiques qui vont mourir de faim, en attendant *qu'on ait avisé aux moyens*, &c. parce qu'il est bien difficile de conjecturer que la dîme sera payée de fait jusqu'au remplacement promis, malgré les ordres de l'Assemblée.

J'aurois désiré qu'on eût ainsi évité le besoin du remplament annoncé. Car, si le remplacement est payé par un nouvel impôt sur la généralité des contribuables, ceux qui n'ont point de terres, il faut en convenir, ne trouveront pas très-agréable d'être chargés de la dette de messieurs les propriétaires fonciers.

Si le remplacement ne porte que sur les fonds de terre, comme tous les propriétaires ne payent pas la dîme au même taux, & sur les mêmes produits, les uns perdront, les autres gagneront

Digitized by Google

à cette conversion, & puis cette idée ressemble un peu au projet d'égaliser les dettes. Si le remplacement n'est réparti sur les propriétaires qu'à raison de ce que chacun payoit déja, étoit-ce bien la peine de rejeter le rachat que je demande?

Enfin, je cherche ce qu'on a fait pour le peuple dans cette grande opération, & je ne le trouve pas: mais j'y vois parfaitement l'avantage des riches. Il est calculé sur la proportion des fortunes; de sorte qu'on y gagne d'autant plus, qu'on est plus riche. Aussi, j'ai entendu quelqu'un remercier l'Assemblée de lui avoir donné par son seul Arrêté trente mille livres de rente de plus.

Beaucoup de personnes se persuadent que c'est aux Fermiers qu'on a fait le sacrifice de la dime. C'est connoître bien peu les causes qui réglent par-tout les prix des baux: en général, toute diminution d'impôt ou de charge foncière retourne au profit du propriétaire. Les gros propriétaires n'en deviendront pas plus utiles, ou n'en feront pas mieux cultiver leurs terres, parce qu'au lieu de dix, de vingt mille livres de rentes, ils en auront à l'avenir onze ou vingt-deux. Quant aux petits propriétaires qui cultivent eux-mêmes leurs champs, ils méritent certainement plus d'intérêt. Eh bien, il étoit possible de les favoriser dans le plan du rachat que je propose. Il n'y avoit qu'à faire, dans chaque Paroisse, une remise sur le prix total du rachat, à l'avantage des petits cultivateurs, & proportionnellement à leur peu d'aisance. Cette opération eût été digne de la sagesse du Législateur, & n'eût fait tort ni au Clergé, ni à l'Etat, attendu la différence des placemens.

J'ai beaucoup entendu dire qu'il falloit bien aussi que le Clergé fît son offrande. J'avoue que les plaisanteries qui portent sur le foible dépouillé,

Digitized by Google

me paroiſſent cruelles. Je répondrai ſérieuſement que tous les ſacrifices qui avoient été faits juſque-là, ne frappoient pas moins ſur le Clergé que ſur la Nobleſſe, & ſur cette partie des Communes qui poſſède des fiefs & des ſeigneuries. Le Clergé perdoit même déja beaucoup plus que les autres, puiſque lui ſeul avoit des Aſſemblées de corps, & une adminiſtration particulière à ſacrifier.

Je n'ajoute plus qu'un mot : y a-t-il beaucoup de juſtice à déclarer que les dîmes *infeodées*, qui ſont de même nature, & ont les mêmes origines, ſoit qu'elles ſe trouvent dans des mains laïques ou dans des mains Eccléſiaſtiques, ſont ſupprimées avec indemnité pour le Laïque, & ſans indemnité pour l'Eccleſiaſtique ?.... *Ils veulent être libres, ils ne ſavent pas être juſtes!*

Voici mon opinion telle que je l'ai donnée ſur la rédaction de l'article qui concerne le rachat des dîmes, dans la Séance du ſoir, 10 Août. Je n'ai parlé que cette fois ſur cet article.

Ainſi tous les diſcours qu'on ſe plaît à m'attribuer dans un certain public, ſont deſtitués de fondement.

« Je ne ſais, Meſſieurs, ſi quelques perſonnes trouveront que les obſervations que j'ai à vous préſenter, ſeroient mieux placées dans toute autre bouche que dans la mienne ; une plus haute conſidération me frappe : c'eſt que tout Membre de l'Aſſemblée doit dire ſon opinion quand elle eſt juſte, & qu'il la croit utile. Je dirai donc mon avis.

» L'Aſſemblée Nationale a arrêté, le 4, que la dîme étoit rachetable. Aujourd'hui, il s'agit de la rédaction de cet article, & l'on vous propoſe de prononcer que la dîme ne doit point être rachetée. Soutiendra-t-on qu'il n'y a dans ce changement qu'une différence de rédaction ?

Digitized by Google

Certes, une telle plaisanterie est trop léonine ; elle montre bien d'où part le mouvement irrégulier qui s'est, depuis peu, emparé de l'assemblée ; ce mouvement que nos ennemis applaudissent en souriant, & qui peut nous conduire à notre perte. Puisqu'il faut remonter aux motifs secrets qui vous guident, & dont, sans doute, vous ne vous êtes pas rendu compte, j'oserai vous les révéler.

» Si la dîme ecclésiastique est supprimée sans indemnité, ainsi qu'on vous le propose, que s'ensuit-il ? que la dime restera entre les mains de celui qui la devoit, au lieu d'aller à celui à qui elle est due ? Prenez garde, Messieurs, que l'avarice ne se masque sous l'apparence du zèle. Il n'est pas une terre qui n'ait été vendue & revendue depuis l'établissement de la dîme. Or, je vous le demande, lorsque vous achetez une terre, n'achetez-vous pas, *moins* les redevances dont elle est chargée, *moins* la dîme qu'on paie de temps immémorial ? La dîme n'appartient à aucun des propriétaires qui la paient aujourd'hui : je le répète ; aucun n'a acheté, n'a acquis en propriété cette partie du revenu de son bien. Donc, aucun propriétaire ne doit s'en emparer. Je me suis demandé pourquoi, au milieu de tant d'opinions qui paroissent n'annoncer que le désir du bien public, aucun, cependant, n'a été au-delà du bien particulier. On veut tirer la dîme des mains ecclésiastiques ; pourquoi ? est-ce pour le service public ? est-ce pour quelqu'établissement utile ? Non : c'est que le propriétaire voudroit bien cesser de la payer ; elle ne lui appartient pas ; n'importe : c'est un débiteur qui se plaint d'avoir à payer son créancier ; & ce débiteur croit avoir le droit de se faire juge dans sa propre cause.

» S'il est possible encore de réveiller l'amour

Digitized by Google

de la justice, qui devroit n'avoir pas besoin d'être réveillé, je vous demanderai, non pas s'il vous est commode, s'il vous est utile de vous emparer de la dime, mais si c'est une injustice. Je le prouve avec évidence, en démontrant, comme je viens de le faire, que la dîme, quel que soit son sort futur, ne vous appartient pas. Si elle est supprimée dans la main du créancier, elle ne doit pas l'être pour cela dans celle du débiteur. Si elle est supprimée, ce n'est pas à vous à en profiter.

» Par le prompt effet d'un enthousiasme patriotique, nous nous sommes tout-à-coup placés dans une situation que nous n'aurions pas osé espérer de long-temps. On doit applaudir au résultat, mais la forme a été mauvaise ; ne faisons pas dire à la France, à l'Europe, que le bien même, nous le faisons mal. Nous nous trouvons étonnés de la rapidité de notre marche, effrayés presque de l'extrémité à laquelle des sentimens irréfléchis auroient pu nous conduire Eh bien ! dans cette nuit si souvent citée, où l'on ne peut pas vous reprocher le manque de zèle, vous avez déclaré que les dîmes étoient rachetables ; vous n'avez pas cru pouvoir aller plus loin, dans le mouvement où vous avez cependant montré le plus de force pour marcher en avant. Aujourd'hui, vous ne savez plus vous contenir ; la dîme, si l'on vous en croit, ne mérite plus même d'être rachetée ; elle ne doit pas même devenir une ressource pour l'Etat. Vous projetez d'en augmenter votre fortune particulière, dans un moment où tous les autres contribuables sont menacés de voir diminuer la leur.

» Il est temps de le dire, Messieurs : si vous ne vous contentez pas de rédiger vos arrêtés du 4 ; si vous les changez de tout en tout, comme

Digitized by Google

vous prétendez se faire à l'égard de la dîme, nul autre décret n'aura le droit de subsister : il suffira à un petit nombre d'entre nous de demander la révision de tous les articles, d'en proposer le changement. Rien n'aura été fait, & les provinces apprendront avec étonnement que nous remettons sans cesse en question les objets de nos Arrêtés.

» J'ose défier que l'on réponde à ce raisonnement : la dîme a été déclarée rachetable ; donc elle a été reconnue par l'Assemblée elle-même pour ce qu'elle est, pour une possession légitime : elle a été déclarée rachetable ; donc vous ne pouvez pas la déclarer non-rachetable.

» Ce n'est pas ici le moment d'entrer dans une autre discussion. Si vous jugez que la dîme doive subir un autre examen sur le fond, attendons au moins, Messieurs, que l'Assemblée s'occupe des objets de législation ; alors vous conviendrez peut-être que je suis aussi sévère en cette matière, que ceux qui ont la plus haute opinion des sacrifices que les Corps doivent s'empresser de faire à l'intérêt général de la Nation. Mais alors je soutiendrai encore, je soutiendrai jusqu'à l'extrémité, que ces sacrifices doivent être faits à l'intérêt National, au soulagement du Peuple, & non à l'intérêt particulier des propriétaires fonciers, c'est-à-dire, en général des classes les plus aisées de la société.

De Paris, le 26 Août.

DÉCLARATION DU ROI, donnée à Versailles, le 14 Août 1789, pour le rétablissement de l'ordre et de la tranquillité dans son Royaume.

» Les désordres occasionnés dans presque tou-

Digitized by Google

tes les provinces du Royaume par des perſonnes mal-intentionnées, ont ſenſiblement affligé le cœur paternel du Roi. Pour en arrêter les funeſtes progrès, & par l'effet de ſa confiance dans les Repréſentans de la Nation, Sa Majeſté a dépoſé ſes peines & ſon inquiétude dans le ſein de l'Aſſemblée Nationale, qui, animée du même eſprit, a pris la Délibération ſuivante, en ſuppliant Sa Majeſté de donner les ordres néceſſaires pour la pleine & entière exécution de ſon Décret. »

(Suit l'extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Nationale, du 10 Août, que nous avons rapporté.)

» Le Roi, perſuadé que l'exécution des meſures délibérées par l'Aſſemblée Nationale, & le concours de tous les moyens, rendront enfin la force aux lois, l'activité aux Tribunaux, la ſécurité aux Citoyens, le calme & la tranquillité à tous ſes Sujets : MANDE & ordonne à tous les Gouverneurs & Commandans de ſes provinces, à tous Officiers Civils & Municipaux, chacun en ce qui les concerne, d'exécuter & faire exécuter les diſpoſitions ci-deſſus preſcrites. Et ſeront, ſur la préſente Déclaration, toutes Lettres néceſſaires expédiées. »

ORDONNANCE DU ROI, du 11 Août, concernant la main-forte à donner par les Troupes, et le serment à prêter par elles.

Cette Ordonnance offre d'abord l'Extrait du Décret de l'Aſſemblée Nationale, du 10 août, pour le rétabliſſement de la tranquillité publique.

Digitized by Google

Décret en conséquence duquel le Roi a ordonné & ordonne ce qui suit :

ART. I. Les Troupes donneront main forte aux Milices Nationales & aux Maréchaussées, toutes les fois qu'elles en seront requises par les Officiers civils ou les Officiers municipaux.

II. Il sera prêté par les Troupes, ainsi que par les Officiers qui les commandent, de quelque grade qu'ils soient, le serment ci-après.

III. A cet effet, les Officiers prêteront leur serment à la tête de leurs Troupes, en présence des Officiers municipaux.

IV. Chaque corps de Troupes sera assemblé, pour qu'avec la solennité la plus auguste, le serment soit prêté par les bas-Officiers & Soldats sous les armes.

V. Le serment des Officiers sera : « *Nous jurons de rester fidèles à la Nation, au Roi & à la Loi, & de ne jamais employer ceux qui seront à nos ordres, contre les Citoyens, si nous n'en sommes requis par les Officiers civils ou les Officiers municipaux.* »

VI. Le serment des Soldats sera : « *Nous jurons de ne jamais abandonner nos Drapeaux, d'être fidèles à la Nation, au Roi & à la Loi, & de nous conformer aux règles de la discipline Militaire.* »

Mande & ordonne Sa Majesté aux Officiers généraux & autres ayant autorité sur ces Troupes, ainsi qu'à tous ceux qu'il appartiendra, de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance.

LETTRE DU ROI aux Officiers et aux Soldats de son armée.

» Braves Guerriers, les nouvelles obligations que je vous impose, de concert avec l'Assemblée Nationale, ne vous feront surement aucune peine;

Digitized by Google

vos premiers devoirs sont ceux de citoyens, & ces devoirs seront toujours conformes à l'obéissance que vous me devez, puisque je ne veux jamais employer ma puissance qu'à la protection des Lois & à la défense des intérêts de la Nation. Les Officiers qui commandent mes Troupes, quoique certains de toute ma confiance, verront avec plaisir, ainsi que moi, qu'il n'y a aucune incertitude sur le moment où le concours de la force militaire est nécessaire au maintien de l'ordre public. »

» Le plus grand service que je puis attendre en cet instant de mon Armée, c'est de se réunir avec zèle à tous les bons Citoyens, pour repousser les brigands qui, non-contens de jeter le désordre dans mon royaume, essayent de pervertir l'esprit de mes bons & fidèles Sujets, pour venir à bout de les associer à leurs violences ou à leurs perfides desseins. »

» L'honneur doit faire sans doute une partie essentielle de la récompense des Guerriers, & tel est le sentiment que mes troupes ont toujours montré ; mais je n'ai pas moins désiré d'améliorer le sort des Soldats. J'ai commencé à le faire dès l'année dernière, malgré la situation de mes finances, & j'espère que le rétablissement de l'ordre me fournira dans peu de tems le moyen de remplir entièrement mes vœux. Je vois avec une véritable satisfaction que tous les Députés à l'Assemblée Nationale partagent ce sentiment. »

« J'ai donné ordre au Ministre de la Guerre, de s'occuper de toutes les parties de la discipline militaire, qui peuvent exiger des changemens raisonnables, & de concilier, autant qu'il est possible, le vœu des Troupes avec le bien du service. »

» Je désire sincèrement de prouver aux Officiers & aux Soldats de mon Armée, que j'attache

Digitized by Google

un grand prix à leur affection ; je ne crains point de vous leur demander au nom des sentimens que j'ai toujours eus pour eux, & au nom, s'il le faut, de mes Ancêtres, que les vôtres, depuis tant de siècles & au milieu de tous les dangers, n'ont jamais cessé d'environner. Comptez donc sur ma bienveillance, comme je compterai toujours sur votre fidélité. » LOUIS.

L'original est déposé aux Archives de la Guerre.

LA TOUR-DU-PIN.

ORDONNANCE DU ROI, du 14 Août, portant Amnistie en faveur des Soldats, Cavaliers, Hussards, Dragons et Chasseurs qui ont quitté leurs Corps sans permission, depuis le premier Juin dernier.

Sa Majesté prenant en considération les circonstances qui ont porté quelques Soldats, Cavaliers, Hussards, Dragons & Chasseurs de ses Troupes, à quitter leurs Corps sans permission, depuis le premier juin dernier, Elle veut bien les autoriser à les rejoindre, en leur assurant l'entier oubli du passé, & le rétablissement à leur rang dans les Compagnies dont il faisoient partie, comme s'ils ne s'en étoient pas absentés, à condition toutefois que chacun d'eux y sera rentré le premier octobre de cette année :

Sa Majesté confirmant d'ailleurs toute permission qu'Elle auroit précédemment accordée, nommément à M. le Marquis *de la Fayette*, par sa Lettre du 21 juillet dernier, & n'entendant par la présente Ordonnance, rien changer aux arrangemens qu'Elle auroit déjà autorisés.

Mande & ordonne Sa Majesté, aux Officiers généraux & autres, ayant autorité sur ses Troupes, ainsi

Digitized by Google

ainsi qu'à tous ceux qu'il appartiendra de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance.

L'Asssemblée des Représentans de la Commune a arrêté, par deux résolutions du 17 et du 19, imprimées et affichées, qu'à dater du 17, on ne recevroit plus dans la Garde Nationale Parisienne aucuns Soldats d'Infanterie, Cavaliers, Hussards ou Dragons, à quelque Corps qu'ils appartiennent. *Item*, que sur l'avis de la prochaine arrivée de 250 Soldats qui se rendoient à Paris pour s'y faire incorporer dans la nouvelle Milice, on iroit au devant d'eux, et on les renverroit à leurs régimens, en payant les frais de leur retour, à raison de 3 sous par lieue. Cette disposition a été exécutée.

A nombre d'égards, la situation de la Capitale est encore stationnaire. Ni les esprits, ni le mouvement général n'ont pris leur assiette. Dans un ordre si nouveau, on distingue un mélange d'attente inquiète, d'espérance et de sentimens confus qui se succèdent, s'effacent et renaissent en raison des évènemens journaliers. Les opinions sont innombrables, ainsi que les petits dissentimens de détail ; ce cahos d'idées qui se heurtent, en se dégageant de la fermentation, présentent au moral l'image de l'irrégularité physique de cette Ville.

Le nouveau plan de Municipalité est

Digitized by Google

toujours à l'examen de l'Hôtel-de-Ville; examen qu'interrompt chaque jour l'exercice varié de tant de pouvoirs divers réunis dans la main de cette Assemblée, à laquelle viennent aboutir les rapports et les décisions d'une foule d'incidens. Nous présenterons, dans huit jours, une esquisse de ce plan, célébré par les uns, critiqué par les autres, et digne au moins d'une longue et froide méditation.

Quant à l'organisation militaire, elle prend couleur. La troupe soldée présente déja nombre d'uniformes; sa formation s'avance, et l'on s'occupe de la caserner dans les divers Districts, aux dépens de l'Hôtel-de-Ville.

L'hiver dernier, l'Administration avoit rassemblé en ateliers, à Montmartre, ailleurs, une foule d'ouvriers sans pain et sans ouvrage: dans son dernier discours à l'Assemblée Nationale, M. *Necker* en a porté le nombre à 12000; chacun recevoit journellement 20 sous. L'effrayante misère du moment, le défaut d'ouvrage qui s'accroît, le goût de l'oisiveté, l'appât qu'offroit l'état de la Capitale, il y a six semaines, aux gens sans aveu, augmentèrent prodigieusement les journaliers du Faubourg Montmartre. Le Public en comptoit 20 mille, suivant le style exagérateur du jour; mais nous pensons être coulans, en portant cette population à la moitié du nombre ci-dessus. L'inquiétude que donnoit cette multitude, et l'énorme dépense qu'elle entraînoit, ont déterminé l'Assemblée des Représentans de la Commune à la congédier. Le 30, l'Atelier de Montmartre doit être

Digitized by Google

fermé. Tous les ouvriers, non domiciliés à Paris, recevront des Passe-ports, pour retourner dans leur Province, ou dans leur pays, s'ils sont Etrangers : il leur sera délivré 24 sols le jour de leur départ, *trois sous* par lieue, jusqu'à leur destination; et *douze sous* par jour, pendant les sept jours qui suivront leur arrivée. Quant aux Domiciliés, ils se feront inscrire, et s'ils sont dans le besoin, on les emploiera à d'autres ateliers. On dit que M. de la *Fayette* est allé en personne signifier aux ouvriers l'ordre de leur départ, et qu'environ 12 à 1500, la plupart Etrangers, ont déja obéi.

Depuis quatre jours, le pain est devenu très-rare, et avant dix heures du matin, la plupart des boutiques de Boulangers ont été vidées. Au milieu des glaces de l'hiver, on n'avoit pas ressenti une pareille pénurie. L'abondance des convois, pendant les 15 premiers jours de la Révolution, et la récolte à-peu-près achevée par-tout, promettoient plus de facilité dans les subsistances. En effet, on a beaucoup de grains, mais peu de farines, les eaux étant basses, les moulins sans action, et les convois de l'Etranger retardés. On a monté des moulins à bras dans divers lieux.

La Comédie Françoise offrit, la semaine dernière, un incident qui touche à une question délicate, celle de la liberté illimitée à accorder à toutes Pièces de Théâtres reçues par les Comédiens. Dans ce nombre, se trouvoit une Tragédie, apparemment interdite,

Digitized by Google

intitulée *Charles IX*, ou la *Saint-Barthelemi*, et attribuée à M. *de Chenier*. Quelques Feuilles avoient déjà réclamé le droit de circonstances en faveur de la représentation de cette Pièce, lorsque le Public, il y a huit jours, intima aux Comédiens de donner *Charles IX*. Le sieur *Fleury* ayant fait observer au parterre que la Comédie Françoise s'étoit fait une Loi d'attendre la permission, on s'écria: *Point de permission; nous vous la donnons: nous avons la liberté de faire jouer ce qu'il nous plaît, comme nous avons celle de penser.* A cet ordre, reçu, comme on le suppose de reste, aux applaudissemens universels, M. *Fleury* opposa un mot sage: *Monsieur*, dit-il à l'Orateur principal, *j'ose vous demander, si vous nous donnez la permission d'enfreindre des Lois que nous avons respectées depuis cent ans.* Cette réponse juste et polie désarma l'Audience, qui se borna à requérir d'abord l'abolition de la censure, ensuite l'appel de la question à la Municipalité. Celle-ci a demandé la Pièce, et après l'examen, il est à présumer qu'elle prononcera. Cette Police de l'Hôtel-de-Ville s'étend également sur les Imprimés, jugés illégitimes.

Ces jours derniers, un Avocat au Parlement, soupçonné, dit-on, d'être l'Auteur d'une brochure, intitulée: Le *Triomphe de la Capitale*, où l'on tourne en dérision les évènemens du jour, et voyant des gens armés investir sa maison, rue du Battoir, s'est précipité de sa fenêtre, et blessé peu dangereusement. On l'a arrêté, et conduit à la prison de l'Abbaye Saint-Germain.

Digitized by Google

Un Etranger fameux avance, dans un Ecrit très-récent, *que l'imposture acquiert toujours à Paris une vogue redoutable, parce que l'habitude générale est de n'y douter de rien.* Il faut être témoin de cette crédulité, pour sentir la justesse de cette assertion. Croiroit-on que sur la foi de dix Feuilles volantes, des Ecrits périodiques qui se multiplient par douzaine, et de ces Bulletins manuscrits, qui, après avoir faits les délices des Cercles, vont alimenter les Gazettes de Hollande, les trois quarts de Paris sont convaincus que le Parlement d'Angleterre envoie une Adresse congratulatoire à l'Assemblée Nationale? La dernière Gazette d'Avignon n'a pas manqué d'informer le Midi de la France de ce grand évènement.

Croiroit-on encore, que, toujours sur la foi des Imprimés à la feuille ou au feuillet, criés en détail par les Colporteurs, ou vendus en gros par souscription, une foule de Lecteurs ne doutent aucunement, que 40,000 Flamands n'aient été prendre des armes en Hollande *incognito*, et qu'ils ne soient revenus dans le Brabant pour y détrôner l'Empereur? que par-tout on voit des Bastilles enlevées, des têtes coupées, des Nobles détruits, des Peuples en armes,

Digitized by Google

et des Souverains abandonnés par leurs régimens?

L'autre jour on m'assura, dans un cercle de très-bonne compagnie, où, sur vingt-un assistans, il se trouvoit dix-huit Législateurs, que la Prusse étoit révoltée : je demande quelle partie des Etats du Roi de Prusse? *Monsieur*, me répliqua-t-on d'un ton assuré, *c'est la Prusse de Brandebourg.*

C'est avec la même fermeté de style, qu'on embrâse la Suisse, qu'on chasse les Nobles de Bâle, où il n'y a point de Noblesse depuis plus de trois siècles; qu'on arme Cantons contre Cantons, Démocraties contre Aristocraties, Aristocraties contre Municipalités, Paysans contre Bourgeois; et, par-dessus tout, qu'on expulse généralement les Etrangers réfugiés entre les Alpes et le Jura. Si quelqu'un veut bien nous en croire, nous le tranquilliserons sur ces grandes agitations, qui se réduisent, en dernière analyse, à l'embarras que cause, dans toute la Suisse, le retard des payemens des rentes de France, l'affluence des Voyageurs auxquels il faut des logemens, et le manque de numéraire. La conduite des Soldats Suisses qui ont quitté leurs drapeaux, occupe, il est vrai, les divers Cantons, qui vont prendre une résolution à cet égard. On dit qu'un grand Souverain d'Allemagne leur a fait offrir

Digitized by Google

une Capitulation militaire, au défaut de celle qui les lie à la France, dans le cas où le vœu de plusieurs Cahiers contre les Troupes étrangères, deviendroit loi de l'Etat.

Au reste, la Suisse est pleine d'Etrangers, reçus, quels qu'ils soient, avec l'hospitalité Helvétique. Le Gouvernement de Berne vient de mettre, par simple précaution, tout le Canton sur le pied de guerre. Les 54 mille hommes de Milice Nationale, enrégimentés et exercés, par la Loi de l'Etat, sur le pied des meilleures Troupes réglées, dont elles tiennent lieu, ont reçu les ordres de leurs Supérieurs: l'Artillerie a été mise en bon état, etc. Outre les Troupes cantonnées en Savoie, on y a fait entrer le régiment de Piémont.

Nous avons lu avec surprise dans une Feuille qui ne doit pas être confondue avec celles dont nous venons de parler, que le pays de Gex fourmilloit de brigands; que le Château de Ferney alloit être saccagé par 2000 d'entre eux; mais qu'électrisés par le nom de *Voltaire*, 800 Genevois avoient chassé les dévastateurs, et établi une garnison à Ferney avec du canon. On a étrangement abusé l'Editeur de cette relation. Le pays de Gex n'a point vu de brigands; les Paysans, comme ailleurs, se sont emparés des Titres et Archives des Châteaux, sans en détruire un seul. Pas un Genevois armé n'a passé la frontière; l'excursion qu'on leur sup-

Digitized by Google

posoit est une chimère, et il leur suffit de garder leurs foyers, sans aller défendre les Châteaux, comme *Don-Quichotte*. Celui de Ferney appartient, il est vrai, à M. *de Budé*, Citoyen de Genève, et de la Famille duquel *Voltaire* avoit acquis cette terre. Le Possesseur actuel a pu prendre quelques précautions, sans avoir besoin, pour cela, *d'électriser, au nom de Voltaire*, 800 Volontaires Génevois. Le pays de Gex est aujourd'hui tranquille, ainsi que la partie voisine de la Franche-Comté, comme on en jugera par la lettre suivante :

LETTRE AU RÉDACTEUR.

MONSIEUR,

« Il est bien vrai que nous avons demandé des fusils au Gouvernement de la République de Genève. D'après des bruits continuels de bandits répandus dans toute la France, & une lettre de M. le Marquis de *Langeron*, notre Gouverneur, qui nous avertissoit de nous tenir sur nos gardes, & qu'il étoit sorti deux cents brigands des Voges qui avoisinent la Comté, la municipalité de Saint-Claude prit le parti de me députer à Genève. MM. les Syndics & Conseil de la République ne nous accordèrent point d'armes, & ce ne fut qu'à regret. Ils eurent la bonté de s'en référer là-dessus au consentement du Roi, de le demander, de l'obtenir, & de nous transmettre ensuite l'offre la plus gracieuse des armes que nous avions sollicitées. Notre digne Gouverneur nous l'ayant remis, nous avons remercié cette République, qui, dans tous les temps, nous a donné

Digitized by Google

les plus grands secours. Avant que d'appartenir à la France, nous fûmes bâtis par les Suédois, & Genève nous procura toutes les aides imaginables pour nous rebâtir ; peu de Bailliages ont été plus tranquilles que le nôtre ; toute propriété a été respectée comme ci-devant, & les lois bien observées. Par le bon ordre que nous avons établi, la tranquillité de chaque individu a été maintenue. M. de *Langeron* nous en a témoigné sa satisfaction.

Vous voudrez bien, Monsieur, donner une place à ma lettre, parce que votre n°. 32 du Mercure pourroit laisser une impression désagréable, &c. &c.

ROSSEL DE LECT.

Saint-Claude en Franche-Comté, le 18 août 1789.

De Bonn, M. le Comte d'Artois a suivi le Rhin, traversé la Suisse, fait quelque séjour à Evian, sur les bords du lac de Genève, où se trouvent S. A. R. le Duc *de Chablais* et nombre d'Etrangers de distinction. D'Evian, il est passé à Turin, par la route de Savoie. M. le Prince *de Condé*, sa Famille, et 44 Personnes de leur suite, étoient à Manheim, le 12 de ce mois. Cela n'empêche pas qu'on n'ait imprimé ici, que ce Prince avoit demandé à l'Etat-Major de Lille, de le recevoir prisonnier dans la Citadelle, avec sa Famille.

On écrit de Sens qu'on y a appris, avec beaucoup de joie, la nomination que le Roi y a faite, le 2 de ce mois, du Marquis de *Chambonas*, Colonel, en qualité de Commandant particulier pour cette ville. Ce titre, accordé par Sa Majesté, sur la demande de tous les Sénonois, est la récompense du zèle avec lequel le Marquis de *Cham-*

Digitized by Google

bonas, revêtu par acclamation du commandement de la Milice Bourgeoise, a su rétablir & maintenir, dans cette ville, l'ordre & la tranquillité qui y avoient été troublés par quelques émeutes. Les Lettres de commandement, dont il a été honoré, ont été enregistrées au Bailliage, & à l'Hôtel-de-ville de Sens.

Les craintes qu'on avoit conçues touchant la perception des dîmes cette année, se sont réalisées dans plusieurs cantons, dont les Propriétaires, étendant à leur profit le bénéfice du décret de l'Assemblée Nationale, se dispense d'acquitter une dette, qui, cependant, leur est imposée jusqu'à ce qu'on ait pourvu à l'entretien du Clergé Pastoral. Un grand nombre de ses Membres, et les plus utiles, seront réduits à la plus urgente détresse, si cette usurpation devient générale. Ce n'étoit pas là l'intention du Législateur.

Des gens qui calculent comme ils raisonnent, ont déja fait la distribution des revenus du Clergé, qu'ils évaluent juste à deux cents millions. Partant, disent-ils, 96 millions suffiront à *salarier* les Prélats et les Curés; à cette dépense, ajoutez 12 millions pour l'intérêt de la dette du Clergé, reste 92 millions pour acquitter le déficit et la dette nationale.

Sans doute, ces calculateurs généreux fondent sur des bases sûres l'estimation des revenus du Clergé. On

Digitized by Google

peut cependant leur faire observer que *Voltaire* n'a jamais porté cet état au-dessus de 80 millions, et on n'accusera pas *Voltaire* d'une réticence partiale. M. *Necker*, dans son *Traité de l'Administration des Finances*, a élevé ce produit à 130 millions; mais avec sa prudence ordinaire, il se défie de la justesse de cette appréciation. Peu de gens, je pense, ont été aussi voisins que ce Ministre, des élémens sur lesquels on doit asseoir son jugement. Or, sur 130 millions, il faut entretenir 200,000 Ecclésiastiques.

40,000 Curés, à 1500 l. l'un dans l'autre, exigent une dépense annuelle de . .	60,000,000 l.
20,000 Vicaires à 500 l. (somme trop bornée) .	10,000,000
Intérêt de la dette du Clergé.	11,000,000
Archevêques, Evêques, Chapitres, Collégiales, Prieurs, Chantres, Enfans de Chœur, Prêtres habitués, Chapelains, Clergé Régulier des deux sexes, auxquels on doit au moins la subsistance, en convertissant leurs revenus, qui forment un nombre de 140 mille Sujets. A ne mettre leur pension alimentaire qu'à 500 l., ce qui est même	

Digitized by Google

inférieur d'un tiers, au traitement des Réguliers supprimés dans les Etats de l'Empereur ; la dépense viagère sera de. . 78,000,000

Nous laissons *pro Memoria*, la dépense de l'entretien des Eglises, Presbytères, maisons Religieuses jusqu'à leur vente, des Aumônes, des rentes Ecclésiastiques de nombre d'Hôpitaux, etc. etc.

Il résulte que l'Etat seroit chargé à l'instant d'une Dépense de 151,000,000

Sur un revenu de 130 millions, duquel il faut soustraire le produit des dixmes abolies, produit qui forme près d'un tiers de cette somme.

Resteroit donc quatre-ving-dix millions pour balancer une dépense de cent cinquante-un. Par conséquent, le calculateur que nous relevons, a spéculé pour l'avenir et non pour le présent. Au surplus, nous n'attribuons pas plus de valeur à nos raisonnemens par chiffres, que n'en mérite cette espèce de logique, qui porte sur des dénombremens assez équivoques (1).

(1) M. l'Abbé *Sieyes*, dans l'Ecrit dont nous avons parlé, compte 64000 Paroisses, & éva-

Digitized by Google

Nous avions parlé très-succinctement de l'incident des Poudres arrêtées, le 5, sur le Port-Saint-Paul, et de tout ce qui s'en est ensuivi : depuis, l'on nous a communiqué et prié de faire connoître l'Exposé des faits. Le voici :

» MM. *le Faucheux* & *Lavoisier*, Régisseurs, ayant été amenés à la Ville, le 6 Août, à six heures du soir, par des détachemens de Garde Bourgeoise de différens Districts, M. *Lavoisier* dit en substance aux Représentans de la Commune : Qu'il avoit été expédié de Metz, quelques jours avant les troubles, 18,000 liv. de poudre de traite, à la destination du Havre & de Nantes, pour le commerce de la Guinée ; que ces poudres devoient passer par Paris ; que Château-Thierry en avoit réservé un millier pour sa défense, & que les 17,000 liv. restantes avoient été placées à l'Arsenal dans le Magasin National. Le Mardi 4, le Comité de Police avoit ordonné de reprendre la vente des Poudres, avec toute la prudence qu'exigeoient les circonstances. Celle de traite, inférieure de moitié à la poudre de guerre, embarrassoit le magasin, qui n'en peut contenir plus de 20 à 30 milliers : il falloit faire place à la nouvelle, la seule vendable & de défense ; la Ville, avertie, permit de faire venir dix milliers de poudre d'Essonne pour Paris : cet

---

lue le revenu de la dîme à 68 millions. Nous sommes donc bien éloignés d'exagérer les bases du calcul ci-dessus. Au reste, il n'est pas inutile d'observer que la dîme Ecclésiastique a été conservée dans tous les Etats Protestans, ou Réformés. Sa suppression eût mis l'entretien des Pasteurs à la charge du Peuple entier, tandis qu'il ne pèse aujourd'hui que sur les propriétaires seuls.

Digitized by Google

ordre est du 4 août. Un second du 5, adressé au Président du District de Saint-Louis-de-la-Culture, le prie de laisser sortir de l'Arsenal les 10 milliers de poudre de traite, arrivés la semaine précédente de Château-Thierry, *pour éviter*, est-il dit dans l'ordre, *l'encombrement dans le magasin de l'Arsenal, & cette poudre devant être remplacée par 10 autres milliers de la qualité nécessaire, pour servir à l'approvisionnement de la ville de Paris.* Dès le jour même on se procura une barquette; les poudres y ont été chargées en plein jour, en présence de l'escorte du District Saint-Louis-de-la-Culture; elles devoient partir le soir à la suite d'un bateau de blé pour Corbeil. Malheureusement on négligea d'en prévenir les autres Districts du quartier: le chargement, dénoncé à celui de Saint-Gervais, excite ses alarmes, qui se communiquèrent à d'autres, & bientôt à toute la ville. Ses Représentans, pour calmer la fermentation, décidèrent que les poudres arrêtées au Port Saint-Paul, seroient ramenées sous bonne escorte à l'Arsenal, en présence de MM. *Thuriot de la Rosière* & *Franchet*, Commissaires-Rapporteurs. Le District de Saint-Louis y en joignit deux autres, MM. *Solomé* & *de Bichebois*.

» M. *Lavoisier* ajouta que les poudres venoient d'être remises en magasin, & que les Procès-verbaux prouvoient que le bateau ne contenoit ni mitraille, ni pierres à fusil, comme on l'avoit répandu (1).

M. *Moreau de Saint-Méry*, Président, fit lecture des Procès-verbaux des différens Districts, tous conformes aux faits énoncés ci-dessus. Six Membres de l'Assemblée, descendus à la Grève, dissipèrent les alarmes, & prévinrent qu'il ne

(1) Le Procès-verbal imprimé constate tous ces faits.

Digitized by Google

sortiroit aucune munition, sans ordres exprès de M. *Bailli* & de M. de *la Fayette*. Le lendemain 7, M. *Benard*, Président du bureau Militaire du District de *Saint Louis-de-la-Culture*, alla chercher la bonne poudre à Essonne; les 10 milliers arrivèrent le 8, à 10 heures du matin, au Port Saint-Paul, comme les Régisseurs l'avoient promis. Voilà le récit exact de cette affaire qui a pensé coûter la vie à M. *de la Salle*.

Dans le cercle des attentats commis sur la liberté et la sûreté personnelles, il en est un, différent des brigandages contre les Châteaux et les Abbayes, qui doit acquérir la notoriété générale. La relation que nous allons en donner, nous a été adressée par un ami de M. *François de Neufchâteau*, Littérateur dont chacun estime les talens et la personne, et qui a failli être victime de la violence que voici :

De Toul, le 9 Aout 1789.

» Il vient de se passer ici une scène, incroyable par son objet & par ses Acteurs; scène qui pouvoit avoir des suites affreuses, sans la modération de la principale victime, & sans la sagesse du Commandant de la Province. »

» Le jeudi 6 Août, quarante-cinq Députés des Communes du Bailliage de Toul s'étoient réunis dans un petit village, à une lieue de cette ville, où ils se concertoient sur les suites à donner à l'exécution de certains articles de leur Cahier, dont il a été parlé dans le tems avec éloge. M. *François de Neufchâteau*, Député suppléant du Tiers-État de ce Bailliage, s'étoit rendu à l'Assemblée, avec les Pouvoirs exprès de neuf Communautés. »

Digitized by Google

Au milieu du dîné frugal qui succédoit à une Délibération paisible, la Maréchaussée de Toul, renforcée d'un détachement considérable du Régiment de *Royal-Normandie*, en garnison à Toul, est venu s'emparer des personnes de quatre de ces Députés, sous prétexte que leur Assemblée étoit illicite, faute d'être tenue de l'ordre du Lieutenant de Roi de Toul. On a eu beau leur objecter que ce Lieutenant de Roi n'avoit point d'ordre de ce genre à donner de son chef, hors de la place où il commande, & que tout au plus pouvoit-il se faire informer des motifs de cette Conférence des Communes. »

» On a offert de lui communiquer ces motifs, qui n'avoient rien que de conforme au bon ordre, de respectueux pour le Roi, & d'utile pour la Nation. »

» Sans égard pour ces raisons, & sans vouloir montrer le Décret en vertu duquel on agissoit, la Maréchaussée & la Cavalerie ont fait sortir de table quatre Députés (MM. *François de Neufchâteau*, Suppléant; *Quinot*, Electeur; *Bigot* & *Chénin*, Rédacteurs). On les a traînés ignominieusement & à pied, pendant plus d'une heure; on les a promenés dans les rues de Toul avec appareil, la Troupe ayant le mousqueton haut, le sabre nu, la trompette sonnante. On peut imaginer la surprise & le concours, & les questions du peuple. Comme on n'avoit parlé depuis quelque tems que de bandits, les enfans crioient: *Voilà les bandits*. Et tout le monde a pu le croire, quand on a vu que ces Députés, introduits un moment dans la cour de M. le Lieutenant de Roi de Toul, en sont sortis au bout d'une minute, avec le même appareil, pour être transférés à la Conciergerie. »

» Là, on les a séparés : on n'a pas souffert que leurs amis pussent les voir, & on les a traités

Digitized by Google

du reſte avec toute la rigueur dont on uſe envers les ſcélérats reconnus. Dans la nuit, à une heure du matin, on a annoncé aux quatre Députés priſonniers qu'on les envoyoit à Metz, pour y être jugés prévôtalement, attendu qu'ils étoient coupables d'un *attroupement illicite*. Ceux qui employoient ces termes, n'en connoiſſoient pas la valeur. »

« Un Magiſtrat du lieu eſt venu viſiter ces quatre Députés dans la priſon. M *François de Neufchâteau*, l'un des quatre, a repréſenté à ce Magiſtrat l'inviolabilité de ſa perſonne, en qualité de Suppléant. Il a fait voir qu'un homme, tel que lui, qui a été décoré des premières places de Magiſtrature, qui tient à une Cour Souveraine, comme Conſeiller honoraire, &c. ne pouvoit être ſoumis à la juriſdiction prévôtale, comme les vagabonds & les gens ſans aveu. Le Magiſtrat auroit dû revendiquer cette affaire pour les Tribunaux ordinaires, vû ſur-tout que la dernière Déclaration du Roi, qui attribue à la Maréchauſſée la connoiſſance des Aſſemblées illicites, ne fait point Loi dans le reſſort du Parlement de Metz, où elle n'a pas été enregiſtrée. »

» Le Magiſtrat a laiſſé partir les priſonniers pour Metz. Les quatre Députés, traités en criminels d'état; gardés à vue, ſont arrivés, à ſix heures du matin, ſur la place de Pont-à-Mouſſon, ville de Lorraine, entre Toul & Metz: c'étoit l'heure du marché. Il étoit trop aiſé de faire prendre le change au peuple, & d'inſinuer que ces priſonniers étoient des brigands, des coupeurs de blé. Il n'en falloit pas davantage pour exciter du trouble. Heureuſement M. *François de Neufchâteau* a ſa réputation faite, depuis longtems, en Lorraine & ailleurs. Sur ſon nom ſeul, on n'a pas pu préſumer qu'il fût à la tête des coupeurs de blé & des brigands. Il auroit dé-

Digitized by Google

pendu de lui plusieurs fois, depuis son arrêt, de se faire délivrer par un peuple justement indigné. Mais il a donné l'exemple de la soumission à l'autorité, bien convaincu qu'il étoit, que cette affaire seroit considérée à Metz sous son vrai point de vue »

« En effet, il n'a pas eu besoin de plaider sa cause; car, avant son arrivée, M. le Marquis *de Bouillé*, qui avoit reçu un courrier extraordinaire du Lieutenant de Roi de Toul, avoit condamné la démarche de ce dernier, sur l'exposé de sa lettre même. Ce brave & judicieux Commandant a senti le danger de souffrir que quatre Députés des Communes, dont l'un est Suppléant, fissent une entrée ignominieuse dans Metz, & il a expédié des ordres pour les renvoyer paisiblement chez eux, aussitôt qu'on les rencontreroit. Ses sages intentions ont été parfaitement secondées par M. *Courtois*, Prévôt-général, & M. *Coste*, Lieutenant de Maréchaussée de Metz. Ce dernier s'est tenu à une lieue en avant de cette ville, & a dit à l'escorte qu'elle pouvoit repartir pour Toul. Trois de ces prisonniers s'en sont retournés à leurs affaires. M. *François de Neufchâteau*, se trouvant à une lieue de Metz, y est venu seul. Il a été invité & accueilli par M. le Marquis *de Bouillé*, avec la distinction à laquelle il avoit lieu de s'attendre. Ainsi donc, au lieu d'être pendu à Metz par les ordres du général, comme le débitoient & l'espéroient à Toul les Auteurs de cet attentat, ce Député a dîné à la table du général. Cela est un peu différent. »

» Aussi touché de cette marque de justice, qu'il avoit dû être sensible à l'avanie infâme qui l'avoit précédée, M. *François de Neufchâteau* n'a demandé à M. le Commandant de la Province, d'autre réparation contre le Lieutenant de Roi de Toul, que l'agrément de tenir de nouveau

Digitized by Google

l'Assemblée très-innocente & très-légale que ce Lieutenant de Roi avoit dispersée & flétrie avec tant d'imprudence. On a remarqué ce trait de modération. Il répond à tout le reste de la conduite de M. *François de Neufchâteau*; mais on doute que les Communes du Bailliage de Toul se réduisent à si peu de chose, pour l'insulte faite à tout le Peuple, dans la personne de ses Représentans »

» A son retour, M. *François de Neufchâteau* a été reçu dans Pont-à-Mousson & à Toul, comme on devoit recevoir le martyr du Patriotisme, & un Député suppléant, dont la personne est sous la sauve-garde de la Nation. Son arrivée à Toul a occasionné une de ces fêtes imprévues, qui ne sont point commandées, qui émanent, en quelque sorte, du mouvement de tous les cœurs, & qui transportent toute une Ville d'enthousiasme & de joie. »

» Cet événement, si différent de ceux qui se passent ailleurs, auroit été le premier qui eût troublé la tranquillité, dans laquelle M. le Marquis *de Bouillé* a su maintenir jusqu'ici le Département des Trois-Evêchés : de moindres étincelles ont allumé de grands incendies. On ne sauroit trop louer la conduite de ce digne Officier-général. »

P. S. Le 13, la nouvelle Assemblée des Communes du Bailliage de Toul, s'est tenue au même lieu où elle avoit été troublée, outragée, dispersée huit jours auparavant. Le Procès-verbal de cette Assemblée va être publié. Il paroît que le Lieutenant de Roi de Toul s'est laissé conduire, dans cette affaire, par des gens qui l'ont trompé, & qui sont connus.

Voici la lettre écrite par MM. de l'Hôtel-de-Ville de Paris, à MM. les

Digitized by Google

Volontaires-Patriotes d'Elbeuf. Elle n'a pu être placée l'Ordinaire dernier.

« MESSIEURS,

« Recevez le témoignage de reconnoissance que la Ville de Paris doit au courage qui vous a fait braver les plus grands dangers, pour assurer sa subsistance; elle sent vivement toutes les obligations qu'elle vous a, et son seul regret est de ne pas avoir d'expressions assez énergiques pour rendre tous les sentimens dont elle est pénétrée. Au récit de vos braves Députés, les larmes ont coulé de tous les yeux. L'Assemblée, frappée tour-à-tour d'admiration et de terreur, a partagé tous vos dangers et toutes vos sollicitudes. Elle s'est empressée de députer à l'Assemblée Nationale pour s'assurer des moyens de procurer à votre brave Compagnon, M. *Guilbert*, la liberté dont vous savez tous faire, Messieurs, un si noble usage. Ses vœux sont remplis; il est rendu à sa famille, à ses amis et à sa Patrie. Daignez l'assurer, Messieurs, que l'Assemblée des Représentans de la Commune de Paris a frémi de ses dangers, et qu'elle n'auroit rien négligé pour vous prouver qu'elle ne se borne pas à une admiration stérile, et qu'elle sait voler au secours de ceux qui veulent bien s'exposer au danger pour elle. Recevez, Messieurs, tous en général, et chacun en particulier, l'assurance d'une éternelle gratitude; et soyez les interprètes de ses sentimens auprès d'un Chef, M. *Carbonnier*, qui sait joindre la prudence

Digitized by Google

à la bravoure, et qui est si digne de vous Commander. »

Vos très-humbles et très-obéissans serviteurs,

Signés, BAILLI, Maire; MOREAU DE SAINT-MÉRY, DELAVIGNE, Présidens; BROUSSE DES-FAUCHERETS, Secrétaire.

Paris, le 8 *Août* 1789.

L'anecdote consignée dans la lettre que l'on va parcourir, offre une singularité physique, parfaitement certaine, dont le récit fera diversion un instant, à ceux, trop sérieux, dont nous entretenons nos Lecteurs depuis un mois.

A MONSIEUR LE RÉDACTEUR DU MERCURE.

« Trouvez bon, Monsieur, que je vous demande » une petite place pour la lettre dont j'ai l'hon» neur de vous envoyer copie, dans le propre » style naïf de l'honnête Régisseur qui me l'écrit » de lui-même, & de sa main, deux jours après » l'accident qu'il rapporte. »

A Fougères, près Blois, ce vendredi 31 *juillet* 1789.

MONSIEUR,

« Il est arrivé un grand malheur au château, mardi dernier (28), à une heure après midi, le temps étant noir seulement par gros carreaux mêlés de blanc; il a fait un si fameux coup de tonnerre, qu'il est tombé sur la grande tour. Il a fait une *rote* depuis le plomb d'en haut, du côté de la *faye*, de la largeur de deux pieds & demi,

Digitized by Google

jusqu'en bas; & encore une autre *rate*, depuis le plomb, en tournant de la grande cour à la petite, & est tombé sur les bâtimens, à la descente de la grande tour; il a passé dans le mur, & est entré dans ma chambre où étoit ma femme, bien malade, a cassé un jambage de pierre en trois, percé le rideau *du lit* où étoit ma femme, a repassé dans le mur de la fenêtre & cassé les vitres de la cuisine *au-dessous*. J'y étois alors à dîner: il est tombé tout le long de mon côté gauche, *entre la peau & la camisolle de dessous*; m'a brûlé le côté, depuis le bas de l'épaule jusqu'à la ceinture de ma culotte, où il a entré, a percé ma chemise en deux trous à passer un œuf, & m'a emporté la peau jusqu'à la chair, de trois doigts de large, de la longueur de la main; a descendu le long de ma cuisse & le long de la jambe. Le feu a pris à ma grande culotte (*le pantalon*), & m'a brûle depuis le gras de la jambe jusqu'au bas; *cependant* mon bas n'a pas même été brûlé ni rôti: je n'en ai point perdu la parole; j'ai recommandé mon ame à Dieu, où je croyois passer dans le moment: *mais* sitôt que j'ai eu reçu le coup, j'ai perdu l'usage des deux jambes & des deux cuisses, *restées* comme *mortes*: (*cet état n'a pas duré.*) Peut-être un quart de minute avant le coup, je regardois à travers la vitre s'il ne tomboit point de grêle: en me retournant, pour me rasseoir, le tonnerre a passé par l'endroit où je regardois; lorsqu'il m'a passé le long du côté & dans ma culotte, je n'en ai rien senti. On est allé chercher M. le Curé, le Médecin de *Pouilevry*, & le Chirurgien de *Coutru*, qui m'ont saigné & fait vomir: jugez, Monsieur, combien j'ai de graces à rendre au Seigneur. De ce mauvais orage, il est tombé bien de la grêle en plusieurs endroits (*suit un détail très-calme des opérations ordinaires de sa régie*

avant & après l'événement). Je ne peux vous en écrire davantage, je suis trop fatigué. »

J'ai l'honneur d'être &c.

BERTIN.

Le Sieur *Bordier*, Acteur des *Variétés Amusantes*, et arrêté à Rouen, comme l'un des Chefs de la dernière émeute, a été jugé, après une procédure régulière, comdamné à mort, et exécuté la semaine dernière.

M. *Mounier* vient de publier sous le titre de *Considérations sur les Gouvernemens*, et principalement sur celui qui convient à la France, un Ecrit digne d'être sérieusement médité, et dont nous parlerons plus en détail la semaine suivante.

P. S. Par une méprise typographique, on a annoncé, au dernier N°, que M. *Duport avoit réfuté la maxime que les biens du Clergé appartiennent à la Nation*. Il faut lire *a DÉFENDU la maxime, etc.*

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

MAR 31 1931

Digitized by Google

Digitized by Google

MAR 31 1931

Digitized by Google